

25-01-9

## ESQUISSE D'UNE PHILOSOPHIE

DE

### L'HISTOIRE DE LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

---

« ... L'Angleterre est une île bloc de fer et de houille. » Cette phrase, que nous apprenions par cœur, quand nous étions petit grimaud, a cessé depuis longtemps d'être une vérité. La Grande-Bretagne, en raison des progrès de l'aviation, a perdu la plus grande partie de son insularité, ce qui a enlevé à peu près tout intérêt à la question, jadis controversée, du tunnel sous la Manche. Si elle a toujours les gisements de Newcastle qui amenaient autrefois, à Londres, « le charbon de mer » — ou *sea coal* — et ceux de Cardif et des Midlands, elle manque de fer au point d'être obligée de chercher la matière première de ses aciers en Suède, dans les provinces basques, en Afrique du Nord.

C'est la seconde fois, au moins dans l'histoire, qu'une véritable révolution bouleverse la signification économique des îles Britanniques. Au début du xvi<sup>e</sup> siècle, tout s'était passé comme si une main toute-puissante avait pris la lointaine Thulé, jusque-là orientée vers le continent européen, vers les pays normand, angevin et picard, vers l'étape brugeoise de la laine, vers les villes hanséatiques, au bord d'un océan inconnu, ténébreux et infranchissable, pour la transporter brusquement sur une des routes maritimes les plus fréquentées de la planète. Subitement, l'Atlantique septentrional avait cessé d'être un fossé insondable, un bout du monde, pour devenir un chemin. Bristol s'était tout d'un coup tourné vers les terres occidentales, et bientôt même l'estuaire de la Tamise avait pour ainsi dire changé de direction. Il continuait bien à s'ouvrir vers la mer du Nord, mais pour se replier bientôt par la Manche vers les terres nouvelles. Le cap Land's-end a depuis quatre cents ans largement fini de mériter son nom.

Ces deux exemples suffiraient à eux seuls pour nous avertir que la géographie économique est une matière perpétuellement mouvante, un constant devenir. C'est à ce propos qu'il convient de dire : « Le mo-

ment où je parle est déjà loin de moi. » Géographie de position, voies de communications, créations de puissances commerciales nouvelles, importance croissante ou décroissante des marchandises d'importation ou d'exportation, tous ces éléments, loin d'être soumis à un quelconque statisme, sont régis par un dynamisme sans arrêt et toujours transformable. C'est ce qui, soit dit en passant, constitue la plus grande difficulté et aussi le principal attrait des études de géographie économique.



### I. — ÉVOLUTION ET RÉVOLUTIONS DES POSITIONS GÉOGRAPHIQUES

Les deux faits rappelés à propos de l'Angleterre sont loin d'être les seuls ; le plus ancien, à l'aube même des temps modernes, c'est la véritable révolution par laquelle l'Égypte cessa brusquement d'être la porte du monde oriental et extrême-oriental, le chemin des épices, tandis que Lisbonne, puis Anvers et les autres ports de l'Ouest atlantique se trouvaient brutalement transportés beaucoup plus au sud, puis, après la découverte des terres australes, vers l'est, le nord-est et le monde indien. Cela, d'ailleurs, ne se passa pas du jour au lendemain, les routes du Proche-Orient et de la Méditerranée orientale tinrent bon devant cette concurrence ; mais, enfin, la route du Cap finit par l'emporter et resta la voie maîtresse jusqu'au jour où une révolution nouvelle, servie par la puissance britannique aidée par la main de l'homme, rendit, vers la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, à l'isthme égyptien son antique primauté.

À l'autre extrémité de l'Atlantique se produisait une autre révolution, insoupçonnée et même incomprise de ses propres auteurs ; ils cherchaient, par la route de l'ouest, un nouveau chemin des épices, et ce chemin se heurtait à une barrière, la barrière de tout un monde étendu depuis les steppes boréales jusqu'au voisinage des glaces des terres australes. Il fallut encore bouleverser la géographie et la cartographie de la terre, lire sous la plume de Pierre Martyr d'Anghiera *les décades du monde nouveau*, enrichir nos connaissances de notions inattendues et laisser baptiser ces découvertes imprévues par un voyageur italien et un imprimeur de Saint-Dié. Ces découvertes eurent, comme les précédentes, l'effet très rapide de retourner de plus en plus vers l'occident la face de la terre. Après Lisbonne, les ports de la Flandre, les villes de commerce de l'Allemagne du Sud, voilà Séville, Saint-Jean-de-Luz, la Rochelle, Saint-Malo qui cessent à leur tour de s'en-



fermer dans leur monde côtier, dans leur fonction de cabotage, pour se rapprocher, eux aussi, de l'occident. Nous reprendrons la formule des physiciens pour redire : tout se passe comme si ces ports avaient été transportés à l'ouest. Il est pour ainsi dire un symbole de ce déplacement relatif des positions : c'est le nom donné à une ville de foire de l'Amérique méridionale, d'une ville du Levant espagnol ; à la Carthagène correspond ainsi, à des milliers de kilomètres, la Carthagène des Indes comme aux Boston, Portsmouth, etc., de la vieille Angleterre correspondront les Boston et les Portsmouth du Nouveau Monde. Une autre révolution géographique se produira non moins décisive dans l'Extrême-Orient du début et du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le jour de 1817 où William Raffles découvrira l'importance de la porte de Singapour, il ouvrira d'un seul coup d'épaule un monde aussi inattendu que l'avaient été trois cents ans plus tôt les Amériques. Les détroits Malais deviennent, presque du jour au lendemain, non seulement la grande voie de l'Extrême-Orient, mais une sorte de gond de la planète avant même de se transformer en une avancée de l'isthme de Suez, et au delà quelle révolution dans la position mondiale de la Chine méridionale, dans l'importance subitement acquise par la Chine du Sud ! Canton, Nankin, qui, après Macao, semblaient accolés au monde chinois, confinés dans leur rôle malayo-polynésien, semblent, de leur part, être devenus des prolongements de notre Europe nord-occidentale. La guerre de l'Opium, en 1842, révèle au monde, et non pas seulement à l'Angleterre, la position sans précédent et sans égale d'un îlot et de quelques rochers ! Hong-Kong ne va pas tarder à devenir l'un des principaux centres commerciaux, et l'on peut dire le premier port du monde.

Plus au nord apparaît la singulière analogie de position, on peut dire homothétique, entre l'archipel mikadonal et l'archipel britannique. L'un comme l'autre sont accolés à de vastes étendues continentales et séparés du reste de la terre par des abîmes insondables. Après les tentatives de rattachement plus ou moins habilement opérées par les missionnaires du XVI<sup>e</sup> siècle, l'Empire du Soleil levant s'est fermé aux influences étrangères, ne vivant plus que de ses rapports avec sa propre Méditerranée et la marge occidentale des mers de Chine. Puis, après, l'ouverture de 1858 et l'ère du Meiji, l'archipel japonais est à son tour transporté comme par une force toute-puissante et irrésistible au bord de l'Océan Pacifique, vers le continent américain qui, après avoir été pour nous l'extrême-occident, le Far-West de nos civilisations, en est devenu plus que l'Extrême-Orient.

A ces révolutions grandioses qui bouleversent de fond en comble, et souvent en peu d'années, l'équilibre de la planète, et les rapports entre les diverses parties du monde, d'autres s'ajoutent plus près de nous dans des territoires dont on se demande d'abord et longtemps s'ils sont d'Europe ou bien d'Asie. C'est le cas de la Moscovie, semi-tatare d'abord, séparée des autres terres par le monde polonais et que n'ouvrirait sur l'occident que la timide porte de Narva, visitée par les Hollandais et les marins baltiques. Mais voici que les compagnons de Chancellor, cherchant une route du nord-est, comme leurs prédécesseurs de l'Amérique septentrionale avaient cherché tant de fois les routes du nord-ouest, ouvrent la nouvelle porte d'Arkhangelsk et de la mer Blanche. C'est encore un bouleversement total des orientations séculaires, la pénétration en Russie par la Volga, la marche sur Astrakan, la recherche du monde iranien et même turco-indien, non plus par les avenues classiques de la Mésopotamie, mais par Astrakan et la Caspienne. Et, plus tard, c'est au delà même de la mer Blanche que les découvreurs iront chercher d'autres passages du nord-ouest bien plus occidentaux, faisant ainsi le tour de l'Asie boréale et allant pour ainsi dire à l'extrémité septentrionale des mers japonaises et à l'extrême nord oriental de l'Amérique.

Est-ce tout? Assurément non, les mers où s'était perdu au XVIII<sup>e</sup> siècle un Robinson Crusoe ne sont plus des flots déserts. Partout se croisent et s'entre-croisent les chemins du monde. Depuis les voyages de Cook et de La Pérouse, c'est encore un nouveau continent aussi inconnu de nos cartes que l'avait été l'Amérique qui est en un moment rattaché à la terre. Pour rendre sensibles aux yeux ces prodigieuses révolutions qui ont bouleversé l'économie de la planète, il faudrait dessiner des cartes qui montreraient l'extension et les principales directions du monde connu, au temps de Vasco de Gama et de Colomb, puis à l'âge de Fernand Cortes; des voyages de Magellan et de Drake, et où l'on verrait surgir à leur date, par un jeu de couleurs changeantes, l'Inde, les terres malaises, l'Australie, les mondes chinois et japonais, la Russie, l'Asie centrale, etc. Une superposition de ces planisphères serait d'autant plus suggestive et révélatrice que ces transformations se sont quelquefois opérées dans un temps très court et que les positions économiques les mieux assises, celles auxquelles s'était accoutumée l'intelligence humaine, ont souvent changé du tout au tout en peu d'années.



## II. — PRODUITS, CONSOMMATION, ÉCHANGES

« Dis-moi ce que tu manges et je te dirai qui tu es. » Les Grecs distinguaient les peuples de leur monde habité de leur *oikoumene* non pas d'après la couleur de leur peau ou la forme de leur crâne, mais d'après leur nourriture coutumière : mangeurs de lotus (*lotophages*), mangeurs de blé et d'autres céréales (*sitophages*), mangeurs de poissons (*ichtyophages*)... Ces distinctions, toujours valables, ont varié au cours des siècles et même tout près de nous. L'illustre économiste anglais Sir William Ashley a écrit des pages passionnantes sous ce titre : Le pain que mangeaient nos ancêtres (*The bread of our fathers*). Même dans notre France, qui nous apparaît comme ultra-conservatrice et spécialisée dans la consommation et la culture du blé, n'avons-nous pas, au cours de notre existence personnelle, assisté aux luttes du froment contre le seigle (du Ségalas, par exemple) et au recul du sarrasin en Bretagne, et jusque dans la Normandie méridionale, puis à la substitution, dans des pays traditionnellement voués au blé, de l'élevage du gros bétail. Si, depuis Turgot, la châtaigne a reculé devant le blé, pour nourrir les populations limousines, n'oublions pas que le tubercule américain, le *cartoufle*, connu d'Olivier de Serres, popularisé à l'extrême fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par Parmentier, n'a trouvé que depuis sa prodigieuse extension. On a souvent dit que cela serait un jeu de société que de se représenter les masses consommatrices de notre Europe d'aujourd'hui sans pommes de terre, qu'elles ne vont plus chercher en Amérique, mais en Allemagne, en Bohême et dans tout notre continent. Révolution prodigieuse dont les conséquences sont loin d'être épuisées, et dont l'histoire évoque ce que l'on peut appeler le roman du sucre. Se figure-t-on ce que pouvait être une Europe civilisée sans matières sucrées autres que le miel importé de régions lointaines, comme la barbare Russie, ou les produits de la canne pauvrement introduits dans la Sicile des Hohenstaufen, puis des Canaries, avant le jour où il deviendra un produit sud-américain, antillais et même de la partie sud de l'Amérique du Nord. Encore au temps où écrivait Montesquieu, le grand ironiste se demandait si les buveurs de boissons chaudes n'étaient pas responsables de l'esclavage et de la traite des noirs. Avec quel scepticisme on accueillait les idées géniales d'un Goethe et les hardiesses d'un Chaptal lorsque, pour parer au

défaut de ce que Delille appelait « le miel américain », ils lui cherchaient des *ersatz*. Depuis, l'*ersatz* a failli remplacer l'ancien produit : aujourd'hui, on les voit se balancer dans les statistiques, se combattre à armes égales sur les marchés de consommation, et nous avons ce curieux spectacle de voir dans le pays aux possibilités illimitées, les États-Unis, le Nord tributaire de la betterave, aussi bien que la France du Nord-Est et l'Europe centrale, le Sud, client de la canne, tout aussi bien que le Brésil ou la lisière andine de l'Atlantique. Qui peut nous dire, le saura-t-on demain, si ce procès est définitivement jugé. Toujours est-il que, si un décret nominatif de la Providence avait réservé aux pays tropicaux et sud-tropicaux la production du sucre, la chimie moderne a révisé et revise tous les jours ce décret. Quand je bois une tasse de bon café, je l'appelle, en vertu d'une habitude invétérée, un *moka* en évoquant le souvenir des chèvres arabes qui s'ébattaient après avoir absorbé les excitantes baies rouges. Mais qui pense à l'Arabie, depuis que le café a conquis les Antilles, qu'il s'est appelé Martinique, puis a cédé sa place à la Guadeloupe, a envahi le domaine illimité du Brésil et maintenant, aux dernières nouvelles, se répand en Colombie, au Venezuela, sans parler de ses conquêtes de la côte de Guinée et en Abyssinie. Bouleversement total qui a eu pour résultat la mévente du café. Plus récente et encore plus imprévue est l'histoire de la fève qui donna à l'Espagne le cacao et que, il y a plus d'un demi-siècle, les Hollandais vendaient en poudre. C'est seulement depuis moins de cinquante ans que le cacao est devenu une des cultures essentielles d'abord de la Nigéria, puis maintenant de notre Côte d'Ivoire, au point de fournir avant l'explosion de la deuxième guerre mondiale à tous les besoins de la chocolaterie française et d'une grande partie de la chocolaterie suisse. Cette évolution n'est pas encore à son terme, pas plus que celle de la banane, qui, après avoir été un fruit canarien, ensuite un fruit brésilien, tendait de plus en plus à devenir un produit de notre France ouest-africaine. Nous ne multiplierons pas les exemples analogues en ce qui concerne les agrumes, produits de notre Méditerranée et fournis de plus en plus en grand par le Cap et l'Amérique du Sud. Inutile de rappeler que le thé a jadis dominé la Chine et le Japon, que des caravanes spéciales avaient créé les célèbres foires sino-russes de Kiakhtha-Maimatchine en transportant le thé en briques dit « thé de la Caravane ». Tout cela disparaît aujourd'hui devant la souveraineté du thé de Ceylan et de l'Assam, sans parler des contributions croissantes de notre Indo-Chine et des Indes néerlandaises. Encore un procès à réviser pour les éditions futures !

Le Japon, pour revenir à lui, était classé dans les livres de notre enfance et même de notre âge mûr comme un pays de mangeurs de riz et de poissons séchés à l'égal de la Chine, comme un buveur d'alcool de riz. Au moment de la deuxième guerre mondiale, cet archipel d'ichthyophages et de rizophages se transformait surtout dans ses dépendances extérieures en un pays de sitophages, et ce buveur d'alcool de riz était, de plus en plus un buveur de vin, pour le plus grand bénéfice des terres méditerranéennes. Encore une correction à faire sur nos manuels de géographie économique.

Passerons-nous à l'histoire si mouvementée et singulièrement instructive des oléagineux et des corps gras? Pour un Romain, l'huile était essentiellement celle d'olive que les mortiers, après avoir épuisé les arbres de la Grèce chère à Pallas, de l'Italie et de la Provence, allèrent chercher dans l'Afrique du Nord, et l'on sait que c'est la remise en valeur des olivettes de la Berbérie qui a, malgré les destructions dues à l'Islam, restauré de nos jours la Berbérie et particulièrement la Tunisie. Inutile de rappeler les superbes études et les plus superbes réalisations d'un Paul Bourde. Dès ce moment, d'ailleurs, l'arbre cher à Mistral avait d'autres concurrents que les oléagineux septentrionaux comme le colza et l'œillette. On ne comptait plus guère avec l'huile et le gras de baleine, qui avait joué un tel rôle dans la vie économique des Néerlandais, allant pourchasser les grands cétacés jusque dans les stations polaires du Spitzberg et des régions voisines. De plus en plus leur place était prise par des huiles d'autres provenances, déjà notre bouche d'enfant avait appris à répéter les mots talismaniques des *Mille et une nuits* : « Sésame, ouvre-toi ! » Mais derrière le Sésame arrivait la cohorte innombrable des arachides ; d'abord au Sénégal où le port de Rufisque avait même donné son nom à la plante souterraine, et qui de plus en plus recouvrait de ses récoltes non seulement toute la Séné-gambie, la Nigéria, la Guinée, mais bientôt l'Indochine et régions voisines. C'est une bien captivante aventure que celle de cette graine qui a conquis rapidement près d'un quart des terres émergées, en laissant tout juste une place pour le palmier à huile de la côte africaine et pour les innombrables cocotiers qui, installés au gré des vents sur les atolls polynésiens, ont transformé l'Océanie en une énorme fabrique de coprah. Imaginer en cette année 1945 le monde des corps gras, sans faire la première place grande et croissante à l'humble arachide qui apparaît près de nous, dans le royaume de Valence, et au palmier élancé, c'est vouloir ne rien comprendre ni à l'alimentation moderne en corps gras, ni à la savonnerie, ni à l'industrie des lubrifiants, qui n'em-



prunte plus guère qu'une partie de ses matières premières à l'huile des bovidés. Cette « révolution de l'huile » est encore loin d'être achevée et commence à s'opérer dans l'ordre du graissage et même de la carburation des automobiles en pays africains. Nous voilà loin, dira-t-on, avec cette prodigieuse fortune de l'arachide, du palmier élaïs et du cocotier, de la géographie purement alimentaire. Nous y revenons avec un produit minéral, l'un des plus humbles, des plus répandus et des plus indispensables, le chlorure de sodium. Nous avons publié nous-mêmes un bref essai sur un personnage historique, le sel de nos cuisinières. Il a été, avant toutes les découvertes de la chimie conservatrice d'aujourd'hui, le grand instrument dont les ichthyophages, pour revenir à eux, les pêcheurs de harengs dont les masses vivantes scintillent dans nos mers du Nord, des morues que les populations les plus diverses : Basques, Saintongeais, Bretons, puis Anglais et Français de Terre-Neuve, allaient en concurrence avec les Néerlandais chercher et sécher sur les bancs de Terre-Neuve, l'instrument aussi de la salaison des viandes, au moment d'une production du cheptel impossible à conserver immédiatement, le moyen de nourrir les bestiaux, etc. Cette consommation du sel ne coïncide plus aussi exactement, au xvi<sup>e</sup> siècle, à la division du domaine chrétien, pour parler avec Rabelais, entre le pays des Andouilles et celui de « carême prenant », qui réclamait le transfert de quantités considérables de poissons en bon état à de longues distances. Aux vieux centres de productions, Bayonne, Poitou, Bretagne méridionale et, sur la Baltique, pays de Lunebourg, Portugal, Espagne, salins du midi, s'en sont ajouté bien d'autres, bien des pays, des mers froides qui passaient pour être très pauvres en sel sont loin d'en être dépourvus, comme, par exemple, l'Angleterre, ce qui a fait de cette question du sel, malgré les usages nouveaux découverts à ce minéral, une catégorie historique.

Mais, de notre temps, nous pouvons étudier la question toujours vivante en ce qui concerne les chotts tunisiens, et les énormes masses de sel du Soudan nord-occidental alimentent, par un intense trafic de caravanes, les régions du centre africain qui en manquent pour leurs populations et leurs bestiaux. On peut étudier ainsi *in vivo* un mouvement géographique qui est destiné à disparaître au fur et à mesure des progrès de la civilisation.

Le rôle du sel nous mène tout naturellement à mentionner les autres procédés qui ont été mis en œuvre, et à des temps moins éloignés de nous, pour conserver les denrées spécialement périssables. A côté de la saline et du séchage du hareng, l'ingénieur hollandais avait inventé



de bonne heure l'art du saurissage, et, suivant le mot de Michelet, transformé ces tonnes infectes en tonnes d'or.

Ce qui ne change pas moins au cours des âges que l'origine et la destination des produits transportés, c'est leur nature et leur poids. Au temps de la préhistoire et de la primitive antiquité, que transportait-on à de longues distances? Des marchandises précieuses et peu pesantes, et qui pouvaient se payer le luxe d'un coûteux voyage sur les routes de l'ambre, de l'ivoire, plus tard de la soie avant les épices, avant le corail. Notre civilisation connaît davantage les transports massifs de produits peu rares, mais qu'on attend en grande quantité : métaux et minerais particulièrement, combustibles minéraux et métaux usuels, au premier rang le fer, le cuivre, le plomb, les phosphates, etc... La soie marque pour ainsi dire un lien de continuité entre les textiles de jadis et ceux d'aujourd'hui, de ce temps où elle dispute la primauté à la rayonne en une sorte de match impressionnant où les chiffres des fibres du bombyx du mûrier balancent à peu près, années par années, ceux de la fibre artificielle. Rappelons-nous que l'ancien textile cher à nos pères, la laine, était à la fois produit, transformé en fils et tissus, exportée enfin par l'Angleterre, tandis que les moutons espagnols ont été remplacés presque complètement sur le marché anglais par les toisons argentine et australienne. La filature et le tissage britanniques sont de plus en plus concurrencés par leurs rivaux allemands, français, russes, etc... Mais l'exemple le plus typique est celui de ce textile plus humble avec qui les Indiens du temps de Cortes faisaient déjà leurs cuirasses et qu'on désignait parfois sous cette périphrase : une laine faite avec des fibres de végétaux. Il est resté un produit exclusif de l'Inde et de l'Égypte jusqu'à la découverte américaine, qui permit en 1790 seulement d'utiliser les fibres courtes du type *sea island* : subitement, il devint un produit nord-américain d'abord tourné sur le marché anglais. De là les crises économiques (crise tarifaire) et politiques d'où devait sortir la guerre de Sécession ; après quoi, l'Amérique transforma elle-même son coton, enlevant ainsi à la cotonnade anglaise la domination du monde, ébranlant la souveraineté cotonnière de l'Angleterre aux Indes. Mais, ici, dernière nouvelle transformation : tandis qu'aux États-Unis le Sud producteur de coton l'envoyait dans le Nord se transformer en filés, en tissus, voici que, par une innovation technique, la création artificielle dans les États du Nord d'une atmosphère humide et tiède favorable à la filature et au tissage, le Massachusetts et ses voisins se mirent à transformer sur place le coton de la Louisiane, du Texas, etc... Est-ce tout? Que non pas ; les terres russes de

l'Asie centrale sont maintenant des producteurs de coton fournisseurs non seulement des usines polonaises, mais aussi des usines proprement russes de Samarkande, et, d'autre part, Anglais et Français multiplient aujourd'hui les espaces cotonniers de l'Afrique occidentale et rêvent de constituer sur le delta intérieur du Niger une sorte de nouvelle Égypte. Enfin, au tableau classique qui nous représente dans la campagne japonaise le geste élégant des jeunes filles vêtues de blanc qui viennent cueillir délicatement les précieuses fleurs, il faudra substituer d'autres images, car, à la veille de la guerre actuelle, le Brésil venait prendre sa place parmi les fournisseurs des usines d'Osaka. L'histoire du coton est bien loin d'être finie. Passerons-nous aux métaux, l'imagination populaire s'est naturellement passionnée pour les métaux précieux. Depuis Colomb et cette date de 1545 qui marqua la concomitance d'une découverte géographique, celle du Potosi, et celle d'une découverte technique dans les procédés de l'amalgamation, ce fut le triomphe du métal argent. Par contre, la chronique des régions aurifères s'est prodigieusement enrichie et, dans les cent et quelques années qui mènent depuis les sensationnelles découvertes de « Frisco » jusqu'aux grandes exploitations sibériennes d'aujourd'hui, que de noms nouveaux il a fallu parfois en toute hâte écrire sur nos cartes? Johannesburg, Coolgardie et Karlgoorlie, Dawson City, le Klondyke, etc. Combien de ces régions ont déjà connu des époques de croissance, de grandeur et de décadence, se sont transformées en contrées agricoles ou industrielles?

Mais aussi mouvante que la géographie des métaux précieux est celle des métaux usuels plus ou moins rares; nous ne parlons pas seulement des métaux rares, comme le nickel néo-calédonien et canadien, du chrome, du cobalt, du wolfram, auxquels la fabrication des aciers de guerre a conféré une valeur nouvelle depuis l'ouverture de la lutte sans merci entre le blindage et le projectile. On a, au début de cette étude, rappelé les singulières vicissitudes de l'étain; on y pourrait joindre celles du plomb, du zinc, du manganèse, même de celui de ce métal devenu quasi précieux à force d'être réclamé par cette puissance des temps nouveaux qui s'appelle la fée électricité, le cuivre. Son nom est devenu synonyme de Katanga, avant de recevoir peut-être demain celui d'une région minière française, et il doit soutenir la concurrence d'un métal à peu près inconnu au temps de notre enfance, aujourd'hui indispensable non seulement pour le transport de la force motrice, mais pour la construction des aéronefs et des avions. La matière de celui-ci s'est appelée bauxite quand on croyait la trouver surtout dans

quelques rochers de Provence, mais où ne va-t-on pas la chercher aujourd'hui, en Suisse, en Allemagne, en Scandinavie, dans le nord des États-Unis, partout où existent de puissantes chutes d'eau ou des gisements de lignites qui peuvent se substituer sur place à la force hydraulique. C'est à tout instant qu'il faut rénover la statistique de l'aluminium. Il n'est pas jusqu'au métal usuel le plus classique, le fer, qui ne soit remis en question. Autour des années 80, on aurait pu l'appeler un métal américain, spécialement pennsylvanien, avant le hasard heureux qui mit dans la dotation, nous allions écrire dans la dot, de l'Université de Minnesota des gisements insoupçonnés. Mais la transformation sensationnelle se produisit plus près de nous, lorsque le bassin ferrifère lorrain, abandonné par Bismarck à Pouyer-Quertier comme situé à des profondeurs jugées très difficiles à atteindre et comme impropre à faire du bon acier, s'avéra brusquement, grâce aux progrès de l'art de l'ingénieur et à la déphosphoration, comme le second bassin du monde et le premier de l'Europe. Excusons-nous d'employer toujours la même formule. Tout se passa il y a un peu plus de cinquante ans comme si une puissance magique était allée chercher au centre de la terre une masse formidable d'excellent fer à acier et l'avait apporté à la surface du bassin de Briey. Or, qui nous dira si d'autres régions, par exemple en Chine, ne vont pas nous réserver d'autres surprises?

Veut-on d'autres minéraux?

Les soldats de l'an II faisaient lessiver leurs caves pour en retirer le salpêtre indispensable à la fabrication des poudres. Dans les premières années de ce siècle, nous pouvions voir le long des quais de Hambourg d'immenses voiliers à cinq mâts qui, profitant des vents réguliers d'ouest de l'hémisphère austral, apportaient à l'agriculture allemande le salpêtre chilien (l'or blanc, comme on disait alors), produit par les régions arides et froides du Chili. Mais la technique préparait déjà une nouvelle révolution grâce au procédé Haber de fixation de l'azote atmosphérique, les nitrates allaient cesser de venir du Pacifique occidental pour sortir, comme l'aluminium, des chutes hydro-électriques et des gisements de lignite. Fermeture du marché allemand au salpêtre chilien et déjà reflux du salpêtre allemand jusque vers les régions où on avait été le chercher jusqu'alors.

Mais, au temps même où la Lorraine s'était transformée en un bloc de fer, les découvertes fortuites de quelques fonctionnaires tunisiens bousculaient la géographie des phosphates, qui cessaient d'être un monopole partagé entre les îles polynésiennes et les États-Unis pour devenir l'apanage de la Régence et de l'Algérie orientale, et, à la veille de

1914, c'était le Maroc, avec l'*Office chérifien des phosphates*, qui allait conquérir la primauté. Par ailleurs, le vénérable sel de Stassfurt avait vu surgir dans le *Kali* de la Haute-Alsace un redoutable concurrent qui devenait bientôt le principal fournisseur des potasses même pour l'agriculture nord-américaine. Voilà donc trois produits essentiels à l'enrichissement de nos sols épuisés, qui ont, en une trentaine d'années, changé totalement de valeur géographique. Trouvera-t-on demain, comme on paraissait le prévoir hier, d'autres ressources du même genre en Espagne, en Pologne et ailleurs?

Nous ne parlerons pas ici des pétroles, parce que la question est trop connue et parce que l'avidité des chercheurs d'huile s'est si bien manifestée sur toute la surface de la terre que le problème est devenu banal et que l'épuisement des poches donne aux solutions qui se succèdent rapidement un caractère frappant de précarité. Là, ce sont les régions les plus diverses qui se succèdent avec une extraordinaire rapidité : il y a soixante ans, la Russie, du temps de Michel Strogoff, le couple célèbre Batoum-Bakou, puis les régions pétrolières des États-Unis, le Texas, avec des ports hier inconnus, maintenant universellement connus, Houston, Galveston, etc...

Avant-hier, les puits roumains et maggyars, enfin les découvertes de Basse-Alsace, hier des coups de pioche imprévus dans la région de Toulouse. Les forces économiques se doublaient très vite, en ce domaine, de forces politiques. Les guerres pour le pétrole, devenant bientôt des guerres du pétrole, *Standart Oil* contre *Anglo persian* et *Royal Dutch*, luttes, puis ententes, entre la Russie et l'Angleterre dans l'Iran et à Mossoul, transformation des petites royautes arabes en pays pétroliers, transformation des conducteurs de chameliers bédouins, subitement enrichis, en seigneurs des carburants. Jamais on n'avait vu de changements aussi vertigineux. Mais que sera-ce lorsque, après l'Asie centrale, la Chine aura révélé ses secrets?

\* \* \*

### III. — CENTRES, FOYERS

#### ET PRINCIPAUX COURANTS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Un bon manuel de géographie économique, après avoir énuméré consciencieusement les principaux produits d'échange, a encore une tâche capitale à accomplir : distinguer sur la mappemonde par des couleurs ou un système de hachures les zones où l'activité de la production

et la circulation des produits se manifestent avec le maximum d'intensité, ce que la géographie scolaire appelle « les principales régions économiques du monde ». On pourrait croire d'abord qu'on va trouver dans ce nouveau cadre une certaine stabilité, que les caractères de « ces puissances » affectent une certaine permanence, quelle illusion ! Au reste, la richesse de ces puissances étant faite de leurs achats et de leurs ventes, cette richesse ne peut que changer d'importance et d'allure quand changent les éléments qui la composent.

Nous avons montré, dès les premières lignes de cette étude, comment avait changé la signification de ce mot si court : Angleterre. Encore aurions-nous dû ajouter que ce changement ne s'est pas borné à l'ordre des combustibles et des minerais, mais qu'en vertu d'une transformation plus radicale le pays classique de la laine et des lainages est devenu le pays des cotonnades ; qu'un pays producteur de céréales, de forêts, malgré de nombreux efforts pour lui rendre au temps de Lloyd George ces valeurs agricoles, a non seulement achevé l'évolution qui, depuis les Tudors, en a fait une terre de prairies et d'élevage intensif, mais encore un foyer d'appel pour les denrées alimentaires de toutes espèces et du monde entier. Mais, à cette transformation de la Grande-Bretagne, il faut comparer celle de la France, moins complète assurément, mais beaucoup plus rapide. Ouvrez une description de la vie économique française antérieure à ces années 80, autour desquelles nous savons déjà qu'apparurent tant de choses nouvelles. Nous y lisons ces phrases qui semblaient stéréotypées pour l'éternité : la France, nation avant tout agricole, productrice de céréales et de plus en plus de froment, fournisseuse de produits de luxe, représentant une haute valeur spécifique, sous un faible poids, acheteuse, au contraire, de ces produits massifs et lourds qui encombrent les soutes des navires qui assurent un fret régulier aux lignes maritimes, bien plus encore aux chemins de fer. Ces livres d'avant-hier et d'hier vous apprendront que les industries françaises sont avant tout des industries de transformation, que la mécanique y tient beaucoup moins de place que la métallurgie, que les statistiques y accusent beaucoup plus de tonnage aux entrées qu'aux sorties, etc. Ces phrases, devenues fastidieuses, à force d'avoir été répétées, avaient déjà cessé d'être vraies dans les dix ou vingt années qui ont précédé la guerre de 1914. La France de 1890-1900 était assurément toujours le pays qui produisait et travaillait le textile cher et léger par excellence, type des industries de luxe, soie et soieries ; le pays aussi de laines fines et des fines cotonnades, des denrées agricoles de luxe, vins, et particulièrement vins de prix et de crus, primeurs,



denrées recherchées, etc. Mais l'apparition brusque en quelques années d'éléments imprévus : le fer lorrain devenu matière d'énorme exportation, les phosphates dont nous avons parlé naguère et qui se transformaient sur notre sol en super-phosphates, enfin les potasses d'Alsace, cette France nouvelle était devenue, sans que presque personne s'en aperçût, un pays de lourdes et massives exportations. Par là changeait déjà avant 1914 le poids spécifique enregistré dans nos statistiques d'exportation : la France, acheteuse de produits lourds et bon marché, vendeuse de matières et produits de luxe, c'est-à-dire de haute valeur, sous un faible poids, tendait largement déjà à n'être plus qu'un phénomène du passé avant de devenir une curiosité archéologique. Nous ignorons encore si, après la reprise prochaine de l'activité nationale, la France ressemblera davantage à celle de 1914 ou, par une sorte de régression, à celle de 1880.

Après deux grandes nations, mentionnons-en une petite qui, en dépit de sa faible superficie et de sa peu nombreuse population, n'en figure pas moins et légitimement parmi les principales « puissances économiques », à savoir les Pays-Bas. Assurément, tout n'est pas devenu désuet dans le vieux cliché, populaire depuis l'époque de la révolution des Provinces-Unies, décrivant la Hollande comme un pays de pêcheurs de harengs, d'éleveurs, de marchands de beurres et de fromages. Il n'en reste pas moins qu'à la veille de la présente guerre la Hollande s'était fortement industrialisée, non seulement par la rénovation et la transformation de ses industries textiles, mais grâce à la découverte de gisements houillers sur son propre sol, en un pays d'industrie métallurgique, assurément modeste, mais déjà favorable à la naissance d'une industrie mécanique, sans parler des matières que ses Indes mettaient à sa disposition. Encore un pays qu'il faudra surveiller de très près après la reconstitution de sa puissance, aujourd'hui doublement asservie, pour savoir si elle réalisera demain son type d'hier ou celui d'avant-hier. Sa voisine la Belgique posera des problèmes à peu près aussi captivants.

Traditionnellement, depuis la fin de la Sécession américaine, le mouvement de la navigation commerciale dans l'Atlantique nord comportait deux directions radicalement différentes : *eastwards* et *westwards*, celle-ci réservée, pour ainsi dire, aux denrées et matières, celle-là aux objets fabriqués. Une naïve illustration populaire, celle même des almanachs, fixait ces idées dans les têtes : sur les bateaux venant de Boston, de New-York, de Philadelphie, de la Nouvelle-Orléans, des mains ingénieuses dessinaient des sacs de maïs et de blé, des tonnes



de saindoux, des jambons et des quartiers de porcs salés — que l'on pense à la Porcopolis chantée par Taine dans son *Thomas Graindorge* — à du minerai de fer, etc., les produits n'étant représentés que par des appareils électriques, télégraphes et téléphones, du tabac et du coton brut ; sur les bateaux venant de Liverpool, de Hambourg et de Brême, du Havre, s'entassaient, au contraire, les étoffes et les autres produits fabriqués. Toute cette imagerie vulgarisatrice est à jeter au feu, car tissus et machines arrivent aussi bien aujourd'hui dans les cales à direction *eastwards* et l'on devrait y ajouter des chaussures. Pour le cochon sous forme de quartiers de porcs et de jambons, il faudrait y joindre tous les produits du *meat packing* moderne et les boîtes de *Corned beef*, la charcuterie la plus variée et avant tout le *bacon* indispensable au breakfast britannique.

Pensons également aux changements qui se sont produits dans l'évolution du commerce japonais. Un pays qui, vers 1870, recevait d'Angleterre, de France, d'Allemagne, etc..., et sur bateaux venus des mers occidentales, à peu près la totalité des marchandises européennes qu'il commençait à consommer ; un pays qui exportait des éventails, des paravents, des papiers fins et quelques matières comme les cocons et les soies grêges. Allez assister maintenant — je veux dire dans les années qui ont précédé la dernière guerre — à l'arrivée dans le port de Marseille d'un beau navire tout neuf doté de tous les perfectionnements modernes de telle société japonaise de navigation comme la *Nippon Yusen Kaisha*, venant cueillir du fret jusque dans nos havres européens. Que venait-il apporter ? Non plus seulement les produits coutumiers des vieilles industries nationales, transformées d'ailleurs, de plus en plus, en produits *standard*, mais des armes du type le plus récent, des pièces métalliques, des aciers fins pour blindage et obus, des pièces de mécaniques, bicyclettes, automobiles, montres et pièces d'horlogerie, parfumerie concurrençant et souvent contrefaisant les vieilles marques françaises, jouets d'enfants fabriqués en séries, et non plus seulement les soieries, mais encore les cotonnades. Et, si vous regardiez dans les ports d'importation, qu'y auriez-vous vu ? De la houille venue du Tonkin et de l'Insulinde, d'énormes quantités de riz, également néerlandais et indochinois, riz de qualité inférieure venu pour nourrir une population de plus en plus surabondante, tandis que les fines qualités nationales étaient réservées pour les tables européennes. Que l'on songe au chemin parcouru depuis le jour, il y a sensiblement moins de cent ans, que le canon d'un commodore yankee rouvrit au commerce international cet empire hermétiquement clos depuis les années 1640,

que ne sillonnait encore, à la veille de la guerre franco-allemande, que des jonques du type archaïque.

Courons maintenant tout d'une haleine aux antipodes. Nous disons tout d'une haleine ; car il faut se presser pour assister à ces changements de spectacle. Donc l'Australie des convicts est devenue d'abord (et elle est restée) un pays producteur d'or et un immense parc à moutons. Elle n'était pas autre chose, malgré ses ressources houillères, en 1914, et sa principale fonction était d'assurer à la Grande-Bretagne une part notable de ses besoins en laine. C'est même par cette vie presque exclusivement pastorale qu'on expliquait le chiffre restreint de sa population et l'espèce de malthusianisme qui interdisait à celle-ci de s'accroître, parce que ce continent et la Nouvelle-Zélande voisine paraissaient dépourvus de toute perspective industrielle. Mais voilà que, durant la guerre de 1914-1818, la nécessité de mettre en boîtes pour nourrir la métropole une partie du troupeau ovin, et même les lapins dévastateurs, fit rechercher le fer, surgir l'industrie du fer blanc et finalement transformer le dernier né des continents en un État industriel.

Chaque jour, on a le sentiment que des pays qui semblaient endormis pour jamais dans une apathie séculaire sont en voie de transformation. Nous avons plusieurs fois fait allusion aux nouveautés qui apparaissent au Brésil. Les historiens brésiliens avaient bien remarqué eux-mêmes que ce grand État, jadis à peu près vide, avait passé par plusieurs cycles économiques, le cycle de l'or et des pierres précieuses, le cycle du café, celui du caoutchouc, etc... Pour ce dernier, on en connaît la singulière et dramatique histoire. Au premier acte, le caoutchouc récolté dans les forêts amazoniennes par les *Seringueiros* est le principal producteur dans le monde de cet élément qui devait devenir, avec les progrès de l'automobile et de l'aviation, un élément essentiel de la vie planétaire. Le nom de para, celui d'*Hevea brasiliensis* étaient suffisamment éloquentes sur ce point. Mais ce caoutchouc sylvestre des solitudes amazoniennes rencontra des concurrents dans d'autres régions tropicales, semi-tropicales, pays à moussons, particulièrement dans le caoutchouc de plantation de la Malaisie, de l'Insulinde, de l'Indochine et des régions voisines. Entre le caoutchouc sylvestre et le caoutchouc de plantation, c'est-à-dire le caoutchouc brésilien et le caoutchouc asiatique, ce fut une lutte de vitesse. On a comparé cette histoire à l'ouverture d'une paire de ciseaux dont les deux branches s'écartaient progressivement l'une de l'autre, trouvaient d'abord un point d'intersection et laissaient définitivement la victoire à la gomme de Malaisie.

Cependant, sommes-nous au bout de cette aventure? On sait aujourd'hui que les *Hevea brasiliensis*, si on leur appliquait les méthodes qui ont donné de si merveilleux résultats dans les Établissements des Détroits, donneraient plus encore. La question du caoutchouc brésilien devenait donc une question de main-d'œuvre. Lorsque nous étions au Brésil, il n'y a pas plus de huit ans, le Japon offrit de peupler les espaces quasi déserts de l'Amazonie, d'y introduire des centaines de mille de *seringueiros* d'un nouveau modèle, c'est-à-dire de coolies nippons rompus aux méthodes éprouvées dans les territoires de l'Extrême-Orient. L'entreprise n'échoua que pour des raisons politiques, la crainte qu'eut le Brésil de voir transformer l'Amazonie en un pays de population et bientôt de domination japonaise. Cependant, les Yankees avaient profité de ces discussions, au moment où le caoutchouc apparaissait de plus en plus comme une des premières nécessités de l'économie de guerre et de paix, pour reprendre ces projets à leur compte et, avec une population moins dangereuse que la population nipponne, réaliser l'Union, qui sera vraisemblablement féconde, des meilleurs plants à caoutchouc et des meilleurs procédés de culture. Durant le temps qui avait vu la décadence momentanée du *para*, un nouveau cycle s'était ouvert pour le Brésil, celui du café, dont nous rappelions l'étonnante fortune allant bientôt jusqu'à la pléthore. C'est ainsi que le Brésil s'est trouvé menacé de monoculture et qu'il a dû chercher par ailleurs, notamment dans la production du coton, des moyens de maintenir son indépendance économique. Il s'est également tourné vers la culture rationnelle des agrumes (citrons, oranges et pamplemousses), des bananes et autres fruits, hier encore le cacao, sans parler de la captation ; sur le revers de la Serra do Mar, de grandes forces hydrauliques destinées à remplacer partiellement le charbon anglais. Ainsi voyons-nous s'ébaucher la physionomie nouvelle d'une fédération qui semblait née sous le signe de la faillite nonchalante et qui, probablement, s'insérera demain au rang des grandes puissances économiques.

À côté du Brésil, l'Argentine était à peu près exclusivement la patrie du mouton porte-laine. Sans renoncer à sa position sur le marché lainier anglais, elle est devenue, grâce à la chimie de Liebig et à l'industrie du froid, l'un des principaux fournisseurs de viande des estomacs anglais. Cette production de mouton porte-viande et même des autres bestiaux s'étend de plus en plus par la Patagonie jusqu'au cap Horn. Encore une carte dont il faut changer ou zébrer les couleurs comme celle du Canada, qui est devenu, grâce à sa position quasi boréale, à

son insolation durant un été court, aux relations rapides de la baie d'Hudson avec Liverpool, le producteur des blés de première catégorie, ceux du Manitoba et du Saskatchewan, en même temps que ses districts méridionaux concurrencent les fruits californiens et les nôtres, aussi bien que les fromages de Normandie.

Sur ces cartes d'hier apparaissent des noms inédits, ceux de foyers économiques inconnus ou obscurs hier et qui entrent tous les jours dans le domaine de l'actualité. Qui donc, non seulement parmi les géographes et les gens d'affaires, mais parmi les gens du monde, peut ignorer maintenant que les vieux ports louisianais, la Nouvelle-Orléans et Mobile, et ceux du Texas et du nouveau Mexique ont été surclassés au profit de Houston, déjà nommé, et de Galveston. Qui donc pourrait ignorer maintenant le nom de Seattle dans le Pacifique nord, celui de Ploesti en Roumanie, de Tachkent dans l'Asie centrale? Ouvrez l'admirable petit ouvrage que feu Maurette avait consacré aux matières premières et vous y apprendrez que le principal port d'exportation charbonnière des États-Unis s'appelle maintenant Hampton-Roads et qu'à côté de Chicago déjà vieilli les fabriques de viande s'appelle Kansas City et d'autres noms. Quels efforts de mémoire pour nos jeunes générations?

\* \* \*

#### CONCLUSION

Le lecteur qui nous a suivi jusqu'ici doit se dire : il est impossible de constituer une science de la géographie économique, car on ne saurait appeler science un ensemble de connaissances perpétuellement changeantes et mouvantes. En fait, on peut admettre comme inconcevable et inutile la rédaction d'un manuel ou d'un exposé d'ensemble, soit de la géographie économique générale, soit de l'étude particulière d'un pays, d'un produit, d'une industrie, d'un courant commercial. Si rapide que l'on puisse être dans la rédaction d'un tel ouvrage, avec quelque diligence que l'on pousse la composition de l'imprimé, le tirage et la correction des épreuves, le jour où le volume, ou le chapitre, sortira des presses, il aura cessé d'être conforme à la réalité. Admettons l'existence d'une organisation modèle comme celle de Gotha, où la moindre notion nouvelle est immédiatement saisie, répertoriée, inventoriée, inscrite dans des rééditions à tirage très ample, il est impossible de suivre le mouvement de la réalité, à plus forte raison les traits établis par des éditeurs, moins agiles, sont par définition toujours en retard.

Pour la même raison, on doit considérer comme une œuvre vaine toute tentative, si séduisante puisse-t-elle paraître, de construction d'une carte, et *a fortiori* d'un atlas de géographie économique. Rien ne serait plus utile du point de vue du chercheur ou même de celui du pédagogue, que de telles cartes ou de tels atlas. Les résultats auxquels atteignent en ce sens les petits cartons économiques semés à travers l'atlas Vidal-Lablache nous indiquent suffisamment les services que ces représentations graphiques pourraient rendre même dans l'enseignement le plus élémentaire. Hélas! c'est là surtout qu'il faut se rendre à l'évidence, avec quelque vitesse que soit menée l'exécution des diagrammes, des hachures, des coloriages, toujours vous serez en retard, et vos cartons les plus soigneusement faits n'auront plus qu'un intérêt archéologique. De loin, il semblerait que l'étude et l'enseignement de la géographie économique obéissent à un déterminisme rigoureux. Ne peut-on, en effet, poser en principe que la prédominance de tel caractère, la formation de tel courant sont étroitement conditionnés par la nature et la quantité des produits, par leur position, par conséquent par la nature du sol et du climat, et aussi par les moyens de transport. Mais il est impossible, le plus souvent, d'aller au delà d'un déterminisme très lâche et très vague, introduit, en réalité, après coup. Nous dirons bien, et personne ne nous contredira, que la Gaule, celle de César et ses successeurs, était déjà, comme la France moderne, un pays favorable à la culture des céréales et à la maturation des vignobles. Que l'ouverture d'une route entre la Basse-Seine et la ligne Rhône-Saône mettait ce pays sur la route qui va de la Grande-Bretagne à la Méditerranée et vers le Levant. Oui, mais si nous tentons de dépasser ces notations d'une extrême simplicité, si même nous y ajoutons le rôle du sel, la position de l'isthme gaulois, le rattachement de la région orientale du pays à l'Europe centrale, aurons-nous, en réalité, fait avancer le problème, caractérisé la France avec la prodigieuse variété de ses productions et de ses échanges d'hier et d'aujourd'hui?

Certains pays semblent un démenti vivant au déterminisme géographique. Victor Hugo écrivait : « Le Suisse trait sa vache et vit paisiblement. » Qu'est-ce à dire, que ce pays alpestre semblait avoir été créé pour être une terre de pâturages, de produits laitiers de type essentiellement sylvo-pastoral? Aucune des matières premières nécessaires à l'industrie moderne, aucun des grands courants d'échange qui permettrait soit l'introduction de matières exotiques, soit les grandes expéditions vers les débouchés extérieurs. Or, qu'est la Suisse aux temps actuels? Assurément, toujours un producteur de lait, mais qui ne trait



plus sa vache paisiblement, qui doit même importer des quantités croissantes de lait et de produits laitiers ! En revanche, un pays qui demande à des marchés étrangers, et parfois très lointains, une denrée comme le cacao, des matières comme la soie extrême-orientale, le coton, etc., et qui développe chez soi chaque jour davantage de nouvelles industries textiles, des industries métallurgiques, électro-métallurgiques, etc..., non seulement la mécanique de haute précision, qu'on peut expliquer encore, par l'habileté de sa population, mais toute espèce de mécanique. Une grande puissance économique, une des plus grandes de l'âge actuel incluse dans un territoire sans étendue, avec une population restreinte, et pour ainsi dire sans matière première et sans denrées, n'ayant en somme guère d'autres avantages naturels que sa position et ses voies de communications, c'est là un paradoxe géographique qui devrait nous rendre rêveurs, si nous avions seulement le loisir d'y songer.

Notons que le rapport que nous essayons d'établir entre la prédestination géographique et la caractéristique économique des peuples est perpétuellement troublé par les découvertes de la technique et, en particulier, par ce que l'on peut appeler le jeu des *ersatz*. Nous en avons cité chemin faisant bien des exemples ; quelques-uns sont très anciens ; le jour où la soie a cessé d'être une sorte de monopole naturel, de la lointaine et fabuleuse Sérique et des régions voisines comme le Japon, le jour où la culture du mûrier, l'élève du bombyx, le dévidage des cocons, la fabrication des fils et des tissus de soie, est apparue non plus seulement dans la Caspienne méridionale, puis en Sicile, dans la Brianza, dans les Cévennes françaises, une vraie révolution s'est réalisée dans l'économie mondiale ; elle s'est complétée lorsque des villes situées encore bien plus loin de l'ancienne Sérique, Zurich, Crefeld, et de l'autre côté de l'Atlantique, Paterson, sont venues s'ajouter aux créations de Côme et de Lyon. Et que dire de l'apparition de la rayonne dont il est impossible de prétendre qu'elle obéit à l'ancien déterminisme géographique, si ce n'est qu'elle a pour théâtre des régions de haute concentration industrielle.

De quelque côté, par conséquent, que l'on veuille envisager la géographie économique, il faut se résigner à y voir non un système de notions obéissant à une certaine logique et dominé par un certain déterminisme, mais, au contraire, obéissant à des influences multiples perpétuellement muables et toujours sujettes à *revision*. C'est après coup lorsque les faits ont prononcé que notre esprit, pour obéir à ses propres lois, établit un lien entre les phénomènes et nous démontre savamment que les choses ne pouvaient évoluer autrement qu'elles l'ont fait.



En fait, ce sont souvent des causes fortuites qui ont agi pour fixer là ou ailleurs un type industriel nouveau. Parmi ces causes, il en est de politiques : le déplacement d'une frontière par exemple, lorsque, pendant la période 1871-1914, l'Alsace et une partie de la Lorraine se sont vues détachées du marché français et orientées vers celui du Reich. Elles ont perdu en grande partie, comme rabaissées au simple rôle d'annexe du vaste marché allemand, une grande partie de la puissance commerciale que leur conférait avant 1871 et que leur ont restitué, de 1918 à 1939, leur rôle de pénétration au dehors de la puissance économique française. Les apparitions d'États nouveaux ou renouvelés, Pologne ou Tchécoslovaquie, n'ont pas eu moins de conséquences économiques. Une usine comme celle de Skoda est tout autre chose suivant qu'elle est une, entre autres, des usines du domaine austro-hongrois ou le centre d'une industrie nationale, appuyée sur des économies extérieures comme celle de la France et étendant sa puissance de rayonnement au dehors, jusqu'à l'embouchure de l'Elbe.

Sachons donc nous résigner à voir dans la géographie économique comme, nous l'avons déjà dit, une matière constamment dynamique, infiniment et rapidement transformable, et qu'il est passionnément intéressant de suivre dans sa constante évolution.

Il en résulte qu'en dépit de *tous les liens* qui peuvent rattacher l'économie d'un pays donné à ses ressources et conditions naturelles, elle n'en dépend pas moins étroitement de ses conditions politiques. Elle est essentiellement une fonction de l'État auquel elle appartient. Imaginez un instant l'Asie centrale avant et après la pénétration russe dans les régions de la Transcaspienne, le lancement à travers des régions quasi désertiques comme la steppe turkmène ou la Transsibérie, vous n'avez plus affaire à la même Asie centrale ni, pour tout dire, à une même Russie.

C'est, ne nous y trompons pas, la dépendance de la géographie économique. De ces considérations hautement et nettement paradoxales, il ressort indéniablement qu'il est très difficile, quasi impossible, de concevoir des ensembles économiques d'une certaine durée. Assurément, c'est un jeu qui n'est pas dépourvu d'intérêt de chercher entre les pays voisins ou même lointains des économies complémentaires, de réaliser, par exemple, pendant un temps plus ou moins long, ce que l'on a nommé après 1920 le mariage de la minette lorraine et du charbon cokéfiable. Il y avait là comme le type d'un ensemble complexe de forces qui avait été donné par la nature. Nous avons essayé dans un petit volume déjà bien vieilli de montrer comment de ces relations

entre économies diverses pouvait sortir la paix économique, base nécessaire, et peut-être suffisante, de la paix future. Mais à quelles conditions? A cette condition, que rien ne sera changé dans les valeurs composantes et que, par conséquent, la composition elle-même sera de très courte durée. Il semble que les tentatives qui ont été faites très souvent pour établir entre les forces économiques des composantes de ce genre ont été et seront vouées à l'échec, parce que ces tentatives ont porté sur des données de trop longue durée. Dans quelle mesure ont réussi des essais comme le cartel de l'acier? A condition de porter sur une très courte durée, d'instituer une procédure extrêmement souple, soumettant presque constamment les données du problème à une révision. Toute ambition, toute construction d'avenir paraît ici hors de saison et c'est bien de la paix économique qu'il faut dire qu'elle est et ne peut être qu'une création continue<sup>1</sup>.

† Henri HAUSER,

Professeur honoraire à la Sorbonne.

1. Notre regretté collaborateur n'a pas pu mettre la dernière main à la conclusion de cet article; nous avons néanmoins jugé préférable de le publier ainsi, malgré son état d'inachèvement (N. de la R.)

## LES ORIGINES DU PROPHÉTISME CÉVENOL

(1700-1702)

Quinze ans après la Révocation de l'Édit de Nantes, une violente crise religieuse bouleverse les régions calvinistes du Bas-Languedoc et des Cévennes. Devant des auditoires d'abord restreints, des inspirés de tout âge, dont l'exaltation revêt bien souvent des caractères morbides, flétrissent l'hypocrisie des « nouveaux convertis » et prêchent le retour à Dieu. Persuadés que l'Esprit parle par leur bouche, ils prophétisent en termes obscurs la fin imminente du Monde, la « Grande Désolation », la ruine de « Babylone », la délivrance de l'Église persécutée. Comme ils peuvent transmettre leurs dons surnaturels, de proche en proche, l'Illuminisme — le Souffle — se répand. Malgré l'intervention des pouvoirs publics et la plus impitoyable des répressions, dès l'automne de 1701, des plaines de la Vaunage aux sommets du Bougès, les assemblées se multiplient. Saisies par une véritable angoisse collective, des foules entières, encore incertaines de leur salut, toujours prêtes à découvrir des signes miraculeux du pardon ou de la colère céleste, se laissent emporter par le plus étrange des délires convulsionnaires, jusqu'au jour où le meurtre non prémédité de l'abbé du Chayla au Pont-de-Montvert marque, en juillet 1702, le passage du réveil à la révolte, le premier épisode de la guerre des Camisards<sup>1</sup>.

1. Les documents essentiels se trouvent : aux *Archives de l'Hérault*, série C (procédures criminelles du Présidial de Montpellier, papiers de l'Intendance) — à la *Bibliothèque de l'Histoire du Protestantisme* (Papiers d'Antoine Court et Manuscrits) — aux *Archives du Gard*, 9<sup>e</sup> division, série B, non classée (Présidial et Sentences). Parmi les sources imprimées : *Le Théâtre Sacré des Cévennes*, Récit de diverses Merveilles nouvellement opérées par Dieu dans cette partie du Languedoc, Londres, 1707, réédité par A. BOST (1847) — *Mémoires inédits d'Abraham Mazet et Élie Marion*, sur la guerre des Cévennes, 1701-1708, édités par C. BOST, Société Huguenote de Londres, XXXIV, Paris, 1931 — Correspondance des autorités du Languedoc avec la Cour, dans les Pièces justificatives de l'*Histoire du Languedoc* d'E. ROSCHACHE, t. XIV, Toulouse, 1877 — LOUVRELEUIL, *Le fanatisme renouvelé*, Avignon, 1704 — BRUEYS, *Histoire du fanatisme de notre temps*, Paris, 1692 — LA BAUME, *Relation historique de la révolte des fanatiques*, 1707 — FLÉCHIER, *Relation des fanatiques*, Œuvres complètes,

Lorsque la crise se produit, la minorité protestante méridionale, abandonnée par ses éléments douteux dès l'approche de la Révocation, n'a jamais semblé moralement aussi homogène. Déjà solidement unis par la lecture quotidienne et simultanée d'un même livre, les Réformés du Languedoc, depuis longtemps contraints pour mieux résister de renforcer sans cesse leur cohésion traditionnelle, ont pris nettement conscience, sous des épreuves communes, de ne former qu'« un seul Troupeau ». Paysans ou « Messieurs » — Basville ne s'y est jamais trompé — ils se repentent tous d'avoir accepté « les marques de la Bête » et ne songent qu'à « rétablir la Vraie Religion ». Qu'ils subissent ou non de lointaines influences albigeoises, ils font toujours preuve d'une égale piété et rien ne serait plus vain que de croire à l'existence de terres prédestinées, où leur foi, au contact d'une nature particulièrement sauvage ou grandiose, revêtirait des formes plus vives. Dans un mas perdu au milieu des « déserts » du Lozère ou dans une opulente maison nîmoise de la Bouquerie, c'est avec la même ferveur que ces irréductibles Tutoyeurs de Dieu écoutent avant de mourir leurs psaumes préférés et, s'ils en ont encore la force, retirent gravement leur bonnet de coton dès qu'ils sentent le moment venu de paraître devant l'Éternel<sup>1</sup>.

1672, t. IX — A. COURT, *Mémoires (1696-1729)*, publiés par E. HUGUES, 1885, et *Histoire des troubles des Cévennes*, 3 vol., 1760 — Les ouvrages anciens d'A. DUBOIS, Strasbourg, 1861; E. RAUHIER, Paris, 1893; F. WATIER, Paris, 1894; J. BENOIT, Montauban, 1910, sur « *Les Prophètes cévenols* » et de V. HENNEBOIS, sur *Pierre Laporte dit Rolland et le prophétisme cévenol*, Genève, 1881, ne doivent pas être négligés, mais les travaux les plus utiles sont ceux de C. BOST : *Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc*, Paris, 1912 (t. II, ch. XX : l'irruption du prophétisme) — *Les prophètes du Languedoc en 1701 et 1702*, Revue historique, t. CXXXVI, janv.-avril 1924, p. 1 à 36, et t. CXXXVII, mai-août 1924, p. 1 à 31 — *Les prophètes des Cévennes au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Rev. d'Hist. et de Philos. relig., Strasbourg, sept.-oct. 1925, p. 401-430; de M. PIN : *Jean Cavalier*, Nîmes, 1926 (ch. II, p. 55 à 85), et *Chez les Camisards*, Alès, s. d.; d'E. PONSOYE : *Une procédure de Basville, l'affaire Meynadier*, Bull. de la Soc. d'Hist. du Protestantisme, t. LXXV, oct.-déc. 1926, p. 456-476, t. XXXI, janv.-mars 1927, p. 90-98, et avril-juin 1927, p. 257-277; *Le prophète Jean Astruc, dit Mandagout*, Études hist. et relig. de la Fac. de théol. de Montpellier, juill.-déc. 1940; *L'inspiration cévenole*, Christianisme au XX<sup>e</sup> siècle, 27 oct. 1938, 4 avril 1940. Cf. en outre : les discussions entre C. Bost et E. Ponsoye (Christ. au XX<sup>e</sup> siècle, nov. 1925, févr. 1926 — Act. missionnaire, mars à juill. 1926 — Bull. Soc. Hist. Prot., oct.-déc. 1927 — Rev. du Christ. social, déc. 1930), G. TOURNIER, *Au pays des Camisards*, Mazamet, 1931 — S. DELATTRE, *Les prophètes cévenols et la guerre des Camisards*, Moncoutant, 1925 — A. ATGER, *Gaspard de Calvières*, Bull. Soc. Hist. Prot., t. LXXXVI, sept. 1937, p. 322-369.

1. Des montagnes isolées, refuge constant des mystiques persécutés, où l'homme, repoussé par une nature hostile, a le tourment de l'infini, l'obsession du divin : depuis la romantique *Hist. des pasteurs du désert* de N. PEYRAT (1842), la thèse a été souvent reprise (cf. p. ex. G. FAURE, *Heures romanesques*, Paris, 1920, p. 42-50 — A. DUMAS, *Le désert cévenol*, Paris, 1932, p. 172). On la retrouve dans A. SIEGFRIED (*Le Groupe protestant cévenol*, Protestantisme français, P., 1945, p. 22-32). Mais le prophétisme — arbitrairement appelé cévenol, parce que

Comment se fait-il alors qu'ils ne répondent pas tous à l'appel ardent des prophètes, que le mysticisme convulsionnaire atteigne les cultivateurs, les ouvriers « itinérants », quelques domestiques des villes, mais reste sans le moindre effet sur les « Principaux » des villages aussi bien que sur les bourgeois? De tous ceux qu'a posés l'Inspiration cévenole, ce problème est le seul qui n'ait jamais provoqué de controverse parmi les historiens. Catholiques ou protestants, adversaires ou défenseurs des prophètes, se contentent, lorsqu'ils l'évoquent, de rappeler les incidences inévitables de l'économique et du social sur le religieux. Ils estiment l'avoir résolu en assurant, comme on le faisait déjà au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, que le « Fanatisme » devait seulement séduire les plus misérables, les plus ignorants, les plus impressionnables des Réformés languedociens. Si raisonnables qu'elles paraissent à première vue, leurs affirmations ne méritent pas pour autant d'être acceptées sans contrôle. Correspondent-elles vraiment à des faits réels? Reposent-elles, au contraire, sur des données inexactes, de fausses interprétations, des postulats invérifiables et n'est-ce pas en dehors des explications traditionnelles qu'il faut chercher dans ce cas les raisons profondes du succès du Prophétisme auprès des paysans, de son échec auprès des notables<sup>1</sup>?

\* \* \*

Les souffrances matérielles, l'incertitude du lendemain, le désir d'oublier, d'expliquer ou de résoudre des malaises sociaux intolérables et

les plus connus de ses adeptes, les meurtriers de Du Chayla, sont du Bougès — apparaît dans les plaines comme dans les montagnes, où, par ailleurs, malgré l'opinion courante, ne se sont pas déroulés les principaux épisodes de la guerre des Camisards. Ni l'Uzège, où l'on voit les premières foules convulsionnaires, ni Congénies, le pays des Trembleurs, en Vaunage, ni Saint-Gervasy, seul endroit où se produisent alors des scènes d'exaltation religieuse catholique, ne répondent à la définition habituelle des « Lieux où souffle l'Esprit ».

1. Parmi les inspirés — 8.000 d'après Flottard (*Th. Sacré*, p. 164), chiffre vraisemblable — on peut compter les non-paysans : au Vigan, les demoiselles de Vallemont et de Bagards (*Th. Sacré*, p. 159) ; à Valerargues, le fils d'un notaire (M. PIN, *Chez les Camisards*, ouvr. cité, p. 24-25) ; à Sauve, le fils d'un marchand de drap, de sincérité douteuse, Cavalier (MARION, *Mém.*, p. 154 ; *arch. l'Hérault*, C. 187, 188 ; *Bull. Soc. Hist. Prot.*, t. L, p. 266 ; t. LX, p. 282. Marion, fils de paysan, est clerc de procureur). Il y eut pourtant dans les villes des prophètes (à Nîmes, cf. *arch. Gard*, sér. B — *arch. Hérault*, C. 180, 182 — MAZEL, *Mémoires*, p. 3, 23 — *Hist. du Languedoc*, XIV, c. 1551 — *Th. Sacré*, p. 139, 162 — J. CAVALIER, *Mémoires*, publ. par F. PUAUX, 1918, p. 66 — M. PIN, *Chez les Camisards*, ouvr. cité, p. 104 à 107, 143 ; à Uzès et à Anduze, cf. *arch. Hérault*, C. 180), des foules convulsionnaires (au début de 1702, « dans les villes d'Alais, d'Anduze, de Sauve et d'autres », manuscrit Gaiffe, C. BOST, *Les prophètes du Languedoc*, art. cité, p. 121). François Pierre, dit le Rouerguât, est né à Nîmes (*arch. Hérault*, C. 80).



confus se rencontrent bien souvent à l'origine des névroses convulsionnaires. Les Multipliants apparaissent à Montpellier en 1721 alors que la peste ravage la ville<sup>1</sup>. Coïncidant avec les premiers signes de la Révolution industrielle, le Réveil de Wesley revêt des formes anormales en 1739 parmi « les noirs démons » de Kingswood dont les grèves de désespoir épouvantent la bourgeoisie<sup>2</sup>. La crise des Roest'ars — des Voix — n'atteint en 1844 que la province la plus pauvre de la Suède<sup>3</sup>. Hors du monde protestant, c'est toujours parmi des masses sous-alimentées que se développent les innombrables sectes russes, si semblables sur bien des points aux dissidences cévenoles<sup>4</sup>.

Vers 1700, au cours d'« un des règnes les plus terribles que le peuple ait eu à subir<sup>5</sup> », la situation des Réformés dans les campagnes languedociennes paraît au premier abord particulièrement favorable à l'éclosion de l'Illuminisme. Des terres trop souvent ingrates où le paysan « se mange la vie ». Une économie agricole encore fort arriérée. « Mille impôts, mille charges », depuis la taille, qui a presque doublé, jusqu'à la dime, tout naturellement odieuse à des protestants<sup>6</sup>. De nombreuses épidémies. Plus encore, par suite de la Révocation, de la politique de Basville, de l'intolérance des « mauvais prêtres », un petit troupeau « affligé, battu, pressuré, froissé, bridé de tous côtés<sup>7</sup> », qui, sous la

1. Arch. Hérault, C. 196 ; Bibl. Hist. Prot., ms. 630 (269) ; C. BOST, *Les prophètes des Cévennes*, art. cité, p. 142.

2. Dr CHEYNE, *The English Malady*, Londres, 1735 ; A. DE LA GORCE, *Wesley*, Rev. des Deux Mondes, avril 1938, p. 651.

3. A. BOST, *préf. au Théâtre Sacré*, p. XIII.

4. A. LEROY-BEAULIEU, *L'Empire des tsars et les Russes*, Paris, 1883, t. III ; N. TSAKNI, *La Russie sectaire*, Paris, 1888, p. 42, 43, 97. Sur toutes ces questions : H. DELACROIX, *La religion et la foi*, Paris, 1922, p. 71 et suiv.

5. P. SAGNAC, *La formation de la Société française moderne*, t. I, Paris, 1945, p. 143. Cf. H. SÉE, *Hist. écon. de la France*, t. I, Paris, 1939, p. 212-214, et *La question du Grand Siècle*, Paris, 1928 ; P.-M. BONDOIS, *La misère sous Louis XIV*, Rev. d'Hist. écon., 1924 ; A. DE BOISLISLE, *La famine en 1709*, G. MARTIN, *Les famines de 1674 et 1709*, Bull. des Sc. écon. et soc. du Com. des Trav. hist., 1910.

6. P. VIARD, *La dime en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Rev. hist., nov. 1927, et *Les protestants français et la dime au XVII<sup>e</sup> siècle*, Mélanges Paul Fournier, Paris, 1929, p. 747-753. Lettre de Pagery, de Saint-André, 10 sept. 1702, *Bibl. de l'Hist. du Prot.*, manuscrit 630, p. 55. — Sur les pillages : arch. Hérault, C. 189 (à Magistavols, les soldats chez un paysan tuent toutes les poules, « mettent une eschine entière de porc dans leurs culottes »).

7. MAZEL, *Mémoires*, doc. cité, p. 4, 29. Sur les conséquences des persécutions : M. PIN, *Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 80-81. L'abbé ROUQUETTE assure que « le Prophétisme devait naître au milieu de ce pays pressuré et comprimé » (*L'abbé du Chayla*, Paris, 1907, p. 61). Sur les « mauvais prêtres » : arch. de l'Hérault, C, 163, 164, 165, 166, 178, 274 ; *Bibl. de l'Hist. du Prot.*, papiers Court, 17 B, Mémoires de Combes (184), Pierre Bastide (189), Daniel Bas (107) et manuscrit 630, Éclaircissements de Morin, p. 87 ; C. BOST, *Deux études sur la Révocation dans le Languedoc*, Bull. de la Soc. d'Hist. du Prot., t. LVII, 1908, p. 200 à 204 ; A. ROBERT, *Les débuts de l'insurrection des Camisards*, Montpellier, 1911, p. 36 à 40 ; E. PONSOTTE,



menace continuelle de la prison, des galères, du Voyage aux Iles<sup>1</sup>, ne doit plus travailler avec la même ténacité, la même continuité qu'autrefois. Faut-il chercher plus loin les origines de l'angoisse cévenole? Ne sont-ils pas avant tout « insensés de misère » les prophètes émaciés qui, couverts de poux, vêtus de haillons, dépourvus parfois de chemises, fanatisent sur le Bougès, autour du « long, maigre, noir, édenté, hargard » Esprit Séguier, l'« humble » peigneur de laines de Magistavols?

Les paysans, toutefois, ne sont pas les seules victimes des persécutions. Particulièrement suspectés par Basville, les notables n'échappent pas toujours, malgré leur prudence, aux rigueurs des pouvoirs publics. Dans les villages, ils se plaignent, en outre, du taux excessif de la capitation, de la baisse de l'or, de la mauvaise volonté des débiteurs. Dans les villes, ils sont durement touchés par la concurrence lyonnaise, la prohibition, la système protecteur, une grave crise industrielle. Après une période de prospérité, ils connaissent tous, à partir de 1700, des années vraiment difficiles. Même sous ses formes les plus discrètes, le Prophétisme pourtant ne les atteint pas, alors que certains d'entre eux, si peu nombreux soient-ils, doivent éprouver d'aussi vives souffrances matérielles que les plus pauvres des Réformés<sup>2</sup>.

*L'affaire Meynadier*, art. cité, oct. 1926, p. 464 à 470; M. PIN, *Chez les Camisards*, ouvr. cité, p. 35 à 40. — Point de vue assez différent dans ROUQUETTE (*L'abbé du Chayla*, ouvr. cité, p. 35, 37) et A. SOLANET (*La mort de l'abbé du Chayla*, *Études*, 5 sept. 1923, p. 637; *La mémoire de l'abbé du Chayla*, *ibid.*, 20 sept. 1923, p. 738).

1. Le nombre des déportés est sous-estimé par P. DE VAISSIÈRE, *Les origines de la colonisation à Saint-Domingue*, *Rev. des Quest. hist.*, avril 1906, p. 16-17, et même par R. GARRISON, *Mémoires de Samuel de Pechels*, Musée du Désert, 1936, p. 58, note 1. En 1687, 440 religieux du Languedoc partent pour les Iles. 301 seulement arrivent à destination (*Papiers Court*, 17 b, *Relation de quelques faits arrivés en Languedoc et en Amérique*, 519). Mais c'est surtout la crainte d'un transfert massif de population au delà des mers qui, devenue une sorte de hantise, aurait pu provoquer de graves troubles psychiques parmi les Languedociens. Basville a bien compris quelle arme redoutable constituait la seule menace des « Voitures » (cf. lettre à Chamillart du 17 nov. 1702). Sur l'émotion produite en 1719 par des départs éventuels pour la Louisiane, cf. J. DEDIEU, *Hist. polit. des prot. français (1715-1794)*, Paris, 1925, p. 16-17.

2. Sur la crise économique de 1700 : H. SÈZE, *Hist. écon. de la France*, ouvr. cité, p. 272-274; GERMAIN-MARTIN, *La grande industrie à l'époque de Louis XIV*, Paris, 1899, appendice n° 5, p. 401 et suiv.; E. FORESTIÉ, *Notice historique sur la fabrication des draps à Montauban de Louis XIV à nos jours*, Montauban, 1883; GRANAT, *L'industrie de la draperie à Castres au XVIII<sup>e</sup> siècle et les ordonnances de Colbert*, Ann. du Midi, 1898-1899; F. DUMAS, *La réglementation industrielle après Colbert*, Mém. de l'Ac. de Toulouse, 1906 et 1909; M. GOURON, *Les étapes de l'histoire de Nîmes*, Nîmes, 1939, ch. VII : L'industrie aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, p. 102-124. Pour les « Principaux », cf. la lettre déjà citée où Pagezy se plaint notamment d'être taxé de 40 écus par an pour la capitation, et les jugements rendus dans l'affaire de l'Espinas en 1690 (condamnations de Jean Bonijol et de son gendre, le seigneur de la Blachère, cf. E. PONSROYE, *La justice d'un intendant de Louis XIV*, Paris, 1928). — Significatif est le nombre élevé des notables qui figurent dans la *Liste des confesseurs du premier vaisseau*

Pour excuser les violences camisardes ou les désordres convulsionnaires, souligner les méfaits des persécutions, donner plus de relief à l'épopée cévenole, n'a-t-on pas dépeint, par ailleurs, sous des couleurs toujours trop uniformes et trop sombres, la vie des paysans calvinistes du Languedoc à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle? Basville exagère, sans doute, lorsqu'il affirme que son habile administration est parvenue à compenser, corriger ou même réparer largement, les désastreux effets de la politique d'intolérance. Les Camisards, cependant, font preuve, de l'avis général, d'une exceptionnelle capacité de résistance physique. Ils disposent dès 1702 d'abondantes réserves de vivres dissimulées un peu partout, qu'ils peuvent, par la suite, entretenir régulièrement. Déjouant les mesures impitoyables que l'on prend pour les affamer, ils se ravitaillent encore — et jusque dans les « déserts » — alors que les bourgeois des petites villes, coupés de toute communication, sont parfois réduits à manger des chiens. Ils ne montrent leurs premiers signes de détresse matérielle et de lassitude qu'après deux longues années d'une guerre sans merci, de pillages continuels, de dévastations systématiques. En serait-il de la sorte si, à la veille de la crise prophétique, leur pays était aussi pauvre, s'ils étaient eux-mêmes aussi misérables, déprimés, affaiblis, qu'on l'assure communément ?

*qu'on fit partir de Marseille pour les Iles d'Amérique, morts dans le voyage* (Papiers Court, 17 B, 524). La persécution frappe toutes les classes (cf. notamment : MARTEILLE, *Mémoires d'un protestant condamné aux galères...*, La Haye, 1774, et *L'histoire des souffrances du bienheureux martyr Louis de Marolles*, La Haye, 1699, publ. par J. BONNET, Paris, 1883). MAZEL (*Mémoires*, doc. cité, p. 4) parle « du troupeau mis en désolation soit dans les villes, soit dans les campagnes ».

1. Les Camisards accomplissent, en terrain difficile, de surprenantes randonnées : de Brouzet-les-Alès au Collet en une nuit, de Masméjan à Saint-Paul-Lacoste en moins de douze heures. Un seul d'entre eux est signalé par Marion comme « mort de morfondure » au cours de la guerre. C'est seulement en mai 1704, après la perte des « magasins » d'Euzet, que certaines troupes de rebelles commencent à avoir faim. On les voit à Calvisson, le 18, se jeter sur les vivres et les engloutir avec avidité sans faire distinction de la chair, du pain et des fruits (*Mémoires du baron d'Aigaliers*, pub. par la baronne DE CHARNISAY, Musée du Désert, 1935, p. 137). — « La résistance forcenée des Camisards n'a été possible que parce qu'une puissance de foi inouïe les a élevés au-dessus d'eux-mêmes », assure C. BOST (*Mémoires de Mazel*, p. xi, et *Comment les protestants ont pu résister à la tempête de la Révocation*, Bull. Soc. Hist. Prot., t. LXXXIV, déc. 1935, p. 490). Sans méconnaître l'importance des facteurs psychologiques, on doit reconnaître, cependant, que, comme Cavalier le remarque lui-même (*Mémoires*, doc. cité, p. 226), la possession d'abondantes ressources a permis aux rebelles de faire échouer, l'un après l'autre, les plans de Basville. — Par ailleurs, si, parmi les Inspirés de la première heure, quelques-uns, comme Séguier, impressionnent par leur maigreur, Mazel, malgré « ses marques d'écrouteau au col », est « un garçon de bonne taille et de bonne façon » (*Théâtre Sacré*, p. 43); Castanet, « un petit homme solide, rablé, au corps gras » (arch. Hérault, C. 185; LOU-VRELEUIL, *Le fanatisme renouclé*, ouvr. cité, p. 32; VALETTE, *Histoire des prophètes des Cévennes*, manuscrit de la Bibl. mun. de Nîmes, n° 13848, t. II, p. 12); Françoise Bres, dite Bichon, prêche sans fatigue des heures entières, plusieurs nuits de suite, « tantôt le chapeau sur la tête et tantôt sur le bras »; on a beaucoup de peine à lui arracher des mains le valet

Les paysans de la Religion sont, en tout cas, bien moins malheureux que les paysans catholiques. On les envie. On les jalouse. Comme le souligneront bientôt les violences des Cadets de la Croix et l'étrange guerre des Moutons, les haines qu'ils soulèvent, bien que dissimulées sous des prétextes confessionnels, répondent avant tout à d'élémentaires passions sociales<sup>1</sup>. On les accuse de conserver, malgré la crise et les persécutions, une aisance, dont l'origine ne peut être que diabolique, de disposer des meilleures terres, d'obtenir toujours les plus belles récoltes. Allégations suspectes sans doute, mais qui n'en contiennent pas moins une grande part de vérité. Sont-ils devenus protestants parce que « riches » ? ou « riches » parce que protestants ? Leur rupture avec Rome est-elle due à l'esprit d'indépendance qu'aurait fait naître en eux le sentiment de posséder les champs les plus fertiles, d'être les premiers occupants du sol ? Faut-il attribuer leur réussite aux qualités diverses dont le calvinisme favorise toujours l'épanouissement ? Plus souvent propriétaires que locataires et fort rarement journaliers, les calvinistes des campagnes représentent, de toute façon, une catégorie sociale d'un niveau déjà relativement élevé dans son ensemble, où la misère ne doit pénétrer que dans des circonstances exceptionnelles et ne faire sentir que plus faiblement ses effets<sup>2</sup>.

Gabriel, qu'au cours d'une confrontation elle s'efforce d'assommer à coups de sabot (*arch. Hérault*, C. 181) ; Marie Mathieu, de Lussan, est « grande et forte », ce qui la fait rechercher pour les travaux de la moisson ; « grandes et bien faites », aussi, les jeunes Vivaraises qui suivent Daniel Raoux (*arch. Hérault*, C. 180) ; Lucrèce Guigon, surnommée plus tard pour sa vivacité La Bombette, se dégagera sans efforts « des liens dont on lui enserrera les cuisses ».

Il ne faut pas se laisser abuser par certaines déclarations de paysans. Les cultivateurs de Champlong-de-Lozère, par exemple, passent leurs dimanches, en octobre, « à garder leurs châtaignes ». Est-ce à dire qu'une misère accrue fait craindre des maraudages ? Il s'agit, tout simplement, d'un prétexte pour ne pas se rendre à la messe (*arch. Hérault*, C. 180).

A Mâgistavols, où les Inspirés sont nombreux, le riche Meynadier doit écarter à coups de houssine les enfants qui viennent lui demander l'aumône. Le village est-il vraiment pauvre ? On peut en douter d'après ce que les soldats y pilleront quelques jours, plus tard, dans les coffres (*arch. Hérault*, C. 183). Le fait même que le vénal abbé du Chayla ait défendu ouvertement « ce foyer de fanatisme » prouve assez qu'il ne devait pas être misérable.

Sur la situation des petites villes, cf. CAVALIER, *Mémoires*, p. 188. — Sur les dévastations, « La Saint-Barthélemy des maisons cévenoles » : MARION, *Mém.*, p. 53 ; F. PUAUX, *Bull. Soc. Hist. Prot.*, t. LXIII, 1914, p. 592, et M. PIN, *Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 240-253 et 274-280.

1. Sur le mouvement des Cadets de la Croix, dirigé d'abord dans les villages de la Cèze par le capucin Lacroix, puis vite généralisé, cf. M. PIN, *Jean Cavalier*, p. 200-202, 280-284, 330. — Sur la guerre des Moutons, cf. M. PIN, *Chez les Camisards*, p. 131-143.

2. Sur la réussite particulière des Réformés, des documents significatifs dans les *Réponses à l'enquête du comte de Périgord en Languedoc*, en 1776 (*Bibl. Hist. Prot.*, Ms., collect. Coque-rel, 340) et les *Lettres sur les protestants de France* (*ibid.*, 430, fol. 228). « Les Réformés travaillent davantage parce qu'ils n'observent point de fêtes, que la pratique du maigre et du carême ne saurait suspendre les forces de leur corps, qu'ils reconnaissent qu'ils ont besoin de travailler d'autant plus qu'ils sont moins protégés par l'État et par les supérieurs. » Les Pères jésuites, les chanoines nîmois afferment leurs métairies à des non-catholiques, pour en obtenir

Lorsqu'on les évoque, au surplus, c'est aux Cévenols que l'on pense, à leurs montagnes, à leurs landes inaccessibles, à leurs maigres châtaigneraies cernées par la ligne sombre des fayards, à leurs « parros » ravinées dont il faut sans cesse remonter la terre. Pourquoi ne pas songer aussi bien aux Réformés de l'Uzège, de la riante Gardonnenque et plus encore de la Vaunage, surnommée alors « le Pays de Chanaan » pour sa fertilité presque légendaire<sup>1</sup>? Tandis qu'à la même époque, les paysans de la montagne Noire doivent se nourrir de millet, vendre leur blé pour parvenir à payer leurs tailles, les Cévenols, eux-mêmes, d'ailleurs, n'arrivent-ils pas à tirer de leur sol ingrat à peu près tout ce qu'il leur faut? Ne sont-ils pas assez endurants et sobres pour résister du mieux possible aux épreuves des mauvais jours? Les moins favorisés d'entre eux ne connaissent-ils pas tout au plus « un état d'honnête indigence »<sup>2</sup>? S'il existait des liens étroits entre les conditions matérielles et le Prophétisme, ils n'en devraient pas moins être les premiers atteints par la fièvre convulsionnaire, les plus ardents à la propager. L'Illuminisme, en réalité, loin de venir du Vivarais par les confins de l'Ardèche, comme on l'assure, semble faire son apparition dès les débuts de 1700 sur plusieurs points du Bas-Languedoc sans que ses foyers initiaux soient mieux représentés, plus précoces, plus vivaces dans les Cévennes que dans le reste du pays<sup>3</sup>. Lorsqu'en 1701 il perd ses formes discrète, se révèle au grand jour, soulève des villages entiers et peut

un meilleur rapport (M. PIN, *Jean Cavalier*, p. 193, 312). Cf., en outre, A. SIEGFRIED, *Le Groupe protestant cévenol*, ouvr. cité, p. 25, 37, et L. MAZoyer, *Essai critique sur l'histoire du protestantisme à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Bull. Soc. Hist. Prot., mars 1930, p. 11-13; *La question protestante dans les Cahiers des États généraux*, ibid., mars 1931, p. 25.

1. Cf. E. FROSSARD, *Tableau pittoresque et moral de Nîmes et de ses environs*, Nîmes, 1836, Suppl. au t. I, p. 18-20, t. II, p. 147; RIVOIRE, *Statistique du département du Gard*, Nîmes, 1842, t. II, p. 561, p. 536; *Nîmes et le Gard*, Publ. du XIV<sup>e</sup> Congrès de l'Assoc. fr. pour l'avancement des sciences, Nîmes, 1912, t. I.

2. C. et L. THEISSIER DU CROS, *Une activité cévenole à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle*, Bull. Soc. Hist. Prot., t. LXXXI, sept. 1932, p. 319-322; C. BOST, *La première vie de Pierre Cortez*, Paris, 1935, p. 7-9; DE BOUSQUET, *De Vignelongue à Saint-André-de-Valborgne*, s. l. n. d.; J. PORCHES, *Le pays des Camisards*, Paris, 1904. « Une société où personne ne serait sans bien et où personne n'en aurait trop : c'est ce qu'on trouve dans les Cévennes » (*Voyage en France depuis 1775*, Paris, 1817, t. III, p. 139). En 1758, envisageant l'éventualité d'une nouvelle révolte cévenole, le maréchal de Thomond écrit : « Les protestants nous embarrasseront très fort dans un pays qu'ils ont su cultiver par leur industrie au point de pourvoir aisément à leur subsistance » (J. DEDIEU, *Hist. polit. des protestants*, ouvr. cité, t. I, p. 353). Basville parlait déjà dans ses Mémoires de « la source inépuisable de leur commerce » et la jugeait « capable de réparer toutes les pertes ».

3. « Les enthousiasmes de cette secte frénétique se répandirent durant trois ou quatre mois dans les diocèses d'Uzès, de Viviers, d'Alès, de Nîmes, de Montpellier et de Mende », nov. 1700 (LOUVRELEUIL, *Fanatismes renouvelés*, ouvr. cité, p. 14. Cf. le témoignage de Sarah DALCONE, *Théâtre Sacré*, p. 130, et abbé ROUQUETTE, *L'abbé du Chayla*, ouvr. cité, p. 61, note 1). Nous reprenons toute cette question dans un travail plus étendu.

parfois être suivi comme à la trace dans son irrésistible cheminement, malgré le qualificatif arbitraire qu'il devra plus tard aux Inspirés du Bougès, ce n'est pas davantage en terre cévenole, mais dans l'Uzège, puis dans la Gardonnenque, qu'avant de s'étendre à toutes les régions protestantes il se manifeste le plus violemment<sup>1</sup>. En 1704, il provoque de tumultueuses scènes de délire en pleine Vaunage à Calvisson, sans se ranimer dans les montagnes où la vraie misère commence à sévir. Comment pourrait-on, au reste, penser sérieusement qu'il a pu être provoqué par une crise économique, par des souffrances matérielles, puisque aussi bien l'effroyable détresse qui suit le grand hiver de 1709 ne parvient pas à lui redonner, malgré les efforts ardents des derniers prophètes, la moindre force, le moindre prestige<sup>2</sup>?

Il ne semble pas davantage qu'il bouleverse seulement les malchanceux, les incapables, les faibles, les déracinés ou les déshérités de toutes sortes qu'on rencontre toujours jusque dans les périodes les plus prospères, les communautés paysannes les plus favorisées, les contrées les plus heureuses. Parmi les inspirés de la première heure figurent des propriétaires et des fermiers, aussi bien que des petits bergers, des artisans ambulants, des gouvats ou des servantes — des cultivateurs « bien assis » aussi bien que de pauvres hères. Quand bien même, en outre, on parviendrait à prouver que la plupart des fanatiques sont de très modeste condition, on n'expliquerait pas pour autant leur exaltation religieuse. Une situation médiocre et sans avenir, une existence difficile exaspèrent bien moins souvent qu'elles ne découragent ou n'engourdissent<sup>3</sup>. Lorsqu'un paysan reçoit les marques de l'Esprit, connaît-on le nombre de ses coreligionnaires, qui, malgré leur misère plus grande, ne subissent pas, ne subiront jamais les atteintes du Mal sacré?

1. Cf. C. BOST, *Les prophètes du Languedoc* et E. PONSOYE, *Jean Astruc*, articles cités. *Arch. de l'Hérault*, C. 180 et C. 181.

2. Sur la misère en 1704 : MARION, *Mémoires*, p. 99 ; sur « les tempêtes de la faim » qui, en 1709, émeuvent jusqu'à l'insensible Fléchier : *Papiers Court*, 17 K, fol. 191 ; A. DELACROIX, *Histoire de Fléchier*, Paris, 1865, p. 614-620 (on se nourrit de son, d'herbes, d'un pain « de coques de noix, d'arum et de fougères »). La disette de 1711 ne ranime pas le Prophétisme (cf. C. BOST, *La première vie de Pierre Corteiz*, ouvr. cité, p. 50-53). Pas plus que celle de 1751, qui « jette au désespoir Cévennes et Gévaudan » à « l'époque la plus terrifiante de l'histoire du protestantisme au XVIII<sup>e</sup> siècle » (J. DEDIEU, *Hist. polit. des protestants français*, ouvr. cité, t. I, p. 202, 227). — En 1700, la misère est beaucoup plus grande en Vivarais qu'en Languedoc (cf. DE VISSAC, *Chronique vivaraise, Antoine de Roure*, Paris, 1895, et E. REYNIER, *Privas et la révolte de Roure*, *Revue du Vivarais*, t. XXIX, 1922). Le Prophétisme ne s'y manifeste que faiblement. Il y avait pourtant provoqué de graves désordres dès 1688 et 1689 (cf. *arch. de l'Hérault*, C. 169 ; E. ARNAUD, *Hist. du prot. en Vivarais*, 1888, p. 24-40).

3. « Impossible [pour le paysan de 1700] d'espérer pouvoir jamais sortir de sa classe », écrit M. PIN, *Chez les Camisards*, ouvr. cité, p. 32. Il suffit, pour se convaincre du contraire, de suivre le destin de quelques familles cévenoles. La force de la bourgeoisie est de s'enrichir



Si certains Inspirés, comme ceux du Bougès, donnent une profonde impression de fatigue et de dénuement, il ne faut pas oublier que les Révélés multiplient les jeûnes pour atteindre plus vite l'extase, et, tout entiers à leur mission, pleins de mépris pour les vanités de ce monde, ne se soucient guère de leur tenue. Leur détresse matérielle peut être l'accompagnement inévitable de la vie errante et périlleuse du Désert. Elle ne doit commencer pour beaucoup que du jour où, sur l'ordre de l'Esprit, ils quittent leur famille, leurs domaines ou leurs maîtres. Elle ne précède pas, elle suit l'apparition du Prophétisme, dont elle est ainsi la conséquence et non point la cause<sup>1</sup>.

Au cours de leurs procès, alors que leur liberté et leur vie sont en jeu, les fanatiques, pour apitoyer leurs juges, n'invoquent jamais l'excuse de la misère<sup>2</sup>. Dans leurs mémoires, dans leurs déclarations du *Théâtre Sacré*, ils ne font pas la moindre allusion à leur situation personnelle, ne se plaignent jamais de leurs propres difficultés et se contentent de déplorer en termes vagues les souffrances du « Petit Troupeau ». Pudeur? Fierté naturelle? Idéalisme sincère? Mais les propos qu'on leur attribue, les renseignements que les témoins fournissent sur eux, les questions qu'on leur pose ne contiennent guère d'indications, même imprécises, sur leurs ressources, leurs conditions de travail, leur état physique, leurs préoccupations matérielles. En serait-il de même s'ils étaient vraiment malheureux?

Lorsque apparaissent les premiers prophètes, certains les prennent pour des imposteurs, d'autres pour de véritables messagers de Dieu, quelques-uns pour des possédés, le plus grand nombre pour des malades. Les « bons prêtres », tout comme les médecins de Montpellier, ne veulent voir en eux que des épileptiques ou des fous. On recommande pour les guérir de leur lire des formules d'exorcisme, de leur donner

sans cesse d'éléments nouveaux, bien avant la révolution industrielle et l'époque des « Pezouls Revengus », des « pouilleux devenus riches ». Ne citons, faute de place, que le cas d'Élie Marion, qui « se rend à Nîmes pour se former un peu aux affaires en vue de quelque établissement honnête » (*Mémoires*, p. 44).

1. Certains Inspirés ont « une crise de trois fois vingt-quatre heures sans boire, manger ou dormir » (*Théâtre Sacré*, p. 91). Un ordre de l'Esprit défend à Jean Rampon et à Pierre Séguier de se peigner pendant quelques semaines (*Mazuel, Mémoires*, p. 4).

2. Marie la Boiteuse, toutefois, dit « être bâtarde, ne pas avoir de domicile, ne faire que rouler pour gagner son pain, être lasse de vivre à cause de ses inconvénients et de ce qu'elle a souffert pour la pauvreté » (*arch. Hérault*, C. 181). Il faut remarquer que cette inspirée est vivaroise. La veuve Barafort prétend « qu'on lui fait tort à La Fabrégue », mais, malgré les questions du juge, ne précise pas (5 sept. 1701). Est-il bien utile, par ailleurs, de savoir qu'à cette époque une servante nourrie gagne un peu moins de 2 livres par mois ; un domestique loué à l'année, 4 ; et un cardeur de laine, 17 ; qu'une paire de souliers vaut 4 livres, etc.? Aucun fanatique ne se plaint de l'insuffisance des salaires.

des coups de bâton, de les plonger une heure par jour dans de l'eau tiède, de leur placer une peau de serpent derrière la tête<sup>1</sup>. Personne ne songe à leur faire manger un peu plus de viande, à leur conseiller le repos. Même parmi ceux qui s'efforcent de donner aux crises d'inspiration l'explication la plus bienveillante, la mieux faite pour rassurer les pouvoirs publics, personne n'a l'idée de les attribuer à la sous-alimentation, à la fatigue, à la misère. Faut-il accuser en bloc les contemporains des prophètes d'avoir été de bien médiocres observateurs? Faut-il penser qu'ils ignoraient encore les effets inattendus que peuvent avoir les privations physiques alors que déjà vingt-cinq ans plus tôt, informé des premières extases de Marie Alacoque, le jésuite Papon avait simplement déclaré : « C'est une visionnaire, faites-lui manger de la soupe<sup>2</sup>? »

Aussi bien, pour être en droit d'affirmer que la misère est intervenue dans la formation du mysticisme cévenol, faudrait-il tout d'abord prouver que les désordres convulsionnaires ne résultent pas de simples déficiences organiques, comme certains catholiques le pensaient au XVIII<sup>e</sup> siècle, ou d'une surexcitation purement morale, comme l'assurent encore de nos jours certains protestants. Mais comment peut-on savoir s'ils sont dus à la maladie, à des troubles pathologiques, à des privations, à l'ardeur excessive de la piété? S'ils sont déterminés par un seul de ces facteurs ou par plusieurs à la fois? S'ils n'ont pas de tout autres causes? Nous ignorons la nature exacte de l'Inspiration, nous sommes incapables de discerner si les crises morbides en représentent l'essentiel ou n'en sont qu'un des aspects secondaires, un des effets, une des formes<sup>3</sup>. Nous ne possédons pas, surtout, une documentation suffisante sur les antécédents des Révélés, leur vie intérieure, leurs conditions individuelles d'existence, leur état physique ou moral. Nous ne disposons pas, ne serait-ce que pour une faible partie d'entre eux, de l'équivalent des précieuses fiches d'observation, qui, sans permettre d'ailleurs aux sociologues, aux psychiatres d'aboutir à des conclusions toujours satisfaisantes, leur assurent un point d'appui sur

1. Les premiers témoins parlent en langage du pays d'« accidents », de convulsions. Le jeune François Pierre croit que « la prière lui a donné le haut mal » (arch. Hérault, C. 180). Cf. aussi M. PIN, *Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 75-76, et *Ches les Camisards*, ouvr. cité, p. 101-105. On pense quelquefois à des breuvages magiques, à des « enchantements ». Déjà, en 1689, on dépouille la petite bergère de Crest de ses habits et de son linge ; « on cherche si elle a un charme caché quelque part » (C. BOST, *Les prophètes des Cévennes*, art. cité, p. 413 — P. BEUZART, *Le protestantisme en Thiérache*, Paris, 1931, p. 159).

2. G. GOYAU, t. VI de l'*Hist. de la Nation française*, collect. Hanotaux, Paris, 1922, p. 473.

3. Les historiens protestants ne s'accordent pas sur le sens et la nature même des crises convulsionnaires. A. Dubois, J. Benoit, E. Ponsoy et C. Bost adoptent, à cet égard, chacun, un point de vue fort différent.

le réel, leur donnent une base solide de discussion et de recherche<sup>1</sup>. Est-il alors admissible d'écrire, pour ne citer qu'un seul exemple, que les prophétesses cévenoles sont des femmes sous-alimentées, affaiblies, par conséquent mal réglées et vouées par là aux plus étranges des névroses? Ont-elles jamais fait sur ce sujet délicat les moindres confidences? Les a-t-on jamais à cet égard examinées ou interrogées<sup>2</sup>? N'est-il pas unanimement reconnu, par contre, qu'à la différence de bien d'autres expériences religieuses, l'Illuminisme languedocien n'offre jamais au point de vue sexuel de déviations équivoques, alors qu'il n'en serait pas de même si les jeunes inspirées de 1701 — ou quelques-unes seulement d'entre elles — vivaient dans un état de déséquilibre physiologique et psychique dont il resterait d'ailleurs toujours à prouver qu'il est bien un effet de leur dénuement<sup>3</sup>? On est tout à fait libre de penser que les prophètes ont vraiment reçu le Souffle de Dieu et que leur extraordinaire aventure échappe de la sorte aux lois habituelles de causalité. Mais on ne peut pas tout à la fois, comme le font la plupart des historiens, se refuser de voir dans l'Inspiration cévenole autre chose qu'un phénomène concret, un fait positif, susceptible comme tel de devenir l'objet d'une connaissance scientifique, et ne pas tenir compte, lorsqu'on l'étudie, des principes élémentaires de la recherche expérimentale.

Si l'on écarte les explications arbitraires, les affirmations invérifiables, si l'on donne à la notion de misère un contenu et sa vraie valeur, si l'on rectifie les idées trop souvent erronées que l'on se fait d'habitude de la situation des Réformés dans les campagnes languedo-

1. Dans la thèse récente de M<sup>lle</sup> J. BOUTONIER, *L'angoisse*, Paris, 1945, si pénétrante et si riche, l'influence de la misère et des souffrances matérielles sur la formation des complexes n'apparaît, ainsi qu'il se doit, que tout à fait secondaire. BERGSON, dans *Les deux sources de la Morale et de la Religion* (1932), a réagi contre une conception trop matérialiste des phénomènes mystiques.

2. C'est seulement en 1802, dans la *Topographie de la ville de Nîmes et de sa Banlieue*, de J.-C. VINCENS et de BAUMES, que ces questions physiologiques sont étudiées, à l'intérieur de chaque groupe social, suivant les méthodes de Cabanis. Si les constatations faites au cours de cette enquête sont valables pour la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les ouvrières des villes, à supposer quelque rapport entre les phénomènes circulatoires et les névroses, doivent, seules, vers 1700, être prédisposées au Prophétisme, et les bourgeoises résister moins bien que les paysannes aux séductions du mysticisme convulsionnaire.

3. Cf. *Théâtre Sacré*, p. 52, 84, 85, 91, 132, 142, 146, 159 — A. DUBOIS, *Les prophètes cévenols*, ouvr. cité, p. 22 — C. BOST, *Les prophètes du Languedoc*, art. cité, 136, p. 35, et 137, p. 31, note 1 — M. PIN, *Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 154-155. Les prophétesses, pour ne pas se priver des visites de l'Esprit, conservent de préférence leur virginité. Mais elles peuvent se flâner, se marier. Chez elles, ni hystérie ni puritanisme excessif. « S'il voulait être mon galant, je serais bien volontiers sa maîtresse », dit d'Alexis Aigoïn une jeune inspirée (arch. *Hérault*, C. 180).

ciennes vers 1700, on s'aperçoit qu'il ne suffit pas alors d'être sous-alimenté pour être gagné par l'Inspiration, bien nourri pour lui résister ; on doit reconnaître que l'attitude respective, si dissemblable, des paysans et des messieurs, à l'égard du mysticisme convulsionnaire, n'est pas conditionnée par de simples différences de conditions matérielles. Mais n'est-il pas à l'intérieur de la communauté calviniste d'autres distinctions sociales, plus discrètes et plus efficaces ? « Partout le Peuple est peuple », écrit Voltaire, dans le chapitre du *Siècle de Louis XIV* où il parle des Inspirés méridionaux. Ne convient-il pas d'attribuer comme lui le succès persistant du fanatisme auprès des masses aux modes de sentir et de penser tout particuliers, qui au « tempérament » bourgeois ont toujours permis d'opposer le « tempérament » populaire ?

\* \* \*

Sans cesse épié dans ses moindres attitudes par un bas-peuple malveillant, bavard et soupçonneux, le Monsieur de la Bouquerie — le plus représentatif des « opulents » calvinistes méridionaux<sup>1</sup> — est habitué à dissimuler et à discipliner ses sentiments. Il entend se distinguer des autres bourgeois, non point par le dangereux étalage de ses richesses, mais par la réserve, la dignité de sa tenue. Comme la pratique des affaires et le commerce du monde achèvent de lui donner une parfaite maîtrise de soi, il ne semble pas devoir se laisser facilement entraîner par le mysticisme désordonné des prophètes. Dans Nîmes même, facile à surveiller, sillonnée de patrouilles et rem-

1. Sur la bourgeoisie française : B. GROETHUYSEN, *Origines de l'esprit bourgeois en France*, t. I, Paris, 1927 — C. NORMAND, *La bourgeoisie française au XVII<sup>e</sup> siècle (1604-1661)*, Paris, 1908 — J. AYNARD, *La bourgeoisie au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Rev. des Quest. hist., sept. 1933. Sur la bourgeoisie calviniste, pas de travaux d'ensemble ; cf. COQUEREL, *Recherches sur quelques causes des divisions religieuses à Nîmes de Louis XIV à 1815*. Ms., Bibl. Hist. Prot., 350 — H. DE BELLECOMBE, *Les Denis, une Famille bourgeoise de l'Agenais du XVII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1894 — [E. COSTE], *Une famille de nouveaux convertis en Cévennes (1685-1787)*, Audincourt, 1899 — L. SOUBEYRAN, *Essai hist. et géol. sur les Soubeiran cévenols*, Marseille, 1934 — G. TOURNIER, *Souvenirs de famille*, Mazamet, 1901 — G. BRÉGAIL, *Impression d'une dame étrangère sur les mœurs gasconnes*, 1774, Bull. de la Soc. gersoise d'Et. locales, n° 45, 1934 — C. CHARRONNET, *Les guerres de Religion et la Soc. prot. des Hautes-Alpes (1560-1767)*, Gap, 1861 — L. LÉVY-SCHNEIDER, *Le conventionnel Jeanbon-Saint-André*, Paris, 1901 — C. POUTRAS, *Une famille de la bourgeoisie française de Louis XIV à Napoléon*, Paris, 1934, et *La jeunesse de Guizot*, Paris, 1936 — E. LÉONARD, *Les protestants français du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Ann. d'Hist. soc., t. II, janv. 1940, p. 5-20, et *Hist. ecclésiast. des Réformés français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1940 — L. MAZoyer, *Essai critique sur l'hist. du protestantisme*, art. cité, et *La bourgeoisie du Gard et l'instruction au début de la Mon. de Juillet*, Ann. d'Hist. écon. et soc., t. VI, avril 1934, p. 20-40.

plie d'espions, les assemblées clandestines sont rares<sup>1</sup>. Comme il se déplace très souvent<sup>2</sup>, il pourrait, pourtant, s'il le voulait, se mêler aux foules ardentes qui, dans des conditions bien faites pour émouvoir la sensibilité, préparer l'invasion du mysticisme, se multiplient à partir de 1701 dans tout le Bas-Languedoc. Sa prudence, son légalisme, son amour de l'ordre, sa « délicatesse<sup>3</sup> », son horreur pour tout ce qui risquerait de bouleverser une existence ponctuelle l'en écartent — et plus encore le mépris, qu'orgueilleux de sa réussite, marque spéciale de la protection céleste, il partage avec tous les « Pessugaux » du Midi, tous « les hommes de col raide », pour les « Pezoulins », les gens de peu, les pauvres, « ces pêcheurs auxquels la grâce de Dieu a manqué en définitive ». Sa femme sait ficher un point d'aiguille, éplucher les herbes, écumer le pot. Elle n'hésite pas à sortir dès le matin avec un bas entamé qu'elle finit en marchant. Malgré sa simplicité, son absence complète de morgue, aux réunions largement ouvertes — hypocritement considérées dans « la Société » comme inutilement dangereuses et contraires aux bonnes mœurs — elle préférera toujours elle aussi les « petits comités » où, loin de la « Rafataille », l'on se rencontre entre « personnes du même état<sup>4</sup> ». Si ardent que soit son calvinisme, ou si vive sa curiosité, elle n'ira pas, en août 1702, chez un maçon du Cours écouter la grande Marie. Elle n'assistera pas davantage aux assemblées nocturnes qui se tiendront les années suivantes près des Écorchoirs, dans de pauvres maisons du faubourg de la Madeleine.

Le principal d'un village languedocien<sup>5</sup> peut, malgré sa richesse,

1. Nîmes ne compte alors que 17.000 habitants. Si les scènes d'inspiration sont très vite signalées dans les villes (exemples significatifs à Anduze, le 25 août, à Uzès, le 6 août 1701, arch. *Hérault*, C. 180), elles peuvent être dénoncées tout aussi rapidement même si elles se produisent dans les régions les plus isolées (exemples : les désordres de Montgros, le 3 nov. 1701, connus du curé, une heure après, et au Pont-de-Montvert, le soir même, arch. *Hérault*, C. 181).

2. Les fabricants et les commerçants n'utiliseront les « voyageurs » qu'à partir de 1820. Ceux qui s'occupent de la soie ou des laines se rendent une fois par semaine à Anduze.

3. Que trouve-t-on à l'origine de l'affaire du Pont-de-Montvert, point de départ de la guerre des Camisards? trois jeunes bourgeoises, qui, incapables de supporter une longue étape, font arrêter leur guide (*Papiers Court*, 17 K, fol. 167). Sur « les Demoiselles au pied délicat », cf. E. HUGUEN, *Ant. Court*, Journal, I, 469.

4. « Jésus a dit qu'il se trouverait toujours entre 2 ou 3 personnes assemblées en son nom, mais quand on est 3 ou 4.000, le Diable s'y trouve » (lettre de Voltaire à Ribotte Charon, 21 nov. 1761, Bibl. Hist. du Prot., 1882, p. 167). On rencontre déjà cet argument dans les écrits des protestants adversaires des assemblées (cf. E. LÉONARD, *Hist. eccl.*, ouvr. cité, p. 21-24). Sur l'attitude des riches calvinistes languedociens à l'égard du « peuple », cf. un jugement de l'intendant Lenain, cité par J. DEDIEU, *Hist. pol. des pr. français*, ouvr. cité, p. 146.

5. *Papiers de famille* (Bonijol-Platon, de Castagnols) — Jean VELAY, viguier de Florac, *Petit livre de mémoire des affaires domestiques*, Doc. rel. à l'hist. de Gévaudan, 1889, III<sup>e</sup> par-



conduire lui-même son bétail à la foire, en gros bas de laine noire, bien serré dans son justaucorps de bourrette, partager le bajana<sup>1</sup> de ses fermiers et, s'il s'attarde, accepter sans façon, suivant l'usage de l'époque, domestiques ou colporteurs, plusieurs compagnons de lit. Il n'en est pas moins conscient d'être un personnage. Il s'occupe du commerce des laines, remplit bien souvent les fonctions de notaire ou de magistrat municipal, parfois de régent d'école, représente sa communauté auprès des pouvoirs publics, défend les intérêts des seigneurs provinciaux, prête de l'argent, fait passer des lettres ou du numéraire à l'étranger, arbitre des différends, donne des conseils. Tenu à la discrétion par la nature même de ses multiples activités, tout comme les Mylords dont il subit l'influence, il entend se garder des élans impulsifs et conserve jusqu'aux pires heures sa froideur, son impassibilité, son sang-froid. Depuis 1685, pour les mêmes raisons que les bourgeois, il ne fréquente guère les assemblées religieuses. Inquiet de l'esprit égalitaire des Enfants de Dieu, il ne voit pas sans dépit d'obscures servantes, de tout jeunes bergers, parfois même des simples d'esprit jusqu'alors sans cesse moqués, jouer, grâce au prestige de leurs « dons », le rôle de chefs et de guides, que la disparition des pasteurs semblait avoir réservé aux notables, à sa secrète satisfaction. S'il lui arrive d'assister à des scènes convulsionnaires, n'est-il pas naturel que d'instinct il se raidisse et que, déjà mis en garde contre un mysticisme suspect, si contraire à ses intérêts, il doive toujours échapper sans peine à sa contagion ?

Hommes d'affaires actifs et positifs, le Principal et le Monsieur peuvent-ils s'abandonner aux rêveries métaphysiques, se laisser séduire par ce qu'ils nomment eux-mêmes des *fantaisies*, ménager dans leur vie intérieure une sorte de zone secrète, où de la lente accumulation des inquiétudes finit, en temps de crise, par jaillir l'angoisse ? S'ils ne lisent pas, au surplus, encore beaucoup, ils aiment l'un et l'autre discuter, s'instruire<sup>2</sup>. Autodidacte attentif, le Principal s'entretient à l'occasion de théologie avec les « bons prêtres », questionne sans cesse ses correspondants du Refuge ou ses amis des grandes villes. Sans avoir une culture aussi étendue, aussi solide qu'à la veille de la Révolution,

1. t. II — Antoine VELAY, *Livre de Raison*, Bull. de la Soc. d'agr. de la Lozère, 1891 — E. PONSOT, *L'affaire Meynadier* (cf. les deux mémoires de Meynadier, arch. Hérauld, C. 183) — PAGEZY, lettre citée. Sur l'esprit égalitaire des Inspirés, cf. A. SALOMON, *Jean Labadie*, Bull. Hist. Prot., t. LXXVIII, janv.-mars 1929, p. 36.

1. Soupe de châtaignes.

2. Abbé TRIBOLET [missionnaire à Nîmes en 1685], *Lettres instructives et historiques*, Dijon, 1709 — A. DELACHOIX, *Hist. de Fléchier*, ouvr. cité, p. 344-345 — GERMAIN, *Du rôle de la ville de Nîmes dans le développement intellectuel de la France*, Nîmes, 1864.

le Monsieur de la Bouquerie passe pour « un homme d'esprit, de savoir et de bon sens » aux yeux mêmes de ses rivaux. Qu'ils désavouent le Prophétisme, n'est-ce pas déjà le premier signe de l'évolution qui entraînera bien des protestants à se ranger parmi les amis des Lumières, à se faire les alliés des Philosophes, à combattre les survivances du fanatisme au nom même de la science et de la raison? Se croire gardé par des « angelettes », blancs comme la neige, petits comme le doigt, rêver aux dragons de feu qui viendront tourmenter les incrédules, annoncer qu'une échelle gigantesque joindra bientôt la terre au paradis, évoquer l'église de marbre ornée de filets d'or, qui tombera du ciel dans le vallon de Saint-Privat, consulter le Seigneur pour savoir si l'on mangera et de quelle main, parler sans le moindre souci de logique de la fin imminente du monde et du jour tout aussi prochain où l'on restaurera le temple du village, voir des larmes de sang dans les yeux des Prophètes ou nier que la jeune inspirée dont on attend la résurrection soit encore vivante alors qu'on vous montre sa poitrine se soulever régulièrement : autant de « folies grossières » dont il paraît tout à fait normal qu'à l'intérieur de la communauté calviniste les deux groupes sociaux intellectuellement les plus évolués ne soient pas atteints<sup>1</sup>.

Manque d'émotivité, peur des foules, modération, réalisme, amour du savoir, esprit critique : tous ces « caractères spécifiques », dont il semble bien difficile de contester l'existence parmi les Réformés influents de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, ont-ils vraiment toutefois le sens et l'influence qu'on leur attribue? Dans leurs relations avec les autres méridionaux, les riches protestants font preuve d'une indéniable froideur. Ils désapprouvent toute démonstration violente et désordonnée. Mais peut-on voir dans leur attitude la marque d'un mépris formel pour toutes les valeurs sensibles? Répondant à des nécessités sociales, leurs conformismes affectifs ne sont pas encore autre chose que des règles

1. Sur l'étrangeté du Prophétisme, cf. LOUVRELEUIL, p. 18-24 — BRUEYS, *ouv. cit.*, t. II, p. 11. « Si l'un de vous quitte l'assemblée, une flamme du ciel tombera qui nous écrasera », s'écrie Jean Loze, à Clairan, le 13 oct. 1701, *arch. Hérault*, C. 180. « Les anges sont à mon entour », dit, avant de monter sur la murette d'une capitelle pour prêcher, le jeune Bertrand, de Ners, un tailleur d'habits de seize ans « dont les cheveux blonds tombent sur les épaules » (*arch. Hérault*, 7 sept. 1701, C. 180). Jeanne Bonijol, que le 6 août 1701, à Uzès, ses voisins croient morte, est la femme d'un cardeur arrêté depuis peu. Elle reste un jour sans manger, annonce qu'elle va mourir pour ressusciter quatre heures plus tard, s'allonge sur une table « le corps et la tête appuyés sur une chaise, le visage couvert par les serviettes et les coiffes ». Le juge Larnac veut montrer qu'elle est seulement évanouie. Il est chassé de la chambre. Arrêtée le soir même, l'inspirée sera condamnée à la prison perpétuelle (*arch. Hérault*, C. 180). « Avez-vous vu l'angette bleu ou l'angette blanc »? dit aux femmes de Champlong l'officier de milice Colas, chaque fois qu'il traverse le village (*Papiers Court*, Morin, 630, fol. 30, p. 44).

de savoir-vivre<sup>1</sup>. Ils ne visent pas — et sans doute ne contribuent pas — à l'appauvrissement, au dessèchement d'une sensibilité dont ils entendent régler seulement les formes extérieures. Aussi bien, quelles que soient leur ancienneté et leur puissance, les impératifs, les commandements d'un groupe sont toujours susceptibles, devant des circonstances exceptionnelles, d'être assouplis ou abandonnés. Eussent-ils résisté longtemps à l'ardente poussée du mysticisme convulsionnaire, si le patriciat calviniste n'avait pas disposé pour contenir celle-ci de bien plus solides soutiens? Trois quarts de siècle plus tard, ils paraissent d'autant plus forts que la bourgeoisie réformée a vu se développer son esprit de classe, que, résolument engagée dans une lutte difficile contre ses rivaux de la noblesse foncière, elle comprend mieux encore la nécessité de durcir toutes ses énergies. Ils ne la préservent pas pour autant d'une crise infiniment moins violente que la crise cévenole. Ils ne l'empêchent pas d'accueillir avec enthousiasme la Révolution sentimentale qui, sous l'influence de Rousseau et de ses disciples, va lui faire regarder pour un temps la sensiblerie comme la plus délectable des vertus, la recherche des tendres émotions comme un véritable devoir<sup>2</sup>. Dans la diversité des situations et des tempéraments individuels, peuvent-ils au surplus être toujours unanimement respectés<sup>3</sup>? Jusque dans les groupes sociaux où les contraintes collectives sont les plus fortes, de tout temps apparaissent des non-conformistes, des réfractaires. Parmi ces bourgeois languedociens d'apparence si homogènes, on verra bientôt, pendant la guerre des Camisards, à la masse des Loyalistes s'opposer l'ardent petit groupe des Zélateurs. N'est-il pas étrange qu'en 1701, entre des milliers de prophètes, on ne puisse pas citer un seul notable, un seul principal, alors que l'Inspiration devrait atteindre, même à l'intérieur du Patriciat, si peu nombreux fussent-ils, tout au

1. Sur les conformismes affectifs, cf. C. BLONDEL, *Introd. à la psych. collective*, Paris, 1934, p. 154-159, 160-171, 187-188. Il y a, dès le xvi<sup>e</sup> siècle, une « éthique », une « politesse » calvinistes. « L'expérience protestante a une très forte action sur l'art de vivre », cf. A.-M. SCHMIDT, *Pensée protestante et génie français durant les deux premiers siècles de la Réforme*, Protestantisme français, ouvr. cité, p. 64.

2. Très nombreux exemples dans le *Journal de Nîmes* de 1786 à 1788 (Bibl. munic. de Nîmes, 33640). En fait, contrairement à ce que pense A. MONGLOD (*Le préromantisme français*, t. II : *Le maître des Ames sensibles*, Grenoble, 1930), la révolution sentimentale a seulement permis à une sensibilité déjà existante de s'extérioriser, de s'affirmer.

3. N'a-t-on pas exagéré, par ailleurs, la « froideur » des bourgeois calvinistes, la sévérité de leur tenue? « A Nîmes, dans le temple, avant la Révocation, Mesdames Brousson et Saillens s'injurient, Mesdames Bastide et Bassoul se giflent, Mesdames Molines et Madière se livrent à un tel pugilat, pour la seconde fois en trois semaines, que non seulement leur toilette et leurs coiffures en souffrent fort, mais qu'on est obligé de les faire sortir. » Mêmes faits à Gap (P. DE FÉLICE, *Le temple de Charenton, les Services religieux*, Bull. Hist. Prot., 1906, p. 355).

moins quelques isolés peu soucieux ou physiologiquement incapables d'observer un code affectif? On a trop volontiers tendance à croire, par ailleurs, que la présence d'un caractère très nettement défini dans la vie sentimentale d'un individu ou d'un groupe exclut tout caractère diamétralement opposé. Les Messieurs de la Bouquerie, que leurs ennemis accusent d'être insensibles — et qui dans bien des cas le sont effectivement — s'embrassent et pleurent parfois avec une facilité qui, de nos jours, paraîtrait surprenante. Qui voudrait les défendre du reproche d'impassibilité n'aurait pas de peine à montrer qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ils connaissent eux aussi leurs heures d'exaltation. L'extraordinaire succès rencontré auprès d'eux, comme auprès des principaux de village, par les écrits de Claude Brousson, par ces tendres effusions mystiques, que seules des âmes sensibles peuvent goûter pleinement, n'est-il pas significatif et faut-il rappeler avec quelle vivacité, sur quels rythmes passionnés et rapides, ils chantent encore à cette époque les hymnes de leur vieux Psautier? On peut même se demander si, soumise à de trop sévères contrôles, trop souvent et trop durement contenue, leur sensibilité, lorsqu'elle parvient à s'exprimer librement, ne le fait pas avec une force toute particulière, qui, à supposer des liens étroits entre l'apparition de l'Illuminisme et l'intensité de la vie affective, devrait en temps de crise les exposer à la névrose de l'Inspiration autant ou même plus que les autres religieux<sup>1</sup>.

Il n'en reste pas moins, il est vrai, que les notables ne fréquentent pas les assemblées religieuses. Quelles que soient leurs disponibilités passionnelles, sans le secours des excitations collectives, sans l'irrésistible entraînement des masses, pourraient-ils atteindre au même degré d'exaltation que les paysans<sup>2</sup>? Tout le problème est de savoir dans quelle mesure le Prophétisme cévenol est un phénomène grégaire,

1. D'émouvants exemples de la sensibilité des riches calvinistes dans : *Les larmes de Pine-ton de Chambrun*, 1688 — les mémoires de *Marteilhe*, de *Marolles*, de *Pechels*, déjà cités, du *Baron de Salgas* (publ. par G. Tournier, Musée du Désert, 1941). La « fermeté » n'est pas considérée comme naturelle, c'est une « grâce » que Dieu peut accorder si on la lui demande ardemment (cf. add. aux Mémoires de *S. de Pechels* par M<sup>me</sup> Jacob de Pechels, ouvr. cité, p. 75).

Les notables pleurent en apprenant la mort de Brousson (*Mém. d'Aigaliers*, p. 66). Parfois aussi à l'issue d'une prière (« faire un sacrifice de larmes à Dieu »). En 1685, à Lavalur, « c'était pitié de les voir verser des larmes, dans l'église, le jour où Fléchier fit ses adieux » (*A. DELACROIX*, ouvr. cité, p. 337). Le 16 mai 1704, on remarque des bourgeois parmi les femmes de Nîmes qui écartent les gardes, afin de pouvoir « toucher la main, accoler la cuisse » de Jean Cavalier. Sur les psaumes, cf. DEVOLUX, *Le psaume sous les étoiles*, Paris, 1922, et *Le psautier Auguenot*, Montauban, 1928 — E. DOUMERGUE, *La voix de nos pères*, Mazamet, 1924.

2. Dans les assemblées en plein air, « les risques possibles, la communion étroite des sentiments, l'irrésistible vigueur de la foi commune créent une atmosphère spéciale » (*M. PIN, Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 87).

quelle valeur exacte on est en droit d'attribuer à l'expression de « névrose collective » si volontiers employée pour le définir. L'Illuminisme, en réalité, ne surgit pas, comme on serait tenté de le croire, des foules inquiètes et tumultueuses qui, à partir de 1701, se multiplient dans le Languedoc. Sans doute, il peut grâce à elles se renforcer, s'exaspérer, se propager avec une rapidité extraordinaire, mais bien avant qu'on les voit apparaître — ou, plus exactement, qu'il ne finisse par les susciter — nombreux sont déjà les fidèles qui ont été saisis par le Souffle soit au milieu de leurs occupations quotidiennes, soit, le soir, dans leur chambre, à l'issue d'une prière plus fervente qu'à l'accoutumée<sup>1</sup>. Il aurait donc pu en être de même pour les bourgeois et pour les principaux. Comme si l'on en juge par l'exemple des Enfants de Dieu en 1705, des Multipliants en 1721<sup>2</sup>, jusque dans les villes les mieux surveillées où le culte public a depuis longtemps disparu, le fanatisme n'est pas forcément condamné à ne revêtir que des formes individuelles, à s'éteindre à peine allumé faute d'aliments, comme en pleine crise convulsionnaire, les riches gagnés par l'inspiration n'auraient pas manqué, semble-t-il, d'oublier du moins pour un temps sous leurs préjugés sociaux et de surmonter leurs répugnances traditionnelles, rien ne permet de supposer que leur méfiance à l'égard des foules a contribué en quoi que ce soit à les écarter de l'Inspiration.

En sont-ils détournés par leur instruction, leur esprit critique? Ils qualifient d'extravagante l'attitude des Révelés et ne prennent pas au sérieux les prophéties des convulsionnaires. Si vifs que soient leur amour du positif, « leur goût des connaissances et des idées », ce serait pourtant bien mal les connaître que de leur prêter déjà un rationalisme, dont ils seraient les premiers à dénoncer les prétentions comme mal-séantes et dangereuses. Lisant toujours le Livre avec la même simplicité confiante que les paysans cévenols, ils n'auront encore au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'une idée confuse des premiers résultats de la critique biblique. Peu soucieux d'accorder leur foi avec la raison ou l'histoire, ils croient à la réalité des théophanies de l'Ancien Testament, à la lettre

1. En déc. 1701, au Cros, la petite Suzanne Valentin rencontre Scipion Arnal qui lui conseille de prier Dieu, « que peut-être elle tomberait comme les autres ». Or, « deux jours après, s'en allant coucher, elle prie, et la fantaisie lui prit de tomber et de trembler, ce qu'elle fit n'ayant vu tomber encore personne » et n'étant jamais allée aux assemblées (*arch. Hérault*, C. 184).

2. Sur les Enfants de Dieu de 1705 : *arch. Hérault*, C. 288 — *Relation de la conspiration de Nîmes et de Montpellier*, publ. par A. GERMAIN, Montpellier, 1864 — MARION, *Mémoires*, p. 107-121. Les Multipliants, formés en 1721, ne sont poursuivis qu'en 1723. Ils révèlent d'ailleurs eux-mêmes leur existence par une démarche auprès des autorités.



de l'Écriture plus qu'à son esprit. Ils acceptent les récits de la Genèse. Ils conçoivent le miracle, ainsi qu'on le faisait au Moyen Âge, comme une violation des lois physiques. Ils admettent toujours la personnalité active de Satan, la matérialité du paradis et de l'enfer. Comme Dumoulin, Brousson ou Jurieu, comme tant d'autres protestants cultivés de l'époque, ils prêtent une attention complaisante aux rêveries apocalyptiques et millénaires<sup>1</sup>. Ils ne contestent pas que l'Esprit de Dieu puisse se révéler aux croyants et n'ont pas attendu l'exemple des vieilles huguenotes du Castagnols ou du Pompidou pour remplacer sur leur pendentif en forme de croix de Malte la larme par une colombe. Sous l'écume tapageuse et trouble du torrent mystique populaire, ils trouveraient sans peine les reflets de leur propre ciel. S'ils cherchent ailleurs les eaux vives, dont par des temps d'épreuves ils ont plus que jamais besoin, ce n'est point parce que leur culture rend leur spiritualité plus exigeante et lui impose une teinte particulière.

Comment pourrait-on affirmer, au reste, que le « tempérament » bourgeois oppose à la croyance au surnaturel, aux invasions les plus étranges du Mysticisme, des barrières infranchissables? Parmi les Enfants de Dieu, qui, tardivement atteints par le Souffle, projettent en 1705 d'enlever Basville, on compte des banquiers, des marchands de soie ou de toile, des notables « en possession de savoir, d'amis, de crédit et de rentes ». Si les Inspirés cévenols réfugiés en Angleterre n'ont pas le moindre succès auprès du peuple londonien, si les hommes de la *Mob* ou les petits artisans français du Soho viennent leur jeter, lors-

1. Après la Révocation, un des esprits les plus remarquables de l'époque, John Evelyn, l'ami de Chardin, de Justel, de Pépys, s'attend, comme la plupart des prélats anglicans, à des événements surnaturels dont il croit discerner les « signes » (églises incendiées par la foudre, hosties détruites, etc...); cf. C.-E. ENGEL, *John Evelyn et le protestantisme français*, Bull. Soc. Hist. Prot., t. LXXXIII, janv. 1934, p. 28-48 — S. PEPYS, *Journal*, trad. Villoteau, Paris, 1940, p. 136-137. En Hongrie, en Allemagne, « tous ceux qui sont un peu au courant des conjonctures » prévoient « une révolution générale » et reconnaissent bientôt dans les événements cévenols « la main vengeresse de Dieu », E. DE REVESZ, *La Hongrie dans la littérature des huguenots*, Bull. Soc. Hist. Prot., t. LXXXI, oct. 1932, p. 345-349. Sur la spiritualité calviniste : C. DARDIER, *Préoccupations apocalyptiques des pasteurs du désert*, Nîmes, 1883 — BORREL, *Hist. de l'Egl. réf. de Nîmes*, Nîmes, 1844, p. 179-181 — M. LELIÈVRE, *Étude sur l'hist. morale du prot. franç. pendant un siècle (1685-1715)*, Paris, 1911 — A. MONOD, *Les défenseurs français du Christ. de 1688 à 1702*, Paris, 1916 — A. LEROUX, *Les religionnaires de Bordeaux de 1685 à 1802*, Bordeaux, 1802 — P. FARGUES, *Hist. du christ. de l'Edù de Nantes à la Révolution*, t. V, Paris, 1938 — F. CASAUBON, *Drelincourt et la Piété réformée française au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1939 — P. HAZARD, *La crise de la conscience européenne (1680-1715)*, Paris, 1939. Cf., en outre, P. BEUZART, *Le prot. en Thiérache*, ouvr. cité, p. 173, et *Livre des affaires de Jacob Thierry Sabonnières*, publ. par R. GARRISON, Mém. de Péchels, ouvr. cité, p. 97. E. LÉONARD (*Hist. eccl.*, ouvr. cité, p. 157) ne croit pas « qu'il y ait liaison nécessaire ni même compatibilité spéciale entre telle situation sociale ou telle conception de l'Eglise et telle théologie ou telle forme de spiritualité ».

qu'ils prophétisent à Barbican, des ordures, « des chats pourris », ils font sans peine, malgré l'extravagance de leur conduite ou de leurs prédictions, des adeptes passionnés dans une véritable petite élite<sup>1</sup>. Baptisés avec de l'eau-de-vie dans un tabernacle orné d'inscriptions en pseudo-hébreu, les Multipliants montpelliérains, dont les « Sacrificateurs » portent un casque en papier doré surmonté d'aigrettes, demandent à l'Esprit de Dieu de leur indiquer jusqu'à la chaise où ils devront s'asseoir dans les assemblées<sup>2</sup>. Qui songerait à accuser « les injures des saisons », l'ignorance, la misère ou la solitude d'avoir « allumé leurs cerveaux »? N'est-ce pas à Bristol même, et parmi des gens d'affaires âpres au gain, froids, ponctuels et ternes, qu'au début de la prédiction wesleyenne, en 1739, les crises morbides sont les plus fréquentes, les plus dramatiques? Hors du monde protestant, ne trouve-t-on pas « des demoiselles du monde » parmi les aboyeuses ou les miauleuses qui se font labourer les chairs sur la tombe du diacre Paris, et, bien longtemps après la fermeture du cimetière de Saint-Médard, des magistrats, des gens de qualité, des nobles, parmi les protecteurs et les complices des convulsionnaires<sup>3</sup>?

S'il est tout à fait inutile et sans profit de faire intervenir la notion de « tempérament » pour expliquer l'attitude des notables au cours de la crise cévenole, il n'apparaît pas davantage que les paysans languedociens doivent leur ferveur prophétique à une sensibilité, à une mentalité particulières<sup>4</sup>. On nous dit qu'ils sont impulsifs, passionnés,

1. Sir Richard Bulkeley, gentilhomme irlandais, membre de la Société royale, Sir John Lacy, riche juge de paix, le Dr Keits, Nicolas Facio, « un des plus grands géomètres de l'Europe » (Voltaire), etc. Les « inspirés » annoncent qu'ils ressusciteront un de leurs adeptes, que Londres sera détruite sous un déluge de feu. Cf. MARION, *Mémoires*, p. 157 et suiv. — P. VESSEX, *Les prophètes camisards à Londres*, Toulouse, 1893 — G. ASCOLI, *L'affaire des prophètes français à Londres*, Rev. du XVIII<sup>e</sup> siècle, n<sup>os</sup> 1 et 2, janv.-avril, mai-déc. 1916 — C. BOST, *Mém. de Mazet et Marion*, Additions et Appendices.

2. Parmi eux : l'ancien commis Bonicel, apparenté à la famille maternelle de Guizot et qui a fait ses études pour être prêtre ; la veuve d'un marchand de Montpellier, Verchand, très liée avec un gentilhomme d'Alès, Duplan (arch. Hérault, C. 196).

3. Des bourgeois figurent parmi les Couffaires ou gonfleurs de la Vaunage (arch. Hérault, C. 218 — A. DUPOIS, *Les prophètes cévenols*, ouvr. cité, p. 142) comme parmi les adeptes que les inspirés cévenols font dans les milieux piétistes allemands (A. DUPOIS, p. 111-122). Parmi les femmes que l'exemple de la bergère de Crest rend fanatiques en 1689, la plus ardente est M<sup>me</sup> de Baix, veuve d'un conseiller au Parlement (BRUEYS, *Hist. du janat.*, ouvr. cité, I, 133). En 1704, un riche sexagénaire, M. de Mandajors, maire d'Alès, veut « guérir » une prophétesse qui, en prison, « parle le grec, l'hébreu et même une langue que personne n'entend ». Il la prend chez lui, la rend enceinte et annonce que l'enfant qui va naître sera le sauveur du monde (*Mém. de Villars*, II, 165 — A. DUPOIS, ouvr. cité, p. 33 — C. BOST, *Les prophètes des Cévennes*, art. cité, p. 426).

4. On affirme volontiers non seulement que la vie près de la nature favorise les dispositions mystiques, mais que l'homogénéité de la population des campagnes entraîne la formation

prompts à s'émouvoir, ignorants, frustes et volontiers séduits par le merveilleux. Mais est-il possible de définir en termes d'unité, comme on le fait toujours, leurs caractères et leurs réactions? Bien qu'ils se distinguent assez nettement des Vivarais et des Provençaux, bien qu'ils possèdent un grand nombre de traits communs, du « sarrasin<sup>1</sup> » au propriétaire, du berger au cadissier, du mangeur de châtaignes au buveur de vin, du « montagnard » au « bas-pays », ils forment un monde complexe dont les divers éléments n'ont jamais le même esprit, la même conduite affective, le même degré culturel<sup>2</sup>. Il est sans doute fort légitime de rejeter le déterminisme sommaire qui, faisant appel à d'obscurités considérations de races, de sol ou de climat, n'hésite pas à prétendre que de la Méditerranée au Massif Central, à mesure que s'atténuent « les effets vulcanisateurs » du soleil et que s'amenuisent les apports latins ou ligures, l'âme paysanne perd de plus en plus sa spontanéité, sa violence. Qu'il faille en demander la raison à l'histoire, à la morphologie sociale, à la géographie économique des différentes contrées, il n'en reste pas moins certain que tout à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle — dans l'ensemble — de la Vaunage à la Gardonnenque, de la Gardonnenque aux Cévennes ou aux confins ardéchois, la sensibilité populaire devient de moins en moins mobile, s'engourdit, s'émousse, semble s'appauvrir. Les Cévenols ne sont pas encore aussi taciturnes, aussi réservés qu'ils le deviendront par la suite. Ils ne ressemblent guère aux cultivateurs protestants de la Vistrenque, dont l'insouciance cordiale et bavarde, l'amour des émotions fortes, l'audace de langage et de tenue sont attribués d'ordinaire, par une généralisation abusive, à tous les Languedociens. Entre ces deux extrêmes, les paysans de l'Uzège se

rapide d'une psyché collective, que, grâce à sa moins grande densité, « le village voit se réaliser une plus profonde communion entre les esprits » (cf. G. LE BRAS, *Les transform. relig. de la campagne française depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Ann. sociologiques, série E — Trav. du XIV<sup>e</sup> Congrès intern. de Soc. Série D, I, Bucarest, 1939 : R. BASTIDE, *Éléments d'une comparaison entre la relig. rurale et la relig. citadine en France et au Brésil*, p. 14-23 ; J. PÉRIC, *Les mentalités citadine et paysanne*, p. 84-92-95). Mais, vers 1700, la population du quartier bourgeois de la Bouquerie est aussi homogène et n'est pas plus dense que celle d'un village calviniste. Ce n'est d'ailleurs qu'entre 1830 et 1848 qu'on verra s'accuser vraiment une différence entre la mentalité citadine et la mentalité paysanne en Languedoc.

1. Valet chargé des plus basses besognes — souvenir du temps où des esclaves sarrasins servaient les Languedociens.

2. Le paysan protestant du Midi, « si distinct du catholique, si facile à identifier qu'on dirait une espèce physiologique », écrit A. SIEGFRIED, *Le Groupe cévenol*, ouvr. cité, p. 29. Mais une espèce plus riche en variétés qu'on ne le croit (cf. L. MAZoyer, *La jeunesse villageoise du Bas-Languedoc et des Cévennes en 1830*, Ann. d'Hist. écon. et soc., nov.-déc. 1938, p. 500-507). La bourgeoisie réformée est encore assez uniforme, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Elle ne va pas tarder à se diviser. Au temps des « Gorges noires », on aura, à Nîmes, le quai [de la Fontaine] et le demi-quai.

rapprochent plutôt des « Montagnards » et les Réformés de la Gardonnenque, des « Bas-Pays ». Si vraiment les divers groupes offraient au Mysticisme des prises fort différentes suivant leurs tempéraments affectifs, le Prophétisme devrait naître dans la Vaunage, gagner de là progressivement le Nord-Est et n'atteindre qu'en dernier lieu le Massif Central. Dans sa phase initiale, il apparaît simultanément sur plusieurs points du Languedoc et, lorsqu'il se révèle au grand jour, c'est d'abord dans l'Uzège, puis dans la Gardonnenque, enfin à peu près en même temps dans la Vaunage et dans les Cévennes qu'il fait surgir à partir de 1701 les foules convulsionnaires. Ne présente-t-il pas, au surplus, les mêmes formes, n'a-t-il pas les mêmes effets qu'il bouleverse les métayers d'Aigues-Vives, les sombres gavots du Bougès ou les riverains du Vidourle qui seront bientôt chantés par Florian? Rien ne montre, tout aussi bien, qu'il atteigne de préférence soit les villages où le nombre des illettrés est le plus fort, soit les catégories paysannes les moins instruites. A n'en juger au reste que par les mémoires de Mazel et de Marion, par les réponses si fines, si raisonnables et si lucides de certains fanatiques à leurs juges, il serait absolument arbitraire de considérer le Languedoc, suivant la formule par trop simpliste du *Siècle de Louis XIV*, comme « un pays peuplé d'ignorants et de cervelles chaudes, par là tout propre aux prédictions<sup>1</sup> ».

1. « Un ramas de paysans à qui, faute d'instruction, le fanatisme tourna la cervelle », dit A. COURT, *Le patriote françois et impartial*, Villefranche, 1753, t. I, p. 193. Les défenseurs des Inspirés, pensant que les Révévés sont « les simples instruments d'une puissance supérieure », parlent volontiers eux-mêmes « de pauvres idiots » qui « disent des choses admirables », d'« ânesses de Balaam » qui « ont une bouche d'or » quand « l'intelligence céleste » les fait prêcher (*Théâtre Sacré*, p. 42, 60, 109). Sans doute Teulon, de Villemejanne, « qui est un peu bête, n'en sait pas beaucoup » (MARION, *Mémoires*, p. 184 — GAUBERT, *Mémoires*, *Papiers Court*, 17 B, fol. 174), et Marie Beisse, que le Présidial fera relâcher « à cause de son imbecillité », moins encore (arch. *Hérault*, C. 180) comme Jean Loze, dont on possède un billet obscur et qui déclare « être resté sept jours sans savoir ce qu'il disait et ce qu'il faisait »; François Pierre, qui, un cordon rouge au chapeau, s'en va priant le long des routes, ne donne qu'une impression tout à fait médiocre. Mais, dans l'ensemble, les prophètes, Montagnards ou Bas-Pays, même s'« ils n'ont pas de lettres », ne manquent ni de bon sens ni d'intelligence. Mourgues, de Milhérias, surnommé La Voix, « est savant »; « on le prend pour un ministre étranger » (Gaubert, *Mémoires*, 17<sup>B</sup>, 174). Isabeau la Dauphinenche fait aux juges d'étonnantes réponses, où l'on retrouve la distinction établie par saint Paul entre la force qui s'empare du fidèle dans l'extase et la force constante qui accomplit dans l'homme l'œuvre de Dieu (arch. *Hérault*, C. 181; cf. BOUSSER, *Kyrios Christos*, Paris, 1913, p. 129 et suiv.). Quelques-uns « ont appris » à l'étranger, d'où ils reviennent (Castanet, p. ex., et Joseph Laporte, arrêté le 9 oct. 1701 à Saint-Paul-La-Coste — arch. *Hérault*, C. 182, 181. Moulines, en juillet 1702, écrit aux ministres de Genève, *Papiers Court*, 17 B, fol. 44). Beaucoup font preuve d'une extraordinaire facilité d'assimilation, d'adaptation (Jean Cavalier, Marion et Marie Planque, dite Blondine, qui apprend à lire, se met très vite à user d'un bon français et, en service à Montpellier, prendra si bien les usages de la société qu'à Genève on la croira parisienne, cf. MARION, *Mémoires*, p. 55; M. PIN, *Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 18). Lorsque

Si l'Illuminisme ne doit pas son échec auprès des notables aux conditions d'existence plus heureuses, à la culture, au tempérament spécifique de la bourgeoisie, il ne doit pas non plus ses succès auprès des masses à la misère, à l'ignorance, à une sensibilité, à une mentalité paysannes toutes particulières. Jamais il ne rencontre devant lui, à l'intérieur de la communauté protestante, les brèches et les barrages qui, au dire des historiens, faciliteraient ou contiendraient sa poussée. Que faut-il en conclure? Que l'économique et le social n'exercent pas d'influence sur le religieux — ou que, tout au moins, l'expérience languedocienne constitue à cet égard une surprenante exception? Que l'Esprit souffle où il veut? Que Dieu, dans son amour des humbles, a répandu seulement ses grâces « sur les plus obscurs, les plus faibles de ses enfants persécutés », comme le pensaient déjà les zélateurs du XVIII<sup>e</sup> siècle? Mais ne serait-ce pas faire trop vite aveu d'impuissance et se résigner à des solutions qui laissent, toutes, en fait, le problème intact? Pourquoi ne pas se demander, bien plutôt, si l'on ne serait pas plus heureux en donnant aux recherches une orientation nouvelle, un caractère tout différent? L'attitude des divers groupes sociaux au cours de la crise cévenole ne s'explique pas, comme on l'a toujours prétendu jusqu'ici, par un certain nombre de « distinctions sociales » qui briseraient l'unité de la minorité calviniste languedocienne. Si l'on veut pourtant discerner ses raisons profondes, ne convient-il pas de la rattacher plus étroitement qu'on ne l'a fait aux circonstances précises qui ont présidé, non pas au développement, mais à la naissance même du Mysticisme convulsionnaire, d'établir avec netteté ce qu'est vraiment le Prophétisme, ce qu'il représente pour la plus grande partie des Réformés méridionaux?

\* \* \*

Bien qu'il existe dans le Midi languedocien un courant souterrain mystique, toujours prêt « à jaillir à la façon d'un geyser impossible à contrôler<sup>1</sup> », le Prophétisme cévenol n'en est pas « l'authentique expression » et ne saurait être considéré comme un simple réveil reli-

les derniers Camisards, traqués près de Durfort, déplorent leurs misères, l'un d'eux, Claris, sort un A. B. C. de sa poche et dit : « Amis, allons étudier », cf. P. DEVOLUY (d'après les *Mémoires de Bombonoux*), *Bull. Soc. Hist. Prot.*, oct. 1926, p. 490. Aux *arch. de l'Hérault*, C. 189, une « vision » attribuée à Mazel. Cf. enfin : C. BOST, *Poésies populaires huguenotes du Vivarais du XVI<sup>e</sup> siècle à la fin de la révolte camisarde*, *Bull. Soc. Hist. Prot.*, t. XCIX, sept. 1940, p. 201-337 ; t. XCIX, déc. 1940, p. 317-340.

1. A. SIEGFRIED, *Le Groupe cévenol*, *ouvr. cité*, p. 44.



gieux semblable aux Revivals anglo-américains. S'il marque, de même, tout à la fois un retour au passé et une rupture avec le passé, s'il permet à la foi huguenote de se survivre jusque dans ses ardeurs les plus anciennes, mais brise avec audace les cadres traditionnels du protestantisme, il ne se rattache pas pour autant, sinon d'une manière fort indirecte, à la crise générale dont P. Hazard a si brillamment défini les caractères essentiels<sup>1</sup>. Il n'est pas dû au trouble jeté dans la conscience chrétienne, en pleine époque de transition, par l'interpénétration et la lutte encore incertaine de deux grands Siècles ennemis. S'il apparaît dans une sorte d'« intervalle vide », de « surface négative<sup>2</sup> », entre deux périodes de l'histoire du protestantisme méridional, dominées, chacune, elles aussi, par une tendance très nette — la soumission jusqu'en 1698, la révolte après juillet 1702 — il ne provient pas davantage de l'impression de désarroi éprouvée par les religionnaires qui, dans les débris d'un monde effondré ou les premières formes d'un futur encore inconsistant, cherchent en vain un point d'appui. Il n'a pas non plus comme origine la naissance dans l'âme huguenote — épouvantée et séduite tout à la fois par les solutions de violence — d'un sentiment complexe où les contraires seraient indivis, d'une névrose d'indétermination<sup>3</sup>. Il ne traduit pas des colères confuses<sup>4</sup>, des inquiétudes indéterminées. Il ne vise pas seulement à faire de chaque fidèle « un être nouveau ». Il poursuit des fins très précises. Grâce aux prières, au repentir de tout un peuple, il veut obtenir, dans l'avenir le plus immédiat, une intervention surnaturelle, annoncée par certaines révélations, certains signes, et regardée comme seule capable de sauver le Petit Troupeau. Il ne surgit pas au lendemain de la Révocation, mais à l'issue d'une douloureuse et décevante expérience de quinze années, à l'heure

1. P. HAZARD, *La crise de la conscience européenne*, ouvr. cité. L'expérience cévenole n'est pas un de ces « phénomènes qui paraissent inexplicables dans leur milieu local et qu'il faut faire rentrer dans l'atmosphère européenne pour les pouvoir comprendre » (p. v). C'est au contraire en la replaçant dans le monde social très particulier où elle s'est produite qu'on peut lui donner toute sa signification.

2. Sur les « intervalles vides » et leur influence sur la formation des crises, cf. J. ORTEGA Y GASSET, *Ideas et croyances*, trad. J. Babelon, Paris, 1945, p. 121-186.

3. Sur les ambivalences névrotiques, cf. J. BOUTONIER, *L'Angoisse*, ouvr. cité. et *La notion d'ambivalence*, Paris, 1938.

4. Les violences, fort peu nombreuses, que l'on constate à cette époque, ne sont pas les signes précurseurs de la révolte camisarde, mais des réflexes de défense. Les « inspirations » commandent, tout aussi bien, « le pardon aux ennemis » (ex. : Isabeau le Dauphinenche, le petit berger de Valérargues, etc.). — « En 1701 et jusqu'en juillet 1702, pas un seul ancien catholique ne fut tué par les nouveaux convertis assemblés », écrit M. PIN (*Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 69, n. 5). Toutefois, le 2 oct. 1701, près de Tornac, à l'issue d'une assemblée de 500 personnes, toutes armées, Jean Puech, un tisserand de Monoblet, blessé à mort d'un coup d'épée dans les reins un sergent de bourgeoisie d'Anduze (arch. Héralut, C. 180).

où les calvinistes, après le traité de Ryswick et les ordonnances de 1698<sup>1</sup>, cessent de croire à l'intervention des puissances étrangères, voient s'aggraver la politique intolérante de Basville et, « las de se courber et de s'avilir », comprennent qu'ils ne « s'accommoderont » jamais des « lois nouvelles du royaume ». Il a comme points de départ la certitude que toutes les mesures proposées ou adoptées jusqu'alors pour maintenir la foi réformée sont inefficaces, la conviction qu'à moins d'un miracle le calvinisme languedocien doit à bref délai disparaître. Il ne se forme et ne se développe que dans la mesure où les fidèles doutent de leurs forces et se sentent désormais incapables de modifier par des voies normales le cours des événements. S'il n'atteint qu'une partie des Réformés, n'est-ce pas alors tout simplement parce que certains d'entre eux n'estiment pas que l'avenir de la communauté protestante soit définitivement, irrémédiablement compromis? Pour comprendre les réactions si dissemblables qu'il suscite, il suffit donc de se demander pourquoi, vers 1700, les paysans et les notables n'envisagent pas, ne peuvent pas envisager de la même manière les chances de survie qui s'offrent depuis la Révocation au calvinisme méridional.

La politique unitaire de Louis XIV parviendra-t-elle à détruire une petite minorité courageuse que ses pasteurs ont abandonnée et que les nations protestantes se refusent à secourir? Pour répondre à cette angoissante question, pour en discuter avec lucidité et sang-froid, les paysans sont fort mal placés. Isolés, fixés à leur sol, emprisonnés dans des horizons trop étroits, du vaste drame qui se joue autour d'eux, ils n'aperçoivent jamais que des aspects épisodiques. Le passage d'un « fugitif », les menaces d'un « mauvais prêtre », l'arrestation d'un « opiniâtre » surpris à cracher l'hostie dans un coin de mouchoir : autant de menus incidents qui, démesurément grossis au cours des veillées ou des « charbonnades »<sup>2</sup>, leur cachent l'ensemble d'une lutte déjà bien confuse. Ils peuvent ne pas manquer de finesse ou de sens critique. Ils connaissent mal les forces dont disposent leurs ennemis. Ils ont de tout temps été impressionnés par la justice. Devant le renforcement des mesures de surveillance, de contrainte et répression, ils la considèrent de plus en plus comme une sorte de machine remarquablement agencée, dont ils désespèrent d'enrayer un jour l'implacable et mystérieux fonctionnement. Pour eux, le redoutable Basville est vraiment

1. Cf. MARION, *Mém.*, p. 44 — A. DELACROIX, *Hist. de Fléchier*, ouvr. cité, p. 520-528 — C. BOST, *Les prédicants*, ouvr. cité, II, 217 — M. FIN, *Jean Cavalier*, p. 82-84. Le thème de la guerre européenne utilisé par les fanatiques du Vivarais en 1689 n'est pas repris — fait significatif — par les prophètes cévenols.

2. Réunions où l'on fait cuire de la viande de mouton sur des braises.

« le Roi du Languedoc », et le papisme, avec lequel souvent ils n'ont pas le moindre contact, une puissance homogène, massive, uniformément malfaisante, la « Bête » même de l'Apocalypse, dont Dieu seul, le moment venu, saura triompher. Beaucoup plus individualistes qu'ils ne le seront par la suite, trop soucieux de leur indépendance pour accepter librement des chefs, ne formant pas une classe, mais « un ramas », s'ils participent volontiers à des assemblées religieuses<sup>1</sup>, ils n'aiment guère agir en commun. Incapables de concevoir et d'entreprendre eux-mêmes un vaste effort collectif, comment seraient-ils en mesure de juger à leur vraie valeur les possibilités de résistance que, bien groupé, bien dirigé, le protestantisme doit encore offrir? Habités à voir autour d'eux les cadres et les formes mêmes de leur existence garder une sorte de fixité, enclins par un sentiment très particulier de la mort<sup>2</sup> à se désintéresser d'un avenir trop lointain, dépourvus de tout sens du devenir, ils n'imaginent pas un instant que les problèmes posés par la Révocation puissent évoluer et se dépouiller un jour de leur caractère impérieux, dramatique. Comme ils ne les jugent que par rapport à l'immédiat, les réduisent toujours à leur propre mesure, n'en connaissent pas toutes les données, ils ne leur voient d'autre solution sur le plan humain qu'un soulèvement général ou le ralliement définitif à l'Église romaine. Ils sont trop convaincus de leur faiblesse, de la puissance de leurs adversaires, pour espérer que, dans un cas comme dans l'autre, le calvinisme ne soit pas détruit.

Dans toutes les classes, les Réformés « de condition » ont des amis, des obligés, des correspondants, des informateurs plus ou moins bénévoles. Ils voyagent beaucoup plus qu'ils ne le feront au siècle prochain. Grâce à leur fortune, à leur influence, à l'inévitable solidarité des riches, ils peuvent pénétrer partout, et jusque dans des milieux qui restent fermés aux petits bourgeois catholiques. Étroitement mêlés à la vie de la province, observateurs avertis, habitués par la pratique des affaires à ne pas se laisser duper par les apparences, ils connaissent la complication excessive, les incohérences, les lacunes, l'usure profonde du système judiciaire et administratif, la mauvaise organisation de la police et de l'armée, l'impossibilité où se trouve bien souvent Basville d'ap-

1. Les foules convulsionnaires ne sont que des agrégats passagers, formés bien souvent d'une manière spontanée. La guerre des Camisards révèle la puissance de l'individualisme paysan. Elle n'a jamais eu de chef unique. Elle est dirigée par des bandes distinctes, dont la plus importante est celle de Jean Cavalier.

2. Une conscience, plus nette que chez le citadin, de la rupture, de l'anéantissement que marque la mort. Cf. à ce sujet de très justes remarques de J. JAUVIS, *L'esprit des paysans, Action socialiste*, Paris, s. d., p. 180.

pliquer, sinon par à-coups, les ordonnances les plus sévères, le manque de moyens que lui impose une politique, non d'énergie, mais de brutalité, aux résultats plus spectaculaires que réels. Ils n'ignorent pas davantage que les fonctionnaires ne valent pas mieux que les institutions et sont bien loin d'être les intègres, les inflexibles serviteurs de la loi qu'ils voudraient paraître<sup>1</sup>. Ils laissent aux paysans de considérer comme des personnages mystérieux au pouvoir sans limites le fougueux capitaine aux longues moustaches toujours jurant et menaçant, le subdélégué dont les allures solennelles intimident tout un village, le curé qui vient dans les fermes les jours de maigre pour voir si la soupe contient du lard.

Ils s'aperçoivent, en outre, que « le grand ouvrage de Louis XIV » n'est pas seulement compromis par les faiblesses du régime, les défaillances du clergé, la médiocrité du personnel administratif. Pour le mener à bien, pensent-ils, Basville devrait être toujours compris et soutenu, imposer solidement l'autorité du pouvoir central, faire appel à tous les concours. Ils se rendent compte qu'en réalité il possède de nombreux ennemis, dans la province comme à la cour, et que sa politique de centralisation se heurte de plus en plus au vieil esprit particulariste toujours très fort dans les États. Ils ne le voient pas sans plaisir refuser d'associer la noblesse provinciale à son œuvre, pour ne pas être obligé de lui rendre une partie de ses anciennes attributions et, par crainte de graves désordres sociaux, ne pas permettre au bas peuple des villes, aux paysans fanatiques, de participer trop activement à la lutte contre l'hérésie. Ils savent enfin, par bien des confidences, que la bourgeoisie catholique ne partage pas le sectarisme des bourgadiers et que les petits seigneurs, mécontents d'être tenus à l'écart, jaloux du rôle grandissant des prêtres, ces « tyranneaux de paroisse », ne tiennent pas à faciliter la tâche du Proconsul ou de ses « agents »<sup>2</sup>.

1. Sur la justice et l'administration : arch. Hérault, C — E. PONSROY, *ouvr. et art. cités* (cf. H. MONNIN, *Essai sur l'hist. adm. du Languedoc pendant l'int. de Basville*, Paris, 1888 — E. DETOUBREY, *La procédure criminelle au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1881 — F. GAIFFE, *L'encens du Grand Siècle*, Paris, 1920 — BARRIÈRE-FLAVY, *La chron. crimin. d'une grande province sous Louis XIV*, Paris, 1923). — Nombreux exemples du désarroi administratif, dont profitent les nouveaux convertis dans J. DEDIEU, *Hist. pol. des prot.*, *ouvr. cité*. La monarchie sera même incapable de faire appliquer correctement l'Édit de Tolérance de 1787 (cf. L. MAZoyer, *L'applie. de l'Éd. de 1787 dans le midi de la France*, Bull. Soc. Hist. Prot., avril-juin 1925, p. 148-177). Sur l'état du clergé : arch. Lozère, G 990, 991 — A. ROBERT, *L'aff. du Pont-de-Montvert*, *ouvr. cité*, p. 23-28 — A. DELACROIX, *Hist. de Fléchier*, *ouvr. cité*, p. 365-375 (jugements très durs de Fléchier lui-même).

2. « Tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens dans les cours souveraines, dans les troupes ou dans le clergé n'avaient aucune part aux affaires détestables de la province », écrit d'Aigalliers, dans ses *Mémoires*, *ouvr. cité*, p. 113. Sur les nobles provinciaux qui voient leurs revenus

Ils ne sont pas seulement rassurés par le manque d'unité et de cohésion de leurs adversaires. Ils se sentent encore capables de faire échec à tous leurs projets. Riches d'une expérience acquise au cours d'interminables procès, « bien enseignés dans le formulaire », les principaux ne se laissent pas impressionner par des lois mal faites dont ils se jugent en mesure de retarder ou d'entraver surnoisement l'application. Les marchands ou les facturiers, dont le légalisme est plus apparent que réel, ont appris, par leur fonction même, à tourner bien des règlements. Ils savent, depuis Colbert, que, malgré la sévérité des sanctions ou des ordonnances, on parvient toujours à « tricher ». Ils n'ignorent surtout pas, les uns et les autres, tout ce que d'habiles et patientes négociations permettent d'obtenir lorsqu'on ne les engage pas les mains vides. Que leur argent soit une force, trop de faits, depuis la Révocation, viennent le leur confirmer pour qu'ils n'en tirent pas quelque réconfort. Par de discrètes manœuvres, d'habiles pressions, ils maintiennent dans la communauté protestante un certain nombre d'hésitants, menacés si jamais ils « trahissent » d'avoir à rembourser en même temps tous leurs créanciers, de se voir brusquement privés de crédit, de matières premières, de commandes ou de travail<sup>1</sup>. Ils réussissent, tout aussi facilement, à corrompre des officiers, des juges, des prêtres et jusqu'au sombre abbé du Chayla, considéré pourtant comme un fanatique intraitable<sup>2</sup>. Mieux encore, lorsqu'en 1692 on vend les offices municipaux afin de parer à la banqueroute, ils voient Basville lui-même, soucieux de ne pas faire perdre au roi plus de 100.000 écus, les autoriser à soumissionner. Pour ne citer que ce seul exemple, la ville cévenole la plus importante au point de vue stratégique peut ainsi avoir comme maire l'actif Meynadier, qui, qualifié « d'esprit dangereux », figure au premier rang des suspects sur « les plans en cas de révolte<sup>3</sup> ». N'est-ce pas la preuve que, dans une monarchie continuellement aux prises avec des difficultés financières, par la

toujours diminuer et labourent parfois eux-mêmes leurs champs, sur leur attitude à l'égard de Basville, cf. M. PIN, *Chez les Camisards*, ouvr. cité, p. 191 ; Jean Cavalier, ouvr. cité, p. 191-193, 274 n. 5, 291-292. « Légende idyllique qui semble ne reposer sur aucun fondement », dit H. Sée (*Hist. écon.*, ouvr. cité, I, 187), des « relations profondément cordiales entre les seigneurs résidant sur leurs terres et leurs sujets ». Les paysans nouveaux convertis s'entendent pourtant toujours très bien avec les nobles, en Languedoc, vers 1700 et même pendant la guerre camisarde.

1. Documents dans A. SOLANET, *La mort de l'abbé du Chayla*, art. cité, p. 621.

2. Arch. Hérault, C. 183 et 274 — BOISLISLE, *Corresp. des int. généraux*, Paris, 1874, I, 308 — E. PONSOTE, art. cités.

3. « Remarquez les traits du zèle aveugle et persécuteur : où on donne quelque argent, ce zèle se vante de douceur et d'humanité, où il n'y a rien il fait tuer et menacer », *Théâtre Sacré*, p. 45. Cf. arch. Hérault, C. 183 — arch. Lozère, G 990-991 — *Écrits concernant les non-cathol.*



toute-puissance de l'argent le protestantisme méridional conservera toujours de solides positions d'où il lui sera facile de regagner peu à peu le terrain perdu? On parle volontiers avec dépit, vers 1700, de « l'opulence des religionnaires », on dénonce « la malfaisance de leur or ». On leur prête de machiavéliques desseins. Mais, tandis qu'on n'hésite pas à réclamer la déportation en masse des paysans vers les Iles, qui songerait à proposer d'écarter les notables calvinistes des affaires, de les atteindre dans leur fortune<sup>1</sup>? Les bourgeois catholiques associés à leurs entreprises ou placés sous leur dépendance? Les fonctionnaires qui se laissent volontiers corrompre par les Mylords? Les nobles provinciaux qui demandent au principal, nouveau converti, de défendre leurs intérêts, de surveiller leurs terres, de s'occuper de ne pas laisser périmer leurs droits? Les administrateurs qui ne tiennent pas à voir ruiner toute une province déjà durement touchée par la crise? Alors qu'un « missionnaire » touche 30 livres par mois, le moindre facturier en porte couramment sur lui plus de 40.000 les jours de marché<sup>2</sup>. Comment pourrait-il avoir ce complexe d'infériorité, cette névrose d'impuissance qui poussent les paysans à se réfugier dans le mysticisme, à ne plus attendre le salut que d'une intervention providentielle?

Individuellement, certes, les notables calvinistes sont toujours exposés à perdre brusquement leurs biens et leur liberté. Ils ont la conviction, toutefois, que, malgré ses inévitables blessures, leur « classe » doit surmonter l'épreuve, continuer sa marche ascendante et rétablir la Vraie Religion. Ils y sont d'autant plus enclins qu'à la différence des paysans ils possèdent un esprit de corps, des traditions et déjà le sens de l'histoire. Ils ont vu leur groupe grandir et évoluer. Ils ont pu constater que bien des questions, jugées sans issues à ne les saisir que dans l'actuel, changent peu à peu de sens et se clarifient à la longue. Lorsqu'ils envisagent les problèmes posés par la Révocation, ils n'oublient pas de les replacer dans le temps, de les concevoir comme susceptibles de se modifier, eux aussi, avec les années. S'ils sont amenés à leur donner des solutions immédiates, comme ils savent par expérience ce qu'on est en droit d'attendre d'un effort collectif, ils ne négligent pas davantage de tenir compte des possibilités étendues qu'offrent toujours une action commune, une utilisation méthodique des ressources et des volontés.

liques, Bibl. nat., vol. 20697, fol. 771 — *Hist. du Languedoc*, t. XIV, c. 1582 — *Mém. de Pons*, Papiers Court, 17 K 137, et de *Morin*, *ibid.*, vol. 630, f. 87.

1. Seule mesure que prendra Basville contre les riches calvinistes : la levée d'une contribution de 200.000 livres pendant la guerre des Camisards (*M. Pin, Jean Cavalier*, ouvr. cité, p. 250).

2. C. TRISSIER-DU CROS, *Une activité cévenole*, art. cité, p. 323.

Pendant que les paysans, anxieux et découragés, se répètent qu'un miracle est toujours possible, que « le bras de Dieu ne s'est pas raccourci », ils dressent déjà le « Plan » qui doit permettre de restaurer le protestantisme. « Faire bien extérieurement », ne pas donner prise aux rigueurs du pouvoir, renoncer au culte public, désavouer les excessifs, neutraliser l'influence des mauvais prêtres, maintenir une liaison étroite avec le Refuge, se ménager des complicités dans tous les milieux, exploiter les divisions des catholiques, négocier aux moments opportuns, céder ou résister suivant les circonstances, et sous la direction de « petits comités » d'hommes sûrs, avec une prudente et sournoise ténacité, détruire, pièces par pièces, l'œuvre néfaste de Louis XIV : n'est-ce pas le seul moyen d'éviter tout à la fois les risques de la révolte et les dangers de la soumission ? L'entreprise, sans doute, est de longue haleine et demandera près d'un siècle pour aboutir. Elle peut paraître manquer d'audace, sinon dans ses buts, du moins dans ses moyens. Elle engage vraiment trop ses exécutants pour qu'il soit juste de la ranger parmi ces hypocrites solutions de juste milieu, que les classes influentes passent toujours pour affectionner<sup>1</sup>. Qu'elle soit, au reste, inspirée par des considérations intéressées ou marque seulement le souci d'employer les procédés de combat ou les armes les plus efficaces, elle exerce une influence profonde sur le comportement des bourgeois et des principaux. A la concevoir, à la discuter dans le secret des conventicules, à prévoir ses résultats plus ou moins lointains, les notables oublient les misères de l'heure présente, se sentent déjà rassurés et réconfortés. A la réaliser, même encore timidement, ils achèvent de se délivrer des doutes, des remords et des inquiétudes, des complexes et des psychoses de toutes sortes, où le Prophétisme trouve toujours son meilleur terrain. L'action ne doit-elle pas les préserver de l'angoisse, tout comme, la guerre des Camisards engagée, elle guérit aussitôt de leurs désordres morbides la plus grande partie des prophètes, tout comme à la même époque elle fait disparaître presque entièrement, quoi qu'on dise, les formes collectives du Mysticisme convulsif<sup>2</sup> ?

Le plan des notables n'est pas connu des campagnes languedociennes, où l'on ignore par ailleurs les raisons profondes de la confiance que conserve le Patriciat dans l'avenir du protestantisme. Les « hommes de

1. E. LÉONARD, *Le prot. franç. au XVIII<sup>e</sup> siècle*, art. cité, exagère la « circonspection » dont la bourgeoisie protestante aurait fait preuve, selon lui, « pendant un siècle d'opposition conformiste » et au cours des événements révolutionnaires.

2. La thèse de C. BOST, reprise par M. PIN (le Prophétisme provoquant, dirigeant la révolte camisarde et lui donnant ses caractères essentiels), ne nous paraît pas exacte. Nous reprendrons cette question dans un travail plus étendu.

col raide » sont naturellement fort discrets. Pour ne pas compromettre leurs correspondants ou leurs complices, pour assurer le succès de leurs manœuvres et ne pas attirer l'attention des pouvoirs publics, ils gardent sur leurs activités clandestines, leurs projets, leurs sources d'information, le silence le plus absolu. Méfiant à l'égard des « masses », peu soucieux de les informer ou de les consulter, ne leur demandant jamais autre chose qu'une obéissance aveugle aux mots d'ordre venus d'Alès, de Nîmes ou de Montpellier, ils tiennent à les écarter d'une partie difficile où la prudence et le sang-froid seront avant tout nécessaires. Pourraient-ils avouer, au surplus, qu'ils comptent sur la puissance de l'Argent, une pratique constante de la corruption, le recours à des « marchandages » de toutes sortes pour sauver le Petit Troupeau ? A supposer qu'ils s'abandonnent à des confidences, comment parviendraient-ils à faire partager leur optimisme, alors que les méthodes et les moyens d'action, dont ils attendent le plus, ne manqueraient pas de paraître obscurs, équivoques et sans valeur, à qui ne serait pas en mesure de les utiliser lui-même, à qui n'aurait jamais eu l'occasion d'en constater l'efficacité ?

Par le silence du Patriciat, par leur connaissance imparfaite des institutions et des hommes, par leur vision incomplète des réalités, les paysans huguenots, tout à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, sont maintenus dans le découragement. Leur hostilité à la soumission comme à la révolte, leur refus d'accepter, entre ces deux solutions extrêmes, tout compromis les placent devant une situation sans issue. Privés du soutien que donnent au bourgeois l'armature déjà solide et les traditions de sa classe, ils ne mettent plus leurs derniers espoirs que dans une intervention surnaturelle. Avec une angoisse toujours plus vive, ils se demandent toutefois si leurs péchés, leur apostasie ne l'ont pas rendue impossible. Faut-il s'étonner qu'ils se laissent si facilement et si vite gagner par la plus violente des névroses convulsionnaires, à vouloir ainsi par un redoublement de ferveur forcer la décision de Dieu, avant qu'il ne soit trop tard, avant que pour toujours ne succombe la petite communauté protestante du Languedoc ?

LOUIS MAZOYER.

---

## MÉLANGES

---

### AVENIR DE L'HISTOIRE

(A PROPOS D'UN OUVRAGE RÉCENT)

M. Louis Halphen vient de publier sur l'objet, la méthode et l'utilité de l'histoire un ouvrage<sup>1</sup> qui fut écrit durant les loisirs forcés et périlleux de ces dernières années. Qu'il ait conservé tant de sérénité et de confiance au milieu de telle épreuve, nous l'en honorons et, à ce titre, son petit livre prend une valeur symbolique ; peut-être lui en reconnaîtra-t-on une autre si l'on observe que les historiens français ont rarement écrit sur la méthodologie, beaucoup moins encore sur l'historiographie et qu'ils se montrent peu enclins à disserter sur les fins qu'ils assignent à leur discipline. Pourtant, si l'on a pu dire que le xix<sup>e</sup> siècle avait été le siècle de l'histoire, elle s'est vue assaillie, au xx<sup>e</sup>, des points les plus divers de l'horizon intellectuel. Est-elle enfin sortie de sa tour d'ivoire ?

M. Halphen destinait-il son volume aux étudiants et aux jeunes gens que tenterait, au sortir du lycée, la carrière historique ? Plus probablement s'adresse-t-il en même temps au grand public, à « l'opinion », que les détracteurs de l'histoire n'ont que trop aisément réussi à prévenir contre elle. Tel est le double dessein, semble-t-il, dont témoignent les deux premiers et le dernier des sept chapitres : *Nécessité de l'histoire*, *Objet de l'histoire* et *Les Leçons de l'histoire*, bien que les quatre autres<sup>2</sup>, destinés à montrer, par l'analyse du travail de l'historien, qu'il est en possession d'une méthode, aient également pour fin de reconquérir la confiance du lecteur. Les deux appendices paraissent préciser la double destination de l'ouvrage : le premier, qui retrace à grands traits les étapes de la connaissance historique, convient à tous ; le second, aperçu bibliographique des études de méthodologie, doit contribuer à l'initiation des futurs professionnels. On ne se donnera pas le ridicule d'attester ici que M. Halphen parle avec compétence de toutes les questions qu'il a jugé à propos d'aborder et l'on se contentera d'observer qu'elle lui aurait précisément permis d'illustrer son exposé par

1. *Introduction à l'histoire*. Paris, Presses universitaires de France, 1946, in-12, 100 p.

2. Valeur du témoignage historique ; La critique et l'établissement des faits ; La coordination des faits ; L'exposé des faits.

un plus grand nombre d'exemples concrets des difficultés que présentent la recherche, la réunion, la publication, la critique des documents et des efforts que tel ou tel érudit a déployés pour les surmonter : ils auraient, croit-on, puissamment contribué à emporter la conviction du profane.

D'autre part, il eût été sans doute profitable de l'inviter ainsi à distinguer l'érudition de l'histoire — sans parler de l'enseignement de l'histoire qui est autre chose encore. L'érudition recherche les faits : les chapitres III et IV lui correspondent. C'est elle que visent les principaux reproches adressés à l'histoire : multiplication des fiches ; catalogues et répertoires encombrants ; minutie vétilleuse et prétention bureaucratique à l'exactitude ; discussions tracassières et étalage de notes dont le lecteur n'a cure ; submersion de la pensée originale sous le flot croissant de documents superflus et de vaines controverses. L'homme de lettres qui, faute d'imagination, considère volontiers l'histoire comme un magasin d'anecdotes qui permet d'ouvrir boutique de marchand d'histoire, comme disait Chuquet, n'a que trop beau jeu à dépeindre celui qu'il regarde comme un rival ou qu'il redoute comme un insupportable censeur, sous les traits plaisants d'un rat de bibliothèque poussiéreux ; ses produits en tirent un agrément de plus et tel de ses lecteurs trouve de l'attrait au chroniqueur mondain qui pirouette cavalièrement en s'écriant : Mon siège est fait ! C'est pourquoi, entreprenant une Défense et Illustration de l'histoire, M. Halphen aurait utilement retenu quelques exemplaires des fruits de l'érudition et gagné à insister sur cette évidence à laquelle tout homme de bon sens ne peut rester indifférent que, sans érudition, il ne peut y avoir d'histoire.

Parmi les faits collectés par l'érudition, l'histoire choisit ceux qui répondent à son dessein : un fait historique, disait Pirenne, est celui qui a eu des conséquences. Tous en ont, sans doute ; mais il y a un ordre des grandeurs et, à l'échelle de l'homme — qui fait l'histoire — il en est qui peuvent être négligés. Ensuite, l'histoire les ordonne : mémoire de l'humanité, pour les raconter ; explication, pour dégager les facteurs. De sa contribution à l'éducation de l'esprit, M. Halphen a naturellement formé une partie essentielle de son plaidoyer. Miroir du passé, explication du présent qui en est l'héritier, l'histoire est une école de la vie. Elle ne présente pas, comme les sciences exactes et expérimentales, des formules d'application invariable, des procédés que le laboratoire a suggérés et contrôlés. Mais l'esprit de géométrie n'embrasse pas toute la vie et celui de la finesse garde ses droits ; aussitôt née, l'histoire s'est vu reconnaître une valeur pragmatique et ses disciples pensent qu'elle la conserve. C'est à cultiver l'esprit de finesse que la discipline littéraire doit une part de ses vertus : l'explication des textes lui permet de mettre l'esprit en contact avec la diversité des tempéraments et de leur comportement. C'est pourquoi on fait mérite à nos grands écrivains d'être des « moralistes » ; notre littérature en tire beaucoup de son excellence. Mais l'histoire, de par son objet, n'est-elle pas destinée à l'aider



et à la compléter? Sa suprématie même n'est-elle pas évidente quand il s'agit de la vie collective, de celle de la Cité et du genre humain? Elle peut même, sans imprudence, se parer d'un autre mérite. M. Halphen lui interdit avec raison de s'annexer la morale et de se mettre au service d'une nation, d'une religion, d'un parti. Elle peut, néanmoins, représenter que son récit objectif, par les prolongements que lui procure la réflexion, est capable d'inspirer une leçon. On opposera qu'elle en fournit au service de toutes les causes, même mauvaises. Les sciences de la nature n'abandonnent-elles pas leurs découvertes aux causes les plus exécrables? L'histoire non plus ne prétend pas se substituer à la raison pour dicter à l'homme un impératif. Mais la dignité de l'espèce n'est pas seulement de concevoir et de proclamer des principes; elle est aussi de les imposer au réel. Comme M. Halphen ne manque pas de l'observer, l'histoire, trop souvent obligée de montrer le crime triomphant, met en garde contre les obstacles et les risques.

\* \* \*

A ces réflexions, de sens commun aux yeux des historiens, les lecteurs de M. Halphen se rendront-ils? Pas tous, je le crains, et la raison en est qu'ils se font de l'histoire la même idée que la plupart de ses détracteurs : un amas chaotique de dates inutiles et de faits qui se succèdent au hasard; l'initiation à la vie que M. Halphen invoque en sa faveur ne leur apparaît point; au mieux, une suite d'anecdotes, divertissantes si elles sont agréablement contées. Pourquoi cette conception, aisément tournée en caricature? C'est probablement qu'on ne leur a présenté que la description empirique d'une seule catégorie de faits, une histoire purement politique, sans la mettre en rapport avec l'économie et la vie matérielle, la structure sociale, le mouvement des idées, en sorte que l'explication se ramène à l'intervention de personnalités, c'est-à-dire au hasard. Le hasard individuel, les études littéraire et psychologique ne l'ignorent pas non plus; du moins y portent-elles une certaine clarté si elles s'efforcent de classer les types d'hommes; mais, une histoire qui suit passivement les vicissitudes spectaculaires de la vie collective et, tout au plus, les explique superficiellement les unes par les autres, sans rien dire des modalités qui affectent la vie quotidienne des individus, quel service peut-elle rendre?

J'entends M. Halphen se récrier. L'histoire, a-t-il dit, est explicative et aucun des facteurs dont l'omission vient d'être explicitement critiquée ne doit lui rester étranger. J'entends; mais, ne prêchant pas des convertis, il lui était nécessaire de rendre sensible, par des traits concrets, la physionomie de l'histoire, telle que nous en sommes venus à nous la représenter. Même dans son annexe historiographique, il ne m'est pas apparu qu'il ait signalé la révolution que notre XVIII<sup>e</sup> siècle y a opérée et dont Montesquieu et surtout Voltaire ont été les coryphées. Voltaire a enseigné, il y a deux cents ans,

que l'objet essentiel de l'histoire était la civilisation, c'est-à-dire les modalités de la vie des hommes réunis en société, et Montesquieu s'est essayé à tirer de ces modalités l'explication de la marche générale des événements. Au *xix<sup>e</sup>* siècle, l'essor du capitalisme d'une part, la critique sociale de l'autre et surtout l'œuvre de Marx ont fini par amener les historiens à concéder aux modalités économiques et sociales une importance dont ils ne s'étaient pas beaucoup souciés jusque-là. Cependant, je n'ai pas vu que M. Halphen ait signalé le dessein de l'histoire économique, ses liens avec l'histoire sociale et les procédés qu'elle prétend rapprocher, dans une faible mesure à la vérité, de ceux des sciences de la nature. Je ne me flatte pas qu'ainsi enrichie son argumentation eût triomphé de toutes les résistances. Est-il certain, aurait-on pu répondre, que, deux siècles après Voltaire, tous les historiens aient renoncé au récit étroitement politique ou biographique? Possédons-nous beaucoup d'histoires de la civilisation? A part la Sorbonne, où l'histoire économique et sociale est-elle enseignée en France? Du moins, l'interlocuteur bienveillant se fût-il senti plus disposé à l'indulgence pour les fidèles de l'histoire, lesquels d'ailleurs n'auraient pas laissé de tirer quelque profit de ses observations.

\* \* \*

Eût-elle atteint la plénitude descriptive et explicative que nous ambitionnons pour elle, l'histoire aurait encore affaire à un dernier carré d'adversaires : ceux qui la dédaignent comme incapable de prévoir, faute de formuler des lois ou plutôt des constantes, car aucune connaissance positive ne devrait parler de lois, terme emprunté au droit ; imprégné de métaphysique, puisqu'il implique l'idée d'un demiurge dictant ses volontés à l'univers qu'il a créé ; inadéquat au surplus, attendu que l'expérience ne peut qu'envelopper le réel de ses approximations sans cesse plus resserrées, sans jamais entrer en contact avec lui. Des lois historiques, il est vrai, les audacieux n'ont pas manqué pour en formuler. Ce n'étaient pas des historiens, mais les lecteurs de M. Halphen auraient peut-être pris quelque intérêt à se voir rappeler les plus notables de leurs tentatives. Il les juge sans fondement et je n'y contredis pas ; encore aurait-il pu dire pourquoi ; d'autant que, niant le déterminisme, il maintient que l'histoire est une science ; d'où naît, semble-t-il, quelque incertitude. D'une part, l'histoire, connaissance positive, n'a pas à prendre parti pour ou contre le déterminisme ou la liberté de l'homme : ce sont là des problèmes métaphysiques dont les solutions proposées sont invérifiables. D'autre part, elle n'est pas une science au sens que ce mot, longtemps synonyme de connaissance, s'est acquis, depuis quelque deux siècles, grâce aux éclatants succès de la physique, de la chimie et de la biologie. De leur point de vue, une science est une connaissance rationnelle qui, fondée sur l'observation du monde sensible et vérifiée par l'expérimentation,

tation, découvre des constantes qui permettent la prévision et attestent par les résultats qu'elles procurent ainsi, tout à la fois l'exactitude et l'utilité de la formulation. Il est clair que l'histoire ne peut prétendre à pareil titre : elle n'observe pas directement son objet, qui s'est évanoui ; l'expérimentation lui est interdite ; elle ne dispose pas d'enregistreurs automatiques ; les sciences expérimentales elles-mêmes, n'ayant pas pénétré les mystères du fonctionnement de l'esprit et de la génétique des individualités, la vouent à l'incertitude. C'est pourquoi Fustel a écrit : « Il y a une histoire de la philosophie ; il n'y a pas de philosophie de l'histoire. » Et Paul Valéry d'applaudir — ironiquement.

Tout n'est pourtant pas dit. Que l'homme soit soumis ou non au déterminisme, c'est un fait que nombre de ses actes se répètent, si l'on considère certains de leurs caractères ; peuvent être comptés ; et, soumis à la loi des grands nombres, se prêtent au raisonnement : la statistique existe et certaines sections de l'histoire, celles qui concernent par exemple la démographie et l'économie, savent en tirer parti pour dégager des constantes ou tracer la courbe de l'évolution, quand les documents sont suffisamment nombreux et précis. L'approximation statistique n'est guère possible et, en tout cas, ne fournirait qu'une aide accessoire quand on aborde l'étude des mentalités, de la civilisation spirituelle, de l'histoire politique ; mais il n'est pas exclu que, par un examen approfondi et comparatif des facteurs, on puisse constater des similitudes qui soient des constantes et figurer les mouvements par des courbes. Lacombe, dont l'ouvrage, d'une rare intelligence, devrait être aux mains de tous les fidèles de l'histoire dans notre pays<sup>1</sup> ; quelques autres à l'étranger, notamment Teggart aux États-Unis, se sont appliqués à ouvrir ainsi une nouvelle perspective à notre discipline. M. Halphen ne paraît pas goûter beaucoup ces auteurs et il est vrai, comme il le remarque, qu'ils en sont restés aux critiques et aux suggestions sans qu'aucune œuvre en ait manifesté la valeur. Invoquons donc l'opinion de Marc Bloch, telle que, sous sa forme ultime, nous la transmet un livre posthume<sup>2</sup>.

Critiquant (p. 137-138) le penchant funeste à tirer du passé une leçon invariablement valable pour l'avenir, il rappelle que « l'histoire est par avance science du changement » : « Elle sait et enseigne que deux événements ne se reproduisent jamais tout à fait semblables parce que, jamais, les conditions ne coïncident exactement ; » « L'histoire sait bien que deux guerres qui se suivent, si dans l'intervalle la structure sociale, les techniques, la mentalité se sont métamorphosées, ne seront jamais la même guerre. » Ainsi l'histoire ne peut pas prévoir au même titre que les sciences de la nature.

Mais, en même temps, il rappelle avec pareille force qu'elle reconnaît

1. *De l'histoire considérée comme science*, 1894 ; réimprimé en 1930.

2. *L'étrange défaite*. Paris, Société des Éditions Franc-Tireur, 100, rue Réaumur, 1946, in-12, 194 p.

« dans l'évolution des éléments sinon permanents, du moins durables » ; qu'elle admet « d'une civilisation à l'autre, certaines répétitions, sinon trait pour trait, du moins dans les grandes lignes du développement. Elle constate alors que, des deux parts, les conditions majeures ont été semblables. Elle peut s'essayer à pénétrer l'avenir : elle n'est pas, je crois, incapable d'y parvenir... Peu importe que la nature propre de son objet l'empêche de modifier à son gré les éléments du réel comme le peuvent les disciplines d'expérimentation. Pour déceler les rapports qui, aux variations spontanées des facteurs, lient celles des phénomènes, l'observation et l'analyse lui sont des instruments suffisants. Par là, elle atteint les raisons des choses et de leurs mutations. Elle est, en un mot, authentiquement une science d'expérience, puisque, par l'étude des réalités, qu'un effort d'intelligence et de comparaison lui permet de décomposer, elle réussit, de mieux en mieux, à découvrir les va-et-vient parallèles de la cause et de l'effet ».

Magnifique témoignage d'une confiance sublime en la puissance de l'intelligence, au milieu de nos ténèbres ; digne de Descartes et des encyclopédistes, elle nourrissait l'enthousiasme qui a inspiré jusqu'au sacrifice suprême notre cher et grand disparu. Tel que je l'ai connu, il n'eût pas fait difficulté d'accorder que les extrapolations de l'histoire ne permettent pas la prévision au sens des sciences de la nature. Mais nous serions tombés d'accord qu'elles sont capables de révéler les possibilités, les probabilités, susceptibles de favoriser, ou de limiter, ou de contrarier l'action future de l'homme. N'est-ce donc rien ? On dira peut-être qu'il paraît l'histoire d'une sagesse qui n'est qu'une espérance. Mais je ne doute pas qu'en écrivant ces lignes, Marc Bloch reportât sa pensée vers son grand ouvrage sur la société féodale. En deux volumes, il en avait déjà décrit et comparé les caractères à travers le temps et l'espace. Deux autres restaient à composer où il en aurait sondé la substructure économique. Alors, sans doute, un couronnement, qui aurait étendu la comparaison à d'autres formes sociales, nous aurait montré dans quelles conditions, l'armature et la notion de l'État se désagrégant, la domination des notables, caractérisés en l'espèce par la pratique des armes, mais dont la puissance en d'autres temps peut résulter des croyances ou de la propriété, s'impose sans restriction aux classes populaires. Dans la voie que frayait Marc Bloch, il faudrait persévérer.

\* \* \*

Il n'est pas question de renoncer au récit non plus qu'à la synthèse d'un moment ou d'un mouvement de l'histoire. Il s'agit d'adjoindre aux formes traditionnelles du travail historique une forme nouvelle qui le mettrait en rapport plus intime avec la vie. Poser un problème et le délimiter exactement ; inventorier analytiquement ses facteurs et distinguer ainsi les difficultés pour les mieux résoudre ; puis comparer synthétiquement les résultats

obtenus pour proposer une solution d'ensemble : il me semble que telle fut la démarche de la pensée de Marc Bloch en s'attaquant à la société féodale.

La difficulté n'est pas niable. La tâche que son génie était capable de concevoir et d'assumer, les historiens de l'avenir ne pourront l'entreprendre qu'au prix d'un effort collectif auquel ils seraient sages d'associer les psychologues, les géographes, les sociologues, et qui présuppose une organisation méthodique de la recherche. Répertorier les problèmes et les sérier en fonction de l'état de la connaissance, des ressources documentaires, des moyens matériels et du personnel disponible ; se répartir le travail ; conférer en commun les résultats ; confier, si c'est indispensable, au plus qualifié le soin de formuler la conclusion finale suggérée par la comparaison : il y faudra non seulement de l'intelligence, mais aussi les vertus de discipline et de désintéressement qu'elle n'est pas incapable d'inspirer à l'érudit. Aux spécialistes des sciences de la nature, les besoins sociaux ou nationaux contribuent à les suggérer en même temps qu'ils leur assurent les moyens matériels de les rendre fructueuses. Dans l'état de leur discipline, les historiens doivent compter principalement sur eux-mêmes. Qu'ainsi, dans le vieil édifice de l'histoire, ils ouvrent une nouvelle demeure dont il n'est pas téméraire d'espérer que les autres tireront, à leur tour, quelque lustre.

G. LEFEBVRE,

Professeur honoraire à la Sorbonne.



## JOURNÉES FRANCO-ANGLAISES D'HISTOIRE

(SEPTEMBRE 1946<sup>1</sup>)

Dès 1945, sur l'invitation de nos amis anglais, un certain nombre d'historiens français sont allés à Londres renouer la tradition des journées franco-anglaises d'histoire. En 1946, c'est à Paris que ces réunions ont eu lieu. Nous publions ici les impressions de M. Charles Webster, président du *British national Committee of historical Sciences*, É. Perroy, professeur à l'Université de Lille, et R. Vaucher, professeur à la Sorbonne. [N. de la R.]

### I

Pour ceux qui, comme moi, ont assisté aux conférences antérieures des historiens français et anglais à Paris, ce fut une profonde émotion que de m'y retrouver et de pouvoir renouveler cette communion de l'âme et de l'esprit qui, dans le passé, a été pour nous une si grande source d'inspiration. Pen-

1. Au cours des séances de travail qui ont eu lieu à l'École nationale des chartes, les auditeurs ont entendu les communications suivantes, qui ont été suivies de discussions : le 25 septembre, en séance plénière : M. Ferdinand LOT, membre de l'Institut, *Interaction du Politique et de l'Économique* ; professeur Sir Maurice POWICKE, F. B. A., *The transcendence of the economic motives in politics*. — Le 26 septembre : Histoire du Moyen-Age : le professeur TRAHARNE, de l'Université du pays de Galles, *La classe chevaleresque en Angleterre et son rôle politique, de la conquête à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle* ; M. François CROUZET, agrégé d'histoire, *Les grands problèmes de l'histoire rurale française après la guerre de Cent ans*. Histoire moderne : Miss L. SUTHERLAND, directrice de Lady Margaret Hall, Oxford, *Some aspects of the East India Company in relation to English politics* ; M. JULIEN, professeur à l'École nationale de la France d'Outre-Mer et à l'École nationale d'Administration, *Les mobiles économiques des tentatives coloniales de François I<sup>er</sup>*. — Le 27 septembre : Histoire du Moyen-Age : Miss E. M. CARUS WILSON, de la London School of Economics, *Les répercussions de l'acquisition et de la perte de la Gascogne sur le commerce anglais du vin* ; M. Yves RENOARD, professeur à l'Université de Bordeaux, *Les conséquences économiques de la reconquête de la Guyenne par la France (1453)*. Histoire moderne : professeur Sir Alfred COBBAM, de la London University, *The political and economic principles of Maximilien Robespierre* ; M. J. MEUVRET, agrégé d'histoire, *Les conséquences des crises de subsistances (1693 et 1709) sur la politique de Louis XIV*. — Le 28 septembre, en séance plénière : professeur R. H. TAWNEY, de la London University, *Changing opinions in England on the relations between the State and Economic life* ; M. J. LABROUSSE, professeur à la Faculté des lettres de Paris, *Crise économique et crises politiques en France de 1847 à 1861*.

dant la guerre, nous avions eu la bonne fortune d'avoir avec nous, à Londres, un certain nombre de savants français. Nous n'avions jamais perdu le contact avec l'esprit même de la France. Mais, si, en France, vous avez eu plus à supporter que nous, si vous avez été plus complètement coupé du reste du monde intellectuel, nous avons, de notre côté, ressenti profondément l'absence de ce stimulant et de ce rafraîchissement de l'esprit que seule une visite en France même peut donner. Cette fois, s'il était évident que les Français avaient encore à supporter bien des privations, l'on sentait pourtant immédiatement que Paris était toujours le même grand centre intellectuel. Cette conviction et l'impression d'énergie et de confiance que donnaient nos collègues français sont les impressions maîtresses qui subsistent dans mon esprit après cette visite que j'avais si longtemps désirée.

L'hospitalité qui nous fut offerte était, comme toujours, parfaite dans son adaptation à nos besoins. Nous eûmes la bonne fortune de pouvoir participer à une visite spéciale et sans aucune restriction, de la remarquable exposition des grands traités de paix, rassemblés aux Archives nationales, exposition digne de son cadre et du rôle éminent de la France dans l'œuvre de la paix. Le château de Vaux fut si parfait dans son harmonieuse beauté que, même sans les intéressants souvenirs historiques qu'il évoque, son souvenir demeurera toujours vivant en nous. Toute notre gratitude va à ceux qui organisèrent ces visites qui permirent à nos yeux d'exciter notre imagination et, durant lesquelles, le sens historique des belles choses que nous avions le privilège de voir nous fut expliqué avec tant de clarté et d'esprit.

Quant à nos conférences, l'énergie des discussions fut remarquable. Si nous en avions eu le temps, nous aurions continué pendant des heures. Les communications, dont on trouvera le compte-rendu d'une autre main, ce qui me dispense d'exprimer autre chose que ma gratitude pour leurs auteurs, couvraient un grand nombre de questions et posaient des problèmes fondamentaux. Nos discussions eurent la franchise, sans rien de l'amertume, de celles qui avaient lieu, à la même date, au palais du Luxembourg. Jamais, je crois, nous n'avions échangé nos idées avec un tel abandon. L'historien est toujours proche des controverses politiques et jamais plus qu'aujourd'hui. Nous n'avons pas essayé de déguiser l'application immédiate de certaines de nos discussions. Mais l'esprit en fut toujours celui d'une enquête scientifique, même s'il fut parfois embelli par une grande éloquence. Quelle joie pour nous d'ouvrir une fois de plus ces échantillons d'ironie française qui révèlent le jeu caché de la conviction et des principes ! Comme nous parcourions les siècles, l'unité de notre civilisation dans le temps et dans l'espace se révélait clairement, et notre intelligence de la crise que nous venons de traverser, et dans laquelle nous sommes encore, en était augmentée, améliorée. Quiconque nous eût écouté ne nous aurait certes pas pris pour un groupe de pédants et de rats de bibliothèques. Presque chaque chose dite touchait d'une manière ou de l'autre à des problèmes vitaux du temps présent. Il était impossible de croire, en effet, que ces problèmes puissent trouver

leur solution autrement que par une complète connaissance de leurs origines. En même temps, l'on échangeait maintes idées sur la technique de notre métier. Nul d'entre nous, je l'espère, n'était trop vieux pour apprendre et l'assistance comptait nombre de jeunes, ardents à mettre en question les méthodes anciennes et à nous contraindre à réviser les fondements mêmes de notre spécialité. Les traditions de l'École des chartes, où nous nous réunissions, ce centre de tout ce que signifie la recherche historique, ne furent, je le pense, aucunement froissées par nos discussions.

L'on m'a instamment demandé de faire des critiques. C'est une tâche ingrate et je n'en ai d'ailleurs pas beaucoup à faire. Mais il est impossible de penser que tant de professeurs et d'étudiants aient pu se rencontrer sans découvrir des points faibles et suggérer des améliorations. C'est leur métier.

Nous devons envisager, je pense, les difficultés créées, aussi bien que les avantages obtenus, par l'ouverture de nos débats à une assistance beaucoup plus considérable qu'auparavant. Au début de ces réunions, nous nous mettions autour d'une table et nos discussions étaient des conversations. Un auditoire de soixante ou plus encourage l'éloquence. Nous avons eu besoin de plus de temps pour clarifier et énoncer nos critiques et nos opinions. Nos conférences se tenaient dans des salles de cours et peut-être en ont-elles un peu trop pris l'esprit. Il est évidemment regrettable de limiter notre assistance, mais celle-ci risque de submerger un peu les visiteurs. Nous n'avions pas tout à fait la même intimité pour échanger nos vues et cela pour des raisons, purement matérielles. Peut-être, à l'avenir, pourrait-on combiner les deux manières, certaines séances étant plus limitées dans leur assistance, plus intimes, et d'autres, au contraire, réunissant un plus grand nombre d'historiens. Et puisque nous ne pouvons imiter ces conférences, dont les membres portent à la fois leur nom au revers de leur veston et leur cœur sur la main, dans un groupement si nombreux il faudrait plus de moyens pour permettre aux jeunes de se connaître. Un des grands objets de nos réunions est précisément de provoquer ces contacts. Il n'a peut-être pas été toujours facile, vu le nombre des assistants, pour les âmes sœurs, de se rencontrer.

L'ampleur du sujet en discussion était telle qu'il comprenait pratiquement toute l'histoire de la France et de l'Angleterre. N'aurait-il pas été sage de le limiter dans le temps et dans son objet? Les communications n'avaient pas été plus disparates en d'autres occasions, quand aucun thème n'avait été fixé, mais seulement une limite dans le temps. Je pense toutefois que nous avons eu raison de souligner l'interaction du politique et de l'économique, mais cela ne serait-il pas apparu de toute façon? Peut-être, la prochaine fois, pourrions-nous faire nos plans de communications un peu plus tôt, avoir ainsi plus de temps pour les préparer et leur donner plus d'unité. Mais je ne pense pas qu'en cette matière nous ayons besoin de montrer plus de pédantisme. Après tout, ce qui compte, c'est d'obtenir des communications de ceux qui sont les maîtres de leur sujet, ce que nous avons obtenu. Peut-être toutefois qu'un peu plus d'organisation dans ce sens ne ferait pas de mal.

Ne serait-il pas utile, aussi, de prévoir une séance pour nous communiquer nos informations bibliographiques? Le temps nous manque peut-être pour ce faire, et certainement cela peut se faire par écrit. Tout de même, un exposé des récentes contributions à l'histoire de chaque pays par un commentateur exercé, suivi d'une discussion sur nos besoins en tel ou tel domaine, pourrait être stimulant et fructueux. Quelques-uns de mes collègues français eurent l'amabilité de me dire que l'une des communications anglaises avait attiré leur attention sur l'absence d'une histoire sérieuse du commerce de ce vin qui est une des gloires de la France. Et nous avons eu trop conscience des lacunes de notre histoire d'Angleterre que les questions et les critiques de nos collègues français nous ont révélées. Nous pourrions peut-être ainsi faire une enquête systématique et même envisager une collaboration dans les études dont nous avons besoin.

Enfin, ne devrions-nous pas toujours avoir en tête que nous employons deux langages et que, pour quelques-uns d'entre nous, nous ne pouvons saisir le sens des mots que s'ils sont clairement prononcés. Des deux côtés, anglais et français, il y eut des gens difficiles à suivre. Nous sommes infiniment reconnaissants à ceux qui servirent d'interprètes quand le besoin s'en fit sentir; mais, peut-être, pourrions-nous faire un effort pour assurer la compréhension la plus complète de *tout* ce qui se dit et aucun de nous, je pense, ne se sentirait blessé si l'on nous incitait de temps en temps à ne pas oublier ce point.

Ce n'est pas sans hésitation que je présente ces quelques observations. Mon dernier mot dira notre cordiale gratitude pour nos collègues français en raison de leur grande amabilité et pour l'esprit éternel de cette France qui ne cesse jamais la recherche de la vérité.

Charles K. WEBSTER, F. B. A.,

President of the British national Committee of Historical Sciences.

## II

C'est à deux médiévistes éminents que revint le soin d'ouvrir la discussion sur le thème général proposé à la conférence : les rapports de l'économie et du politique. En une communication finement nuancée, Sir F. M. POWICKE mit en garde les économistes contre une interprétation rigoureusement matérielle des motifs humains. L'homme, même poussé par la nécessité, attribue d'autres mobiles à ses actions. Vrai ou faux, l'idéal politique qu'il s'est forgé le guide dans ses actes et crée à son tour d'autres mobiles éloignés de l'économie. Les invasions, les croisades, les grandes découvertes en sont la preuve éclatante. C'est quand il a transcendé les appels économiques en les couvrant d'un idéal politique que le succès vient couronner ses efforts. L'histoire de l'Angleterre, aux temps modernes, en est la vivante démonstration.

Plus catégorique encore que Sir Maurice, M. Ferdinand LOT, avec une

fougue que les ans n'ont point émoussée, affirma la primauté du politique sur l'économique, au moins pendant toute la période médiévale. Les souverains féodaux, les hommes du Moyen Age — à l'égal des jeunes bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle, comme l'a révélé la discussion — ignoraient tout de l'économie dont ils se désintéressaient. En une société surtout rurale, les impératifs du grand commerce jouaient peu : les échanges internationaux portaient sur des denrées de luxe, dont on pouvait se passer. L'histoire des peuples repose sur les ambitions politiques de ses chefs : conquêtes lointaines, querelles dynastiques, assouvissement de vengeances, défense de l'honneur. Aucun souverain médiéval, même pas Louis XI, en dépit de ce qu'on en a dit, n'a eu à proprement parler de politique économique. Ils n'attendaient de l'économie que des ressources fiscales. Ou bien ils utilisaient l'arme économique (Édouard III, Louis XI) pour l'accomplissement de fins politiques.

En définitive, M. Lot reste fidèle à une conception de l'histoire qui, vers le début de ce siècle, s'était violemment heurtée, en des débats célèbres, avec celle des sociologues. Science du discontinu, elle cherche l'explication des événements dans le comportement psychologique, individuel ou collectif, de ses protagonistes. Conception trop éloignée des préoccupations actuelles des historiens, et même, pourrait-on ajouter, des plus récents travaux de M. Lot, pour ne pas susciter de graves objections. Une discussion très animée s'ensuivit, où les idées se heurtèrent moins que les générations. MM. Labrousse, Meuvret et d'autres encore défendirent les conceptions sociologiques et économiques de l'histoire, dans la mesure où elles permettent d'expliquer des ensembles, des évolutions de longue durée, compte tenu de l'événement individuel où l'accident humain joue un rôle primordial. M. Renouvin résuma en termes précis les enseignements qui découlaient de cet échange d'idées. Si l'aspect politique de l'histoire reste le plus directement accessible et par conséquent le mieux connu, il ne doit pas nous inciter à fermer les yeux devant les problèmes économiques, toujours pressants même lorsque les contemporains n'en ont pas une idée claire. Leur influence, même indirecte, sur les événements doit être précisée ; l'histoire doit progresser du mieux connu au moins connu.

Les séances de travail de la section médiévale dissipèrent, s'il en était besoin, le pessimisme qu'avait pu faire naître le débat initial. M. RENOUD, professeur à l'Université de Bordeaux, et Miss CARUS-WILSON, qui continue, à la London School of Economics, la tradition brillamment inaugurée par Eileen Power, s'attellèrent tous deux au même problème dont ils exposèrent les aspects complémentaires : le commerce gascon du Moyen Age, dans ses rapports avec l'existence et la disparition de la domination anglaise sur le Sud-Ouest de la France. Il ne s'agissait pas seulement d'apprécier (ce que les statistiques douanières d'outre-Manche permettent heureusement de faire) le volume variable des échanges, mais d'en déterminer le mécanisme et les modalités. Par qui le vin du Bordelais ou du Toulousain était-il acheté aux producteurs ? Quels en étaient les transporteurs (Bayonnais, Rochelais



ou Anglais)? Quels frets de retour (céréales ou autres produits) équilibraient la balance commerciale? L'un des plus curieux résultats de cette double étude, où d'ailleurs la documentation anglaise s'avère infiniment plus instructive que la française, c'est de montrer que l'exportation gasconne, loin de périliter après la rupture des liens politiques, reprit, avec des modalités nouvelles, une ampleur considérable dans la seconde moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle; réduite à peu de choses lors des dernières phases de la guerre de Cent ans, elle se développa rapidement ensuite, malgré les entraves politiques, parce que la demande anglaise était trop pressante pour ne pas surmonter les difficultés pratiques.

De la communication de M. TREHARNE, professeur à l'Université de Galles, les auditeurs français tirèrent une utile leçon d'histoire sociale, avec son double prolongement dans les domaines de l'économie, d'une part, de l'administration et de la politique, d'autre part. Le régime féodal imposé à l'Angleterre par Guillaume le Conquérant reposait sur l'existence d'une nombreuse et prospère chevalerie, territorialement dotée de fiefs, et astreinte au devoir militaire. Théoriquement composée de près de 5.000 individus, cette classe sociale ne cessa de diminuer en nombre, au point de ne pas dépasser, sous Henri III, 1.200 à 1.500 unités. Les partages successoraux, l'amenuisement des rentes foncières par rapport aux autres sources de revenus, l'accroissement des dépenses militaires, expliquent sans doute cet étiolement. Or, c'est sur cette classe que reposait le fardeau de toute l'administration locale, chez elle que se recrutaient shériffs et officiers, jurys, *suitors*, etc.; charges trop lourdes, d'ailleurs, pour un si petit nombre de personnes, et qu'on tenta vainement de répartir sur d'autres épaules. Mais il en résulta que la chevalerie, rompue aux affaires publiques, indispensable rouage de l'administration monarchique, se trouva de bonne heure intéressée à la politique. Loin d'être mené par des clercs, le mouvement baronnial reçut son impulsion de la petite noblesse; et c'est elle qui joua le rôle dominant dans les essais de réforme des années 1258-1267, sur lesquels M. Treharne s'est déjà expliqué ailleurs.

Avec M. François CROUZET, l'attention se porta à nouveau sur les conséquences économiques de la guerre de Cent ans, visibles surtout dans le monde rural et dans les régions les plus ravagées par des hostilités prolongées. L'étude d'un exemple précis, en l'espèce des domaines du chapitre cathédral de Paris, offrait donc un cas limite, que pourront corriger des recherches ultérieures sur d'autres secteurs géographiques moins durement touchés. La grosse difficulté est d'apprécier l'ampleur de la dépopulation et l'étendue des friches. Par contre, sur les méthodes employées par les seigneurs fonciers pour la remise en culture des terres (amodiation des cens, locations avantageuses, etc.), comme sur les dates entre lesquelles cette œuvre s'accomplit, des précisions utiles peuvent être apportées.

Plus encore qu'aux journées de Londres, de septembre 1945, est apparu le profit de ces confrontations parallèles d'histoire française et anglaise. Les

médiévistes sont aujourd'hui familiarisés avec l'idée de la « symbiose » franco-anglaise, magistralement développée naguère par M. Petit-Dutaillis. Évident dans le domaine politique, le parallélisme doit être poursuivi dans celui, moins connu, de l'évolution sociale et économique. On ne manquera pas d'y découvrir de notables divergences et d'en rechercher l'explication. D'une façon générale, les médiévistes français en tireront un profit plus grand encore que leurs collègues anglais. C'est que la masse même des documents dont disposent ces derniers leur permet d'aborder des problèmes, de les creuser, d'y apporter des solutions provisoires, alors que chez nous on se trouve réduit à les soupçonner, sans les attaquer de front, faute d'une documentation suffisante ou aisément accessible.

S'il est un vœu qu'on puisse formuler en conclusion, c'est que, dans les rencontres à venir, le choix des délégations et celui des sujets traités accentuent encore ce parallélisme. En face des précisions apportées par M. F. Crouzet sur les transformations de la seigneurie rurale au lendemain de la guerre de Cent ans, on eût aimé que M. Postan résumât ses travaux encore inédits sur le régime agraire anglais à la fin du Moyen Age. Et, pour donner la réplique à M. Treharne, nous eussions tiré profit des remarques d'un « treiziémiste » de chez nous (mais en existe-t-il encore, en dehors de M. Boutruche?) versé dans l'étude des transformations sociales.

Édouard PERROY,

Professeur à l'Université de Lille.

### III

Les réunions franco-britanniques consacrées à l'histoire moderne n'ont manqué ni d'intérêt ni d'animation. Le mérite en revient d'abord au président du Comité britannique, Sir Charles Webster, qui, ayant pris une grande part aux réunions d'avant-guerre, s'était préoccupé dès l'instant de notre libération d'en provoquer de nouvelles. Le groupe de collègues anglais qu'il nous a amenés en comptait plusieurs dont les études portent sur notre propre histoire. Nous avons été heureux de revoir BURY, le biographe de Gambetta, regrettant seulement que son travail de guerre ne lui ait pas encore permis de poursuivre ses recherches. Le Dr. A. COBBAN, auteur de beaux travaux sur Burke, Rousseau et, plus récemment, sur les régimes de dictature, nous a présenté des observations pénétrantes sur les idées politiques de Robespierre. Elles ont suscité les commentaires de Français, dont la politique plus que les idées de Robespierre retenait l'attention, et des réflexions de M. Goodwin, dont nous sommes en train de lire avec profit l'étude fort bien menée sur Calonne. Une mise au point de Georges Lefebvre a clos le débat.

Miss SUTHERLAND nous apportait la primeur de recherches sur le rôle de la Compagnie des Indes dans la politique intérieure du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle nous a fait comprendre tout ce que les archives des grandes institutions commer-

ciales et monétaires pouvaient nous apprendre sur cette période. Comment peut-elle accorder des travaux si rigoureusement menés avec la direction d'un grand collège d'Oxford et avec la part qu'elle prend au relèvement industriel de son pays en présidant à la réforme de l'industrie dentellière? Constatons qu'elle y réussit parfaitement.

De notre côté, les propos pleins de verve et d'érudition de Ch.-A. JULIEN sur la politique coloniale de François I<sup>er</sup>, ceux de MEUVRET sur les crises de 1693 et de 1709 dont l'étude enrichira nos connaissances des guerres de Louis XIV, enfin un exposé de LABROUSSE sur les crises de 1847 à 1851, illustration brillante de ses méthodes, ont peut-être montré à nos amis britanniques l'ardeur avec laquelle les historiens français se sont remis à l'œuvre et la fécondité de leurs travaux.

Pendant la dernière heure de ces réunions, nous avons écouté avec joie le professeur TAWNEY nous parler de l'évolution des idées anglaises sur le rôle de l'État dans la vie économique. La modestie de la présentation ne pouvait nous dissimuler la valeur de son exposé et nous l'aurions volontiers interrogé sur le présent, même sur l'avenir, si le président Webster, avec autant de tact que de bonhomie, n'avait fermement maintenu la discussion dans le cadre des études historiques. Du moins, l'homme dont l'influence a profondément marqué ceux qui ont pris aujourd'hui la direction de son pays, nous a-t-il fait saisir la manière si particulière et si instructive dont les Anglais traitent des problèmes s'imposant désormais à l'attention de tous les historiens.

Paul VAUCHER,  
Professeur à la Sorbonne.

---

## LA COMMISSION D'HISTOIRE DE L'OCCUPATION ET DE LA LIBÉRATION DE LA FRANCE

---

Créée par décision du gouvernement en date du 20 octobre 1944, la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France a été constituée, le 22 novembre suivant, par arrêté du Ministre de l'Éducation Nationale, aux services duquel elle a été administrativement rattachée. Son statut est analogue à celui de la grande Commission d'Histoire économique de la Révolution, créée à la demande de Jaurès et longtemps présidée par lui. Comme son aînée, elle jouit d'une large autonomie, et le crédit dont elle dispose est isolé dans chaque budget et voté avec destination spéciale.

La Commission a été jusqu'ici présidée par M. Pierre Caron, directeur honoraire des Archives de France, qui a veillé à l'organisation des travaux. M. Pierre Caron vient de céder la place à M. M.-E. Naegelen, ministre de l'Éducation nationale, pour partager la vice-présidence avec deux autres membres non encore désignés. Composée de résistants, d'historiens et d'archivistes, elle se réunit en séance plénière deux ou trois fois par an, afin d'entendre un compte-rendu de l'état des travaux, d'indiquer dans quelles directions ceux-ci pourraient être utilement poursuivis, enfin de formuler des suggestions. Une sous-commission, tirée de son sein, tenant une séance mensuelle, assure la continuité du travail.

Le titre même de la Commission indique que son activité s'exerce dans deux directions, *occupation*, *libération*. Aussi est-elle divisée en deux sections, dont l'une travaille sous le contrôle personnel de M. Pierre Caron lui-même, et dont l'autre a reçu une vive impulsion de son secrétaire général, M. Édouard Perroy, professeur à la Faculté des lettres de Lille, détaché auprès de la Commission depuis février 1945 jusqu'à octobre 1946. Aujourd'hui encore, bien qu'ayant repris sa chaire d'Histoire du Moyen-Age, il continue d'assumer sa charge et de coordonner le travail des enquêteurs.

Les matériaux, les méthodes de travail, les fins mêmes sont totalement différents pour chacune de ces deux sections. Celle qui s'occupe de l'histoire de l'occupation dispose d'archives abondantes qu'elle a charge de recueillir, d'inventorier et de classer, et parmi lesquelles elle peut choisir les éléments de publication d'un intérêt immédiat. En revanche, celle qui a pour tâche l'histoire de la libération de la France a dû élaborer sa propre méthode d'investigation. Pour la première fois, des historiens de métier ont été mis en mesure de créer le document historique destiné aux historiens de l'avenir.

Les origines et les développements de la Résistance française n'ont guère laissé de traces écrites. Des tracts, des journaux, des circulaires subsistent sans doute, qu'il s'agit de dépister et de rassembler ; mais, dans une époque où chaque écrit constituait une menace de mort, il est bien évident que la prudence exigeait que chaque résistant se fiât d'abord à sa mémoire. Les souvenirs personnels des militants de la clandestinité constituent donc la source essentielle de l'histoire de la France « souterraine », et cela est d'autant plus vrai si l'on s'attache aux débuts de la Résistance, période pour laquelle les écrits sont à peu près inexistantes et dont les survivants même sont rares aujourd'hui. Aussi, en face du travail d'archives et du maniement de pièces écrites, qui sont propres à la première section, la seconde se trouve-t-elle en présence d'un « matériel humain », dont il s'agit d'obtenir le maximum de renseignements dans le délai le plus rapide, les souvenirs s'effaçant et se déformant avec le temps, sinon sous l'effort plus ou moins conscient de l'imagination.

\* \* \*

Les Archives nationales possèdent aujourd'hui un ensemble de documents assez riche sur les diverses questions touchant l'occupation allemande et l'occupation italienne de la France. La collecte, dont nous espérons qu'elle n'est point terminée, s'en est effectuée en plusieurs étapes. Au lendemain même de la libération de Paris, M. Georges Bourgin, alors directeur par intérim des Archives de France, récupéra dans des bâtiments abandonnés par les Allemands quelques fonds d'archives, que les armées libératrices eussent risqué de détruire ou de disperser. A Pâques 1945, un accord triparti fut conclu entre la Commission, la Direction des Archives de France et la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice. Celle-ci, qui venait d'entrer en possession de volumineuses archives émanant notamment de la Maison du Maréchal, « Chef de l'État », demanda à la Direction des Archives de lui fournir le personnel compétent pour le dépouillement de ces documents aux fins d'instruction. En même temps, un inventaire sommaire en était fait et, au fur et à mesure du dépouillement, ils étaient versés aux Archives nationales. Au mois de juin 1945, une décision du général de Gaulle ordonnait le transfert aux Archives nationales de toutes les archives de la Commission d'Armistice, masse énorme de documents de première importance, destinés à devenir un véritable pôle d'attraction. Au printemps de 1946, en effet, les papiers du *Majestic*, retrouvés en Allemagne, venaient grossir les documents déjà accumulés. Il convient d'ajouter qu'il serait souhaitable, pour l'étude de l'occupation de la France, de pouvoir conclure des accords avec les autorités intéressées, en vue de recueillir ou de faire inventorier les papiers de Cours de justice provinciales, les archives des administrations départementales ou hospitalières.

En leur état actuel, les archives de l'occupation comportent plusieurs



fonds émanant des divers organismes suscités par la présence des autorités militaires allemandes sur une partie du territoire français d'abord, puis sur l'ensemble ensuite. Aussi est-il bon d'énumérer ces organismes, ainsi que ceux qui ont servi de liaison entre les Allemands et le Gouvernement de Vichy, afin de donner une idée plus exacte de l'importance de ces archives.

Si nous envisageons l'histoire de l'occupation au sens étroit du mot, c'est-à-dire l'histoire de nos rapports officiels avec l'occupant, nous nous trouvons, en zone occupée, en présence de trois séries de services. L'exécution de la Convention d'Armistice était confiée à la *Commission allemande d'Armistice*, dont la liaison avec la *Direction des Services de l'Armistice du Gouvernement* de Vichy était assurée par la *Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, une série d'organismes parallèles existant du côté italien. En zone non occupée et dans la France d'Outre-Mer, le contact entre les *Commissions de contrôle*, allemandes, italiennes ou mixtes, établies dans certaines villes, et le Gouvernement de Vichy était confié aux *Détachements français de liaison*.

La plupart de ces organismes, allemands, italiens ou français, ont laissé des comptes-rendus de leurs activités. Si nous ne connaissons pas ceux des services allemands et italiens, du moins les Archives nationales possèdent-elles aujourd'hui les archives à peu près complètes des services français suivants : *Direction des Services de l'Armistice*, *Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, *Délégation française auprès de la Commission italienne d'Armistice*, *Détachements français de liaison*.

Mais il est certain que l'histoire de l'occupation ne disposerait que de matériaux fragmentaires si, à l'ensemble précédent, n'étaient venus s'ajouter tous les documents permettant l'étude de l'administration allemande proprement dite. Les archives de l'Administration militaire allemande, dites « archives du *Majestic* », divisées en douze groupes correspondant aux différents services, sont aux Archives nationales ; si certains groupes comportent des lacunes, les groupes 4 (enseignement et culture) et 9 (propagande) semblent à peu près complets. En revanche, les Archives nationales ne possèdent pas les archives de la *Délégation générale du Gouvernement français dans les territoires occupés*, dirigée depuis le 20 décembre 1940 par F. de Brinon ; il semble, d'ailleurs, que certains dossiers de cette *Délégation* aient été transférés, au moment de la libération de Paris, du bâtiment de la place Beauvau au Ministère des déportés et anciens combattants, où ils doivent se trouver encore.

Enfin, par suite des développements de la guerre et de l'occupation de toute la France, les organismes primitifs ont évolué et se sont ramifiés, tandis que leur siège se déplaçait : c'est ainsi qu'à l'origine, en face de la *Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice*, la *Commission allemande d'Armistice* comprenait une *Commission militaire* et une *Commission économique*, et qu'après le 13 septembre 1940 la *Délégation française* se scinda en une *Commission militaire*, présidée par le général Doyen, et en une

*Commission économique*, présidée par M. de Boisanger. Les comptes-rendus de cette dernière commission sont aux Archives nationales. Par contre, on ignore le sort des archives du *Service des Commandes allemandes*, créé en mars 1941 pour faire face aux exigences croissantes des occupants en matériel de guerre, tandis que les Archives nationales possèdent, encore qu'avec de sérieux déficits, les archives de la *Délégation générale aux Relations économiques franco-allemandes*. Dans le domaine politique proprement dit, la *Commission des Négociations*, instituée par Darlan en mars 1941, de même que la *Délégation de l'ambassade d'Allemagne* à Vichy, ne nous ont laissé presque aucun document. Après l'occupation de la zone sud surgissent de nouveaux organismes de contact, extrêmement complexes, souvent imbriqués, pour lesquels nous possédons les archives de la *Section militaire de liaison*.

La question qui se posait était de savoir s'il fallait attendre que l'ensemble fût complété et qu'un classement définitif eût été réalisé, avant d'entreprendre la publication de certaines parties de ces archives ; on a pensé qu'il n'était ni présomptueux ni prématuré de publier des documents, dans la mesure où ils permettent de donner une idée générale de ce que fut l'administration de l'Occupation allemande. Le meilleur moyen de connaître le mécanisme de celle-ci était de s'attaquer aux documents produits par ce mécanisme même, et, de préférence, à ceux qui sont issus des organismes d'où procèdent tous les autres. Or, si nous ne possédons pas les archives de la *Commission allemande d'Armistice*, du moins avons-nous la bonne fortune de conserver presque intégralement — les seules lacunes de quelque importance concernent la *Délégation économique* — les comptes-rendus de la *Délégation française* auprès de cette Commission. D'autre part, cet organisme s'est maintenu de la fin de juin 1940 jusqu'à la libération et même au delà. Abondance des matériaux, permanence et prépondérance du service, autant de traits qui le désignaient comme devant être l'objet d'une publication initiale. Encore importait-il de faire un choix dans le fonds de la *Délégation*.

La Commission a pris le parti de commencer par la publication des *comptes-rendus de Wiesbaden*, rapports généralement hebdomadaires de l'activité de la *Délégation française* auprès de la *Commission allemande d'Armistice* ; mais, sur les points importants, pour en faciliter la compréhension, il a tenu à y joindre, sous forme de notes ou d'annexes, soit intégralement, soit au moyen d'analyses, les documents se trouvant dans les archives de la *Délégation française* ou de la *Direction des Services de l'Armistice*. Il est encore impossible de connaître l'étendue de cette publication, le tri des matériaux n'étant pas actuellement achevé. Néanmoins, un premier volume in-8° carré, dont la composition est presque entièrement terminée, qui aura approximativement 450 pages, et qui couvrira la période juin-octobre 1940, paraîtra au printemps 1947 et l'on espère que la publication des volumes suivants pourra s'effectuer au rythme de deux par an, à condition toutefois que les crédits ne fassent pas défaut.

Les historiens ne pourront que se féliciter d'avoir si rapidement à leur

disposition des documents de première main, qui leur permettront d'entamer une étude scientifique de certains aspects du deuxième conflit mondial.

\* \* \*

L'étude de l'histoire de la Résistance, qui est réservée à la section *Libération* de la Commission, a été mise sur pied par M. Édouard Perroy. Elle sort des limites traditionnelles de la recherche historique, en ce sens qu'elle repose, par la nature même du combat qu'ont eu à mener les résistants, sur un minimum de documents écrits. Comme nous le signalions au début de cet article, il ne s'agit certes pas de négliger délibérément les documents, authentiques qu'a laissés cette époque, mais, au vrai, ceux-ci n'ont quelque abondance que pour la dernière période, celle qui commence au printemps de 1943 pour finir à la Libération. Or, on serait presque tenté de dire qu'alors la Résistance « bureaucratisée » et en quelque sorte « officialisée » n'est plus tout à fait elle-même. Pour la période de la Libération proprement dite, il est encore plus exact d'avancer qu'elle n'est déjà plus de la Résistance, au sens où ce mot est généralement entendu, puisqu'elle n'est plus clandestine, la guerre de guérilla étant déjà un épisode de guerre ouverte et devant être de ce fait étudiée selon les méthodes de l'histoire militaire. Par conséquent, c'est à l'enquête qu'il fallait avoir recours pour créer ces documents qui manquent et faute desquels resterait ignoré ou du moins fortement entaché d'erreur ou de légende l'aspect le plus secret, le plus original et aussi le plus émouvant d'une lutte qui a préludé à la renaissance de la France.

Comme c'était la première expérience d'une pareille entreprise, il a fallu, après d'inévitables tâtonnements qui n'ont d'ailleurs pas dépassé quelques mois, élaborer une méthode d'enquête. Il était à coup sûr tentant, mais le piège devait s'avérer aussitôt riche en désillusions, de s'adresser immédiatement aux organismes centraux des grands mouvements de résistance, afin d'obtenir d'eux un canevas de leur activité et les noms des militants qui leur paraissaient susceptibles de fournir des indications valables ; en général, on s'aperçut vite que ces administrations, contaminées par le vice commun à la plupart des administrations, se bornaient à offrir de courtes listes de noms connus de tout le monde comme étant ceux des responsables des mouvements eux-mêmes ; et, d'ailleurs, les personnages ainsi désignés étaient le plus souvent insaisissables.

Ainsi se rendit-on à l'évidence que, si l'on ne menait pas l'attaque aussi bien de biais que de front, et à l'aide de relations personnelles, l'enquête se révélerait à peu près stérile. Les premiers résultats obtenus grâce à cette nouvelle méthode en prouvèrent la valeur, contre l'opinion de certains qui pensaient la condamner en la traitant d'empirique. Et, pourtant, c'est de proche en proche que la confiance naquit et qu'un témoin interrogé, indiquant un ou plusieurs de ses amis ou compagnons de lutte, permit d'enrichir les dossiers de la Commission de témoignages extrêmement variés, de valeur

inégal sans doute, mais ayant tous une qualité humaine incontestable, car ils prouvent l'extraordinaire diversité d'origines, de formes, de moyens, de méthodes d'une Résistance qui ne compta cependant à ses débuts qu'un nombre limité de militants.

Il est bon de noter aussi que la méfiance naturelle à ceux qui, quatre années durant, apprirent le prix du silence ne fut pas immédiatement vaincue et qu'il fallut de longs mois avant que des témoins éventuels ne se décidassent à relater leurs souvenirs. Ils le firent néanmoins lorsqu'ils furent tout à fait certains du caractère secret de l'enquête menée par la Commission, au point que quelques-uns d'entre eux, parmi les plus rétifs, ont depuis quelque temps demandé à être entendus par des enquêteurs. Les témoignages recueillis sont, en effet, versés aux Archives nationales, où, conformément au règlement en vigueur, ils ne sauraient être consultés avant un délai minimum de cinquante années. Cette assurance permet ainsi de poser des questions précises et d'entendre des confidences qui ne seraient pas livrées, si le silence n'était pas garanti pour une période assez longue.

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que la Résistance ne fut pas, à l'origine et même, sur bien des points du territoire, pendant les deux premières années de l'occupation, un système cohérent de mouvements parallèles, mais formellement charpentés. Ce caractère primordial a précisément guidé la Commission pour l'établissement des questionnaires propres à orienter l'enquête. En effet, à côté des mouvements de nature politique, se proposant par des tracts et des journaux de polariser l'opposition au régime de Vichy et à l'occupation allemande, il y eut la Résistance militaire ou paramilitaire, se traduisant par les évasions de prisonniers d'abord, puis d'aviateurs alliés tombés sur le sol français, par les services de renseignements, par les sabotages et les diverses formes de l'action immédiate. Encore ces aspects ne furent-ils pas toujours nettement individualisés et se compliquèrent-ils à mesure que l'occupation devenait plus oppressive, ses exigences entraînant dans la Résistance un nombre croissant d'individus, qui luttèrent parfois par leurs propres moyens dans leurs usines, dans leurs administrations, sans toujours savoir à quel groupe organisé se rattacher. C'est pourquoi l'erreur fondamentale serait de croire que l'enquête peut se limiter aux chefs des grands mouvements, à leurs adjoints, voire à leurs agents. Ce serait d'ailleurs là se condamner à laisser pour toujours dans l'ombre les premiers groupes de Résistance, en particulier ceux de zone Nord qui ont été si vite décimés, au point qu'il n'en reste plus actuellement que des survivants isolés. Il ne faut donc jamais perdre de vue que la Résistance fut, pour beaucoup de Français, une expérience individuelle qu'ils durent longtemps, et pour certains jusqu'au bout, mener en francs-tireurs, et que les mouvements organisés furent malgré tout trop flous et fluctuants pour en embrasser la totalité.

D'ailleurs, l'enquête individuelle est seule capable de rendre un compte quelque peu exact du bariolage politique et social des mouvements, car il serait fort éloigné de la vérité d'imaginer que la couleur politique d'un

groupe est définitivement fixée quand on connaît l'origine sociale et l'appartenance politique de ses principaux chefs. Ce serait oublier que le hasard des contacts personnels a pu donner à des filiales régionales de certains mouvements une teinte bien différente de celle de ses initiateurs et que les cas sont fréquents où le militant du Parti Communiste a côtoyé à son insu, dans un même groupe, l'ex-adhérent du P. S. F.

Il serait également naïf de croire que les questionnaires adressés aux résistants les incitassent normalement à consigner eux-mêmes leurs souvenirs. Les cas sont très rares où l'expérience ait réussi, et encore, lorsqu'une réponse écrite est parvenue, cette réponse revêt-elle le plus souvent une sécheresse et une impersonnalité qui ôtent toute valeur profonde au témoignage. Ces questionnaires tendent donc de plus en plus à n'être, à l'égard des témoins, que des moyens pour leur suggérer dans quel sens faire appel à leur mémoire; à l'égard des enquêteurs, ils ne sont plus désormais que des guides d'interrogatoire. D'où l'on peut comprendre la part essentielle qui revient à l'enquêteur, et qui fait qu'un témoignage ne vaut, pourrait-on dire, que par l'enquêteur lui-même. Celui-ci, en effet, doit avoir d'assez près participé à la Résistance, pour ne jamais se sentir dépaycé en face d'un résistant et ne pas communiquer ce dépaysement au témoin, qu'il risquerait par là d'indisposer, donc de renfermer dans le mutisme. Il doit, en outre, posséder, en même temps qu'une certaine connaissance des méthodes d'investigation, une espèce de flair psychologique, grâce auquel il soit capable parfois d'imposer silence à son impatience et de se contraindre à subir des développements inutiles ou fastidieux, avant de pouvoir ramener le témoin à l'objet propre de l'enquête.

Ces deux raisons expliquent qu'il soit difficile de multiplier le nombre des enquêteurs, mais il en est une autre encore qui coïncide avec elles : seul un enquêteur au courant du contenu de la plupart des témoignages est à même d'orienter le récit dans le sens désiré, de revenir avec insistance sur tel ou tel point qu'il sait pouvoir être élucidé par tel ou tel témoin et, comme le secret de l'enquête interdit de communiquer les documents obtenus, le nombre des personnes qui peuvent en connaître le contenu doit, de ce fait, être restreint. Du reste, la modicité des crédits affectés jusqu'à présent à la Commission serait à elle seule une arme suffisante contre la tentation d'augmenter le nombre des enquêteurs.

Le champ de l'enquête de la Commission s'étend bien entendu à toute la France métropolitaine. S'il est vrai que, depuis la Libération, la plupart des promoteurs des grands mouvements, même ceux de zone Sud, comme *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur*, sont établis à Paris ou du moins y sont faciles à atteindre, il reste que les militants locaux doivent être interrogés, car, selon les possibilités topographiques et économiques de chaque région, selon le tempérament même des habitants, les méthodes ont revêtu des caractères fort différents. De plus, si intéressants que soient les témoignages des chefs, ils ne peuvent donner qu'une idée schématisée d'une réalité singulièrement complexe. Il importe donc de recueillir sur place le témoignage



d'un nombre aussi grand que possible de militants de base. Les moyens matériels extrêmement limités dont dispose la Commission l'ont contrainte à faire appel à la bonne volonté d'enquêteurs non rétribués, qu'il est également difficile de diriger autrement que par correspondance. Le choix de ces enquêteurs provinciaux s'est avéré délicat. Comme leurs collègues parisiens, ils devaient, d'une part, avoir une expérience personnelle de la résistance locale, sans avoir été mêlés de trop près aux rivalités que la Libération a fait éclater entre les différents mouvements. D'autre part, il leur fallait avoir une connaissance suffisante des méthodes de la recherche historique. Enfin, ils avaient à recruter et à animer une équipe de collaborateurs, eux aussi bénévoles.

Tant de conditions seront difficiles à satisfaire simultanément, tant que les professeurs d'histoire, dans les Facultés, les lycées et les collèges, et que les érudits locaux n'auront pas compris la nécessité de prendre en mains l'initiative et la direction des recherches, et d'y intéresser sur place les militants de la Résistance. Quelques comités ou enquêteurs ont déjà obtenu des résultats substantiels. Sous le patronage et parfois avec la collaboration personnelle de membres de l'enseignement supérieur, les comités formés dans le Rhône, la Gironde, le Calvados, ont déjà rassemblé des dossiers très fournis, tandis que la Faculté des lettres de Toulouse a heureusement accueilli et dirigé des travaux d'étudiants, en vue du diplôme d'études supérieures, portant sur un aspect local de l'activité clandestine. Il serait souhaitable que l'exemple fût suivi dans d'autres universités, et que les auteurs de ces mémoires poursuivissent leurs recherches en plein accord avec la Commission. Ailleurs, des archivistes, des bibliothécaires ou de simples particuliers ont effectué une exploration fructueuse parfois, mais toujours partielle, et dont les meilleurs résultats se situent dans les départements de l'Ain, de l'Allier et de la Loire-Inférieure. Il est regrettable qu'on n'ait pu obtenir jusqu'ici que de très maigres concours dans des régions où la Résistance fut très précoce (Bretagne, Nord), comme dans celles où elle prit une forme particulièrement agressive (Centre-Ouest, Alpes, Jura). Des témoignages fragmentaires, recueillis au cours de brefs voyages par les enquêteurs parisiens dans certains de ces secteurs, ont montré quelles riches moissons on y pourrait faire si le réseau des comités locaux pouvait être complété et inspecté régulièrement par ceux-là même qui ont été les initiateurs de ces recherches.

Les rapports de la Résistance intérieure avec les services de Londres et d'Alger constituent un domaine où les investigations n'ont pu être poussées très loin. D'énormes archives ont pourtant été constituées par le Comité de Londres comme par le C. F. L. N. Il semble que la majeure partie en ait été rapatriée après la Libération, mais se trouve présentement sous la garde vigilante de services successeurs, qui affectent de leur attribuer un caractère d'intérêt national, militaire ou policier, prétexte le plus jaloux. Il est, par conséquent, impossible de connaître la nature, le volume et l'intérêt de ces dossiers, pas plus qu'on ne pourra dire, le jour où ils deviendront acces-

sibles et soumis à un inventaire, dans quelle mesure il y a été ou non pratiqué des destructions.

Sur le plan de la Résistance intérieure, un millier de témoignages ont pu être recueillis, en un peu plus d'un an, tant à Paris que dans les départements. La cadence de la récolte en pourrait être accélérée, de nouvelles pistes s'ouvrant chaque jour et les méfiances se dissipant peu à peu. Le petit nombre des enquêteurs et plus encore la modicité de leurs moyens demeurent un écueil difficile à éviter.

Pour des raisons déjà exposées, la collecte des documents originaux de la clandestinité est beaucoup plus restreinte. On a pu, néanmoins, constituer quelques dossiers annexes contenant notamment des exemples de renseignements transmis par certains réseaux, par des administrations comme la S. N. C. F. ou les P. T. T. D'autres documents de caractère militaire (ordres, instructions, rapports d'activité) complètent, pour la période de la Libération, les archives F. F. I. du Service historique de l'armée. Restent, enfin, les journaux et les tracts clandestins que confient certains témoins et dont les reproductions microfilmées vont enrichir, par les soins de la Commission, la collection encore incomplète de la Bibliothèque nationale.

\* \* \*

Nous espérons au terme de cette étude avoir donné une juste idée du double aspect du travail entrepris par la *Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France* depuis sa fondation. Malgré les crédits extrêmement modestes qui lui ont été alloués, elle a réussi en deux années d'existence à recueillir une masse importante de documents ; pour les uns, qui concernent l'histoire de l'occupation, elle a déjà commencé à les débrouiller et se prépare à en divulguer une série d'un intérêt immédiat pour les historiens de la période contemporaine ; la portée de ces textes, d'ailleurs, débordant le cadre des spécialistes, il est à souhaiter que leur prochaine publication ne se voie pas entravée par des difficultés matérielles, puisque aussi bien il importe de faire connaître sans plus tarder les méthodes, non seulement d'administration, mais encore d'exploitation, des pays occupés par les Allemands. Quant aux documents qui concernent l'histoire de la Résistance et de la Libération, ils s'accumulent dans le silence et le secret le plus absolu, à l'écart des rivalités de personnes et des passions politiques actuelles ; c'est là un gage nécessaire, mais qui demande aux historiens chargés de cette enquête, même s'ils sont personnellement « engagés », d'oublier assez de cet « engagement », pour rassembler avec objectivité les témoignages qui leur viennent de tous les horizons. Il est bien compréhensible, par conséquent, qu'une moindre publicité puisse se faire autour de ce travail, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas l'accomplir le plus rapidement possible pour toutes les raisons exposées plus haut.

Odette MERLAT.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### LA PRODUCTION HISTORIQUE EN ITALIE

DE 1940 ▲ 1945

#### MOYEN-AGE ET TEMPS MODERNES

Que l'on ne cherche point ici une bibliographie critique exhaustive des travaux d'histoire médiévale et moderne parus en Italie depuis 1940. J'ai simplement groupé systématiquement les publications historiques signalées par le *Bulletin bibliographique de la Bibliothèque de Florence* ou par les diverses revues historiques et qui m'ont paru présenter une certaine qualité scientifique et un intérêt général. C'est dans cet esprit que, dépouillant les revues dont on trouvera la liste ci-dessous, je n'ai pas relevé les articles dont le sujet m'a paru, ou trop menu, ou trop local.

Me bornant aux questions d'histoire politique, économique, sociale et d'histoire des idées, j'ai laissé de côté — dans la mesure du moins où elles ne sont pas en rapport direct avec l'histoire générale — l'histoire de l'art, de la littérature, du droit et l'histoire religieuse. Pour cette dernière, on dispose, du reste, des recensions déjà publiées dans les *Analecta Bollandiana* et dans la *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain.

Après chaque titre, j'ai indiqué sommairement, le plus souvent d'après un compte rendu (dont je signale en ce cas la référence), ce qu'on peut trouver dans le volume. Quand aucune indication ne suit le titre, c'est que je n'ai pu, ni me procurer un compte rendu, ni consulter l'ouvrage.

Il est très probable que certains des travaux signalés se révéleront, à un examen attentif, sans valeur et que d'autres, essentiels, m'ont échappé ; cela

J'ai été fort bien accueilli dans les Bibliothèques de Rome, mais je dois des remerciements particuliers au professeur Henri DAMIANI, conservateur de la Bibliothèque de la Chambre des Députés, qui m'a facilité la tâche avec tant d'amabilité, — et au professeur A. M. GHISALBERTI, de l'Institut du Risorgimento, qui m'a suggéré maintes corrections et additions pour la période moderne. — Quant au R. P. Hyac. LAURENT, de la Bibliothèque Vaticane, il m'a non seulement indiqué plus d'un titre important pour le Moyen-Age, mais il a accepté de revoir la totalité des épreuves de ce travail. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de toute ma reconnaissance.

surtout après 1943, époque où les relations ont été interrompues entre les diverses parties de l'Italie et à partir de laquelle on ne dispose plus de bibliographies sûres. Mais il a paru bien peu de choses de l'été de 1943 à la fin de 1945. Tel quel, j'espère que ce relevé permettra d'attendre la publication des volumes relatifs aux années 1941 à 1945 de la *Bibliografia Storica Nazionale* publié par la *Giunta centrale per gli studi storici* (anno I, 1939; Rome, 1942, xxxi-354 p.; — anno II, 1940; Rome, 1945, xxxiii-475 p.).

Georges-L. LESAGE.

PÉRIODIQUES DÉPOUILLÉS. — Le chiffre indiqué après certains titres, entre crochets, est celui du nombre de fascicules paraissant annuellement. Je n'ai donné le numéro de ceux-ci, dans le corps de la bibliographie, que lorsqu'ils ont chacun une pagination indépendante.

REVUES.	Sigles.	Volumes dépouillés.
I. REVUES D'ORDRE GÉNÉRAL		
<i>Archivio storico italiano</i> <sup>1</sup> :	A. S. I.	XCVIII (1940) à CII (1944).
<i>Rivista storica italiana</i> [4] :	R. S. I.	Série V, V (1940) à VII (1942).
<i>Nuova Rivista storica</i> [4, et, en 1943, 2] :	N. R. S.	XXIV (1940) à XXVII (1943; le deuxième fasc. paru en 1945).
<i>Bullettino dell' Istituto storico italiano per il medio evo ed Archivio muratoriano</i> :	B. medio evo	55 (1941), 56 (1940), 57 (1941), 58 et 59 (1944).
<i>Annuario dell' Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea</i> :	A. mod.	1938 (paru en 1940).
<i>La Rinascita</i> :	Rinascita	III (1940) à V (1942).
<i>Rassegna storica del Risorgimento</i> :	Risorgimento	(1940) à (1943).
<i>Rivista di storia economica</i> [4] :	R. S. E.	V (1940) à VII (1942).
<i>Rivista italiana di scienze economiche</i> :	R. I. S. E.	XII (1940) à XV (1943).
<i>Annali di scienze politiche</i> [4] :	A. S. P.	XIII (1940) et XIV (1941).
<i>Studi medioevali</i> :	S. M.	XIII (1940) à XV (1942).
<i>La civiltà cattolica</i> :	Civil. cattolica	1940 à 1945.
<i>Archivium franciscanum historicum</i> :	A. F. H.	XXXIII (1940) à XXXV (1942).
<i>Studi francescani</i> :	S. frances.	XXXVII [3 <sup>e</sup> S., XII] (1940) à XLI [3 <sup>e</sup> S., XVI] (1944).
<i>Archivium fratrum praedicatorum</i> :	A. F. P.	X (1940) à XIV (1944).
II. REVUES D'HISTOIRE RÉGIONALE OU LOCALE		
<i>Archivio per l'Alto Adige</i> :	A. Adige.	XXXV (1940) à XXXVIII (1943).
<i>Bergomum</i> (Rev. hist. de Bergame) [4] :	Bergomum	XXXIV [n. s. XIV] (1940) à XXIX [n. s. XIX] (1945).
<i>Archivio storico per la Calabria e la Lucania</i> [4] <sup>2</sup> :	A. Calabria	X (1940) à XIV (1945), fasc. 1 et 2. Il n'y a pas eu de publication en 1944.
<i>Bollettino storico catanese</i> [3]* :	B. catanese	V (1940) à VII (1942).
<i>Archivio di Corsica</i> [4] :	A. Corsica	XVI (1940) à XVII (1942).
<i>Rivista dalmatica</i> [4] :	R. dalmatica	XXI (1940-1941) à XXIV (1943), fasc. 1 et 2.
<i>Atti e memorie della R. deputazione di storia patria per l'Emilia e la Romagna</i> :	A. M. Emilia	V (1939-1940) à VII (1941-1942).
<i>Memorie storiche forogiuliesi</i> :	M. Frioul	XXXVI (1940) à XXXVII (1942).

1. Index des années 1842-1941, par E. Rossi, 1945.

2. Index des années 1931-1940, 1940.

\* Titre porté depuis 1936 par le *Bollettino della R. Deputazione per la Sicilia orientale*.

<i>Ispigia</i> (Deputazione per le Puglie) [4] : Atti della R. Accademia d'Italia. Rendiconti della classe di scienze morali e storiche :	<i>Ispigia</i>	N. s., XI (1940) à XV (1944).
<i>Giornale storico e letterario della Liguria</i> [4] :	<i>Accad. Italia</i>	7° S., I (1940) à III (1942).
<i>Archivio storico lombardo</i> [4] :	<i>G. Liguria</i>	XVI (1940) à XVIII (1942).
<i>Istituto lombardo di scienze e lettere. Rendiconti</i> :	<i>A. lombardo</i>	N. s., V (1940) à VII (1942).
<i>Bollettino storico lucchese</i> [4] :	<i>Ist. lombardo</i>	LXXIII [3° S., IV] (1939-1940) à LXXV [3° S., VI] (1941-1942).
<i>Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per le Marche</i> :	<i>B. lucchese</i>	XII (1940) à XV (1943).
<i>Archivio storico per l'Emilia e la Romagna. Sezione di Modena. Studi e documenti</i> :	<i>A. Marche</i>	1940 à 1942.
<i>Archivio storico per le provincie napoletane</i> :	<i>A. Modena</i>	IV (1940).
	<i>A. napoletano</i>	LXV [n. s., XXVII] (1940) à LXVII [n. s., XXVIII] (1942, paru en 1945).
<i>Società reale di Napoli : rendiconti della R. Accad. di archeologia, lettere e belle arti</i> :	<i>Accad. Napoli</i>	N. s., XX (1939-1940) à XXII (1941-1942).
<i>Deputazione subalpina di storia patria. Bollettino della sezione di Novara</i> [4] :	<i>B. Novara</i>	XXXIV (1940) à XXXVII (1942), fasc. 1 et 2.
<i>Archivio storico per le provincie parmensi</i> :	<i>A. parmense</i>	3° S., V (1940).
<i>Bollettino storico pavese</i> :	<i>B. pavese</i>	III (1940) et IV (1941).
<i>Bollettino storico piacentino</i> [4] :	<i>B. piacentino</i>	XXXV (1940) à XXXIX (1944).
<i>Archivio storico pratese</i> [4] :	<i>A. pratese</i>	XVIII (1940) à XXII (1944).
<i>Archivio della R. deputazione romana di storia patria</i> <sup>1</sup> :	<i>A. romano</i>	LXIII [n. s., VI] (1940) à LXVI [n. s., IX] (1943).
<i>Samnium</i> (revue hist. de Bénévent) [4] :	<i>Samnium</i>	XIII (1940) à XV (1942).
<i>Archivio storico sardo</i> [4] :	<i>A. sardo</i>	XXII [n. s., III] (1939-1940, paru en 1941).
<i>Bollettino senese di storia patria</i> [4] :	<i>B. senese</i>	XLVII [n. s., XI] (1940) à L [3° S., II] (1943), fasc. 1 et 2.
<i>Bollettino storico-bibliografico subalpino</i> :	<i>B. subalpino</i>	XLII [n. s., VI] (1940) et XLIII [n. s., VII] (1941).
<i>Atti della R. Accademia delle scienze di Torino</i> :	<i>Accad. Torino</i>	76 (1940-1941) à 77 (1941-1942).
<i>Studi trentini di scienze storiche</i> [3] :	<i>S. trentini</i>	XXI (1940) à XXIV (1943).
<i>Deputazione di storia patria per la Valdelsa : Miscellanea storica per la Valdelsa</i> [3] :	<i>M. Valdelsa</i>	XLVIII (1940) à LI (1943), fasc. 1 et 2.
<i>Bollettino della società di studi valdesi</i> [2 fasc. à pagination indépendante] :	<i>B. valdesi</i>	Fasc. 73 (avril 1940) à 84 (décembre 1945).
<i>Archivio veneto</i> [en principe, 4 fasc. ; en fait, 2 vol. portant chacun un numéro en chiffres romains et un numéro double en chiffres arabes représentant les fasc. — A partir de 1942, un seul vol. portant un numéro double en romain et quatre numéros en chiffres arabes] <sup>2</sup> :	<i>A. veneto</i>	Anno LXX [5° S., vol. XXVI et XXVII (n° 51-52 et 53-54)] (1940) à LXXIV [5° S., vol. unique XXXIV - XXXV (n° 67 - 70)] (1944).
<i>Atti del R. Istituto veneto di scienze, lettere ed arti</i> :	<i>Ist. veneto</i>	XCIX (1939-1940) à CII (1942-1943).

1. Index des années 1918-1927, 1941.

2. Index des années 1871-1930, auteurs, 1939 [5° S., vol. XXV, n° 49-50], matières, 1941 [5° S., vol. XXVIII, n° 55-56].



## III. SIGLES DIVERS

Revue d'histoire ecclésiastique :

R. H. E.

Analecta Bollandiana :

An. Bol.

Collection « Documenti di storia e di pensiero politico » :

D. S. P. P.

N. B. — Pour réduire les références au minimum, je n'indique pour les revues que l'année (exceptionnellement le numéro de la série, s'il y a eu plusieurs numéros dans le courant d'une seule année). De même, je n'indique pas le format des volumes lorsqu'ils sont in-8°.

## BIBLIOGRAPHIE ET ARCHIVISTIQUE

## I. BIBLIOGRAPHIES GÉNÉRALES

*Bibliografia storica nazionale*, publiée par la *Giunta centrale per gli Studi storici*. Anno I° (1939). Rome, 1942, xxxi-354 pp.; Anno II° (1940). Rome, 1945, xxxiii-475 pp.

GRIFO (P.) : *Bibliografia siciliana di storia ed archeologia per gli anni 1933-1938 con un appendice di bibliografia maltese*. B. catanese, 1940, pp. 97-123.

— ... per gli anni 1939-1940, id., 1941, pp. 122-133.

*Omaggio a Mgr Angelo MERCATI... con l'indice bibliografico dei suoi scritti*. Cité du Vatican, 1940, 37 pp.

MONTI (Gennaro Maria) : *Gli studi italiani di storia medioevale e moderna nel quinquennio 1936-1940*. Naples, 1942, in-16, 350 pp.

Tableau de l'organisation des études historiques en Italie, suivi d'une bibliographie méthodique d'environ 2.200 numéros.

C. R. : R. H. E., 1942, p. 592.

MONTI (Gennaro Maria) : *Italia e Levante mediterraneo dal secolo IV al XX nella recente storiografia (1928-1942)*. Naples, 1942, 51 pp. (*Annali dell'Ist. universitario navale*, XI.)

*Bibliografia degli scritti di Gennaro Maria MONTI*. Iapigia, 1944, pp. 42-58.

PALUMBO (Pier Fausto) : *Gli studi di storia del medio evo dalla guerra mondiale ad oggi*. Milan, 1941, 110 pp.

PALUMBO (Pier Fausto) : *Formazione e sviluppo degli studi di storia moderna in Italia*. A. S. I., 1941, pp. 71-99, 154-182.

*Biblioteca del Senato del Regno. Catalogo della raccolta degli statuti, consuetudini, ordini, leggi, decreti e privilegi dei comuni, delle associazioni e degli enti locali italiani dal medio evo alla fine del secolo XVIII*. Éd. par G. Chelazzi. T. I (A-B). Rome, 1943, in-4°, 240 pp.

Précieux catalogue alphabétique par noms de lieux.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 146.

*Tavole ed indici generali dei primi cento volumi di « Studi e Testi »*. Cité du Vatican, 1942, xxiii-183 pp. (*Studi e Testi*, 100.)

## II. ARCHIVISTIQUE

A) *Le Vatican et les archives des établissements religieux.*

Vatican. BOCK (Friedrich) : *Einführung in das Registerwesen des Avignonesischen Papsttums*. Rome, 1941, 107 pp., 39 planches. (*Quellen und Forschungen aus Italienischen Archiven und Bibliotheken*, XXXI.)

— FINK (Karl August) : *Das Vatikanische Archiv*. Rome, 1943, 153 pp. (*Bibl. des deutsch. histor. Inst. in Rom*, XX.)

Guide excellent.

C. R. : R. H. E., 1943, p. 281.

— WILMART (André) : *Bibliotheca Apostolica Vaticana. Codices Regenses latini*. T. II. Cité du Vatican, 1945, in-4°, 992 pp.

Suite de l'inventaire du fonds de la reine Christine.

Mont Cassin. INGUANEZ (Mauro) : *Catalogi codicum Casinensium antiqui (saec. VIII-XV)*. 1941, 92 pp. (*Misc. Cassinese*.)

Toutes les informations relatives aux manuscrits de l'abbaye et de ses dépendances.  
C. R. : R. H. E., 1942, p. 597.

B) *Les Archives d'État.*

Gli Archivi di Stato italiani. Bologne, 1944, 606 pp. (Ufficio centrale degli Archivi di stato italiani.)

Description historique et bibliographie des fonds des 24 Archivi et des 20 Sezioni d'Archivi di Stato. — Recueil très commode.

*Inventari dei manoscritti delle biblioteche d'Italia :*

Trente (Bibl. comunale), par T. PANIZZA, 2 vol., 1940-1942.

Bénévent (coll. Cà d'Orsolino), par A. SORBELLI, 1940.

Rome (Arch. di Stato), par O. MONTENEVOSI, 1941.

Sassari (Bibl. univers.), par G. TAMBURINI, 1941.

Aquila. Guida storica e bibliografica degli archivi e delle biblioteche d'Italia. T. VI : Provincia d'Aquila. 1) Aquilée ; 2) Communes de la province, par CASSESE. Rome, 1940.

Lucca. R. Archivio di Stato in Lucca. Regestri. T. V : Carteggi degli Anziani, 1471-1492. Pescia, 1943, 599 pp. Par E. LAZZARESCHI.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 164.

Naples. MAZZOLENI (I.) : *Regesto delle pergamene di Casertacapuano (1268-1789)*. Naples, 1942, 432 pp.

Parchemins provenant des Archives royales de la Chambre de la « Sommaire » dont les plus importants sont reproduits intégralement. Ce sont des privilèges et mandements des rois de Naples, d'Aragon et de France, des documents relatifs à la cathédrale de Capoue et des documents privés des familles Gonzague et Caraffa.

Parma. DREI (Giovanni) : *L'Archivio di Stato in Parma*. Rome, 1941, in-4°, 284 pp. (*Bibl. Annales Institutorum*, VI.)

Index général.

C. R. : R. H. E., 1942, p. 612.

Venise. DA MOSTO (Andrea) : *L'Archivio di Stato di Venezia*. T. II. Rome, 1940, 306 pp. (*Bibl. Annales Institutorum*, V.)

C. R. : R. H. E., 1942, p. 612.

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

### I. HISTOIRE UNIVERSELLE

BARBAGALLO (Corrado) : *Storia universale*, V tomes en 7 volumes. Entièrement paru. Turin, 1931-1942.

Voir le tome V, vol 1 et 2 (1699-1789, 1789-1919), à leur place chronologique.

CELOTTI (Temistocle) : *Storia di Spagna*. Milan, 1940, 1.041 pp.

CUSIN (Fabio) : *Storia d'Europa (1250-1789)*. Urbino, 1941, 407 pp.

Ce manuel d'enseignement supérieur trace de l'évolution de l'Europe un tableau de haute tenue.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 300.

FANFANI (A.) : *Storia economica, dalla crisi dell'impero romano al principio del secolo XVIII*. Messine-Milan, 1941, 506 pp.

Manuel commode.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 116.

MONTI (Gennaro Maria) : *Lineamenti di storia del commercio e della navigazione*. Naples, 1941, 2 vol., 316 et 305 pp.

Guide bien informé, enrichi d'abondantes bibliographies.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 100.

MORANDI (Carlo) : *Il concetto della politica d'equilibrio nell'Europa moderna*. A. lombardo, 1940, pp. 1-19.

Vues générales intéressantes sur les vicissitudes d'une idée née de la lutte des principautés et des seigneuries dans l'Italie quattrocentesque.

RICCI (Matteo) : *Storia dell'introduzione del cristianesimo in Cina*. Ed. par M. d'Elia. T. I (1582-1597). Rome, 1942, CLXXXVII-500 pp.

SABA (A.) : *Storia della Chiesa*. I. *Dalle origini al secolo VIII*. — II. *Dal potere temporale dei papi a Bonifazio VIII*. — III. *Dai pontefici di Avignone a Pio XII*. Turin, 1936-1943.

Une histoire cursive, claire, qui semble résoudre l'histoire de l'Eglise dans celle de la civilisation, mais dont l'impartialité et la vaste information pourront rendre des services aux étudiants.

C. R. : A. romano, 1943, p. 356.

*Trattati, convenzioni ed accordi relativi all'Africa, 1648-1840*. Rome, 1940-1941, 2 vol.

## II. HISTOIRE D'ITALIE

*Problemi storici ed orientamenti storiografici*. Recueil de travaux publ. sous la direction de E. Rota. Côme, 1942, 1.240 pp.

Cet ouvrage, dû à trente-cinq professeurs de Facultés, constitue une sorte d'initiation scientifique pour les étudiants, auxquels il doit donner « le sens des larges horizons et la passion de l'esprit critique ».

C. R. : N. R. S., 1942, p. 266.

*Storia politica d'Italia* (Vallardi, Milan).

Troisième édition entièrement refondue. Ont paru sur le Moyen-Age et les Temps modernes :

LEMMI : *Età napoleonica*, 1938.

MONTI : *Risorgimento (1871-1943)*, 1943.

ROMANO et SOLMI : *Le dominazioni barbariche (395-888)*, 1940.

QUAZZA : *Preponderanze straniere*, 1938.

Voir ces volumes à leur place chronologique.

*Storia d'Italia illustrata* (Mondadori, Milan).

A paru sur le Moyen-Age :

IV : SALVATORELLI : *L'Italia comunale*, 1940.

Voir ce volume à sa place chronologique.

*Storia marittima dell'Italia* — ouvrage collectif. T. I (jusqu'à Lepante). Milan, 1942, 890 pp.

*Atti del V Congresso nazionale di Studi romani*. T. III : *Sezioni medio evo e età moderna*. Rome, 1942, 566 pp.

Communications sur des points de détail avec, pour thème général : la mission de l'Empire de Rome dans l'histoire de la civilisation.

CLEMENTI (Filippo) : *Commercio e industria in Italia dalla preistoria all'autarchia*. Rome, 1941, 263 pp.

*Collana di scrittori politici italiani*, pubbl. dall'Istituto naz. di cultura fascista. Bologne, 1941 :

*Utopisti e riformatori del Cinquecento*. Ed. par C. CURCIO.

*Orazioni politiche nel Cinquecento*. Ed. par M. FACELLI.

G. FR. LOTTINI : *Avvedimenti civili*. Ed. par G. MANCINI.

L. A. MURATORI : *Della pubblica felicità*. Ed. par B. BRUNELLO.

Collection bien faite et très commode d'éditions courantes.

*Documenti di Storia e di Pensiero politico*, dir. par Gioacchino VOLPE. Milan, 1938 et suiv.

Ont paru de 1940 à 1945 les volumes 8 à 17. On les trouvera à leur place chronologique suivis du sigle D. S. P. P.

FANFANI (A.) : *Storia del lavoro in Italia dalla fine del secolo XV agli inizi del secolo XVIII*. Milan, 1943. (*Storia del lavoro in Italia*, diretta da R. DEL GIUDICE, III.)

GIUDICI (Paolo) : *Storia d'Italia*. T. V : *Il regno d'Italia*. Florence, 1940, 857 pp.

MONTI (Gennaro Maria) : *La espansione mediterranea del mezzogiorno d'Italia e della Sicilia*. Bologne, 1942, in-16, 494 pp.

Un volume d'ensemble très dense qui comble une lacune de l'histoire méditerranéenne de l'Italie du VI<sup>e</sup> siècle à 1860.

C. R. : Iapigia, 1943, p. 102.

TESCIONE (Giovanni) : *Italiani alla pesca del corallo ed egemonie marittime nel Mediterraneo*. Naples, 1940, LXXXVII-391 pp.

Belle étude d'histoire économique napolitaine et sicilienne, mais qui se rapporte aussi à la pêche sur toute la côte et même en Provence et en Catalogne. Les limites chronologiques vont de la préhistoire à nos jours, mais se ramènent en fait à la période XIV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>.

C. R. : N. R. S., 1940, p. 577.

VOLPE (Gioacchino) : *Italia moderna (1815-1915)*. T. I. Milan, 1943, 510 pp.

Très importante étude sur la formation de l'Italie contemporaine. Ce 1<sup>er</sup> vol., qui va de 1815 à 1898, a été mis sous séquestre par le gouvernement fasciste.

*Italia e Spagna. Saggi sui rapporti storici, filosofici ed artistici tra le due civiltà*. Florence, 1941.

Ouvrage collectif. Parmi les articles historiques, je note :

NICOLINI (Fausto) : *Don Gonzalo Fernandez de Cordoba e la cosiddetta responsabilità della guerra del Monferrato*.

QUAZZA (Romolo) : *Spagna e Italia dal 1555 al 1631*.

### III. HISTOIRE DES PROVINCES OU DES VILLES D'ITALIE

#### A) Recueils collectifs.

Haut-Adige. Alto Adige. *Alcuni documenti del passato*. T. I, II, III. Bergame, 1943.

Gênes. *Storia di Genova dell'Istituto per la Storia di Genova*, diretta da Mario MARTINI.

Milan, depuis 1941. Ont paru :

I. LAMBOGLIA : *La Liguria antica*, 1941.

II. FORMENTINI : *Genova nel basso impero e nell'alto medioevo*, 1941.

III. SCARSELLA : *Il comune dei consoli*, 1942.

Voir ces volumes à leur place chronologique.

Rome. *Storia di Roma dell'Istituto di Studi romani*. Ont paru, concernant le Moyen-Age et les Temps modernes :

BERTOLINI : *Roma di fronte a Bisanzio e ai Longobardi*, 1941.

UCATI : *L'arte in Roma dalle origini al secolo VIII*, 1938.

HERMANIN : *L'arte in Roma dal secolo VIII al XIV*, 1945.

PASCHINI : *Roma nel Rinascimento*, 1940.

Voir ces volumes à leur place chronologique.

#### B) Travaux particuliers.

Bergame. BELOTTI (Bartolo) : *Storia di Bergamo e dei bergamaschi*. Milan, 1940, 3 vol., 558, 850, 667 pp.

« Une reconstitution historique majestueuse » fondée sur une très riche documentation.

T. I : De la préhistoire à la seigneurie ; — II : La domination vénitienne (1428-1797) ; — III : De 1797 à nos jours. Tableau non seulement de l'histoire de Bergame, mais de l'activité littéraire, scientifique et artistique des bergamasques.

Imp. C. R. : A. lombardo, 1941, pp. 194-205.

Bolzano. CANALI (Guido) : *Il magistrato mercantile di Bolzano e gli statuti delle fiere*. A. Adige, 1942, pp. 5-197 ; — 1943, pp. 257-373.

Étude sur les foires de Bolzano depuis le Moyen-Age jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle avec liste des membres du Magistrat, index, publication des statuts et bibliographie.

Gênes. VITALE (Vito) : *La diplomazia genovese*. Milan, 1941, 367 pp. (*La diplomazia italiana*.)

De 1500 à 1814, la tradition diplomatique se maintient vive et efficace, malgré le déclin politique et militaire de la République.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 166.

Ionie. DAMERINI (Gino) : *Le Isole Ionie nel sistema adriatico dal dominio veneziano a Bonaparte*. Milan, 1943, in-16, 197 pp.

Malte. BOTTARELLI (G.) et MONTERISI (M.) : *Storia politica e militare del Sovrano Ordine di*

- San Giovanni di Gerusalemme, detto di Malta. Dalle origini alla caduta di Rodi.* Milan, 1940, 2 vol., 379 et 303 pp.  
 Clair et bien présenté, mais n'apporte rien de nouveau, tend à l'apologie et n'est même pas au courant des plus récents travaux.  
*C. R.* : R. S. I., 1941, p. 132.
- Pouilles.* MIRA (Giuseppe) : *Contributo per una storia dei prezzi in alcune provincie delle Puglie.* Atti della 4<sup>e</sup> Riunione della Società italiana di Statistica, Rome, janvier 1944.
- Rome.* SPERI (Pio) : *Le chiese di Roma nei XX secoli del cristianesimo. Topografia, toponomastica, bibliografia.* T. I. Rome, 1940, 247 pp.  
 Recension d'une richesse exceptionnelle, œuvre de toute une vie. Le premier volume comporte les introductions, les bibliographies et les sources manuscrites.  
*C. R.* : N. R. S., 1941, p. 322, et R. H. E., 1942, p. 592.
- TORRI (A. Paolo) : *Le corporazioni romane. Censo storico, giuridico ed economico.* Rome, 1940, 302 pp.  
 Une claire, mais rapide exposition, qui va de l'époque romaine au xx<sup>e</sup> siècle, avec nombreuses illustrations.  
*C. R.* : A. romano, 1940, p. 218.
- Savoie.* COGNASSO (Francesco) : *I Savoia nella politica europea.* Milan, 1941, 335 pp.  
 Ample panorama du rôle international de la Savoie depuis le xii<sup>e</sup> siècle.  
*C. R.* : R. S. I., 1941, p. 409.
- JORI (Illo) : *Genealogia sabauda.* Bologne, 1942, 265 pp.
- Turin.* SACCO (I. M.) : *Professioni, arti e mestieri in Torino dal secolo XIV al secolo XIX.* Turin, 1940, 97 pp.  
 Origine et développement des associations de métier, d'après des sources en partie inédites.
- Valtelline.* BESTA (Enrico) : *Le valli dell'Adda e della Mera nel corso dei secoli. I : Dall'origine all'occupazione grigiona (1512).* Pise, an. XVIII [1942], 494 pp.  
 Histoire minutieuse de la Valtelline, avec abondantes références aux sources ; indices.  
*Imp. C. R.* : A. lombardo, 1942, pp. 160-169.
- Zara.* BENVENUTI (Angelo DE) : *Storia di Zara dal 1409 al 1797.* Milan, 1944, 386 pp.  
 Volume assez dense destiné au grand public, enrichi de notes et de bibliographies.  
*C. R.* : A. veneto, 1944, p. 243.

## LE MOYEN-ÂGE

V<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> SIÈCLES

## Généralités.

- MABI (Giovanni) : *Introduzione allo studio della storia medioevale.* Bari, 1944, 176 pp.
- PEPE (Giovanni) : *Introduzione allo studio del Medio evo latino.* Milan [1942], 240 pp.
- PETTINATO (Concetto) : *La lezione del Medio evo.* Milan, 1940, 432 pp.  
 Perspective antihistorique qui transporte les mots d'ordre du Rinascimento : l'étranger, l'indépendance, l'unité — dans le Moyen-Âge ; mais très beau livre, éloquentement écrit, qui est en réalité un brillant réquisitoire à fond politique contre le Moyen-Âge, mettant le lecteur en garde contre des erreurs à ne pas recommencer.  
*C. R.* : R. S. I., 1941, p. 258.
- Rerum Italicarum Scriptores* : in-4°. Depuis 1940 ont été publiés :
- IV, 2. — *Landulphi senioris Mediolanensis historiarum.* Éd. par A. Cutolo, 1942, fasc. 1 et 2.
- V, 2. — *Vita Mathildis a Donizone scripta.* Éd. par L. Simeoni, 1940, fasc. 3 (Index).
- VI, 5. — *Vitae quattuor priorum abbatum Cavensium.* Éd. par L. Mattei-Cerasoli, 1941, fasc. unique.
- XII, 1. — *Andreae Danduli ducis Venetiarum Chronica per extensum descripta.* Éd. par Ester Pastorello, 1941-1942, fasc. 4 et 5.
- XII, 5. — *Guillelmi de Cortusiis Chronica de novitatibus Padue et Lombardie.* Éd. par B. Pagnin, 1941, fasc. 1.
- XVI, 2. — *Chronicon bergomense.* Éd. par C. Capasso, 1940, fasc. 3-4.



- XVII, 1. — *Gesta magnifica domus carrariensis*. T. II : Galeazzo e Bartolomeo Gattari. Cronaca carrarese. Éd. par R. Cessi, 1942, fasc. 11-12 (appendices).
- XVIII, 1. — *Corpus chronicorum bononiensium*. Éd. par A. Sorbelli, 1940, fasc. 27.
- XIX, 6. — *Jacobus Zenus. Vita Caroli Zeni*. Éd. par G. Zonta, 1940-1941, fasc. 1 et 2.
- XX, 1. — *Petri Candidi Decembrii Opuscula historica*. Éd. par A. Butti, F. Fossati et G. Petraglione, 1940, fasc. 7.
- XXI, 3. — *La cronaca di Cristoforo da Soldo*, 1942, fasc. 3 (Index).
- XXIV, 3. — *I diarii di Girolamo Priuli*. Éd. par R. Cessi, 1940-1941, fasc. 13 et 14.
- XXXII, 1. — *Johannis Burckardi liber notarum*, vol. II. Éd. par E. Celani, 1940-1942, fasc. 12, 13 et 14 (index).

I<sup>re</sup> PARTIE : HISTOIRE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALEI. ÉPOQUE BARBARE (V<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> SIÈCLES)

- AMARI (Michele) : *I musulmani in Sicilia*. Rééd. par E. Vittorini. Milan, 1942, in-16, 241 pp.
- BERTOLINI (Ottorino) : *Roma di fronte a Bisanzio e ai Longobardi*. Bologne, 1941, 886 pp. (*Storia di Roma*, IX.)  
D'Odoacre à la première intervention de Charlemagne (774). Cela paraît un ouvrage très solide et très fouillé, accompagné de larges bibliographies.
- CASSANDRO (G.) : *La Liguria e i suoi « Tertiatores »*. A. napoletano, 1940, pp. 197-268.  
Recherches sur le conflit entre les aborigènes et les Lombards, entre lesquels les « tertiatores » sont de condition juridique incertaine.  
C. R. : A. S. I., 1941, 2, p. 129.
- CERLINI (Aldo) : *Le « Gesta Lombardiae »*. B. medio evo, n° 55, 1941, pp. 1-206.  
Ample étude sur les manuscrits, identification de deux auteurs (Segacino Levallosi et Piero della Gazata) sur trois, et examen critique du texte, de ses sources et de sa genèse.  
C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 151.
- CESSI (Roberto) : *L'occupazione lombarda e franca dell'Istria nei secoli VIII e IX*. Ist. Veneto, 1940-1941, pp. 289-313.  
Important C. R. : M. Frioul, 1941, pp. 98-98.
- FASOLI (Gina) : *Le incursioni ungare in Europa nel secolo X*. Florence, 1945, 246 pp.  
Étude synthétique sur l'organisation des Hongrois, les caractères, l'histoire et les effets de leurs incursions.
- LECCESE (Agata) : *Le origini del ducato di Gaeta e le sue relazioni coi ducati di Napoli e di Roma*. Gubbio, 1941, 88 pp.  
Cette étude sur le VIII<sup>e</sup> et le IX<sup>e</sup> siècle essaie, malgré le manque de documents et de chroniques, de reconstruire la constitution politique et la série des premiers *ipati* du duché de Gaète.  
C. R. : A. S. I., 1941, p. 103.
- PEPE (Gabriele) : *Il Medio evo barbarico in Italia*. Turin, 1941, 270 pp.  
Solidement pensé, ce volume s'efforce d'établir le caractère punement négatif de l'apport barbare et de montrer que la période barbare a été un temps affreux « de lépre, de famine, d'Apocalypse, d'horreur, de barbarie ».  
C. R. : N. R. S., 1942, p. 301.
- ROMANO (G.) et SOLMI (A.) : *Le dominazioni barbariche in Italia (394-888)*. Milan, 1940, 684 pp. (*Storia politica d'Italia*, IV.)  
Nouvelle édition refondue par Solmi du volume de Romano.

## II. HISTOIRE POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ITALIE ET DES PAYS VOISINS

(XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> SIÈCLES)

## A) Généralités, rapports avec le Saint-Empire.

- SALVATORELLI (Luigi) : *L'Italia comunale dal secolo XI alla metà del secolo XIV*. Milan, 1940, n° 4°, 948 pp. (*Storia d'Italia illustrata Mondadori*, IV.)

Un ouvrage fondamental, en dépit d'erreurs de détail et d'anachronismes de style. Très au courant des derniers travaux, très complet et pourtant très clair, ce volume embrasse les aspects de la vie politique, sociale, économique, intellectuelle et artistique et marque très fortement les liaisons entre l'histoire italienne et celle de l'Europe. « Une rare capacité de large synthèse », écrit Palumbo dans son important

C. R. : A. romano, 1943, pp. 248-259.

CUSIN (Fabio) : *Rodolfo IV d'Absburgo, la Curia avignonese e la politica italiana nel 1363-1365*.

A. S. I., 1940, pp. 68-75, 107-136.

Avec onze pièces justificatives.

DORINI (Umberto) : *Un grande feudatario del Trecento : Spinetta Malaspina*. Florence, 1940, in-16, 562 pp.

Vie aventureuse d'un condottiere qui passa du service d'Henri VII à la guerre contre Jean de Bohême et Lucchino Visconti. Nombreuses pièces justificatives.

SALIMBENE DE ADAM : *Cronica*. Ed. par Bernini. Bari, 1942, 2 vol., 522 et 538 pp. (*Scrittori d'Italia*, 187-188.)

La célèbre chronique du XIII<sup>e</sup> siècle avec notes, bibliographie, glossaire et index.

TOFFANIN (G.) : *Il secolo senza Roma (Il Rinascimento del secolo XIII)*. Bologne, 1942, in-16, 179 pp.

Un livre extrêmement partisan sur le XIII<sup>e</sup> siècle de l'averroïsme, du naturalisme, des communes, du réalisme économique, de la lutte où s'abîment Papauté et Empire : silence de Rome. Un hiatus entre les premières affirmations de l'humanisme au XIII<sup>e</sup> et le retour à l'antiquité du XIV<sup>e</sup>.

C. R. : A. romano, 1943, p. 370.

#### B) Italie du Nord.

COGNASSO (Francesco) : *Tommaso I ed Amedeo IV*. Turin, 1940, in-16, 2 vol., 407 et 501 pp. Deux comtes savoyards du XIII<sup>e</sup> siècle.

FRANCESCHINI (Gino) : *La prima compagnia di ventura italiana*. B. senese, 1941, pp. 140-156, 231-246, 265-279.

La compagnie du Chapeau formée en 1362 par le comte de Montefeltro et ses hommes à la suite du refus des Florentins de leur payer leur solde.

GONNET : *Il caldismo medioevale. Prolegomeni*. Torre Pellice, 1942, 135 pp.

Ce volume pose les problèmes et les présente avec une abondante documentation bibliographique.

C. R. : B. valdesi, fasc. 78, octobre 1942, pp. 1-34.

TALLONE (A.) : *Parlamento sabaudo*. — XII, 2. *Patria oltramontana*. T. V : *Vaud, 1260-1450*. Bologne, 1941, in-4<sup>e</sup>, 497 pp. (*Atti delle assemblee costituzionali italiane*.)

#### C) Italie du Sud.

ITALIA (Alessandro) : *La Sicilia feudale. Saggi*. Gênes, 1940, 550 pp.

La vie féodale, la lutte contre les barbaresques, la justice féodale, la vie économique, les institutions politiques, etc... Un livre d'érudition, mais riche de couleur.

C. R. : B. catanese, 1941, p. 141.

LA MANTIA (Giuseppe) : *Studi sulla rivoluzione siciliana del 1282*. Archivio storico per la Sicilia, 1940, pp. 97-140.

Étude sur les bulles d'excommunication de Martin IV contre Pierre d'Aragon et les fauteurs de la Révolution, et sur quatre lettres inédites de Charles II à Jacques d'Aragon (1298).

C. R. : A. S. I., 1940, 2, p. 164.

MONTI (Gennaro Maria) : *Lo Stato normanno svevo. Lineamenti e ricerche*. Trani, 1945, 348 pp. Volume posthume qui réunit les écrits anciens et récents de Monti sur les problèmes de l'État sicilien : institutions, classes sociales, rapports de l'Église et de l'État, culture.

C. R. : Iapigia, 1944, p. 117.

PONTIERI (Ernesto) : *Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII*. Naples, 1942, 338 pp.

Un certain nombre d'articles sont repris et refondus dans cette publication qui met en

valeur la figure de deux condottieres : Pierre I<sup>er</sup> et Pierre II Ruffo. Suit un essai sur l'établissement de l'Inquisition dans les Deux-Siciles et trois appendices sur la période souabe en Italie du Sud, la législation de Frédéric II et l'autonomie urbaine aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 499.

VENDOLA (Domenico) : *Documenti tratti dai registri vaticani (da Innocenzo III a Nicola IV)*. Trani, 1940, xli-417 pp. (*Documenti vaticani relativi alla Puglia*, I.)  
408 documents vaticans relatifs aux Pouilles et allant de 1198 à 1292.

D) Dalmatie.

PRAGA (Giuseppe) : *Storia di Dalmazia*. T. I : *Dall'impero di Roma alla signoria di Venezia*, Zara, 1941, 157 pp.

### III. HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE GÉNÉRALE DE L'ITALIE (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> SIÈCLES)

CESSI (Roberto) : *Le colonie medioevali italiane in Oriente*. T. I : *La conquista*. Bologne, 1942, 154 pp.

FIUMI (E.) : *L'utilizzazione dei lagoni boraciferi della Toscana nel Medioevo*. Florence, 1943, 836 pp.

Localisation topographique du phénomène, procédés d'extraction et rôle de cette industrie dans l'économie générale. Cartes, documents (1289-1580), index.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 156.

GOSSE (Francesco) : *Vita economica delle abbazie piemontesi (Sec. X-XIV)*. Rome, 1940, 216 pp.

Sérieuse étude d'économie sociale dont la première partie reconstitue le patrimoine des abbayes, la deuxième étudie les deux types d'économie, bénédictine et cistercienne, la troisième la condition des convertis, oblates, familiers, *donati*, *renduti*, etc...

C. R. : B. Subalpino, 1940, p. 125, et R. S. E., 1941, p. 189.

SAPORI (Armando) : *Studi di storia economica medioevale*. Florence, 1940, 662 pp.

Ce volume rassemble les plus importants articles de l'auteur parus entre 1925 et 1939 et ses communications aux congrès de Varsovie et de Zurich.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 107 ; R. S. E., 1941, p. 81, et R. S. I., 1942, p. 272.

SAPORI (Armando) : *Mercatores*. Milan, 1941, 167 pp.

L'activité des marchands italiens au Moyen-Age.

C. R. : R. S. I., 1942, p. 275.

### IV. LES VILLES. — HISTOIRE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (V<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> SIÈCLES)

Généralités. BREZZI (Paolo) : *I comuni cittadini italiani. Origine e primitiva costituzione (Sec. XI-XIII)*. Milan, 1940, in-16, 214 pp. (*D. S. P. P.*, 9.)

Choix de documents bien fait. Dix chapitres : 1. Pouvoirs épiscopaux et comtaux. — 2. Continuité de la vie urbaine. — 3. Renouveau économique. — 4. Nouvel idéal religieux. 5. La commune. — 6. Commune et Empire. — 7. Voix des chroniqueurs (sur les deux chapitres précédents). — 8. Constitution sociale et politique. — 9. Expansion communale. — 10. Les cités de l'Italie méridionale.

C. R. : N. R. S., 1940, p. 426.

FASOLI (Gina) : *Ricerche sui borghi franchi dell'Alta Italia*. Bologne, 1942, 76 pp.

Étude d'un des aspects des rapports des villes et des campagnes : la franchise accordée par la Commune à certains bourgs concerne des services personnels et réels (*onera rustica*) et a un caractère plus politique qu'économique.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 354.

MANARESI (Cesare) : *Alle origini del potere dei vescovi sul territorio esterno della città*. B. medio evo, n° 58, 1944, p. 221-334.

Relevé des concessions de pouvoirs sur le territoire extérieur de la cité faites aux évêques par les Otton, Conrad II et Frédéric I<sup>er</sup>, de 962 à 1159.

Généralités. NICCOLAI (Franco) : *I consorzi nobiliari ed il Comune nell'alta e media Italia*. Bologne, 1940, 172 pp. (*Bibl. Riv. Stor. del Diritto ital.*, 18.)

Relève et corrige la confusion entre *comune nobilium* et *comune populi* et nie la théorie des origines seigneuriales des communes.

C. R. : A. lombardo, 1941, 1, p. 184.

— NICCOLAI (Franco) : *Città e Signori*. Bologne, 1941, 130 pp. (*Bibl. Riv. Stor. del Diritto ital.*, 19.)

Étude juridique de l'organisation locale et provinciale de l'Italie médiévale : seigneuries, immunités, passage du pouvoir séculier des évêques dans les mains des communes, tous les grands problèmes du droit public italien médiéval sont évoqués et discutés.

C. R. : A. lombardo, 1941, 1, p. 184.

— SORIANO (Giovanni) : *Collegati, raccomandati, aderenti negli Stati italiani dei secoli XIV e XV*. A. S. I., 1941, p. 3-35.

Intéressante étude sur la nature des liens politiques qui unissent les petites seigneuries ou communes aux plus grandes, avec nuance de protection.

— SORBELLI (Albano) : *I teorici del reggimento comunale*. B. medio evo, n° 59, 1944, pp. 31-136.

Intéressante étude d'histoire des théories politiques, essentiellement au XIII<sup>e</sup> siècle.

Bassano del Grappa. FASOLI (Gina) : *Statuti del comune di Bassano (1259-1295)*. Venise, 1940, 448 pp.

Avec une préface sur la commune, le caractère et l'évolution de ses statuts.

Bonifacio. VITALE (Vito) : *Nuovi documenti sul Castello di Bonifacio nel secolo XIII*. Gênes, 1940, 67 pp.

L'activité économique du port corse éclairée par des documents sur la guerre de course et des contrats commerciaux.

C. R. : A. lombardo, 1941, p. 234.

Brindes. DE LEO (Annibale) : *Codice diplomatico brindisino*. T. I (492-1299). Éd. par G. M. Monti. Trani, 1940, in-4°, XLVII-269 pp.

Publication du Codex manuscrit compilé par l'évêque De Leo, il y a 150 ans. 108 chartes dont 5 pour la période byzantine (XI<sup>e</sup> s.), 27 normandes (XII<sup>e</sup> s.), 51 souabes (XIII<sup>e</sup> s.), 25 angevines (fin XIII<sup>e</sup> s.), la plupart déjà publiées, mais en ordre dispersé.

C. R. : An. Bol., 1944, p. 270.

Crémone. GUALAREZZI (Ugo) : *Il « populus » di Cremona e l'autonomia del comune*. Bologne, 1940, 343 pp.

Évolution de la notion de *populus*. Au X<sup>e</sup> siècle, il est composé de ceux qui commencent la lutte contre l'évêque ; au XI<sup>e</sup>, il représente la classe laborieuse ; au XIII<sup>e</sup>, une faction politique.

C. R. : A. parmense, 1940, pp. 209-218.

Florence. AGNOLETTI (C.) : *Statuti dell'Arte della lana di Firenze (1317-1319)*. Florence, 1940, 242 pp. (*R. Deput. Storia patria per la Toscana. Fonti e studi sulle corporazioni artigiane del Medioevo*, I.)

— CAVALCANTI (Giovanni) : *Istorie fiorentine*. Éd. par G. Di Pino. Milan, 1945, 448 pp.

Edition intégrale avec index.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 126.

— RODOLICO (Nicolò) : *I Ciompi. Una pagina di storia del proletariato operaio*. Florence, 1945, 248 pp.

Formation, bref triomphe et défaite finale de la démocratie dans la Florence du XIV<sup>e</sup> siècle.

— RODOLICO (Nicolò) : *Proletariato operaio in Firenze del secolo XIV*. A. S. I., 1943, pp. 3-30.

La formation, l'importance numérique, l'organisation corporative, la formation de la conscience ouvrière du prolétariat florentin.

— SARTINI (F.) : *Statuti dell'Arte dei rigattieri e linaioli di Firenze (1296-1340)*. Florence, 1940, 265 pp. (*Fonti e studi sulle corporazioni*, II.)

Textes importants pour l'histoire économique.

C. R. : A. S. I., 1940, p. 188, et R. S. E., 1941, p. 81.

Gênes. FORMENTINI (Ubaldo) : *Genova nel Basso Impero e nell'alto Medioevo*. Milan, 1941, in-4°, 354 pp. (*Storia di Genova*, II.)

Vaste et riche étude avec une analyse très poussée des origines de la commune qui succède à un organisme politique antérieur, la « Compagnie ».

C. R. : N. R. S., 1942, p. 273.

Gênes. JACOPO DA VARAGINE : *Cronaca di Genova*. Éd. par G. Monleone. Rome, 1941, 3 vol., 577, 431 et 203 pp. (*Fonti per la storia d'Italia*, 84, 85, 86.)

Edition critique.

T. I : Introduction. — Vie et œuvres de Jacques de Voragine. — Les manuscrits de la *Cronaca*.

T. II : Texte critique commenté (la Chronique, des origines de la ville à 1297).

T. III : Tables et bibliographie.

— SCARSELLA (Attilio Regolo) : *Il comune dei Consoli*. Milan, 1942, in-4°, 342 pp. (*Storia di Genova*, III.)

La République génoise au temps des croisades (XII<sup>e</sup> s.), suivie d'études sur les sources de l'histoire, l'art et le droit génois.

— IMPERIALE DI SANT'ANGELO (C.) : *Codice diplomatico della Repubblica di Genova dal MCLXIII al MCLXXX*. Rome, 1942, 384 pp. (*Fonti per la Storia d'Italia*, 89.)

Tome III et dernier de cette importante publication.

— NOTAI LIGURI DEL SECOLO XII<sup>e</sup> = *Giovanni da Giuberto*. Éd. par Hall-Cole. Krueger, Reinert, Reynolds, 2 vol., 542 et 651 pp.

— Id. = *Oberto Scriba de Mercato*. Éd. par M. Chiaudano. Gênes, 1939-1940, 159 pp.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 186.

Mantoue. SIMIONI (L.) et VICINI (P.) : *Registrum privilegiorum comunis Mutinae*. T. I (969-1218). Reggio Emilia, 1940, 294 pp.

136 documents dont 1 du X<sup>e</sup> siècle, 1 du XI<sup>e</sup>, 84 du XII<sup>e</sup>, 50 du début du XIII<sup>e</sup>.

Prato. PIATTOLI (Renato) : *Consigli del comune di Prato*. Bologne, 1940, in-4°, cXXVI-606 pp. (*Atti delle Assemblies costituzionali italiane*.)

Registres des années 1252-1285 en grande partie inédits, avec une large introduction sur les attributions des magistrats et des conseils, leur évolution et leur décadence.

C. R. : A. S. I., 1942, p. 142.

Predappio. MOR (Carlo G.) : *Predappio e la genesi dei suoi statuti*. B. medio evo, n° 58, 1944, pp. 1-161.

*Statuti di Predappio dell'anno 1383*, 1941, 186 pp. (*Corpus Statuorum italicorum*.)

L'évolution historique des vallées de la Romagne.

C. R. : A. S. I., 1942, 1, p. 153.

Reggio Emilia. GATTA (F. S.) : *Liber grossus antiquus Communis Regii (Liber paz Constantiae)*. T. I. Reggio Emilia, 1944, 314 pp.

Rome. BOCK (Friedrich) : *Roma al tempo di Roberto d'Angiò*. A. romano, 1942, pp. 163-208.

Les luttes politiques et les idées de souveraineté populaire, de concile, de nation italienne à Rome pendant les premières décades du XIV<sup>e</sup> siècle. Nombreuses pièces just.

— *Codice topografico della città di Roma*. Éd. par R. Valentini et G. Zucchetti. T. II : Haut Moyen-Age (jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle). Rome, 1942, 397 pp., 2 cartes. (*Fonti per la storia d'Italia*, 88.)

Textes chrétiens, *Acta martyrum*, *Liber pontificalis*.

— DUPRÉ THESEIDER (Eugenio) : *L'idea imperiale di Roma nella tradizione del Medio evo*. Milan, 1942, in-16, 353 pp. (*D. S. P. P.*, 17.)

Ce choix de textes comprend deux parties :

1° *Il Comune di Roma fra Papa ed Imperatore* (d'Henri IV à Louis de Bavière).

2° *Cola di Rienzo*.

Imp. C. R. : A. romano, 1943, pp. 270-277.

Sienne. CECCHINI (Giovanni) : *Il Caleffo vecchio del comune di Siena*. T. III, 1940, in-4°, VIII-516 pp. (*Fonti di Storia senese*.)

Publication commencée en 1931. Ce troisième volume va de 1261 à 1274 et éclaire les luttes de Sienne avec ses voisins et notamment avec Florence, mais apporte aussi des éléments à l'histoire des institutions.

C. R. : B. senese, 1940, p. 339.

— *Libri dell'entrata e dell'uscita della Repubblica di Siena, detti della Biccherna*. Livres 16 (1255) et 17 (1257). Sienne, 1940-1942, 133 et 217 pp.



Ces bilans financiers et économiques de la commune (acquisitions, réaffectations et dépenses), dont la consultation est facilitée par des index, sont une précieuse source pour l'histoire économique.

Venise. CESSI (Roberto) : *La Repubblica di Venezia e il problema adriatico*. Padoue, 1943, 359 pp.

— CESSI (Roberto) : *Documenti relativi alla storia di Venezia anteriori al mille*. I : *Sec. V-IX*; II : *Sec. IX-X*. Padoue, 1942, 2 vol. in-16, 120 et 214 pp. (*Testi e Documenti di storia e letteratura latina medioevale*, 1 et 3.)

Très commode recueil de documents non accompagnés d'apparat critique, mais précédés de l'indication des principaux manuscrits et éditions, et d'un mot sur leur authenticité.

— CESSI (Roberto) : *Venezia ducale*. T. I : *Duca e popolo*. Venise, 1940, 418 pp.

Deuxième édition, entièrement mise à jour, d'un ouvrage de premier ordre qui étudie Venise depuis sa fondation jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle.

C. R. : R. S. I., 1942, p. 260, et N. R. S., 1940, p. 554.

— LOMBARDO (Antonino) : *Imbreviature di Pietro Caron (1271)*. *Documenti della colonia veneziana in Creta*. Turin, 1942, in-4<sup>o</sup>, 191 pp.

455 documents des archives de Venise qui illustrent son expansion au Levant.

C. R. : A. veneto, 1944, p. 238.

— MOROZZO DELLA ROCCA et LOMBARDO (A.) : *Documenti del commercio veneziano nei secoli XI-XIII*. Rome, 1940, 2 vol., 459 et 466 pp. (*Regesta Chartarum Italiae*.)

855 documents pour la plupart inédits extraits des archives des notaires ; index.

C. R. : A. veneto, 1943, p. 232.

— PADOVAN (G.) : *Capitale e lavoro nel commercio veneziano del secolo XI e XII*. R. S. E., 1944, pp. 1-24.

Brève, mais claire vue d'ensemble.

C. R. : A. veneto, 1943, p. 232.

Vérone. SANDRI (Gino) : *Gli statuti veronesi del 1276*. T. I. Venise, 1940, 696 pp.

Une préface sur les vicissitudes de ces statuts et les cinq premiers livres.

— FAINELLI (Vittorio) : *Codice diplomatico veronese*. I : *Dalla caduta dell'Impero romano alla fine del periodo carolingio*. Venise, 1940, 493 pp.

296 actes, publiés ou inédits, authentiques ou faux, conservés ou perdus, mentionnés ou déduits par raisonnement *a pari*, dont 20 pour les VI<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles, 43 pour le VIII<sup>e</sup> et 233 pour le IX<sup>e</sup>.

C. R. : An. Bol., 1944, p. 268.

Urbino. FRANCESCHINI (Gino) : *Lo stato d'Urbino dal tramonto della dominazione feudale all'inizio della Signoria*. A. Marche, V, 1941, pp. 1-55, 26 pièces justificatives.

Les vicissitudes d'un état italien de la deuxième moitié du XIV<sup>e</sup> siècle mettent en lumière la complexe politique italienne à l'époque où commencent les grandes seigneuries.

Zara. TEIA (Antonio). *Aspetti della vita economica di Zara dal 1289 al 1409*. Parte III : *L'esercizio delle arti e mestieri*. Zara, 1942, 166 pp.

Faisant suite aux deux volumes sur la banque et l'esclavage, ce travail, fondé sur les documents des archives de Zara, montre le progrès économique de la Dalmatie, qui suit avec un retard marqué celui de l'Italie.

C. R. : A. veneto, 1943, p. 234.

## II<sup>e</sup> PARTIE : L'ÉGLISE ET LA CULTURE

### I. L'ÉGLISE

#### A) La Papauté et l'État pontifical.

BERNINI (Ferdinando) : *Innocenzo IV e il suo parentado*. N. R. S., 1940, pp. 178-199.

La famille Fieschi a contribué à la victoire d'Innocent IV sur Frédéric II.

BREZZI (Paolo) : *Lo scisma « inter regnum et sacerdotium » al tempo di Federico Barbarossa*. A. romano, 1940, pp. 1-99.

La querelle du Sacerdoce et de l'Empire dans les faits et chez les théoriciens (jusqu'à la mort de Victor IV).

C. R. : R. S. I., 1942, p. 54.

FERRUA (A.) : *La donazione della contessa Matilde*. Civ. cattolica, 1943, pp. 212-223.

Publication du texte de la donation, gravé sur marbre et dont des fragments ont été retrouvés à Saint-Pierre.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 158.

FORNASERI (Giuseppe) [Giorgio Falco] : *La Santa Romana Repubblica. Profilo storico del Medio evo*. Naples, 1943, 338 pp.

Vaste tentative de synthèse, narrant les efforts des pontifes romains, de Grégoire le Grand à Innocent III, pour reconstruire l'universalité de Rome.

C. R. : N. R. S., 1943, p. 338.

FRUGONI (Arsenio) : *Papato, Impero e regni occidentali dal periodo carolingio ad Innocenzo III*. Florence, 1940, 93 pp.

MACCARRONE (Michele) : *Innocenzo III prima del pontificato*. A. romano, 1943, pp. 59-134.

Étude sur la naissance, les études, le cardinalat, l'œuvre de l'écrivain, l'activité à la Curie et l'élection pontificale, exclusivement d'après les travaux et les sources publiées.

MARTINI (Giuseppe) : *Per la storia dei pontificati di Niccolò IV e Bonifacio VIII. Note critiche sul « Philippe le Bel et le Saint-Siège » di G. Digard*. R. S. I., 1941, pp. 3-41.

Critique sévère des conclusions de Digard. L'auteur tente une réhabilitation de l'habileté politique de Boniface VIII.

MORGHEN (Raffaello) : *Gregorio VII*. Turin, 1942, 299 pp. (*I grandi italiani*.)

L'auteur peint dans cette vivante monographie — et non sans quelque tendance à l'apologie — la politique du pontife, « qui confond en elle des motifs religieux et des intérêts de pouvoir temporel ».

C. R. : A. romano, 1943, p. 259.

MORGHEN (Raffaello) : *Questioni gregoriane*. A. romano, 1944, pp. 1-62.

Recherches sur la vie d'Hildebrand et sur les origines de la réforme grégorienne, à propos de la *Réforme grégorienne* de A. Fliche.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 158.

PALUMBO (Pier Fausto) : *Lo scisma del MCXXX. I precedenti, la vicenda romana e le ripercussioni europee della lotta tra Anacleto e Innocenzo II. Con regesto degli atti di Anacleto II*. Rome, 1942, 708 pp.

Après une analyse poussée de la situation de Rome, vient le tableau des caractères des acteurs du drame et des événements, puis l'étude des répercussions européennes. C'est, en somme, le drame de Rome et des rapports du pape, des barons romains et du peuple.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 335, et A. romano, 1943, pp. 263-270.

PICOTTI (G. B.) : *Sul luogo, la data di nascita ed i genitori di Gregorio VII*. Annali Sc. norm. di Pisa, 1942, fasc. IV.

L'auteur affirme l'origine toscane de Hildebrand, fixe sa naissance vers 1020 et nie son appartenance à la famille des Pierleoni qu'avait soutenue Fedele.

C. R. : A. romano, 1943, p. 348.

*Rationes decimarum Italiae nei secoli XIII e XIV* : dans *Studi e Tesi*.

N° 96. *Venetiae-Histria-Dalmatia*. Éd. par P. Sella et G. Vale, 1941, XLVIII-572 pp.

N° 97. *Campania*. Éd. par M. Inguanez, L. Mattei-Cerasoli et P. Sella, 1942, VIII-644 pp.

N° 98. *Tuscia* (II). Éd. par M. Giusti et P. Guidi, 1942, XXXI-428 pp.

N° 112. *Sicilia*. Éd. par P. Sella, 1945 [4], 187 pp.

N° 113. *Sardinia*. Éd. par P. Sella, 1945 [5], 295 pp.

Suite de la grande publication des archives de la Chambre apostolique ; la valeur scientifique des éditions est très inégale.

SCANO (Dionigi) : *Codice diplomatico delle relazioni fra la Santa Sede e la Sardegna*. I : D'Innocent III à Boniface VIII. — II : De Grégoire XII à Clément XIII. Cagliari, 1940-1941, 2 vol.

Documents presque tous inédits précédés d'une étude sur la prédominance pontificale pendant la lutte entre Pise et Gênes.

C. R. : A. S. I., 1940, p. 186.

B) *Évêchés et monastères.*

INGUANEX (Mauro) : *I necrologi cassinesi. I : Il necrologio del codice cassinese 47*. Rome, 1941, 83 pp. (*Fonti per la Storia d'Italia*, 83.)

Reproduction photographique du manuscrit écrit du XII<sup>e</sup> à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, d'où sa grande importance paléographique.

INGUANEX (Mauro) : *I placiti cassinesi del secolo X*. Montecassino, 1942, 34 pp.

MOREA (D.) et MUCIACCIA (F.) : *Le pergamene di Conversano*. Trani, 1943, in-4°, 342 p. (*Codice diplomatico barese*, XVII.)

157 parchemins de l'abbaye de Saint-Benoît de Conversano (1094-1397), avec ample introduction (histoire du monastère de 1266 à 1810). Regeste des parchemins du XV<sup>e</sup> siècle et indices.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 158.

NITTI DE VITO (Francesco) : *La ripresa gregoriana di Bari (1087-1105) e i suoi riflessi nel mondo contemporaneo politico e religioso*. Trani, 1942, 600 pp.

La translation de saint Nicolas de Myre à Bari en 1089 et ses conséquences. L'ouvrage est intéressant, mais plein de répétitions et de longueurs.

C. R. : A. romano, 1943, p. 349.

NITTI DE VITO (Francesco) : *Le carte di San Nicola di Bari. T. V (1309-1343)*. Trani, 1941, in-4°, 290 pp. (*Codice diplomatico barese*, XVI.)

131 parchemins.

PIATTOLI (R.) : *Le carte del monastero di S. Maria di Montepiano (1000-1200)*. Rome, 1942, LVIII-519 pp. (*Regesta chartarum Italiae*.)

Monastère fondé à la fin du XI<sup>e</sup> siècle dans l'Apennin.

QUILICI (Brunetto) : *La chiesa di Firenze nei primi decenni del secolo XI. Studi*. Florence, 1940, pp. 52-80.

L'organisation du clergé, les églises, la réforme.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 186.

QUILICI (Brunetto) : *Giovanni Gualberto e la sua riforma monastica*. A. S. I., 1941, 1; pp. 113-132; 2, pp. 27-62; — 1942, 1, pp. 45-99.

L'un des acteurs de la réforme grégorienne.

C) *Vie spirituelle, hérésies, croisades.*

CATERINA DA SIENA : *Epistolario*. Ed. par E. Dupré-Theseider T. I. Rome, 1940, cxi-363 pp. (*Fonti per la Storia d'Italia*, 82.)

Edition critique des lettres datables de 1367 à 1377, et table de concordance avec l'édition Tommaso.

CATERINA DA SIENA in *Vita cristiana*. T. XII, 1940.

Numéro spécial d'études critiques. A noter :

DUPRÉ-THESEIDER : *Sono autentiche le lettere di Santa Caterina?*

M. H. LAURENT : *Saggio di bibliografia cateriniana*.

CUTOLO (Alessandro) : *Bibliografia critica delle fonti narrative della prima crociata*. B. medio evo, n° 59, 1944, pp. 1-30.

FIORI (Giacomo) : *I fioretti di san Francesco con le considerazioni sulle stimate, le vite di fra Ginepro, del beato Egidio e il cantico di Frate Sole*. Florence, 1943.

Le problème des sources et de l'auteur des *Fioretti*. Peut-être fra Niccolò de Poggibonsi, auteur du *Libro d'Oltremare?*

Imp. C. R. : A. S. I., 1943, p. 160.

FRANCESCINI (Ezio) : *Sanctae Catharinae Senensis legenda minor*. Milan, 1942, 167 pp. (*Fontes vitae sanctae Catharinae*, X.)

Edition de la double rédaction de la *Legenda* de Thomas d'Antoine de Sienne.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 333.

GÜTERBOCK (Friedrich) : *Il diario di Tageno e altre fonti della terza crociata*. B. medio evo, n° 55, 1941, pp. 223-275.

Étude critique des sources.

LAURENT (M. H.) : *Il processo Castellano*. Milan, 1942, civ-585 pp. (*Fontes vitae sanctae Catharinae*, IX.)

Édition d'après l'original retrouvé par le P. Laurent. Appendice de documents.

C. R. : R. H. E., 1943, p. 285.

MONNERET DE VILLARD (Ugo) : *Lo studio dell'Islam in Europa nei XII et XIII secoli*. Cité du Vatican, 1944, iv-86 pp. (*Studi e Testi*, 110.)

Claire et solide vue d'ensemble destinée à servir d'introduction à l'œuvre de Riccoldo de Montecroce (début du xiv<sup>e</sup> siècle).

MONTI (Gennaro Maria) : *L'Italia e le crociate in Terra santa*. Naples, 1940, 249 pp.

Les premières croisades et celle de Henri VI. Le volume se termine par un dithyrambe sur la mission méditerranéenne de l'Italie.

U. R. : A. S. I., 1940, 2, p. 161.

PIATTOLI (R.) : *L'era di Cristo nelle carte private medioevali della Toscana*. Florence, 1943.

Étude sur l'origine et la signification de la substitution de l'ère du Christ à celle de l'Empereur.

C. R. : A. romano, 1943, p. 396.

WALE (Angelo) : *S. Tommaso d'Aquino*. Rome, 1945, 238 pp.

Commode synthèse.

## II. HISTOIRE DE LA CULTURE

### A) Droit et idées politico-religieuses.

ANAGIN (Eugenio) : *Il concetto del Rinascimento attraverso la storia (III<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles)*. N. R. S., 1940, pp. 322-351 ; — 1941, pp. 215-259 ; — 1942, pp. 1-31, 161-200.

Étude minutieuse de ce concept chez les penseurs du Moyen-Age. Un premier chapitre étudie « Roma, Renovatio, Rinascita » chez les auteurs chrétiens de l'Empire ; un deuxième, saint Augustin, Salvien ; un troisième, la réaction devant l'écroulement de l'Empire ; un quatrième, le primat spirituel de la Rome antique.

BURGIO (Enrico) : *Il concetto di « Iustitia » nella legislazione longobarda*. Riv. Stor. del diritto ital., 1940, XIII, pp. 533-552.

Ce vocable a une très large compréhension et la conception de la « paix » en droit lombard comme état conforme à la justice est due à une influence ecclésiastique.

PARADISI (Bruno) : *Storia del diritto internazionale nel Medio evo*. T. I. Milan, 1940, 519 pp.

Dans ce volume, qui va jusqu'à la fin du ix<sup>e</sup> siècle, Paradisi étudie l'héritage juridique de l'Antiquité ; il est convaincu de la continuité entre le droit à l'époque barbare et celui de l'Antiquité et du Moyen-Age. L'essence du droit médiéval lui paraît un effort de compromis entre un pouvoir universel (en fait deux) et le pouvoir individuel.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 76.

VINAY (Gustavo) : *San Gregorio di Tours. Saggio*. Turin, 1940, 250 pp.

1<sup>re</sup> partie, sur le milieu, la formation, la vie ; 2<sup>e</sup> partie, sur l'*Historia francorum* : « Grégoire regarde le monde de l'*Historia* non avec la raison, ni avec l'intellect, mais avec le cœur et le sentiment » ; 3<sup>e</sup> partie, sur les sources de l'*Historia*.

C. R. : R. S. I., 1940, p. 435.

### B) Les Universités.

CECCHINI (G.) et PRUNAI (G.) : *Chartularium studii senensis*. T. I : 1240-1257. Siennese, in-4°, 674 pp.

Introduction et nombreux textes inédits.

C. R. : R. H. E., 1943, p. 291.

*Storia dell'Università di Bologna* : SORBELLI (A.) : *Il medio evo*, 327 pp. — SIMEONI (L.) : *L'età moderna*, 304 pp. Bologne, 1940.

Étude sur la constitution de l'Université et de la vie universitaire.

C. R. : R. H. E., 1943, p. 290.

## C) Philosophie et littérature. — Dante.

BATTAGLIA (Felice) : *Impero, chiesa e stati particolari nel pensiero di Dante*. Bologne, 1944, 108 pp. (*Accad. Scienze Bologna*.)

Étude solide et suggestive des conceptions politiques de Dante.

FOBERTI (Francesco) : *Gioacchino da Fiore ed il Gioacchinismo antico e moderno*. Padoue, 1942, 269 pp.

Ouvrage polémique qui met en doute l'authenticité du *De unitate seu essentia Trinitatis*. Chapitres sur la question des rapports de Dante avec la pensée joachimite.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 125.

MONTANO (Rocco) : *Dante e il Rinascimento*. Naples, 1942.

Revision des idées courantes sur Dante depuis Burkhart, par une étude attentive de la pensée du poète, considéré comme un thomiste qui croit à une harmonie entre le divin et l'humain, la raison et la foi. Cette réconciliation pose les bases de la Renaissance. Le christianisme redevient classique et romain.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 345.

PIATTOLI (Renato) : *Codice diplomatico dantesco*. Florence, 1940, xx-368 pp.

Reproduction de tous les textes concernant Dante et sa famille. Ouvrage magistral.

C. R. : R. S. I., 1942, p. 270.

TONDELLI (Leone) : *Il libro delle figure di Gioacchino da Fiore*. Turin, 1942, 342 pp. et 1 vol. de XXIII pl.

Reproduction et commentaire. Ouvrage important pour les études dantesques, la moitié du volume étant consacrée à l'étude des rapports entre le *Livre des Figures* et la *Divine Comédie*.

C. R. : A. romano, 1943, p. 386.

TROILO (E.) : *L'Averroismo di Marsilio da Padova*. Padoue, 1942.

Recueil d'études publiées à l'occasion du VI<sup>e</sup> centenaire de sa mort. C'est un chapitre de l'histoire de l'Aristotélisme en Italie.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 518.

## LA RENAISSANCE

XV<sup>e</sup> ET XVI<sup>e</sup> SIÈCLES

## I. GÉNÉRALITÉS

CHABOD (Federico) : *Il Rinascimento*. Côme, 1942, 48 pp.

Précieuse orientation en dépit de sa brièveté et bibliographie choisie.

C. R. : R. S. I., 1942, p. 144.

## II. POLITIQUE ITALIENNE

## A) Généralités.

VALERI (Ninò) : *La libertà e la pace. Orientamenti politici del Rinascimento italiano*. Turin, 1942, 131 pp.

Brillante synthèse de l'histoire d'Italie de la mort d'Henri VII à la paix de Lodi.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 305.

AGNELLI (Giuseppe) : *La pace di Lodi (1454)*. Lodi, 1941, 63 pp.

CRESI (Roberto) : *La « lega italiana » e la sua funzione storica nella seconda metà del secolo XV*. Ist. veneto, CII, 2, 1942-1943, pp. 99-176.

C. R. : A. veneto, 1943, p. 238.

CUSIN (Fabio) : *La guerra di parte ed il sistema di politica estera degli stati italiani alla fine del Medioevo*. R. S. I., 1942, pp. 99-109.

Étude d'histoire des idées politiques aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

NARDONE (Domenico) : *Documenti inediti di Carlo VIII, re di Francia, su Gravina*. Inpigia, 1942, pp. 225-232.



Trois diplômes inédits de 1496.

PASQUALI (Francò) : *Braccio da Montone*. Turin, 1940, in-16, 304 pp. (*I condottieri*.)

Livre de vulgarisation sur l'aventurier ombrien, mort en 1434, mais livre sérieux qui a utilisé les sources et les travaux de détail.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 501.

B) Milan.

BARNI (Gianluigi) : *La formazione interna dello Stato visconteo*. A. lombardo, 1941, pp. 3-66.

Tableau de l'organisation de l'État milanais aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

TERNI DE GREGORI (W.) : *Bianca Maria Visconti, duchessa di Milano*. Bergame, 1940.

Doté d'une abondante bibliographie, d'illustrations, ce volume a « un grand pouvoir d'évocation ».

C. R. : A. lombardo, 1940, p. 284.

TRASSELLI (Carmelo) : *Il cardinale Cristoforo Madruzzo, governatore di Milano, attraverso la corrispondenza segreta con Filippo II*. N. R. S., 1941, pp. 422-460.

Vingt-cinq documents de 1556-1557 qui montrent la situation désespérée de l'Empire espagnol à la veille de la bataille de Saint-Quentin.

VIOLINI (Cesare) : *Galeazzo Maria Sforza, V<sup>o</sup> duca di Milano*. Turin, 1943, 223 pp.

Deuxième édition entièrement refondue.

C) Florence et les Médicis.

COSIMO DE' MEDICI : *Lettere*. Éd. par G. Spini. Florence, 1940, 221 pp.

Extraits de la correspondance, avec une préface sur la figure et l'œuvre de Cosme I<sup>er</sup>.

PALMAROCCHI (Roberto) : *Lorenzo de' Medici*. Turin, 1941, 224 pp.

Biographie brève, mais sérieuse.

C. R. : Rinascita, 1941, p. 458.

D) Rome.

PASCHINI (Pio) : *Roma nel Rinascimento*. Bologne, 1940, 526 pp. (*Storia di Roma*, XII.)

Après un tableau de Rome à la fin de la période avignonnaise, une 1<sup>re</sup> partie étudie la période du Grand Schisme ; une 2<sup>e</sup>, les débuts de la Renaissance (Martin V et Eugène IV) avec les luttes de la Papauté contre les barons romains et les souverains italiens ; une 3<sup>e</sup> — plus longue à elle seule que les deux premières — l'épanouissement de la Renaissance, de Nicolas V à Léon X. Dans l'ensemble, le volume s'attache à décrire minutieusement les événements politiques et consacre deux chapitres (introduction et chapitre final) aux conditions de la vie urbaine ; les questions de religion, de droit, d'art de littérature devant être traitées à part. Bibliographie critique des sources et des travaux.

WINCKER (Will) : *Fugger il Ricco*. Turin, 1942, 283 pp.

Très intéressant volume qui apporte du nouveau sur la Rome du début du XVI<sup>e</sup> siècle, Fugger étant le banquier de la Curie.

C. R. : A. romano, 1943, p. 359.

E) Italie du Sud et lutte contre les Turcs.

CUTOLO (Alessandro) : *Scanderbergh*. Milan, 1940, 235 pp.

Étude fondée sur des sources et qui élimine les légendes de la vie du héros albanais.

C. R. : A. S. I., 1940, 2, p. 167.

LACETTO (Giovanni Michele) : *Historia della guerra di Otranto del 1480*. Éd. par L. Muscari. Galatina, 1940, 91 pp.

La prise d'Otrante par les Turcs.

PONTIERI (Ernesto) : *La dinastia aragonese di Napoli e la casa de' Medici di Firenze (dal carteggio familiare)*. A. napoletano, 1940, pp. 274-342 ; — 1941, pp. 217-273.

138 lettres échangées entre les membres des deux familles de 1452 à 1494.

F) Autres États italiens.

BORNATE (Carlo) : *Genova e la Corsica alla fine del medioevo (1490-1500)*. Gênes, 1940.

Révoltes, compétitions et rivalités entre la Corse et le gouvernement de la Banque de Saint-Georges d'après les archives de l'*Officium super rebus Corsicae*.

C. R. : G. Liguria, 1941, p. 174.

BURAGGI (Gian Carlo) : *Gli statuti di Amedeo VIII di Savoia del 31 luglio 1403*. Accad. Torino, serie II, t. LXX, part. 2 (1939-1940).

Un texte nouveau qui apporte une très importante contribution à l'étude de l'activité législative d'Amédée VIII.

C. R. : B. subalpino, 1940, p. 241.

CALEFFINI (Ugo) : *Diario ferrarese (1471-1494)*. Ed. par G. Pardi. Ferrare, 1938-1940, 2 vol., 313 et 507 pp.

Minutieuse chronique des événements de guerre et des prix de denrée à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 190.

DAVISO DE CHARVENSOD (Maria Clotilde) : *Filippo II, il Senzaterro*. Turin, 1941, in-16, 424 pp.

Un duc de Savoie à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

TALLONE (Armando) : *Parlamento sabaudo*. — XII, 2, *Patria ultramontana*. T. IV : *Savoia-Bresse, 1388-1546*. Bologne, 1940, 434 pp. (*Atti delle Assemblée costituzionali italiane*.)

### III. LE MOUVEMENT DES IDÉES

#### A) Les idées politiques.

##### 1° Généralités.

DE MATTEI (Rodolfo) : *L'idea dell'unità e dell'indipendenza d'Italia nel Cinque e nel Seicento*, dans *Studi in onore di Niccolò Rodolico*. Florence, 1944, 414 pp.

FERRERO (G. G.) : *Politica e vita morale del Cinquecento nelle lettere di Paolo Giovio*. Accad. Torino, serie II, t. LXX, part. 2 (1939-1940), 46 pp.

Giovio comme gazetier et porte-parole des Farnèse et en particulier de Paul III.

PALUMBO (Pier Fausto) : *Politica e cultura nel Rinascimento italiano*. R. S. I., 1942, pp. 3-29.

Essaye d'établir que ces deux formes de l'activité humaine ont été étroitement liées chez les hommes de la Renaissance.

##### 2° Machiavel.

ALDERISIO (Felice) : *La critica straniera su Machiavelli nell'ultimo quindicennio*. N. R. S., 1940, pp. 56-76.

Intéressante recension critique concernant la France, l'Allemagne, l'Angleterre.

BIZZARI (Edoardo) : *Machiavelli antimachiavellico*. Florence, 1940, in-16, 142 pp.

Le machiavélisme n'est pas de Machiavel. Il est né en 1576 sous la plume de Gentillet dans son *Discours sur les moyens de gouverner un royaume contre Nicolas Machiavel*, Florentin. Très brillant essai.

*Centro nazionale di studi sul Rinascimento, Atti del II<sup>o</sup> convegno naz.* Florence, 1940, 180 pp.

Études de :

ALDERISIO : *Critica straniera su Machiavelli*.

DE MATTEI : *Giudizi e pregiudizi francesi su Machiavelli nel 500 e nel 600*.

CROCE (Benedetto) : *Prima del Machiavelli. Una difesa di Re Ferrante I di Napoli per il violato trattato di pace del 1486 col papa*. Bari, 1944, in-16, 83 pp.

Texte inédit en espagnol avec une introduction critique.

DUPRÉ THRESEIDER (Eugenio) : *Niccolò Machiavelli, diplomatico*. Côme, 1945, 212 pp.

Reprend et critique les conclusions de *La diplomatie au temps de Machiavel* de De Maulde.

MALAGOLI (Luigi) : *Il Machiavelli e la civiltà del Rinascimento*. Rome, 1941, 220 pp.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 190.

PANELLA (Antonio) : *Gli Antimachiavellici*. Florence, 1943, 135 pp.

La polémique autour de Machiavel du xvi<sup>e</sup> au xix<sup>e</sup> siècle.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 127.

SPIRITO (Ugo) : *Machiavelli e Guicciardini*. Florence, 1944.

### 3° Guichardin.

GUICCIARDINI (Francesco) : *Opere*. I : *Storia d'Italia* ; — II : *Opere minori*. Éd. par R. Palmarocchi. Milan, 1941-1942, in-16, 837 et 929 pp.

GUICCIARDINI (Francesco) : *Scritti inediti sopra la politica di Clemente VII dopo la battaglia di Pavia*. Éd. par P. Guicciardini. Florence, 1940, 161 pp.

Quatorze écrits inédits de l'*Archivio Guicciardini*, dont neuf autographes. Ample introduction historique.

C. R. : A. S. I., 1940, 2, p. 168.

Francesco Guicciardini. Florence, 1940, 303 pp.

Volume d'essais publié à l'occasion du IV<sup>e</sup> centenaire de la mort de Guichardin.

C. R. : N. R. S., 1940, p. 560.

PALMAROCCHI (Roberto) : *Il concetto di fortuna nel Guicciardini*. A. S. I., 1941, 2, pp. 3-26.

Difficulté de classer cet homme d'action, qui représente la transition entre l'homme du Moyen-Age et l'homme moderne.

VITALE (Vito) : *Guicciardini*. Turin, 1941, 319 pp. (*I grandi italiani*.)

Cet ouvrage de vulgarisation est une défense de Guichardin.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 547.

### B) L'Humanisme.

#### 1° Généralités.

CIAN (Vittorio) : *Umanesimo e Rinascimento*. Florence, 1941, in-16, 177 pp.

Réflexions originales sur le passage de l'humanisme à l'esprit de la Renaissance.

C. R. : A. S. I., 1942, p. 154.

GARIN (Eugenio) : *Il Rinascimento italiano*. Milan, 1941, 404 pp. (*D. S. P. P.*, 15.)

Présentation systématique de textes dont beaucoup sont peu connus sur : L'annonce du renouveau. — La réapparition du monde antique. — Anciens et Modernes, Italiens et Barbares. — La nouvelle conception de la vie. — Le monde des hommes. — Le culte de la beauté. — La vie politique. — Polémiques sur l'Eglise romaine. — Aspects et genres de vie. — Portraits et souvenirs.

#### 2° Écrivains et penseurs.

ALTAMURA (Antonio) : *L'Umanesimo nel Mezzogiorno d'Italia*. Florence, 1941, 203 pp.

Un ouvrage utile, malgré de nombreuses lacunes en ce qui concerne les humanistes des Pouilles.

C. R. : Iapigia, 1941, p. 290.

BONARELLI (Guidobaldo) : *Filli di Sciro, discorsi e appendice*. Éd. par G. Gambarin. Bari, 1941, 335 pp. (*Scrittori d'Italia*.)

Un gentilhomme lettré du XVI<sup>e</sup> siècle (1563-1608).

CANNELLI (Giuseppe) : *I dotti bizantini e le origini dell'umanesimo*. I : *Manuele Crisolora* ; —

II : *Giovanni Agiropoulos*. Florence, 1941, 2 vol., 228 et 223 pp.

Importantes études d'ensemble.

CIAN (Vittorio) : *Nel mondo di Baldassare Castiglione*. A. lombardo, 1941, pp. 3-97.

Une série de documents habilement présentés et commentés sur Balthazar, sa famille, ses livres, ses travaux, ses amis.

DE CAMPOS (D. R.) et BIAGETTI (B.) : *Il giudizio universale di Michelangelo*. Rome, 1944, 2 vol. in-4°, texte : 214 pp., planches : cxxvii.

Travail essentiel pour comprendre la pensée du grand Florentin.

KARDOS (Tiberio) : *Mattia Corvino, re e umanista*. Rinascita, 1940, pp. 802-841 ; — 1941, pp. 69-83.

Étude sur l'humanisme en Hongrie.

C. R. : A. S. I., 1941, p. 107.

LAURENT (M. H.) : *Fabio Vigili et les bibliothèques de Bologne au début du XVI<sup>e</sup> siècle*. Cité du Vatican, 1943, XLVIII-416 pp. (*Studi e Testi*, 105.)

Ces inventaires des bibliothèques de Bologne constituent pour l'histoire de la culture intellectuelle un document d'autant plus précieux que plusieurs ont été détruits au cours de la dernière guerre.

PICCOLOMINI (Enea Silvio) : *Chrysis, commedia*. Éd. par Sanesi. Florence, 1941, 95 pp.  
Comédie écrite en 1444 à Nuremberg où le futur Pie II était secrétaire impérial.  
C. R. : B. senese, 1943, p. 116.

SEMPRINI (G.) : *La civiltà dell'umanesimo nell' « Utopia » del More*. Gênes, 1940, 119 pp.  
Analyse sérieuse du contenu et de la valeur de l'*Utopie*, mais sans grande originalité.  
C. R. : R. S. I., 1942, p. 286.

SICULO (Lucio Marineo) : *Epistolario*. Éd. par P. Verrua. Rome, 1940, 218 pp.  
Cet humaniste sicilien, mort en 1533, a vécu en Espagne où il fut le promoteur du renouveau de la méthode classique.  
C. R. : A. S. I., 1940, p. 140.

TOFFANIN (Giuseppe) : *Montaigne e l'idea classica*. Rinascita, 1940, pp. 434-469, 702-731.  
Intéressante étude d'histoire des idées.

### 3° Explorateurs.

BIANCHI (Camillo) : *La vera data della scoperta dell'America*. Rinascita, 1941, pp. 3-44.  
Le 13 octobre, d'après les lettres de Colomb à Louis de Santagel et Raphaël Sanchez.

REVELLI (Paolo) : *Colombo*. Turin, 1941, 288 pp. (*I grandi italiani*.)  
Bibliographie vivante, fondée sur une documentation solide et due à un spécialiste de Colomb, avec un parti pris de mettre au premier plan l'italianité du héros.  
C. R. : R. S. I., 1942, p. 56, et N. R. S., 1941, p. 548.

## IV. LA RÉFORME

### A) Hérétiques et réformateurs.

BAINTON (Roland H.) : *Bernardino Ochino, esule e riformatore senese del Cinquecento (1487-1563)*. Florence, 1940, 213 pp.

Travail sérieux sur le « Savonarole du XVI<sup>e</sup> siècle », avec bibliographies, indices, pièces justificatives.

BRUNO (Giordano) : *De Causa, Principio et Uno*. Éd. par A. Renda. Padoue, 1941, 120 pp.  
Une solide préface analyse la philosophie de Bruno dans les rapports avec la scolastique et la pensée de la Renaissance.  
C. R. : N. R. S., 1942, p. 517.

CANTIMORI (Delio) : *Eretici italiani del Cinquecento*. Florence, 1940, 448 pp.  
Étude très documentée sur les réformateurs italiens rebelles à toute forme de communauté ecclésiastique : Fausto et Lellio Sozzini, Valentino Gentili, Giorgio Siculo.  
C. R. : N. R. S., 1940, p. 569, et R. S. I., 1942, p. 60.

FRANCESCON (Clemente) : *Chiesa e stato nei consulti di fra Paolo Sarpi*. Vicence, 1942, 270 pp.  
Travail important sur la pensée du théologien et publiciste vénitien de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

MERCATI (Angelo) : *Il sommario del processo di Giordano Bruno con appendice di documenti sull'eresia e l'inquisizione a Modena nel secolo XVI*. 1942, 155 pp. (*Studi e Testi*, 101.)  
Étude du manuscrit et publication du texte.

SARPI (fra PAOLO) : *Istoria dell'Interdetto*. Éd. par Busnelli et Gambarin. Bari, 1940, 3 vol., 270, 260 et 304 pp. (*Scrittori d'Italia*, 179-181.)  
Cette bonne édition, avec abondantes notes de l'œuvre célèbre (1606) du fameux publiciste et théologien vénitien, fait partie d'une publication d'ensemble de ses œuvres.  
C. R. : A. veneto, 1942, pp. 140.

### B) Église catholique, Concile de Trente et Contre-Réforme.

BERNARDINO DA SIENA : *Le prediche volgari*. Éd. par Ciro Cannarozzi. T. III, IV, V. Florence, 1940.

Prédications du Carême de 1425 sténographiées à Sainte-Croix de Florence.

C. R. : A. S. I., 1941, 2, p. 138.

BERNARDINO DA SIENA : *Saggi e ricerche pubblicati nel V centenario della morte*. Milan, 1945, 483 pp.

Publié par l'Université du Sacré-Cœur de Milan. Nombreux articles de premier ordre.

BERNARDINO DA SIENA : Numéro spécial des *Studi francescani*, 1945, 343 pp., bibl.

CASTANO (L.) : *Niccolò Sfondrati, vescovo di Oremona al Concilio di Trento (1561-1563)*. Turin, 1940.

Importante contribution à l'histoire de la troisième époque du Concile de Trente.

C. R. : A. romano, 1943, p. 361.

DELL'ORO (Ignazio) : *Papa Alessandro VI*. Milan, 1940, 308 pp.

DONDAINE (Antoine) : *Le frère prêcheur Jean Dupuy et son sermon sur Jeanne d'Arc*. A. F. P., 1942, pp. 118-184.

Un éloge de Jeanne d'Arc écrit quelques semaines après la délivrance d'Orléans.

HOFMANN (Giorgio) : *Epistolae Pontificiae ad concilium Florentinum spectantes*. T. I (1418-1438). Rome, 1940, 118 pp.

HOFMANN (Giorgio) : *Papato, conciliarismo, patriarcato (1438-1439)*. Misc. Hist. pont., t. II, 1940, pp. 8-82.

Deux discours du légat Jean de Torquemada à la diète de Nuremberg et au congrès de Mayence.

C. R. : A. S. I., 1941, 2, p. 139.

*Il quarto centenario della costituzione della Compagnia di Gesù*. Recueil de conférences tenues à l'Université du Sacré-Cœur de Milan. Milan, 1941, 244 pp.

LUGANO (Placido Tommaso) : *I processi inediti per Francesca Bussa dei Pontiani (Sta Francesca Romana), 1440-1453*. Cité du Vatican, 1945, xl-346 pp. (*Studi e Testi*, 120.)

Édition du procès de canonisation qui apporte de nombreux renseignements sur la vie romaine au début du xv<sup>e</sup> siècle.

MONTI (Gennaro Maria) : *Studi sulla Riforma cattolica e sul Papato nei secoli XVI-XVII*. Trani, 1941, 282 pp.

Ce volume réunit les articles écrits de 1920 à 1926, notamment les *Ricerche su Papa Carafa Paolo IV*, sur Marcel II, sur le cardinal Alfonso Carafa, sur l'ambassade du cardinal Burali d'Arezzo à la cour de Philippe II, etc...

C. R. : N. R. S., 1942, pp. 72, et R. H. E., 1942, p. 287.

SORANZO (Giovanni) : *Rapporti di San Carlo Borromeo con la Repubblica veneta*. A. veneto, 1940, pp. 1-40.

Six lettres inédites de saint Charles Borromée (1580).

TORQUEMADA (Juan de) : *Apparatus super decretum Florentinum unionis Graecorum*. Éd. par E. Candal. Rome, 1942, in-4°, 147 pp.

## V. HISTOIRE ÉCONOMIQUE

CECCHINI (G.) et PRUNAJ (G.) : *Arte degli speziali di Siena*. T. II : *Breve degli speziali (1354-1542)*. Sienne, 1942, 126 pp.

CORDIGNANO (F.) : *Catasto veneto di Scutari e Registrum concessionum (1416-1417)*. T. II. Rome, 1942, 171 pp.

MASI (G.) : *Statuti delle colonie fiorentine all'estero (sec. XV-XVI)*. Milan, 1941, 254 pp.

L'organisation des colonies économiques de Florence en Occident et en Orient et les magistrats préposés à Florence à leur contrôle d'après les archives de Florence.

C. R. : A. S. I., 1942, 1, p. 154.

MIRA (Giuseppe) : *I registri d'estimo e lo studio dell'economia lombarda del XV e XVI secolo*. Rivista internazionale di scienze sociali, mai 1942.

Description sommaire des estimes conservées dans les archives lombardes.



## DE LA PRÉPONDÉRANCE ÉTRANGÈRE A L'ANNONCE DU RISORGIMENTO

XVII<sup>e</sup> ET XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES

## I. POLITIQUE GÉNÉRALE

## A) Généralités.

ALGAROTTI (Francesco) : *Viaggi di Russia*. Ed. par Trompeo. Turin, 1942, 110 pp.Ces lettres, écrites au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, constituent à la fois une œuvre littéraire et un intéressant témoignage.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 503.

BARBAGALLO (Corrado) : *Storia universale*. V, 1 : *Riforme e Rivoluzione (1699-1799)*. Turin, 1940, in-4<sup>e</sup>, 794 pp.

C. R. : N. R. S., 1940, p. 93.

LEPORE (Feliciano) : *Un capitolo inedito di storia mediterranea. Spagna e Impero Ottomano nel secolo XVIII*. Florence, 1943, 237 pp.QUARZA (Romolo) : *Tommaso di Savoia Carignano nelle campagne di Fiandra e di Francia (1635-1638)*. Turin, 1941, 283 pp.

Pages d'histoire diplomatique et militaire d'après des documents inédits des archives de Turin et de Mantoue.

C. R. : A. S. I., 1942, 1, p. 155.

QUARZA (Romolo) : *L'equilibrio italiano nella politica alla vigilia della guerra per la Successione polacca (da documenti inediti)*. Casale Monferrato, 1945, 159 pp. (*Bibl. storica subalpina*, CLX.)ROTA (Ettore) : *Pasquale Paoli*. Turin, 1941, 197 pp.

Étude biographique avec bibliographie.

## B) La Savoie.

BULFERETTI (Luigi) : *Fonti per la storia delle relazioni tra lo Stato Sabauda e la Prussia nel secolo XVIII*. Turin, 1941, 39 pp.

Mémoire de 1774 « sur la conduite à tenir vis-à-vis des cours de Paris et de Vienne », et relation de Turinois sur la Prusse et la cour du grand Frédéric.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 583.

MORANDI (Carlo) : *Lo Stato milanese e la politica di Vittorio Amedeo II. Note e documenti*. A. mod., 1938 (paru 1940), pp. 1-91.Sept documents. Les ambitions de la Savoie à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.MOSCATI (Ruggiero) : *Direttive per la politica estera sabauda da Vittorio Amedeo II a Carlo Emanuele III*. Milan, 1941, 295 pp. (*D. S. P. P.*, 11.)

Commode choix de documents qui éclairent la période 1684-1776, au cours de laquelle la Savoie accède à la grande politique européenne.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 582, et R. S. I., 1941, p. 409.

SALSOTTO (Carlo) : *Documenti sulla politica fiscale e sui rapporti finanziari tra gli eserciti alleati durante l'occupazione franco-sabauda del Milanese dal 1723 al 1733*. Turin, 1942, LXV-209 pp.Préface sur la politique sarde au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et publication du « Sommaire de la négociation qu'il y a eu entre S. M. et la cour de France au sujet des impositions tant ordinaires qu'extraordinaires de l'État de Milan pendant la dernière guerre », de lettres et de mémoires.SCIOLLA (Alberto) : *Le regie costituzioni piemontese e l'opera riformatrice da Vittorio Amedeo II a Carlo Emanuele III*. Rome, 1941, 90 pp.

## C) Venise.

BRUNELLI BONETTI (Bruno) : *Venezia nel diario inedito di un viaggiatore francese (1763)*. Venise, 1941, 20 pp.ID. : *Padova, Vicenza e Verona nelle note di viaggio di un Francese del Settecento*. Padoue, 1941, 26 pp.

Notes de voyage d'Auguste Denys Fougereux de Bondaroy (1731-1789), de l'Académie des Sciences, auteur de « Recherches sur les ruines d'Herculanum » (1769).

C. R. : N. R. S., 1941, p. 591.

CAPPOVIN (Giorgio) : *Tripoli e Venezia nel secolo XVIII*. Verbania, 1942, in-16, 632 pp.

Intéressante étude sur une des périodes les plus mouvementées de la Régence et sur les gloires ultimes de la République.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 457, et A. veneto, 1943, p. 250.

LOREDANA : *L'ambasciatore Antonio Foscarini*. Rome, 1941, 243 pp.

Biographie du célèbre patricien de Venise, ambassadeur en France et en Angleterre, tombé en disgrâce, exécuté en 1622, puis réhabilité.

Tend un peu vers le roman historique.

C. R. : A. veneto, 1942, p. 143.

SACCARDO (Rosanna) : *La stampa periodica veneziana fino alla caduta della Repubblica (1661-1796)*. Venise, 1942, 168 pp.

Recension complète et méthodique des journaux vénitiens depuis l'origine, avec des indications sur leur histoire et de commodes indices.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 299, et A. veneto, 1942, p. 265.

#### D) Autres États italiens.

GIUSSANI (Antonio) : *La rivoluzione cattellinese del 19 luglio 1620*. Milan, 1940, 203 pp.

GULINO (Giuseppe) : *La Sicilia e Carlo di Borbone (1734-1748)*. Palerme, 1940, 96 pp.

Le despotisme éclairé dans la politique économique et religieuse, et dans les rapports avec les Barbaresques.

C. R. : Risorgimento, 1942, p. 274.

LA ROCCA (Luigi) : *Il principe sabaudo Emanuele Filiberto, grande Ammiraglio di Spagna e Viceré di Sicilia (1588-1624)*. Turin, 1940, 341 pp.

Travail fondé sur de nombreux documents inédits, qui met en lumière le caractère purement espagnol du prince.

C. R. : B. catanese, 1941, p. 149.

DE MAGISTRIS (Carlo Pio) : *Per la storia del componimento della contesa tra la Repubblica veneta e Paolo V (1605-1607)*. Turin, 1941, 454 pp.

Ouvrage posthume préfacé par Carlo Contessa.

Importante publication de documents groupés systématiquement.

C. R. : A. veneto, 1941, p. 141.

ORESTE (Giuseppe) : *La prima insurrezione corsa del secolo XVIII (1730-1733)*. A. Corsica, 1940, pp. 1-12, 147-164, 292-315, 393-430 ; — 1941, pp. 32-79, 159-209.

PONTIERI (Ernesto) : *Il tramonto del baronaggio siciliano*. Florence, 1943, 387 pp.

Importante étude sur l'ancien régime en Sicile et sur sa dissolution au temps des viceris réformateurs Caracciolo et Caramanico (1780-1795).

PONTIERI (Ernesto) : *Il riformismo borbonico nella Sicilia del Settecento e dell'Ottocento*. Rome, 1945, 347 pp.

Une suite d'essais très nourris sur le gouvernement, la population, les expériences réformatrices en Sicile du milieu du xviii<sup>e</sup> siècle jusqu'au traité de commerce anglo-napolitain de 1845.

VIVIANI DELLA ROBBIA (Enrico) : *Bernardo Tanucci ed il suo più importante carteggio*. Florence, 1942, 2 vol., 343 et 620 pp.

760 lettres de Tanucci à Luigi Viviani della Robbia, ministre du roi d'Espagne à Florence (1750-1780).

C. R. : A. S. I., 1944, p. 129.

## II. HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BRUZZI (Enrico) : *L'organizzazione del lavoro nell'antica Arte della lana pratese*. Prato, 1941, 8 pp. (Extr. A. pratese.)

Transformation des modes de travail au milieu du xviii<sup>e</sup> siècle. Les industries émigrent à la campagne, ce sont les débuts du capitalisme moderne.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 594.

- CUSIN (Fabio) : *Geminiano Montarini e la teoria del valore*. Studi Urbinati, 1940, pp. 111-138. Une théorie moderne de la valeur sous la plume d'un économiste de 1683.  
C. R. : A. S. I., 1940, 2, p. 171.
- DAL PANE (Luigi) : *Il tramonto delle corporazioni in Italia (secoli XVIII e XIX)*. Milan, 1940, 354 pp. (D. S. P. P., 8.)  
Recueil de textes édités et inédits sur la décadence des corporations que l'auteur attribue au progrès de l'économie et de l'unité de l'État.
- FILANGIERI (Riccardo) : *I banchi di Napoli dalle origini alla costituzione del Banco delle Due Sicilie (1538-1808)*. Naples, 1940, in-4°, 239 pp. et 79 pl.  
Un livre fondamental. La banque à Naples depuis la fondation du Mont-de-Piété, ses vicissitudes jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la ruine générale provoquée par les guerres de Ferdinand IV et la politique de regroupement menée par Napoléon et Murat avec la fondation du Banco di Corte, puis du Banco delle Due Sicilie.  
C. R. : N. R. S., 1941, p. 110, et R. I. S. E., 1941, p. 199.
- PARENTI (Giuseppe) : *Prezzi e mercato del grano a Siena (1546-1765)*. Florence, 1942, 279 pp. Étude statistique.  
C. R. : B. senese, 1942, p. 128.
- VIANELLO (C. A.) : *La riforma finanziaria nella Lombardia austriaca del XVIII secolo*. Milan, 1940, 528 pp. (Il Settecento milanese, IV.)  
Une introduction synthétique précède la publication de décrets, relations, correspondances, bilans; rapports relatifs à la situation financière de la Lombardie au XVIII<sup>e</sup> siècle.  
C. R. : A. lombardo, 1941, p. 236.
- VIANELLO (C. A.) : *Le finanze ed il commercio toscani da Pietro Leopoldo al regno di Etruria*. R. S. I., 1940, pp. 111-125.  
Intéressante vue d'ensemble avec chiffres et tableaux comparatifs.

### III. HISTOIRE RELIGIEUSE

- CODIGNOLA (Ernesto) : *Il Giansenismo toscano nel carteggio di Fabio De Vecchi*. Florence, 1942, 2 vol., 351 et 383 pp.  
La correspondance de De Vecchi avec Mgr Zanoli Banchieri et d'autres lettres éclairent le jansénisme toscan, qui apparaît en pleine lumière durant les années 1770-1780; introduction sur le mouvement janséniste et la figure de De Vecchi.  
C. R. : A. S. I., 1943, p. 169.
- DAMNIG (Enrico) : *Il movimento giansenista a Roma nella seconda metà del secolo XVIII*. Cité du Vatican, 1945, 418 pp. (Studi e Testi, 119.)  
Importante étude d'ensemble sur les chefs du mouvement, ses « cercles » et son action.
- MATTEUCCI (B.) : *Scipione de' Ricci. Saggio storico-teologico sul giansenismo italiano*. Rome, 1941, 330 pp.  
Thèse de l'Université grégorienne.
- MONTENOVESI (Ottorino) : *Un pontificato da riabilitare. Il papa Clemente XIV ed il volume a lui dedicato da L. von Pastor*. Archivi, 1941, pp. 98-121.  
L'abolition de la Compagnie de Jésus.
- PALOEZI (Romano) : *Mons. Giovanni Bottari e il circolo dei Giansenisti romani*. Annali della Scuola normale di Pisa. Lettere e filosofia, 1941, pp. 70-89 et 199-220.  
Le courant janséniste à Rome depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Mgr Bottari, secrétaire de Benoît XIV, et la lutte contre les Jésuites.  
C. R. : A. S. I., 1943, p. 169, et A. romano, 1943, p. 367.
- ROUËT DE JOURNEL (Marie-Joseph) : *Nonciatures de Russie d'après les documents authentiques. II : Nonciature de Litta, 1797-1799*. Cité du Vatican, 1943, LXVIII-453 pp.
- RUFFINI (Francesco) : *I Giansenisti piemontesi e la conversione della madre di Cavour*. Éd. par E. Codignola. Florence, 1942, in-16, LXVI-214 pp.  
Dans son introduction, Codignola établit que, contrairement à l'opinion traditionnelle, le jansénisme a exercé sur le clergé et l'aristocratie intellectuelle du Piémont une grande influence dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 153.

- TORNETTA (Vincenzo) : *La politica del Mazzarino verso il Papato (1644-1646)*. A. S. I., 1941, 2, pp. 86-116, et 1942, 2, pp. 94-134.  
Les difficultés entre Mazarin et Innocent X à propos de l'expédition française projetée pour mettre Thomas de Savoie-Carignan sur le trône de Naples.
- KYBAL (Vlastimil) et INCISA DELLA ROCCHETTA : *La nunziatura di Fabio Chigi (1640-1651)*. T. I (1640-1645). Rome, 1943, 683 pp.  
La correspondance du nonce au congrès de Westphalie.

#### IV. HISTOIRE INTELLECTUELLE ET ORIGINES DU RISORGIMENTO

- SALVATORELLI (Luigi) : *Il pensiero politico italiano dal 1700 al 1870*. Turin, 1941, 379 pp.  
Deuxième édition augmentée.  
C. R. : N. R. S., 1941, p. 571.
- ABETTI (Giorgio) : *Amici e nemici di Galileo*. Milan, 1945, 338 pp.  
Les relations de Galilée avec les plus importants personnages du monde scientifique, littéraire et religieux du XVII<sup>e</sup> siècle.
- CALCATERRA (Carlo) : *I Filopatri*. Turin, 1941, 512 pp.  
Les origines du Risorgimento dans le Milan du XVIII<sup>e</sup> siècle. Extraits des principaux écrivains qui ont participé au mouvement de la *Filopatria*, précédés pour chacun d'eux d'une esquisse biographique.  
C. R. : N. R. S., 1942, p. 283.
- DE STEFANO (Francesco) : *G. R. Carli (1720-1745). Contributo alla storia delle origini del Risorgimento*. Modène, 1942, 273 pp.  
Un précurseur de l'idée unitaire.
- GALIANI (Ferdinando) : *Dei doveri dei principi neutrali*. Ed. par G. M. Monti. Bologne, 1942, 388 pp.  
Edition critique de l'important livre de Galiani sur la neutralité (1782).  
C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 154.
- GIANNONE (Pietro) : *Il Triregno*. Bari, 1940, 3 vol. (*Scrittori d'Italia*, 176, 177, 178.)  
Le royaume terrestre, le royaume céleste et le royaume pontifical. Important pour l'histoire de la pensée philosophique, politique et religieuse du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage a été composé entre 1731 et 1736.  
C. R. : N. R. S., 1941, p. 169, et *Rinascita*, 1942, p. 45.
- MORI (Renato) : *Aspirazioni costituzionali nel pensiero politico toscano del Settecento*. A. S. I., 1943, pp. 31-61.  
Tendances libérales, influence de la Révolution et projets de constitution de Léopold I<sup>er</sup>, de Pietro Verri et d'Ubaldo Maggi.

#### LE RISORGIMENTO (1789-1870)

##### I. OUVRAGES D'ENSEMBLE

- GHISALBERTI (Alberto Maria) : *Introduzione alla storia del Risorgimento*. Rome, 1942, 240 pp.  
L'auteur considère le Risorgimento comme un phénomène européen dont les origines se placent au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle ; il passe en revue les principales sources et fait un examen critique des travaux essentiels.  
C. R. : A. S. I., 1944, p. 129.
- BARBAGALLO (Corrado) : *Storia universale*. V, 2 : *Dall'età napoleonica alla fine della prima guerra mondiale, 1798-1919*. Turin, 1942, in-4°, 896 pp.
- Atti del XXIII Congresso di Storia del Risorgimento italiano (1935). Rome, 1940, 438 pp.  
Une série de brèves communications. A noter :  
CANZIO : *La reazione antifrancese durante la prima Repubblica cisalpina*.  
CIASCA : *Le forze di rinnovamento nell'economia dell'Italia meridionale durante il secolo XVIII*.  
SIMEONI : *L'Austria e la caduta della monarchia borbonica napoletana*.

*Atti del XXIV Congresso di Storia del Risorgimento italiano (1936)*. Rome, 1941, 511 pp.

A noter :

IORGA : *Marcantonio Canini e il primo principe della Romania unita*.

MONTI : *Il trattato di Chaumont e i tentativi dei deputati lombardi per l'annessione di Genova nel 1814*.

VALSECCHI : *Le convenzioni austriache coi ducati italiani e la preparazione diplomatica della guerra del 1859*.

BATTAGLINI (Tito) : *L'organizzazione militare del Regno delle Due Sicilie da Carlo III all'impresa garibaldina*. Modène, 1940, 294 pp.

Les réformes de Murat. L'incapacité des chefs et l'indiscipline des troupes expliquent la rapide marche des Mille en 1860.

C. R. : A. S. I., 1941, 2, p. 143.

BINELLO (G.) : *Le ferrovie italiane del Risorgimento*. Turin, 1940, 133 pp.

Un ouvrage général qui expose clairement la formation des chemins de fer italiens.

C. R. : B. subalpino, 1940, p. 244.

CUNEO (N.) : *Storia dell'emigrazione italiana in Argentina, 1810-1870*. Milan, 1940, 387 pp.

Le courant d'émigration, ses conséquences pour l'Italie, la part prise par les colons italiens à la vie de leur nouvelle patrie.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 114.

DE BIASE (Corrado) : *Il problema delle ferrovie nel Risorgimento italiano*. Modène, 1940, 198 pp.

La période antérieure à 1846 est la mieux traitée et la plus intéressante. Pour celle qui va de 1846 à 1861, c'est une chronique de l'établissement des chemins de fer, dû surtout à des raisons politiques. Dans ce volume, les questions politiques sont bien traitées, les conséquences économiques et sociales négligées.

C. R. : N. R. S., 1940, p. 268, et R. I. S. E., 1941, p. 1086.

FOSSATI (Antonio) : *Problemi monetari liguri e piemontesi. Dalla riforma del 1755 al conguaglio della tariffa delle monete del 1826*. Turin, 1941, 404 pp.

Recherches précises et minutieuses sur les origines de la réforme qui a fondé le système monétaire encore en vigueur, dans ses grandes lignes, en Italie.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 128.

MICHEL (Ersilio) : *Esuli italiani in Tunisia*. Milan, 1941, 506 pp.

Contribution à l'étude du Risorgimento italien à l'étranger (1815-1861). Le volume tourne quelque peu à la propagande politique.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 561.

SALVATORELLI (Luigi) : *Pensiero e azione del Risorgimento*. Turin, 1943, 228 pp. (Saggi, XLIV.)

Importante synthèse du mouvement des idées, dans laquelle on sent toutefois très vives les préoccupations politiques de l'auteur.

SIGNORETTI (Alfredo) : *Italia ed Inghilterra durante il Risorgimento*. Milan, 1940, in-16, 396 pp.

En amplifiant un ancien article, l'auteur retrace rapidement, mais avec une solide documentation, l'histoire des rapports anglo-sardes et anglo-italiens.

SORIGA (Renato) : *L'idea nazionale italiana dal secolo XVIII all'unificazione*. Modène, 1941, 298 pp.

Id. : *Le società segrete, l'emigrazione politica e i primi moti per l'Indipendenza*. Modène, 1942, 310 pp.

Dans ces deux volumes, Silio Manfredi a réuni les principaux articles de Soriga retraçant les idées et l'action des premiers patriotes italiens et la formation de la conscience nationale, éléments d'un livre qui ne fut jamais écrit : « Unitarismo premazziniano. »

C. R. : R. S. I., 1942, p. 276.

VALORI (Aldo) : *Garibaldi*. Turin, 1941.

Ouvrage sérieux et solide, mais déparé par d'évidentes intentions de propagande.

Imp. C. R. : N. R. S., 1942, p. 113.



## II. LE MOUVEMENT DES IDÉES

BIXIO (Nino) : *Epistolario*. I et II : 1847-1865. Éd. par E. Morelli. Rome, 1939-1942, 2 vol., 552 et 485 pp.

472 et 324 lettres, dont 131 et 230 inédites, où sont traités tous les sujets, politiques et privés, et qui sont révélatrices du tempérament des hommes de 48.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 155.

BONGHI (Ruggero) : *Opere*. XII et XIII : *Stato e Chiesa*. Éd. par W. Matturi. Milan, 1942, 2 vol., 472 et 418 pp.

Articles, discours et opuscules inédits écrits de 1867 à 1895. Importante préface sur la pensée religieuse de Bonghi.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 173.

BULFERRI (L.) : *Antonio Rosmini nella Restaurazione*. Florence, 1942.

Livre très érudit sur la jeunesse agitée de Rosmini et sa formation philosophique et morale au milieu des problèmes de la Restauration.

C. R. : A. romano, 1943, p. 398.

CANASI (Anna Maria) : *Tendenze politiche in Lombardia prima e dopo il 1853*. A. S. I., 1943, pp. 123-154.

Les caractères des deux tendances, modérée et démocrate; les aspirations libérales nationales et leur rencontre avec la politique de Cavour.

*Carteggi dei Giansenisti liguri*. Éd. par E. Codignola. Florence, 1941-1942, 3 vol.

Ample introduction historique et *Carteggi* de Solari et de Palmieri. Documents essentiels pour reconstituer l'atmosphère de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle, où se sont formés un Manzoni et un Mazzini.

C. R. : A. S. I., 1942, 1, p. 155.

CEVA (Bianca) : *Un conservatore dell'Ottocento. Il conte Cesare Balbo*. N. R. S., 1942, pp. 420-438.

Intéressant essai psychologique.

DELLE PIANE (Mario) : *Il liberalismo di Ruggero Bonghi*. R. S. I., 1940, pp. 369-404.

Premier essai d'une étude sur la pensée politique du libéral napolitain.

EMMANUELE DI TORREALTA (Caterina) : *Mazzini e il problema sociale*. Palerme, 1941, 199 p.

Étude de la pensée économique de Mazzini, que l'on ne peut distinguer de sa pensée politique dont elle est partie intégrante.

FOSSI (Pietro) : *Italiani dell'Ottocento : Rosmini, Capponi, Lambruschini, Tommaseo, Manzoni*. Florence, 1942, 185 pp.

Le libéralisme catholique au XIX<sup>e</sup> siècle; sept leçons professées en Sorbonne en 1938 sous le titre : « Les courants de la pensée libérale en Italie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. »

C. R. : N. R. S., 1942, p. 506, et A. S. I., 1943, p. 171.

GHISALBERTI (Alberto Maria) : *Un epistolario da raccogliere (con lettere di Massimo d'Azeglio)*. Risorgimento, 1943, pp. 389-406.

Étude de la correspondance du romancier, peintre et homme politique piémontais.

GUERRA (T.) : *La fortuna del Giobertismo nell'Italia meridionale*. A. napoletano, 1941, pp. 99-148.

Le succès du *Primato* chez les modérés napolitains et l'activité de Massari pour faire triompher les idées de Gioberti.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 155.

JACINI (Stefano) : *Un riformatore toscano dell'epoca del Risorgimento : il conte Piero Guicciardini (1808-1886)*. Florence, 1940, 358 pp.

Des éléments nouveaux sur le rôle des sociétés protestantes dans le Risorgimento et sur le monde rural italien au XIX<sup>e</sup> siècle.

C. R. : R. S. I., 1941, p. 403, et R. I. S. E., 1941, p. 979.

MAZZINI (Giuseppe) : *Scritti editi ed inediti*, éd. par la Reale Commissione editrice. Serie III : *Epistolario*, vol. LII, LIII, LIV, LV. Imola, 1940.

La publication des œuvres de Mazzini — qui doit comprendre cent volumes en trois séries : politique, littérature, correspondance — continue.

MONTI (Antonio) : *L'idea federalistica italiana e i progetti di federazione europea*. Milan, 1945, 210 pp.

Étude critique sur le fédéralisme italien du Risorgimento.

OMODEO (Adolfo) : *Vincenzo Gioberti e la sua evoluzione politica*. Turin, 1941, 121 pp.

Ce volume réunit quatre essais sur Gioberti, son drame intérieur et sa vie mouvementée de polémiste.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 411.

PASSERINI D'ENTREVES (Ettore) : *La giovinezza di Cesare Balbo*. Florence, 1941, 279 pp.

Excellente étude sur la formation de sa pensée politique, fondée sur des sources inédites.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 313.

QUAGLIOTTI (Giovanni) : *Aurelio Saffi. Contributo alla storia del mazzinianesimo*. Rome, 1944, 263 pp.

L'ami et le collaborateur dévoué de Mazzini.

RICASOLI (Bettino) : *Carteggi*. Éd. par M. Nobili et S. Camerani. T. II. Bologne, 1940, in-4°, 440 pp.

612 lettres du 4 juin 1845 au 31 décembre 1847.

RINALDI (Evelina) : *Appunti per una bibliografia mazziniana*. G. Liguria, 1941, pp. 49-56, 184-190, et 1942, pp. 95-100.

VECCHIETTI (Tullio) : *Contributo allo studio del pensiero di Vincenzo Cuoco*. R. S. I., 1941, pp. 197-216, 327-350.

Celui qui a voulu faire réaliser par Murat l'unité de l'Italie.

VECCHIETTI (Tullio) : *Il pensiero politico di Vincenzo Gioberti*. Milan, 1941, 421 pp. (D. S. P. P., 13.)

Groupement systématique des principaux textes de Gioberti (le concept de *Primato*; la lutte politique; le concept de *Rinnocamento*; la politique générale), précédé d'une introduction et d'une bibliographie choisie.

### III. L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET IMPÉRIALE, 1789-1815

#### A) Avant l'arrivée des Français, 1789-1796.

BARBAGALLO (Corrado) : *Due rivoluzioni dei secoli XVIII-XIX : La rivoluzione americana, la rivoluzione francese ed europea*. Milan, 1941, in-16, 325 pp.

Vue synthétique qui paraît de grande qualité et qui présente 89 comme un phénomène européen.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 293.

FONSECA PIMENTEL (Eleonora) : *Il monitore repubblicano del 1789*. Éd. par B. Croce. Bari, 1943, in-16, 273 pp.

Articles politiques et écrits divers.

MORI (Renato) : *Il movimento reazionario in Toscana alle riforme economiche leopoldine del 1790*. A. S. I., 1942, 2, pp. 52-94.

La situation de l'industrie de la soie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle; les réformes de Léopold I<sup>er</sup> et la réaction qui les a suivies, manifestation d'opposition entre l'économie urbaine et la naissante économie nationale.

NUNZO (Giuseppe) : *Austria e governi d'Italia nel 1794*. Rome, 1940, 227 pp.

La préface trace un tableau complet des rapports des États italiens entre eux et avec les États étrangers à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle; suit la publication de soixante-dix-neuf dépêches napolitaines et cinquante-neuf du gouvernement de Milan, écrites par les souverains italiens, l'Empereur, les archiducs et les principaux ministres.

C. R. : N. R. S., 1940, pp. 416.

#### B) Les Français en Italie, 1796-1815.

CANIZIO (Stefano) : *La prima Repubblica cisalpina e il sentimento nazionale italiano*. Modène, 1944, 287 pp.

CARBONERI (Giovanni) : *Occupazione francese del Piemonte nel 1798-1800. Rivolta di Mondovì*. Éd. par E. Piglionne dans Boll. Sezione Cuneo, Deput. di Stor. patria subalpina, 1942, pp. 1-79; 1943, pp. 1-41.

Extrait des mémoires de Grassi dont la publication, préparée par Carboneri, a été assurée après sa mort, en 1940, par E. Piglionne.

DA COMO (Ugo) : *I comizi nazionali di Lione per la costituzione della Repubblica italiana*, III, 2 : Notices biographiques des députés, tables. Bologne, 1940, 200 pp. (*Atti delle Assemblée costituzionali italiane*.)

Ces 450 notices constituent un véritable dictionnaire des hommes politiques d'Italie du Nord à l'époque de la fondation de la République cisalpine.

C. R. : A. lombardo, 1940, p. 300.

MASCI (Andreina) : *Livorno, capoluogo del dipartimento del Mediterraneo*. Livourne, 1940, 61 pp. (Extr. du *Boll. stor. livornese*.)

Le régime napoléonien du blocus, ruinant le port, a heurté les sentiments et les intérêts des Livourniens, qui ont bien accueilli le retour du régime grand-ducal en 1814.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 584.

MORRA (Ottorino) : *L'insorgenza antifrancese di Tolfa durante la Repubblica romana del 1798-1799*. Rome, 1942, 143 pp. (*Ist. per la storia del Risorgimento*.)

Documents sur la réaction provoquée en province par l'apparition à l'improviste des troupes françaises et par l'attaque contre les anciennes institutions.

NATALI (Giovanni) : *Bologna e i dipartimenti cispadani nella seconda Repubblica cisalpina, 1800-1801*. A. M. Emilia, 1942, pp. 139-180.

Seize documents.

PIERI (Gino) : *Napoleone e il dominio napoleonico nel Friuli*. Udine, 1942, 491 pp.

RICCHIONI (Vincenzo) : *La statistica del reame di Napoli del 1811. Relazioni sulla Puglia*. Trani, 1942, 357 pp.

Amplés renseignements sur l'état physique, les populations et l'économie de la Capitanate, de la province de Bari et de la terre d'Otrante.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 154, et R. I. S. E., 1942, p. 651.

VALENTE (Angela) : *Murat e l'Italia meridionale*. Turin, 1941, 384 pp.

Contribution de premier ordre à l'étude du Risorgimento dans l'Italie du Sud ; l'œuvre de réforme intérieure, l'esprit public, les conditions sociales et économiques. L'occupation française a marqué dans tous les domaines une amélioration et a suscité cette « conscience avide de nouveauté et de progrès » qui a été la condition même du Risorgimento et de l'Unité.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 549.

*Verbalì delle sedute della municipalità provvisoria di Venezia (1796)*. III : *Documenti diplomatici e indici*. Éd. par Alberti et Cessi. Bologne, 1940. (*Atti delle assemblee costituzionali italiane*.)

Id. Appendice : *Le annotazioni di Francesco Calbo alle sedute del consiglio dei Rogati (1785-1797)*. Éd. par Roberto Cessi. Bologne, 1942.

VIANELLO (A.) : *Le finanze della Repubblica cisalpina*. Milan, 1942, 90 pp.

VIANELLO (A.) : *Francesco Melzi d'Eril e la proclamazione della Repubblica cisalpina*. R. S. I., 1942, pp. 239-253.

Publie trois lettres de Melzi d'Eril de juin-juillet 1797.

VIGNUZZI (Bartolomeo) : *1796. I Francesi in Italia*. Éd. par L. Matteucci. Lugo, 1941.

ZARO (A.) : *Il ducato di Benevento dall'occupazione borbonica del 1798 al principato di Talleyrand (1806)*. Naples, 224 pp.

Lutte entre le Saint-Siège et Ferdinand IV pour la possession du duché. L'ouvrage, en dépit de notes surabondantes, demeure clair et prenant.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 104.

### C) Les campagnes de Napoléon.

BERTOLINI (Bartolomeo) : *La campagna di Russia e il tramonto di Napoleone (1812-1815). Memorie di un veterano trentino*. Éd. par E. Fabietti. Milan, 1940, 390 pp.

Mémoires d'un soldat de la Grande Armée.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 193.

BORTOLOTTI (Sandro) : *Austria e Francia a Napoli negli anni 1846-1847*. N. R. S., 1942, pp. 438-453.

Comment la France perdit au profit de l'Autriche la position prédominante acquise à Naples lors de la crise orientale de 1840.

CASTIGLIONE MORELLI (Emilia) : *Mazzini e la polizia napoletana*. Risorgimento, 1941, pp. 354-384, 493-521.

Documents inédits sur l'activité de Mazzini de 1833 à 1860. Si les tentatives de soulèvement de Mazzini n'ont pas réussi, ce n'est pas la faute de la police du royaume de Naples, mais de l'inculture des populations.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 145.

DE LAUGIER (Cesare) : *Concisi ricordi di un soldato napoleonico*. Éd. par R. Ciampini. Turin, 1942, in-16, 288 pp.

De Laugier est sans doute l'auteur de l'anonyme *Prigioniere di Narva*.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 154.

MATURI (Walter) : *Il principe di Canosa*. Florence, 1944, 419 pp.

« Don Quichotte de la réaction », cet ultra, ministre de la Police du royaume de Naples, défendit les privilèges de l'aristocratie pendant les premières décades du XIX<sup>e</sup> siècle contre les napoléoniens, les libéraux et les modérés.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 131, et N. R. S., 1943, p. 324.

MICHEL (Ersilio) : *Napoleone all'Elba. Documenti dell'Archivio Drouot*. Boll. stor. livornese, 1941-1942.

Intéressants documents qui renouvellent l'histoire du gouvernement de l'île d'Elbe par Napoléon.

C. R. : N. R. S., 1941, pp. 584.

PISANI (Filippo) : *Con Napoleone nella campagna di Russia*. Éd. par C. Zaghi. Milan, 1942, in-16, 403 pp.

PRAT (Ferdinando) : *Napoleone e l'Oriente*. Milan, 1945, 280 pp.

La politique orientale de Napoléon et son influence sur l'évolution historique de l'Orient. Bibliographie.

#### IV. LA RÉACTION, 1815-1848

##### A) Généralités.

BARENGO (Ulderico) : *Vicende mazziniane e garibaldine nelle carte dei Carabinieri Reali*. Rome, 1942, 235 pp. (*Memorie storiche dei Carabinieri Reali*, II.)

A travers les rapports de police des carabinieri, l'auteur éclaire quelques épisodes du Risorgimento.

BORTOLOTTI (Sandro) : *Metternich e l'Italia nel 1846*. Turin, 1945, 280 pp.

Étude d'histoire diplomatique d'après les documents des archives de Vienne. Important.

BULFERRETI (Luigi) : *La Restaurazione in Italia negli studi dell'ultimo centennio*. R. S. I., 1940, pp. 523-575.

Commode état des travaux.

FERRARA (Ferruccio) : *Fra i Borboni e i Savoia. La missione segreta del marchese Salvo in Piemonte per il matrimonio di Ferdinando II di Borbone con Maria Cristina di Savoia*. Bolzano, 1943, 254 pp.

FERRETTI (Giovanni) : *Luigi Amedeo Melegari a Losanna*. Rome, 1942, 365 pp.

Le milieu des réfugiés italiens en Suisse, à travers la biographie d'un mazzinien ardent, de 1830 à 1848.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 154.

MICHEL (Ersilio) : *Esuli italiani in Corsica, 1815-1861*. Bologne, 1941, 442 pp.

C'est en se répandant de Corse sur le continent que les patriotes exilés d'Italie ont fait connaître à l'opinion européenne la question italienne.

C. R. : A. Corsica, 1940, p. 520.

SALATA (Francesco) : *I costituti di Federico Gonfalonieri*. Bologne, 1940-1941, in-4°, 3 vol. (*Fonti per la Storia d'Italia dell'Ist. stor per l'età moderna*.)

Édition intégrale du procès (1821-1824). Un quatrième volume sur l'histoire et l'importance nationale du procès est annoncé.

B) *L'État pontifical*.

DEMARCO (Domenico) : *La nuova borghesia dello Stato pontificio alla vigilia del 1848*. N. R. S., 1941, pp. 461-480.

Extrait d'une future publication sur l'État pontifical à la veille de 1848.

PETROCCHI (Massimo) : *La Restaurazione romana (1815-1823)*. Florence, 1943, 242 pp.

Défense de la politique du cardinal Consalvi, « ni libéral, ni réactionnaire », mais modéré.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 130.

QUACQUARELLI (Antonio) : *La crisi del potere temporale del Papato nel Risorgimento (1815-1820)*. Bari, 1940, 115 pp.

Excellentes pages sur la crise économique et sur les insurrections ; le reste est de moindre valeur.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 108.

VENTRONE (Alfonso) : *L'amministrazione dello Stato pontificio dal 1814 al 1870*. Rome, 1942, 215 pp.

Exposé juridique et documentaire.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 131.

C) *Le royaume des Deux-Siciles*.

MOSCATI (Ruggiero) : *Appunti e documenti sui rapporti austro-napoletani alla vigilia del 1848*. A. Modena, 1938 (paru en 1940), pp. 93-162.

Quatorze documents sur Ferdinand II et la cour de Vienne.

PONTIERI (Ernesto) : *Sul trattato di commercio anglo-napoletano nel 1845*. Naples, 1942.

Les vicissitudes des négociations napolitaines pour obtenir l'abolition du droit de visite (*bandiera*) accordé à l'Angleterre par le traité d'Utrecht et confirmé en 1816. Grâce à Peel, on arriva à un accord en 1845, mais la politique de Palmerston empêcha les relations de devenir cordiales.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 171.

QUAZZA (Romolo) : *Il 1847 a Napoli nelle relazioni di due diplomatici piemontesi*. Turin, 1941, 72 pp.

Intéressant tableau de la décrépitude du gouvernement de Ferdinand II.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 586.

D) *Piémont et Italie du Nord*.

BULFERETTI (L.) : *Orientamenti della politica estera sabauda dal 1814 al 1819*. Rome, 1942, 177 pp.

Excellente étude, qui, malheureusement, n'est plus dans le commerce, les exemplaires en ayant été détruits par un bombardement.

FALCO (G.) : *Lo statuto albertino e la sua preparazione*. Rome, 1945, 317 pp.

Très importante étude.

FANO (Clelia) : *Francesco V. Il Risorgimento nel ducato di Modena e Reggio dal 1846 al 1849*. Reggio Emilia, 1941, 219 pp.

Biographie du duc et examen de ce qu'a été le mouvement libéral dans le duché.

GUGLIELMINO (Enrico) : *Genova dal 1819 al 1849. Gli sviluppi economici e l'opinione pubblica*. Gênes, 1940, 271 pp.

Abondante documentation (journaux, publications, archives), travail solide sur les problèmes du Risorgimento et l'attitude des Gênois à l'égard de la monarchie piémontaise, en dépit de quelques imperfections de détail.

C. R. : R. S. I., 1941, p. 113, et A. lombardo, 1941, p. 221.

LEMMI (Francesco) : *Censure e giornali negli Stati sardi al tempo di Carlo Alberto*. Turin, 1943. Important.

MONTI (Antonio) : *Un drammatico decennio di storia piemontese e il maresciallo V. A. Sallier de la Tour (1821-1831)*. Milan, 1943, 447 pp.



Travail fondé sur les inédits des archives privées de la maison de La Tour.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 131.

OMODEO (Adolfo) : *La leggenda di Carlo Alberto nella recente storiografia*. En appendice : « Mes souvenirs sur le roi Charles Albert » du comte Gerbaix de Sonnaz. Turin, 1940, 168 pp.

« Un exemple de critique aigüe, d'indépendance et d'honnêteté dans le jugement. » Il s'agit de l'énigme des contradictions de Charles Albert. Omodeo voit en lui le disciple idéal de Joseph de Maistre, qui règle son action non sur l'examen de la réalité, mais sur l'inspiration d'En-haut.

C. R. : N. R. S., 1941, p. 126.

PRAMPOLINI (Marianna) : *La duchessa Maria Luigia. Vita familiare alla corte di Parma*. Bergamo, 1942, in-4°.

Ouvrage nourri de recherches et d'une documentation inédite sur la vie de Marie-Louise d'Autriche, de Neipperg et de leurs enfants.

C. R. : B. Piacentino, 1942, p. 39.

RODOLICO (Niccolò) : *Nuove forze sociali e nuovi problemi nel Piemonte di Carlo Alberto*. A. S. I., 1940, 2, pp. 3-40.

L'attitude des diverses classes sociales devant le problème économique et social.

RODOLICO (Niccolò) : *Carlo Alberto*. T. III (1843-1849). Florence, 1943.

Le royaume sarde à la veille de 1848 et les causes profondes de Novare. L'auteur attribue la catastrophe aux luttes des partis. En regard, il place l'abnégation et la volonté délibérée de sacrifice du roi, alors que tout espoir de vaincre était perdu.

C. R. : A. S. I., 1943, p. 172.

STEFANI : *Trieste e l'Austria dopo la Restaurazione. Dai carteggi riservati della polizia imperiale*. Trieste, 1940, 563 pp.

300 documents officiels de la police autrichienne.

C. R. : A. Adige, 1942, p. 237.

#### V. L'UNITÉ, 1848-1870

COGNASSO (Francesco) : *Vittorio Emanuele II*. Turin, 1942, 389 pp.

Un peu trop apologétique.

MONTI (Antonio) : *Vittorio Emanuele II*. Milan, 1941, 414 pp.

Essai biographique.

##### A) 1848.

MARCHETTI (Leopoldo) : *Il 1848. Fonti bibliografiche e documenti*. Milan, 1939, 6.000 titres.

CARDILLO (Vincenzo) : *La Rivoluzione siciliana del 1848-1849 in provincia di Agrigento*. Palerme, 1940, 166 pp.

L'histoire de la révolution d'Agrigente est encadrée dans l'ensemble du mouvement de 1848 en Sicile.

C. R. : B. catanese, 1941, p. 159.

CAPOGRASSI (Antonio) : *La conferenza di Gaeta del 1849 e Antonio Rosmini*. Rome, 1941, 238 pp.

Gioberti, Rossi, Rosmini et la politique de Pie IX en 1848-1849. Cette étude apporte des documents nouveaux sur la période de la fuite du Pontife à Gaète.

C. R. : Samnium, 1941, p. 189.

COGNASSO (Francesco) : *Il colloquio di Vignale*. Accad. Torino, vol. 76, 1941.

L'élaboration de l'armistice de Novare à la lumière des documents et des témoignages contemporains.

C. R. R. S. I., 1941, p. 289.

DE BIASI (Corrado) : *L'arresto di Garibaldi nel settembre 1849*. Florence, 1941, 176 pp.

Travail solide sur un épisode de la vie de Garibaldi ; en appendice, documents inédits.

C. R. : N. R. S., 1941 p. 555.

DE BIASI (Corrado) : *La mediazione franco-inglese nella prima guerra d'indipendenza*. R. S. I., 1941, pp. 501-513.

D'après les *Atti del Parlamento subalpino*.

DEMARCO (Domenico) : *Una rivoluzione sociale. La Repubblica romana del 1849*. Naples, 1944, 373 pp.

Interprétation socialiste de la République mazzinienne de 1849. Intéressant et tendancieux.

MARCHETTI (Leopoldo) : *La Lombardia e il Piemonte nel 1848*. Milan, 1940, 324 pp.

Des origines du mouvement révolutionnaire à la paix de Milan du 6 août 1849 ; de l'idéalisme désordonné au réalisme.

C. R. : A. lombardo, 1940, p. 295.

MORANDI (Carlo) : *L'azione politica di Cesare Correnti nel 1848*. Pavie, 1940.

C'est, en fait, une étude de la vie politique à Milan en 1848 et de l'opposition entre Milan et Turin.

C. R. : A. S. I., 1940, 2, p. 178.

QUAZZA (Guido) : *La missione Rosellini in Toscana per il progetto della Costituente*. A. S. I., 1942, 1, pp. 100-139.

L'atmosphère politique en Toscane en 1848-1849.

*Sicilia e Piemonte nel 1848-1849. Corrispondenza diplomatica del regno di Sicilia con la missione inviata in Piemonte per l'offerta della corona al duca di Genova*. Rome, 1940, 308 pp. (1st. per la storia del Risorgimento.)

Ces 135 documents montrent que les Siciliens désiraient unir leur sort à celui de la Maison de Savoie, qui représentait pour eux la cause nationale italienne.

C. R. : B. catanese, 1941, p. 157.

#### B) L'œuvre de Cavour, 1850-1861.

CATALUCCIO : *La politica prussiana nella questione di Nizza e Savoia (gennaio-aprile 1860)*. R. S. I., 1940, p. 49-65.

L'affaire de Nice fut pour la Prusse une première occasion de prendre conscience de ce qu'allait être la politique bismarckienne.

CAVAZZA (Franco) : *La questione dell'annessione della Toscana, da Villafranca al plebiscito, sulla guida di lettere inedite*. Risorgimento, 1941, pp. 457-482.

Lettres du marquis Spinola, secrétaire de la légation sarde à Florence, à sa famille.

CAVOUR (Camillo Benso di) : *Discorsi parlamentari*. Ed. par Adolfo Omodeo, vol. IX (1853-1854). Florence, 1941.

Edition intégrale et critique des discours de Cavour avec une ample introduction historique.

MORI (Renato) : *Il concordato del 1851 tra la Toscana e la Santa Sede*. A. S. I., 1940, 2, pp. 41-82 ; — 1941, pp. 133-146.

Avec le texte comparé du projet gouvernemental et le concordat définitif.

MOSCATI (Ruggero) : *Appunti e documenti sui rapporti tra Austria e Toscana dopo la Restaurazione del 1849*. A. S. I., 1941, 2, pp. 64-85.

MOSCATI (Ruggero) : *Austria, Napoli e gli Stati conservatori italiani (1849-1852)*. Naples, 1942, 194 pp.

L'action diplomatique de la France et de l'Autriche en Italie méridionale à la lumière de documents inédits.

C. R. : A. S. I., 1942, 2, p. 155.

OMODEO (Adolfo) : *L'opera politica del conte di Cavour*. T. I (1848-1857). Florence, 1940, 2 vol., 299 et 257 pp.

Dans ce beau travail, Omodeo montre que :

1° Cavour a consolidé la liberté constitutionnelle du Piémont.

2° Son action s'est perpétuellement heurtée à des difficultés de tout genre.

PIRRI (Pietro) : *Pio IX e Vittorio Emanuele II, dal loro carteggio privato*. I : *La laicizzazione dello Stato sardo (1848-1856)*. Rome, 1944, 253 pp. (Misc. Hist. Pontificiae, VIII.)

Documentation solide et profonde étude d'après les documents inédits du Vatican.

SAVELLI (Agostino) : *Leonardo Romanelli e la Toscana del suo tempo, con lettere del Guerrazzi a Romanelli*. Florence, 1941, in-16, 454 pp.

Romanelli fut à Arezzo un des plus ardents défenseurs de la cause nationale ; ministre de la Justice en 1848, arrêté lors du retour des Autrichiens, impliqué dans le procès Guer-

razzi, il fut un des promoteurs de la politique modérée et propiémontaise. En appendice, cinquante-huit lettres de Guerrazzi et sept de Romanelli.

C. R. : R. S. I., 1941, p. 402.

VALESCCHI (Franco) : *Aspetti della politica napoleonica in Italia durante la guerra di Crimea. La missione Brénier*. R. S. I., 1940, pp. 405-422.

Oppose la prudence officielle du Quai d'Orsay et la politique menaçante des Tuileries.

ZARO (Alfredo) : *Il trattato del 1815 e il regno delle Due Sicilie alla vigilia della guerra del 1859*. Samnium, 1940, pp. 90-108.

Les négociations austro-italiennes pour l'abrogation de l'article secret du traité de Vienne sur le régime intérieur de l'Italie.

ZARO (Alfredo) : *La politica estera del regno delle Due Sicilie nel 1859-1860*. Naples, 1940.

Ouvrage essentiel qui éclaire l'attitude de Ferdinand II et de François II, la politique de Napoléon III et l'expédition des Mille.

C. R. : R. S. I., 1941, p. 290, et N. R. S., 1941, p. 345.

#### C) *Après Gavour. — La Question romaine, 1861-1870.*

BORTOLOTTI (Sandro) : *La guerra del 1860*. Milan, 1941, 285 pp. (D. S. P. P., 14.)

Une claire introduction précède ce bon choix de documents diplomatiques et militaires que suit une bibliographie.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 489.

BONGHI (Ruggero) : *Nove anni di storia d'Europa nel commento di un Italiano (1866-1874)*.

Ed. par M. Sandirocco. Milan, 1942, 536 pp. (*Opere di Ruggero Bonghi*, X.)

Journal de Bonghi, avec des appréciations aiguës sur la situation politique, vue par un parlementaire plein d'expérience.

CATALUCCIO (F.) : *La politica estera di Visconti Venosta*. Florence, 1940, 113 pp.

Travail sérieux sur le ministre des Affaires étrangères de la Convention de Septembre, du règlement de la question romaine et, plus tard, du rapprochement avec la France en 1899-1901.

DALLA TORRE (Paolo) : *L'opera riformatrice ed amministrativa di Pio IX fra il 1860 e il 1870*. Rome, 1945, in-16, 96 pp.

Une réhabilitation du gouvernement de Pie IX.

ENGEL VON IANOSI (Friedrich) : *La Questione romana nelle trattative diplomatiche del 1869-1870*. N. R. S., 1940, pp. 449-472 ; — 1941, pp. 26-49

Les diplomaties franco-austro-italienne et la question romaine.

GHISALBERTI (Alberto Maria) : *A Roma, estate 1870. Dai dispiacchi di un diplomatico olandese*. Dans *Camicia rossa*, 1941.

L'affaire de la porte Pia vue par le comte Du Chastel, ambassadeur de Hollande et conservateur ; précieux renseignement sur l'état d'esprit des Romains.

LIPPARINI (Lilla) : *Minghetti*. T. I. Bologne, 1942, 371 pp.

Biographie de la jeunesse de celui qui traitera, comme premier ministre, en 1864, la Convention de Septembre avec la France.

TOMMASO (Nicola) : *Chronichetta del 1866-1866*. Ed. par A. Gambarin. Florence, 1940, in-16, 190 pp. — Important témoignage.

### L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

#### DE LA PRISE DE ROME A LA GUERRE D'ÉTHIOPIE (1870-1935)

##### I. L'ENTRE-DEUX GUERRES (1870-1914)

###### A) *Histoire générale de l'Europe et de l'Italie.*

BONOMI (Ivanoe) : *La politica italiana da Porta Pia a Vittorio Veneto (1870-1918)*. Turin, 1944, 440 pp.

L'auteur veut rétablir la vérité, faussée par l'historiographie fasciste, et rendre justice aux hommes d'État qui ont organisé l'Italie unifiée.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 134.

DE VECCHI DI VAL CISONO : *Le carte di Giovanni Lanza*. Vol. IX (1873-1877) et X (1878-1882). Turin, 1940-1941.

Suite de l'importante publication de la correspondance entre Lanza et les hommes politiques les plus en vue de son temps.

FARINI (Domenico) : *Diario*. Éd. par E. Morelli. I (1891-1895). Milan, 1942, 752 pp.

GHISALBERTI (Alberto Maria) : *La vita italiana dal 1870 al 1914*. Côme, 1942, 46 pp. Extr.

*Problemi storici e orientamenti storiografici*.

Exposition sommaire et bibliographie.

GUICCIARDINI (Francesco) : *Cento giorni alla Consulta*. Éd. par Paolo Guicciardini. Florence, 1943, 59 pp.

Journal tenu par Guicciardini pendant son deuxième passage aux Affaires étrangères (1909-1910), et où sont relatés les entretiens avec Bethmann-Hollweg, en mars 1910.

C. R. : A. S. I., 1944, p. 135.

MONTI (Antonio) : *Il Risorgimento, 1871-1914*. Milan, 1943, 364 pp. (*Storia politica d'Italia*, XII.)

Sept chapitres sur la fondation et l'organisation de l'État (1871-1878) ; quatre, sur le règne d'Humbert et le gouvernement de la gauche ; quatre de 1900 à 1914.

Livre clair et riche de faits dont l'utilisation est rendue commode par un index et dont les chapitres de *crónistoria* fournissent toutes sortes de renseignements, généralement difficiles à trouver.

MORANDI (Carlo) : *I partiti politici italiani*. Florence, 1945, 117 pp.

Intéressante et sérieuse étude sur la formation et le développement des partis politiques depuis le Risorgimento.

PEDROTTI (Pietro) : *Il dramma di Metz. Il maresciallo Bazaine e il suo processo*. Milan, 1942, in-16, 231 pp.

SALVEMINI (Gaetano) : *La politica estera dell'Italia (1871-1914)*. Florence 1944, in-16, 225 p.

SALVATORELLI (Luigi) : *Storia di Europa dal 1871 al 1914*. T. I (1871-1878). Milan, 1942, 2 vol., 1.028 pp.

Une vaste fresque.

C. R. : A. S. I., 1941, 2, p. 148.

VOLPE (Giacchino) : *L'Italia nella Triplice Alleanza (1882-1915)*. Milan, in-16, 1944, 310 pp.

Commode recueil de documents.

C. R. : A. S. I., 1941, 1, p. 197.

#### B) Histoire coloniale.

CIASCA (Raffaele) : *Storia coloniale dell'Italia contemporanea da Asaba all'impero*. Rome, 1941.

FALCONE (Ettore) : *Menelik II, l'Etiopia e le relazioni con l'Italia*. Udine, 1941, 174 pp.

FORNARI (Guido) : *Gli Italiani nel sud libico. Le colonne Mianni, 1913-1915*. Verbania, 1943, 323 pp.

De ce volume ressort le succès de la première expédition Mianni, celle du Fezzan, alors qu'au contraire la seconde expédition, celle des Syrtes (1915), a échoué.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 462.

GIACCARDI (Alberto) : *La conquista di Tunisi. Storia diplomatica dal congresso di Berlino al trattato del Bardo*. Milan, 1940, 369 pp.

Contribution à l'histoire diplomatique des années 1878-1881 (avec des intentions de propagande).

C. R. : Risorgimento, 1941, p. 279.

GORRINI (Giacomo) : *Tunisi e Biserta. Memorie storiche*. Milan, 1940, 198 pp.

Deux mémoires écrits entre 1889 et 1891 pour orienter les dirigeants de la politique extérieure italienne et retraçant à la lumière des archives de la *Consulta* les rapports franco-italiens à propos de la Tunisie, de Napoléon III à 1890.

C. R. : R. S. I., 1941, p. 518.

PELLEGRINETTI (G. Alfonso) : *Le memorie di Carlo Piaggia*. Florence, 1941. (*I grandi italiani d'Africa*.)

Ces mémoires de l'explorateur du bassin du Nil blanc, qui étaient à peu près illisibles,

car l'auteur était dénué de toute culture littéraire, ont été réécrits par l'éditeur et apportent une intéressante contribution à l'histoire de la découverte du centre africain.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 467.

RIBERA (Amerigo) : *Vita di Antonio Cecchi*. Florence, 1940. (*I grandi italiani d'Africa*.)

Biographie de l'explorateur-géographe, ancien consul à Aden, mort en Somalie italienne en 1896.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 466.

SAVOIA AOSTA (Amedeo di) : *Studi africani*. Bologne, 1942, 95 pp.

Les écrits africains du duc réunis à l'occasion de sa mort : Au Congo belge. Fezzan et Koufra. L'intérieur de la Libye et les explorations de la R. Società di Geografia. Les rapports juridiques entre les États modernes et les populations indigènes de leurs colonies.

C. R. : N. R. S., 1942, p. 522.

## II. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918)

### A) Avant l'entrée en guerre de l'Italie.

ALBERTINI (Luigi) : *Le origini della guerra del 1914*. Milan, 1942-1943, 3 vol., 616, 686, 697 pp.

T. I : *L'Europe de 1878 à 1912*.

T. II : *Sérajévo et la responsabilité de Belgrade*.

T. III : *Juillet 1914, heure par heure*.

Vaste documentation écrite et orale. L'auteur est mort avant d'avoir pu tirer une conclusion de son enquête, mais il ressort de l'exposé qu'il attribue la catastrophe à l'incapacité générale des diplomates.

Imp. C. R. : A. S. I., 1943, p. 173.

CIALDEA (Lilio) : *L'intervento romano nella guerra mondiale (giugno 1914-agosto 1916)*.

A. S. P., 1940, pp. 89-134 ; — 1941, pp. 1-251.

Les origines de l'intervention romaine. Intéressant et clairement présenté.

TOMMASINI (Francesco) : *L'Italia alla vigilia della guerra. La politica estera di Tommaso*

*Titoni*. T. IV et V. Bologne, 1941, 677 et 599 pp.

TORRE (Augusto) : *Alla vigilia della guerra mondiale del 1914-1918*. Milan, 1942, in-16, 389 pp.

VOLPE (Giacchino) : *Il popolo italiano tra la pace e la guerra, 1914-1915*. Milan, 1940, in-16, 271 pp.

### B) L'Italie en guerre (1915-1918).

CABIATI (Aldo) : *La grande guerra al fronte di Francia*. Bologne, 1940, 290 pp. (*Storia dell'arte militare moderna*, X.)

Étude technique de la guerre de 1914-1918 sur le front occidental. (La collection est dédiée au prince de Piémont comme une « interprétation italienne de l'art militaire moderne ».)

CORSELLI (Rodolfo) : *La grande guerra, 1915-1918, ai fronti italiani*. Bologne, 1942, 2 vol., 321 et 341 pp. (*Storia dell'arte militare moderna*. XI.)

CARACCIOLLO (Mario) : *Sintesi politico militare della guerra 1914-1918*. Turin, 1940, 2 vol., 252 pp.

CILIBREZZI (Severio) : *Storia parlamentare, politica e diplomatica d'Italia da Novara a Vittorio Veneto*. T. VI (1916-1917). Naples, 1942, 531 pp.

*L'Esercito italiano nella grande guerra (1915-1918)*. IV : *Le operazioni del 1917*. Rome, 1939-1940, 3 vol., 324, 684, 41 planches. (Ufficio storico dello Stato Maggiore.)

Récit des événements de janvier à mai jusqu'à la bataille de l'Isonzo (12-26 mai). 344 documents.

PATRONI (Alfredo) : *La conquista dei ghiacciai (1915-1918)*. Milan, 1941, in-16, 291 pp.

SALEA (Silvio) : *La marina italiana nella grande guerra*. T. VII et VIII (1918). Florence, 1940-1942, 2 vol., 809 et 846 pp.

TOSTI (Amedeo) : *Storia dell'esercito italiano (1861-1936)*. Milan, 1942, in-16, 309 pp.



C) *Les traités de 1919 et leurs suites : Fiume.*

CURATO (Federico) : *La conferenza della pace (1919-1920)*. T. I : *Gli armistizi, questioni generali, problemi europei e coloniali*. Milan, 1942, 698 pp. (D. S. P. P., 16.)

Textes officiels relatifs aux armistices et aux principaux problèmes dont s'est occupée la conférence de la paix ; portraits des principaux acteurs d'après les mémoires de ceux qui les ont connus ; jugements de la presse sur la conférence. L'ensemble traduit un effort d'impartialité.

CURATO (Federico) : *Avanti Versailles, dagli armistizi alla conferenza della pace*. R. S. I., 1941, pp. 351-374, 461-488.

Commode mise au point des problèmes. Insiste sur le manque d'organisation qui a été fatal à l'avenir des traités.

TORRE (Augusto) : *Versailles : storia della conferenza della pace*. Milan, 1940, 433 pp.

Étude fondée sur les souvenirs des acteurs de la Conférence et qui en reconstitue le travail en le divisant en périodes ; mais il y a des lacunes.

C. R. : R. S. I., 1940, p. 613.

VANNUTELLI (Guido) : *Sul Mirabello a Fiume*. Bologne, 1940, 175 pp.

La campagne de Fiume. Témoignage du commandant du croiseur *Mirabello*, chargé de défendre l'entrée du port (1919-1924).

## III. LE FASCISME. DE LA MARCHE SUR ROME A LA GUERRE D'ÉTHIOPIE (1921-1935)

BIGGINI (C. A.) : *Storia inedita della Conciliazione*. Milan, 1942, 449 pp.

La question romaine de Cavour à Mussolini ; l'origine et l'histoire des traités du Latran (à la lumière de documents inédits) et les rapports entre l'Italie fasciste et la Papauté de 1929 à 1940. Tendancieux.

FARINACCI (Roberto) : *Storia della rivoluzione fascista*. T. II et III. Crémone, 1940.

GIANNINI (Amedeo) : *Saggi di storia diplomatica (1921-1940)*. Rome, 1942, 259 pp.

SALVATORELLI (Luigi) : *Venti anni fra due guerre*. Rome, 1941, 553 pp.

Chronologie documentée, divisée en quatre périodes : L'Europe d'après guerre. — L'ère de Versailles. — L'ère de Locarno. — Vers la nouvelle guerre.

C. R. : R. S. I., 1942, p. 289.

Georges-L. LESAGE,

— Ancien membre de l'École française de Rome.

## COMPTES RENDUS CRITIQUES

---

Albert BRACKMANN et Karl ENGEL. *Baltische Lande*; 1 Band : *Ostbaltische Frühzeit* herausgegeben von Karl ENGEL mit 277 Abbildungen und 2 Karten. Leipzig, S. Hirzel, 1939; gr. in-8°, 500 pages.

Ce volume doit être le premier d'une série exposant, dans le sens le plus large, l'histoire des pays baltes : Finlande et Carélie, Esthonie, Livonie, Lettonie, Courlande, Lithuanie et Prusse orientale. C'est une œuvre à laquelle ont été appelés à collaborer les spécialistes des pays baltes et d'Allemagne.

Ce premier volume nous montre cette histoire entendue au sens le plus large. Le premier article, *Vue d'ensemble sur le développement postglaciaire des pays baltes*, par M. Paul W. Thomsen, de l'Université de Dorpat, est l'œuvre d'un géologue et surtout d'un palaeobotaniste. L'étude des moraines et de nombreuses analyses de pollens apportent des indications précises sur le retrait des glaciers, l'état du pays et sa végétation aux époques primitives. Le second, de M. Werner Giere, de l'Université de Königsberg, est une excellente étude de géographie humaine rétrospective montrant l'effort de l'homme qui créa peu à peu le pays par le drainage et l'éclaircissement de la forêt. Puis viennent deux importants chapitres de linguistique. M. Valentin Kiparsky, de l'Université de Helsinki, étudie les langues finnoises, leur dispersion et leurs différenciations, lesquelles semblent avoir procédé à une allure bien plus rapide que celle des langues indo-européennes. Le finnois se trouve de bonne heure en contact avec le balto-slave indo-européen, remarquable par le conservatisme de sa morphologie. On trouvera là de précieuses indications sur le lithuanien et le vieux-prussien dont on sait toute l'importance pour l'étude de l'indo-européen. Puis M. T. E. Karsten, de la même Université, le spécialiste bien connu des origines germaniques, analyse la part du germanisme dans la constitution des langues historiques. Pleins de faits précis, ces deux chapitres représentent de précieux résumés de questions qui intéressent la linguistique générale.

Une longue étude du Dr Sophie Ehrhardt, de Berlin, traite de l'anthropologie (p. 87-166). Abondamment illustrée, avec de longs tableaux de mesures, elle est essentiellement objective et les conclusions en sont nettes. Chacun des pays baltes présente un type dominant; ce type, qui a du reste d'un pays à l'autre bien des traits communs, résulte du mélange à des proportions diverses, des groupes ethniques, finnois, germaniques, lithuaniens et slaves, qui sont venus se superposer aux bords de la Baltique.

La période préhistorique se poursuit dans les pays baltes jusqu'en plein moyen âge. Les sources écrites demeurent rares avant le XIII<sup>e</sup> siècle. Ce sont ces premières sources qu'étudie le Dr Léonid Ambrusow, de Riga. M. H. Laakmann, de Dorpat, traite des premiers temps de l'histoire en Esthonie et Livonie; M. P. Johansen, archiviste à Reval, de la Courlande, et M. A. Bauer, de Riga, de la Lettonie à la même époque.

Une dernière partie (p. 330-497) est constituée de chapitres d'un caractère plus général. Hans Mortensen, de Göttingen : *Paysage et occupation du sol en Lithuanie au début de la période historique*; H. Laackmann, *La fondation de Riga*; Léonid Arbusow, *Les invasions allemandes du XIII<sup>e</sup> siècle, faits nouveaux ou, du moins, peu connus*; Dr Lutz Mackensen, de Riga, *L'histoire littéraire de l'ancienne Livonie*; Dr Hubert Schrader, de l'Université de Heidelberg, *Les débuts de l'art dans les Pays Baltes*, et Dr Karl Heinz Clasen, de l'Université de Königsberg, *L'art allemand dans les Pays Baltes*. Le tout se clôture par une sorte de synthèse du Dr Reinhard Wittram, de Riga, *Pays Baltes; leur sort et leurs noms*; esquisse des changements survenus au cours de la période historique, surtout d'après l'analyse des noms de lieux.

L'ouvrage, annoncent les éditeurs, ne se propose pas d'être complet; il se propose surtout une vue d'ensemble dominant les points de vue particuliers et cela par l'utilisation des moyens d'information les plus divers. Il y réussit dès ce premier volume. Sans doute, les faits historiques sont-ils vus du côté allemand; les sources sont, en effet, surtout allemandes, mais le lecteur n'a point de peine à se représenter le point de vue indigène. C'est un travail bien fait, de science extrêmement sérieuse.

A. GRENIER.

Dom Joseph-Marie CANIVEZ. *Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis*. T. VII : 1546-1786. Louvain, 1939; in-8°, xv-800 pages. (Bibliothèque de la *Revue d'histoire ecclésiastique*, fasc. 14 A.)

Au moment de rendre compte du volume VII<sup>e</sup> et avant-dernier<sup>1</sup> de la collection des *Statuts promulgués dans les chapitres généraux de l'Ordre Cistercien*, il est certes bien naturel de féliciter Dom Joseph Canivez de l'œuvre si considérable qu'il a menée à bien, avec une patience, un soin et un savoir qu'on ne peut trop louer. Il a élevé un monument à son Ordre et rendu un grand service aux historiens.

En principe, c'était toujours, comme à l'origine, à Cîteaux que le chapitre se réunissait, de Cîteaux que partaient toutes les décisions. Mais quelle différence avec le passé! En 1573, l'abbé de Cîteaux, Nicolas Boucherat (cf. p. 116), rappelait la cause du développement de cette armée monastique, qui, en une période de 472 ans, avait formé près de 4,000 monastères. L'entente complète, disait-il, avait régné tant que chaque année on avait tenu un chapitre. « Mais quand, soupirait Boucherat, le Chapitre général commença à espacer la réunion à deux, trois, quelquefois cinq ans, la ferveur de l'obéissance en même temps s'atténua et l'observance régulière devient beaucoup moins exacte. » Qu'eût-il dit s'il avait vu cette liste de dates si terriblement espacées : 1584, 1601, 1605, 1609, 1613, 1618, 1623, 1628, et mieux encore : 1651, 1667, 1683, 1686, 1699, 1738, 1765. En 181 ans, seulement quatorze réunions. Il est vrai que le concile de Trente, au xvi<sup>e</sup> siècle, et la constitution *In supreme* du pape Alexandre VII, en 1666, signalée par Dom Canivez, ont été de puissants moyens de réforme.

Bien longtemps après le monastère de Cîteaux, l'Ordre reçut un autre centre, d'un genre très différent. Vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, le cardinal Louis d'Este (année 1584, p. 477<sup>2</sup>), protecteur de l'ordre de Cîteaux, avait voulu installer à Rome un

1. Un volume d'*Indices* est sous presse.

2. Là comme plus loin ce chiffre désigne la page du volume que nous analysons.

grand établissement ou séminaire. Le premier but était d'offrir à la jeunesse un moyen de s'instruire. D'ailleurs, l'établissement devait servir aussi aux voyageurs qui viendraient à Rome. La ville ne possédait encore rien de pareil ; on ne pouvait se caser « que dans les maisons privées et louées, ce qui n'était pas convenable ». L'œuvre du cardinal d'Este fut confiée à l'Ordre Cistercien, qui contribua d'ailleurs beaucoup à la dépense.

Le centre officiel de l'Ordre restait bien toujours, en principe, le monastère duquel tout était sorti. Mais les liens qui lui attachaient les maisons les plus éloignées, et même un peu les autres, étaient bien usés. Il suffit de remarquer combien d'abbés s'excusaient après chaque chapitre, sans qu'on leur fit un reproche de leur absence. On eut l'idée, vers le commencement du <sup>xvii</sup>e siècle, de créer, pour des régions déterminées, des « vicaires généraux ou visiteurs », les abbés conservant cependant la juridiction sur leurs maisons<sup>1</sup>. Le rôle des vicaires — surtout dans les provinces éloignées et étrangères, mais aussi en France — était de maintenir la paix et l'ordre (p. 257-258) ; de visiter chaque année chaque maison d'hommes ou de femmes (p. 360), de révoquer au besoin des prieurs claustraux, quitte à en appeler immédiatement à l'autorité suprême.

Une fois, par une extraordinaire exception, l'abbé de Cîteaux, Claude Vaussin — de qui Dom Canivez proclame la haute valeur — a transporté en quelque sorte le congrès cistercien à Rome. Il l'a expliqué lui-même dans une *indictio* rédigée par lui auprès du pape Alexandre VII, qu'il était allé consulter. D'accord avec lui, il envoyait à de nombreux abbés, et aussi à des vicaires, un *Breve* que chacun devait remplir de tous les documents, renseignements, avis qui pouvaient servir à rédiger un programme de réforme. Alexandre VII devait, en effet, en avoir l'honneur, en 1666, à défaut peut-être des résultats, qui ne furent que partiels.

Dans les circonstances de plus en plus rares où Cîteaux convoquait ses sujets, il s'entourait d'un personnel assez considérable. On avait même recours à un agent chargé d'un rôle qui n'avait pas besoin d'être brillant, mais pouvait être très utile : le « procureur général de la France », trois mois avant la réunion de l'assemblée, devait se rendre à Paris et y guetter toutes les informations qui pouvaient être utiles au chapitre. Plus que Cîteaux, Paris avait la réputation d'être un centre de nouvelles. — Quant à l'abbé de Cîteaux, c'était tout un monde qu'il avait autour de lui, pour l'exécution de décisions ou d'enquêtes nombreuses : *diffinitiones generales* — il s'agit de rappeler ou de formuler les règles qui s'imposent aux religieux ; *diffinitiones speciales* : avertissements, peines, visant une ou quelques personnes déterminées, les unes blâmées, d'autres aidées, louées, récompensées ; *commissions contractuum inquirendorum* ou moyen analogue : il y a lieu d'envoyer des enquêteurs qui examinent, discutent, tâchent de faire rompre au besoin un arrangement fâcheux ; *confirmationes contractuum* : on confirme au contraire une convention ; *commissions ad referendum* : on désigne l'un ou l'autre pour aller chercher et rapporter des renseignements. — Le chapitre doit, d'autre part, s'il le juge à propos, ratifier des élections de dignitaires.

Parmi les mesures ainsi prises, un bon nombre concernent les intérêts matériels des monastères. Souvent aussi il s'agit de rappeler aux devoirs de la règle. Ils sont souvent violés. Jeanne du Vergier (1550, p. 38) est signalée comme menant depuis des années — on notera ces mots — une vie irrégulière et scandaleuse. Le chapitre

1. Cf. Dom Canivez dans la préface.

ordonne de la faire saisir et emprisonner. — Ou bien telle ou telle autre s'est laissé séduire et a un enfant. On pourrait, sans grand intérêt, citer d'assez nombreux cas. Des faiblesses de ce genre sont assez facilement « réhabilitées » moyennant pénitence. Peu de respect pour la clôture, ou pour les vêtements prescrits par la règle ; des visites dangereuses ; un souci de bien-être contraire à l'esprit ou à la loi de l'ordre, ces cas sont fréquents. Du côté des monastères masculins, les fautes, qui sont peut-être plus rares, sont parfois bien plus graves. Par exemple (1667, p. 462), le combat que se livrent *armes à la main* deux prieurs de *Ponte Alto* et de *Sylva Lota*. — D'une façon générale cependant, si beaucoup de religieux en prennent à leur aise, et si la sévérité de la règle fléchit, on constate bien plus rarement la grossière brutalité et les querelles violentes qui se voyaient au Moyen-Age.

Parmi ceux, hommes ou femmes, qui créaient des embarras, il faut compter les *eagi* ; c'est presque une spécialité, une profession, que de flâner ainsi d'un point à un autre. Au minimum, le chapitre de 1628 condamne à la prison, avec huit jours de jeûne, tous ceux qui seraient ainsi sortis sans permission. Pour meilleure garantie, on avait, dès 1578, interdit le port de vêtements qui pourraient tromper. — Quant aux relaps incorrigibles, ou aux auteurs de crimes passibles de mort — il pouvait y en avoir — on ne devait pas les envoyer aux galères, ce serait un scandale pour l'ordre ; mais bien les condamner à une prison perpétuelle : « Notre justice » — le mot est à remarquer — « suffit pour, agir selon nos règles, définitions et statuts. »

On s'avisa que pour habituer à ces règles on ne pouvait s'y prendre trop tôt. D'où la décision prise par le chapitre de 1605 (p. 257). « En vue de réformer l'ordre par une bonne et religieuse éducation des novices », il décida « que dans chaque province on choisirait un monastère où les abbés et les supérieurs enverraient pour un an leurs novices, qui y seraient éprouvés, exercés et instruits. » Le chapitre de 1628 revint à la charge (p. 332). « Les novices seront formés selon nos rites (1623, p. 348). » — « On ne peut (1628, p. 359) rien attendre de moines qui n'ont pas été tout de suite imbus de la piété. » En 1651 (p. 403), on fixe l'âge du noviciat : quinze ans. Les vicaires déterminent le choix du lieu. Vu leur jeunesse, on permet encore aux novices de manger de la viande. Un peu plus tard, on décida qu'on n'enverrait pas de novices dans des monastères qui n'auraient pas au moins douze moines : il le fallait pour donner l'impression d'une institution sérieuse. On voit si l'idée avait été étudiée et appliquée<sup>1</sup>.

L'hérésie avait naturellement été pour l'ordre, au xvi<sup>e</sup> siècle, une très grande menace, disons mieux, la cause de très graves pertes. Mais — nous l'avons constaté dans un article antérieur<sup>2</sup> — « on est étonné, non pas précisément de l'indifférence, mais de l'incertitude avec laquelle l'Ordre a assisté au début de la Réforme, qui a balayé tant de ses monastères. Un avis de se tenir en garde contre les livres suspects, et quelques allusions désespérées aux pertes que fait l'Eglise, c'est tout ce que l'on trouve. » Au xvii<sup>e</sup> siècle, comme plus tôt, déplorer les conséquences reste un lieu commun. Mais on perdit l'habitude de voir dans l'hérésie un danger immédiat et violent. En 1573 encore (p. 129), le chapitre constatait qu'à cause « des troubles récents causés par les hérétiques, un bon nombre de religieux et de religieuses avaient fui leurs monastères ; pour n'être pas massacrés, ils avaient caché leur

1. Cf., p. 772-773 (année 1768), une très longue liste de noviciats en exercice.

2. *Histoire ecclésiastique du Moyen Age* (extrait de la *Revue historique*, t. CXCI, 1941).



habit régulier, ou même avaient pris les armes au milieu de soldats catholiques ». Le chapitre les releva de leur irrégularité, mais défendit de « vaguer » ; il fallait rentrer au monastère. En 1578 (p. 143), on rappela qu'en principe le port des armes n'était pas permis : on pourrait les remettre à l'abbé qui aurait le droit d'en disposer dans les cas extrêmes. — Mais, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, la carte religieuse était, en somme, dressée et à peu près fixée : c'était la propagande plus que la guerre qui parlerait. Dans l'Ordre Cistercien, on conseillait l'étude, désormais, plus qu'on ne l'avait fait jadis, du temps où le travail manuel était, dans l'Ordre, la spécialité la plus caractéristique.

D'où le respect attaché à « l'honneur et à l'excellence de l'Académie de Paris », et le soin avec lequel on prépare, le zèle avec lequel on envoie des sujets pour le collège de saint Bernard, celui de l'Ordre (p. 47)<sup>1</sup>. D'après une décision de 1557 (p. 47), « aucun à l'avenir ne pourrait être admis à suivre le cours de théologie, à Paris, avant d'avoir été examiné et déclaré capable » par le proviseur du collège<sup>2</sup>. En 1560 (p. 61), après un éclatant éloge, de nouvelles exigences : sans examen, qu'on sache bien que le baccalauréat ne suffit pas. Mais, inversement (1573, p. 131), « tous les abbés qui, dans leurs monastères, ont un nombre assez grand de moines doivent envoyer au dit collège quelques jeunes gens avec une pension juste et suffisante ». Les étudiants seront surveillés ; ils se délieront des coutumes de la ville de Paris ; ils n'y circuleront pas sans l'habit de l'Ordre, sous peine d'être chassés du collège. Ils devront suivre les discussions publiques et théologiques (1573, p. 133-134). — Plus tard, en 1738 (p. 205), on leur imposait de vivre sous la surveillance du proviseur.

De très gros obstacles, par ailleurs, ont pesé sur l'Ordre. D'abord la commende, si pleine d'inconvénients, et pour l'Ordre, et pour l'aisance, et la liberté des monastères. On sait quels intérêts ont passé dans des mains laïques et égoïstes. Cela, dans une très large mesure, au xvi<sup>e</sup> siècle ; et quelles suites fâcheuses en ont résulté ! L'Ordre Cistercien — comme d'autres — a pu s'en apercevoir. « Comme par l'incurie, par la cupidité, ou par le gaspillage d'un grand nombre d'abbés, et surtout des commendataires, et aussi de quelques religieux, les biens de l'Eglise... n'ont pas été remis aux pauvres, comme il le fallait, mais ont servi à de détestables usages... » — Et ailleurs « la plupart des commendataires (1609, p. 279) et même un certain nombre d'abbés réguliers, en faisant la réparation de leurs monastères, sont tellement lents et négligents... » — on voit que la commende et ses habitudes ne sont guère admirées. Tout de même on n'en parlait guère : les chapitres ne réclamaient pas contre l'impossible.

Ce qui pouvait être plus grave encore, c'étaient les divisions au sein de l'Ordre. Le Saint-Siège y avait permis l'usage de la viande. Un parti plus austère, dit de l'Abstinence ou de la Stricte Observance, fit sécession. Vis-à-vis de ses adversaires, il se montra très difficile, refusant les réunions auxquelles on le convoquait (ainsi 1635, p. 391), ou même s'introduisant par un coup de force dans le collège de l'Ordre à Paris (1635, p. 392-393). Alexandre VII, en 1666 ; plus tard, en 1672, Clément X firent de leur mieux pour mettre la paix, notamment en attribuant à l'Abstinence un certain nombre de définiteurs au sein de l'Ordre, ainsi que deux provinces distinctes (1666, p. 455). Les dissidents ne se contentèrent pas de ces

1. Ce n'était pas chose entièrement nouvelle, bien entendu ; mais, au xv<sup>e</sup> siècle, le zèle était très médiocre (*Revue historique*, t. CXCI, 1941).

2. Cf. aussi année 1546, p. 9 (sommes versées pour le collège).

concessions. En 1683 encore, l'abbé de Cîteaux et ses quatre collaborateurs se plainquirent d'intrigues par lesquelles la *Stricte Observance* troublait la paix (1683, p. 567).

Enfin les guerres. Elles n'ont pas été le moindre souci des chefs d'un Ordre monastique dont le réseau couvrait l'Europe. C'est au *xvi<sup>e</sup>* siècle surtout que la guerre a fait rage, que les ambitions et les sentiments religieux se sont mêlés et que l'Ordre Cistercien a tâché de s'accrocher aux souverains demeurés catholiques. Tout le monde, à coup sûr, se rendait bien compte que ces derniers combattaient avant tout pour leurs intérêts politiques. Leur influence pouvait cependant être utile. Pour des raisons quelque peu différentes, les chefs de l'Ordre, le pape, les souverains laïques, avaient intérêt à ce que les groupes de monastères, dans chaque pays, fussent bien gouvernés, unis, disciplinés.

C'est, par exemple, en 1546 (p. 15), une lettre, plus que respectueuse, adressée à l'empereur Charles-Quint par le chapitre réuni : « Vous trouverez, Sire, qu'en notre vie se conformans à vertus comme le désirez, ne cesserons de supplier le Créateur de toutes choses pour la prospérité de votre noble Majesté et des vôtres... » En 1557, p. 52, c'est le tour du roi d'Angleterre, protecteur de la foi, fils de César — tout cela pour désigner Philippe, roi d'Espagne et fils de Charles-Quint. — En 1562, au pape et à l'empereur, c'est-à-dire à Ferdinand 1<sup>er</sup> ; en 1565, encore à l'empereur (on sollicitait cette fois Ferdinand à propos d'une affaire précise : l'ordre avait à se plaindre de l'évêque de Cambrai). A cette époque, l'« empereur » avait encore un prestige mondial. On pense à lui plus encore qu'au roi de la France si troublée. Une génération plus tard, la France est consolidée ; il est écrit désormais qu'elle aura une dynastie ferme et catholique. Aussi son roi prend-il une bonne place dans la liste des souverains. Nous prions, dit l'abbé de Cîteaux, « pour notre seigneur très serein et invaincu, Rodolphe par la grâce de Dieu empereur des Romains et toujours Auguste ; et aussi pour notre seigneur très chrétien Henri, roi de France et de Navarre ; et pour le prince invaincu Philippe, roi catholique des Espagnes ; et pour les très sereins princes les archiducs d'Autriche, et les ducs de Lorraine et de Savoie, et aussi pour la noble souche des illustres dans la Bourgogne... ».

Dans bien des cas, on voit des arrangements se faire à l'amiable. Par exemple, en 1613 (p. 303), Philippe III, le roi catholique, demande et obtient sans peine du chapitre général que les monastères des royaumes d'Aragon, Valence, Majorque et de la principauté de Catalogne soient réunis dans une même congrégation ; le chapitre ajoute même le royaume de Navarre. — En 1683 (p. 568), c'est le chapitre qui, ailleurs, présente un désir : il demande au roi de Pologne de déclarer inamovibles les abbés et de supprimer la commende. — En 1686 (p. 605), le chapitre général réclamait le retour immédiat à l'unité de l'ordre des congrégations de Castille et de Portugal ; il revenait à la charge en 1699 (p. 639). En même temps, les abbés de Sicile et de la congrégation de Calabre et Lucanie étaient déclarés contumaces, n'ayant pas payé les subsides qu'on réclamait d'eux, ainsi que (p. 628) des congrégations de Toscane, Lombardie, Aragon et Navarre, Haute-Allemagne, Styrie, Belgique et Pologne. Plus remarquable encore était une autre requête. « Quant aux monastères supprimés au temps de Luther, le chapitre supplie le Roi très-chrétien » — le roi de France — « d'inviter son ministre auprès de l'électeur de Brandebourg à faire restituer tous ces monastères à notre ordre. »

Au *xviii<sup>e</sup>* siècle, il semble que tout se relâche davantage encore. Notamment

l'autorité du chapitre général : d'une part, les réunions en sont de plus en plus rares : en tout un siècle, deux seulement ; et en 1771 une intervention assez autoritaire du roi de France ; — d'autre part, des détails, plutôt que des mesures vigoureuses. On ne néglige pas tout à fait l'étranger, mais on ne peut rien et n'agit guère ; le Saint-Siège, de son côté, semble moins s'intéresser à l'ordre qu'il le faisait autrefois. Sans le savoir, on est bien près de la grande épreuve.

† É. JORDAN.

**Correspondance de Nicolas Clénard**, publiée par Alphonse ROERSCH.

T. I : *Texte*. T. II : *Notes et commentaire, tables*. T. III : *Recueil de lettres traduites en français*. Bruxelles, Palais des Académies, 1940 et 1941 ; 3 vol. in-8°, xxii-258 (et un fac-similé), vi-189 et xii-212 pages. (Académie royale de Belgique, Collection des anciens auteurs belges, nouvelle série, n° 2.)

Le savant professeur de Louvain est un de ceux qui nous ont fait le mieux connaître Nicolas Cleynaerts, le curieux humaniste brabançon qui s'en alla en Espagne et en Portugal pour apprendre l'arabe et l'Islam, et qui partit ensuite au Maroc dans l'espoir d'y convertir le sultan de Fez et les infidèles, de commencer sous le ciel africain une sorte de croisade pacifique. Sa correspondance, maintes fois rééditée de 1550 à 1606, ne nous était accessible que dans des textes dont la lecture n'est pas rendue moins malaisée par la latinité assez médiocre et parfois peu correcte de Clénard. M. Roersch rend donc à l'histoire de l'humanisme belge, des mœurs et des conditions économiques de la péninsule ibérique, de l'orientalisme enfin, un signalé service, en nous procurant une édition intégrale de cette abondante correspondance. Aux lettres déjà connues, il en a joint d'autres et arrive ainsi au total de soixante-quatre épîtres (dont quatorze peuvent être considérées comme inédites), plus cinq dans les annexes.

Mais surtout, il a joint à ces lettres un précieux commentaire, pour lequel il a utilisé notamment les beaux travaux de Mgr Cerejeira et de notre compatriote Marcel Bataillon. Son travail se classe ainsi tout à côté du célèbre *Opus epistolarum Des. Erasmi* de P. S. Allen.

Il a pris un soin particulier à dater, ce qui n'était pas toujours facile, toutes ces lettres. Ce nous est un sensible plaisir, par exemple, que de noter la correction qu'il apporte (p. 50 du t. II) à la lettre (n° 21) à Jean Vasaens où il enregistre les bruits, très déformés, apportés de Paris à Evora sur l'agitation des hérétiques français. Sur la foi de la datation courante (24 décembre 1533), nous avions cru devoir, en tremblant, risquer l'hypothèse de troubles antérieurs d'un an à l'affaire des placards (p. 57). Après la démonstration convaincante de M. Roersch, il y a lieu d'adopter, « sans la moindre hésitation », la date de 1534 et de voir dans le récit de Clénard un écho des événements français des 17-18 octobre de cette même année.

Éclairée par ces commentaires, et notamment par les comparaisons que l'éditeur établit entre lettres qui se réfèrent aux mêmes faits, la correspondance prend une valeur nouvelle : la lettre du 17 janvier 1542 (n° 61) à Charles-Quint, la lettre, posthume et inachevée (n° 63), adressée aux Chrétiens, etc. On sait depuis longtemps combien de renseignements précis et directs l'érudit diestois, qui recevait des subsides de son pays, mais les dépensait en monnaies espagnole et portugaise, nous fournit sur la révolution des prix : confirmation imprévue des idées de M. Earle

Hamilton sur le décalage de cette révolution entre la péninsule ibérique d'une part, la France et les Pays-Bas de l'autre. Mais que d'autres points seraient à signaler, sur le trafic et le traitement des esclaves tant au Portugal qu'en terre musulmane, sur les guerres marocaines et les invasions de sauterelles, sur les Juifs. Clénard est tout à fait hostile à la politique qui consiste à expulser les docteurs juifs (p. 170), à les brûler et, avec eux, leurs livres.

Ce qui étonne, c'est de voir Clénard, pris d'une plaisante colère contre les avocats et les médecins (*causifici* et *sanicidae*) de son pays, féliciter les Marocains, et en particulier les Fasis, de ne pas connaître ces deux fléaux. Il suffit cependant, de nos jours, de flâner autour de la Qaraouyne pour y voir pulluler les notaires et autres gens de loi. Je pense qu'il y en avait aussi au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, sans parler des *toubibs*<sup>1</sup>.

Quand on ouvre le tome III, qui contient la traduction des lettres (ou plutôt de quarante-deux lettres sur le total de soixante-quatre numéros et cinq pièces de l'édition latine), la première impression est de juger inutile la peine que s'est donnée M. Roersch, et qu'au surplus ce traitement enlève aux originaux une part de leur saveur et de leur charme. On se dit que les lecteurs de Cleynaerts doivent savoir le latin. Cependant, les confrères de M. Roersch — au premier rang l'éminent président de l'Académie royale, M. Jean Capart — ont estimé que le grand public serait un peu déconcerté par la langue, qui n'est pas toujours cicéronienne, de l'érudit brabançon. Voilà donc mis à la portée de tous les renseignements qu'il donne non seulement sur la presqu'île ibérique, mais, ce qui est bien plus précieux, sur l'empire chérifien de son temps.

Ajoutons que la traduction est alerte. En particulier, les passages dialogués, si fréquents chez l'auteur, sont rendus avec beaucoup de verve. L'éditeur, non content d'éviter les doubles emplois et d'éliminer des passages peu importants, a complété l'annotation des deux premiers tomes et a muni celui-ci de tables qui faciliteront l'usage du recueil. Il a indiqué les concordances entre le texte et la traduction.

† Henri HAUSER

**ÉT. SABBE. De Belgische vlasnijverheid. Deel I, de Zuidnederlandsche vlasnijverheid tot het verdrag van Utrecht (1713).** Rijksuniversiteit te Gent, werken uitgegeven door de faculteit van de wijsbegeerte en letteren, 95<sup>e</sup> aflevering. Bruges, « de Tempel », 1943 ; in-8°, 424 pages.

Les études de toute taille consacrées à l'histoire de la draperie dans les Pays-Bas formeraient une bibliothèque. En revanche, l'industrie du lin, devenue depuis le <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle une « industrie-clé » de la Belgique, n'a suscité aucune recherche d'ensemble. M. Ét. Sabbe vient de combler cette lacune — et les résultats auxquels il est parvenu font dans l'histoire de l'industrie textile une petite révolution.

Cette industrie passait jusqu'ici pour s'être développée tardivement, avoir grandi grâce à la décadence de la draperie en Flandre et avoir eu son berceau dans la vallée de la Lys. La réalité fut tout autre.

Il y avait une industrie du lin dans les Pays-Bas et le Nord de la France dès l'antiquité et le haut moyen âge. Dès le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, elle fut une industrie d'exportation,

1. Dans cette édition très soignée, signalons (t. II, p. 55, 137, 149, et Index, p. 176) la graphie fautive *Châlons* pour *Chalon* : il s'agit de la famille qui donna les princes d'Orange.

en Artois, en Hainaut et en Flandre, dans la plupart des villes ; elle avait normalement son organisation propre, sauf, du moins pour les grands centres, à Gand et à Bruges où elle était confondue avec la draperie (à Bergues-Saint-Winoc, qui eut une petite fabrication de toile, elle l'était aussi). Mais elle était nettement dépassée par l'industrie champenoise, prospère surtout à Troyes et à Reims.

La guerre de Cent ans ruina les villes françaises. C'est alors que grandit l'industrie néerlandaise. D'abord et surtout dans le Hainaut ; villes et villages s'y adonnent ; les villes se disputent des monopoles de marché et Ath prend une place de premier rang ; un règlement comtal, en 1418, unifie les types de tissus et favorise ainsi l'exportation ; les marchands habitent les villes ; la majorité des travailleurs est formée d'artisans, mais déjà quelques tisserands travaillent pour le compte de grands entrepreneurs ; en Brabant, surtout à Nivelles, contiguë à la nouvelle région industrielle du Hainaut et qui joue un grand rôle, inconnu jusqu'ici, le métier est organisé en corporation et des entrepreneurs mettent déjà en pratique des méthodes plus ou moins capitalistes. La « mulquinerie » de Cambrai, nettement urbaine, prend un large essor. En Flandre, l'industrie progresse au xv<sup>e</sup> siècle, à la fois dans les campagnes et dans les villes ; elle travaille essentiellement pour l'exportation ; la culture du lin s'étend dans les terres anciennes et dans les polders récents ; les travailleurs sont surtout des ruraux qui se partagent entre la culture et l'industrie ; Courtrai est déjà un marché important, mais il s'en faut de beaucoup que la nouvelle fabrication soit concentrée dans la vallée de la Lys.

Au xvi<sup>e</sup> siècle elle prend un large développement. La découverte de l'Amérique en est sans doute la cause principale. Les toiles de Cambrai restent les plus recherchées ; en Brabant, celles d'Herentals et de Bois-le-Duc acquièrent un nouveau renom ; celles du Hainaut déclinent ; celles de Flandre — et cette fois la vallée de la Lys entre en scène pour de bon — passent au tout premier plan. En Hollande, l'industrie de l'apprêt devient une « spécialité ». Anvers centralise ce commerce comme celui de tout le pays.

Le lin commence à manquer et les villes font des efforts variés pour assurer leur approvisionnement. Elles commencent à édicter des règlements de fabrication et favorisent les inventions.

Une bonne dizaine de marchés concentrent le commerce régional des toiles, soit par suite d'efforts artificiels, soit, comme à Audenarde, à Eecloo et à Gand, grâce à un développement spontané au milieu d'une région industrielle.

Les guerres religieuses compromirent très gravement cet essor. — Le plus curieux, assurément, est que les marchés de Courtrai, d'Audenarde, d'Eecloo continuèrent une vigoureuse ascension en pleine période des troubles — respectivement jusqu'en 1576, 1579 et 1581.

Le relèvement, au xvii<sup>e</sup> siècle, dura jusqu'au recommencement des guerres avec la France, entre 1640 et 1650. Il porta l'industrie plus haut qu'au xvi<sup>e</sup> siècle. Le mouvement du marché de Courtrai doubla et la production du Courtrais quadrupla ; celle du pays d'Audenarde doubla ; celle de Cambrai et du Cambrésis s'éleva à soixante mille pièces.

Colbert exerça sur les destinées de cette fabrication une influence décisive : il fit reprendre à la France un rôle de premier ordre et attira fabricants et ouvriers des Pays-Bas. Pourtant, l'industrie flamande traversa sans trop de mal la période des guerres : les centres liniers furent la plupart du temps occupés ou annexés par la France et ne pâtirent guère de son protectionnisme. En revanche, ils virent grandir



des concurrents comme Alost et Grammont en Ost-Flandre et devaient se trouver, plus tard, relativement affaiblis dans le pays même. En tout cas, ils ne sont touchés par un commencement de crise qu'après 1690 — ce qui concorde avec le mouvement de l'industrie française à cette époque.

En 1713, le traité d'Utrecht coupa en deux le domaine linier en détachant définitivement des Pays-Bas les régions de Cambrai et Valenciennes. La France allait développer l'industrie de la toile dans le Nord ; les Pays-Bas autrichiens allaient perdre leurs avantages douaniers dans leurs principaux débouchés, les colonies espagnoles et l'Espagne même : une destinée nouvelle s'ouvrait pour une forme du travail devenue essentielle dans les provinces belges, spécialement en Flandre.

Comme je l'ai dit au début de ce compte-rendu, le livre de M. Sabbe est un livre capital.

Je crains qu'ayant largement raison, il ne veuille quelquefois l'avoir un peu trop. Quand il dit que la décadence de l'industrie drapière ne fut pour rien dans l'essor de celle de la toile, il pousse la vérité jusqu'au paradoxe. Que les autorités urbaines n'aient pas, en général, songé à substituer une nouvelle expérience à la draperie traditionnelle, il en donne assez de preuves. Pourtant il ne justifie qu'en partie son affirmation absolue. De petites villes y contredisent : en 1528, Thielt remplace ses rames de draperie par une blanchisserie ; à Menin, où la draperie déclinait depuis déjà des années, c'est au moment où elle est le plus bas, en 1570, que la ville crée un marché de la toile. Surtout, que s'est-il passé dans les campagnes, ces campagnes où l'industrie s'est enracinée d'abord si fortement ? M. Sabbe lui-même admet une exception pour Gand et sa région. Mais il y a d'autres cas. C'est très sensiblement à l'époque où sa draperie commence à décliner — lentement d'ailleurs — à partir du deuxième quart du x<sup>v</sup> siècle, que le marché des toiles se développe à Courtrai ; et, à y regarder de près, on pourrait citer d'autres exemples. Pour Hondschoote, qui a toujours eu des tisserands de lin, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et au xviii<sup>e</sup> la fabrication de la toile a certainement pris la place de celle des sayes chez ces travailleurs « ruraux » qui constituèrent jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle une part très importante des effectifs de l'industrie textile ; la même chose a dû se passer au xvii<sup>e</sup> siècle à Bailleul, devenu dès lors un des foyers de la nouvelle industrie.

Il en est de même pour une question qui va moins au fond de son sujet. La découverte de l'Amérique l'a un peu fasciné, lui aussi, et elle est devenue un *leitmotiv* de sa deuxième partie<sup>1</sup>. Mais il ne parle pour ainsi dire pas de l'exportation vers l'Italie : pourtant, outre que Guicciardini en parle expressément, les toiles « venetsch » portent à Roulers un nom significatif et des toiles de Cambrai, d'Ath, de Bois-le-Duc, « de Hollande » et d'ailleurs furent expédiées d'Anvers vers toutes les grandes villes d'Italie. Et je ne crois pas du tout, à lire son livre en bien des passages, que les Indiens aient été les acheteurs des toiles de luxe.

Mais il reste que M. Sabbe a, le premier, fait en détail et sur un plan tout nouveau l'histoire de l'industrie du lin au moyen âge — y compris celle de l'industrie de la France du Nord — (Pirenne la soupçonnait et a cité maintes fois ce *Conflictus ovīs et lini*, que M. Ch. Verlinden a excellemment étudié). Il reste qu'il a « découvert » l'industrie du Hainaut et surtout celle de Nivelles. Il reste qu'il a dessiné pour l'industrie linière flamande une géographie d'abord et une courbe d'évolution toutes

1. Cette cause d'ascension de la sayetterie hondschootoise m'aurait échappé, d'après lui : le reproche m'étonne après ce que j'ai écrit aux p. 23 et 250-251 de mon livre.

nouvelles. Il reste aussi que, pour l'histoire et du commerce et de l'industrie, il confirme et précise des faits assez bien connus, mais qui prennent, de leur répétition dans une industrie récente, une portée plus générale : les villes font toutes de grands efforts pour attirer des marchands du dehors ; il est manifeste que, dans tous les centres moyens ou modestes de production et de commerce, le débit des marchandises pose des problèmes complexes, et il y a là un fait général qui reste à expliquer (difficulté matérielle du commerce ? « spécialisation » des marchands, en rapport avec les doctrines morales traditionnelles ? ou autre chose encore ?) ; il saisit, d'autre part, à une époque tardive et, de ce fait, avec plus de précision, une évolution industrielle qui a dû être au moyen âge celle de la draperie : travail en grande partie rural d'abord, concentration du commerce, puis de la fabrication dans les villes, progrès de la réglementation, organisation complexe du travail, tendance progressive vers ce qu'on appelle le « capitalisme », etc. ; son livre pose aussi un problème de caractère social auquel sont liées des questions et de technique industrielle et de goût artistique aussi, dont la mode est l'expression plus ou moins directe : pourquoi le luxe de la Renaissance abandonne-t-il les tissus de laine pour adopter les draps d'or et d'argent et les toiles de luxe ? goût de la nouveauté ? étalage d'une plus grande richesse ? pourquoi les « draps légers » et les toiles courantes<sup>1</sup> ont-elles un succès qui n'est pas dû uniquement aux pays neufs ? pourquoi la draperie riche prend-elle au xvii<sup>e</sup> siècle un nouvel essor ? Voilà quelques-uns des principaux résultats que nous apporte cet ouvrage.

Et je n'ai rien dit des difficultés de sa composition. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des sources étaient inédites ; il n'y avait guère de ces grands documents législatifs qui forment de bonnes bases de départ dans l'histoire de la draperie ; il a fallu quêter, de toutes parts, surtout dans des comptes de villes et de baillis, des renseignements plus dispersés encore que l'industrie elle-même ; il n'y avait pas de travaux d'approche sérieux<sup>2</sup>.

Aussi est-ce un élan naturel, parfaitement explicable, qui a sur certains points entraîné M. Sabbe. Explicable et, je le dis avec un sourire, presque justifiable, car il faut frapper fort quand on apporte du neuf : quelqu'un qui a très clairement marqué, contre une histoire « classique », les trois étapes — au lieu de deux — et quelques autres nouveautés de l'histoire drapière en Flandre jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle a prêché dans le désert ; — après d'autres, ce livre-ci en témoigne. En tout cas, ceux qui ont côtoyé, quelquefois abordé, cette *terra incognita* liront avec une agréable surprise et une vive reconnaissance, tous les historiens-économistes liront avec profit s'il paraît dans une langue internationale, cet exposé, d'une découverte qui révèle un coin nouveau, au tracé inattendu, de leur domaine.

E. COORNAERT.

**Philippe MEYLAN. Jean Barbeyrac (1674-1744) et les débuts de l'enseignement du droit dans l'ancienne Académie de Lausanne : contribution à l'histoire du droit naturel... Lausanne, F. Rouge, s. d. ; in-8°, 260 pages,**

1. Le développement de l'industrie de la toile en Saxe et en Silésie au xvi<sup>e</sup> siècle corrobore le fait — et je doute qu'il s'explique d'une manière suffisante par le refoulement vers l'Ouest d'une industrie polonaise ou hongroise.

2. Dans une édition nouvelle, qu'il faut souhaiter prochaine, il y aura lieu de corriger pas mal de noms propres. Et un index rendrait de précieux services.

2 portraits, 1 gravure et 2 fac-similés. (Recueil de travaux de l'Université de Lausanne, Faculté de droit.)

On ouvre ce volume, publié « pour le quatrième centenaire de la fondation de l'Université de Lausanne, juin 1937 », avec le sentiment qu'on va parcourir un chapitre quelconque d'histoire académique. On a le plaisir de lire un important fragment de l'histoire des idées, de la fin du règne de Louis XIV à la veille de la Révolution montrant la naissance d'une des notions essentielles des temps nouveaux, celle du droit naturel.

L'étude a pour centre une biographie : celle du Languedocien (né à Béziers) Jean Barbeyrac, fils d'un pasteur que l'exil de 1685-1686 avait mené à Lausanne, parmi les 12,000 réfugiés de langue française que Leurs Excellences Messieurs de Berne abritaient dans leur pays de Vaud. Le jeune étudiant, victime de la politique parimonieuse et jalouse des Lausannois, acheva de se former à Genève, puis à Berlin, avant de venir occuper à Lausanne une chaire, de nouvelle création (1711), de droit et d'histoire « en langue latine ou française, ou enfin partie en une langue et partie en l'autre ». Il ne la quitta que pour aller occuper la chaire de droit public et privé à l'Université frisonne de Groningue en 1717.

Barbeyrac n'était cependant pas un juriste, mais un humaniste pur, que les rigueurs du *consensus* avaient écarté de la carrière ecclésiastique. De bonne heure, dès leur arrivée en terre de Refuge, les Barbeyrac avaient appris, suivant une expression assez découragée de M. Meylan (p. 38), « que l'intolérance pouvait n'être pas catholique ». Dix-sept jours avant l'Édit de Révocation, une injonction de MM. de Berne à l'Académie de Lausanne, mettant en vigueur un décret du 16 juin 1685, avait interdit la propagation de l'hérésie, spécialement de l'arminianisme et du socinianisme. C'est en étudiant la philosophie morale, pour « rendre à la Divinité un culte digne d'elle » et rechercher « les maximes inviolables du droit naturel », que Barbeyrac entreprit de traduire le colossal *Droit de la nature et des gens* de Pufendorf (à Amsterdam, 1706), puis l'abrégé du même (*Devoirs et Droits de l'Homme et du Citoyen* (1707), avant de s'attaquer à la réédition du *De jure belli* de Grotius (1720) et d'en donner une traduction en 1724. S'il n'a pas créé une science nouvelle, il l'a du moins, par ses traductions, ses livres, ses discours imprimés, son enseignement, ses polémiques et jusque par les ripostes de ses adversaires, naturalisée française, fait passer de l'idiome des Académies dans la langue qui devenait alors le truchement universel de la pensée occidentale.

Service immense, dont il ne faut pas cependant que des esprits simplistes et trop pressés exagèrent la portée. Qu'entendaient par « Droit naturel » Barbeyrac, ses amis suisses ou néerlandais, Loys de Bochat, Gérard Noodt, les Seigneux, Burlamaqui, Turretini, Vattel? Lecteurs de Locke, mais dressés contre Bayle, inquiets même devant Leibniz et Wolff, ils essaient de tenir une position contradictoire, celle — les mots jurent de se voir accouplés sous la plume de M. Meylan — de « l'orthodoxie libérale ». Le droit naturel est bien pour eux (je cite leur historien), en réaction contre Hobbes, l'émanation du principe de sociabilité, principe antérieur à « toute la loi humaine positive, et indépendamment de toute loi positive quelconque, un droit social naturel, des lois naturelles, en vertu desquelles l'homme agit justement ou injustement selon qu'il se conforme ou non à la nature des choses et spécialement à cette sociabilité qui est de son essence ». Mais faut-il, pour autant, en faire des encyclopédistes avant l'heure? Que non pas, puisque, pour Pufendorf et ses sectateurs, « tous les devoirs de l'homme sont déterminés par la

raison et tirent leur force obligatoire de la volonté de Dieu ». Barbeyrac, Burlamaqui, Vattel portent la marque chrétienne, et plus spécialement protestante.

C'est ainsi qu'ils hésitent, et plus peut-être que saint Thomas, devant certaines idées troublantes. D'abord devant le problème du tyrannicide et du droit à l'insurrection, celui-ci tragiquement posé à Lausanne, en 1723, par le major Davel. Seul un isolé, un disciple « imprudent, passionné et insoucieux des justes convenances », Louis-César de Saussure, osa tirer les conséquences ultimes des idées de Barbeyrac — idées qui mènent du Bèze de 1574, de Hotman, du Barnaud du *Réveil-matin* aux *Insurgents* de 1774-1776 et à nos Constituants. De même, lorsqu'il s'agit d'un curé de Lucerne et de l'indépendance du spirituel, nos docteurs se contredisent, par crainte des excès des ecclésiastiques, catholiques ou protestants qui s'élèvent contre la primauté du pouvoir civil. Il semble que, chez ces réformés, l'antipapisme se transforme en un anticléricalisme qui en arrive à nier ou limiter la liberté de la conscience religieuse, par respect pour la souveraineté de l'État.

De là viennent leurs hésitations sur l'intolérance. Victimes de l'intolérance d'un Louis XIV, puis de celle de « Leurs Excellences », suspects au moins d'arminianisme, nos théoriciens du droit naturel proclament la tolérance. Mais, encore en 1733, J. J. Sachli, alors recteur de Lausanne, admet le droit pour l'État de bannir l'hérétique et d'interdire l'exercice du culte pros crit, tout en risquant cette concession énorme aux idées nouvelles : à savoir que ces mesures cessent d'être légitimes dans le cas où « le nombre des personnes qui ont adopté des sentiments différents de ceux dont le Prince fait profession est grand » ! La liberté des consciences réduite à un problème d'arithmétique ! C'est ce que M. Meylan appelle assez joliment (p. 227) « l'apologie de l'intolérance mitigée ». Il y a là une sorte de césaro-papisme opportuniste (faut-il y voir une influence luthérienne, de Berne sur Lausanne?) qui ajoute un paragraphe à l'histoire des variations — des contradictions — des Églises réformées.

On voit qu'on ne perdra pas son temps en lisant, et en méditant, ce livre sur le traducteur et le commentateur de Grotius et de Pufendorf.

† Henri HAUSER.

**Pierre RAIN. L'Europe de Versailles (1919-1939). Les traités de paix, leur application, leur mutilation.** Paris, Payot, 1945 ; in-8°, 311 pages. (Bibliothèque historique.)

Dans cet ouvrage, à peu près complètement écrit dès 1940, M. Rain est le premier historien qui ait tenté, en France, de retracer l'évolution des relations internationales entre 1919 et 1939. Est-il nécessaire de souligner les difficultés de l'entreprise? Si nous disposons d'une documentation assez abondante pour l'étude des traités de paix, quelles ressources avons-nous, dans l'état actuel de l'information historique, pour la période postérieure à 1923 et, plus encore, pour les années qui suivent 1933? A quelques exceptions près, nous n'avions guère — avant les documents produits au procès de Nuremberg, la publication récente de témoignages importants — que les renseignements fournis par la presse, les débats parlementaires et les « livres diplomatiques » qui permettent sans doute d'établir la trame des faits, mais non pas de connaître, la plupart du temps, les desseins des gouvernements. Ce ne sont pas les exposés officiels, tel le livre de Freytag-Loringhoven sur la politique extérieure hitlérienne, qui peuvent, certes, apporter la lumière. Que

ces difficultés, dont il a pleinement conscience, n'aient pas découragé M. Pierre Rain, il faut l'en féliciter. Il sait, mieux que personne, qu'il trace une esquisse provisoire, mais il a eu raison de penser que son effort était nécessaire. L'ouvrage n'a pas le caractère d'une étude critique ; il a plutôt l'allure d'une chronique ; mais, tel quel, il est appelé à rendre des services fort appréciables.

Dans une première partie, la plus longue, mais la moins neuve, M. Rain étudie la situation qui existait en novembre 1918, la Conférence de la Paix et les traités de 1919-1920. La seconde partie, sous le titre : « L'exécution des traités », passe en revue les événements de la période 1921-1932, selon un plan chronologique. Après avoir donné un aperçu du conflit polono-russe, du conflit italo-yougoslave, des désaccords franco-anglais et du conflit gréco-turc, l'ouvrage s'attache surtout, comme il était naturel de le faire, à l'étude du problème allemand : question des réparations, question du désarmement. La politique d'Aristide Briand, de Locarno et de Thoiry à l'évacuation de la Rhénanie, est évidemment le centre d'intérêt. La date du 30 juin 1930 « marque une coupure essentielle, la principale dans les vingt ans de vie de l'Europe de Versailles » : l'Allemagne, dit M. Rain, peut abandonner désormais la méthode suivie par Stresemann ; elle voit dans la concession capitale que lui ont faite les Alliés un acte de faiblesse, et elle marque aussitôt sa répugnance à une politique de réconciliation, puisque les élections générales de septembre 1930 donnent aux nationaux-socialistes cent sept sièges au Reichstag, au lieu de douze deux ans plus tôt ; elle refuse de reprendre les paiements au titre des réparations et revendique, au début de 1932, devant la Conférence du Désarmement, l'« égalité de droits ». Et ces concessions nouvelles ne font que préparer l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Le « relèvement de l'Allemagne ne se conçoit pas dans le cadre de Versailles ». Hitler l'a proclamé dans *Mein Kampf*. Les vainqueurs de 1919 « savent donc par avance qu'ils vont se trouver en face d'une entreprise de démolition systématique de leur œuvre ». Pourtant les gouvernements « alliés » ne manifestent aucune réaction, et le Cabinet britannique continue à s'opposer à tout système véritable de sécurité collective. Alors commence la « désagrégation des traités ». C'est la troisième partie de l'ouvrage ; elle est réduite malheureusement à une cinquantaine de pages : c'est bien peu pour étudier la politique hitlérienne, la politique italienne (celle du Pacte à Quatre et celle de l'affaire d'Éthiopie), la politique russe et les molles réactions de la politique française devant la menace qui monte. M. Rain passe pourtant rapidement en revue les événements qui sont encore présents à l'esprit de chacun ; il insiste sur les échecs subis par la S. D. N., sur l'attitude de l'Angleterre en mars 1936 ; mais il laisse dans l'ombre la politique des États-Unis (je ne crois pas qu'il mentionne même le *Neutrality Act*) et ne donne qu'une place très restreinte aux événements d'Extrême-Orient. C'est à l'*Anschluss* que M. Rain arrête son étude : « Le 11 mars 1938 annihile la victoire du 11 novembre 1918. »

Il ne faut pas demander à cet ouvrage plus que l'auteur, dans les conditions actuelles de la documentation, ne pouvait tenir. On aurait pu souhaiter, sans doute, que l'exposé insiste davantage sur certains faits essentiels, qu'il mette le lecteur en présence des interprétations divergentes ; mais comment apporter des solutions ? Par contre, il aurait été possible de montrer le rôle des sentiments collectifs et des problèmes économiques. M. Rain se borne à y faire allusion, très succinctement. Son livre est donc conforme aux traditions de l'histoire diplomatique — et c'est ce qu'il est permis de regretter. Mais l'ouvrage est un guide commode,



sérieux et sobre, qui n'est pas l'œuvre d'un « partisan ». C'est un mérite qu'il n'est pas superflu de souligner.

P. RENOUVIN.

L. GENET. *Précis d'histoire contemporaine, 1919-1939*. Paris, Hatier, 1946 ; in-8°, 252 pages.

Maxime OUVRARD. *L'itinéraire de la paix à la guerre, dix ans à la S. D. N.* Paris, Plon, 1946 ; in-12, 246 pages.

M. Genet a fait un effort très sérieux en vue d'écrire un précis d'histoire contemporaine qui complète pour « l'entre-deux guerres » son volume de la collection Hatier sur les années 1848-1919. Très clair, d'une lecture aisée, ce précis rendra certainement des services.

Mais, étant donné ce qu'on demande à un ouvrage de ce genre, il gagnerait, surtout dans la dernière partie, à être encore plus impartial.

Par exemple, il est incontestable que Barthou voulait autant que Laval un rapprochement avec l'Italie (p. 162). On ne peut affirmer (p. 165) ni qu'en 1935 « une attitude énergique aurait eu vite raison de Mussolini » — M. Genet parle de son « bluff », comme tel ambassadeur parlait du « bluff » de Hitler en août 1939 — ni (p. 212) que la déclaration franco-allemande de décembre 1938 a « facilité les crises » ; tout au plus peut-on poser, à ce sujet, des points d'interrogation.

On ne peut écrire (p. 165) qu'en 1937 les observateurs américains se retirent de la S. D. N. ni que Briand voulait « limiter les accords à l'Europe ».

Au moment de la crise polonaise, il vaudrait mieux ne pas déclarer (p. 216) que l'Angleterre a « nettement affirmé son intention de participer au conflit ». De même, la phrase : « Un couloir allemand O.-E. couperait le corridor N.-S. polonais » (p. 215), ne donne pas une juste idée de la proposition faite par Hitler : une autostrade extraterritorialisée. Il vaudrait mieux ne pas laisser entendre (p. 216) que Hitler a été amené par la lettre de Daladier à une reprise des négociations avec la Pologne : car ce sont les efforts britanniques qui sont à l'origine de cette action. On (c'est-à-dire : Ribbentrop) n'a pas dit à l'ambassadeur de Pologne qu'il est « trop tard » ; le ministre lui a demandé s'il avait pleins pouvoirs pour traiter, ce qui n'était pas le cas. On ne peut pas dire non plus que « toutes ces conversations n'ont servi qu'à camoufler les derniers préparatifs » : vraiment ils s'étaient au grand jour, ni que la dernière tentative de paix a été « entreprise par l'Italie à la demande du gouvernement français » : les choses étaient beaucoup plus compliquées.

Plus d'impartialité, c'est aussi ce que je demanderais à M. Maxime Ouvrard, dont le volume a un caractère tout différent. Son *Itinéraire de la paix à la guerre* veut montrer comment mourut la paix, et de quelle maladie. La carence de la S. D. N. en 1931, dans le conflit sino-japonais, marque la première des années tragiques dont il entreprend le récit pour « faire comprendre les causes permanentes de la guerre ».

Même pour ceux qui, comme nous, liront avec une grande sympathie un tel livre où il y a beaucoup de choses intéressantes et exactes (par exemple en ce qui concerne le rôle qu'a joué la crainte du communisme dans les événements de 1930 à 1940), — l'esprit critique élève des objections assez nombreuses.

Peut-on vraiment croire que les armements n'ont pas pu être limités, simplement parce que les fabricants d'armements et de munitions ne voulaient pas une rédu-

tion de leurs profits, et que les gouvernements étaient sous la coupe de l'industrie lourde (p. 7 et 8), qui avait intérêt à l'anarchie internationale (p. 51)? Quant à nous, nous ne pouvons admettre que, lors du conflit sino-japonais de 1931, sir John Simon défendait avant tout les intérêts de l'industrie lourde britannique (p. 16). De même, nous estimons très excessif d'affirmer que Pierre Laval, en janvier 1935, à Rome, approuvant les projets mussoliniens sur l'Éthiopie, promit sa complicité : « On tramait un mauvais coup, il se déclarait prêt à faire le guet » (p. 66). — A propos de Laval, notons que son gouvernement a été mis en minorité sur sa politique extérieure, alors que M. Ouvrard déclare (p. 236) qu'aucun gouvernement français pendant cette période n'a été renversé sur une question de politique étrangère.

Nous ne demanderions qu'à croire avec l'auteur (mais est-ce raisonnable?) que, si les vainqueurs de 1918 avaient désarmé au niveau des États vaincus, il n'y aurait eu ni Hitler, ni l'agression italienne contre l'Éthiopie, ni la guerre d'Espagne, ni la seconde guerre mondiale (p. 23), ou que, si la conférence du désarmement avait abouti en 1932, le pacifisme pouvait encore triompher en Allemagne (p. 24), d'autant mieux que Hitler a accepté l'idée du désarmement (p. 43).

Si, à Munich, les propositions de Mussolini constituaient simplement « la reproduction » des propositions de Hitler (p. 187), pourquoi le mécontentement, très justement noté (p. 189), du Führer, et qui l'a amené, six mois plus tard, à l'occupation de Prague? C'est simplifier beaucoup la complexité des choses que d'écrire (p. 194) : « En cet automne de 1938 passa notre dernière chance de pouvoir lutter honorablement contre l'Allemagne. »

Observons, contrairement à l'auteur (p. 203), que l'Allemagne a revendiqué ouvertement Dantzig bien avant mars 1939, et que son récit : « L'heure de la décision », renferme diverses inexactitudes. Notamment, à l'aube du 1<sup>er</sup> septembre 1939, Hitler n'était plus du tout « persuadé que ni l'Angleterre ni la France n'oseraient bouger » (p. 214) : il était même certain du « grand conflit », comme il disait ; mais il ne le redoutait pas, sûr, après son arrangement dans l'est, que le blocus serait inefficace et que, la Pologne vite battue, la masse de ses forces pourrait être jetée dans l'ouest dès l'hiver de 1939-1940 ou, au plus tard, au printemps de 1940.

Les efforts italiens pour retarder ou empêcher la guerre, efforts dont l'insistance et la sincérité ne sont plus niables en 1946, n'apparaissent pas chez M. Ouvrard, et, à la suite de M. Alexis Léger en 1939, il considère encore la démarche de Ciano comme « un piège » (p. 220).

Je ne sais ce que donnera le comité parlementaire chargé d'enquêter sur cette période d'avant-guerre. Bien plus que les années 1909-1914, elle est déchirée par des interprétations contradictoires, dans une ignorance, souvent totale, des données élémentaires. Je me demande si les historiens français qui s'y intéressent activement ne rendraient pas un réel service à leur pays en précisant sérieusement les faits acquis, dès maintenant, par des études dont l'objet exclusif est et doit être la recherche de la vérité.

Maurice BAUMONT.

André SIEGFRIED. *Mes souvenirs de la III<sup>e</sup> République. Mon père et son temps. Jules Siegfried, 1836-1922.* Paris, Éditions du Grand Siècle, 1946 ; in-18, 149 p. Prix : 110 francs.

Le président de la Société d'histoire de la III<sup>e</sup> République — en voie de recons-

titution, depuis sa mise en sommeil en 1940 et la mort de son grand animateur Pillias — avait, il y a une dizaine d'années, prononcé devant les membres de la Société une délicieuse conférence sur la vie de son père. C'est cette conférence qui a été reprise et développée dans ce livre, qui est l'hommage d'un fils à son père, sans doute, mais la biographie d'un grand notable du régime disparu en 1940, et, par là même, une contribution à l'histoire de la III<sup>e</sup> République. « Mes souvenirs », dit l'auteur dans son titre : si l'on veut, mais c'est à travers Jules Siegfried qu'on aperçoit le développement, ou, plus exactement, certains aspects de la III<sup>e</sup> République. C'est que Jules Siegfried, Mulhousien au poil roux, après avoir gagné à Bombay, d'abord, dans le commerce du coton, une véritable fortune, a eu une carrière municipale au Havre de 1870 à 1885, puis parlementaire, de 1885 à 1922 — année de sa mort — sans jamais cesser d'être un homme d'affaires — de grandes affaires — ou, pour le moins, un homme que les affaires, conçues à l'américaine, ont toujours intéressé. L'extraordinaire activité de Jules Siegfried l'apparente, certes, aux Anglo-Saxons, et son fils explique ainsi comment il n'y a jamais eu d'adaptation complète du personnage à la France elle-même. Mais, quand on considère qu'il est un protestant soucieux de Dieu, qui voit dans l'activité humaine quelque chose de divin, qui considère les hommes comme congénitalement mauvais, tout en songeant à améliorer leur condition par des institutions sociales de toute espèce, c'est avec les grands banquiers ou commerçants ou la Réforme que, pour mon compte, je l'apparente. Il fait sur la terre son salut, en respectant la loi de Dieu et en réalisant des œuvres utiles.

Mais M. André Siegfried nous montre parfaitement les limites de l'action d'un homme tel que son père, et pourquoi ces limites ont existé. Jules Siegfried n'a été ministre que quelques mois, dans un cabinet Ribot. C'est sans doute que, élu, non sans de grosses difficultés, à la Chambre française, Jules Siegfried a eu du mal à s'adapter au personnel et aux méthodes du Parlement. Opportuniste, conservateur modéré, il n'a cessé, cependant, d'être un ferme républicain, ce qui dressait la droite contre lui, et de soutenir toutes les réformes d'ordre social, sans arriver à avoir raison des préventions des radicaux et des socialistes, dont son comportement personnel, son mode de vie l'écartaient totalement. La fortune qu'il avait gagnée lui a permis de jouer un rôle magnifique dans sa villa havraise ou dans ses appartements parisiens, et M. André Siegfried, qui a assisté à tant de réceptions données par ses parents, nous trace d'amusants portraits de quelques-uns des hôtes de ceux-ci. J'ai noté, en particulier, un amusant crayon — en couleurs — de Gambetta. Et puis, cette fortune, elle a, d'autre part, permis à M. André Siegfried de commencer de faire, à travers le monde, ses randonnées de grand reporter, qui lui ont donné de mettre sur pied ses livres si intelligents et si remplis sur le monde américain ou britannique, et d'être, après le notable opportuniste qu'a été Jules Siegfried, le notable « figariste » qu'à l'aube de la IV<sup>e</sup> République s'affirme maintenant André Siegfried.

Georges BOURGIN.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Belgique.** — Kanunnik Floris PRIMS. *Geschiedenis van Antwerpen. VIII. Met Spanje (1555-1715)* (Anvers, N. V. Standaard, 1941-1943, 3 vol. in-8°, 302, 305, 338 p.). — Voici les dix-neuvième, vingtième et vingt et unième volumes de l'*histoire d'Anvers* dont le premier a paru en 1927. Comme le chanoine Prims a publié dans le même temps une vingtaine d'autres volumes d'histoire, on doit d'abord le féliciter — et aussi se féliciter — d'un labeur aussi méritoire qu'exceptionnel.

On sait qu'il découpe la suite de son sujet en époques de longueur variable correspondant aux dominations politiques successives auxquelles Anvers a été soumis. Les trois volumes dont nous rendons compte ici se rapportent à une époque exceptionnellement longue : elle s'étend de 1555, où Philippe II devint le « prince naturel » des Pays-Bas, à 1715, où ils passèrent sous l'autorité de l'Empereur. Division qui surprend toujours au premier abord, mais dont l'auteur compense les inconvénients en accordant dans les cadres ainsi délimités une place plus ou moins grande à ses trois divisions habituelles : *ordre politique*, — *économique*, — *spirituel-religieux* ; cette fois-ci, précisément, pour l'époque de Rubens, de Plantin et de leurs disciples et successeurs, l'*ordre artistique et littéraire* fera l'objet d'un tome IV.

L'importance des faits commande aussi parfois une répartition inégale à l'intérieur même des époques : sur les cent soixante années dont l'histoire est présentée dans ces trois volumes, les trente premières, qui se terminent à la prise d'Anvers par Farnèse en 1585, occupent plus des deux tiers des exposés *politique* et *économique*. (Encore, pour ne pas dépasser outre mesure le gabarit normal de ses volumes, l'auteur a-t-il rejeté dans quatre livres hors série le récit détaillé des faits de 1566-1567 et de 1577 à 1585, avec les discussions et les résultats nouveaux où l'ont conduit ses recherches personnelles sur la période la plus agitée, la plus dramatique de l'histoire de sa ville.)

Il y a parfois quelque paradoxe dans cette présentation. D'abord elle oblige à bien des répétitions. Il y a encore d'autres inconvénients : ainsi le titre *Sous Alexandre Farnèse (1<sup>er</sup> octobre 1578-3 décembre 1592)* s'applique à une période où sept années de lutte contre le prince de Parme prennent plus de soixante pages, tandis que sept ou huit rapportent les faits survenus sous son autorité reconnue ; d'autre part, le morcellement du récit d'après les arrivées et départs ou décès des gouverneurs généraux au XVII<sup>e</sup> siècle aboutit à un découpage factice. Mais il est incontestable que cette répartition par grandes catégories d'événements et l'ordre chronologique, que M. Prims suit avec rigueur, permettent de se retrouver très facilement dans la masse considérable de faits qu'il met en œuvre.

Les grands événements dont il est traité dans ces volumes sont trop connus dans leur ensemble pour qu'il y ait intérêt à les résumer. Anvers est, au XVI<sup>e</sup> siècle, l'un des quatre ou cinq foyers principaux de la vie économique occidentale : sa richesse en fait un des éléments décisifs de la vie politique des Pays-Bas et même de la

monarchie espagnole ; nœud essentiel des relations internationales, il est le point de départ d'une foule d'intrigues, il subit le contre-coup de la plupart des faits généraux, politiques, économiques, intellectuels qui agitent le continent européen.

En face d'un gouvernement qui renforce ses prises sur la vie nationale, comme tous les gouvernements de ce temps, Anvers, grâce à une situation exceptionnelle, réussit à maintenir, la dernière de ces villes des Pays-Bas naguère si jalouses de leur autonomie, une indépendance d'attitude et d'action qui prolonge le Moyen-Age en plein Temps moderne.

Il est évident que le souci du commerce, de sa prospérité, est sous-jacent à toute la politique de la ville : à chaque instant, les autorités se réclament de la nécessité de sauvegarder les intérêts des marchands. L'apreté avec laquelle elles défendent les privilèges urbains en est stimulée. C'est aussi la raison essentielle du libéralisme relatif dont les autorités font preuve en matière de religion.

M. Prims donne les listes des protestants exécutés à Anvers de 1555 à 1566 en vertu des « placards » : il y en a quatre-vingt-quatorze, pour la plupart anabaptistes. En ce qui concerne les troubles de 1566, il montre que, depuis plusieurs années, la politique anglaise cherchait à en provoquer aux Pays-Bas, et tout spécialement dans le grand port de l'Escaut. Il insiste sur le fait que les chefs du mouvement étaient des étrangers à Anvers et refuse de voir dans ce mouvement un élan national. Un des traits les plus frappants de son étude est la part considérable que prennent les marchands et les financiers d'Anvers aux querelles politiques, aux guerres de France, d'Angleterre, d'Allemagne, l'influence qu'elles exercent sur leur activité.

M. Prims explique l'activité du duc d'Albe d'une façon qui fait plus humains l'homme et le politique ; en particulier, il exprime sa certitude que son impopularité a commencé avec la levée du x<sup>e</sup> denier en 1571.

Il présente de la façon la plus brève et la plus claire la succession, de 1557 à 1560, des faillites de l'Espagne, de la France, du Portugal. Il note que la deuxième faillite de l'Espagne en 1575 est à l'origine du sac d'Anvers lors de la *Furie espagnole* en 1576.

En ce qui concerne la vie économique, l'organisation corporative n'a cessé de se développer au xvi<sup>e</sup> et surtout au xvii<sup>e</sup> siècle ; les « manufactures », à Anvers comme partout, ne sont pas essentiellement anticorporatives : tantôt elles entrent dans les cadres des institutions antérieures, tantôt elles gardent des traits corporatifs. Au xvii<sup>e</sup> siècle, Anvers, déchue de sa primauté commerciale, essaye de maintenir, de développer même sa vie économique par l'activité industrielle.

Ses études sur les « nations », parmi lesquelles il faut distinguer le remarquable chapitre de M. Oskar de Smedt, sont extrêmement instructives sur l'autonomie relative dont jouissaient encore les marchands étrangers.

La déception subie par Anvers du fait des Provinces-Unies s'obstinant à maintenir l'Escaut fermé au xvii<sup>e</sup> siècle est bien mise en valeur.

La *vie religieuse* est traitée largement. Il y a lieu de noter de bonnes pages sur la foi et les pratiques de dévotion, le régime des écoles et de l'assistance — que le magistrat calviniste avait soumises directement à l'administration urbaine — une étude détaillée du cas du P. Temmerman, le confesseur de Jaurégui, l'assassin de Guillaume d'Orange, religieux dont M. Prims se refuse à faire ou un héros, ou un martyr. La multiplication des couvents à Anvers témoigne du succès de la Contre-Réforme.

Ce livre, dont nous ne pouvons donner que de brefs aperçus, est d'une richesse



exceptionnelle et continue d'heureuse façon le monument que M. Prims élève à la grande ville de l'Escaut. Espérons qu'il pourra bientôt en achever le couronnement.

E. COORNAERT.

— Joseph LEFÈVRE. *Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas* (2<sup>e</sup> partie), t. I (1577-1580). Académie royale de Belgique, Commission royale d'histoire (Bruxelles, Palais des Académies, 1940, xxiv-819 p., in-4<sup>o</sup>). — Ce volume est le premier d'une série qui doit continuer la *Correspondance de Philippe II* et la *Correspondance française des gouverneurs généraux des Pays-Bas*, publiées par L.-P. Gachard, la première (1557-1577) en cinq volumes, de 1848 à 1891, la seconde (1559-1565) en trois volumes, de 1867 à 1881. (A quoi il faut joindre un volume, la *Correspondance française de Marguerite d'Autriche... avec Philippe II*, publié à Utrecht en 1925 par M. J.-S. Theisen.)

Ce tome I comprend les analyses de treize cent soixante-dix documents. Il s'agit et des lettres échangées entre le roi et les gouverneurs généraux, les ministres belges et autres à Bruxelles, les ministres espagnols accrédités dans les grandes capitales (pour ce qui concernait les Pays-Bas), les corps constitués de ces mêmes Pays-Bas, et aussi la correspondance administrative du gouverneur général dans la mesure où elle fut portée à la connaissance du roi.

Documents d'une importance très diverse, cela va sans dire. Mais qui donne une impression de vertige devant un incroyable enchevêtrement de faits qui se succèdent à une cadence accélérée, de retournements des hommes, des villes, des régions. Les autorités espagnoles tourbillonnent jusqu'à l'arrivée de Farnèse au milieu des États-Généraux en révolte avec Orange qui se dépense partout, de Mathias, Alençon, Anjou même, qui intriguent d'abord, puis entrent en campagne, des gouvernements étrangers, celui de Henri III versatile, Catherine de Médicis intrigante aux suggestions ambitieuses, celui d'Élisabeth qui prépare une action plus directe dans la suite.

Il s'agit surtout d'événements politiques militaires aussi ; les financiers emploient toute l'action gouvernementale : c'est « la clef de toute cette musique » ; mais les préoccupations religieuses (qui animent manifestement toute la politique espagnole) inspirent bon nombre de mesures concernant l'enseignement (les Universités de Louvain et Douai), même économique (propagation des nouvelles par les marchands, contrebande entraînant des complications diplomatiques).

Je n'ai relevé que quelques coquilles : Valentin de Pardieu appelé Vincent, p. 160 et 809 ; sizanie, p. 167 ; unanime, p. 445 ; Helfault, p. 523, et p. 817 Capelle pour La Capelle ; p. 776, pour Varsovie, p. 15 au lieu de 20 : c'est dire que la présentation matérielle est à peu près parfaite, à la mesure d'une édition claire, destinée à rendre les services les plus grands.

E. C.

— Suzanne TASSIER. *Figures révolutionnaires (XVIII<sup>e</sup> siècle)*. Collection Notre Passé (Bruxelles, La Renaissance du livre, s. d. (1942), in-12, 114 p.). — En évoquant quelques acteurs accessoires de la Révolution en Belgique, M<sup>me</sup> S. Tassier a éclairé par les coulisses la scène de la grande histoire.

Le principal de ces personnages est Édouard de Walckiers, banquier dont la famille est liée avec les princes de la maison d'Autriche, mais qui, « généreux, inquiet, ardent », mérite d'être appelé « le La Fayette des Pays-Bas ». Réfugié en France en 1790, puis de nouveau en 1791, il paye la solde des démocrates belges de

la région lilloise. Rentré en Belgique après Jemmapes, il approuve, contre certains de ses amis, l'abolition radicale de l'Ancien Régime dans son pays. L'un des traits les plus caractéristiques de sa carrière est assurément son effort pour associer les Liégeois aux autres Belges. Accusé par Marat, Walckiers se réfugia à Hambourg, reentra à Paris sous le Consulat et y mourut ruiné en 1837.

Les intrigues du jeune prince de Béthune-Charost, qui allait être décapité en l'an II, nous le font suivre du camp des Statistes à ceux des démocrates de Bruxelles, de Liège, chez les révolutionnaires réfugiés à Bréda, à Lille, à Courtrai.

Jaubert, signalé par Mathiez au service de Fouquier-Tinville, avait déjà proposé ses services à Dumouriez et avait commencé sa carrière de révolutionnaire comme « chef de la délation et de l'espionnage » pour le compte de d'Alton, commandant en chef des troupes autrichiennes aux Pays-Bas.

Lorenzo, identifié par M<sup>me</sup> Tassier, était le fils d'un libraire dunkerquois. Président des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*, il vota la réunion de Bruxelles à la France. Lui aussi fit une brève carrière : il fut décapité le 16 prairial an II.

Verlooy est encore plus paradoxal que les autres. Ce Campinois, fier de sa langue, jaloux de la répandre jusqu'à préconiser la fermeture en pays flamand de toute école publique française, n'en était pas moins un fervent admirateur de la culture française et, après l'échec de diverses tentatives pour créer une république belge vraiment démocratique, se prononça pour la réunion de son pays à la France.

Ce petit livre, qui fait vivre sous nos yeux intrigants, agents de liaison, meneurs d'un jour, évoque avec force les réalités modestes, immédiates, de la politique et aide singulièrement à comprendre l'histoire de la Révolution en Belgique — et en France.

E. C.

**France.** — M. Ferdinand Lot a pu commencer de publier les résultats d'une vaste enquête qu'il a commencée il y a plus de dix années, et pour laquelle il a déployé toutes les ingéniosités de son esprit, toutes les connaissances de son érudition. Il s'agit de *Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à la période gallo-romaine*. Le premier fascicule de ces *Recherches* a paru (Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, Paris, Édouard Champion, 1945, in-8°, xv-222 p.). En réalité, l'auteur a établi de véritables monographies sur les différentes cités étudiées, où les renseignements d'ordre démographique se trouvent présentés en même temps que les faits historiques et économiques qui conditionnent les modifications démographiques survenues au cours des siècles. L'auteur, en effet, n'a pas borné son enquête à ce moyen âge, qu'il connaît si bien ; il l'a poursuivie jusqu'au <sup>xx</sup>e siècle, en utilisant, parmi les documents modernes, ceux qui se trouvent conservés dans la série F<sup>30</sup> des Archives nationales — exemple remarquable, qui devrait être une leçon pour tant d'historiens, incapables, en raison de préjugés singuliers et par suite de formations trop compartimentées, de saisir et d'expliquer la continuité des phénomènes humains. De surcroît, M. Ferdinand Lot, historien d'une érudition admirable, apporte aux constructions sociologiques une masse considérable de faits solidement établis. Un regret, tout de même, à formuler à propos de ce livre : l'absence de reproduction de quelques-uns de ces plans urbains qui sont signalés à plus d'une page. Souhaitons que, d'ici son achèvement, on arrive à donner les plus importants ; et que l'ensemble de l'œuvre se clôture avec une table alphabétique générale qui rendra les plus grands services. Dans le présent fascicule sont examinées les cités du Sud-Ouest, celles qui correspondent à la Viennoise, aux deux Narbonnaises, aux Alpes-Maritimes : Vienne, Genève, Grenoble, Apt-Viviers, Die,

Valence, Saint-Pol-Trois-Châteaux, Vaison, Orange, Cavailhon, Avignon, Arles, Marseille, Toulon, Carpentras.  
Georges BOURGIN.

— On peut bien dire que M. Jacques MEURGEY est le meilleur, sinon le seul, des généalogistes français. La preuve en est une fois de plus administrée par l'excellente *Généalogie de la famille Bouthenc-Desmarais* qu'il vient d'établir et de luxueusement publier (Paris, Sorlot, 1943, in-8° carré, 128 p., illustr., 1 tableau ; prix : non indiqué). Pas à pas, l'auteur suit cette famille, issue de l'Orléanais beauceron, depuis le règne de Louis XII jusqu'à nos jours, et les orfèvres, les managers du canal de Briare, les fondateurs de la grande firme pétrolière défilent sous nos yeux, ainsi que les bourgeois modestes ou les officiers de petite envergure, qui comptent pourtant dans le développement de la *gens* et figurent au tableau généalogique dressé par M. Meurgey. Cette généalogie, construite sur une masse de documents publics et privés, dont plusieurs reproduits en héliogravure ou édités en tout ou partie, a un grand intérêt au regard de l'histoire sociale. Dans un *Avant-propos* savoureux, l'auteur expose la philosophie de la discipline à laquelle il s'est consacré, et qui, au premier chef science auxiliaire de l'histoire, a, de fait, en lui, un spécialiste convaincu, savant et élégant.  
G. BN.

— L'histoire locale, les monographies seigneuriales et villageoises restent trop souvent l'œuvre d'amateurs peu rompus aux méthodes de l'érudition. On se réjouit de voir des savants de la classe de MM. Léon et Albert MIROT s'attacher à retracer l'histoire de *La seigneurie de Saint-Vérain-des-Bois, des origines à sa réunion au comté de Nevers, 1480* (La Charité-sur-Loire, A. Delayance, 1943, in-8°, xx-280 p., avec 5 planches et tableaux généalogiques hors texte), apportant à ce travail le souci d'exactitude, l'ample information et la critique rigoureuse du chartiste. Le sujet en valait la peine. Saint-Vérain, bourg fortifié du Donziois, niché dans les coteaux qui dominent le val de Loire à quelques lieues de Cosne, fut de bonne heure le siège d'une grande maison féodale, dont la puissance s'explique en partie par la position stratégique du château. On ne sait rien de certain sur elle avant le début du XIII<sup>e</sup> siècle, mais sa prospérité grandit uniformément pendant huit générations, jusqu'au jour où elle tomba en quenouille (1320). La seigneurie passa alors à la maison d'Amboise, qui la délaissa pour ses domaines du Blésois, et qui, affaiblie par des partages et des dissentiments familiaux, finit par la vendre, morceau par morceau, aux comtes de Nevers, entre 1480 et 1489.

Luxueusement édité, écrit avec un visible amour du terroir, ce petit livre décevra pourtant le lecteur exigeant. C'est qu'il ne nous présente pas, comme son titre le laisserait croire, une histoire de la seigneurie, mais bien des seigneurs de Saint-Vérain. Les auteurs ont colligé tous les documents où paraissent les seigneurs ; ils en donnent une analyse trop souvent incomplète et parfois inexacte, et les mettent bout à bout dans un ordre strictement chronologique. Cela leur permet de dresser des arbres généalogiques aussi complets que possible, et de fixer le rôle joué par les seigneurs dans les événements locaux, politiques ou militaires : guerres féodales du Nivernais, croisades, péripéties de la guerre de Cent ans et de la lutte entre Armagnacs et Bourguignons. Tout cela est excellent, mais ne va pas très loin. La documentation rassemblée ne permettait-elle pas d'élargir le débat ? Fortune territoriale des seigneurs, éléments constitutifs de leur domaine, administration domaniale, extension de leur vassalité aux différentes époques, régime des terres et des personnes, histoire économique et sociale de la seigneurie, physionomie du terroir,

toutes questions qui sont soit négligées, soit abordées de biais et liquidées en quelques phrases insuffisantes. L'introduction géographique (p. 1-15), presque tout entière consacrée à la nomenclature des coteaux et des vallons, et à la liste alphabétique des hameaux et lieux-dits environnants, n'éclaire pas le lecteur sur la composition du terroir, la répartition des cultures, l'étendue des défrichements anciens ou récents : un seul coup d'œil à la carte d'état-major, si imparfaite qu'elle soit, en dit plus long. On eût pu tirer un meilleur parti de la description des monuments anciens (p. 83-94), de la charte d'affranchissement de 1260 (p. 81) et de quelques autres documents contemporains (p. 58-60) pour fixer l'importance — moins grande qu'on a l'air de le laisser croire — du bourg dans la vie économique de la région lors de sa plus grande prospérité. Sur la consistance même de la seigneurie, nous en sommes réduits à deux listes alphabétiques, l'une des localités où les Saint-Vérain ont eu des possessions (p. 175), l'autre de celles où ils avaient des vassaux ou arrière-vassaux, le tout accompagné d'une carte assez sommaire (p. 215-223). Sèches énumérations qui, dépourvues de dates et de références, vident de tout contenu les documents sur lesquels elles s'appuient, et ne pourront être d'aucune utilité pour quiconque.

En suivant trop aveuglément les règles traditionnelles d'un genre désuet, MM. L. et A. Mirot se sont interdits de toucher à ce qu'il y a de plus intéressant — nous dirions presque : aux seuls problèmes intéressants — de l'histoire locale. Il faut bien le constater ; les éloquentes adjurations de Marc Bloch n'ont encore suscité que peu d'échos dans les milieux chartistes<sup>1</sup>.

E. PERROY.

— M. J. CALMETTE continue à publier des ouvrages de vulgarisation. *Chute et*

1. Il est permis de penser que, sur la question des origines, la critique des auteurs n'est pas toujours très vigilante. Sur quoi se fonde-t-on pour affirmer que la localité de Saint-Vérain s'appelait, avant le x<sup>e</sup> siècle, Romfort (p. 12-13)? Sur les assertions d'un mémoire hagiographique, datant de 1678, assertions qui seraient corroborées par une « ancienne tradition locale et verbale » dont auraient tenu compte les débaptiseurs révolutionnaires. Nous savons ce que valent ces traditions prétendument anciennes. — Il serait prudent de n'accepter que sous réserve les dires d'un mémoire de 1255, attribuant la fondation du prieuré de Saint-Vérain à un seigneur du nom de Gibaud qui aurait agi en juillet 1000 (p. 29-30). L'affirmation est à priori suspecte ; et le premier Gibaud historique n'apparaît qu'en 1107. — Il semble bien que *Hugo Mansellus*, aventurier dont on suit la carrière de 1103 à 1136, ne fut pas seigneur de Saint-Vérain, quoique possessionné à Saint-Vérain ; mais le principal argument présenté, à savoir « qu'on ne trouve nulle part Hugues le Manceau qualifié de seigneur de Saint-Vérain » (p. 34), est sans valeur, pareille qualification n'existant pas dans les documents du premier tiers du xiii<sup>e</sup> siècle. — Quand un seigneur fait une donation aux Templiers à la veille de partir pour la croisade, ne peut-on penser que c'est une vente déguisée? Et, quand l'héritier ratifie la donation, est-ce bien pour « rendre hommage à la mémoire » de son prédécesseur (p. 55-56)? Les formules des actes cherchent plus souvent à dissimuler qu'à instruire. — Il est faux de dire que l'accord de 1219 « renouvelait et confirmait les donations faites par ses prédécesseurs et autres, spécialement celle d'Hugues le Manceau » (p. 58). Le texte publié en note, p. 60, stipule au contraire qu'en échange des concessions nouvellement faites par le seigneur les moines renoncent à se prévaloir des donations antérieures. — Il semble à tout le moins insolite de traduire *Egidius* par « Éloi », et *ratione dominii* par « en raison de son domaine ». Disons plutôt : « Gilles », et « pour cause de seigneurie » (p. 74-75). — Si l'on accepte la description du bourg donnée p. 89, il faut admettre que le plan hors texte a été inversé, à moins que gauche ne signifie droite. — Boniface VIII vivait en 1295 et non en 1395 (p. 99). — L'expression « sire de fief » pourrait être avantageusement remplacée par « seigneur éminent ».

*relèvement de la France sous Charles VI et Charles VII* (Paris, Hachette, 1945, in-8°, 253 p.) contient, à côté de pages bien venues, d'autres qui le sont moins. Comment comprendre les trente-cinq premières années du règne de Charles VI si l'on ne découvre le problème anglais qu'en 1415, à la p. 91? Et le relèvement du royaume sous Charles VII fut-il purement militaire? Il n'y a que deux pages, vagues et inexactes, sur les institutions (où l'on continue à confondre les généraux des aides et les receveurs généraux). Un style parfois boursoufflé se trouve égayé par des facéties sur le marché noir, les colis aux prisonniers... d'Azincourt, et autres anticipations. La plume de M. Calmette s'est égarée parfois dans l'encrier de feu *Gringoire* : elle est aussi fermement antidémocratique qu'anglophobe. Cela nous vaut des diatribes contre les Tuchins, « les gens du maquis, vrai déchaînement des colères urbaines et surtout rurales », les Cabochiens, « dictature sanglante des hommes au couteau entre les dents... dictature prolétarienne... », et de vertueuses indignations contre l'Intelligence Service du xv<sup>e</sup> siècle ! Piquant à lire en 1945, date où parut l'ouvrage, évidemment écrit pour un autre public<sup>1</sup>.  
É. PY.

— En un mémoire d'une facture trop scolaire, M<sup>lle</sup> Yvonne LABBÉ étudie *Les débuts d'une ville bretonne, Vitré au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècle* (Rennes, Société anonyme des imprimeries Oberthur, 1944, in-8°, 86 p. ; extrait des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*). Elle rappelle l'origine et l'évolution de l'assemblée de ville, issue des réunions de paroissiens, énumère, selon les règles de l'École, les officiers municipaux, depuis le procureur syndic jusqu'au tambour de ville, parle des finances urbaines, des œuvres d'assistance et des institutions militaires. De cette consciencieuse analyse, il ressort que l'organisation municipale est semblable à celle des autres villes bretonnes, avec quelques variantes d'importance minime. L'assemblée de la paroisse, élément primitif, n'apparaît qu'au cours du xiv<sup>e</sup> siècle ; ses officiers municipaux, distincts de ceux de la fabrique, ne sont signalés qu'en 1465. Peut-être faut-il voir, dans cette naissance tardive, la main du duc François I<sup>er</sup>, conscient enfin du rôle militaire de la place et désireux de s'attacher la bourgeoisie. Très vite, les offices furent accaparés par l'oligarchie marchande. La ville n'avait pas de libertés municipales à proprement parler, ni juridiction ni pouvoir politique. Elle ne levait de taxes que par octroi renouvelable de l'autorité seigneuriale ou ducale ; elle n'administra les hôpitaux qu'à partir de

(p. 104). — P. 116 et note, il faut probablement lire 1325 au lieu de 1425. — Ce n'est pas le bailli de Sens (p. 91), mais le prévôt de Villeneuve (p. 125) qui s'opposa vers 1350 aux entreprises de Jean de Prie sur le château de Saint-Vérain. — C'est Louis XI et non Louis XII dont il s'agit à la p. 153. — La bataille de Verneuil eut lieu en 1424, non en 1423 (p. 154).

1. Il y aurait beaucoup de réserves à faire sur l'interprétation donnée à des faits exactement rapportés, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est jamais nuancée. Mais trop d'inexactitudes déparent le récit : Louis d'Anjou ne s'est pas « dérobé » à la répression des révoltes urbaines : il est parti, bien avant, à la conquête du royaume de Naples (p. 31) ; la femme de Jean sans Peur n'était pas la sœur d'Isabeau de Bavière (p. 36 et 57). Les Marmousets ont bien osé frapper le duc de Berry (p. 39), puisqu'ils lui ont enlevé la lieutenance du Languedoc, que M. Calmette lui restitue ensuite dix ans trop tôt (p. 52). Ce n'est pas le roi, mais le Dauphin, que l'on a tenté d'enlever en 1405 (p. 65). Philippe le Bon ne s'est pas « évertué » à obtenir la couronne royale de Frédéric III (p. 209) ; tout au contraire, la proposition vient de l'Empereur et les Bourguignons se sont arrangés pour la faire échouer ; Jean VI de Bretagne (p. 136, 137) et Jean V (p. 236) ne sont qu'un même personnage : c'est le dernier numéro qui est le bon.



1551 ; elle ne gérait les dépenses des fortifications, très lourdes depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle, que sous la surveillance des officiers seigneuriaux. Étroite tutelle qui ne permit jamais à la vie municipale de prendre la moindre ampleur. L'octroi d'un échevinage par Henri II ne put même pas se réaliser, devant l'opposition des barons de Laval.

Cette vie politique languissante contraste avec l'essor remarquable de l'économie. Placée au milieu d'un pays pauvre, Vitré connut de bonne heure, grâce à la culture du chanvre, une prospère industrie textile, productrice de canevas et de toile à voile, qui distançait de loin d'autres activités industrielles comme la draperie, la tannerie et peut-être la soierie. Tout cela donnait lieu à un fructueux négoce, non seulement avec les provinces voisines ou aux foires locales, qui ne semblent jamais avoir eu grande activité, mais, par le port de Saint-Malo, avec l'Angleterre, les Pays-Bas et, surtout au xvi<sup>e</sup> siècle, avec l'Espagne. La ville, par ses grandes familles bourgeoises, s'enrichit rapidement et connut une prospérité qui ne devait pas se poursuivre aux derniers siècles de l'Ancien Régime. Est-ce l'insuffisance d'une documentation fragmentaire ? Il faut avouer que la curiosité du lecteur ne sera pas toujours satisfaite des renseignements fournis par M<sup>lle</sup> Labbé, surtout dans les dernières pages de son mémoire. On se demande quelles conséquences le développement du commerce a pu avoir sur l'étendue de la ville et sa population, dont M<sup>lle</sup> Labbé n'a pas cherché à apprécier l'importance ; on ignore l'ampleur numérique des échanges commerciaux, quelques chiffres, donnés en passant pour l'exportation des canevas de 1570 à 1586, étant cités de seconde main, sans qu'il y ait eu recours aux documents, ni analyse serrée des sources. On aurait voulu connaître la naissance, l'organisation et les vicissitudes de la confrérie des marchands dont il est pourtant affirmé, en conclusion, qu'elle est à l'origine de l'organisation municipale. Enfin, on aurait voulu suivre l'ascension des familles bourgeoises, auxquelles il n'est fait que de discrètes allusions, et dont l'histoire eût animé un récit terne et languissant : défauts de jeunesse, sans doute, et d'inexpérience.

E. PR.

— E. BEAU DE LOMÉNIE. *Les responsabilités des dynasties bourgeoises* (Paris, Éditions Denoël, 1943, in-8°, 329 p.). — Voilà un ouvrage que beaucoup liront avec un intérêt passionné. Il met en lumière la formation sous le Consulat et la persistance à travers les régimes qui l'ont suivi de l'oligarchie des notables, c'est-à-dire de la haute bourgeoisie attachée à la révolution de 1789 dont les principes lui paraissent avoir pour conséquence de lui remettre le gouvernement de la France, en sorte que, si sa prééminence est menacée, elle n'hésite pas à leur faire entorse — mais attachée aussi à tourner à son profit l'autorité dont elle jouit, grâce au régime douanier, aux concessions, aux fonctions publiques, aux conseils d'administration. A travers le xix<sup>e</sup> siècle, l'auteur a suivi un certain nombre de familles dont l'histoire a retenu les noms, leurs alliances, leurs connexions d'affaires, les évolutions politiques qui leur ont permis de sauvegarder leurs intérêts. Le régime qui a eu leurs préférences, c'est la monarchie de Juillet ; mais la République a fini par leur paraître acceptable tant que le suffrage universel s'est laissé manœuvrer à leur profit. On n'exagère pas en disant que, pour M. Beau de Loménie, la Troisième République a d'abord été une monarchie de Juillet maquillée. Au-dessous des conflits politiques et des querelles idéologiques apparaît un gouvernement de classe.

Toutefois, c'est une conclusion à laquelle M. Beau de Loménie ne songe pas. Les notables demeurés légitimistes sont tenus par lui à l'abri de tout reproche et il est,

en outre, convaincu que, dans l'ensemble, le pays était disposé à les laisser rétablir la monarchie légitime et exercer le pouvoir. C'est une opinion dont la discussion mènerait loin. Ce qui est vraiment intéressant, c'est de voir reparaitre en 1943 l'hostilité maintenant plus que séculaire entre légitimistes et orléanistes et, à vrai dire, entre notables d'ancien régime et notables de 89. Les « responsabilités des dynasties bourgeoises » sont d'avoir mené et confisqué la Révolution, d'avoir fait échouer sous la Restauration la réinstallation de l'ancienne aristocratie, puis, en 1848 et en 1873, la restauration du comte de Chambord ; d'avoir empêché la constitution après 1815 d'un vaste parti de conservation sociale. Sans aucun doute, c'est en effet ce qui a permis à la démocratie de reprendre sa marche. Mais M. Beau de Loménie exempte trop aisément les notables d'ancien régime de toute responsabilité. Étaient-ils désintéressés avant 1789 ? Et pourquoi ont-ils refusé alors l'égalité des droits aux hommes dont il pense apparemment qu'ils étaient faits pour s'entendre avec eux ? Et puis son plaidoyer manque de conclusion : quel est donc le remède ? Il est vrai que l'ouvrage s'arrête à la crise du 16 mai et qu'un second volume nous est annoncé qui mènera jusqu'en 1939 et — qui sait ? — peut-être jusqu'à Vichy. On l'attend avec curiosité.

G. LEFEBVRE.

— Dans la collection *Connaissance de l'histoire*, l'un des grands connaisseurs de l'époque contemporaine, M. Maurice RECLUS, a publié un livre sur *La Troisième République de 1870 à 1918* (Paris, Arthème Fayard, 1945, in-18, 316 p. ; prix : 90 francs). Un chapitre introductif sur « la Conquête républicaine », 1870-1879 ; puis deux chapitres sur « la République militante », 1879-1885, 1885-1889 ; deux sur « la République modérée », 1889-1896, 1896-1902 ; deux sur « la République radicale », 1902-1910, 1910-1914 ; enfin la « République triomphante », 1914-1918. Extrêmement dense, l'ouvrage contient une masse de faits ; songez que M. Reclus ne dédaigne pas d'y fournir, sur les hommes politiques de la République, des notices biographiques, sans doute courtes, mais précises ; mais il a gagné de la place en se débarrassant de l'histoire de la Commune, dont sont seulement retenues les conséquences vraisemblables sur l'évolution du régime. Par ailleurs, on ne trouve rien à proprement parler de l'évolution économique et sociale, non plus que sur le mouvement intellectuel et artistique. En somme, c'est d'histoire essentiellement politique qu'il est ici traité ; — mais ce l'est de main de maître. M. Reclus est net de pensée et de forme ; il agence ses périodes et ses chapitres avec un art de la composition tout à fait séduisant, il sait, en particulier, imbriquer naturellement la politique extérieure à l'évolution intérieure. Les dernières pages du livre constituent une sorte de plaidoyer en faveur du régime qui a *peut-être* disparu en juin 1940, et l'on y retrouve même des phrases d'une redoutable actualité ; elles ne déparent pas un ouvrage sérieux, qui repose sur une documentation sans doute invisible, mais à coup sûr étendue. En somme, l'ouvrage de M. Maurice Reclus mérite d'être compté parmi les meilleurs de ceux qui ont été consacrés à la Troisième République.

G. BN.

— LAMARTINE. *Correspondance générale de 1830 à 1848*, publiée par les élèves de l'École normale, sous la direction de M. Maurice LEVAILLANT. T. I : *1830-1833*. Publications de l'École normale supérieure, section des lettres, I (Paris, Droz ; 1 vol. in-8°, 1944, xxiv-411 p.). — Il y a lieu de saluer avec intérêt le début des publications de la section des lettres de l'École normale supérieure qui s'inaugure en entreprenant l'édition de la *Correspondance générale* de Lamartine. Ce travail

est l'œuvre d'une équipe d'élèves, qui va se renouveler au fur et à mesure des promotions pour les volumes suivants, sous la direction de M. Maurice Levaillant. Ce seul nom dit assez la compétence, la sûreté de la méthode qui président à cette œuvre. Les références d'origine des textes, des notes précises assez étoffées, sans excès de développement cependant, pour donner tout éclaircissement ou faire tout rapprochement nécessaires, une sorte de petit dictionnaire biographique des correspondants du poète, sans doute, à la fin de l'édition, un index des noms propres, permettent une utilisation excellente des documents. M. M. Levaillant a exposé dans son introduction les conditions et le but de la publication, comment s'est fait le rassemblement des documents, ce qu'il faut en espérer par la suite.

Il est certain que la publication en ordre chronologique de correspondances même déjà publiées par groupes de destinataires ou par matières, mais éparpillées, présente toujours cet avantage d'accuser mieux la physionomie d'un écrivain, d'en donner une connaissance plus profonde et plus ample à la fois, et de permettre d'en suivre l'évolution ; de quelle nouveauté, par exemple, n'a pas été celle de Rousseau par P.-P. Plan ? Il faut pour cela cependant qu'elle soit « générale ». De ce point de vue, je crois pouvoir faire ici quelques observations.

La publication doit couvrir la période 1830-1848. C'est-à-dire qu'elle laisse de côté les années d'activité purement littéraire ou diplomatique d'une part, d'autre part la grande carrière d'homme d'État, puis les longues années de retraite. L'édition complète eût-elle été trop vaste ? Peut-être. Il y a pourtant dans ce choix des limites de la monarchie de Juillet quelque arbitraire. Elle laissera à faire le même travail, dont l'utilité n'est pas moins évidente, pour les deux périodes antérieure et postérieure.

Je regretterai, d'autre part, que le travail de rassemblement des textes dispersés n'ait pas été précédé d'un appel assez bruyant aux textes inédits. On a eu ici la bonne fortune de se voir ouvrir les archives du marquis de Virieu, de recevoir quelques documents de M. de Fontenay et du marquis de Luppé. Une quête plus longue et plus pressante en aurait sans doute fait sortir beaucoup d'autres. Les circonstances, peut-être, s'y prêtaient mal : on eût pu ne point s'y résigner et consentir à attendre. D'autre part, les inédits sont arrivés alors que la publication des autres était déjà préparée : il a fallu les mettre en appendice avec des *n<sup>os</sup> bis* ; cela est très fâcheux et fait perdre le bénéfice de l'ordre chronologique. Et qu'arrivera-t-il, si de nouvelles lettres sont, comme ils l'espèrent, communiquées maintenant aux éditeurs pour la période déjà couverte par ce volume ? Je crains qu'il n'y ait eu quelque hâte à publier : des considérations administratives justifient à peine et excusent mal une erreur de méthode.

Ces critiques mises à part, la moisson est de 35 lettres inédites et 369 antérieurement parues (dont 88 seulement dans les deux recueils de Valentine de Lamartine et du comte de Chastellier). Bien des textes ont été rectifiés ou complétés ; les lettres à Aimon de Virieu ont été collationnées et corrigées sur les originaux. C'est dire l'intérêt et l'utilité de l'entreprise. Souhaitons qu'elle se poursuive et qu'elle s'achève en nous donnant la confiance qu'elle contiendra tous les documents qui en fassent une édition vraiment « générale ».

Charles-H. POUTHAS.

— Dans la collection « L'œuvre et la vie » avait paru un *Lamennais le trop chrétien* de M. René Bréhat. La même collection s'est enrichie d'un nouveau volume, celui de M. Jacques BOURGEAT sur *Proudhon père du socialisme français* (Paris, les Éditions Denoël, 1943, in-18, 275 p. ; prix : 40 francs). Dans une fine préface, l'au-

teur indique que les commentaires multiples sur Proudhon ont abouti à des contradictions ahurissantes ; et rien d'étonnant à cela, après tout, car Proudhon, d'une sincérité complète, ne s'est pas soucié de se contredire, à mesure que les problèmes se posaient devant lui. Mais ce qui est tenté ici, c'est précisément d'établir une biographie aussi exacte que possible. De fait, M. Bourgeat a lu avec le plus grand soin les œuvres si nombreuses de Proudhon et les ouvrages français qui nous renseignent sur Proudhon. Me sera-t-il permis de signaler à ce biographe si consciencieux les documents d'archives que j'ai publiés naguère dans la *Revue d'histoire économique et sociale* ? D'autre part, en dehors des ouvrages et des articles, je reste persuadé qu'il existe des pièces d'archives privées et publiques susceptibles de fournir encore quelques traits utiles à la biographie de Proudhon. Enfin, je ne vois point citée par M. Bourgeat la nouvelle édition des *Œuvres* de Proudhon entreprise par l'éditeur Rivière sous la direction de MM. C. Bouglé et H. Moysset. Tout cela n'empêche pas que le livre de M. Bourgeat mérite de compter parmi les meilleurs d'une bibliothèque proudhonienne : ses douze chapitres, parfaitement chronologiques, se trouvent répartis en trois parties : de la naissance à la Révolution de 1848 ; des émeutes de février au coup d'État du 2 décembre ; du 2 décembre à la mort. C'est simple, — comme la vie même de Proudhon, tout unie, malgré tant de traverses, grâce au travail intense, à la magnifique sincérité qui la marquent d'un bout à l'autre. M. Bourgeat a composé cette biographie avec science, avec sympathie pour l'homme qu'il racontait, sans se soucier des applications qui, à tort ou à raison, ont été faites du proudhonisme par les contemporains de Proudhon et nos contemporains à nous.

G. BN.

**Grande-Bretagne.** — *L'Histoire de l'Écosse*, de M. Charles-M. GARNIER (Paris, Aubier, 1945, in-8°, 206 p.), apprendra beaucoup de choses à un grand public qui ignore tout du sujet — sauf peut-être le nom de Marie Stuart — et qui s'obstine à prendre les Écossais pour des Anglais. Ce petit livre alerte est de ceux qu'on est convenu d'appeler « sans prétention » et qui se défendent d'être fondés « sur des recherches érudites ». Traduisez qu'il est l'œuvre d'un amateur, mais qui, en l'espèce, connaît bien le pays dont il parle. Certaines notations psychologiques, certaines réflexions sur la mentalité écossaise, sur l'art et la littérature, sur les problèmes actuels — ou plutôt d'hier — sont un témoignage de première main. Le chapitre liminaire lui-même, sous le titre trompeur de « Géographie physique, pittoresque et humaine », n'est que l'agréable récit d'un voyage un peu ancien, car il y a belle lurette qu'on ne voit plus de coches à chevaux dans les Trossachs, ni de bergers en *kilt*. Pour le reste, il arrivera à l'homme de métier de froncer les sourcils plus d'une fois, soit qu'on lui explique, sans aucun recours à Demangeon, la formation géologique du pays, soit qu'avec Armand Carrel et Augustin Thierry, derniers augures en la matière, on affirme l'origine méditerranéenne des Celtes, soit qu'un soldat romain ait gravé sur la pierre la date de CLVIII (après Jésus-Christ, *sic*), soit que... Mais il y aurait mauvaise grâce à continuer. Où M. Garnier a-t-il vu qu'on peut connaître dix ans un Écossais sans qu'il vous ouvre sa maison ? N'a-t-il pas voulu dire Français ?

Pour la période moderne, il n'a fait qu'une vague allusion aux extraordinaires qualités coloniales et administratives de ce petit peuple, sans lequel l'Empire britannique resterait dépourvu de cadres ; il n'a pas souligné, à propos de la *disruption*, les tendances sociales qui, bien plus que la question du patronage laïque, ont longtemps séparé *Church of Scotland* et *Free Church* ; il n'a pas posé franchement le

problème de l'émigration industrielle vers le Sud, qui fut le cauchemar de l'entre-deux-guerres ; il a passé sous silence le déclin du libéralisme écossais, remplacé par un socialisme plus agressif que l'anglais (l'I. L. P. est tout entier recruté sur la Clyde). Et quelle candeur d'écrire, en 1945, que, « comme dans toute l'Europe, les grands hommes se font rares ». Chacun ne connaît, en fait de grands hommes, que ceux qu'on lui a appris à l'école. Ceux de M. Garnier s'arrêtent à Carlyle et Macaulay.

É. PR.

— Dans une nouvelle collection qui étudiera les « English paintings of the twelfth century », M. Walter OAKESHOTT consacre une étude brève, mais dense, à *The artists of the Winchester Bible* (Londres, Faber and Faber, 1945, in-8°, x-22 p. et 44 planches hors texte ; prix : 10 s. 6 d.). Cette belle publication s'est ressentie des restrictions imposées par la guerre ; au lieu de la reproduction intégrale de toutes les enluminures du précieux manuscrit, elle n'a pu en donner qu'un choix, mais établi avec soin, et qui permet de suivre avec profit les commentaires de l'introduction. La Bible dite de Winchester est l'un des plus splendides, mais aussi des plus complexes, spécimens de la peinture anglaise du XII<sup>e</sup> siècle. Bien que sa décoration soit restée inachevée, plusieurs artistes ou groupes d'artistes, s'échelonnant sur plusieurs générations, y ont successivement travaillé. Les plus anciens (que l'on peut placer au milieu du XII<sup>e</sup> siècle) font preuve d'une décoration exubérante, d'un romantisme puissant dans les attitudes, d'une vie parfois contournée dans les draperies : M. Oakeshott distingue ainsi le maître « des corps sautants », le maître « des dessins de l'Apocalypse ». Entre 1160 et 1170 intervient une influence byzantine — peut-être par l'intermédiaire de la Sicile — qui se manifeste dans les tonalités plus sombres des fonds, les personnages moins mobiles, les draperies plus naturelles : on en suit l'évolution depuis le maître « de l'initiale de la Genèse » jusqu'au maître « de la majesté gothique », dont la collaboration peut n'être intervenue que vers 1225. — Les reproductions permettent de mieux saisir la technique du dessin et des compositions que l'effet pictural, puisque les fonds dorés viennent en noir sur la photographie. L'art médiéval anglais, si peu connu en France, mérite d'être mis à la portée de tous par des publications de cette espèce. — É. PR.

— Sir Philip MAGNUS. *Edmund Burke, a life* (Londres, 1939, xiii-367 p. ; prix : 15 s.). — Le livre de Mr. Dixon Wecter, *Edmund Burke and his Kinsmen*, dont il fut naguère question ici, est sorti des presses peu de temps avant celui de Sir Ph. Magnus, qui a pu déjà en profiter. Tous deux ont bénéficié de l'accès aux mêmes inédits. On se rappelle que l'essentiel de ces documents comprend les papiers de Burke conservés chez le comte Fitzwilliam et chez Mr. Thomas Wentworth-Fitzwilliam. Peut-être n'en a-t-il pas encore été fait un usage sans contrainte ; mais, sur des points importants, ils ont rendu grand service. D'autre part, certaines lettres incomplètes dans la *Correspondance* de 1844 ayant été publiées maintenant sans coupures, on peut mesurer l'extrême scrupule des dépositaires ou des éditeurs d'il y a un siècle.

Mr. Wecter envisageait Burke d'un angle particulier, encore qu'essentiel, et travaillait à petite échelle. Sir Philip, embrassant toute la biographie de Burke avec ce qu'elle comporte nécessairement de coups d'œil sur son temps, sur ses œuvres, sur ses idées, leur sens, leur portée et leur valeur, a bien tiré parti de l'espace dont il disposait. Il se lit agréablement. On ne le quitte pas, comme un de ses prédécesseurs jadis examiné ici, sous l'impression fréquente d'un bavardage parfois



décousu. Il rédige avec une économie lucide, avec rapidité, la plupart du temps avec précision.

Cependant — si l'on cherche dans ce livre matière à critiques — quelques affirmations gagneraient à être appuyées de références. On peut aussi reprocher à l'auteur d'avoir par endroits tiré des conclusions excessives de sources qui demandaient à être interprétées avec plus de mesure. Enfin, par souci d'économie et de rapidité, il a pu être amené à traiter trop sommairement certaines parties de son sujet (mais cela sur des points où seul le goût de chacun est engagé), tout comme plusieurs de ses appréciations susciteront la discussion en plusieurs rencontres où les faits ne suffisent pas à décider.

Du moins trouve-t-on dans ce travail un effort pour porter des jugements d'ensemble et pour les suivre, notamment pour ouvrir et clore le livre sur une idée générale qu'il doit expliquer en l'illustrant. La révolte contre plusieurs des principaux courants intellectuels du XVIII<sup>e</sup> siècle (universalisme, lumières) donne à la vie de Burke, dit Sir Philip, son unité et sa direction. Il fallut, à une époque récente, un livre entier à Mr. A. Cobban pour approfondir cette thèse. Notre biographe ne la perd pas de vue ; il la retrouve et la prolonge dans sa conclusion, au moment d'évaluer le gain que représente pour le genre et la pensée humaines le passage du philosophe politique sur la scène de l'histoire. Dans les causes pour lesquelles Burke a lutté par excellence, dit-il, la bataille a toujours tourné contre lui, au moins à voir les choses de l'extérieur et sur le moment. Peu importe : le détail de ces causes importe beaucoup moins que les valeurs qu'elles représentaient.

Tout cela est très soutenable, même si, comme plusieurs exégètes anciens et récents de Burke, on n'accepte pas de retrancher des incohérences majeures de sa pensée et de son action derrière le « réalisme politique », la « nature humaine », l'impossibilité de poser des règles rigides à l'art de la politique. Sans mettre en question la sincérité de ses mobiles, on hésitera toujours sur la part d'opportunisme (Sir Philip ne la néglige pas) et sur la valeur permanente, universelle, qu'on doit accorder à ses théories, pour autant que l'opportunisme n'en constitue pas un des noyaux. Mais tout le monde conviendra sans doute avec son dernier biographe, et ce serait déjà un fondement suffisant à sa gloire non seulement d'écrivain, mais de penseur, que « l'empirisme politique profond et instinctif de l'Anglais moyen est marqué à jamais par le caractère et par la personnalité d'Edmund Burke ».

J. VALETTE.

---

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES<sup>1</sup>

### I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

*H. Drouot*. Un historien : Maurice Chaume. I. Bibliographie provisoire. [*An. de Bourg.*, mars 1946.] — *François Rasse*. Eugène Ysaïe. Discours sur la vie et sur l'œuvre. [*Acad. roy. de Belg., Bull. de la cl. des B.-Arts*, t. XXVI, 1944.] — *Cl. Lévi-Strauss*. L'œuvre d'Edward Westermarck. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-juin 1946.]

*Guy Stanton Ford*. Your business (rapports sur l'activité de l'*American historical Association* en 1942). [*Am. Hist. Rev.*, avril 1943.] — *William L. Sachse*. Echoes from Chicago (compte-rendu du 56<sup>e</sup> congrès annuel de l'*American historical association* du 29 au 31 décembre 1941). [*Ibid.*, avril 1942.] — *William B. Hesseltine* et *Louis Kaplan*. Doctors of philosophy in history. [*Ibid.*, juillet 1942.] — *H. Hale Bellet*. Some aspects of the recent history of American historiography (coup d'œil sur l'évolution de l'école historique américaine depuis 1875). [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 4<sup>e</sup> série, t. XVIII, 1946.] — *Herbert Heaton*. Recent developments in economic history. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1942.]

*F. M. Stenton*. Early English history, 1895-1920 (coup d'œil sur les progrès effectués entre ces deux dates par l'histoire de la période anglo-saxonne). [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 4<sup>e</sup> série, t. XXVIII, 1946.]

*Louis Bréhier*. Byzance dans l'opinion et la littérature. [*R. de la Médit.*, mai-juin 1946.] — *Christian Courtois*. L'allure des temps modernes (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles). [*Ibid.*, mars-avril 1946.] — *Jean Roussot*. Le Mâconnais et la Bourgogne. [*An. de Bourg.*, mars 1946.]

*J. Rivière*. Hétérodoxie des Pélagiens en fait de rédemption? (oui). [*R. H. E.*, 1946, t. I-II.] — *D. B. Capelle*. Le Maître antérieur à saint Benoît? (non). [*Ibid.*]

### II. ORIENT ANCIEN ET ANTIQUITÉ CLASSIQUE

*J. Sainte-Fare-Garnot*. Bibliographie analytique des religions de l'Égypte, 1939-1943 (2<sup>e</sup> article). [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-juin 1946.]

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *American historical Review* (juillet 1941 à octobre 1943). — *Anjou historique* (juillet-septembre 1946). — *Annales de Bourgogne* (mars-juin 1946). — *Annales historiques de la Révolution française* (janvier-mars, avril-juin 1946). — *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (avril-mai 1946). — *Bulletin de la Société des Antiquaires de Morinie* (fasc. 312, 1946). — *Académie de Belgique. Bulletin de la Classe des Beaux-Arts* (1942 à 1944). — *Politique étrangère* (mai 1946). — *Recherches et travaux de l'Université catholique d'Angers* (janvier-juin 1946). — *Revue de Défense nationale* (mai à juillet 1946). — *Revue de la Méditerranée* (janvier-février, mars-avril, mai-juin 1946). — *Revue de l'histoire de Versailles* (1946). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1946, fasc. I-II). — *Revue historique de droit français et étranger* (janvier-juin 1944). — *Revue de l'histoire des religions* (janvier-juin 1946). — *Transactions of the royal historical society* (4<sup>e</sup> série, t. XVIII, 1946).

*J. Herber.* La mort de Judas. [*Ibid.*] — *R. Dussaud.* La néphesh et la rouah dans le Livre de Job. [*Ibid.*]

*Kurt von Fritz.* The historian Theopompus. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1941.] — *N. Jasny.* Competition among grains in classical antiquity. [*Ibid.*] — *E. Benveniste.* Symbolisme social dans les cultes gréco-italiques. [*Rev. de l'hist. des rel.*, janvier-juin 1946.]

*Ch. Picard.* Le relief inscrit de Lowther Castle et les cultes de prytanée en Grèce. [*Ibid.*]

### III. MOYEN AGE ET XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

*Chr. Courtois.* Reliques carthagoises et légendes carolingiennes. [*Ibid.*] — *Jules Roussier.* L'aventure lombarde en Italie. [*R. de la Médit.*, mai-juin 1946.]

*Carl Stephenson.* The origin and significance of feudalism. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1941.] — *Id.* Feudalism and its antecedents in England. [*Ibid.*, janvier 1943.] — *Jean Richard.* Origines féodales. Les Chalon, les Vergy et la Puisaye. [*An. de Bourg.*, juin 1946.]

*J. R. Strayer.* Statute of York and community of the realm. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1941.] — *H. G. Richardson.* The Commons and medieval politics (estime peu importante la part prise par les Communes dans la vie parlementaire aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles). [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 4<sup>e</sup> série, t. XXVIII, 1946.] — *Mrs Helen Suggitt.* The use of French in England in the later Middle Ages (l'anglo-normand a été largement parlé jusque dans la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle). [*Ibid.*] — *Ernest Levy.* Reflections on the first «reception» of roman laws in Germanic states. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1942.]

*Halodan Kohl.* Medieval liberty poems. [*Ibid.*, janvier 1943.] — *Jean Stengers.* Sur trois chroniqueurs (le continuateur anonyme de Monstrelet, Jacques du Clercq et Jean de Wavrin). [*An. de Bourg.*, juin 1946.]

*Jean Richard.* Le surnom Sans Terre et le deuxième duc capétien. [*Ibid.*] — *Jacques Levron.* Une duchesse de Bretagne inconnue (Marguerite de Montaigu, seconde femme de Pierre Mauclerc, épousée en 1234). [*Recherches et travaux. Univ. cath. de l'Ouest*, janvier-juin 1946.] — *D. M. Quynn.* Civilian defense and academic deferment (à Orléans, de 1411 à 1430). [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1942.] — *Joseph Calmette.* Dom Pedro, roi des Catalans, et la cour de Bourgogne (au temps de Philippe le Bon). [*An. de Bourg.*, mars 1946.] — *Id.* Louis XI, Warwick et le tournant politique de 1464. [*Ibid.*, juin 1946.] — *Pierre Gras.* L'élection de Chalon-sur-Saône du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*]

*Hans Rosenberg.* The rise of the Junkers in Brandenburg-Prussia, 1410-1453. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1943 et janvier 1944.] — *Miss K. L. Wood-Leigh.* Some aspects of the history of chantries in the later Middle Ages. [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 4<sup>e</sup> série, t. XXVIII, 1946.]

*Felix Gilbert.* An unpublished Machiavelli letter. [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1942.]

*Léon Gallet.* La monarchie française d'après Claude de Seyssel (les conceptions de Cl. de Seyssel apparaissent à l'auteur non seulement comme une expression heureuse des caractères fondamentaux de la monarchie française, mais aussi comme une réaction contre certains aspects de l'époque, les hommes et les idées de l'italianisme envahissant, et les tendances nouvelles que manifeste la royauté). [*Rev. hist. de droit fr. et étr.*, janvier-juin 1944.] — *Pierre Mesnard.* Érasme et l'Espagne. [*R. de la Médit.*, janvier-février 1946.] — *Charles Penz.* Une aventure ma-

rocaïne d'Antoine de Bourbon, père de Henri IV (alliance conclue avec le sultan en 1559). [*Ibid.*] — *H. Dessart*. Notes sur l'application des décrets du concile de Trente au diocèse de Liège. [*R. H. E.*, 1946, t. I-II.] — *Ed. de Moreau*, S. J. La législation des ducs de Bourgogne sur l'accroissement des biens ecclésiastiques, étudiée spécialement en Belgique. [*Ibid.*] — *E. Catta*. Notes de liturgie et de dévotion sur un diocèse de France au XVI<sup>e</sup> siècle (celui de Nantes). [*Recherches et Travaux. Univ. cath. de l'Ouest*, janvier-juin 1946.] — *Ch. van den Borren*. Rabelais et la musique (l'éminent critique musical qu'est l'auteur conclut ainsi cette étude fouillée : « Tout compte fait, le grand encyclopédiste ne semble pas avoir été... un amant passionné de la musique »). [*Acad. roy. de Belg., Bull. de la cl. des B.-Arts*, t. XXIV, 1943.] — *Frank Aydelotte*. Elizabethan seamen in Mexico. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1942.]

## IV. L'ANCIEN RÉGIME

*James Westfall Thompson*. The age of Mabilion and Montfaucon. [*Ibid.*, janvier 1942.] — *S. Mours*. La vie synodale en Vivarais au XVII<sup>e</sup> siècle. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, avril-mai 1946.] — *C. H. Mellwain*. The english Common law, barrier against absolutism. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1943.]

*W. H. Court*. Industrial organisation and economic progress in the eighteenth-century Midlands. [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 4<sup>e</sup> série, t. XXVIII, 1946.] — *Robert Ricard*. Feijoo et l'esprit réformateur dans l'Espagne du XVIII<sup>e</sup> siècle. [*Rev. de la Médit.*, mai-juin 1946.] — *Cl. van den Borren*. Mozart d'après sa correspondance. [*Acad. roy. de Belg., Bull. de la cl. des B.-Arts*, t. XXV, 1944.] — *Dorothy M. Quynn*. Recruiting in Old Orléans for New Orléans (en 1720). [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1941.] — *Paul Saintenoy*. Quelques œuvres de la sculpture française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une statue de l'abbé Rollin par Félix Lecomte, le groupe d'Hercule et d'un chevalier de la Toison d'Or par L. Coustou, un buste de Mercy-Argenteau par Pajou. [*Acad. roy. de Belg., Bull. de la cl. des B.-Arts*, t. XXVI, 1944.] — *G. Coolen*. Les Conzié et la Commission des réguliers. [*Bull. de la Soc. des Ant. de Morinie*, fasc. 312, 1946.] — *Pierre Tartat*. Viande et poisson à Avallon au XVIII<sup>e</sup> siècle. [*An. de Bourg.*, juin 1946.] — *Arthur M. Schlesinger*. « What then is the American, this new man? » (répond à cette question posée en 1783 par Saint John de Crèvecoeur). [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1943.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Beatrice F. Hyslop*. Recent work in the french Revolution. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1942.] — *G. Lefebvre*. La Révolution française et le rationalisme. [*Ann. hist. de la Rév. fr.*, janvier-mars 1946.] — *P. Caron*. Le cent cinquantième de la Révolution française. [*Ibid.*, avril-juin 1946.] — *B. Hyslop*. Les élections et les cahiers inédits de la ville de Montargis en 1789. [*Ibid.*] — *G. Laurent*. L'entourage de Danton. Le médecin Louis Sentex. [*Ibid.*] — *Louis Meunier*. Albitte, conventionnel en missions (plus spécialement dans l'Ain et le Mont-Blanc). [*Ibid.*] — *A. Pillepich* et *G. Hubert*. L'affaire Masquet-Montazel (marchands de bestiaux poursuivis pour violation de la loi du maximum). [*Ibid.*] — *Chanoine Uzureau*. Esnault, membre du Comité vendéen de Cholet (1793). [*Anj. hist.*, juillet-septembre 1946.]

*Carl Ludwig Lokke*. Secret negotiations to maintain the peace of Amiens. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1943.] — *Jean Bourdon*. Magistrats du Premier Empire. L'épu-

ration de 1807-1808 en Bourgogne. [*An. de Bourg.*, mars 1946.] — *Henri Forestier*. Auxerre et le collège d'Auxerre en 1809. [*Ibid.*] — *Ralph Robinson*. Retaliation for the treatment of prisoners in the war of 1812. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1943.] — *Amédée Augustin-Thierry*. Figures militaires du passé : les obscurs débuts d'un maréchal d'Empire (Masséna). [*R. de Déf. nat.*, mai 1946.] — *Ch. Oursel*. Lenoir le Romain, architecte. [*An. de Bourg.*, juin 1946.]

*William B. Willcox*. The Tory tradition. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1943.] — *L. S. Marshall*. First parliamentary election in Manchester (en 1832). [*Ibid.*, avril 1942.] — *Giovanni Costigan*. The tragedy of Charles O'Connor : an episode in Anglo-irish relations. [*Ibid.*, octobre 1943.]

*H. Lemoine*. Le théâtre de Versailles au XIX<sup>e</sup> siècle (sa vie difficile jusqu'à la disparition des troupes fixes en 1880). [*R. de l'hist. de Vers.*, 1946.] — *Roger-Armand Weigert*. Notes inédites à propos du mariage du duc d'Orléans et de la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin (1837). [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, avril-mai 1946.] — *A. Trannoy*. Lettres inédites de Montalembert à Félix de Mérode (concernant la crise hollando-belge de 1838-1839). [*Recherches et travaux. Univ. cath. de l'Ouest*, janvier-juin 1946.] — *Leona Rostenberg*. Mazzini to Margaret Fuller, 1847-1849. [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1941.]

*Gustave Vanzype*. Jean de Greef. Étude sur un peintre « mal connu » du XIX<sup>e</sup> siècle. [*Acad. roy. de Belg.*, *Bull. de la cl. des B.-Arts*, t. XXVI, 1944.] — *Paul Saintenoy*. Joseph Poelaert, architecte du palais de justice de Bruxelles, 1817-1879. [*Ibid.*, t. XXV, 1943.] — *L. Solvay*. De Rubens à Vogels, ou Intelligence et Instinct. Étude critique d'histoire de l'art flamand du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*, t. XXIV, 1942.] — *Id.* Guillaume Vogels, 1836-1896. Résumé de sa vie, liste de ses principales œuvres. [*Ibid.*, t. XXV, 1943.] — *Id.* Théodore Verstraete, artiste peintre, 1851-1907. Résumé de sa vie, longue liste des œuvres. [*Ibid.*] — *G. Vanzype*. Édouard Agneessens. Étude sur un peintre belge du XIX<sup>e</sup> siècle, important, mort jeune et qui semble n'avoir pas eu le temps de donner toute sa mesure. [*Ibid.*, t. XXIV, 1942.]

*Y. Z. Chang*. China and English Civil service reform (en 1853). [*Am. Hist. Rev.*, avril 1942.] — *Chester W. Clark*. Prince Gorchakov and the Black Sea Question, 1866. A Russian bomb that did not explode. [*Ibid.*, octobre 1942.] — *L. S. Staorianos*. The Balkan federation movement, a neglected aspect (étudie ses rapports avec les partis agrariens et ouvriers). [*Ibid.*] — *C. E. Black*. The influence of the Western political thought in Bulgaria. [*Ibid.*, avril 1943.]

*Dwight E. Lee*. The origins of Panislamism. [*Ibid.*, janvier 1942.] — *W. P. Morrell*. The transition to Christianity in the South Pacific (d'après les ouvrages des missionnaires protestants). [*Transactions of the Royal Hist. Soc.*, 4<sup>e</sup> série, t. XVIII, 1946.]

*Carl Becker*. What is still living in the political philosophy of Thomas Jefferson? [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1943.] — *Clement Eaton*. Censorship of the Southern mails. [*Ibid.*, janvier 1943.] — *James B. Hedges*. John Adams speaks his mind. [*Ibid.*, juillet 1942.] — *W. L. Westermann*. Ephraim Beanland and Zenon of Caunus, a historical comparison (compare l'exploitation d'un grand domaine dans l'Égypte ptolémaïque en 260-237 av. J.-C. et aux États-Unis en 1833-1858). [*Ibid.*, octobre 1941.] — *Joseph Shafer*. Who elected Lincoln? [*Ibid.*] — *John Denton Carter*. Abraham Lincoln and the California patronage. [*Ibid.*, avril 1943.] — *Hunter Miller*. Russian opinion on the cession of Alaska. [*Ibid.*] — *Ollinger Crenshaw*.



The knights of the Golden Circle (organisation secrète militaire, fondée en 1859-1860 par un Américain, George W. L. Bickley, dans le but d'américaniser et ensuite annexer le Mexique). [*Ibid.*, octobre 1941.] — *Harvey Wish*. Altgeld and the progressive tradition (gouverneur de l'Illinois élu en 1892, sa lutte contre les trusts). [*Ibid.*, juillet 1941.] — *N. M. Blake*. Background of Cleveland's Venezuelan policy. [*Ibid.*, janvier 1942.]

## VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

*Lester J. Cappon*. The collection of World War I materials in the States. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1943.] — *William Diamond*. American sectionalism and world organization, by Frederick Jackson Turner (publie le manuscrit, écrit à la demande de W. Wilson, en 1918, par F. J. Turner, professeur d'histoire à Harvard : *International political parties in a durable League of Nations*). [*Ibid.*, avril 1942.] — *René Albrecht-Carrié*. Italy and her Allies June 1919. [*Ibid.*, juillet 1941.]

Amiral *Castex*. De quelques aspects militaires de la géographie. [*R. de Déf. nat.*, juin et juillet 1946.] — Lieutenant-colonel *Bonnaud*. Évolution de l'infanterie française au cours de la guerre de 1939-1945. [*Ibid.*, juillet 1946.] — *André Reussner*. Politique, économie et stratégie dans la guerre du Pacifique, 1941-1945 (1<sup>er</sup> article). [*Ibid.*, mai 1946.] — Contre-amiral *Pierre Barjot*. Les épisodes décisifs de l'offensive aérienne alliée sur la forteresse Europe. [*Ibid.*, juin 1946.]

*Angel Marvaud*. L'évolution politique de l'Amérique latine. [*Ibid.*, mai 1946.] — *Pierre Clarac*. La culture française en Amérique latine. [*Ibid.*, juin 1946.] — *Jacques Lambert*. La naissance au Brésil d'une nouvelle puissance mondiale. [*Pol. étr.*, mai 1946.]

*Maurice Pernot*. L'Union soviétique et la Méditerranée. [*Ibid.*] — *Robert Montagne*. L'Union arabe. [*Ibid.*] — *Philip K. Hiti*. The possibility of unity among the Arab states. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1943.] — *Maurice Pernot*. Le monde de l'Islam et la France. [*R. de Déf. nat.*, juin 1946.]

*J. Dresch*. Des recommandations de Brazzaville à la Constitution de l'Union française. [*Pol. étr.*, mai 1946.] — *Guy de Resseguier*. Madagascar 1946. [*Rev. de Déf. nat.*, juillet 1946.] — *Sinclair W. Armstrong*. The internationalism of the early social democrats of Germany. [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1942.]

*André François-Poncet*. Hitler et les généraux de la Reichswehr. [*R. de Déf. nat.*, juillet et août 1946.] — *Henry Laufenburger*. Les nouveaux aspects des réparations allemandes. [*Ibid.*, mai 1946.]

## CHRONIQUE

---

### NÉCROLOGIE

ÉDOUARD JORDAN (1866-1946)

Partout révééré comme un de nos guides, Édouard Jordan passait, dans l'opinion commune, pour un professeur tard sorti de l'ombre, un écrivain discret, un clerc retiré du monde. Vérité sans fard ou légende sans justice? Nous avons, pour conclure sur les trois chefs, des preuves abondantes, et qui seront, dans leur ordre, exposées : une chronologie certaine, un rayon de librairie et des actions publiques.

Édouard Jordan naquit à Chalon-sur-Saône, le 28 juin 1866. Dès la fin de ses études secondaires, qu'il fit au collège Stanislas, il accroissait l'honneur d'un nom illustre en remportant le prix de dissertation française au Concours général, puis, en 1884, âgé de dix-huit ans, la première place à l'entrée de l'École normale. Trois ans plus tard, il célébrait sa majorité par un nouveau succès : premier à l'agrégation d'histoire, il devint membre de l'École française de Rome. Peu après son retour en France (1891), il était chargé de cours à Rennes. Ainsi couronnait-il, à vingt-cinq ans, l'un des plus rapides et des plus brillants noviciats universitaires que pussent exploiter les amateurs d'*exempla*. Qu'il nous suffise de substituer à la légende contraire la claire vérité.

En 1913, Édouard Jordan remplaçait Ch.-V. Langlois à la Sorbonne, dans la chaire d'histoire du moyen âge, où il demeura jusqu'à la retraite. Il est mort le 3 mars 1946.

Un si long pèlerinage, il ne l'accomplit point sans beaucoup de joies et de peines. Son foyer, que présidait une femme pleine de bonté, de finesse, d'énergie, compta dix enfants ; des amitiés nombreuses l'entouraient ; sa carrière se déroulait avec gloire ; en 1933, il remplaçait Christian Pfister à l'Académie des sciences morales. Mais de grands deuils, subits et répétés, l'éprouvèrent ; l'invasion le consterna ; l'ennemi le persécuta : c'est au lendemain d'un séjour à Fresnes qu'il perdit presque toutes ses forces.

Il laisse un précieux héritage littéraire. Sa première activité de recherche se dépensa pour une œuvre nationale : pendant son stage romain, il analysa les *Registres de Clément IV*<sup>1</sup>, qui lui fournirent l'occasion de deux mémoires<sup>2</sup> et inspirèrent le choix de son sujet de thèse : *Les origines de la domination angevine en Ita-*

1. Cinq fascicules parus. En 1889, deux articles figurent dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École française de Rome : Florence et la succession lombarde, 1447-1456*, et *Monuments byzantins de Calabre*.

2. *Notes sur le formulaire de Richard de Pofi* (*Études d'histoire du moyen âge dédiées à Gabriel Monod*, 1896, p. 329-341) et *Zur Chronologie der Briefe der Berardus Sammlung* (*Mitteilungen des Institutes für oesterreichische Geschichtsforschung*, t. XXIII, 1912).

lie<sup>1</sup>. Ce monument est comme précédé de deux vastes portiques. Avant d'aborder le pontificat d'Urbain IV, patron de la nouvelle dynastie<sup>2</sup>, Édouard Jordan consacre près de 300 pages aux conditions de l'Italie entre la mort de Frédéric II et celle d'Alexandre IV et, pour rendre accessible cette majestueuse entrée, il résume, en une introduction de 150 pages, les rivalités municipales de la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Cela fait, en réalité, trois volumes, dont le vrai titre serait — la préface commence par cet aveu — « *Essai sur les origines et la formation des partis italiens* ». Rejetant la doctrine courante, l'auteur croit reconnaître que l'opposition Guelfes-Gibelins n'est que la réduction tardive à un dualisme idéologique et territorial des milliers de querelles entre communes, classes, familles, qui ravaageaient assez mesquinement l'Italie dès le temps d'Innocent III. L'argument se déploie dans une langue ferme, élégante, animée, avec le souci majeur de maintenir serrée la trame des événements, de n'en perdre aucun fil, de mettre en vive lumière la physionomie des héros<sup>3</sup> : toute l'attention se porte sur les liaisons et les profondeurs psychologiques<sup>4</sup>.

Comme la haute banque toscane avait beaucoup contribué au succès angevin, Édouard Jordan examine dans sa thèse complémentaire, *De mercatoribus camerae apostolicæ saeculo XIII<sup>e</sup>*<sup>5</sup>, le rôle de ces trafiquants de marchandises, de monnaies et de signes, serviteurs et quasi-fonctionnaires du Saint-Siège<sup>6</sup>.

Trente ans s'écoulèrent avant que le maître exigeant donnât au public un nouveau livre, que lui avait demandé Gustave Glotz : *L'Allemagne et l'Italie aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles*<sup>7</sup>. Cette Chrétienté sans douceur, dans laquelle il avait passé cinq décades studieuses, il en montre les déchirements, depuis la mort de Henri V jusqu'à l'avènement de Rodolphe de Habsbourg. Que l'on jette un regard sur la table des matières, elle est toute remplie du bruit des armes : « entrée en scène » (on dirait mieux : en lice) d'adversaires casqués, ruptures et expéditions, soumissions et prépondérances. Mais il ne s'agit point de l'inutile récit des batailles. Quels sont les thèmes ? Les progrès et l'évanouissement du rêve germanique de domination ; le transfert progressif de ce rêve dans la tête des pontifes romains, seuls capables de résister au colosse et rivés au champ-clos du temporel ; en marge de ce duel immense, les tumultes des républiques et des seigneuries, hérissées sur les lieux que le souverain prétendait aplanir. Édouard Jordan reste fidèle à sa conception de l'histoire, science d'explication continue des événements, des pouvoirs et des chefs. Il ne laisse dans l'ombre aucun des épisodes d'un combat de cent cinquante années ; il décrit le jeu des partis et des villes ; il trace d'Innocent III, de Frédéric II des portraits saisissants, qui ne sont point des morceaux de bravoure — car

1. Paris, 1909, CLIV-660 p.

2. Dont il avait étudié un chapitre, les promotions de cardinaux, dans la *Revue d'histoire et de littérature religieuse*, 1900.

3. Excellents portraits d'Urbain IV, de Charles d'Anjou.

4. Peut-être l'écheveau est-il encore plus embrouillé, le dualisme moins rigoureux que ne professe Édouard Jordan. Voyez, sur ce point capital, les réserves qui accompagnent les vifs éloges de Christian Pfister, dans son compte-rendu, *Revue critique d'histoire et de littérature*, t. LXIX, 1910, p. 322-325.

5. Dès 1895, le *Compte-rendu du troisième Congrès scientifique international des catholiques* avait inséré une communication sur *Le Saint-Siège et les banquiers italiens*. En 1902, *La faille des Buonsignori* était commentée dans les *Mélanges Paul Fabre*, p. 416-435.

6. Cette qualité juridique a été contestée.

7. *Histoire du moyen âge*, t. IV, 1<sup>re</sup> partie. Paris, 1939.

il déteste la fausse éloquence — mais qui président un drame d'une telle cohérence que l'on inclinait parfois à craindre chez l'interprète un excès de sagacité.

Deux fois seulement dans sa longue carrière, Édouard Jordan a signé de grandes œuvres. Cette parcimonie s'explique d'abord par une fièvre de scrupule, dont une preuve célèbre est fournie par le visa des thèses : le 31 mai 1897, le doyen Himly avait autorisé l'impression du *De mercatoribus*, qui parut douze ans plus tard. Et nous n'admirerons point les trois œuvres dont quelques paragraphes nous ont été livrés : la suite de la thèse principale<sup>1</sup>, *Les États vassaux et censiers du Saint-Siège*<sup>2</sup>, *La monarchie pontificale*<sup>3</sup>.

Le public, c'est-à-dire quelques douzaines d'érudits et autant de commères, a tôt fait de blâmer cette lenteur seigneuriale. Au vrai, une probité pointilleuse ne suffit pas à en rendre compte. Édouard Jordan se prodiguait, pour le profit commun, en d'innombrables travaux de moindre dimension, que l'on oublie, faute d'avoir souvent à les citer. Je voudrais louer deux aspects méconnus de son talent.

Il s'est plu aux essais, et il les a multipliés pour évoquer de grandes œuvres et de grandes figures<sup>4</sup>. A l'occasion du centenaire de Dante, il a exposé les origines et le sens des théories du *de monarchia* avec une ampleur et une autorité souveraines. On ferait un volume cohérent de ces longs chapitres où il remonte à la source des doctrines qui fondent sur le droit divin la puissance temporelle ou qui affirment les droits du peuple romain à disposer de l'Empire<sup>5</sup>; de ces analyses, plus brèves, où il établit les originalités, parfois inquiétantes, du visionnaire florentin<sup>6</sup>. La famille franciscaine, sainte Catherine de Sienne lui ont inspiré de suggestives études<sup>7</sup>. Il montrait un tact, une lucidité hors de pair dans la présentation des contemporains, les notices nécrologiques, les discours académiques<sup>8</sup>.

Il a été l'un des meilleurs critiques de ce temps. Ne convient-il pas à la *Revue historique* de le proclamer avec gratitude, puisqu'elle eut grande part de cette

1. Les notes jusqu'à présent classées par la famille détruisent l'espérance que nous avions de trouver des parcelles de ce volume projeté.

2. Sujet de plusieurs années de cours, à Rennes (où j'entendis la première orchestration). Deux fragments publiés : *La politique ecclésiastique de Roger I<sup>er</sup> et les origines de la légation sicilienne. Moyen âge*, 1922, p. 237-263 ; 1923, p. 32-65, et *Henri VI a-t-il offert à Célestin III de lui faire hommage pour l'Empire?* (*Mélanges d'histoire du moyen âge offerts à M. Ferdinand Lot*, 1925, p. 285-306).

3. Cet ouvrage devait être le tome X de l'*Histoire de l'Église* publiée sous la direction de Augustin Fliche et Victor Martin.

4. Saint Bernard, Jeanne d'Arc, Léonard.

5. Dante et la théorie de la monarchie universelle au moyen âge, dans les *Mélanges de critique*... publiés sous le patronage de l'Union intellectuelle franco-italienne ; *Dante et saint Bernard*, dans le *Bulletin du Jubilé*..., p. 267-330 ; *Dante et la théorie romaine de l'Empire*, dans la *Nouvelle revue historique du droit*..., 1921 et 1922.

6. *Dante et l'idée de virtù*, dans la *Nouvelle revue d'Italie*, septembre-octobre 1921, p. 78-92.

7. *Les premiers Franciscains et la France*, dans *L'influence de saint François*... Paris, 1926, p. 99-128 ; *La date de naissance de sainte Catherine de Sienne*, dans les *Analecta Bollandiana*, 1923 ; *Sainte Catherine de Sienne : un homme d'État?*, dans la *Revue des Études italiennes*, 1938, p. 93-114.

8. Voyez, par exemple, *Un homme d'État italien : M. Ubaldino Peruzzi*, dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1893 ; *Ozanam historien*, dans *Ozanam, livre du centenaire*, 1913, p. 153-258 ; les éloges funèbres de Ch.-V. Langlois, de Pierre Duhem, du cardinal Ehrle, d'Étienne Michon ; les discours imposés par des présidences : tous ces opuscules seront mentionnés dans une bibliographie générale.

activité d'informateur et de juge? De 1910 à 1943, dix *Bulletins d'histoire ecclésiastique du moyen âge* ont tenu son public au courant de toutes les découvertes et de quelques bévues des médiévistes d'Europe et d'Amérique. De plusieurs ouvrages il a fait à notre usage une longue étude<sup>1</sup>. Mais c'est surtout dans la *Revue d'histoire de l'Église de France* qu'il faut chercher ces examens minutieux : que l'on relise, par exemple, les pages à l'éloge de Marc Bloch, de Huisinga, de Langlois, les réserves sur certaines conclusions d'Imbart ou de d'Irsay<sup>2</sup>.

Loin de se cloîtrer au moyen âge, Édouard Jordan déploya dans son siècle une ardeur généreuse qui eut pour cadres l'Université, la société civile, l'Église même.

Les étudiants ont-ils deviné toute sa richesse intérieure? Il leur inspirait quelque crainte par son accueil sévère, la froideur de son regard, la sécheresse de sa diction. Que ces apparences fussent trompeuses, je voudrais en convaincre le lecteur par une confession. La première fois que j'abordai notre maître, il conversait avec un philosophe lugubre et un latiniste redouté de toute la Bretagne.

*Genti v'eran con occhi tardi e gravi  
Di gran autorità ne' lor sembianti.*

Notre entretien prenait mauvaise tournure quand je crus percer le mystère : l'homme de glace donnait les signes d'une prodigieuse timidité. Tout flageolant moi-même, j'entrepris de le mettre à l'aise. Et bientôt commença une ère de trente-sept années pendant laquelle j'éprouvai la constance et l'adresse de son affectueux dévouement. Ceux qui ont suivi ses cours à l'Université de Rennes, à la Sorbonne, à l'École normale, tout en regrettant une réserve qui paralysait de si nobles puissances, reconnaissent l'action décisive qu'il exerça sur leur esprit. J'ai sous les yeux des témoignages éclatants qui prendront place dans une biographie plus étendue : tous mettent en relief la merveilleuse finesse de l'exégète, habile à découvrir dans chaque mot quelque problème et dans sa vaste culture, des comparaisons fortes, des horizons immenses ; à faire briller la certitude, sans artifice, j'écrirais volontiers : à transposer comme Platon la rhétorique muselée. Avant même que les programmes en fissent un devoir professionnel, il a enseigné la critique et l'usage des textes dans des établissements où régnaient le cours magistral et l'évangile des manuels, ces deux sources des bonnes traditions, mais aussi de l'orthodoxie asine et de la révolte arbitraire. Il fut le maître des hommes courageux qui acceptaient de suivre les chemins austères. Quand il les sentait séduits par la science, il les entraînait jusqu'aux terres promises, mais en fuyant toujours leur familiarité.

Que la prudence bourgeoise fût étrangère à cette évasion obstinée, on le vit bien dans toutes les crises nationales. Au tournant du siècle, ce juste hésitait-il à se séparer du bloc de ses coreligionnaires pour défendre la cause d'un officier qu'il croyait innocent? Ménageait-il ses encouragements aux apôtres du Sillon, son concours aux adversaires de toute dictature, son zèle contre l'occupant, ce libéral qui confirma chez plusieurs d'entre nous la religion des vrais droits de l'homme? Avec quelle passion lucide il anima, pendant la guerre de 1914, le *Bulletin de l'Alliance*

1. Le dernier article donné par Jordan à la *Revue historique* est, en réalité, un compte-rendu de l'ouvrage d'Émile Coornaert sur les corporations.

2. Vol. XI, p. 230-236, 533-537 ; vol. XII, p. 199-205 ; vol. VIII, p. 460-466 ; vol. XX, p. 105-111.



française, multipliant les articles, contrôlant les traductions<sup>1</sup>. Et quelle cause le passionna plus que la démographie française? Livres, brochures, articles, ce chrétien patriote a dépensé son temps, son expérience, sa verve pour conjurer la crise morale et sociale qui révèle et qui aggrave la dépopulation<sup>2</sup>.

Tant de générosité procédait d'un christianisme véritable, profond, qui, sans dépriser dogme, liturgie, pratique, mettait au premier plan les vertus. Édouard Jordan souhaitait un renouveau de nos mœurs politiques, économiques, internationales, par le règne de la justice et de la sagesse. Pour hâter cet avènement, il désirait une Église à la fois fidèle à ses traditions essentielles et purgée de quelques misères acquises. Sa vocation était de peiner à lui rendre le goût de la science, qui avait fait l'une de ses gloires au moyen âge et l'élan spirituel de ses premières générations. Il encourageait pratiquement les hautes études dans le clergé<sup>3</sup>, il combattait avec éclat l'indiscrète apologétique de docteurs éminents<sup>4</sup>, il favorisait la traduction et la diffusion des bons ouvrages<sup>5</sup>. Par cette intelligente persévérance, dont l'intention ne fut pas toujours comprise et qui exigea beaucoup de courage et de fermeté, il a été, avec ses amis Mgr Duchesne, Paul Viollet, Paul Fournier, parmi les hommes qui ont le plus efficacement assuré une certaine pacification des rapports entre le monde moderne et l'Église de France, libérée de quelques préventions et servitudes, mieux préparée à comprendre les temps nouveaux.

Homme de pensée surtout — beaucoup plus précoce et plus fécond que ne suppose l'opinion commune — Édouard Jordan fut aussi un homme d'action qui cachait sous un masque froid une âme brûlante. Pour juger pleinement son apport scientifique, il faudrait confronter aux récentes études sur les communes, sur l'Empire, sur la Papauté, les conclusions de son livre de jeunesse : l'épreuve justifierait sa perspicacité; il restera l'un des découvreurs de l'Italie médiévale. Pour mesurer la portée de son zèle civique, il faudrait sonder bien des cœurs aussi cachés que le sien : du moins pouvons-nous affirmer que, dans un siècle désolé (comme tant d'autres) par la corruption, le mensonge et la haine, il fut un apôtre exemplaire, écouté, du désintéressement, de la vérité, de la paix.

Gabriel LE BRAS.

## LES ARCHIVES DE LA WILHELMSTRASSE

Aucune guerre peut-être ne sera aussi bien connue dans ses origines et ses périétés que la seconde guerre mondiale. C'est une chance exceptionnelle pour des

1. Cette activité lui valut la Légion d'honneur, qui lui fut bien plus agréable au terme de son service national que s'il l'eût reçue pour son œuvre scientifique.

2. Son œuvre est considérable : on doit le tenir pour un des grands moralistes de notre temps. Il a composé, avec un remarquable entrain, un livre sur l'eugénisme (1929) et de nombreux articles, dont les plus copieux traitent de *Religion et natalité*, de la carrière de Paul Bureau, de la lutte contre la dépopulation.

3. Il animait l'Œuvre d'encouragement aux études supérieures du clergé, et il fut vice-président de la Société d'histoire ecclésiastique de la France.

4. *La responsabilité de l'Église dans la répression de l'hérésie au moyen âge* : cette réplique à un ouvrage de Mgr Douais, parue dans les *Annales de philosophie chrétienne*, juin et août 1907, fit quelque bruit, en ces temps orageux.

5. Il a suggéré, préfacé en 1933, la traduction de l'ouvrage de G. Schnürer, *L'Église et la civilisation au moyen âge*.

belligérants que de faire la conquête entière des territoires ennemis, en appréhendant et même en jugeant les personnalités dirigeantes, en raflant la documentation la plus secrète. Après que l'Allemagne avait occupé la Pologne, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique, la France, la Yougoslavie, la Grèce... saisi les papiers les plus confidentiels (on n'a pas oublié l'affaire de La Charité-sur-Loire, en juin 1940), publié les textes les plus compromettants, un juste retour des choses fait que les Alliés occupent le territoire allemand dans sa totalité, et ses ministères, et ses archives. Quelle aubaine et quelle simplification de travail pour les historiens !

Déjà le très long procès de Nuremberg a apporté à l'histoire du nazisme une contribution dont l'importance historique ne peut être exagérée. Les procès qui suivront présentent aussi un intérêt considérable. Les documents foisonnent, et quels documents !

A Berlin même, les Alliés ont trouvé des dossiers impressionnants, qui ont été pour la plupart recueillis par les Russes, premiers occupants de la capitale. Une grande partie des dossiers officiels avait été détruite, soit volontairement, soit au cours des bombardements. Une autre était expédiée au loin, notamment dans la direction du « réduit alpin ».

C'est ainsi que les troupes américaines ont saisi au printemps de 1945, près de Salzbourg, dans le château de Ribbentrop sur le Fuschlsee, l'essentiel des archives du ministère des Affaires étrangères, tout ce qui était considéré comme présentant le plus d'intérêt pour la diplomatie allemande et ne devant pas soit risquer l'anéantissement par des incendies, soit tomber dans les mains des ennemis. Quelque deux mille dossiers de quelque six cent mille pages, depuis 1918, mais surtout depuis 1933.

Les Américains tireront de cette masse de documents une vingtaine de volumes au moins. Eux seuls sont juges du moment où une telle publication pourra être entreprise. Néanmoins, ils ont courtoisement ouvert, dans l'été de 1946, l'accès de ces archives de la Wilhelmstrasse à une mission française que dirige M. Georges Dulong, ministre plénipotentiaire, ancien directeur du Service des Archives au quai d'Orsay et, ajoutons ce détail qui inspirera confiance aux historiens, ancien élève de l'École des chartes.

Ayant pris part pendant quelques semaines aux travaux de cette mission, j'ai pu personnellement constater l'intérêt capital d'une documentation à laquelle la méthode, la conscience, la *Gründlichkeit* germaniques confèrent une valeur inestimable. Par exemple, les entretiens du Führer, de Ribbentrop, du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, avec leurs visiteurs de marque, étaient soigneusement notés dans le détail, en particulier lorsqu'ils avaient nécessité l'aide d'un interprète ; et, dans certains cas, cette circonstance permettrait sans doute une interprétation nouvelle du vieil aphorisme : *traduttore, traditore*.

Maurice BAUMONT.

#### ÉCHANGES CULTURELS ENTRE LA FRANCE ET L'UNION SOVIÉTIQUE

La Commission d'Histoire du Centre culturel et économique de France-U. R. S. S. a tenu, le 23 octobre dernier, une réunion à laquelle avaient été invités une vingtaine d'historiens, enseignant au Collège de France, à la Sorbonne et dans divers lycées parisiens, membres de l'Administration et professeurs honoraires. Les

secrétaires de la Commission, après avoir dressé un inventaire rapide des revues et livres reçus par la Bibliothèque du Centre, et présenté un aperçu de l'activité de la Commission jusqu'à ce jour, donnèrent lecture d'une lettre de M. Volguine, membre de l'Académie des Sciences d'U. R. S. S., exprimant le vœu que s'établissent un échange régulier d'informations entre historiens russes et historiens français, et une collaboration effective des spécialistes français à la revue *Questions d'histoire* dont il assure le secrétariat général.

L'assemblée fit un examen approfondi des possibilités et des modalités d'échanges. Le nombre croissant des livres et revues arrivés d'Union soviétique pose un problème de traduction et de diffusion qui ne peut être résolu que par l'élargissement de la Commission et la participation de jeunes slavissants à ses travaux ; des concours nouveaux seront sollicités dans ce but. Il a été décidé, en outre, de faire venir des répertoires bibliographiques qui permettront d'avoir une idée complète de la production historique en U. R. S. S. depuis 1939. Enfin, une liaison sera assurée avec la Bibliothèque nationale, l'Institut d'Études slaves et l'École des Langues orientales, qui, de leur côté, bénéficient d'envois d'Union soviétique, afin de pallier les inconvénients de la dispersion des documents et de faciliter leur utilisation.

Côté français, la réalisation la plus urgente a paru être l'établissement — par période ou par spécialité — et l'envoi en U. R. S. S. du bilan des travaux historiques parus en France depuis 1939. Plusieurs spécialistes se sont chargés d'établir ces bilans et, dès le 29 octobre, le Centre culturel pouvait expédier à M. Volguine un exposé complet des travaux des orientalistes français entre 1939 et 1945. La Commission d'Histoire s'efforcera en retour d'obtenir de nos collègues russes des informations étendues sur leur activité pendant ces cinq dernières années.

R. PORTAL.

**France.** — Admirable exemple de continuité archivistique, ce *Trentième rapport d'un archiviste de province, exercice 1939-1940*, établi par M. Jean RÉGNÉ, de l'Ardèche (Annonay, impr. Decembre, 1941, in-8°, 20 p.) ! A noter cette sympathique rubrique : « vérification des archives privées ». Puisse l'exemple de M. Régné être suivi dans tous les départements en vue d'établir un répertoire d'ensemble de cette catégorie de sources !

G. BN.

— Saluons la réapparition de la *Revue maritime*, dont le premier numéro est sorti en mai 1946. Mensuelle, cette revue, assouplie dans sa formule, publiera des contributions historiques, témoin deux articles, l'un de M. Étienne ROMAT sur *Pearl Harbour*, l'autre, anonyme, *Marine au Tonkin*, qui offre un réel intérêt.

G. BN.

— Nous signalons la publication, par les soins de M. Jean GIGOT, archiviste en chef de la Haute-Marne, des *Cahiers haut-marnais*, qui se substituent au *Bulletin des études locales*. Le premier numéro, qui vient de paraître (juin 1946), fait une très large part à l'histoire et aux sciences auxiliaires de l'histoire. Point d'indication n'est donnée sur la périodicité de cette publication, qui pourra rendre des services sur le plan de l'histoire régionale.

G. BN.

— Une « Société d'études historiques et géographiques de l'isthme de Suez » s'est récemment constituée à Ismaïlia. Le programme de ses travaux a été exposé dans une « note d'information », n° 1, de juin 1946. Le président en est M. le docteur Godel, le secrétaire M. l'ingénieur Gobry.

— Dans son étude sur *La toponymie et l'anthropologie en Hainaut* (*Bulletin de la Commission royale de toponymie et dialectologie*, XIX, 1945, in-8°, p. 113-138), M. Maurice A. ARNOULD fournit des renseignements utiles et pénibles sur les destructions d'archives en Belgique pendant la dernière guerre mondiale. — G. BN.

— En racontant *La fin tragique du général Clavery*, \*Sud-Oranais, 8 décembre 1928, M. Édouard CLAVERY, frère du disparu, ne fournit pas seulement une contribution importante à l'histoire de la « dissidence » saharienne mais toute une série de notes bibliographiques et de renseignements de toute espèce sur l'histoire du Sahara et des efforts de la France pour introduire dans ce dur pays un peu d'ordre et de sécurité (Paris, éditions du « Génie français », [1941], in-8°, 116 p., plus, en 4 p. non paginées, une *Annexe*). G. BN.

**États-Unis.** — On annonce l'édition des papiers de Thomas Jefferson. Cette publication semble devoir être considérable, car on y fera rentrer la correspondance reçue par le grand homme d'État américain, évaluée à 25,000 lettres en ce qui concerne ses compatriotes et 18,000 les siennes propres. C'est M. Julien P. Boyr, bibliothécaire de l'Université Princeton, qui sera chargé du travail, avec le concours d'un certain nombre d'historiens, parmi lesquels nous comptons M. H. C. Rice, bien connu en France, et attaché actuellement à l'ambassade américaine à Paris. Celui-ci nous a prié d'intéresser les érudits français et les Sociétés savantes de notre pays à la recherche des documents jeffersoniens, car, ainsi que l'indique M. W. Leland, la publication de la correspondance de Jefferson constituera une contribution non seulement à l'histoire de la politique américaine, mais aussi à celle de la vie scientifique et technologique aux États-Unis. M. Rice sera reconnaissant de tous les renseignements qu'on voudra bien lui adresser à l'adresse : United States Information Service, ambassade des États-Unis, avenue Gabriel (VIII<sup>e</sup>). G. BN.

— M. Ch. PETIT-DUTAILLIS vient de recevoir le grade de docteur *honoris causa* (LL. D.) de l'Université d'Oxford, honneur assez rarement décerné à des savants étrangers, et qui reconnaît l'importance des travaux d'histoire médiévale anglaise publiés par notre éminent collaborateur depuis près d'un demi-siècle.

---

*Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.*

## L'AVENIR DE L'HISTOIRE RÉGIONALE

---

Au cours de trente années de recherches sur la Réforme de l'Église au temps de Grégoire VII, nous avons eu plus d'une fois l'occasion de nous convaincre de l'utile concours que pouvait apporter l'histoire régionale à l'étude des grands problèmes historiques. Sans doute arrivions-nous à saisir où et comment se sont constituées les théories réformatrices, à déterminer la part personnelle de Grégoire VII dans le mouvement auquel il a attaché son nom, à démêler les différents courants d'idées, à établir des relations entre les doctrines et les faits, mais nous avons eu souvent l'impression que, malgré l'étendue de nos investigations, nous ne parvenions pas à atteindre le plus essentiel. Les lois sont promulguées en vue de leur application, et c'est celle-ci qui en éclaire la valeur. Dans une réforme comme celle de Grégoire VII, ce qui importe, ce sont avant tout les résultats obtenus. Il peut être intéressant de connaître la genèse des idées grégoriennes, mais ce qui serait beaucoup mieux, ce serait de pouvoir indiquer avec précision dans quelle mesure elles ont transformé la physionomie de l'Église, pénétré la vie intime des provinces, des diocèses, des paroisses, des monastères. Or, la réponse à cette question relève de l'histoire régionale; elle ne pourra être formulée que le jour où l'on disposera de suffisamment de monographies envisageant la Réforme dans le cadre de ces diverses circonscriptions ecclésiastiques. De même, on peut se demander si la Réforme était partout nécessaire : le nicolaïsme, la simonie, l'appropriation des églises par les laïques, en un mot tous les abus dénoncés par Grégoire VII sévissaient-ils avec la même intensité sur tous les points de la chrétienté occidentale? Ne s'est-il pas trouvé des évêques qui, devant Grégoire VII, ont par avance appliqué son programme? Seule l'histoire régionale pourra élucider ce problème souvent obscur. Il semble que jusqu'ici l'on se soit exclusivement attaché à un certain nombre d'exemples devenus classiques de prélats rapaces et de clercs dévergondés qui ont frappé l'imagination des chroniqueurs ou déchaîné les anathèmes conciliaires, que l'on ait échafaudé sur ces cas exceptionnels des



conclusions d'ensemble, en négligeant les cas normaux qui n'ont laissé aucune trace dans l'histoire générale, mais qui seraient sans doute, si on les connaissait, plus significatifs. Seules des enquêtes bien conduites sur la situation des diocèses occidentaux avant et après la Réforme apporteraient des solutions précises à ce double problème de sa nécessité et de son efficacité.

Pour beaucoup de questions d'ordre général, on serait conduit à de semblables réflexions. On peut dès lors mesurer le rôle primordial que peut être appelée à jouer l'histoire régionale. Elle seule enregistre les menus faits de la vie politique, économique, sociale, religieuse, intellectuelle, artistique, essentiels à connaître, si l'on veut déterminer la portée des grands événements. Tour à tour, la vie, partie du centre, aboutit à la périphérie et, issue de la périphérie, remonte vers le centre ou, pour parler un langage plus concret, la plupart des faits historiques ont leur origine et leur terme en des circonstances locales qu'il s'agit de confronter, de comparer, d'harmoniser, pour en faire jaillir des conclusions d'ensemble. Négliger ces répercussions, c'est s'exposer à des synthèses prématurées, à des conclusions pour le moins incomplètes et peut-être erronées.

De là résulte l'inéluctable nécessité de procéder à des enquêtes approfondies et minutieuses, étendues et dispersées, pour lesquelles le concours des érudits régionaux paraît indispensable. Toutefois, cet appel aux membres des Sociétés savantes provinciales ne manquera pas de susciter des inquiétudes chez certains historiens qui, persuadés que ces collaborateurs sont dénués d'esprit scientifique, affichent à leur égard un dédain excessif et parfois fort injuste.

Sans doute, si l'on examine dans son ensemble la production des historiens régionaux au cours du siècle écoulé, il faut avouer qu'elle a été d'inégale valeur. Combien de monographies aux sujets dénués d'intérêt, de recherches conduites avec plus de bonne volonté que de méthode et de sens critique, de résultats stériles et même d'échecs caractérisés, malgré tant d'efforts tenaces et désintéressés de la part d'hommes animés d'excellentes intentions, par-dessus tout d'une conviction qui eût mérité un sort meilleur ! On ne saurait oublier cependant qu'à côté d'un fatras de brochures et d'articles à négliger, il en est d'autres, publiés par les Sociétés historiques et archéologiques de province, dont on ne saurait nier l'importance ; ces doctes compagnies, non contentes de protéger contre les vandalismes de tout genre les monuments qui sont la parure de notre sol français, ont mis à jour, édité, utilisé des documents de premier ordre qui ont enrichi l'his-

toire générale aussi bien que l'histoire régionale et locale. « Il y a en province, écrivait C. Jullian à la fin de son *Histoire de Bordeaux*<sup>1</sup>, des forces vives et indépendantes qui demandent non pas à être aidées, mais à être reconnues. » C'est là une raison d'espérer. Si, au lieu de manifester à l'égard des historiens régionaux une abstention méprisante, on leur venait en aide sous une forme amicale et empressée, n'arriverait-on pas à améliorer la qualité de leur rendement? Tel est le problème qui se pose à l'heure actuelle et il est loin d'être insoluble. Un contact de tous les instants avec les Sociétés savantes de la région académique de Montpellier nous a fait acquérir la conviction profonde qu'un très bel avenir pouvait s'ouvrir pour les études d'histoire régionale, si les autres historiens, en particulier les maîtres de l'enseignement supérieur, conscients de leur rôle, consentaient à prendre une part active à un mouvement riche d'espérance. C'est sur une expérience personnelle, à laquelle on voudra bien nous pardonner de faire parfois appel, que sont fondées les quelques réflexions qui suivent.

\* \* \*

Si l'effort des historiens régionaux n'a pas porté tous les fruits que l'on était en droit d'espérer, cela tient avant tout à ce qu'ils ont été trop souvent des autodidactes qui n'ont guère fréquenté l'Université et qui, par suite, n'ont reçu d'autre formation scientifique que celle qu'ils ont pu acquérir par eux-mêmes. Médecins, avocats, prêtres, ils n'ont pas songé, au temps où ils étaient étudiants, à aller chercher dans une Faculté des lettres les connaissances générales et les notions de critique historique sans lesquelles il ne saurait y avoir de saine érudition. En toute bonne foi, ils ont cru qu'il leur suffisait d'avoir le culte du passé provincial ou urbain pour devenir historiens ou archéologues. Alors qu'une longue préparation technique est imposée aux archivistes, bibliothécaires, professeurs, ils ont exploré les documents d'archives, dépouillé les chroniques, les vies de saints et autres sources narratives, décrit les monuments civils et religieux, sans avoir reçu de maîtres autorisés une initiation préalable. Comment s'étonner, dès lors, que tant de travaux d'histoire régionale, tout en contenant des aperçus ingénieux ou en révélant des découvertes curieuses, pèchent tout à la fois par une absence de culture générale, source de bien des erreurs, et par un manque d'esprit critique qui a des incon-

1. C. JULLIAN, *Histoire de Bordeaux*, p. 774.

vénients plus graves encore? Les textes, quels qu'ils soient, sont utilisés avec le même amour; des vies de saints, rédigées dans un simple but d'édification, dont toute la trame est constituée par des développements conventionnels ou par de pieuses inventions destinées à satisfaire la curiosité des foules, sont reproduites avec la même confiance que des documents sûrs, parce que l'on ignore les règles établies par l'érudition moderne pour distinguer ce qui est légendaire de ce qui est historique; diplômes et chartes donnent souvent lieu aussi à des interprétations contestables parce que l'on n'a pas appris à discerner le vrai du faux, l'authentique de l'apocryphe. La mise en œuvre ne laisse pas moins à désirer: si les Sociétés savantes provinciales peuvent légitimement s'enorgueillir de quelques éditions de premier ordre, d'autres publications de textes, dues à de zélés autodidactes, ont été faites au mépris des règles; tel est le cas, notamment, de certains cartulaires où les actes ont été transcrits bout à bout tels quels, sans analyses, sans index, sans identification des noms de personne et des noms de lieu, sans notes critiques signalant les difficultés paléographiques, philologiques et archéologiques, en sorte que beaucoup de peine, de travail et d'argent ont été dépensés parfois en pure perte. Des observations du même ordre pourraient s'appliquer à bon nombre de monographies où, suivant un plan sans originalité ou même arbitraire, sont présentés de petits faits, isolés les uns des autres par des cloisons étanches, dépourvus de vie et de couleur, rarement re-placés dans le cadre de l'histoire générale.

L'autodidactie n'est pas seule responsable des insuffisances imputées aux études d'histoire régionale. Si celles-ci n'ont pas apporté à l'histoire générale une contribution suffisante, il faut incriminer peut-être davantage encore un regrettable individualisme.

Le plus souvent, l'autodidacte, qui s'est formé seul, agit également seul; il ne consulte personne sur le choix de son sujet ni ne s'informe des recherches de ses confrères, au lieu de se concerter avec eux en vue de travaux parallèles. Les érudits locaux ont opéré en ordre dispersé; chacun a suivi ses propres inspirations et obéi à des soucis de clocher qui lui ont fait perdre du temps à exhumer de menus détails de la vie provinciale sans aucun profit pour la science. Ici l'on a étudié une époque du passé urbain et, dans la ville voisine, distante seulement de quelques kilomètres, on en a scruté une période différente, à moins que, négligeant l'histoire municipale qui eût donné lieu à des comparaisons fructueuses, on ait retracé l'évolution d'une abbaye ou dressé la biographie d'un évêque, en sorte que, faute de

rapprochements possibles, l'histoire générale ne retire à peu près aucun avantage de ces activités locales.

Un exemple concret précisera notre pensée à cet égard. M<sup>lle</sup> Louise Guiraud a fait sur les origines de la Réforme à Montpellier un très beau travail<sup>1</sup>, où elle analyse avec finesse les raisons qui expliquent le succès du protestantisme dans cette ville. Parmi celles-ci, il en est — celles qui ont trait à l'Université et à la magistrature — qui n'ont pu jouer ailleurs, mais n'y a-t-il pas d'autres causes qui ont également agi, sous une forme peut-être différente, dans les cités voisines? Comment la Réforme s'est-elle implantée à Nîmes, à Alès et ailleurs dans la région? Les adhésions se sont-elles produites partout suivant le même rythme et les mêmes modalités? Ont-elles été rapides, spontanées ou, au contraire, y a-t-il eu des hésitations, des attermoissements dus soit à de l'indifférence, soit à une certaine crainte avant de consommer la séparation avec l'Église? Aucun travail critique n'ayant paru en dehors de Montpellier, parce que M<sup>lle</sup> Guiraud n'a pas suggéré à ses confrères des départements voisins d'entreprendre des recherches analogues aux siennes, le problème des origines de la Réforme en Languedoc, qui intéresse au plus haut point l'histoire générale, n'a pu jusqu'à présent recevoir une solution satisfaisante.

L'individualisme ne s'est pas contenté de sévir à l'intérieur de nos régions françaises. Il se retrouve sur le plan national. La méthode comparative, susceptible d'apporter des résultats probants et d'acheminer vers des conclusions générales, ne peut souvent intervenir faute d'éléments de comparaison. A titre d'exemple, les origines chrétiennes de la Gaule ont donné lieu à un remarquable ouvrage d'ensemble il y a environ un demi-siècle, dont l'auteur, Mgr Duchesne<sup>2</sup>, en s'appuyant sur les listes épiscopales et en critiquant des textes hagiographiques auxquels on avait précédemment accordé un crédit immérité, a débarrassé l'histoire d'une foule de légendes sans aucun fondement, mais l'on a pu relever dans ce fort beau livre quelques erreurs résultant d'un examen forcément trop hâtif des « passions » des évêques fondateurs, dont la multiplicité constituait un obstacle à peu près insurmontable<sup>3</sup>. Aussi bien les conclusions du grand savant

1. Louise GUIRAUD, *La Réforme à Montpellier*, dans *Mémoires de la Société archéologique de Montpellier*, 2<sup>e</sup> série, t. VI, 1918.

2. L. DUCHESNE, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*. Paris, 1894-1915, 3 vol.

3. Nous avons eu l'occasion d'étudier autrefois le cas du diocèse de Sens (cf. A. FLICHE, *Les vies de saint Savinien, premier évêque de Sens. Étude critique suivie d'une édition de la première « Vita »*. Paris, 1912) et nous croyons avoir prouvé que Mgr Duchesne, par suite

ne pourront-elles devenir définitives que le jour où chaque diocèse aura été l'objet d'une monographie fixant comment se sont constituées les légendes hagiographiques et réunissant toutes les données nécessaires sur le passé épiscopal. Ici encore les lacunes de l'histoire régionale n'ont pas permis à l'histoire générale d'apporter une solution tout à fait décisive à un problème du plus haut intérêt ; il a manqué à Mgr Duchesne de pouvoir s'appuyer sur une équipe d'érudits locaux, dressés à ses méthodes et au courant des dernières découvertes de la science.

Telles sont les deux raisons essentielles qui ont empêché les études d'histoire régionale d'apporter à l'histoire générale la contribution souhaitée. Il est d'ailleurs permis de plaider pour leurs auteurs les circonstances atténuantes. Beaucoup de chercheurs provinciaux n'ont été des autodidactes que parce qu'on ne leur a pas fourni les moyens de s'instruire et l'individualisme n'aurait pas exercé autant de ravages si en haut lieu on avait songé à coordonner les activités des travailleurs autour de problèmes communs. Une claire vision de ces déficiences permettra de découvrir le remède, d'assurer la formation scientifique des futurs historiens régionaux et de leur fournir les moyens de coordonner leurs travaux.

\* \* \*

La formation scientifique des historiens régionaux relève nécessairement des Universités provinciales et elle constitue une des parties essentielles de leur tâche. Plusieurs parmi elles ont pris conscience de la mission qui leur incombe et à laquelle elles se sont adaptées avec succès. Une Université provinciale ne saurait se contenter de préparer honnêtement à la licence et si possible à l'agrégation. Elle a un autre rôle à remplir. Chargée de diffuser la science et de former les élites, elle ne peut rester indifférente aux aspirations du terroir où elle a pris racine et à l'avenir duquel elle se trouve indissolublement liée. Sans se désintéresser des diplômes d'État et des concours universitaires, elle doit s'attacher tout autant à servir les intérêts spirituels de la région académique dont elle a la garde intellectuelle.

Cette mission affecte plus spécialement les études historiques et on l'a généralement compris. Des chaires d'histoire régionale existent

de l'ignorance de certains manuscrits, s'était trompé dans son classement chronologique des vies de saint Savinien.



aujourd'hui dans toutes les Universités françaises et cette institution, qui s'est développée depuis un demi-siècle environ, a été très appréciée, tout d'abord du grand public qui a suivi avec le plus vif intérêt les cours où était narrée l'histoire de la cité ou de la province. Qu'un certain snobisme n'ait pas été étranger à ce succès, la chose n'est pas impossible, mais, à tout prendre, le résultat n'a pas été mauvais et l'on aurait tort de s'en plaindre. Toutefois, si le professeur d'histoire locale se bornait à des leçons magistrales pour auditeurs mondains, son rôle se réduirait à peu de chose. Il doit s'acquitter d'une mission plus élevée ; il lui appartient avant tout d'initier quelques étudiants, destinés à peupler dans l'avenir les sociétés savantes de la région, à l'histoire de la province en passant en revue les sources de cette histoire et en déterminant la valeur de chacune d'elles, en dressant la liste des répertoires, des recueils de textes et des autres instruments de travail, en dévoilant ce que contiennent les dépôts d'archives, en exposant les efforts des historiens antérieurs, les résultats acquis, les échecs et leurs causes, en indiquant les moyens de constituer une bibliographie, en signalant enfin les questions à étudier dans le cadre de la région avec la marche à suivre. En un mot, il s'appliquera à orienter les recherches personnelles, à susciter des travaux, sans oublier de marquer les liens qui unissent l'histoire régionale à l'histoire générale.

Il n'est pas nécessaire de souligner la portée d'un enseignement ainsi conçu. Il devra être complété par d'autres qui lui serviront en quelque sorte de corollaire. L'enseignement de la géographie, dans la plupart des Universités provinciales, a pris un caractère régional et l'on doit s'en féliciter ; les futurs historiens ne peuvent que gagner à être instruits des formes de vie dans le passé, de l'utilisation des ressources, de l'influence exercée de tout temps par le milieu physique, des faits d'ordre géographique qui ont pu réagir sur l'évolution économique, sociale, religieuse à travers les âges. La connaissance des parlers locaux offre aussi pour eux d'incontestables avantages. La Faculté des lettres de Montpellier a récemment créé des cours complémentaires, sanctionnés par des certificats de licences, de languedocien et de catalan, qui comportent l'étude de la langue, de la littérature et celle des civilisations. Le succès en a été très vif et il n'est pas douteux que cette initiative ne soit appelée à rendre les plus grands services aux historiens aussi bien qu'aux étudiants en lettres ; les uns et les autres ne peuvent que gagner à comprendre cette langue admirable tant du point de vue littéraire que du point de vue philo-

logique qu'est le catalan et à retrouver dans les parlers languedociens l'allure de la vieille langue des troubadours. De tels enseignements sont destinés à former avec celui de l'histoire régionale un tout cohérent et achèvent d'imprimer à une Université provinciale sa physiologie propre.

Cependant, la formation des historiens régionaux n'incombe pas au seul professeur d'histoire régionale. Tous les maîtres chargés des différentes disciplines historiques doivent y participer activement, et c'est là un point sur lequel nous croyons utile d'insister. Peut-être, en effet, ces maîtres, qui ne sont pas toujours originaires de la région, dont beaucoup ont fait leurs études à la Sorbonne où l'enseignement a un caractère d'universalité auquel ne peuvent aspirer les Universités provinciales tout autrement orientées, auraient-ils tendance à se confiner dans leur spécialité antique, médiévale ou moderne, sans songer aux aspirations particulières d'une bonne partie des étudiants qui leur sont confiés, très différentes de celles des étudiants parisiens. Or, ils peuvent exercer une action scientifique bienfaisante, s'ils se souviennent qu'en raison de l'extension de la recherche l'histoire régionale occupera dans la constitution de la science une place de plus en plus large, à la condition, toutefois, qu'elle dispose d'une équipe de travailleurs au courant des méthodes modernes et capables de les manier.

C'est cette équipe qu'il leur faut former. On objectera sans doute que le premier devoir des professeurs d'histoire dans une Faculté des lettres est de préparer à la licence, à l'agrégation et aux autres concours qui ouvrent l'accès de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire supérieur, que c'est là pour eux une besogne écrasante en raison du nombre croissant des étudiants et de la diversité des programmes. Il ne faut cependant rien exagérer : la publication d'histoires générales, qui condensent sous une forme précise, nette et vivante les résultats actuellement acquis, achemine vers la suppression des cours magistraux dans lesquels des maîtres, peut-être plus dévoués que soucieux de provoquer chez leurs étudiants le sens de l'effort personnel, s'appliquaient à traiter complètement telle ou telle question des programmes. Il leur devient, de ce fait, possible, tout en dirigeant les exercices pratiques indispensables à la formation du corps enseignant, de consacrer une bonne partie de leur temps à d'autres tâches qui leur permettraient de se rendre utiles tout à la fois à leur clientèle traditionnelle et à ces étudiants de droit, de médecine, de pharmacie, de théologie catholique ou protestante, même de sciences,

qui, demain, avocats, médecins, pharmaciens, prêtres, pasteurs, ingénieurs, industriels, voudront affecter les loisirs que leur laissera leur activité professionnelle à l'étude de l'histoire ou de l'archéologie locale. Devra-t-on les décourager? Ne cherchera-t-on pas, au contraire, à attiser leur flamme en les orientant dans la bonne voie? Et n'est-ce pas du même coup préparer pour la science de nouveaux progrès sans porter le moindre préjudice aux futurs membres de l'enseignement qui ont tout intérêt à fraterniser sur les bancs de la Faculté avec ceux qu'ils retrouveront un jour dans les Sociétés savantes, où la présence des professeurs de Faculté et de Lycée est toujours accueillie avec empressement?

Comment assurer cette formation commune? Plusieurs Facultés de province ont déjà répondu à cette question. On y a clairement perçu que ce qui a manqué aux érudits régionaux de la précédente génération, c'est tout à la fois une culture générale ou, si l'on préfère, une connaissance suffisamment précise des grands problèmes historiques ayant eu des répercussions locales, et une initiation scientifique qui les eût rendus plus familiers avec les méthodes actuelles. Il est facile de satisfaire à cette double exigence commune aux historiens professionnels et à ceux que l'on appelle souvent, à tort d'ailleurs, des amateurs.

Celui qui se consacre à l'étude des événements et des institutions du passé régional ou des monuments qui en sont les témoins est amené à effleurer à tout moment les grands problèmes historiques et archéologiques dont la vie locale — on le notait précédemment — marque tour à tour l'origine et le terme. Or, lorsque l'on parcourt les monographies qu'a produites l'érudition provinciale, il arrive trop souvent que l'on ait à déplorer une ignorance fâcheuse de livres ou d'articles parus à l'étranger ou même en France, dont la simple lecture aurait évité des erreurs anachroniques, des affirmations hasardeuses, la découverte de choses connues depuis longtemps, ou tout simplement fourni des points de comparaison. Pour reprendre un exemple déjà cité, combien d'ecclésiastiques, animés d'une généreuse ardeur, ont abordé le problème des origines chrétiennes de leur diocèse sans avoir ouvert les *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule* de Mgr Duchesne ou encore les livres féconds en lumineux aperçus où le P. Delehaye a dévoilé comment se sont formés les thèmes hagiographiques et, faute de ces lectures, ont transcrit avec confiance des sources dénuées de valeur! Combien d'autres, s'occupant de l'histoire d'un diocèse, d'une paroisse, d'une abbaye, ont par avance compromis le rendement de

leurs recherches, parce qu'ils n'ont pas acquis au préalable les notions générales relatives aux institutions ecclésiastiques et au droit canonique qui les auraient éclairés dans leur interprétation de faits locaux parfois compliqués ou obscurs ! Nul doute que la fréquentation des cours d'histoire de la Faculté des lettres, si ceux-ci sont conçus d'une certaine façon, ne puisse les prémunir contre des déviations possibles.

Aussi bien, si les cours synthétiques sur les questions inscrites au programme peuvent être, pour les raisons indiquées ci-dessus, considérés comme périmés, sera-t-il, au contraire, tout à fait opportun de mettre les étudiants d'histoire, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, au courant des controverses qui se sont déroulées autour de certains problèmes historiques, des arguments qui ont été proposés de part et d'autre, en les confrontant et en proposant des solutions. Ainsi conçu, un enseignement de culture générale peut porter beaucoup de fruits, surtout si, au lieu de revêtir la forme d'un cours magistral, il se traduit par des discussions préparées à l'avance que le maître dirige et auxquelles il met le point final. Si, par exemple, il n'y a pas lieu d'exposer les faits se rapportant à l'invasion de l'Islam dans le bassin de la Méditerranée, qui sont mentionnés tout au long dans les histoires générales, il est d'un intérêt primordial de discuter ou, mieux encore, de faire discuter la thèse de Pirenne sur ses conséquences pour le monde occidental et incidemment pour la région où réside l'Université. De même, les thèses nouvelles sur les origines de l'art roman et de l'art gothique peuvent donner lieu à de passionnants échanges de vues sur le rôle des bandes lombardes ou sur la valeur architecturale de la croisée d'ogives qui ont récemment inspiré des thèses qu'un professeur d'enseignement secondaire aussi bien qu'un érudit régional doit connaître, celui-ci en raison de leurs répercussions locales. Comment, en effet, ce dernier pourrait-il, à l'heure actuelle, retracer l'histoire de la Septimanie à l'époque carolingienne et féodale, étudier les entreprises musulmanes contre Narbonne et les ports catalans, fixer avec exactitude le rôle d'un Raymond de Saint-Gilles en ignorant les théories de Pirenne sur l'invasion musulmane, celles de Boissonnade sur la croisade française en Espagne ou d'autres, plus récentes, sur la politique méditerranéenne du Saint-Siège au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle ? De même, celui qui voudra construire une monographie d'église romane du Languedoc méditerranéen ou du Roussillon, toujours pour prendre nos exemples dans la région où nous nous trouvons, doit être pénétré des vues d'ensemble exprimées par l'archéologue

catalan Puig i Cadafalch sur le « premier art roman », savoir aussi que la chronologie des églises romanes de la région méditerranéenne a donné lieu entre archéologues français aux plus ardentes controverses auxquelles il se heurtera lui-même à tout moment.

On pourrait multiplier les exemples. Ils aboutiraient tous à la même conclusion : toute étude d'histoire régionale ne peut faire abstraction des théories admises ou contestées, ne serait-ce que pour les confirmer ou pour les réfuter à l'aide d'observations nouvelles. Aussi les professeurs d'enseignement supérieur ont-ils le devoir d'en faire l'exposé et la critique, en même temps qu'ils indiqueront les livres et articles que tout historien doit connaître, en ne se bornant pas à les énumérer sèchement, mais en ayant soin d'en dégager les idées essentielles. Grâce à une culture générale ainsi comprise, les érudits régionaux de demain aborderont leurs travaux dans un tout autre esprit que leurs prédécesseurs ; ils sauront s'élever au-dessus de l'horizon un peu étroit de leur ville ou de leur petite patrie pour évoluer dans l'atmosphère autrement vivifiante de la grande histoire.

Les maîtres de l'enseignement supérieur ont encore à s'acquitter d'une autre obligation envers les érudits régionaux. Il importe qu'ils leur ouvrent leurs cours d'initiation scientifique, afin de leur permettre de renouveler leurs méthodes et d'éviter les erreurs suscitées par une trop confiante et trop imprévoyante autodidactie.

Il n'est pas besoin d'insister longuement sur ce que peut être cette initiation. Il s'agit en somme d'assurer dans les Facultés de province un enseignement inspiré de celui de l'École des chartes et de l'École des Hautes-Études, où ceux des étudiants de Sorbonne qui ont des ambitions d'ordre scientifique vont chercher un indispensable complément d'études. Les étudiants provinciaux ne peuvent pour la plupart s'offrir une ou plusieurs années de séjour à Paris ; ils doivent trouver sur place les moyens de se préparer à la recherche historique, qu'ils se destinent ou non à l'enseignement. Un érudit régional doit savoir lire correctement, suivant l'orientation de ses travaux, une inscription antique ou un texte médiéval, décrire un monument ou une œuvre d'art, puis tirer parti de ces documents. Aussi est-il souhaitable que l'on se préoccupe de mieux organiser dans les Facultés de province l'enseignement des sciences auxiliaires de l'histoire et que l'on y multiplie les exercices de critique textuelle, en créant à cet effet de nouvelles maîtrises de conférences ou tout au moins des postes d'assistant. Déjà, dans beaucoup de Facultés, grâce à des initiatives locales, des progrès ont été réalisés et l'on peut y voir fraternellement réunis



dans les mêmes amphithéâtres, dans les mêmes salles de travail, dans les mêmes instituts de recherches, les futurs maîtres de l'enseignement secondaire et les futurs membres des Sociétés savantes qui apprennent côte à côte comment on déchiffre un document, comment on analyse une œuvre architecturale ou sculpturale, comment on dépiste une charte fausse ou suspecte, comment on fixe la valeur d'un texte, comment on distingue les sources spécifiquement historiques des sources légendaires, comment, enfin, on dresse une édition critique et comment on expose les résultats de ses recherches. Ainsi initiés à l'épigraphie, à la paléographie, à la diplomatique, à l'archéologie, aux méthodes critiques et aux procédés de recherche, les historiens régionaux pourront apporter à la science française une contribution du meilleur aloi dont l'histoire générale sera la première à bénéficier.

Un tel enseignement comporte sans doute des cours théoriques où l'on passe en revue les principales catégories de sources, où l'on définit les principes de la méthode historique et archéologique, où l'on trace une orientation, mais il doit être à tout moment complété par des exercices pratiques savamment gradués auxquels l'étudiant participe directement, où il tâtonne sous la direction du professeur et où de l'effort collectif jaillit peu à peu la lumière. L'explication critique des textes a pris, au cours de ces dernières années, une place de plus en plus grande dans l'enseignement des Facultés des lettres. Il y a tout lieu de s'en féliciter, car, pour les étudiants, chez lesquels on veut développer l'esprit d'observation, le sens critique, le souci d'une méthode rigoureuse, rien ne vaut le contact direct avec les sources originales. Au surplus, on ne saurait imaginer meilleur entraînement pour ceux qui se destinent au travail scientifique et qui apprendront ainsi, sous la direction d'un maître autorisé, la technique de la recherche. L'archéologie opérera de la même façon : ici le contact avec le document pourra se produire grâce à des photographies d'un grand format sur lesquelles il est facile de développer le sens de l'observation, à moins qu'il n'ait lieu avec les monuments eux-mêmes, ce qui est encore bien préférable.

Rien n'empêche d'orienter ces divers exercices vers l'étude de la région. En paléographie, on lira surtout des textes qui se rapportent à elle ; les Universités méridionales font un large emploi de l'album de Galabert qui semble avoir été constitué pour elles<sup>1</sup>. Pour les explica-

1. GALABERT, *Album de paléographie et diplomatique*. Toulouse-Paris, 1912.

tions critiques, à côté de textes caractéristiques que rien ne peut remplacer, on pourra faire appel à des chartes ou à des chroniques se rapportant à l'histoire de la province. Rien ne vaut, enfin, les excursions archéologiques, qui, à la condition que chacun soit appelé à dire devant le monument ce qu'il voit, constituent un exercice pratique de tout premier ordre. Il est également souhaitable que l'on réunisse à la Faculté même des moulages plus spécialement choisis parmi les œuvres sculpturales de la région. La Faculté des lettres de Montpellier a la chance inappréciable de posséder un musée de sculpture comparée où les sarcophages chrétiens des <sup>ve-vi</sup> siècles d'origine catalane et provençale voisinent avec les tympans, frises, chapiteaux des églises du Roussillon, de la vallée du Rhône et de ses annexes ; c'est là un instrument de travail de premier ordre qui rend l'étude de la sculpture romane particulièrement attrayante et qui, en même temps, invite aux recherches personnelles.

Il résulte de ces quelques considérations que, sans se distraire de leur tâche essentielle qui est la formation du personnel enseignant, les Facultés des lettres de province peuvent apporter aux études d'histoire régionale un concours fort utile. Elles acquerront ainsi une physionomie propre, vraiment originale, et il en résultera une décentralisation intellectuelle qui ne sera pas sans avantage pour la pensée française. En tout cas, la science historique française ne peut que gagner à une telle orientation qui est un gage d'avenir pour une de ses branches jusqu'ici trop sacrifiée. On ne doit pas oublier, toutefois, que, pour ce relèvement, une autre condition reste à remplir ; à l'individualisme d'autrefois il s'agit de substituer un esprit d'association qui permettra de grouper les activités régionales, de les faire servir à l'étude de quelques problèmes d'intérêt général, et il est tout aussi aisé de parvenir à ce résultat que de porter remède à l'autodidactie.

\* \* \*

Un des traits du mouvement historique contemporain est la prédominance de plus en plus accusée du travail collectif, du travail par équipe, rendu nécessaire par le développement de la recherche scientifique. A Rome, les Instituts créés par les différents États se sont réparti les registres pontificaux en vue de leur publication ; dans les congrès internationaux qui ont précédé la guerre, on a constitué une série de commissions groupant des historiens de différents pays en vue de doter leurs confrères de tel ou tel instrument de travail ou d'orga-

niser des enquêtes sur certains problèmes. Pourquoi ce qui a été réalisé sur le plan international ne le serait-il pas sur le plan national et régional? En d'autres termes, ne serait-il pas possible d'introduire à l'intérieur des diverses régions françaises un mode de travail qui permettrait de coordonner les activités des historiens et de les astreindre à un certain nombre de tâches communes?

Un grand progrès a déjà été réalisé en ce sens. Dans les derniers mois de 1925, le Comité français des sciences historiques, qui s'était constitué à la suite du congrès international tenu à Bruxelles en 1923, proposa aux historiens de chaque ressort académique de s'associer en une Fédération. Pendant l'année 1926, on vit surgir un peu partout de ces organes de liaison dont la physionomie varia suivant les régions. A côté de groupements exclusivement universitaires, englobant les trois ordres d'enseignement, s'organisèrent des Fédérations de Sociétés savantes; ailleurs, notamment, en Normandie et en Languedoc méditerranéen, des Fédérations mixtes réunirent à la fois les professeurs d'histoire de l'enseignement public et privé, les archivistes, les bibliothécaires et les membres des Sociétés savantes. Cette dernière formule, beaucoup plus large, s'est, à l'usage, révélée supérieure et il est apparu que les Fédérations mixtes, à condition que chacun sache s'y tenir à sa place, que les universitaires en particulier ne cherchent pas à briser l'autonomie des Sociétés savantes ni à leur imposer leur dictature, offraient l'immense avantage de faciliter une collaboration amicale entre tous ceux qui, dans une région déterminée, s'occupent d'histoire et d'archéologie, en leur permettant de réfléchir ensemble, de se concerter, de réaliser une entente en vue de travaux communs, simultanément entrepris dans chacun des centres intellectuels de la région, grâce à une coordination des activités locales. Un exemple concret, qu'il nous a été donné de suivre plus spécialement pendant plus de vingt ans, nous aidera à mieux mettre en lumière comment une Fédération mixte peut remédier à l'individualisme qui a trop souvent paralysé l'effort des historiens régionaux, mais, si nous croyons devoir relater ici, parce que nous en avons été témoin, ce qui a été fait dans la région académique de Montpellier, nous avons l'absolue certitude que, sur d'autres points du territoire, des initiatives du même ordre ont abouti à des résultats non moins décisifs.

C'est le 18 mars 1926 qu'est née à Montpellier la *Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon*. Une soixantaine d'historiens, professeurs de l'enseignement public et privé, archi-

vistes, bibliothécaires, membres des Sociétés savantes, travailleurs libres, avaient répondu avec empressement à l'appel de l'un des leurs et tous les départements de la région académique, Hérault, Gard, Lozère, Aude, Pyrénées-Orientales, étaient représentés. Des statuts furent aussitôt rédigés et approuvés dans une atmosphère de mutuelle confiance. La nouvelle Société se fixait comme programme de faciliter la collaboration entre les travailleurs locaux de tout ordre, de les aider dans leurs recherches par la publication de répertoires critiques, de mettre à l'étude les grandes questions intéressant l'histoire et l'archéologie de la région.

Ces buts ont été rapidement atteints. Tout d'abord, grâce à des congrès annuels tenus tour à tour dans les différentes villes du ressort, des contacts ont été établis entre historiens et archéologues de ces cités, entre universitaires et membres des Sociétés savantes qui ont appris à se connaître et réussi à se débarrasser des préjugés mesquins, des rivalités surannées qui les avaient parfois éloignés les uns des autres. Au cours de réunions de travail, d'excursions archéologiques, de repas fraternels, on a échangé des vues, ébauché des projets, avec la constante préoccupation d'établir dans les recherches un indispensable synchronisme et de préparer une collaboration à des tâches scientifiques déterminées. Peu à peu, on prit l'habitude, dans ces congrès, de grouper les communications autour d'un seul sujet, tel que civilisation gallo-romaine, mouvement urbain, abbayes et vie monastique, etc..., sans exclure les questions de méthode qui, à deux reprises, ont donné lieu à d'intéressants et pacifiques débats.

C'était là un pas vers une coordination des efforts. Très vite, des réalisations plus importantes sont intervenues. Dès le premier congrès de la Fédération, tenu à Nîmes en 1927, on avait envisagé la mise en chantier de Répertoires régionaux. On décida par la suite de commencer par un Répertoire archéologique où seraient inventoriées et décrites les richesses du Languedoc méditerranéen et du Roussillon. Après quoi, un plan fut élaboré : on convint d'adopter l'ordre chronologique, en partant de la période gallo-romaine avec, à l'intérieur de chaque période, le cadre départemental qui rendait plus aisée la division du travail, puis on passa à l'action. De 1930 à 1945, huit fascicules ont paru, cinq concernant la période gallo-romaine dans les départements de l'Hérault, du Gard, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de la Lozère ; trois pour la période wisigothique, carolingienne et romane (Hérault, Aude et Lozère) ; le neuvième (époque romane dans le Gard), dont l'auteur était prisonnier depuis le début de la guerre, ne tardera

pas à suivre<sup>1</sup>. Il n'y a pas lieu d'insister ici sur l'utilité d'une telle œuvre que la Direction de la Recherche scientifique a encouragée en lui accordant à plusieurs reprises de généreux subsides. Ce qui est davantage à retenir, c'est qu'elle est le fruit d'une collaboration : l'Hérault a été traité par un érudit de l'Hérault, le Gard par un érudit du Gard, l'Aude par un érudit de Carcassonne et un érudit de Narbonne, la Lozère par un érudit de la Lozère ; seules, les Pyrénées-Orientales, n'ayant pas de spécialiste pour la période gallo-romaine, ont eu recours au regretté commandant Espérandieu. Tous ces auteurs, issus de milieux très différents, mais unis dans une même ferveur régionale, ont obéi sans discuter à des mots d'ordre, suivi le même plan qui leur avait été indiqué à l'avance, se sont astreints aux mêmes méthodes, en sorte que, grâce à une touchante solidarité, l'œuvre est d'une parfaite unité. Ainsi a été établie la preuve de ce que peut obtenir l'esprit d'association, si on sait le faire naître et l'alimenter. Sans l'existence d'une Fédération, présidée par un professeur d'Université, d'ailleurs enfant de la région, mais où les vice-présidents (un ou deux par département) appartiennent aux Sociétés savantes, un tel Répertoire régional n'aurait probablement jamais vu le jour ; si par hasard, tel ou tel érudit en avait eu l'idée pour son département, il n'eût pas trouvé d'émules dans les départements voisins et l'archéologie française n'aurait pas été dotée de cet inventaire, accompagné de descriptions précises, de renseignements dus aux meilleurs spécialistes, de quelques reproductions, auquel il n'a manqué, faute de fonds, qu'une copieuse illustration. Rien ne pouvait mieux démontrer la supériorité du travail en équipe, bien dirigé et animé de l'esprit le plus confraternel, sur l'ordre dispersé inhérent à un individualisme qui touche à tout sans aborder les sujets essentiels et sans aboutir à des conclusions d'ensemble.

1. FÉDÉRATION HISTORIQUE DU LANGUEDOC MÉDITERRANÉEN ET DU ROUSSILLON : *Répertoire archéologique du département de l'Hérault, période gallo-romaine*, par Émile BONNET, Montpellier, 1930 ; *Répertoire archéologique du département du Gard, période gallo-romaine*, par Émile ESPÉRANDIEU, Montpellier, 1934 ; *Répertoire archéologique du département de l'Aude, période gallo-romaine*, par le Dr Paul COURRENT et Philippe HÉLÉNA, Montpellier, 1935 ; *Répertoire archéologique du département des Pyrénées-Orientales, période gallo-romaine*, par Émile ESPÉRANDIEU, Montpellier, 1936 ; *Répertoire archéologique du département de la Lozère, période gallo-romaine*, par Marius BALMELLE, Montpellier, 1937 ; *Répertoire archéologique du département de l'Hérault, périodes wisigothique, carolingienne et romane*, par Émile BONNET, Montpellier, 1938 ; *Répertoire archéologique du département de l'Aude, périodes wisigothique, carolingienne et romane*, par le Dr Charles BOYER, Montpellier, 1941 ; *Répertoire archéologique du département de la Lozère, périodes wisigothique, carolingienne et romane*, Montpellier, 1946, par Marius BALMELLE. — En préparation : *Répertoire archéologique du département du Gard, périodes wisigothique, carolingienne et romane*, par Marcel GOURON.



Tandis que les archéologues poursuivaient l'établissement de ce répertoire, les historiens mettaient à l'étude certains problèmes généraux, envisagés dans le cadre régional. Comme on l'a déjà noté, chaque congrès a convergé autour d'un sujet unique. Les résultats nous ayant paru satisfaisants, nous avons voulu procéder à une expérience en organisant des recherches autour du sujet qui nous avait fait apercevoir la nécessité d'une collaboration régionale et en proposant d'instituer une enquête sur ce qu'avait pu être la Réforme grégorienne dans la province ecclésiastique de Narbonne. Chacun des diocèses qui la composent a été confié à un de nos disciples ayant suivi nos cours d'initiation à la Faculté des lettres de Montpellier avec indication des problèmes à traiter que nous avions antérieurement signalés dans un article de la *Revue de l'histoire de l'Église de France*, où l'on trouvait toutes les directives nécessaires pour une étude diocésaine<sup>1</sup>. A l'heure actuelle, nous avons entre les mains huit mémoires dont nous avons pu dégager les conclusions générales dans une communication à l'Académie des inscriptions et belles-lettres<sup>2</sup>, et nous n'attendons plus que le neuvième, concernant les diocèses de Béziers et d'Agde, avec lequel sera terminée l'étude des évêchés français de la province. Les résultats de cette enquête ont été des plus curieux. Le dépouillement des cartulaires, l'examen des canons conciliaires, des chroniques et des divers matériaux rassemblés dans l'*Histoire de Languedoc* ont prouvé que l'Église n'a été nulle part plus que dans la province de Narbonne sous le pouvoir des seigneurs, mais que, contrairement à ce que l'on avait pensé jusqu'ici, cette tutelle n'avait pas entraîné pour le clergé la déchéance morale que l'on a si souvent flétrie, ni même provoqué une baisse sensible de la vie religieuse. Bien que le comte ou le vicomte nomme généralement l'évêque, qu'il choisit le plus souvent dans sa propre famille (l'évêché est rarement vendu), et que les élections épiscopales aient à peu près disparu, les prélats issus de ce régime, à très peu d'exceptions près, ont rempli les devoirs inhérents à leur charge et, parce que la simonie a été pratiquée par Guifred de Narbonne et Frotaire de Nîmes, l'on ne doit pas porter sur eux une condamnation globale qu'infirmant les enquêtes diocésaines. Même le clergé inférieur n'a pas été aussi dépravé que l'on a bien voulu le dire et rares sont les chartes où il est question de prêtres mariés ; les con-

1. A. FLICHE, *La Réforme grégorienne sujet d'histoire diocésaine*, dans *Revue de l'histoire de l'Église de France*, t. XII, 1926, p. 145-167.

2. *Premiers résultats d'une enquête sur la Réforme grégorienne dans les diocèses français*, dans *Comptes-rendus des séances de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, 1944, p. 162-180.

ciles de la province se sont bornés à promulguer la législation romaine et n'ont pas eu à sévir contre le désordre des mœurs sacerdotales ; il faut ajouter que l'action des légats pontificaux n'a jamais été sérieusement contrariée et que l'introduction de la réforme grégorienne, précédée de réformes locales qui lui enlevaient parfois sa raison d'être, souvent facilitée par le pouvoir temporel, n'a pas donné lieu dans la province de Narbonne à ces violents incidents qui se sont produits ailleurs en France, par exemple en Bourgogne et en Aquitaine.

D'autres points seraient encore à noter, essor de la vie religieuse résultant de la persistance de l'esprit monastique insufflé par saint Benoît d'Aniane, affranchissement des églises et des abbayes au début du XII<sup>e</sup> siècle, mais peu importe. Si nous avons cru devoir insister sur ces résultats, c'est uniquement pour montrer à quel point une étude d'histoire régionale, conduite avec méthode et menée en commun, peut modifier certaines données de l'histoire générale, et l'on se demande ce qui adviendra le jour où, au lieu d'une province isolée, dix ou douze auront été explorées de la même façon.

C'est bien là qu'il faudrait en venir. Lors du dernier congrès international d'histoire, tenu à Zurich en 1938, à la suite d'un rapport sur *l'État actuel des études d'histoire ecclésiastique en France*, il avait été créé une commission d'histoire ecclésiastique comparée chargée de promouvoir sur trois grandes questions fixées par elle (la Réforme grégorienne était du nombre) des enquêtes du genre de celle dont il vient d'être rendu compte. Les circonstances ont malheureusement imposé un ajournement, mais il faut espérer que sous peu cette commission pourra reprendre son activité et que des initiatives du même ordre seront prises dans d'autres domaines, tellement il paraît souhaitable que l'on entre résolument dans cette voie et que l'on invite les historiens régionaux, mieux armés pour le travail scientifique et mieux disciplinés, à se concerter en vue d'enquêtes sur un certain nombre de problèmes pour l'étude desquels leur concours peut être très précieux.

A cet effet, il est indispensable que les groupements se multiplient et qu'une entente s'établisse entre les différentes Fédérations régionales jusqu'ici trop isolées les unes des autres. L'initiative ne saurait venir que du Comité français des sciences historiques qui, seul, peut jouer entre ces Fédérations le rôle d'organe de liaison. Il en avait été ainsi décidé lors de sa création, mais, par la suite, très absorbé par une autre tâche, celle de représenter les historiens de notre pays au Comité international et de préparer la participation française aux Con-

grès internationaux, il n'a pas toujours trouvé le temps nécessaire pour parfaire l'organisation ébauchée en 1925. Les quelques considérations qui viennent d'être développées sur l'orientation possible des études d'histoire régionale, les résultats obtenus par les Universités provinciales et par les Fédérations historiques ne peuvent qu'aboutir à un vœu en faveur d'une reprise de son action nationale en même temps que de son rôle international. Plusieurs Fédérations régionales ont réussi à coordonner les activités de leurs ressortissants et à les diriger vers des tâches communes. Il est infiniment souhaitable que le Comité français des sciences historiques, dont relèvent diverses Fédérations, propose à son tour à celles-ci l'examen de quelques problèmes historiques, en nombre d'ailleurs limité, auxquels des études régionales seraient susceptibles d'apporter de précieuses données, ou, si l'on préfère, qu'il prenne résolument en mains la direction générale du travail historique en France en établissant un plan d'ensemble et en donnant des mots d'ordre aux Fédérations qui, à leur tour, les transmettraient aux Sociétés savantes de leur ressort. Rien n'empêcherait, d'ailleurs, les Fédérations régionales de faire elles-mêmes des suggestions et de solliciter, par l'intermédiaire du Comité, le concours des autres Fédérations pour des initiatives dont on ne leur saura jamais mauvais gré. L'essentiel est que le travail par équipe puisse s'organiser rationnellement sous une direction éclairée et que tous les historiens français, à quelque milieu qu'ils appartiennent, soient mis en mesure d'apporter leur contribution à la science.

On verra alors de quel rendement est capable l'histoire régionale et l'on ne tardera pas à s'apercevoir que les érudits provinciaux, groupés dans des Fédérations, encadrés par des universitaires prêts à leur apporter une aide amicale, justifient pleinement l'optimisme que nous professons à leur égard.

Augustin FLICHE,  
Membre de l'Institut,  
Professeur à l'Université de Montpellier.

---

# L'ADMINISTRATION MONARCHIQUE

## AVANT LES INTENDANTS

### PARLEMENTS ET GOUVERNEURS

---

Nul ne serait sans doute tenté aujourd'hui de prendre à son compte cette phrase d'un érudit du siècle dernier : « Avant la création des intendants, il n'y avait pas dans les provinces d'administration proprement dite<sup>1</sup>. » Depuis qu'elle a été écrite, l'histoire de nos anciennes institutions a fait quelques progrès. Ne nous faisons pas d'illusions, cependant. Le problème qu'elle pose implicitement n'a pas encore trouvé sa solution. Il y a peu encore, Georges Pagès croyait pouvoir constater que nous ne savons pas comment la France fut administrée pendant la longue période qui s'étend du règne de François I<sup>er</sup> au ministère de Mazarin<sup>2</sup>.

En vérité, notre ignorance atteint-elle pareille mesure? Ses limites n'ont-elles pas été exagérément reculées par un historien trop exigeant, trop scrupuleux? Nous nous proposons de montrer ici que, sans avoir recours à des sources inédites, on peut dès maintenant se faire une idée suffisamment précise des pratiques administratives de l'Ancien Régime avant l'institution des intendants.

Dans l'article auquel nous venons de nous référer, Pagès a fait remarquer que le mot administration n'avait pas, dans la langue du xvi<sup>e</sup> siècle, même valeur que de nos jours. On ne l'employait guère encore sans attribut. On ne disait pas : « l'Administration », pour désigner le personnel au service de la machine administrative, pas plus qu'on ne disait : « le Gouvernement », pour désigner les représentants de l'autorité gouvernementale.

Arrêtons-nous un instant sur cette question de vocabulaire. Elle a

1. M. CORENDY. *Mémoire historique sur les modes successifs de l'administration dans la province d'Auvergne*, 1856, p. 6.

2. G. PAGÈS. *Essai sur l'évolution des institutions administratives en France, du commencement du XVI<sup>e</sup> siècle à la fin du XVII<sup>e</sup>* (Revue d'histoire moderne, 1932), p. 8.

sa grande importance. On distinguait mal, tout d'abord, entre les deux termes de *gouvernement* et *administration*. On les accouplait volontiers, et l'on se donnait aisément l'air de les confondre. Sans doute les juristes, encore habitués à écrire et peut-être à penser en latin, ne s'y montraient pas enclins. Ils n'auraient pas traduit *administratio regni* par « gouvernement du royaume ». Ils disaient que le roi était non pas propriétaire, mais administrateur du royaume<sup>1</sup> : formule dans laquelle le mot a son acception moderne. Mais l'usage le plus commun n'était pas celui des juristes. Sous la plume des secrétaires auxquels incombait la rédaction des actes royaux, ce n'était pas le mot « administration » qui venait le plus naturellement dans les cas où nous l'emploierions aujourd'hui. Il avait toutes sortes de substituts. Voici, à titre d'exemple, une ordonnance de Louis XII en 1508. La législation relative à l'administration du Domaine y est évoquée dans les termes suivants : « édicts et ordonnances touchant le fait, ordre, conduite, gouvernement, entretenement et augmentation du Domaine<sup>2</sup>... ». Ce n'est pas tout à fait un hasard si, parmi tant de synonymes approximatifs, figure *gouvernement* et non *administration*. Car on parlait plus volontiers du *gouvernement* des finances et de l'*administration* de la justice.

Le plus proche équivalent du mot *administration*, nous ne le trouvons pas dans cette énumération, bien qu'il soit, à l'époque, d'un usage extrêmement général : c'est *police*. A la différence de *gouvernement* et *administration*, il s'emploie la plupart du temps sans attribut. Il se suffit à lui-même. Comme la Justice, la Police est une entité familière à tous. C'est une des colonnes de l'État.

Est-ce à dire que nous soyons autorisés à traduire, en chaque occasion, *police* par *administration*? Il s'en faut, et de beaucoup. La langue du xvi<sup>e</sup> siècle est encore très mal fixée, et le même terme y a souvent des acceptions assez différentes. C'est le cas pour *police*.

Le mot est parfois employé au pluriel. Cela seul suffirait à nous avertir que la première acception, celle à laquelle nous nous sommes d'abord arrêtés, n'en épuise pas le contenu. Dans ce cas, son sens le plus général est celui qu'a de nos jours le mot « législation ». Ainsi chez Montaigne : « Les bonnes polices prennent soing d'assembler les citoyens et les rallier... aussi aux exercices et jeux<sup>3</sup>. » « Il y a des

1. Voir, par exemple, Du MOULIN, cité par ROMIER. *Le royaume de Catherine de Médicis*, t. 2, 1922, p. 47.

2. *Ordonnances des rois de la troisième race*, t. 21, p. 375.

3. *Essais*, livre 1, chap. 26.



polices qui se sont meslées de reigler la justice et opportunité des morts volontaires<sup>1</sup>. » « Les loix et les polices, dit un garde des sceaux devant les États de 1588, pour bonnes qu'elles soient, ont besoin du magistrat et des membres et ministres de la justice, qui les doivent garder, faire garder, et empescher les contraventions<sup>2</sup>. »

Chez d'autres auteurs, il faudrait plutôt traduire le pluriel *polices* par *organisation politique*. Guillaume Bouchet, parlant de l'Amérique, écrit : « Ceux qui ont voyagé en ce nouveau monde asseurent y avoir trouvé des estats et grandes polices maintenues des femmes, sans hommes<sup>3</sup>. » Et Étienne Pasquier, dans une de ses *Lettres* : « Je vous passe que les Romains, vivans sous un estat populaire et non sous une monarchie et royauté, nos polices et nos magistrats n'ont aucune communauté des uns aux autres<sup>4</sup>. »

On pourrait être tenté d'en déduire qu'en passant du singulier au pluriel le mot *police* change d'être et de signification. De quoi il serait aisé de prendre à témoin l'auteur d'un *Traitté de la Majesté royale*, paru en 1597, Poisson de la Bodinière : « Il y a, dit-il, double gouvernement en une république, par les loix et par la police<sup>5</sup>. » Tout à l'heure, *police* nous paraissait être l'équivalent de *législation*. Et maintenant nous voyons la *police* soigneusement distinguée des *lois*, mise en quelque sorte en opposition avec les lois<sup>6</sup>. Il est vrai que cette autre acception du mot n'est pas reçue par tous. Montaigne, par exemple, n'y souscrirait pas. Même au singulier, le mot évoque toujours pour lui, soit l'ensemble des lois qui régissent un pays, soit l'ensemble des institutions fondées sur ces lois. Caractéristique, entre beaucoup d'autres, est ce passage des *Essais* : « Il y a grand doute s'il se peut trouver si évident profit au changement d'une loy receue,... d'autant qu'une police c'est comme un bastiment de diverses pièces jointes ensemble, d'une telle liaison qu'il est impossible d'en esbranler une que tout le corps ne s'en sente<sup>7</sup>. »

1. Livre 2, chap. 3.

2. CH.-J. DE MAYER. *Des États-Généraux...*, 1789, t. 14, p. 391.

3. *Les Séries de Guillaume BOUCHET*, éd. 1873, t. 1, p. 88.

4. E. PASQUIER. *Lettres*, éd. 1619, t. 1, p. 690. — Notons que ce pluriel, qui nous est devenu étranger, est encore employé en Angleterre. *Policies* est d'usage courant, tout comme *policy*, et dans des acceptions assez différentes de la seule qui ait cours chez nous. Un ouvrage récent s'intitule, par exemple, *The economic policies of Richelieu*. L'usage anglais d'aujourd'hui peut nous aider à nous faire une idée de ce que le mot représentait pour nos ancêtres du XVI<sup>e</sup> siècle.

5. P. 13-14.

6. Parlons, continue l'auteur, « du gouverneur politic..., et de la différence de luy d'avec le législateur » (*ibid.*).

7. Livre 1, chap. 23. — Le sens d'*organisation politique* est un de ceux que conservera

Nous pourrions multiplier les exemples. Retenons seulement, au terme de cette brève excursion dans le domaine de la philologie, que la signification du mot reste indécise, flottante. Il nous suffira de savoir, à n'en pas douter, que la notion évoquée par le mot *police* recouvre bien souvent notre notion moderne d'administration. *Police générale du royaume, police commune de la France*, ce sont là expressions courantes et qui ne prêtent guère à confusion. Le chancelier Duprat, dans un discours de 1517, nous fournit cette définition : « Faire vivre en tranquillité et repos, et enrichir ses subjectz, qui sont choses qui consistent en pollice et bonne administration de la chose publique<sup>1</sup>. »

Notons cependant que, vers le milieu du siècle, apparaît une acception restreinte du mot, qui annonce la nôtre, mais ne supplantera pas de longtemps l'acception la plus courante. On se met à parler, en effet, de l'*administration de la police*. Cela seul suffit à indiquer que les deux mots administration et police cessent d'être synonymes et tendent à s'éloigner l'un de l'autre. Le premier garde un sens très général. Le second s'applique plus spécialement à une partie déterminée de l'administration, celle dont la tâche propre est d'assurer le maintien de l'ordre, de la décence et de la santé publiques. Ainsi l'ordonnance de 1567 sur la *police générale du royaume* prescrit que dans toutes les grandes villes un certain nombre de notables seront élus pour vaquer au « fait de police » en collaboration avec les officiers du roi. La dénomination de ces agents auxiliaires de l'administration sera le plus souvent *commissaires députés pour la police* ou, en abrégé, *commissaires de la police*<sup>2</sup>. Ce ne sont d'ailleurs pas les ancêtres des modernes *commissaires de police*, nés, ceux-ci, au XVII<sup>e</sup> siècle seulement.

L'adjectif *politique* suit le sort du substantif dont il dérive. Et l'acception nouvelle se reflète dans son emploi. Des lettres royales de 1572, tranchant un conflit entre la municipalité de Nantes et le sénéchal du lieu, attribuent au sénéchal la « juridiction politique et police de la ville<sup>3</sup> ». L'assemblée des notables de 1583, qui demande

longtemps le mot. Voir, à ce sujet, DIDEROT. *Essai historique sur la police*, publié par M. TOURNEUX (Revue historique, t. 25, 1884).

1. Journal de Jean BARRILLON, publ. par DE VAISSIÈRE, t. 1, p. 279.

2. FONTANON. *Recueil des édits et ordonnances*, éd. 1585, t. 1, p. 755 ; DE LA BARRE, *Formulaire des Élus*, 1627, p. 588. — A Thiers on parle de *délégés au fait de la police* (H. JACQUETON. *Études sur la ville de Thiers*, 1894, p. 52).

3. PERRAUD-CHARMANTIER. *Le sénéchal de Nantes dans ses rapports avec les conseillers au présidial*, 1925, p. 81.

l'institution dans les villes de juges spéciaux pour s'occuper exclusivement du *fait de la police*, les appelle tantôt *juges de la police* et tantôt *juges pollitiques*<sup>1</sup>.

\* \* \*

D'accord avec le lexique, nous sommes donc en droit de poser en ces termes le problème des institutions administratives dans la France du xvi<sup>e</sup> siècle : à qui appartiennent les pouvoirs de police, au sens large du mot?

La question comporte une première réponse, très générale. Justice et police se trouvent entre les mêmes mains. La police, bien que nettement distincte de la justice, et dans une large mesure s'opposant à elle, en est considérée volontiers comme une dépendance, tout au moins comme un complément indispensable. Elle comporte, en effet, un pouvoir d'exécution, et au besoin de coercition, sans lequel la justice est impuissante. Tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, exercent des pouvoirs de justice détiennent en même temps des pouvoirs de police. Tous les juges sont en même temps des administrateurs.

Par suite, la hiérarchie est exactement la même dans les deux secteurs. Au plus bas degré, ce sont les anciennes autorités, seigneuriales ou municipales. Corps échevinaux et seigneurs en possession du droit de justice sont pareillement aptes à trancher toutes questions relevant de la police, au sens large comme au sens restreint du mot. La juridiction des métiers, la réglementation des marchés, la taxation des denrées de première nécessité sont, par exemple, des attributions de *police* qui appartiennent à toutes les *justices* subalternes<sup>2</sup>.

Les représentants de l'autorité royale cumulent, eux aussi, les deux sortes d'attributions. Baillis et sénéchaux, comme leurs subordonnés, ceux qu'on appelle *juges ordinaires*, prévôts, viguiers ou châtelains, ne rendent pas seulement des sentences. Ils ont droit de commandement, et ils disposent des moyens de se faire obéir. A partir du milieu du siècle, ils ne sont plus choisis que parmi les gens d'épée, gens « de robe courte ». Dès lors, il n'y aura plus de juristes parmi eux. Aussi n'auront-ils plus le droit de juger; ils devront se contenter d'exercer à titre honorifique la présidence du tribunal de bailliage ou de sénéchaussée.

1. DE MAYER. *Des États-Généraux...*, 1789, t. 14, p. 229-231.

2. Cf. H. HAUSER. *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*, nouv. éd., 1929, p. 132 ss.; OLIVIER-MARTIN. *L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*, 1938, p. 198-200.

On parle couramment d'*administration bailliagère*. L'expression ne saurait être condamnée. Il ne faudrait pas, cependant, qu'elle prêtât à confusion. M. Dupont-Ferrier a suggéré une comparaison qui nous paraît dangereuse. « Les bailliages et les sénéchaussées, dit-il, étaient les cadres de l'administration monarchique d'alors, comme les départements sont les cadres administratifs à notre époque<sup>1</sup>. » Sans doute le nombre des bailliages et sénéchaussées, au début du siècle, est-il sensiblement égal à celui de nos départements. Et, par conséquent, le ressort d'un bailli de jadis est à peu près équivalent à celui d'un de nos modernes préfets. Mais entre l'un et l'autre il n'y a pas d'assimilation possible. Le préfet du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle est la cheville ouvrière de toute l'administration. Il relève sans intermédiaire du pouvoir central, et donc se situe à un échelon supérieur de la hiérarchie. Le bailli, au contraire, en tant qu'administrateur, ne joue qu'un rôle de second plan. Interposées entre lui et le pouvoir central, deux sortes d'autorités le tiennent dans une étroite subordination, l'utilisent comme un simple agent d'exécution, le gouverneur de la province, d'une part, et, de l'autre, le Parlement<sup>2</sup>.

C'est aux Parlements et aux Gouverneurs qu'appartient essentiellement, au XVI<sup>e</sup> siècle, l'autorité administrative. Ils se la partagent, ou, plus exactement, se la disputent. Ils sont en permanente rivalité d'attributions sur ce terrain<sup>3</sup>.

Parfois la royauté intervient directement, par-dessus leur tête. La royauté, c'est-à-dire le Conseil, Conseil privé jusqu'à Henri III, et ensuite Conseil d'État. C'est du Conseil, disent dans des doléances au roi les États du Languedoc, que « viennent les premiers mouvements de l'administration et direction de cestui vostre royaume,

1. *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du moyen âge*, 1902, p. 1.

2. Cette double subordination a été bien établie, mais insuffisamment mise en relief, par M. DUPONT-FERRIER, *op. cit.* On complètera, touchant le rôle du Parlement dans la nomination, l'enquête préalable à la réception, la prestation du serment devant la Grand'-Chambre, etc., avec F. AUBERT. *Le Parlement de Paris au XVI<sup>e</sup> siècle* (extrait de la Nouvelle Revue historique de droit, 1905). — Sur les baillis et sénéchaux du XVI<sup>e</sup> siècle, nous disposons de peu de monographies. Citons, parmi les meilleures : P. DUPIREUX. *Les institutions royales au pays d'Étampes (1478-1598)*, 1931 ; E. MAUGIS. *Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du bailliage d'Amiens de 1300 à 1600*, 1906 ; P. DE LA BUSSIERE. *Le bailliage de Mâcon. Étude sur l'organisation judiciaire du Mâconnais sous l'Ancien Régime*, 1914 ; MALMEZAT. *Le bailli des Montagnes d'Auvergne et le présidial d'Aurillac comme agents de l'administration royale*, 1941.

3. Lorsque, dans son article plus haut cité, Pagès cherchait à déterminer quels étaient les principaux agents de l'administration monarchique au XVI<sup>e</sup> siècle, il est singulier qu'il ne se soit précisément arrêté ni aux Parlements ni aux gouverneurs.

comme de la principale fontaine et source<sup>1</sup> ». Mais le Conseil n'est qu'une suprême instance. Il n'est appelé à donner son avis que dans des cas difficiles, lorsqu'il y a des litiges à trancher. Il s'occupe davantage de contentieux administratif que d'administration proprement dite<sup>2</sup>. Cela nous dispensera de parler de lui plus longuement, pour nous attacher au rôle joué par les Parlements et par les Gouverneurs.

Que les Parlements, en marge de leur activité comme cours souveraines de justice, aient exercé des attributions d'ordre administratif, nul historien du droit et des institutions qui ne le sache. Mais avec quelle singulière discrétion la plupart touchent à cette question ! On ne se douterait pas, à les lire, que toute l'histoire administrative de l'ancienne France, du moins avant l'époque Louis XIV, est contenue dans les registres des Parlements<sup>3</sup>. Quelqu'un, pourtant, l'a dit explicitement, un grand érudit du siècle dernier, Léon de Laborde, dans la substantielle préface qu'il a donnée à l'*Inventaire des Actes du Parlement de Paris* : « L'action du Parlement s'est exercée sur tous les intérêts de la nation et des individus, et l'enregistrement régulier des affaires qui lui ont été déferées et de toutes les décisions qu'il a prises forme la plus vaste encyclopédie du droit, de l'administration et de la politique de la France pendant cinq siècles... Il n'est pas d'intérêts publics ou particuliers, d'affaires d'État ou de mesures municipales qui ne fussent de son ressort<sup>4</sup>. » Mais cette voix isolée, cette voix d'un homme à qui ses fonctions de directeur général des Archives permettait cependant de bien savoir ce dont il parlait, n'a pas été entendue. Le rôle politique des Parlements a presque exclusivement retenu l'attention des chercheurs. Les *Arrêts de règlement* n'ont même pas fait l'objet d'une enquête systématique. Sur cet important sujet, on ne trouve à citer qu'une récente et modeste thèse de doctorat en droit, un de ces travaux d'école dont il serait imprudent d'attendre beaucoup de clartés nouvelles<sup>5</sup>.

1. P. DOGNON. *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII<sup>e</sup> siècle aux guerres de religion*, 1896, p. 431.

2. N. VALOIS. *Inventaire des Arrêts du Conseil d'État. Règne de Henri IV*, 1886, Introduction, p. CXXIV-VI.

3. Les deux plus récents manuels d'histoire du droit français, celui de CHÉNON (t. 2, 1929) et celui de M. DECLAREUIL, 1925, ne font aucune place aux Parlements sous la rubrique « Administration ». C'est dans d'autres chapitres qu'il faut aller chercher le peu qui nous est dit de leur activité administrative.

4. P. 1863. — C'est dans cette *Préface* qu'on trouvera l'étude la plus poussée jusqu'ici des multiples activités du Parlement de Paris.

5. G. DETEIX. *Les Arrêts de règlement du Parlement de Paris*, 1930.



Avec les arrêts de règlement, on touche cependant au cœur du problème qui nous occupe. Le droit de police, à l'analyse, se décompose en plusieurs éléments. A côté du pouvoir de contrainte, le plus apparent, il faut placer le pouvoir de réglementation. Tous ceux qui détiennent le droit de police, seigneurs justiciers, échevinages, juges « ordinaires », baillis ou sénéchaux, Parlements enfin, l'exercent chacun dans sa sphère d'autorité. Tous peuvent valablement émettre des règlements, auxquels, par assimilation abusive avec les actes législatifs, on donne parfois le nom d'ordonnances, mais qui diffèrent radicalement des ordonnances royales, en ce que, d'une part, ils ne sont exécutoires que dans l'étendue de la juridiction dont ils émanent, et que, d'autre part, ils peuvent toujours être réformés ou annulés par la juridiction supérieure<sup>1</sup>. Le pouvoir réglementaire des Parlements ne se différencie pas spécifiquement de celui des juridictions subalternes. Il s'exerce seulement dans un ressort beaucoup plus étendu. Certains ont vu dans l'exercice de ce pouvoir une participation du Parlement à la puissance législative, et supposé que la royauté lui déléguait une autorité spéciale à cet effet. Cela paraît tout à fait inutile. Le Parlement rend des arrêts de règlement de son autorité propre. Et ces arrêts ont exactement même valeur que tous les actes des cours souveraines. Ils n'entrent pas en concurrence avec les actes de la royauté. Jamais un arrêt de règlement ne prévaudra contre une ordonnance royale. Son objet est de combler une lacune de la législation, ou, mieux encore, de fournir des directives pour l'application de quelque disposition législative : en quoi il joue le rôle de ce que nous appelons aujourd'hui *décret portant règlement d'administration publique*. Comme les arrêts de justice rendus par les Parlements, les arrêts de règlement peuvent être cassés et annulés par arrêts du Conseil. Certains contiennent d'ailleurs, touchant les droits supérieurs de la royauté, une formule de sauvegarde du genre de celle-ci : « par manière de provision et jusque autrement par le Roy ait été ordonné<sup>2</sup> ».

Regardons d'abord à l'œuvre le Parlement de Paris. La matière

1. Cf. Ch. LOYSEAU. *Des seigneuries* (1608), chap. 3, par. 12; chap. 9, par. 3 et 7; LA ROCHE-FLAVIN. *Treize lires des Parlements de France* (1621), livre 13, chap. 23, par. 2 ss.

2. SAULNIER DE LA PINELAIS. *Le Barreau au Parlement de Bretagne*, 1896, p. 31; cf., du même auteur, *Les gens du roi au Parlement de Bretagne*, 1902, p. 295-341. — Une étude qui voudrait être exhaustive — ce n'est pas la prétention de celle-ci — devrait réunir le plus grand nombre possible d'arrêts de règlement. Des recueils fragmentaires ont été publiés. On en trouvera l'indication dans GLASSON. *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. 8, 1903, p. 215-216, et dans CHÉNON, *op. cit.*, p. 364.

est immense. Nous n'aurons pas la prétention de l'épuiser. Il nous suffira de rassembler un certain nombre de faits caractéristiques, empruntés aux différents domaines dans lesquels s'exerce l'activité de la Cour. Nous ne nous demanderons pas si ces interventions sont légales ou non. Au regard du droit public de l'époque, il suffit que la royauté n'y fasse pas opposition pour qu'elles apparaissent légitimes.

Rien que sur la part que prend le Parlement à l'administration des affaires ecclésiastiques, il y aurait tout un volume à écrire. Il n'est guère de recoin de ce vaste domaine qui échappe à ses regards. C'est à peine s'il se laisse arrêter par la barrière que dresse devant les usurpations de l'autorité laïque la distinction fondamentale entre spirituel et temporel. En sa personne, l'Église et l'État apparaissent étroitement liés. Aussi bien, à l'origine, sa composition en faisait un corps mi-laïque, mi-ecclésiastique. Sans doute les *conseillers clercs* ne constituent-ils plus qu'une minorité. Et même ils sont peu à peu supplantés par des laïcs. Mais leur place n'en reste pas moins marquée. Leurs suppléants sont officiellement qualifiés *conseillers laïcs tenans lieu de clercs*.

Les innombrables conflits auxquels donne lieu la possession des bénéfices sont naturellement de sa compétence. Même si les parties n'ont pas recours à lui, même s'il n'y a pas procès en forme, il s'attribue le droit de trancher. Il en est de même pour les affaires contentieuses relatives à la dime. A l'époque des guerres civiles, les décimaux, en révolte contre la lourdeur de l'impôt, sollicitent son arbitrage<sup>1</sup>.

Il rappelle à des évêques négligents ou trop dépensiers certaines charges financières qui leur sont traditionnellement imposées et auxquelles il ne leur est pas permis de se soustraire. Il veille à l'observation de la règle dans les couvents, s'associe à toutes les tentatives de réforme monastique. Au besoin il déplace un abbé, fait enfermer des moines récalcitrants<sup>2</sup>. Devançant les prescriptions du concile de Trente, il s'efforce, d'accord avec la royauté, d'imposer au clergé l'obligation de la résidence. Il donne des ordres aux évêques. Et

1. P. VIARD. *Histoire de la dime ecclésiastique en France au XVI<sup>e</sup> siècle*, 1914, *passim*; V. CARRIÈRE. *Les épreuves de l'Église de France au XVI<sup>e</sup> siècle* (Revue d'histoire de l'Église de France, t. 12, 1926), p. 172 ss.

2. IMBART DE LA TOUR. *Les origines de la Réforme*, t. 1, 1905, p. 117-121, et t. 2, *passim* (notamment p. 486 ss.); F. PASQUIER. *Les Grands Jours de Poitiers*, 1874, p. 75-80. — Pour une époque un peu plus ancienne, on se reportera à GLASSON, *op. cit.*, t. 6, 1895, p. 265 ss.

il menace de saisie de leur temporel ceux qui n'obéiraient pas<sup>1</sup>.

Par là nous abordons, il est vrai, des questions qui touchent aux rapports généraux entre l'Eglise et l'Etat. Et c'est un aspect de l'action des Parlements que nous n'avons pas à envisager ici. Tenons-nous-en aux matières d'ordre plus proprement administratif.

L'enseignement, l'assistance étaient depuis des siècles choses d'Eglise. Leur histoire, au moyen âge, est un chapitre d'histoire ecclésiastique. Aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, le Parlement, par une action continue, persévérante, tend à leur donner peu à peu le caractère de services d'Etat, gérés sous sa surveillance, c'est-à-dire sous le contrôle de l'autorité royale.

« On a écrit plusieurs fois l'histoire de l'Université, s'indignait L. de Laborde, sans y faire figurer le Parlement de Paris, qui fut tout pour elle. » L'expression est à peine forcée<sup>2</sup>. Nous sommes à même d'en juger grâce à un chapitre de l'*Histoire du Parlement de Paris*, d'Edouard Maugis<sup>3</sup>. Il n'y est pas seulement question des pouvoirs de justice dans lesquels le Parlement s'est substitué aux tribunaux ecclésiastiques, mais du droit de réglementation générale et de réformation qu'il s'arroge sans rencontrer davantage d'opposition. Ses arrêts touchent à la fois à la discipline et à l'enseignement, « ordre et durée des cours, distribution des matières entre les années du cycle de scolarité, les règles sans cesse violées des examens, de la promotion des régents, de l'élection des recteurs, doyens des Facultés, principaux des collèges,... etc ». Toutes les Universités du ressort, Orléans, Angers, Bourges, Poitiers, aussi bien que Paris, subissent la même tutelle autoritaire. Un autre historien du xvi<sup>e</sup> siècle compare l'action de la Grand'Chambre dans ce domaine à celle d'un véritable Conseil supérieur de l'instruction publique<sup>4</sup>.

Les établissements hospitaliers, issus de fondations pieuses et plâ-

1. E. MAUGIS. *Histoire du Parlement de Paris de l'avènement des rois Valois à la mort d'Henri IV*, t. 1, 1913, p. 725.

2. P. XLVII.

3. Du contrôle et de la réformation des Universités par le Parlement au xvi<sup>e</sup> siècle (au t. 2, 1914, p. 352-387). — On peut compléter avec IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 531-534, et F. AUBERT. *Le Parlement et la ville de Paris au XVI<sup>e</sup> siècle* (extrait de la Revue des Etudes historiques, 1905), p. 464-476 ; du même auteur, *Histoire du Parlement, de l'origine à François I<sup>er</sup>*, t. 1, 1894, p. 311-315.

4. F. AUBERT. *Le Parlement et la ville de Paris*, p. 467. — L'Université fondée à Issouire en 1518 par Thomas Duprat, évêque de Clermont, est contrainte par le Parlement, sur requête de l'Université de Paris, à fermer ses portes ; cf. E. JALOSTRE. *Les anciennes écoles de l'Auvergne*, 1881, p. 104-105.

cés par leurs fondateurs sous la protection d'un évêque ou d'un chapitre qui en désigne les administrateurs, reconnaissent pour la plupart, au XVI<sup>e</sup> siècle, l'autorité supérieure des Parlements. Le cas de l'Hôtel-Dieu de Paris permet de comprendre comment l'évolution s'est produite. C'est, ici encore, par extension de ses attributions juridictionnelles, par un lent glissement du terrain de la justice à celui de la police, que le Parlement a réalisé ses conquêtes.

Le chapitre de Notre-Dame exerçait à l'Hôtel-Dieu les pouvoirs de tutelle. Le personnage qu'on appelait le *maître de l'Hôtel-Dieu*, le chef du personnel masculin, était à sa nomination. En 1497, le Parlement fut appelé à trancher un litige entre le chapitre et le maître. Mais sa sentence, qui condamnait le maître à la destitution et à l'emprisonnement, fut mal acceptée à l'Hôtel-Dieu. L'hostilité y grandit contre le chapitre, dont l'autorité fut bafouée; on demanda avec insistance que la tutelle lui fût enlevée pour être confiée à des laïcs; pendant des années nul ne voulut accepter les fonctions de *maître*. En 1505, les chanoines, découragés, se résignèrent à demander à la municipalité parisienne de bien vouloir assumer l'administration du temporel. Le Parlement, qui n'avait pas cessé de s'intéresser à la question, se fit représenter dans l'assemblée réunie à l'Hôtel-de-Ville pour en délibérer. Et les statuts organisant le nouveau régime lui furent soumis pour approbation. Huit *proviseurs* laïques seraient désormais nommés par la ville; ils auraient à rendre des comptes devant une commission composée de délégués de l'échevinage, du Parlement, de la Chambre des Comptes et du chapitre. On peut penser si ceux du Parlement y parlèrent haut. Ce ne fut pas seulement par leur intermédiaire que la Cour s'acquit l'influence prépondérante dans l'administration de l'Hôtel-Dieu, mais aussi en rendant des arrêts en faveur des proviseurs dans les litiges qui ne cessaient de les opposer au chapitre<sup>1</sup>.

Les autres établissements d'assistance, à Paris et dans tout le royaume, se virent successivement appliquer une réforme du même genre. Partout l'Eglise dut céder aux villes ses pouvoirs d'administration, et partout le contrôle des Parlements vint se surajouter à celui des corps municipaux. A Amiens, par exemple, le Parlement intervint d'abord, en 1530, à titre de cour de justice, l'évêque ayant eu l'imprudence de lui déférer une sentence du lieutenant-général

1. E. COYECQUE. *L'Hôtel-Dieu de Paris au moyen âge. Histoire et document*, 2 vol., 1891, t. 1, p. 178 ss.

du bailliage, qui enjoignait à la communauté des Frères de l'Hôtel-Dieu de lui communiquer ses comptes des dix dernières années. Puis, comme son arrêt n'avait pas suffi à calmer les esprits, il décida que la gestion serait réorganisée. Cette réorganisation, confiée à un personnage qu'il désigna d'accord avec le bailli et la ville, eut pour effet, là comme ailleurs, d'éliminer à peu près complètement l'autorité ecclésiastique<sup>1</sup>.

La censure des imprimés, à partir du moment où il y eut des imprimés, avait été d'abord exercée par la Faculté de théologie. Mais l'Église ne tarda pas à être débordée par l'ampleur de la tâche, et elle se vit forcée de solliciter le concours d'un bras laïque. Le Parlement ne se fit pas prier. Introduit dans la place lors des controverses provoquées par les premiers écrits de Luther, il y agit bientôt en maître. Son intervention paraissait d'autant plus naturelle que les écrivains s'adressaient à lui, depuis une dizaine d'années, pour qu'il leur accordât, sous le nom de *privileges*, une sorte de garantie de leurs droits d'auteurs. D'année en année ses pouvoirs s'élargissent. Il ne se borne pas à accorder ou refuser l'autorisation d'imprimer. Il publie des catalogues de livres réprouvés. Il délègue des conseillers pour visiter les boutiques des libraires et faire saisir les ouvrages dont la vente est prohibée<sup>2</sup>.

De lui-même, sous prétexte d'ordre public, il s'annexe la surveillance du théâtre. A partir de 1541, on le voit intervenir dans l'existence des Confrères de la Passion, compagnie privilégiée qui donnait à Paris des *mystères*. Il ne lui permet de poursuivre ses représentations qu'à certaines conditions. Quelques années plus tard, par un arrêt célèbre du 17 novembre 1548, il lui interdit de jouer le *Mystère de la Passion* et autres pièces tirées de l'Écriture sainte : elle devra se limiter à des « mystères profanes, honnestes et licites<sup>3</sup> ». A ce prix il est d'ailleurs disposé à la protéger : il la défend contre le Châtelet,

1. E. MAUGIS. *Recherches sur les transformations politiques et sociales d'Amiens*, 1906, p. 457 ss. — Pour Dijon, voir J. GARNIER et E. CHAMPEAUX. *Introduction aux chartes de franchise de la Bourgogne*, 1918, p. 787 ss. De très nombreuses interventions des Parlements sont signalées à Lyon, Dijon, Orléans, Rouen, Grenoble, par FOSSEYEU. *Les premiers budgets municipaux d'assistance. La taxe des pauvres au XVI<sup>e</sup> siècle* (Revue d'histoire de l'Église de France, t. 20, 1934).

2. E. MAUGIS. *L'histoire de la censure des livres et de l'imprimerie par le Parlement au XVI<sup>e</sup> siècle*, en Appendice au t. 2 de *L'Histoire du Parlement de Paris*, 1914, p. 310-351. — A partir de 1563, les pouvoirs du Parlement en matière d'autorisation seront dévolus au chancelier.

3. PETIT DE JULLEVILLE. *Histoire du théâtre en France. Les Mystères*, t. 1, 1880, p. 412 ss.



qui, à la demande du curé de Saint-Eustache, l'a invitée à ne pas commencer ses représentations du dimanche avant la fin des vêpres<sup>1</sup>. En 1571, puis en 1577 et 1588, il s'en prend à des troupes de comédiens italiens que le roi a fait venir à la Cour ; il leur interdit de donner des représentations, publiques ou privées. La première fois, Charles IX laisse faire. La seconde fois, Henri III se rebiffe ; il intime l'ordre au Parlement de laisser ses protégés tranquilles. La troisième fois, le roi est à Blois, aux prises avec les États, donc hors d'état d'intervenir ; le dernier mot reste au Parlement<sup>2</sup>.

Le Parlement et la ville de Paris : sur ce sujet encore donnons la parole à L. de Laborde. « Il ne se faisait rien dans Paris, au point de vue de l'administration de la justice, de la police, de la voirie, sans l'intervention ou au moins l'attache du Parlement, dont il a consigné les preuves dans ses registres. Or, en lisant Félibien, Lebeuf, de la Mare, et les autres historiens de Paris, impossible de soupçonner l'intervention continuelle du Parlement, d'entrevoir même l'action multiple de ce rouage actif, de tous le plus important<sup>3</sup>. » Depuis que ces lignes furent écrites, Paris a heureusement trouvé d'autres historiens, qui ont fait au Parlement la place qu'il mérite. Des divers chapitres que comporterait une étude d'ensemble du rôle joué par le Parlement en matière administrative, c'est assurément celui pour lequel il existe dès maintenant le plus de matériaux tout préparés.

Un des épisodes les plus caractéristiques de cette histoire se joue au moment où le xvi<sup>e</sup> siècle va s'ouvrir. Une catastrophe endeuille le Paris de 1499. Le pont Notre-Dame, un des trois ponts qui relie la Cité à la rive droite, s'est effondré dans la Seine avec les nombreuses maisons qu'il portait et une partie de leurs habitants. Pour donner une première satisfaction à l'opinion publique, le Parlement, sans attendre les résultats de l'enquête aussitôt ouverte, fait emprisonner le prévôt des marchands, les quatre échevins, les magistrats de l'année précédente, le clerc-receveur et le procureur de la ville, tous ceux dont la responsabilité paraît pouvoir être engagée dans l'affaire. Et, à titre provisoire, il commet « au régime et gouvernement » de la ville cinq personnages de son choix, qu'un de ses membres vient installer à l'Hôtel-de-Ville. Cette commission municipale va rester plusieurs

1. E. PASQUIER. *Un curé de Paris pendant les guerres de religion. René Benoist, le pape des Halles (1551-1608)*, 1913, p. 156.

2. A. BASCHET. *Les comédiens italiens à la cour de France sous Charles IX, Henri III, Henri IV et Louis XIII*, 1882, p. 19-26.

3. P. LIV.

mois en fonctions, tant que le procès criminel intenté aux magistrats emprisonnés ne sera pas terminé, et même au delà. Un arrêt du 9 janvier 1500 proclame ceux-ci déchus de leurs charges et incapables d'en remplir de semblables à l'avenir. Puis, le 1<sup>er</sup> août suivant, le Parlement ordonne de procéder à des élections pour remplacer la municipalité déchue, conformément à un règlement spécial qu'il a émis pour la circonstance. Il paraît avoir mis à profit cette longue période, pendant laquelle il a été le maître à l'Hôtel-de-Ville, pour s'initier à tous les détails de l'administration municipale. En tout cas, son autorité, à partir de ce moment, est solidement établie, et la municipalité ne tentera pas de s'y soustraire<sup>1</sup>. Tout comme le *Prévôt de Paris*, qui fait fonction dans la capitale de bailli royal, le *Prévôt des marchands*, élu de la population parisienne, se considère désormais comme le très humble subordonné de la Cour. Il se reconnaît comptable envers elle de toute une partie de sa gestion. Et il se soumet sans protester aux injonctions ou interdictions qu'elle lui fait signifier. Le premier magistrat de la cité fait piètre figure à côté de ces Messieurs du Parlement. En 1571, lors d'un incident que nous évoquions tout à l'heure, les comédiens italiens, en butte à l'hostilité du Parlement, opposent que l'autorité de jouer leur a été accordée par le prévôt des marchands. Le prévôt, interrogé aussitôt, répond qu'il l'a fait à la recommandation du roi. Et le Parlement de prendre un arrêt faisant « inhibition et défense aud. prévôt de plus donner telles permissions, ny faire ou ordonner autres actes en sa maison ny ailleurs » sans en avoir rendu compte au lieutenant civil et criminel, c'est-à-dire au Châtelet<sup>2</sup>.

L'échevinage paraît accepter sans ombrage cette subordination. Aussi bien n'y a-t-il entre ses membres et ceux du Parlement aucune opposition d'intérêts. Les uns et les autres se recrutent dans le même milieu, celui de la haute bourgeoisie commerçante. Et nombre de parlementaires exercent les fonctions de conseillers de ville, ou d'autres charges municipales<sup>3</sup>. Il en résulte un certain sentiment de solidarité en face d'un gouvernement où domine l'influence de la noblesse d'épée. Cette solidarité se manifeste d'une façon particulièrement nette dans la question des rentes sur l'Hôtel-de-Ville. En 1587, le roi ayant décidé de mettre la main sur les fonds destinés au paiement d'un quartier échu, le Bureau de la ville fait une démarche auprès de Mes-

1. P. ROBIQUET, *Histoire municipale de Paris*, t. 1, 1880, p. 288-297.

2. A. BASCHET, *loc. cit.*

3. P. ROBIQUET, *op. cit.*, p. 297, 476.

sieurs du Parlement « pour les supplier de faire de leur part remontrances au Roy ». Et le Parlement intervient avec énergie, comme on le lui demande. Il interviendra de même en 1604, d'accord avec la Chambre des Comptes, contre une réduction projetée des rentes<sup>1</sup>. En d'autres occasions encore, on le voit porter au roi des doléances que la municipalité n'ose pas présenter elle-même. En 1581, s'adressant à ses maîtres, le corps de ville fait l'humble aveu de sa domestication et se vante de sa docilité : « En ceste ville de Paris, capitale de ce royaume, sont establis trois sortes de magistrats et juges politiques : les premiers et souverains, vous, Messeigneurs, desquelz deux autres prennent leur auctorité, splendeur et lumière, les prévost de Paris et officiers du siège, les prévost des marchans et eschevins de ceste ville, lesquelz avec le plus grand soing et diligence et bonne volonté font vivre et exécuter les édictz et ordonnances de vos arrestz<sup>2</sup>. »

Le Parlement surveille de près les élections municipales. Il y est toujours représenté par plusieurs conseillers. Il n'est d'ailleurs pas moins attaché que les échevins au libre jeu du régime électoral. A la veille du renouvellement de 1596, Henri IV fait savoir à la municipalité en charge qu'il la maintient jusqu'à l'année suivante. C'est supprimer les élections, violer les franchises municipales. La Ville demande au Parlement son assistance, et, d'accord avec lui, en dépit des ordres reçus, elle convoque les électeurs. Grâce à cette entente, le roi peut être mis en échec. Il est contraint d'accepter les élections dont il ne voulait pas. Comme les électeurs ont la sagesse de réélire le prévôt en charge, il s'abstiendra de pousser l'affaire<sup>3</sup>.

Dans les circonstances critiques, lorsque la municipalité est invitée par le pouvoir central à se charger de la mise en défense de la ville et du maintien de l'ordre, en 1512, par exemple, en raison de la menace anglaise, puis, en 1525, à la suite de la captivité du roi, c'est le Parlement qui exerce l'influence prépondérante. Il suggère les mesures indispensables. Au besoin il ordonne, il prend la direction de toute l'administration. En 1525, dans le désarroi général des esprits, il joue même un rôle politique de premier plan. L'épisode a été maintes fois raconté<sup>4</sup>. Aussi ne nous y attarderons-nous pas. Il se situe, d'ailleurs, en dehors du cadre de notre sujet.

1. ROBIQUET. *Paris et la Ligue*, 1886, p. 269-270 ; *Histoire municipale de Paris. Règne de Henri IV*, 1904, p. 445.

2. ROBIQUET. *Paris et la Ligue*, p. 138.

3. ROBIQUET. *Histoire municipale de Paris. Règne de Henri IV*, p. 253-259.

4. Cf., outre les travaux déjà cités de ROBIQUET et de F. AUBERT, R. DOUCET. *Étude sur*

En période normale, le Parlement a des soucis d'urbanisme. En 1508, il prescrit à la municipalité, qui fait élargir la rue menant du pont Notre-Dame au Petit-Pont, de faire reconstruire les maisons démolies d'une même hauteur et forme<sup>1</sup>. En 1533, il invite les propriétaires à faire rentrer leurs maisons dans l'alignement général en supprimant les saillies inutiles<sup>2</sup>. En 1558, il ordonne de faire placer des falots au coin de chaque rue, entre dix heures du soir et quatre heures du matin ; cette innovation, sur laquelle le prévôt des marchands croit devoir faire des réserves, ne réussit d'ailleurs pas à s'implanter à cette date<sup>3</sup>.

L'hygiène de Paris ne le préoccupe pas moins que son esthétique. Il intervient dans les questions de voirie, rend, par exemple, un arrêt en 1578, obligeant la Ville, l'abbé de Saint-Germain et les habitants du faubourg Saint-Germain, à contribuer solidairement à l'enlèvement des boues et immondices qui obstruent la rue de Tournon<sup>4</sup>. En cas d'épidémie, c'est en son nom que les recommandations nécessaires sont portées à la connaissance du public<sup>5</sup>. En 1522, il fait injonction « à toutes personnes demourans ez chambres, bouges, et autres lieux esquelz il n'y a chambres privées, cloacques, ou conduicts pour vuidier leurs immondices, de ne plus jeter icelles immondices par les fenêtres né autrement emmy les rues<sup>6</sup> ».

Par-dessus la municipalité, il s'inquiète aussi de l'approvisionnement de la ville. Il autorise ou interdit la circulation des grains, impose certaines servitudes aux marchands, donne des ordres pour la constitution de stocks en temps de disette<sup>7</sup>. Il n'est rien de ce qui concerne Paris qui lui demeure étranger. Nous nous contenterons de mentionner tout ce qui ressortit à la police au sens restreint du mot : réglementation des étrangers, des Juifs, des tavernes et cabarets, des foires et marchés, des prisons, mesures contre la mendicité, le vagabondage, les manifestations sur la voie publique, les masques et mascarades, les blasphèmes, les jeux de hasard, etc...

le gouvernement de François I<sup>er</sup> dans ses rapports avec le Parlement de Paris (1525-1527), 1926, p. 36-46. — L'autorité du Parlement, dans les jours sombres de 1525, s'étend bien au delà de la capitale et de ses abords ; tout le bailliage d'Amiens compte sur lui, s'adresse à lui (E. MAUGIS. *Essai sur le recrutement...*, p. 8).

1. M. POËTE. *Une vie de cité*. T. 2 : *La cité de la Renaissance*, 1927, p. 103.

2. F. AUBERT. *Le Parlement et la ville de Paris*, p. 340.

3. ROBIQUET, *op. cit.*, 1, p. 454 ; M. POËTE, *op. cit.*, p. 260.

4. ROBIQUET. *Paris et la Ligue*, p. 173.

5. Cf. CRÉREAU. *Les ordonnances faictes et publiées à son de trompe par les carrefours de cette ville de Paris pour éviter le dangier de peste, 1531*. Paris, 1873.

6. FÉLIBIEN. *Histoire de Paris, Preuves*, 2, p. 642.

7. F. AUBERT. *Le Parlement et la ville de Paris*, p. 345-349.

La Ville de Paris n'est pas seule à subir l'autorité, parfois despotique, du Parlement. Dans toute l'étendue du ressort, les communautés urbaines se soumettent à ses décisions, quand elles ne les sollicitent pas. A Troyes, en 1493, c'est un arrêt du Parlement qui rend viable la réglementation des élections municipales fixée par différents actes de Louis XI et de Charles VIII. Les Grands Jours de Troyes, émanation du Parlement, rendent à leur tour un important arrêt en cette matière en 1535. Puis la réforme qu'ils ont amorcée est mise au point par le Parlement le 9 avril 1538. Et la ville ne fait aucune difficulté pour appliquer cet arrêt, tandis qu'elle laisse sans exécution des lettres royales, postérieures de quelques jours, qui instaurent un régime quelque peu différent<sup>1</sup>. A la Rochelle, en 1505, le Parlement intervient comme arbitre entre les habitants et l'échevinage<sup>2</sup>. A Poitiers, le corps municipal lui communique aux fins d'homologation les principaux règlements qu'il émet<sup>3</sup>.

Vis-à-vis du monde du travail, ce sont les corps municipaux qui représentent l'autorité tutélaire. Ce sont eux, d'abord et surtout, qui exercent les pouvoirs de surveillance et de contrôle. Mais il serait bien surprenant que le Parlement ne s'y immiscât pas de quelque façon. Il bataille contre les « assemblées et monopoles » des maîtres et des compagnons. Il s'en prend aux confréries, qui doublent le plus souvent les communautés de métiers : il interdit, par exemple, en 1498, tous banquets entre membres de la confrérie<sup>4</sup>. Un grave conflit met-il aux prises les ouvriers imprimeurs de Lyon avec leurs patrons : le Parlement, sans avoir égard à ce que le sénéchal et le Conseil privé ont été saisis, réglemente par arrêt l'une des questions en litige, celle de l'apprentissage<sup>5</sup>.

Il faut encore dire quelques mots des finances. Si le Parlement se défend de s'en mêler, c'est surtout pour complaire au roi. En fait, il se plie malaisément à voir dans les hautes juridictions financières, Chambre des Comptes et Cour des Aides, des cours souveraines dont les prérogatives balancent les siennes. Il est sans cesse en contesta-

1. J. PATON. *Le corps de ville de Troyes (1470-1790)*, 1939, p. 36, 44.

2. F. AUBERT. *Histoire du Parlement*, p. 310.

3. BOISSONNADE. *Essai sur l'organisation du travail en Poitou*, t. 2, 1900, p. 379 ; du même, *Le socialisme d'État...*, 1927, p. 81. — Il faudrait pouvoir multiplier les exemples. Signalons aux travailleurs ce champ de recherches peu exploré jusqu'ici, l'histoire des relations des Parlements avec les communautés urbaines. Pour l'époque antérieure, cf. H. SÉE. *Louis XI et les villes*, 1891, p. 68-70.

4. H. HAUSER. *Ouvriers du temps passé (XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles)*, éd. 1927, p. 166.

5. *Ibid.*, p. 192, 204, 220.



tions et en conflits avec elles. A côté de sa propre souveraineté il n'en veut pas reconnaître d'autre que celle du roi. Le principe en vertu duquel doit se faire le partage des attributions est cependant très simple : la Chambre des Comptes vérifie les édits concernant les finances, le Parlement tous les autres ; la Cour des Aides a le contentieux de l'impôt (anciennes *finances extraordinaires*), le Parlement celui du Domaine (anciennes *finances ordinaires*). Mais les prétextes ne manquent pas au Parlement pour s'évader de ce cadre. Gardien des *lois fondamentales* du royaume, parmi lesquelles figure en bonne place le principe de l'inaliénabilité du Domaine, il professe que tout ce qui touche au Domaine est de sa compétence. Or, la notion de Domaine tend à s'élargir de plus en plus. Bien des taxes, nouvelles ou anciennes, qui, par nature, devraient être rangées dans la famille des impôts indirects ou aides, sont classées *domaniales*. Et le Parlement d'en profiter pour revendiquer la connaissance de nombreux édits fiscaux<sup>1</sup>. Par ailleurs, toute constitution de rentes se fait par lettres patentes, vérifiées et enregistrées au Parlement. Il a donc son mot à dire en matière d'emprunts, et il ne perd aucune occasion de le dire. Reste qu'il ne commande pas aux officiers de finances comme il commande à ceux de l'ordre administratif.

Nous sommes moins bien outillés pour parler des Parlements de province que du Parlement de Paris. La littérature du sujet est peu riche en œuvres de valeur. Parmi les sept autres Cours entre lesquelles se partage le royaume — ce sont, par ordre d'ancienneté, Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Rouen, Aix et Rennes — il en est trois seulement, celles de Toulouse, Rouen et Aix, dont l'histoire ait été faite avec assez de soin pour qu'on en puisse tirer des renseignements utiles au point de vue institutionnel.

Le Parlement de Toulouse, presque aussi ancien que le Parlement de Paris, n'est pas loin de rivaliser avec lui en prestige et en autorité. Il a les mêmes prétentions et s'arroge les mêmes droits. En matière de *police*, le parallélisme est complet entre l'action qu'exercent, chacun dans son ressort, ces deux grands corps<sup>2</sup>.

Tout comme l'Université de Paris, l'Université de Toulouse subit l'emprise grandissante du Parlement, qui interprète ou modifie ses

1. E. MAUGIS. *Histoire du Parlement*, p. 605, 675.

2. Dans les affaires de l'Eglise, les interventions du Parlement toulousain sont continues ; il s'intéresse de près à la réforme des ordres monastiques ; il s'oppose en 1518 à la vente des indulgences ; en 1588, il confirme dans leurs fonctions les vicaires capitulaires d'Albi, qu'un nouvel évêque a révoqués en raison de leur attachement à la Ligue, etc...

statuts, réglemente l'organisation des Facultés, l'ordre des études, les frais de scolarité, mande le recteur à sa barre, en cas de désordre, pour lui demander des explications et l'admonester. En 1516, il rend un arrêt prescrivant la création de six écoles nouvelles pour l'enseignement du droit civil et du droit canon<sup>1</sup>.

À la même date qu'à Paris, l'administration des hôpitaux toulousains est l'objet d'une réforme profonde, dont le Parlement a l'initiative. Et c'est lui qui, désormais, veille à l'entretien et à la bonne marche des établissements d'assistance dans toute la province<sup>2</sup>.

Toulouse n'est pas plus administrée par ses capitouls que Paris ne l'est par son prévôt des marchands et ses échevins. Ici encore la municipalité semble ne plus avoir de pouvoirs propres. Tout se passe comme si elle ne les exerçait que par délégation du Parlement. Sa subordination est même encore plus complète. Depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus ni élections par les habitants ni simulacre d'élections. Le Parlement, qui, par un règlement de 1504, fixe le mode de désignation des capitouls, s'y attribue une part prépondérante. Il lui arrive même de les nommer et de les révoquer de sa propre autorité. Au début des guerres civiles, en 1562, il destitue la municipalité en exercice, qu'il juge suspecte de complaisances pour les huguenots. Il parle aux magistrats comme à des subalternes, avec hauteur et parfois avec dureté. Il ne leur ménage pas les accusations de négligence, ou même de concussion ; en 1528, il en fait jeter plusieurs en prison. Et, toujours comme à Paris, le Parlement se substitue aux autorités municipales pour régler toutes sortes de questions relevant de la police urbaine, au sens restreint du mot : nettoyage des rues, lutte contre les épidémies, entretien des pauvres, etc.<sup>3</sup>...

Dans toute la province, les administrations municipales doivent se plier à son contrôle. Il se fait soumettre le résultat des élections, l'annule s'il y a lieu, décide de procéder à de nouveaux votes, ou bien choisit lui-même les consuls. Rien que dans la première moitié du siècle, il réforme les statuts municipaux de Limoux, Moissac, Montauban, Béziers, sans parler de ceux de Toulouse<sup>4</sup>.

Le Parlement de Normandie, un des plus récents — il n'a échangé qu'en 1515 son titre ancien d'*Échiquier* contre celui de *Parlement* —

1. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 532 ; DURÉDAT, *Histoire du Parlement de Toulouse*, 1885, t. 1, p. 132.

2. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 508, 510.

3. DURÉDAT, *op. cit.*, t. 1, p. 51 ; DOGNON, *op. cit.*, p. 479-480.

4. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 150 ; DOGNON, *op. cit.*, p. 478.

n'a pas encore eu le temps d'imposer aux villes de la province une domination aussi exclusive. Il n'en a pas moins confisqué l'autonomie des corps élus. Il se substitue à eux dans la plupart de leurs attributions, surtout en période de crise. Si la disette menace, il s'occupe activement du ravitaillement<sup>1</sup>. Sous Henri II, à un moment où la question religieuse commence à susciter de l'agitation, il prend l'initiative de créer à Rouen un guet de nuit et de faire installer des lanternes dans les rues. A Caen, il contrôle de près la gestion du corps échevinal<sup>2</sup>. Et, lorsque, au temps de la Ligue, il vient y tenir séance, il intervient directement dans l'administration de la ville<sup>3</sup>. Sur l'Université de Caen son droit de contrôle n'est pas discuté. Il procède à deux reprises à sa réformation, en 1521 d'abord, puis en 1586<sup>4</sup>. En 1559, il va jusqu'à destituer un bailli de Cotentin<sup>5</sup>.

Le Parlement de Provence n'en prend pas moins à son aise avec les franchises municipales. A Aix, où il siège, les résultats des élections ne sont valables que s'il les a approuvés. Il lui arrive de les modifier de sa seule autorité. A Marseille, en 1512, sous prétexte de troubles, il désigne lui-même les consuls<sup>6</sup>. Son ingérence dans les autres branches de l'administration est moins sensible qu'ailleurs pendant le premier tiers du siècle; nous en indiquerons tout à l'heure les raisons. Mais elle s'amplifie après 1535, et surtout à l'époque des guerres de religion. Il devient alors le principal régulateur de la vie publique. Le commerce, et principalement celui de l'alimentation, doit subir son contrôle permanent. Des conseillers visitent les boutiques pour s'assurer que les prescriptions relatives aux prix sont observées<sup>7</sup>.

L'histoire du Parlement de Guyenne, celle du Parlement de Bretagne sont encore à faire pour le xvi<sup>e</sup> siècle<sup>8</sup>. Ce que l'on en sait

1. FLOQUET. *Histoire du Parlement de Normandie*, t. 2, 1840, p. 103; t. 4, p. 113.

2. J. YVER. *L'administration municipale à Caen dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup>* (Comptes-rendus de la Semaine d'histoire du droit normand, dans la Nouvelle Revue historique de droit, 1940-1941, p. 451).

3. J. LAIR. *Histoire du Parlement de Normandie de juin 1589 à avril 1594*, 1861, p. 119 ss.

4. H. PRENTOUT. *Une réforme parlementaire à l'Université de Caen (1521)* (Bull. de la Société des Antiquaires de Normandie, t. 22, 1902); du même. *L'Université de Caen à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle* (Mémoires de l'Académie de Caen, 1907).

5. L. DELISLE. *Mémoire sur les baillis du Cotentin* (Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 1852), p. 117.

6. IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 149.

7. L. WOLFF. *La vie des parlementaires provençaux au XVI<sup>e</sup> siècle*, 1924, p. 81. — Pendant les troubles, c'est le premier président qui, chaque jour, donne à l'officier de service le mot de guet, et des conseillers participent aux rondes de police (*ibid.*, p. 77).

8. Sur le Parlement de Guyenne, quelques travaux de détail seulement sont documentés aux sources, ceux de BRIVES-CAZES : *Le Parlement de Bordeaux et la Cour des Commissaires*

permet cependant de dire que leur activité administrative ne le cède en rien à celle des trois Cours dont nous venons de parler. Dans des provinces qui tirent de la mer une bonne part de leurs moyens d'existence, les Parlements s'érigent en ordonnateurs de la vie maritime. Tout ce qui concerne la pêche, la navigation, le commerce par eau leur est matière à réglementation<sup>1</sup>. Le Parlement de Rennes se prononce même, en 1603, sur les taxes qui doivent frapper à l'entrée et à la sortie les principaux objets du commerce extérieur<sup>2</sup>.

A Rennes et à Nantes, comme à Bordeaux, les corps municipaux ont dû abdiquer toute prétention à l'indépendance. Les fiers *jurats* de Bordeaux plient le col devant Messieurs du Parlement. Camille Jullian a écrit à ce sujet : « Les moindres détails ne rebutent pas les conseillers, s'il s'agit de se poser en maîtres. Un jour, ils fixent le tarif de la volaille et des gibiers ; un autre jour, ils font visiter les boutiques des apothicaires. S'ils ont à se plaindre des jurats, ils les font comparaître et leur adressent de violents reproches. Les pavés de la ville sont mal entretenus : que la jurade y veille mieux ! Ce sont des seigneurs qui gourmandent leurs intendants<sup>3</sup>. » Un autre témoignage, plus ancien et maintes fois cité, mérite d'être rapporté ici. Monluc, qui a été longtemps commandant pour le roi en Guyenne, déclare que, bien que Bordeaux soit la « ville capitale » de la province, on ne saurait en faire la résidence du gouverneur ; d'abord elle est trop éloignée du centre, « et puis, dit-il — et l'on devine sa grimace — il y a un Parlement qui se mesle de tout<sup>4</sup> » !

En Bourgogne, c'est encore par ses interventions dans la vie des communautés urbaines que le Parlement se signale à notre attention. Plus d'une fois au cours du siècle, il est en conflit avec la municipalité dijonnaise. En 1599, il prétend changer le mode de désignation du maire, ou *vicomte-maieur*, substituer à l'élection directe le tirage au sort entre trois candidats choisis par les électeurs. Mais la ville en appelle au roi, et elle réussit avec son aide à mettre le Parlement en

de 1549 (Actes de l'Académie de Bordeaux, t. 31, 1869) ; *Le Parlement de Bordeaux et la Chambre de justice de Guyenne en 1582, 1866*, et *La Chambre de justice de Guyenne en 1583-1584, 1874*. Des registres secrets existent ; mais ils n'ont pas été encore systématiquement dépouillés. Notre collègue de la Faculté des lettres de Bordeaux, M. DARTIGUE-PYRROU, en prépare depuis plusieurs années l'inventaire.

1. JEULIN. *L'évolution du port de Nantes*, 1929, p. 125 ; GOURON. *L'amirauté de Guyenne*, 1939, p. 308. — Un certain nombre d'arrêts du xvi<sup>e</sup> siècle relatifs aux questions maritimes ont été publiés dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. 56 et 57.

2. H. CARRÉ. *Le Parlement de Bretagne après la Ligue (1598-1610)*, p. 509.

3. *Histoire de Bordeaux*, 1895, p. 338.

4. *Commentaires*, éd. COURTEAULT, t. 2, 1914, p. 573.

échec<sup>1</sup>. « Presque rien, dans la vie ni dans les préoccupations des Bourguignons, n'échappait à la compétence de ce conseil d'État » : tel est le jugement porté sur le Parlement de Dijon par le plus récent historien de la Bourgogne au xvi<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

Le Parlement de Grenoble, enfin — le plus mal étudié de tous — était directement issu de l'ancien Conseil delphinal. Or, ce Conseil servait d'instance supérieure à la fois pour la justice et pour l'administration. Après la réunion de la province au royaume, le Parlement lui a succédé dans toutes ses attributions. Sa situation est donc exceptionnelle, et son rôle plus important que celui d'aucune autre Cour souveraine. Lorsque le gouverneur et son lieutenant sont absents, c'est le Parlement qui, de droit, exerce le commandement supérieur au nom du roi. Ce privilège sera maintenu en faveur de son premier président jusqu'à la fin de l'Ancien Régime<sup>3</sup>.

En matière de finances, les Parlements provinciaux suivent l'exemple d'abstention donné par celui de la capitale. Encore convient-il de ne pas les prendre au mot lorsqu'ils déclarent que la gestion des deniers publics n'est pas leur affaire. S'ils évitent de citer à leur barre les représentants de l'administration financière, comme ils font pour les baillis et les magistrats municipaux, les finances ne sont cependant pas exemptes de la tutelle qu'ils exercent sur l'administration des communautés urbaines. A Toulouse, par exemple, aucun impôt n'est levé sans l'autorisation du Parlement, ni réparti hors la présence de ses délégués<sup>4</sup>.

\* \* \*

### L'activité administrative des gouverneurs se laisse moins aisément

1. LA CUISINE. *Le Parlement de Bourgogne*, 3 vol., 1864, t. 2, *passim*, et surtout J. GARNIER et E. CHAMPEAUX. *Introduction aux chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, 1918, p. 224-227. — On trouvera dans ce dernier ouvrage bien d'autres indications sur le rôle administratif du Parlement, notamment en matière d'enseignement (p. 696 ss.) et d'assistance (p. 868 ss.).

2. H. DROUOT. *Mayenne et la Bourgogne (1587-1596)*, t. 1, 1937, p. 87.

3. PILOT DE THOREY. *Inventaire des archives départementales de l'Isère. Série A et B*. Introduction, 1864, p. 13 ss.; J. EGRET. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. 1, 1942, p. 5.

4. DOGNON, *op. cit.*, p. 479; IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 155. — Il y a parfois aussi des conflits entre la royauté et les Parlements à propos de matières fiscales. Ainsi, en 1597, le Parlement de Bordeaux refuse d'enregistrer l'édit dit « du parisis ». La même année, celui de Rouen interdit aux agents de la gabelle de « bailler le sel par impôt ». Mais ces conflits mettent en cause l'activité politique des Parlements plutôt que leur activité administrative. Aussi n'avons-nous pas à nous en occuper ici.



saisir que celle des Parlements. Nous ne disposons pas, pour en parler, de documents régulièrement tenus et d'un accès relativement facile, registres de délibérations, recueils de décisions réglementaires, etc. Le peu qui subsiste des papiers des gouverneurs se trouve dispersé entre de multiples fonds d'archives, publiques ou privées. On n'en a exploité jusqu'à présent qu'une faible part.

Ce qu'étaient en théorie et en pratique les pouvoirs des gouverneurs, j'ai naguère essayé de l'expliquer<sup>1</sup>. Ils s'étendaient à tous les secteurs de l'administration. Représentant la personne du roi, le *gouverneur et lieutenant-général* disposait de toute l'autorité qui appartenait au roi quand il était présent. C'est dire qu'il prétendait à l'omnipotence. Et les attributions extra-judiciaires des Parlements ne pouvaient s'exercer qu'au détriment des siennes : d'où, entre eux, un antagonisme latent, ponctué par de fréquents conflits.

Les Parlements, qui ont toutes les audaces, se subordonneraient volontiers les gouverneurs. Sous Charles VIII encore, certaines lettres de provision ne parlaient-elles pas de l'obéissance que ceux-ci leur devaient<sup>2</sup>? L'expression n'a plus cours au xvi<sup>e</sup> siècle. Mais les Parlements continuent à revendiquer la supériorité du rang sur les gouverneurs. En 1565, on voit le Parlement de Paris refuser d'enregistrer certaines lettres royales relatives aux pouvoirs du contrôleur-général des postes, sous le prétexte que, dans l'énumération des autorités à qui la connaissance des matières postales est interdite, les gouverneurs et lieutenants-généraux précèdent les Parlements. Et il ne suffit pas que le roi s'excuse de son inadvertance ; il faut, pour mettre fin au différend, que de nouvelles lettres soient rédigées qui donnent satisfaction aux susceptibilités de la Cour<sup>3</sup>.

A Paris, lorsqu'un nouveau gouverneur présente ses lettres de provision pour les faire enregistrer, il est reçu « à charge de n'entreprendre aucune chose contre l'auctorité du Parlement ni de la justice ordinaire<sup>4</sup> ». De quoi triomphent naturellement les théoriciens issus des milieux parlementaires, tel Jean du Tillet, greffier du Parlement de Paris sous Henri II, suivi par du Haillan, et, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, par La Roche-Flavin<sup>5</sup>. Mais on ne peut leur accorder une confiance

1. *Gouverneurs de provinces au XVI<sup>e</sup> siècle* (Revue historique, t. 185, 1939).

2. DUPONT-FERRIER, *op. cit.*, p. 237.

3. E. VAILLÉ, *Les postes, relais et messageries de Louis XI à Louis XIII* (Bulletin d'informations, de documentation et de statistique du ministère des P. T. T., 1935), p. 46-47.

4. DU TILLET, *Recueil des roys de France...*, éd. 1618, p. 426.

5. DU TILLET, *loc. cit.* ; DU HAILLAN, *De l'estat et succes des affaires de France...*, éd. 1594, p. 329 ; LA ROCHE-FLAVIN, *Treize livres des Parlements de France*, éd. Genève, 1621, p. 523.

sans réserve. Il est exact que les Parlements mettaient parfois des conditions à l'enregistrement des lettres de provision que les gouverneurs étaient tenus de leur communiquer. Toutefois, si l'on en juge par le petit nombre des exemples cités ou connus<sup>1</sup>, il s'en faut que ç'ait été la règle. D'une façon générale, les gouverneurs ne reconnaissaient pas la supériorité des Parlements, hormis en matière de justice.

La justice constituait un domaine que la royauté tendait à interdire complètement aux gouverneurs. Des ordonnances de la fin du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle leur refusent toute juridiction, même non souveraine. La règle souffre, il est vrai, des exceptions. En Languedoc, en Guyenne, provinces éloignées de la capitale, où les gouverneurs ont longtemps exercé une véritable vice-royauté, elle est plusieurs fois remise en question, jusque sous François I<sup>er</sup>. Les lettres de provision données à Charles de Bourbon et au connétable de Montmorency, chargés respectivement du Languedoc en 1515 et 1527, leur confèrent le droit de connaître de toutes affaires de justice en dernier ressort<sup>2</sup>. Et Lautrec, gouverneur de Guyenne, reçoit en 1513 et 1515 des pouvoirs au moins aussi étendus<sup>3</sup>.

Si les gouverneurs doivent renoncer à la justice, en revanche nul ne conteste que la *police*, ou l'administration, soit leur chose. Leurs lettres de provision, qui pourtant manquent de précision, la leur attribuent parfois explicitement : ainsi de celles qui sont données en 1547 au sieur de Montpezat, successeur du connétable au gouvernement du Languedoc ; il doit assumer la « totale charge et administration » de la province<sup>4</sup>. Sous une autre forme, François I<sup>er</sup> dit la même chose lorsqu'il écrit en 1533 au sénéchal du Poitou que le gouverneur de la province doit jouir pleinement et paisiblement des pouvoirs attachés à sa charge, « mesmement en tant que touche le gouvernement et superintendance du faict politique<sup>5</sup> » ; nous avons constaté plus haut l'étroite parenté qui existe à cette époque entre le substantif *police* et l'adjectif *politique*.

Le principal enjeu de la querelle qui met sans cesse aux prises Parlements et gouverneurs, c'est donc la *police*, et plus particulière-

1. Pour Bordeaux, par exemple, en 1515, voir BRIVES-CAZES. *Le Parlement de Bordeaux et la Cour des commissaires*, p. 180 ; pour Toulouse en 1542, DUBÉDAT, *op. cit.*, t. 1, p. 196.

2. DUBÉDAT, *op. cit.*, t. 1, p. 130 ; DOGNON, *op. cit.*, p. 446.

3. BRIVES-CAZES, *op. cit.*, p. 175-176, 179.

4. DOGNON, *op. cit.*, p. 447.

5. *Gouverneurs de provinces au XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 11.

ment la *police des villes*. La tutelle des corps municipaux constitue, nous l'avons vu, la partie essentielle des pouvoirs de police exercés par les Parlements. Les problèmes que peut poser l'administration du « plat pays » apparaissent, en regard, d'assez faible importance. Ils continuent à relever de l'autorité seigneuriale, et le pouvoir central lui en abandonne volontiers la connaissance. À la ville, en revanche, surtout dans celles où gouverneur et Parlement résident côte à côte, la tentation est grande pour l'un et pour l'autre de parler en maître et de s'imposer aux autorités locales. Un des épisodes les plus saillants de la lutte entre Parlements et gouverneurs se joue, sous le règne d'Henri II, en Guyenne, en Normandie et en Provence, autour de la *police des villes*.

Le 10 novembre 1548, le roi donnait des lettres en forme de déclaration, par lesquelles il précisait et, semble-t-il, amplifiait les pouvoirs des gouverneurs de province. Nous n'en possédons pas le texte. Leur existence ne nous est connue que par les registres secrets du Parlement de Rouen, où il en est longuement question quelques mois plus tard, en avril 1549<sup>1</sup>. À cette date, un nouveau gouverneur, l'amiral d'Annebaut, les ayant communiquées à la Cour en même temps qu'il lui transmettait pour enregistrement ses lettres de provision, une discussion s'engagea à leur sujet<sup>2</sup>. Autant qu'on en peut juger par les objections faites à la publication du document, elles traitaient d'abord et surtout de justice. Des pouvoirs juridictionnels étaient de nouveau conférés aux gouverneurs dans certaines affaires purement civiles; en outre, « la connoissance leur estoit attribuée de la police des villes estant dans leur gouvernement ». « Si elles estoient publiées, faisait-on valoir, les juges ordinaires n'auroient puissance en la police des villes, comme sur le fait du pain et du vin et autres menus boires, tellement que les villes en particulier pourroient demeurer sans ordre politique. » Tandis que l'on préparait des remontrances au roi, deux conseillers furent envoyés au-devant du gouverneur, pour l'avertir avant

1. N'ayant pu, en raison des circonstances, fréquenter les archives rouennaises, qui conservent l'exemplaire original des registres secrets, nous avons utilisé un manuscrit des Archives nationales (U, 761), où d'importants extraits en ont été transcrits. — Les lettres du 10 novembre 1548 ne figurent pas non plus dans le recueil des actes royaux enregistrés au Parlement de Paris : Arch. nat., X<sup>1a</sup> 8616.

2. Le Parlement de Rouen avait eu déjà, sous François I<sup>er</sup>, l'occasion de manifester de l'ombrage à l'égard d'un gouverneur nouvellement désigné : en 1531, il s'était ému de ce que les lettres de provision données à l'amiral Chabot de Brion l'autorisassent à « mander et faire venir par devers luy la cour de Parlement comme bon luy sembleroit ». Il avait fallu que Chabot lui prodiguât les assurances de son bon vouloir pour qu'il s'abstint d'élever une protestation officielle (FLOQUET, *op. cit.*, t. 1, p. 481-487).

qu'il fit son entrée. L'amiral le prit de très haut. Il déclara qu'il n'avait pas l'intention de « prendre connaissance de ces petites causes politiques des villes ». Les lettres royales, d'ailleurs, ne concernaient, à l'entendre, « que les matières d'etat, desquelles la connoissance luy appartenoit ». Il ne laisserait pas limiter ses pouvoirs. Les cours de Parlement avaient assez à faire à rendre la justice, « combien qu'elles voudroient bien avoir la connoissance de toutes les affaires du royaume ». Jamais il ne consentirait, pour sa part, à ce que, exerçant la commandement pour le roi en Normandie, « autre que luy eust bonnoissance de la police de la ville où il seroit ». Et il répétait qu'il faisait bon marché des « menues polices », « encores qu'en sa présence elles n'appartinssent à d'autres qu'à luy ». Sa véhémence sortie se terminait sur des propos menaçants. Il saurait bien forcer leur obéissance. « Il avoit le pouvoir du Roy de leur commander, et faire faire toutes choses qu'il luy plairoit pour l'estat public et le fait de son gouvernement. »

Dans leurs remontrances au roi, les gens du Parlement se plaignent que soit « de nouveau concédée aux gouverneurs la police des villes et lieux de leur gouvernement, qui regarde non seulement la négociation et observation des contrats d'entre les parties<sup>1</sup>, mais aussi la composition et conservation des bonnes mœurs, correction et punition des mauvaises mœurs, crimes et délits... Item la connoissance des contributions, estapes et garnisons, départemens, égalisations et contraintes qu'il conviendra sur ce faire... Item concédé l'autorité d'assembler en cas de péril éminent les Estats pour leur ordonner ce qu'ils auront à faire... Item accordé l'autorité de faire punition des transgresseurs des deffenses de ports d'armes, et de porter bled hors du royaume<sup>2</sup>... ». L'avocat-général, chargé de porter ces remontrances à Paris, vit le connétable, fut entendu par le Conseil, enfin renvoyé au secrétaire d'État, de Laubespine, qui devait rédiger la réponse. Celui-ci s'expliqua sur les raisons qu'avait eues le roi de faire paraître sa déclaration : c'est que d'aucuns avaient contesté l'étendue des pouvoirs des gouverneurs, et qu'il avait paru opportun de leur fermer la bouche. « Ladite déclaration avoit esté faite non pas pour augmenter le pouvoir des gouverneurs ny diminuer la jurisdiction des Cours souveraines et des juges ordinaires, mais pour les conserver. » Les remontrances des

1. Que la matière des contrats puisse être rangée sous la rubrique *police* semble bien indiquer que les Rouennais, pour les besoins de la cause, donnent au mot une acception démesurément large.

2. Arch. nat., U, 761, fol. 20-22.

Rouennais n'eurent, au total, pas grand résultat. Cependant, le roi accepta de modifier la rédaction d'un des articles incriminés, et il supprima le droit conféré aux gouverneurs de réunir les États de sa propre autorité<sup>1</sup>.

Au cours de ses explications, Laubespine avait évoqué « le cas advenu de nouveau à Bordeaux au gouvernement de Guyenne », comme étant l'occasion qui avait incité le roi à modifier la législation sur les gouverneurs. L'indication est précieuse. Ce sont donc les troubles de Bordeaux en 1548, c'est la révolte de la gabelle qui est à l'origine de l'affaire; la déclaration de novembre s'explique par des raisons de circonstances. Le Parlement de Guyenne avait été suspendu pour n'avoir pas nettement pris parti contre les rebelles. Or, il avait la haute main, nous l'avons vu, sur l'administration de Bordeaux, malgré que des lettres royales du 17 janvier 1535 lui eussent interdit d'intervenir en matière de police des villes<sup>2</sup>. Il dut voir de très mauvais œil la nomination, par le gouverneur de la province, d'une commission chargée de la police de la ville, à la place de la jurade destituée. Et sans doute fut-ce dans les milieux parlementaires que l'on contesta au gouverneur le droit d'intervenir dans ce domaine<sup>3</sup>.

Quoi qu'il en soit, le Parlement de Guyenne, rétabli dès la fin de 1549, sait obtenir du roi, quelques années plus tard, une décision qui annule dans ses parties essentielles l'acte du 10 novembre 1548. Des lettres royales du 29 décembre 1554, que nous ne connaissons pas, dont nous ne connaissons même pas le sens général, ont une fois de plus traité des « pouvoirs et autorité » des gouverneurs<sup>4</sup>. Dans des « articles » à ce sujet, le Parlement demande entre autres choses « qu'il plaise aussy au Roy déclarer que la connoissance et jurisdiction des villes de Guyenne sera et demeurera entièrement, et sans que led. gouverneur s'en puisse entremettre, aux maire, jurats, consuls et autres administrateurs d'icelles, baillifs, sénéchaux, et Cour de Parlement, suivant lesd. ordonnances et les privilèges d'icelles villes et ce que de tout tems a été gardé et observé ». Et le roi, dans la séance du

1. FLOQUET (t. 3, p. 146) a donc mal lu les registres secrets quand il avance que le Parlement a obtenu gain de cause. Ce n'est d'ailleurs pas la seule erreur qu'on puisse relever dans les pages qu'il a consacrées à cet épisode : la déclaration royale est datée par lui de novembre 1547 et l'arrivée de l'amiral à Rouen d'avril 1548.

2. BRIVES-CAZES. *Le Parlement et la Cour des Commissaires*, p. 182.

3. L'étendue des pouvoirs conférés cette même année 1549 au comte du Lude, gouverneur du Poitou, lieutenant du roi de Navarre, gouverneur de Guyenne (cf. nos *Gouverneurs de provinces au XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 12, 16), porte également témoignage de la volonté du roi de subordonner les cours de Parlement aux gouverneurs.

4. Elles sont mentionnées en tête des « articles » dont il va être question.



Conseil privé du 21 mars 1555, fait inscrire en face du texte de cet article : « Accordé<sup>1</sup>. »

Le Parlement de Rouen, instruit de la façon dont la question a été tranchée en Guyenne<sup>2</sup>, va profiter à son tour des meilleures dispositions manifestées par le roi à l'égard de ses cours souveraines. Sur requête présentée par son procureur-général, il obtient, le 8 mai 1555, de nouvelles lettres de déclaration dont l'esprit est directement contraire à celui des lettres de 1548. La juridiction du gouverneur y est limitée, tant au civil qu'au criminel, aux affaires concernant les gens de guerre. D'autre part, « la connoissance et juridiction de la police des villes de Normandie sera et demeurera entièrement aux maire et administrateurs d'icelles, baillifs, sénéchaux et cours de Parlement... sans ce que led. gouverneur et lieutenant s'en puissent entremettre en quelque manière que ce soit<sup>3</sup> ». C'est la réplique exacte de l'article accordé aux gens de Bordeaux. Les gouverneurs sont donc dépouillés de l'avantage qu'ils s'étaient acquis en 1548. Leur victoire aura été de courte durée, et l'échec subi par la cause des Parlements vite réparé<sup>4</sup>.

A la même époque exactement qu'en Normandie et en Guyenne, l'autorité du Parlement a passé en Provence par une crise, dont elle a mis à peine plus de temps à se relever<sup>5</sup>.

1. Arch. nat., U, 761, fol. 187-188.

2. Comme le prouve la transcription des articles, avec les réponses royales, sur les registres secrets.

3. Arch. nat., U, 761, fol. 186-187. — Cet acte mentionne des lettres royales du 19 avril 1549, « en augmentation de pouvoirs » des gouverneurs, qui nous sont, elles aussi, inconnues. L'abondance des mesures législatives sur la matière, en quelques années, prouve que le gouvernement d'Henri II s'en préoccupait fort. Les quelques renseignements que nous avons pu rassembler ici sont sans doute loin d'épuiser le sujet.

4. D'après FLOQUET (t. 4, p. 14), le Parlement de Normandie aurait de nouveau perdu, au cours des guerres civiles, cette « grande et souveraine police » à laquelle il était si attaché. Mais elle lui aurait été restituée par Henri IV en 1596.

5. Au Languedoc il ne paraît pas y avoir eu de crise. Ce qui ne signifie pas que les deux pouvoirs vivent toujours en bons termes. Un mot, une phrase relevés ici ou là permettent d'affirmer qu'ils sont sur leurs gardes et se surveillent jalousement. En 1536, par exemple, quand l'armée de Charles-Quint envahit la Provence, le Languedoc se sent menacé. Gouverneur et Parlement rivalisent de zèle pour pourvoir aux nécessités de l'heure. Le sieur de Clermont-Lodève, lieutenant du connétable de Montmorency, gouverneur, rend compte à son chef qu'il a trouvé à Montpellier des commissaires du Parlement, députés, « pour venir donner ordre au fait des polices et autres choses concernant le fait de vostre charge » ; il les a invités à lui céder la place et a pris personnellement en mains les affaires dont ils s'occupaient. Quelles étaient ces affaires, une lettre postérieure de quelques semaines nous le laisse entrevoir : la principale était le ravitaillement de la province. Là-dessus le Parlement a cru devoir se défendre auprès du connétable. Il a allégué que les habitants de Montpellier avaient crié famine. Mais Clermont-Lodève sort de sa poche un papier signé des

La question se présentait ici sous un aspect particulier, parce que le gouverneur y avait hérité du titre et des fonctions de *Grand Sénéchal*, et que le Grand Sénéchal du temps de l'indépendance était le chef à la fois de la justice et de l'administration : la *police* ne constituait donc pas le principal objet de la lutte d'influence et d'autorité qui se livrait, là comme ailleurs, entre les deux pouvoirs. Touchant la police, une première passe d'armes signale le début du règne de François I<sup>er</sup>. Le Parlement est intervenu dans la police de la ville d'Aix. Sur la protestation des *procureurs du pays*, le roi rappelle par lettre du 28 mai 1515 qu'en vertu des ordonnances le Grand Sénéchal a seul connaissance « de l'estat et régime et police des cités et villes de Provence »<sup>1</sup>. Le Parlement refuse d'enregistrer. Le roi se tourne alors vers la Chambre des Comptes d'Aix. Et, en la chargeant de procéder à l'enregistrement, il rappelle que les privilèges de la province interdisent à la Cour de Parlement de se mêler des affaires concernant l'état et police des villes<sup>2</sup>.

Une vingtaine d'années plus tard, le Parlement prend sa revanche. L'édit de Joinville (1535) l'affranchit de toute subordination au Grand Sénéchal. Son indépendance et sa suprématie judiciaires seront donc désormais incontestées. Cependant, il n'y a rien de changé en ce qui concerne les pouvoirs de police. Le gouverneur entend qu'ils continuent à lui appartenir exclusivement. Aussi bien l'édit lui attribue-t-il les mêmes pouvoirs qu'aux gouverneurs du Languedoc et autres provinces du royaume<sup>3</sup>.

L'édit de Joinville ne tranche pas toutes les questions qui peuvent se poser entre Parlements et gouverneurs. En 1543, le gouverneur, comte de Grignan, se plaint que le Parlement lui dénie la connaissance des affaires contentieuses entre habitants et gens de guerre touchant les prestations militaires. Il obtient que des lettres royales

consuls de Montpellier, attestant « qu'ils n'ont eu de ceste année faulte de bled ni de pain ». Donc les gens du Parlement sont sans excuse. Et cependant, ajoute-t-il, « ilz ont encorres donné ung arrest en matière de bledz et police, qu'est directement vostre charge. Mais ilz trouveront peu d'obéissance sur l'exécution, ensuyvant ce que vous a pleu m'en commander » (lettres datées de Pézenas, 23 mars, 19 mai, 13 juillet 1536. Bibl. nat., Fonds français, 3064, fol. 77 ; 3073, fol. 37, 113, orig.).

1. *Ordonnances de François I<sup>er</sup>*, t. 1, 1902, p. 249.

2. *Ibid.*, p. 313. — Des lettres du 19 mai 1517 contiennent à l'adresse du Parlement un nouveau rappel à l'ordre, très analogue (*ibid.*, t. 2, 1916, p. 68).

3. R. BUSQUET. *Histoire des institutions de la Provence de 1482 à 1790* (extrait des Bouches-du-Rhône, Encyclopédie départementale, t. 3), Marseille, 1920, p. 84.

la lui confirment expressément. Le Parlement n'enregistre qu'à son corps défendant et après en avoir fait ses remontrances<sup>1</sup>.

Puis c'est le comte de Tende, gouverneur à poigne, qui prend l'offensive en 1549 au sujet de la police des villes. Il connaît évidemment les lettres royales de novembre 1548. Et sans doute en tire-t-il argument pour obtenir que le roi, en même temps qu'il affirme une fois de plus la compétence du gouverneur en tout ce qui concerne l'administration militaire, ajoute à la liste de ses attributions — sans d'ailleurs paraître y attacher une particulière importance — « la garde, conservation et police des villes ». Bien mieux, le document fait revivre les pouvoirs juridictionnels du gouverneur : si des affaires litigieuses surgissent dans le cadre de ses attributions, il aura faculté de les juger en s'entourant d'un tribunal composé de magistrats désignés par lui dans le Parlement ou hors du Parlement<sup>2</sup>.

On peut penser si le Parlement se débattit contre cette innovation. Il dut attendre une dizaine d'années avant que la royauté revint sur sa décision. D'après de nouvelles lettres patentes du 21 septembre 1560, la police des villes n'appartient en principe qu'aux magistrats municipaux, aux consuls. C'est à eux seuls aussi qu'il appartient de juger les procès auxquels elle donne lieu. En cas d'appel, les lieutenants des sièges de sénéchaussée doivent être saisis, et en dernier ressort le Parlement. Il n'est plus fait mention du gouverneur<sup>3</sup>. Finalement, le gouverneur était donc battu. Ce ne fut d'ailleurs pas le terme de ses différends avec le Parlement. Ils se prolongèrent pendant toute la période des guerres civiles. Mais la question de la police ne devait plus être remise sur le tapis avant l'époque de Richelieu<sup>4</sup>.

Lorsque le gouvernement d'Henri II, dans un mouvement d'humeur contre les Parlements, leur déniait toute compétence en matière de police des villes, le geste était — il faut bien le reconnaître — sans grande portée. Il n'était pas au pouvoir du roi de remonter un courant aussi fort que celui auquel s'abandonnaient les Parlements avec la complicité d'une grande partie de l'opinion. Que la *police* leur fût ou non attribuée par les ordonnances, ils ne s'en mêlaient ni plus ni

1. LA ROCHE-FLAVIN, *op. cit.*, p. 969-972.

2. BUSQUET, *op. cit.*, p. 86-87; cf., du même. *La juridiction du grand sénéchal gouverneur de Provence après l'édit de Joinville* (*Études sur l'ancienne Provence*, extrait des Mémoires de l'Institut historique de Provence, 1930).

3. BUSQUET, *Institutions*, p. 87.

4. *Ibid.*, p. 99 ss.; CABASSE, *Essais historiques sur le Parlement de Provence depuis son origine jusqu'à sa suppression, 1601-1770*, t. 1, 1826, p. 259 ss.; t. 2, p. 26-30, 48 ss., 147 ss.

moins. Les gouverneurs, de leur côté, n'étaient guère tentés de se servir des pouvoirs qui leur étaient reconnus, et dont ils se donnaient l'air d'être si jaloux. Ils avaient le goût de l'autorité, non celui de l'administration. Gentilshommes, gens de robe courte, ils n'avaient pas reçu de culture juridique; ils connaissaient mal la législation, la jurisprudence, les précédents. Il leur était agréable de se dire qu'ils avaient le droit d'intervenir. Mais ils n'intervenaient que par à-coups, lorsque leur prestige leur paraissait en jeu. En temps ordinaire, ils trouvaient avantage à laisser agir les magistrats, les gens de robe longue. Paul Dognon a fait à propos du Languedoc une constatation qui nous paraît avoir une portée très générale: à partir du milieu du siècle, « les pouvoirs du gouverneur tombent en non-valoir faute d'usage; le cercle tracé par les provisions à son activité finit par être beaucoup plus large que celui dans lequel il se meut <sup>1</sup> ».

C'est ce qui explique qu'à l'époque des guerres civiles, époque d'incroyable puissance pour les gouverneurs de province, le rôle administratif des Parlements demeure aussi important que par le passé, si même il n'acquiert pas une importance nouvelle. Les gouverneurs sont plus que jamais détournés de l'administration par la politique. Ils jouent un rôle, et souvent un rôle de premier plan, dans la lutte des partis. Ils combattent les huguenots ou les favorisent. Ils lèvent des troupes, les conduisent aux armées, prennent une part active aux opérations militaires. Quand de si grands intérêts sont en jeu, ceux de la religion, ceux de l'État, comment pourraient-ils se passionner pour de mesquines compétitions municipales, pour des questions de ravitaillement, d'hygiène ou de voirie?

Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux deux adversaires que l'âpreté avec laquelle ils revendiquent leurs droits n'étouffe pas en eux le sens de l'intérêt commun. Lorsque les circonstances l'exigent, lorsqu'un grand péril menace, ils semblent n'éprouver aucune difficulté à se rapprocher et à associer leurs efforts en vue du salut public. L'occasion leur en est souvent donnée à l'époque des guerres civiles<sup>2</sup>. Mais, dès la première moitié du siècle, cette sorte d'union sacrée s'est faite spontanément, à plusieurs reprises, sous la menace de l'invasion étrangère. A Dijon, à Toulouse en 1512<sup>3</sup>, à Rouen en 1544<sup>4</sup>, à Bor-

1. *Op. cit.*, p. 451.

2. Pour le Parlement de Normandie, par exemple, voir FLOQUET, *op. cit.*, t. 4, p. 54 ss., 111 ss.

3. INEART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 127-128.

4. FLOQUET, *op. cit.*, t. 2, p. 98 ss.

deux en 1557<sup>1</sup>, la défense du pays a été organisée par les Parlements et les gouverneurs en étroite collaboration. Leur action, en pareil cas, est celle d'un véritable Conseil local de gouvernement. Comme à Paris en 1525, elle se substitue à celle du Conseil du roi, empêché d'agir efficacement ou par l'éloignement ou par l'excès d'occupations. Et la royauté ne manque pas de ratifier tout ce que ces bonnes volontés conjuguées ont fait en son nom.

Entre ses Parlements et ses gouverneurs quand la royauté avait à choisir, elle prenait très généralement parti pour les premiers. Elle avait trop à redouter l'esprit d'indépendance de certains gouverneurs pour qu'il en pût être autrement. Henri II, lorsque, au début de son règne, il retira aux Parlements la police des villes, parut rompre avec la politique suivie jusqu'à lui. Mais il ne tarda pas, nous l'avons vu, à revenir aux anciens errements. Sans doute les gouverneurs ne jouissaient pas encore de l'immovibilité des officiers. Et, partant, il semblait que le pouvoir central eût dû être mieux en mesure de leur imposer l'obéissance qu'aux Cours souveraines. En fait, ce n'est là qu'une apparence. Plus le temps passe et plus les gouverneurs s'incrustent dans leurs charges, plus il devient difficile de les en déloger, de les muter ou de les destituer. Ici, comme partout ailleurs, un peu plus lentement parce que le pouvoir central s'efforce de freiner le mouvement, la vénalité et l'hérédité s'insinuent<sup>2</sup>. « Autrefois, écrit Étienne Pasquier à la fin du siècle, par mort nos rois gratifioient des gouvernements ceux qu'il leur plaisoit. S'ils ne les continuent maintenant de père en fils, on en fait instance<sup>3</sup>. » Contre cette nouvelle féodalité la lutte est dès ce moment engagée. Elle sera menée avec une vigueur particulière par Richelieu.

Obligée de se défier de ces grands seigneurs à qui il est de tradition qu'elle livre les gouvernements les plus considérables, la royauté a, en revanche, la plus entière confiance dans la fidélité de ses Parlements. Elle se fait renseigner par eux sur l'opportunité de telle ou telle mesure à prendre dans leur ressort, ou sur le degré d'attachement des habitants aux usages particuliers de la province<sup>4</sup>. Elle sait que leur réponse s'inspirera toujours du souci de l'intérêt public. Il lui faut seulement se résigner à ce que, parfois, ils lui fassent la leçon.

1. BOSCHERON DES PORTES, *op. cit.*, p. 133; DE RUBLE, *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*, t. 1, 1881, p. 142.

2. Voir nos *Gouverneurs de provinces au XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 30.

3. *Lettres*, livre 15, lettre 18.

4. DOGNON, *op. cit.*, p. 383; DUSSERT, *Les États du Dauphiné de la guerre de Cent ans aux guerres de religion* (Bull. de l'Académie delphinale, 5<sup>e</sup> série, t. 13, 1922).



On pourrait appliquer à tous ce qu'un historien, déjà cité, nous dit de la Cour du Languedoc : « En elle le roi possède un serviteur dévoué, mais non souple ni docile. Le Parlement de Toulouse est revêché de sa nature. Comme la grande Cour dont il est sorti, il garde obstinément les droits du roi contre le roi lui-même<sup>1</sup>. » Si incommode, si déplaisant qu'il puisse être de discuter avec des sujets fêrus à ce point de leur savoir et de leurs droits — ceux qui leur sont reconnus et ceux qu'ils s'attribuent — du moins ne risque-t-on pas de trouver en eux des factieux ou des rebelles. Et, s'il arrive que le gouverneur soit défaillant, pour une raison ou pour une autre, le Parlement lui sera tout simplement substitué. En Dauphiné, nous l'avons vu, le Parlement devenait de droit chef de l'administration lorsque le gouverneur s'absentait. En Provence, en pareil cas, le roi investissait des pouvoirs du gouverneur le Parlement ou son premier président<sup>2</sup>.

\* \* \*

Parmi les attributions diverses que se disputaient gouverneurs et Parlements, il en est une, en particulier, dont il nous est possible de suivre le sort changeant à travers une assez longue période. C'est le droit d'autoriser ou d'interdire la *traite* des blés, c'est-à-dire leur transport d'une province à l'autre, ou au dehors du royaume.

La traite était étroitement réglementée. Les conditions variant d'une province à l'autre, et chaque province se réservant jalousement la disposition de sa production par crainte de la disette, il était rare que des mesures générales fussent prises dans ce domaine. Autorisations et interdictions étaient édictées par les pouvoirs locaux. Quiconque détenait une part de l'autorité publique prétendait avoir son mot à dire en la matière<sup>3</sup>. En principe, cependant, le pouvoir de décision n'appartenait qu'au roi. Les assemblées d'États se bornaient à émettre des vœux et à les transmettre au gouvernement. Par privilège spécial, les États de Languedoc avaient obtenu de Charles VIII le droit de prendre d'eux-mêmes les initiatives nécessaires<sup>4</sup>.

Lorsque la traite est permise, des licences de sortie sont délivrées aux marchands. Or, ces licences ne sont pas gratuites : et l'on s'ex-

1. DOGNON, *op. cit.*, p. 383.

2. R. BUSQUET, *op. cit.*, p. 27; CABASSE, *op. cit.*, t. 2, p. 65.

3. A Nîmes, par exemple, on voit agir, simultanément ou successivement, le Sénéchal, le Parlement de Languedoc, les États de la province, le Conseil de ville (MÉNARD, *Histoire de Nîmes*, t. 1, 1753, p. 113, 161).

4. DOGNON, *op. cit.*, p. 318-319.

plique l'âpreté des compétitions dont le droit d'autorisation est l'enjeu. Les gouverneurs, en tant que représentants directs du roi, se l'attribuent volontiers. Mais la royauté n'entend pas laisser à d'autres les bénéfices qu'on en peut tirer. Elle déclare que c'est un privilège attaché à sa souveraineté, et que nul ne peut en disposer sans son consentement ; c'est par une intolérable usurpation que les gouverneurs se substituent à elle de leur propre mouvement. Des lettres royales du 12 février 1508 dénoncent et condamnent ceux qui ont passé outre à cette interdiction<sup>1</sup>. Elles n'empêchent d'ailleurs rien, car, en 1517, le chancelier Duprat en fait de nouveau ses plaintes<sup>2</sup>. Le procès intenté en 1540 à l'amiral Chabot, ex-gouverneur de Bourgogne, nous en apprend long sur ce qu'un gouverneur pouvait se permettre à cet égard. Au dire de ses accusateurs, Chabot interdisait la traite tous les ans, de façon à pouvoir, tous les ans, délivrer des licences à prix d'argent<sup>3</sup>.

Certains Parlements n'en font pareillement qu'à leur tête. Ainsi celui de Guyenne. En 1503, Louis XII lui a refusé la connaissance de toutes affaires concernant la traite des blés ; il l'a réservée au gouverneur<sup>4</sup>. Or, en 1518, François I<sup>er</sup>, dans des lettres adressées au lieutenant du gouverneur, accuse le Parlement d'avoir délivré des autorisations d'exportation, et il les annule toutes<sup>5</sup>. Sous Henri II, le même Parlement n'en continue pas moins à interdire ou autoriser la traite, sans que le pouvoir, autant du moins que nous le sachions, lui en ait été régulièrement attribué entre temps<sup>6</sup>.

François I<sup>er</sup>, en Languedoc, confère au connétable de Montmorency, gouverneur, le droit d'autoriser la traite avec le dehors<sup>7</sup>. Mais c'est au détriment du privilège concédé par Charles VIII aux États. En Provence, il interdit au Parlement, en 1529, de s'occuper de la traite. Puis, en 1535, l'édit de Joinville inscrit cette même traite sur la liste des matières dont la connaissance est refusée au gouverneur<sup>8</sup>. Le roi paraît donc moins disposé que jamais à déléguer son droit.

La question présente une importance particulière en Saintonge ; car La Rochelle est à cette époque le grand port d'exportation des

1. ISAMBERT. *Anciennes lois françaises*, t. 11, p. 515.

2. *Journal de Jean BARRILLON*, éd. P. DE VAISSIERE, t. 1, p. 291.

3. *Lettres royales du 8 février 1540* (ISAMBERT, *op. cit.*, t. 12, p. 733-734).

4. BRIVES-CAZES, *op. cit.*, p. 175.

5. *Catalogue des Actes de François I<sup>er</sup>*, t. 2, p. 404 ; cf. GOURON. *L'Amirauté de Guyenne*, 1939, p. 108.

6. BRIVES-CAZES, *op. cit.*, p. 166.

7. DOGNON, *op. cit.*, p. 446.

8. R. BUSQUET, *op. cit.*, p. 18, 70.

grains. Dès qu'il existe un gouvernement de Saintonge et Poitou distinct de celui de Guyenne, dans les années 1530, le titulaire se voit interdire toute initiative dans ce domaine. Les décisions lui sont communiquées de Paris pour exécution<sup>1</sup>. Son seul rôle est de faire, procéder à des enquêtes sur l'état de la récolte dans l'étendue de son ressort, afin de renseigner le pouvoir central<sup>2</sup>. Ce régime tend à se généraliser à l'époque d'Henri II. Le roi, revendiquant toujours pour lui seul le pouvoir de décision, s'en remet, pour lui fournir les éléments indispensables d'appréciation, à un *Bureau* central établi à Paris. Ce Bureau, il est vrai, n'a qu'une existence éphémère : créé en 1559, il disparaît dès 1561. Quelques années plus tard, c'est un *Contrôleur général des traites* qui reçoit le pouvoir de délivrer les licences. Baillis et sénéchaux lui communiqueront, après la moisson, les renseignements statistiques dont il a besoin<sup>3</sup>.

Ainsi apparaît sous Charles IX un embryon d'administration fragmentaire, soustrait en principe aux interventions concurrentes des gouverneurs et des Parlements. Ce n'est pas à dire, cependant, que la question de la traite ait trouvé dès ce moment sa solution définitive. L'anarchie du temps de la Ligue permettra plus d'un retour aux errements du passé. Mais, à partir du rétablissement de l'ordre, et grâce aux intendants, la volonté maintes fois affirmée du roi saura se faire respecter.

Dans l'histoire administrative de l'Ancien Régime, l'ère des intendants ouvre un nouveau chapitre, infiniment mieux connu que le précédent.

On sait que l'institution fut généralisée par Richelieu, afin principalement de faire pièce aux gouverneurs de provinces. La docilité que la royauté devait renoncer à attendre de ces grands officiers, maintenant propriétaires de leurs charges, elle était assurée de la trouver chez ses nouveaux agents, simples *commissaires*, chargés en principe de missions temporaires, et toujours révocables. Les gouverneurs se virent dépouillés de leurs pouvoirs de police. Comme c'était à peu près tout ce qui leur restait de leur omnipotence passée, ils furent réduits à un rôle purement décoratif. Ainsi prit fin leur mésentente chronique avec les Parlements.

1. DE LA TRÉMOILLE. *Inventaire de François de la Trémoille (1542)*, 1887, p. xvi.

2. BOISSONNADE. *Essai sur l'organisation du travail en Poitou*, t. 2, 1900, p. 378.

3. DUFRESNE DE FRANCHVILLE. *Histoire générale et particulière des finances*, t. 1, 1738, p. 108-109; LIAUTEY. *La hausse des prix et la lutte contre la cherté au XVI<sup>e</sup> siècle*, 1920, p. 277-278. — Un essai de synthèse sur la question du commerce des grains a été donné en anglais : USHER (Abbott Payson). *The history of the Grain Trade in France (1400-1700)*, 1913.

Les Parlements, quant à eux, n'étaient pas d'humeur à se laisser déposséder. Les intendants, qui joignaient des pouvoirs de justice à leurs pouvoirs de police, trouvèrent en eux des adversaires-nés. La longue lutte dans laquelle ils s'engagèrent tout aussitôt fait très exactement suite à celle qui avait opposé gouverneurs et Parlements. Seulement l'issue n'en fut pas la même. Les Parlements, somme toute, avaient fini par l'emporter sur les gouverneurs. Au début du xvii<sup>e</sup> siècle, ils n'étaient plus guère entravés dans l'exercice de leurs pouvoirs de police. Les intendants apprirent d'abord, eux aussi, à connaître la puissance de leurs rivaux. Pendant la Fronde, le Parlement de Paris, momentanément vainqueur de la royauté, imposa leur suppression. Mais ils ne tardèrent pas à prendre leur revanche. Ils furent rétablis quelques années plus tard. Et, à partir de ce moment, leur ascension fut ininterrompue. Devant ces nouveaux pro-consuls les Parlements furent bien souvent contraints de reculer.

Au xviii<sup>e</sup> siècle, ère d'apogée de l'institution des intendants, les Parlements n'ont cependant pas perdu tout droit de participer à l'administration du royaume. C'est encore là, d'ailleurs, une question sur laquelle nous sommes assez mal renseignés. Notons seulement que leur compétence paraît être restée particulièrement étendue en matière d'économie. Parmi les affaires qu'ils traitent ordinairement, de préférence aux intendants, on a signalé la réglementation du commerce des grains, la police des métiers, la vaine pâture, d'autres questions encore touchant à la police rurale<sup>1</sup>. Aussi bien, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les pouvoirs de justice et de police sont-ils souvent demeurés unis entre les mêmes mains. Il était réservé à la Constituante de rompre avec cette pratique, et de faire de la séparation des pouvoirs une réalité. La loi du 24 août 1790, créant une nouvelle organisation judiciaire, déclare dans son article 13 : « Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives. » Le principe, depuis cette époque, n'a jamais été remis en question.

Gaston ZELLER,  
Professeur à la Sorbonne.

1. WEULERSSE. *Les physiocrates*, 1931, p. 113 ss., 156 ss. ; GERMAIN-MARTIN. *Les associations ouvrières au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 1900, p. 56 ; M. BLOCH. *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, 1931, p. 139 ; cf., du même, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, 1930, p. 341-343, 347-348.

## MÉLANGES

---

### CHARLES VIII, JEAN DE FOIX-NARBONNE ET LE COMTÉ DE COMMINGES

Charles VIII, dans une lettre datée de Florence du 21 novembre 1494, donne l'ordre au Parlement de Paris d'enregistrer des lettres patentes octroyant à Jean de Foix, vicomte de Narbonne, le comté de Comminges en échange du comté d'Étampes et de la terre de Fontenay-le-Comte, eux-mêmes donnés à deux barons de son entourage<sup>1</sup>. Les parlementaires ne mirent pas, semble-t-il, beaucoup d'empressement à obéir à cette injonction, car l'année suivante, le 29 juillet, le roi priait encore le duc de Bourbonnais d'écrire à ce sujet aux Cours de Paris et de Toulouse et lui annonçait l'envoi en France de son maréchal des logis, Louis de Marafin, pour hâter la remise du comté à Jean de Foix<sup>2</sup>. Quelques jours auparavant, ce dernier s'était distingué à la bataille de Fornoue et Charles tenait à récompenser, disait-il, ses mérites. Mais, en 1496, la mise en possession n'avait toujours pas eu lieu...

Un mémoire, conservé en copie dans un recueil de pièces françaises de la Bibliothèque nationale<sup>3</sup>, nous révèle le développement de cette affaire au cours de l'année 1496 et dans les premiers mois de 1497 et éclaire ainsi ce curieux épisode de la politique méridionale de Charles VIII.

En 1496, en effet, l'aventure italienne touchait à sa fin et Ferdinand d'Aragon, ayant déchiré le traité de Barcelone, avait déclenché des hostilités aux frontières méridionales du royaume. Des troupes espagnoles, massées en Roussillon, lançaient des pointes offensives aux limites du Pas de Salses et s'apprétaient à envahir le Languedoc. D'autres menaces se précisaient aussi sur les hautes vallées pyrénéennes, avec, pour objectifs lointains, Toulouse et la Gascogne. Là, pour parer à ces menaces, le viguiers de

1. *Lettres de Charles VIII*, éd. Pélicier, t. IV, n° DCCCXVII, p. 112-114.

2. *Ibid.*, t. IV, n° DCCCXCI, p. 233-234.

3. Bibl. nat., ms. français 3947, fol. 174 r°-176 v° (copie du XVII<sup>e</sup> siècle). — Le mémoire sur le comté de Comminges, contenu dans le ms. français 10131, fol. 199 r°-202 v°, reproduit avec quelques variantes certaines parties du précédent, mais est en général beaucoup moins explicite que lui.



Toulouse, Jean de Pins, avait renforcé les garnisons des places de Saint-Béat, de Saint-Bertrand, de Montoussé et de Saint-Lizier, qui gardaient les passages de la montagne vers la plaine<sup>1</sup>.

Mais, à cette heure où le conflit franco-hispanique se rallumait, l'agitation qu'avait soulevée dans le Midi la succession de François Fébus n'était pas encore calmée. Le conflit du vicomte de Narbonne et de Catherine de Navarre pour l'héritage de la maison de Foix-Béarn, arrêté par le roi avant son départ pour l'Italie, n'était toujours pas réglé<sup>2</sup>. Dans ces circonstances, la tâche de la diplomatie royale semblait devoir être de mettre un terme à cette querelle dangereuse pour la sécurité du pays, d'opérer un rapprochement avec la reine de Navarre pour l'arracher à l'influence castillane et de s'assurer de la fidélité et de l'appui contre les Espagnols de la féodalité méridionale.

Or, dans le clan navarrais se trouvait un personnage important, un autre Jean de Foix, vicomte de Lautrec celui-ci, qu'il y avait lieu de ménager. Partisan d'Alain d'Albret et de Catherine, il commandait l'armée navarraise et était chargé au début de 1496 de conduire les négociations pour le règlement de la succession de Foix<sup>3</sup>. Mais, de l'autre côté, il y avait le vicomte de Narbonne, ami du roi, beau-frère de Louis d'Orléans et dont la force aux frontières du Roussillon ne pouvait pas non plus être négligée dans la guerre qui commençait. Pour aplanir le différend successoral et maintenir à la fois dans la fidélité toute la noblesse méridionale, il faudrait donc, en donnant satisfaction à l'un, accorder une compensation à l'autre. C'est dans ces conditions que revint sur le tapis la question du comté de Comminges.

Le comté du centre pyrénéen, annexé à la Couronne par Charles VII en 1454, puis donné par Louis XI successivement aux deux barons béarnais Jean de Lescun et Odet d'Aydie<sup>4</sup>, était, en effet, dans la main du roi depuis 1487<sup>5</sup> et des lettres, données à Angers, avaient prononcé sa réunion au Domaine en septembre 1490<sup>6</sup>. En 1491, cependant, au traité de Moulines, Charles VIII avait promis au vieil Odet d'Aydie, qui venait de virer de bord dans l'affaire de Bretagne, de restituer le comté à son gendre. Mais, de cette restitution, il n'avait plus été question depuis lors. Et le propre gendre du Béarnais était le vicomte de Lautrec. Donner, en vertu de la promesse royale, le comté de Comminges à ce puissant soutien du clan navarrais pour obtenir par lui, de Catherine, quelques abandons qui satisfassent

1. ZURITA, *Anales de la Corona de Aragon*, V, fol. 88-90; *Hist. gén. de Languedoc*, éd. Privat, t. XI, p. 155-156.

2. BOISSONNADE, *Hist. de la réunion de la Navarre à la Castille*. Paris, 1893, p. 78-85.

3. CADIER, *Le livre des syndics des États de Béarn*. Paris, 1889, introd., p. xxxi-xxxii.

4. J. DE JAURGAIN, *Deux comtes de Comminges béarnais au XV<sup>e</sup> siècle : Jean de Lescun, bédard d'Armagnac, et Odet d'Aydie, seigneur de Lescun*, *Bull. Soc. arch. du Gers*, 1913-1918.

5. *Hist. gén. de Languedoc*, éd. Privat, XI, p. 137.

6. Arch. dép. de la Haute-Garonne, B 1900, fol. 96 r<sup>o</sup>-v<sup>o</sup>; B 1920, fol. 6 v<sup>o</sup>-7 v<sup>o</sup>, éd. Mondon, *Rev. de Comminges*, 1915, p. 10-12.

le vicomte de Narbonne pouvait, à ce qu'il semble, dénouer la crise méridionale dans le sens le plus favorable aux intérêts du royaume. Mais le roi avait déjà pris l'autre position : la donation effective du comté à Jean de Foix-Narbonne en compensation des sacrifices qu'on lui demanderait de consentir en faveur de la reine de Navarre...

Alors intervint, autrement que par inertie cette fois, le Parlement de Toulouse, auquel se joignirent les officiers royaux de la sénéchaussée. Aussitôt, en effet, qu'on avait eu vent à Toulouse du projet d'aliénation du comté pyrénéen, ç'avait été une levée de boucliers. Comment le Parlement, qui, en 1461, avait protesté contre la donation de Louis XI à Jean de Lescun et qui n'avait cessé de proclamer l'inaliénabilité du comté, pouvait-il consentir à ce nouvel abandon? Comment les officiers de la sénéchaussée de Toulouse pouvaient-ils laisser retomber entre les mains d'un grand féodal un pays aussi important par sa situation et par ses revenus que le Comminges? Le procureur du roi en Lauragais, Jean Guillemette, fut immédiatement dépêché auprès du roi et de ses conseillers avec mission de leur exposer tous les aspects de ce problème commingeois. C'est le mémoire rédigé à cette occasion pour le député des officiers toulousains qui nous découvre les détails de l'affaire et qui met en lumière, par les arguments qu'il avance, la clairvoyance politique de ces agents régionaux de la Royauté.

Les Toulousains opposaient d'abord à l'aliénation du comté un groupe d'arguments de fait. Le pays de Comminges<sup>1</sup>, déclaraient-ils, situé aux frontières du royaume d'Aragon<sup>2</sup>, est un pays riche<sup>3</sup> dont les barons<sup>4</sup> pouvaient donner trente hommes d'armes et soixante archers. Seule terre de la Couronne limitrophe des domaines aragonais depuis la restitution du Roussillon et de la Cerdagne en 1493, il représentait dans la guerre qui avait commencé une importante valeur militaire; l'aliéner, c'était ouvrir à Ferdinand la route de la Gascogne et de Toulouse<sup>5</sup>.

1. Et est nommé ledict pays Comminge à cause que jadis, du temps des Romains et avant l'advenement de Jesus Christ, ledict pays fut conquesté par lesdits Romains et les gens d'iceluy pays tous morts ou bannis et y furent mis pour y demeurer gens de diverses nations dont à cette cause fut nommé patria convenare.

2. Et ladicte conté de Comminge... est la plupart assise en montaignes piranneaulx ou y a trois entrées pour ovrir dudict royaume d'Aragon audict conté, c'est assavoir à Saint-Béat, à Banhères de Lusson et Chastillon en Couserans ou il y a partout chasteaulx pour deffendre ladicte conté.

3. Item est le pays de ladicte conté fort habondant en bledz, vins, pastels, boys, pasturages, rivières grosses portans basteaux dont la principale est le fleuve de Garonne qui passe à Thoulouse et aussy y a plusieurs mines d'or et d'argent, de cuyvre, de fer et en plusieurs parts desdictes rivières trouvé on l'or de paillette a grande quantité...

4. ... les seigneurs d'Aspet, de Montespan, de Mauléon, de Péguilhan, de Saint-Pol, de Rochefort et plusieurs autres.

5. Item... aussy considéré le danger à présent sont lesdicts pays de Languedoc et Gascongne à cause de la guerre que a commencée le Roy d'Espagne, car se ledict conté n'est entre les mains dudict seigneur veu que le pays de Roussillon a esté rendu audict roy d'Espagne, sera danger que iceluy roy n'entre audict pays de Comminge, et après mettre a destruction tout le pays de

Venaient ensuite des arguments de droit. Une clause du testament de l'ancien comte de Comminges Pierre-Raimond II, de 1375, avait stipulé que si, par le jeu des substitutions, le comté venait en la main du roi, celui-ci ne pourrait l'aliéner sous peine de voir ses droits dévolus au Pape<sup>1</sup>. Si le roi persistait donc dans ses desseins, le Saint-Père, en l'occurrence Alexandre VI, dont on connaissait les sentiments peu favorables à la politique française, pourrait faire valoir cette clause et transporter son droit au roi d'Espagne<sup>2</sup> — danger d'une haute gravité. D'ailleurs, ajoutaient les officiers méridionaux, le roi n'avait-il pas fait la promesse au sacre de ne rien aliéner du domaine de la Couronne et n'avait-il pas récemment confirmé le privilège d'inaliénabilité du comté<sup>3</sup>?

Dernier argument, enfin, que l'inconvénient qu'il y aurait à donner le Comminges au vicomte de Narbonne. Si Jean de Foix s'installait dans ce comté limitrophe du comté de Foix et de la terre de Nébouzan, il ne pourrait sortir de là que de nouvelles contestations avec la reine de Navarre. La rivalité méridionale, loin d'être apaisée, trouverait dans cet arrangement un nouvel aliment et la Gascogne et le Languedoc continueraient à souffrir du conflit<sup>4</sup>.

Comment furent accueillies ces « remontrances » des gens de Toulouse? Y eut-il dans l'entourage royal discussion de l'affaire entre les partisans d'une solution favorable à Jean de Lautrec et ceux de la donation à Jean de Narbonne? Comment Jean Guillemette réussit-il à faire triompher le point de vue des parlementaires méridionaux et à faire maintenir pour le comté de Comminges le *statu quo*? Autant de questions qu'il serait intéressant de pouvoir élucider. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que le projet du roi n'eut encore pas de suite et que Jean de Foix-Narbonne ne reçut pas le comté de Comminges. La solution Lautrec n'en fut d'ailleurs pas mieux

*Gascogne et de Guyenne et facilement pourra venir détruire la ville de Tholouse et pays de Languedoc et autres seigneuries dudict seigneur.*

1. Arch. nat., J 333, nos 36-36 bis, éd. Mondon (d'après des copies de 1587), *Rev. de Comminges*, 1924-1925.

2. Or est il ainsy que se icelle allienation, que Dieu ne veuille, se faisoit, nostre Saint Père le Pape que, comme l'on dit en commung, n'est mie favorable [pourrait demander au roi son droit, et le transporter au roi d'Espagne]; lequel roy d'Espagne soubz coulleur de maintenir le droit de l'Eglise... facilement oseroit entreprendre par force d'armes entrer audict conté de Comminge... et iceluy occuper, dont en viendroient de maux irréparables.

3. En réalité, le roi avait bien confirmé le privilège du comté en l'unissant à la Couronne, mais il avait omis dans le serment du sacre la formule relative à l'inaliénabilité du Domaine (GODEFROY, *Le cérémonial français*. Paris, 1649, t. I, p. 197). Les officiers toulousains ignoraient-ils ce dernier détail ou feignaient-ils seulement de l'ignorer?

4. Item et aussy d'autre costé pourroit venir grand inconvénient ausditz pays de Gascongne et Languedoc si ledict sieur donnoit iceluy conté audict Monsieur de Foix, car ainsy qu'il est notoire il y a en grand question et guerre entre Monsieur de Foix et la royne de Navarre a cause du droit que ledict sieur de Foix prétend avoir tant audict conté de Foix que aultres terres d'icelle maison, et se ladicte conté de Comminge qui est joignant à la conté de Foix devenoit entre ses mains pourroient sortir, comme est vraysemblable, grandes guerres et tribulations...

retenue. Des négociations entreprises avec Ferdinand d'Aragon avaient, en effet, entre temps, le 25 février 1497, abouti à la conclusion des trêves de Lyon et le danger aux frontières du Midi était devenu moins pressant. A défaut du comté pyrénéen, auquel il ne semble pas avoir beaucoup tenu lui-même, le vicomte de Narbonne se vit donner, pour les concessions qu'il fit au Navarrais, au traité de Tarbes du 4 septembre 1497<sup>1</sup>, une solide compensation : le gouvernement du Dauphiné<sup>2</sup>.

Grâce à la fermeté clairvoyante des parlementaires et des officiers royaux du Midi, le comté de Comminges resta ainsi dans le domaine après cette passe diplomatique. Curieux personnages que ces fonctionnaires plus soucieux des intérêts de la Royauté que le roi lui-même ; curieux personnages aussi qui se préoccupaient de conserver au royaume une frontière pyrénéenne ! Car, une fois le comté aliéné, que serait-il resté au roi de la chaîne méridionale ? Le Roussillon et la Cerdagne restitués à l'Espagne, Foix, Bigorre, Béarn tenus par le roi de Navarre, le Comminges aux mains d'un féodal, en aucun endroit les terres royales n'auraient atteint les montagnes. Intéressant épisode, enfin, que cette affaire où la volonté royale a été tenue en échec avec succès par une ferme opposition parlementaire.

Cet épisode, d'ailleurs, ne devait pas être la fin des intrigues autour des derniers comtés féodaux du Midi pyrénéen. A peine Charles VIII eut-il disparu que tout fut remis en question. Mais Louis XII sut à la fois imposer une solution définitive au litige de Jean de Foix-Narbonne et de Catherine de Navarre et régler au mieux des intérêts de tous la question de Comminges<sup>3</sup>.

Ch. HIGOUNET.

1. BOISSONNADE, *op. cit.*, p. 124 et suiv.

2. Arch. dép. de l'Isère, Inv. général des archives de la Chambre des Comptes de Dauphiné (fin du XVII<sup>e</sup> siècle), I, fol. 402 v<sup>o</sup>-403 r<sup>o</sup>. Voir DUPONT-FERRIER, *Gallia regia*, t. II, 1942, n<sup>o</sup> 7849. — C'est par erreur que les auteurs de l'*Hist. gén. de Languedoc*, éd. Privat, t. XI, p. 167, ont fait de Jean de Foix, vicomte de Lautrec, un gouverneur du Dauphiné.

3. On lira le détail du dénouement de cette affaire sous Louis XII dans notre ouvrage sous presse : *Le comté de Comminges, de ses origines à son annexion à la Couronne*.

## UNE HISTOIRE « NOUVELLE » DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE<sup>1</sup>

Daniel Guérin rappelle (II, 401) que la seule connaissance des faits sociaux de l'époque révolutionnaire nécessiterait un travail de dépouillement d'archives diverses qui est à peine entamé. Cette opinion, que je partage entièrement, et qui fait dépendre le renouvellement de l'histoire révolutionnaire d'un long et minutieux travail d'érudition, se trouve au terme d'une synthèse nouvelle de la période capitale de cette époque. De ce fait, celle-ci s'avoue prématurée. Je n'insisterais pas sur cette inconséquence, si elle n'était doublée d'une autre par laquelle notre auteur exécute dédaigneusement, en quelques mots d'une incidente rapide, une des meilleures et des plus récentes œuvres d'érudition dont le besoin est par lui si justement réclamé : la thèse de C.-E. Labrousse.

Au reste, une synthèse, même prématurée, a souvent le mérite de poser des problèmes, d'élargir les horizons trop habituels, et tel est le cas de celle apportée par D. Guérin. Deux livres copieux, bourrés de faits, de discussions, assortis de notes, renvoyées, il est vrai de façon peu commode, à la fin de chaque tome, d'un bon index, de deux tables. Un style véhément, souvent relâché, mais, semble-t-il, de propos délibéré. J'avoue ne pas saisir le mérite de cette désinvolture. Certes, je ne recommanderai pas à l'historien les manchettes de M. de Buffon, mais en quoi le débraillé de la langue, comme celui du costume, prouve-t-il l'esprit « plébéien » ? Des redites, des retours, d'innombrables citations, des évocations incessantes de la révolution russe et de tous les mouvements révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle, des références à Marx, Kropotkine, Lénine et surtout Trotsky. Un ouvrage, au total, dont l'intérêt ne faiblit jamais et qui témoigne d'un travail immense, d'une belle conscience dans la recherche, d'une documentation poussée à l'extrême, au moins dans le domaine de l'imprimé<sup>2</sup>. On pourra, on devra le discuter, mais non le négliger.

D. Guérin se flatte de présenter une histoire « nouvelle » des faits révolutionnaires. On ne peut donc s'étonner de la place tenue par l'exposé de ses conceptions et de sa méthode : une introduction de quarante-trois pages, une

1. Daniel GUÉRIN, *La lutte de classes sous la Première République : bourgeois et « bras nus » (1795-1797)*. Paris, Gallimard, 1946, 2 vol. in-8°, 511 et 472 p. ; prix : 850 fr.

2. Je relève une seule erreur de fait. Dans le corps de l'ouvrage (I, 353), comme à l'index, le financier Sainte-Foy est confondu avec son homonyme l'écrivain.



postface de cinquante. Ce désir de renouvellement impliquait nécessairement une critique serrée de ses prédécesseurs. Et voici de vieilles connaissances, et des débats ouverts depuis longtemps et jamais clos, et qui sont présentés avec une ingénuité un peu désarmante. Un classement sommaire des historiens : droite et gauche (Pourquoi ne pas s'en tenir à la bonne foi, qui n'est pas unilatérale?); une certaine hargne à l'égard des historiens de métier (entendez les universitaires et les chartistes, qui seraient les seuls à profiter de loisirs studieux); une charge à fond contre l'objectivité historique (que celle-ci soit un idéal inaccessible, soit, mais quel bien peut procurer l'abandon délibéré de cette « direction d'intention »?). Enfin, l'affirmation répétée que l'historien doit prendre contact avec la vie, avec les réalités politiques et sociales, et qu'il doit avoir une expérience directe de toutes les difficultés de l'existence. Je lis même : « L'ouvrier révolutionnaire d'aujourd'hui, s'il n'était pas obligé de consacrer ses journées à gagner sa croûte (*sic*) et s'il avait en mains le « Sésame, ouvre-toi » des bibliothèques et des archives, serait sans doute mieux à même de comprendre le sans-culotte de 1793 que tous les universitaires et tous les chartistes réunis » (II, 403). Certes, l'historien ne peut que gagner au contact des réalités vivantes. Mais qui peut se flatter aujourd'hui de vivre dans « une tour d'ivoire », simple poste d'observation loin de toute brutalité quotidienne et sans aucune expérience des difficultés sociales? Et le reproche qu'adresse D. Guérin à certains historiens n'est-il pas hors de saison? On ne saurait oublier que Jaurès fut homme politique en même temps qu'historien, et qu'à un moindre degré, Aulard et Mathiez, et pendant un temps, je crois, G. Lefebvre, militèrent dans des partis politiques dont les préoccupations sociales sont évidentes. Leur refuser la connaissance directe des milieux et des faits politiques et sociaux, des hommes aux prises avec la vie et de leurs réactions habituelles, bref de tout ce qui doit incontestablement éclairer une « religion » d'historien; faire d'eux des hommes « de cabinet » est une erreur et une injustice. Et que d'injustice encore dans le palmarès dressé de leurs mérites respectifs et de leurs tendances : Jaurès, un historien « bourgeois »; Mathiez, ni plus ni moins qu'Aulard, un « radical ». Et l'auteur de regretter vivement la « timidité » de G. Lefebvre en ses conclusions historiques. Sourions et passons.

D. Guérin entend appliquer à l'histoire de la Révolution française la méthode du matérialisme historique. Je n'y vois pas d'inconvénient, à la condition-qu'elle ne soit pas exclusive, au moins dans l'interprétation. Je tomberai même tout à fait d'accord avec lui lorsque je lis : « ... c'est... réduire la conception matérialiste de l'histoire à une simple caricature que de n'en apercevoir ou de n'en admettre que l'aspect économique » (I, 376). A la bonne heure, mais du coup se voile un peu la frontière entre le matérialisme historique et les méthodes critiques habituelles qui ne veulent renoncer à aucune explication, à aucune hypothèse. Mais j'entends que la dialectique marxiste est là pour rassembler les contraires. Cependant, déjà, j'ai peur que le renouvellement annoncé, promis, de l'histoire révolutionnaire prenne

figure moins jeune. Je ne suppose pas qu'il existe encore, par le monde, un historien capable de négliger l'importance des faits économiques et sociaux dans la Révolution française : au surplus, il est d'une mauvaise information de dater de K. Marx, quelle que soit la valeur de sa pensée, le premier essai d'une interprétation économique de l'histoire révolutionnaire. Certain écrit de Barnave, bien connu, est significatif à cet égard. Enfin, à mon sens, une méthode, et même la meilleure en l'espèce, doit guider, et non courber.

Mais, enfin, tant valent les résultats de la recherche, tant vaut la méthode. Il est temps d'apprécier l'apport de D. Guérin, et non plus son *credo*. La Révolution française? une révolution permanente, au cours de laquelle les classes se heurtent de plus en plus, en un tourbillon de plus en plus rapide et creusé. Soit. Encore que l'emploi de cette expression souligne un peu trop l'évidente hantise qui pèse sur l'esprit de D. Guérin. Que l'histoire de la Révolution française puisse s'éclairer par celle de la Révolution russe, on n'y contredira pas, mais comparaison ne doit pas être obsession.

La Révolution française? mouvement de masses. Soit encore. Et l'auteur de camper, en face de la bourgeoisie qui d'abord prend la tête, puis hésite et recule, pour sauver ses biens et ses avantages, les « bras nus » cités par Michel<sup>1</sup>, c'est-à-dire les prolétaires impatientes et soucieux de réformes sociales autant que politiques. Que la pression populaire ait joué un rôle, et un grand rôle, pendant toute la Révolution, cela n'est pas niable, et je m'étonne que D. Guérin ne considère ce fait, ce grand fait (j'y insiste), qu'à partir de 1793, alors que s'étaient produits, bien avant et à maintes reprises, des mouvements paysans et même ouvriers qui attestent le branle des masses profondes. Mais, à mon avis, le problème essentiel est de mesurer cette pression. Cela supposerait un effort pour dénombrer les « bras nus » : de cet effort, aucune trace dans l'œuvre de D. Guérin. Pourtant, un article de Mathiez, omis d'ailleurs dans la bibliographie<sup>2</sup>, aurait pu servir de base à cette recherche. Un effort aussi pour préciser l'intervention de ces masses dans la politique. Pas davantage de tentative en cette direction. Pourtant, comment pouvaient agir ces masses? Par leurs votes? On sait le nombre considérable des abstentions lors des élections à la Convention ; en passant, je m'étonne de lire à ce propos que celle-ci « reflétait l'état d'esprit, en septembre 1792, des couches les plus retardataires, les plus réactionnaires de la population » (I, 33). Je pencherais plutôt vers une appréciation contraire. On sait aussi la suspension de toute opération électorale pendant la Terreur. Alors, il ne restait aux masses qu'à militer au sein des sections, des clubs populaires, ou qu'à « descendre dans la rue » lors des « journées ». Il devient donc indispensable, en bonne méthode, de dénombrer, non pas seu-

1. A ma connaissance, cette expression, si imagée, n'apparaît pas dans les textes du temps.

2. Notes sur l'importance du prolétariat en France à la veille de la Révolution (*Annales historiques de la Révolution française*, 1930).

lement les inscrits, mais les assistants à ces sociétés, à ces assemblées de section, et aussi les manifestants des jours d'impatience ou de colère. Cette recherche ménagerait peut-être des surprises. Beaucoup d'apathie apparaîtrait sans doute, traversée de brusques explosions. J'ai esquissé naguère une tentative de cet ordre pour les journées des 31 mai-2 juin<sup>1</sup>. Le nombre des prolétaires participant à ce mouvement ne m'avait pas paru très élevé (8,059 pour 17 sections) et parmi eux les ouvriers du faubourg Saint-Antoine n'étaient pas les plus nombreux. Tant que l'on n'aura pas chiffré, au moins de façon approximative, l'importance des interventions populaires, l'histoire des événements révolutionnaires restera tout près, trop près de la vieille rhétorique, malgré la meilleure des intentions. Et j'imagine que le préambule indispensable à cette histoire devrait être une analyse sociale, complète et convenablement nuancée du peuple français en 1789. Au surplus, un marxiste peut-il oublier le rôle des minorités agissantes?

Un autre problème est de mesurer le degré de conscience de « classe » des masses en mouvement. Daniel Guérin ne me semble pas avoir considéré avec beaucoup d'attention ce problème pourtant classique pour les adeptes du matérialisme historique. Peut-être ses conclusions en eussent-elles pâti, mais, à coup sûr, bien des contradictions et bien des anomalies qu'il n'a pas soulignées (en ce qui concerne particulièrement l'agitation vendéenne et fédéraliste qui le retient fort peu) auraient pu s'éclaircir. Il tente seulement de présenter deux mouvements, celui des Enragés et celui des Hébertistes, comme l'expression même des aspirations populaires. Je l'admettrai dans une certaine mesure, au moins pour Paris. Encore faudrait-il circonscrire l'action des Enragés, même dans la section des Gravilliers, au moyen d'une recherche poussée sur les origines sociales des sans-culottes. On sait que l'historien américain Crane Brinton s'est efforcé dans cette voie<sup>2</sup> et ses conclusions me semblent fort acceptables. A qui s'est familiarisé avec le petit personnel révolutionnaire, il n'apparaît pas que l'élément véritablement prolétarien domine dans les clubs et les comités. On y trouve plutôt de petits bourgeois, des artisans maîtres de leurs moyens de production, des artistes ratés, des « déclassés » (j'emploie ce terme sans intention péjorative). Le sans-culotte n'est pas, le plus souvent, un prolétaire. D'autre part, je tombe d'accord avec D. Guérin pour ne pas exagérer la part des manœuvres contre-révolutionnaires dans l'agitation sectionnaire de juillet-août 1793, mais elle n'est pas niable, cependant, et suffit à justifier, plus que la mauvaise foi, l'attitude des autorités de l'époque. Enfin, que dire du caractère « plébéien » des dirigeants hébertistes? Plébéien, le muscadin Hébert? Plébéien, le baron Cloots? Plébéien, Proly, bâtard de prince? Plébéien, le riche négociant Desfieux? Plébéien, le marquis de Maribon-Montaut? On pour-

1. *Annales historiques de la Révolution française*, 1928.

2. *The Jacobins : an essay in the new history*. New-York, 1930. Et, du même auteur, les *Origines sociales des terroristes* (*Annales historiques de la Révolution française*, 1928).

rait allonger cette liste. Soyons sérieux. Que le petit peuple parisien fasse siennes quelques revendications sommaires lancées par les « coups de gueule » du Père Duchesne, et les véhémentes dénonciations tombées de la tribune des Cordeliers, soit. Mais qu'il s'incarne dans ces hommes qui s'effondreront, sans luttes et sans grandeur, non. Il faut saluer une certaine noblesse d'âme et d'attitude chez Jacques Roux : elle fait oublier sa faible réaction aux reproches de Marat, comme le Babeuf de 1796 fait oublier le plumitif de juillet 1793, qui défendait l'administration des subsistances contre les reproches des « bras nus » aussi bien que du gouvernement.

Mais laissons le thème pour aborder l'interprétation des faits. Celle-ci est présentée sans voile et sans nuances : « Au début de 1793, nous verrons l'aile la plus importante et la plus riche de la bourgeoisie (la Gironde) lâcher pied par peur et par haine des sans-culottes, hésiter devant les mesures radicales qui seules pouvaient permettre de sauver la Révolution, et finalement glisser vers le royalisme. Nous verrons ensuite la fraction la plus audacieuse de la bourgeoisie (la Montagne) qui supprime celle qui avait trahi la cause de la Révolution, hésiter à son tour à pousser la lutte jusqu'au bout. Il faudra l'intervention des faubourgs pour qu'elle se décide à châtier les chefs de la Gironde, à débarrasser l'armée des officiers réactionnaires... Nous montrerons que les chefs montagnards, les Carnot, les Barère, les Cambon, étaient liés à la classe aristocratique et aux Girondins par mille liens d'intérêt et d'amitié... Enfin, et surtout, nous verrons la Montagne donner un brusque coup de frein à la déchristianisation parce que, terrifiée par le torrent révolutionnaire, elle préféra, avec Robespierre, ne pas se priver complètement de l'appui que pouvaient lui apporter l'Église et la religion, gardiennes traditionnelles de l'ordre... » (I, 21). A la fin du livre, nouvelle affirmation sur ce dernier point : « Ce mouvement général de la Révolution, pendant la période que nous étudions, revêt la forme d'une courbe. Jusqu'à une date que l'on peut situer approximativement au 21 novembre 1793, la courbe est *ascendante* : la Révolution va de l'avant. A partir du 21 novembre 1793, la courbe est *descendante* : la Révolution commence à reculer, bientôt elle s'« abîmera » (pour reprendre l'impression de Michelet) dans la réaction thermidorienne » (II, 413).

Ainsi donc, la conclusion capitale de Daniel Guérin serait le déplacement dans le temps et en avance du zénith de la courbe révolutionnaire. Le commun des historiens le plaçait au 9 thermidor. Il faudrait le placer, selon D. Guérin, lors de la déclaration de guerre de Robespierre aux déchristianisateurs. C'est, du coup, rejeter la montagne robespierriste dans le camp de la réaction sociale. Et, de fait, Robespierre n'est pas mieux traité par Daniel Guérin que par nombre d'historiens de la vieille école. Tout un chapitre est consacré à sa *collusion* avec Danton. Ici, je crains de constater chez Daniel Guérin un certain manque de sens historique, c'est-à-dire, après tout, de sens de la vie. Collusion ? qu'est-ce à dire ? Complicité inavouée, poursuivie sous le voile de l'hostilité apparente. Mais alors il serait entendu que, dès le début

de la grande crise, les hommes devaient se classer, et rester fixés, rivés à leur choix premier, que leurs sentiments ne devaient point évoluer, leur caractère se modifier, qu'ils devaient rester insensibles au choc formidable des événements. Et, si Danton, comme le croyait Mathiez, est acquis, dès le début, par sa vénalité et l'impératif de ses passions, à la contre-révolution, Robespierre pouvait, devait le deviner et le démasquer immédiatement? Il n'avait pas à attendre la lente accumulation des faits, des soupçons, des preuves, le *test* décisif des circonstances? Bien plus, défenseur des seuls intérêts de la classe bourgeoise, Robespierre aurait frappé, à mort, un autre défenseur de la même cause. J'entends bien D. Guérin alléguer les sacrifices nécessaires, la « face » à sauver. Je me refuse à cette schématisation des faits, à ce classement sommaire des hommes, et je crois plus complexe la psychologie des hommes, surtout en révolution.

Que la politique de la montagne robespierriste ait comporté des hésitations, voire des reculs, on commence à l'admettre, après les études de G. Lefebvre sur les décrets de ventôse<sup>1</sup>. Mais a-t-elle jamais cessé d'être démocratique, au moins dans l'intention? Pour l'affirmer, il faut, avec Daniel Guérin, oublier la guerre et ses nécessités. Aux yeux de Robespierre et des montagnards, en 1793 et 1794, la question primordiale est de briser le complot aristocratique à l'intérieur et la menace étrangère, tout en préservant le plus possible, mais non la totalité, des conquêtes révolutionnaires sur le plan politique et social. D'où une politique assez hardie pour entraîner l'adhésion des sans-culottes, assez prudente pour permettre les ralliements tacites qui fortifient le nouveau régime. La première n'a peut-être pas été obtenue complètement et jusqu'au bout : d'où le 9 thermidor. Cette politique de salut public, si bien nommée, impliquait la renonciation au moins temporaire à certaines revendications, d'autant plus que le danger des surenchères démagogiques devenait évident et que les « contre-révolutionnaires en bonnet rouge » n'étaient pas un mythe. Mais, la guerre perdue, que seraient devenues les réformes sociales? Dans la débâcle militaire, inévitablement suivie de la contre-révolution, qu'aurait pesé l'intérêt matériel des « bras nus »? C'est fausser l'histoire de la Terreur et même celle de toute la Révolution que se refuser à voir ce réflexe de défense constant, que de nier la nécessité de cet effort de discipline et de sacrifice devant le double péril intérieur et extérieur. Pour triompher, après avoir renoncé à l'exercice de libertés politiques si chèrement acquises, il fallait ajourner les moins pressantes des revendications sociales. Tous ceux qui, de 1793 à nos jours, ont dénoncé Robespierre comme le plus dangereux des révolutionnaires (pour les adversaires de la démocratie politique et sociale) ont mieux jugé que D. Guérin.

Au fond, la grande erreur de ce dernier est de s'acharner, contre toute évi-

1. *Questions agraires au temps de la Terreur*. Paris, 1932.



dence, dans ce chaos de faits et ce tourbillon de courants contraires qu'est une révolution politique et sociale, à retrouver toujours la même et seule explication. La politique religieuse de Robespierre était, tout à l'heure, une manœuvre des capitalistes aux abois. Et voici que la guerre elle-même doit s'expliquer uniquement par le choc de leurs intérêts. Elle aurait été déclenchée par la rivalité économique de la France et de l'Angleterre. Ici, dates et faits s'insurgent. Je croyais savoir que l'Angleterre n'était entrée en guerre qu'en février 1793, alors que les hostilités duraient depuis près d'un an avec la Prusse et l'Autriche. Je croyais savoir que nombre de questions, en particulier celle des émigrés et le heurt des idéologies, devaient intervenir pour l'expliquer. Je croyais même que les conséquences du traité commercial franco-anglais de 1786, que D. Guérin dénonce avec l'âpreté qu'y ont mise, en leur temps, les filateurs rouennais, avaient été exagérées, si l'on en croit une étude de L. Cahen, ignorée de notre auteur<sup>1</sup>. Je croyais que la bourgeoisie maîtresse du pouvoir, d'après Guérin, dès 1789, s'était d'abord montrée résolument pacifique, et qu'ayant l'occasion de faire la guerre à la bourgeoisie rivale d'outre-Manche, en 1790, à propos de l'affaire de Nootka-Sound, toujours ignorée de notre auteur, elle ne l'avait pas faite, en dépit des intérêts qu'il dénonce. On voit où peut mener une obsession. D. Guérin mettait en garde tout à l'heure contre une déformation caricaturale du matérialisme historique. N'a-t-il pas cédé, lui aussi, à pareille tentation? Je rappellerai simplement, pour terminer, le mot de Karl Marx devant les outrances de quelques néophytes : « Ce que je sais bien, moi, c'est que je ne suis pas marxiste. »

Henri CALVET.

1. *Revue historique*, 1939.

## L'HISTOIRE MILITAIRE RUSSE

### A PROPOS DE PUBLICATIONS RÉCENTES

Au moment même où A. Sidorov (*Istoričeskij Žurnal* — *Revue historique*, n° 4, 1945) notait, à propos du Tableau des recherches historiques dressé par V. N. Volgin (*Istor. Žurn.*, n° 3, 1945), l'attention insuffisante accordée par les historiens russes à l'art militaire<sup>1</sup>, le 200<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kutuzov (1745-1813) était marqué à Moscou par une série de manifestations. L'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences, le 14 septembre 1945, consacrait à la mémoire du libérateur de la terre russe une session spéciale où successivement les professeurs Grekov, Korobkov et Tarlé exposèrent le rôle historique de Kutuzov, ses talents militaires et diplomatiques. De leur côté, les Académies militaires, dans une assemblée commune, les 4 et 5 octobre, et la Faculté d'histoire de l'Université, au cours de deux réunions, le 19 septembre et le 12 octobre 1945, évoquaient la mémoire du général, en l'honneur de qui, par ailleurs, était organisée une exposition au Musée d'histoire.

C'est que les derniers événements ont naturellement incliné les historiens soviétiques vers l'art militaire. M. I. Kutuzov a fait l'objet d'une importante étude de N. Podorožnij, en 1942, et de plusieurs articles de revues parus en 1941 et 1945, dont le principal, signé de N. Korobkov (*Voprosy istorii* — *Questions d'histoire*, n°s 3-4, 1945), est intitulé : *L'art militaire de Kutuzov*. L'auteur ne veut pas, bien entendu, ajouter à la réputation d'un chef qui vit intensément dans la tradition populaire et dans les œuvres de Jukovskij, Krylov, Puškin et surtout de L. Tolstoj (*La guerre et la paix*, 1887). Mais c'est un procès en réhabilitation devant les experts militaires qu'il entreprend. Le nom de Kutuzov, le prudent, le temporisateur, l'homme des retraites stratégiques, n'est lié, en effet, à celui d'aucune grande victoire sur les champs de bataille de l'Ouest où s'est joué en 1812 la fortune de l'État russe. Si bien que l'homme à qui le peuple russe attribue légitimement sa libération en 1812 et qui reste la « figure centrale » de cette année décisive (A. N. Popov, *Russkaja starina*, 1877, p. 277) apparaît, aux yeux de la plupart des historiens de l'art militaire, suivant l'expression de V. Kharkevič (*La Bérézina*, 1893, p. 205), comme « un simple témoin des événements ».

Kutuzov est un élève de Suvorov. Dans quelle mesure a-t-il complété les leçons de son maître? S'est-il contenté de les adapter à des conditions nouvelles? A-t-il eu des conceptions originales?

1. Cf. *Revue historique*, janvier-mars 1945, p. 15.

Il recueille tout d'abord une tradition ancienne. N. Korobkov fait remonter à Pierre le Grand l'origine des conceptions militaires de Rumjancev et Suvorov et les oppose radicalement aux conceptions occidentales du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le recrutement d'une armée à caractère national, organisé déjà par le Règlement militaire de Pierre le Grand (1716), une stratégie de mouvement reposant sur le principe de la concentration des forces, une tactique de combat ayant pour but, avec la défaite de l'ennemi sur le champ de bataille, son anéantissement par la poursuite, enfin, en corollaire, le développement de l'initiative chez les hommes comme chez les chefs, et l'autonomie relative des formations armées dans le cadre du plan de bataille — ces principes ont été mis en forme et en application par Suvorov et expliquent les victoires du règne de Catherine II.

M. I. Kutuzov fait ses premières armes en Pologne (1764), puis contre les Turcs (1770-1774 et 1790-1791), sous le commandement de Suvorov jusqu'en 1791. La tradition militaire personnifiée par celui-ci est rompue sous Paul I<sup>er</sup>, qui introduit dans l'armée les principes de l'école Frédéricienne. Mais la mort de Paul I<sup>er</sup> n'amène pas un retour à la tradition de Pierre le Grand. Il faut les défaites de 1805-1807 pour obliger Alexandre à des réformes militaires qui s'inspirent à la fois des méthodes de Suvorov et des leçons de l'État-Major français. Kutuzov, qui, pour éviter un conflit de doctrine avec son souverain, avait obtenu son congé en 1802, a participé à la cinquième coalition, opérant aux approches d'Ulm un recul stratégique qui rappelle la retraite de Suvorov en Suisse. Après avoir, en 1811, achevé la campagne de Moldavie, il devient en 1812 l'organisateur de la défense nationale, et c'est alors que se manifestent ses talents originaux.

Les nécessités impérieuses d'une guerre où la Russie risquait son existence imposaient un retour rapide aux principes d'une armée et d'une stratégie nationales. Le ministre de la Guerre Barclay de Tolly, dans les *Règlements pour une grande armée d'opérations*, développe largement les conséquences qui découlent de ces principes : introduction de l'ordre dispersé dans l'infanterie au combat, emploi généralisé des lignes de tirailleurs, du tir ajusté, de l'attaque à la baïonnette, de l'artillerie en liaison avec les autres armes. L'augmentation des effectifs, par ailleurs, donnait à Kutuzov une armée suffisamment nombreuse, compte tenu des possibilités d'équipement. Dans la campagne de 1812, la tactique de Kutuzov, bien connue, consiste à garder des forces intactes en reculant devant les armées napoléoniennes, et cela contre le désir de ses collaborateurs. Le mérite qui lui revient est d'avoir su arrêter ce recul au moment précis où ce dernier risquait d'avoir sur la troupe l'effet moral le plus fâcheux, et c'est Borodino, où l'emplacement choisi et les dispositions prises — en dépit des critiques souvent formulées par les experts militaires — doivent être considérées comme excellentes : Kutuzov a, en effet, obligé Napoléon à une attaque frontale, remportant ainsi une véritable victoire stratégique. Ce choix heureux du

moment, on le retrouve, lorsque, Napoléon quittant Moscou, Kutuzov attaque Murat et contraint Napoléon à abandonner l'idée d'une offensive vers le sud. Le talent de Kutuzov, si on en juge par l'exposé de N. Korobkov, consiste ainsi moins dans des vues nouvelles que dans son aptitude à s'adapter à une situation militaire donnée.

Mais ce qui fait surtout sa gloire, c'est que ce représentant typique d'une *intelligentsia* nobiliaire en contact étroit, par sa vie même, avec la campagne paysanne, a organisé, dès l'entrée de Napoléon en Russie, la guerre de partisans. Celle-ci, en effet, n'a pas été une simple réaction spontanée du peuple contre l'envahisseur — réaction dont on trouve d'ailleurs de multiples exemples dans le passé de la Russie<sup>1</sup>; — cette étroite collaboration entre l'armée et la population civile entraînait dans le plan tactique de Kutuzov, qui ne s'est pas borné à suivre de loin Napoléon en retraite, le retenant dans la zone de « terre brûlée », mais a véritablement inspiré et commandé les multiples opérations qui tendaient à détruire les centres d'approvisionnement de l'armée napoléonienne et à couper ses lignes de communications.

La deuxième phase de la guerre, qui commence à la frontière russe, est marquée d'un caractère nouveau. C'est d'abord l'étiement des armées de Kutuzov de Tilsitt à Varsovie, « première attaque de l'histoire militaire qui s'étendit sur un tel espace » (la Grande Armée pénétrant en Russie s'étirait seulement de Kovno à Grodno). C'est, en outre, dans une marche rapide sur l'Elbe, la multiplication des offensives concentrées. Ici l'auteur réfute l'opinion que Kutuzov ait pu subir, à ce moment, l'influence des « conseillers » allemands, Scharnhorst, Gneisenau, Blücher — ces derniers n'étant arrivés au Quartier général de Kutuzov qu'à la fin de février 1813. La mort de Kutuzov survenait peu après, le 16 avril 1813.

\* \* \*

La fin du règne d'Alexandre I<sup>er</sup> et surtout le règne de Nicolas I<sup>er</sup> ont amené un arrêt du développement des institutions militaires, et un retour à des conceptions périmées. La pression d'un danger extérieur ne s'exerce plus; bien au contraire, la Russie, « gendarme de l'Europe », apparaît comme la première puissance continentale. L'armée devient avant tout un instrument de politique intérieure; peu nombreuse, elle perd son caractère national; soumise à des revues et à des exercices continnels, elle entretient une discipline sévère, mais combat l'initiative personnelle comme une forme d'opposition. La relève des cadres après 1812 l'a remplie d'officiers braves, mais peu instruits et sans capacités militaires. C'est seulement aux confins de l'Empire, là où l'armée n'est plus une armée de parade, que subsiste, en veilleuse, la tradition de Suvorov et de Kutuzov, entretenue par l'ancien

1. Cf., par exemple, V. ŠUNKOV, *La lutte nationale contre les occupants polonais et suédois au début du XVII<sup>e</sup> siècle* (*Istor. Žurn.*, nos 1-2, 1945).

chef d'État-Major de Barclay de Tolly : A. P. Ermolov, dans la région du Caucase.

La défaite de Crimée révèle subitement l'insuffisance de l'organisation militaire, l'oubli des principes stratégiques et tactiques. Les travaux d'une Commission créée en 1855 et chargée d'une réforme générale n'ont pas encore abouti que la mobilisation partielle de 1859, se traînant pendant cinq longs mois (il s'agissait seulement de quatre corps d'armée), montre à nouveau l'urgence d'une révision totale du système militaire. C'est alors qu'en 1861 D. A. Miljutin devient ministre de la Guerre ; il le restera jusqu'à l'arrivée d'Alexandre III au pouvoir, en 1881. A son nom est attachée une réforme profonde de l'armée, à quoi P. Zajončkovskij consacre un long article dans la revue *Voprosy istorii* — *Questions d'histoire*, n° 2, 1945. Les réformes de Miljutin ont été, en vérité, peu étudiées, car on se borne en général à les centrer autour de la loi sur le recrutement du 1<sup>er</sup> janvier 1874, et on néglige les mesures prises entre 1861 et 1870. P. Zajončkovskij, utilisant un abondant matériel d'archives, reprend l'ensemble de la question.

Il fait d'abord un tableau de l'organisation de l'armée russe à la veille des réformes de Miljutin. Le recrutement, fixé par le Règlement militaire de 1831, astreint au service d'une façon générale tous les « taillables », mais l'effectif moyen du contingent annuel (80.000 hommes entre 1835 et 1854) est insignifiant par rapport au chiffre de la population. Augmenter le contingent était difficile, parce que le service entraînait la liberté et tendait à modifier la structure même de la société russe. Le problème essentiel était donc la formation de cadres permettant, en cas de guerre, de lever une armée plus nombreuse. Or, les officiers provenaient soit du corps des cadets et des Écoles militaires spéciales (artillerie, génie) qui formaient des chefs instruits, mais peu nombreux (un tiers environ de l'effectif total), soit des engagements volontaires et du rang (8 à 9 % d'officiers sortis du rang), et il s'agissait d'officiers ignorants, parfois illettrés. Ces cadres réduits ne pouvaient suffire à des réserves pourtant très modestes. La situation de la Russie à cet égard, en 1862, ressort nettement du tableau comparatif ci-dessous :

	Effectifs (en milliers d'hommes)		Rapport des deux chiffres
	de paix	de guerre	
Autriche	280	625	1 : 2,2
France	400	800	1 : 2
Prusse	200	695	1 : 3,4
Russie	800	1000	1 : 1,25

Enfin, la Russie manque d'une direction cohérente et d'une organisation territoriale. La médiocrité de l'armement, sauf en ce qui concerne l'artillerie, l'insuffisance de l'instruction, tels sont les derniers traits qui marquent le retard de l'armée russe par rapport aux États modernes d'Occident.

Les réformes de Miljutin s'étalent sur une longue période et le règlement



du 1<sup>er</sup> janvier 1874, qui introduit en Russie le service militaire universel, n'est que le dernier maillon d'une longue chaîne. Le mérite de P. Zajonkovskij est d'avoir montré qu'entre 1861 et 1870 des transformations essentielles ont déjà été réalisées, non sans une opposition obstinée des milieux traditionalistes, qui trouve un écho jusque chez les poètes du temps (cf. Nekrasov, *Les contemporains*). Miljutin a porté son effort sur la réorganisation des services centraux et la création d'une organisation territoriale. Le Règlement de 1867 forme des « Directions » à compétence étendue et bien définie, et divise le territoire en quinze cercles militaires dont les Directions particulières reflètent l'organisation des Directions centrales dont elles dépendent. Mais les pouvoirs des commandants de cercles sont tels qu'il s'agit là d'une véritable déconcentration. Le développement des réserves (550.000 hommes en 1870), des cadres d'officiers formés dans les « gymnases », qui deviendront par la suite les meilleurs établissements d'enseignement, les directives données aux instructeurs et tendant à n'apprendre à la troupe que ce qui est nécessaire à la guerre et à développer les capacités physiques et intellectuelles du soldat, ainsi que son initiative, suivant la meilleure tradition de Suvorov, l'amélioration de l'armement, absorbèrent toute l'activité de Miljutin pendant ces dix années.

L'opposition aux réformes n'était pas le seul obstacle rencontré par Miljutin. Il se heurtait surtout à des impossibilités de fait : le retard de l'industrie russe, la médiocrité des moyens financiers limitaient l'ampleur que Miljutin eût voulu donner à la réorganisation militaire. Il voyait loin lorsqu'il déclarait, en 1870 : « La Russie n'est pas l'Égypte ni l'État pontifical, pour se contenter d'acheter le matériel de toute son armée à l'étranger ; nous devons construire des usines à nous pour fabriquer nos armes à l'avenir. » Si, à cette situation, la Russie ne pouvait alors porter remède, du moins les événements de 1870, l'effondrement de la France et le danger allemand balayèrent-ils une opposition dont la plate-forme était constituée par des considérations financières. Après 1870, les réformes capitales de Miljutin ont pu aboutir, mais on ne doit pas oublier qu'elles font partie d'un plan d'ensemble.

Les progrès réalisés se mesurent au fait qu'en novembre 1876 la Russie put opérer sa première mobilisation générale en quinze jours, malgré la raspoutitsa. La mobilisation était achevée le quatrième jour dans dix gouvernements et, le cinquième jour, 75 % des réservistes se trouvaient déjà aux points de rassemblements. Que la guerre de 1877-1878 ait montré une fois de plus que la Russie avait un instrument militaire encore médiocre, un commandement et un armement insuffisants, n'enlève rien à l'œuvre « progressiste » de Miljutin, qui, dans l'état économique et social de la Russie d'alors, ne pouvait faire mieux.

R. PORTAL.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### ALLEMAGNE MODERNE ET CONTEMPORAINE

#### I. — QUESTIONS DÉMOGRAPHIQUES

L'évolution démographique est assurément un des facteurs essentiels de l'explication historique. Les Allemands s'y sont toujours beaucoup intéressés et le racisme devait encore davantage orienter leurs recherches dans ce sens.

L'ouvrage de M. Otto JUNGELS est une bonne introduction à l'étude de la politique démographique suivie par les différents régimes qui se sont succédé en Allemagne depuis deux siècles<sup>1</sup>. Il n'apporte aucun document nouveau. Nous savions déjà que le mercantilisme cherche surtout à augmenter le nombre des sujets, sans s'inquiéter de leur qualité. Nous savions qu'au XIX<sup>e</sup> siècle natalité et émigration sont surtout considérées sous l'angle social et que l'État ne s'y préoccupe guère d'attenter à la liberté individuelle ou de diriger l'émigration. Nous connaissions, enfin, les thèses eugénistes développées par le national-socialisme.

M. Jungels se réfère essentiellement à des économistes. Il résume les travaux de Weber, de Sombart, de Troeltsch, négligeant les monographies d'historiens, tels que Ziekursch ou M. Martiny, qui lui auraient apporté des références utiles. Son petit livre, sérieux, un peu inutilement alourdi d'expressions abstraites empruntées aux grandes œuvres dont il est issu et dépourvu d'originalité, sera consulté par les étudiants avec profit. Mais ils regretteront que l'auteur n'ait pas tenté de renouveler son sujet. Il constate que la natalité est plus faible dans les villes que dans les campagnes. Mais l'historien sait que ce n'était pas le cas au XVIII<sup>e</sup> siècle, pas plus que, de nos jours, en Extrême-Orient. Il y aurait là matière à recherches fécondes. De même, au lieu de reprendre la division classique des économistes en trois périodes, Mercantilisme, Libéralisme, National-socialisme, l'auteur aurait pu se demander quels ont été les effets démographiques de la Révolution et de l'Empire. Les peuples ont rarement été plus agités qu'au cours de cette période. Mélanges ethniques, renversements temporaires et localisés des courbes démographiques au moment des guerres, il y aurait là aussi un champ que les chercheurs ont laissé en friche.

1. Otto JUNGELS, *Deutsche Bevoelkerungspolitik seit dem Zeitalter des Merkantilismus*. Frankfurt a. M., Vittorio Klostermann, 1939, in-8°, 111 p. (« *Schriften der Gesellschaft für Sozialwissenschaft* »).

Ce souci de renouvellement fait la valeur de l'étude de M. Renate VOWINCKEL sur les causes de l'émigration, plus spécialement dans le pays de Bade<sup>1</sup>. L'auteur y témoigne d'un réel sens critique. Analysant dans un chapitre initial les principes fondamentaux, il démontre que les notions d'espace vital, de surpopulation, de misère, voire même de race, sont relatives. La conjoncture varie. On doit donc se livrer à une étude approfondie des circonstances, qui ne fournira que des explications particulières à un pays et à une époque. L'auteur se réfère souvent à M. Carr Saunders et semble ignorer les travaux de M. Lucien Febvre, dont il adopterait cependant toutes les conclusions.

Les archives du Pays de Bade fournissent à M. Vowinkel une documentation suffisante pour l'étude des mouvements de masses auxquels il se limite. Les chiffres qu'elles nous transmettent paraissent cependant étonnamment faibles. Alors que les journaux de l'époque et les œuvres littéraires nous décrivent d'innombrables bandes de villageois en route vers l'Est, les documents officiels ne recensent en 1784, année de la plus forte émigration des deux principautés de Bade-Baden et de Baden-Durlach vers la Hongrie, que 463 départs. Mais il faut tenir compte de l'émigration secrète. En 1802, par exemple ; les statistiques hongroises enregistrent cinquante-sept immigrants, tandis qu'on ne constate que vingt-trois départs en Bade.

L'émigration officielle se heurte, en effet, à de nombreux obstacles. Bien qu'elle n'ait jamais été complètement interdite, comme en Alsace, où elle était punie des galères, elle était soumise à de lourdes taxes et à d'interminables formalités administratives. Il était plus avantageux de déguerpir. Le déserteur, en effet, jouissait des mêmes avantages en Hongrie et conservait une possibilité de retour, qui était refusée à l'émigrant enregistré. Cela rend l'évaluation exacte difficile. Aussi bien le but de l'auteur n'est-il pas là : M. Vowinkel recherche les causes de l'émigration et en distingue trois au cours du siècle. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la règle semble être : *Ubi populus, ibi obulus*. Ce sont d'abord les paysans qui s'en vont, vers les terres vierges de Hongrie, puis de Galicie, de Prusse orientale et même d'Espagne. Ils partent aux environs de 1749 et restent groupés dans leurs nouveaux établissements, qui conservent leur caractère germanique. Leurs motifs sont essentiellement d'ordre économique. L'influence des agents recruteurs est primordiale ; ceux-ci sont souvent d'anciens émigrants, qui vantent à leurs compatriotes les avantages dont ils jouiront : franchise d'impôts, liberté religieuse, gratuité du voyage et de la nouvelle installation. La concurrence entre les recruteurs autrichiens, russes, prussiens et espagnols, les désertions en cours de route, sous l'influence des agents des seigneurs riverains du Danube, qui guettent les convois, nuisent ensuite à la Hongrie. Le goût

1. Renate VOWINCKEL, *Ursachen der Auswanderung, gezeigt an badischen Beispielen aus dem 18. und 19. Jahrhundert*. Stuttgart-Berlin, Kohlhammer, 1939, in-8°, x-148 p. (*Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Beiheft 37.)

de l'aventure joue un grand rôle dans ce mouvement, car les paysans incultes obéissent en général à des mobiles irrationnels. La deuxième vague, à la fin du siècle, présente des caractères différents. Elle entraîne surtout des artisans, hommes et femmes, en général célibataires, qui s'en vont individuellement. Leurs motifs sont rationnels. Les réformes agraires, en général favorables aux paysans, nuisent à l'artisan. Le partage des communaux le prive d'une ressource importante. La concurrence du coton à la laine, la multiplication des petits métiers à la campagne, le progrès de l'industrie à domicile rendent sa situation précaire. Il est peu sensible à la propagande grossière des agents recruteurs, mais écoute les appels des compatriotes déjà établis dans des régions où il n'y a pas d'artisans.

Ces gens de métier, isolés, s'assimilent rapidement aux populations qui les accueillent. *Heute Tod, Morgen Not, Uebermorgen Brot* est leur devise. (Aujourd'hui la mort, demain la misère, après-demain le pain.) Chose remarquable pour l'une et l'autre émigration : ce sont toujours les plus riches qui partent d'abord. En 1749, la Hongrie n'accepte que les immigrants possédant au moins 500 florins. La concurrence entre les recruteurs abaisse ensuite les taux et la masse, plus pauvre, suit les élites.

Les conditions changent au XIX<sup>e</sup> siècle. La misère consécutive à une mauvaise récolte et le dur hiver de 1816-1817 provoquent une émigration en masse vers l'Amérique. C'est par le Rhin, cette fois, que les pauvres s'en vont, poussés par les municipalités qui ne veulent plus les secourir. Ils « s'engagent » envers les capitaines des vaisseaux d'Amsterdam ou de Rotterdam. Vingt mille personnes, un cinquième environ de la population, s'en vont. Et ceux qui n'ont pas trouvé d'engagement, qui rentrent et racontent comment des recruteurs malhonnêtes les ont dupés, ne sont plus acceptés comme citoyens (Buerger), mais seulement comme protégés (Schutzgenossen) astreints au travail dans leur ancienne commune.

Le parlement de Francfort, en 1848, a placé l'émigration parmi les droits fondamentaux du citoyen. Non seulement il ne paye plus de taxe, mais la loi le protège et l'encourage ; des associations se forment pour encourager et guider l'émigration. Des villages entiers se vident, dans le pays de Bade. Cependant, là comme dans le reste de l'Allemagne, c'est après l'échec de la révolution démocratique que les départs se multiplient. Les élites libérales et intellectuelles fuient l'Allemagne réactionnaire : « Ubi libertas, ibi patria », pensent-elles. Les raisons morales qui commandent cet exode prévalent sur les motifs économiques. On ne regarde pas vers l'Est réactionnaire, mais vers la libre Amérique. Les recherches de M. Vowinkel confirment donc celles de M. Valentin<sup>1</sup>, qui, dans son histoire de la révolution allemande, estime à 1,100,000 le nombre des libéraux qui s'exilent. Ils sont obligés de s'assimiler et jouent un rôle important dans le développement de la civilisation américaine. Une dernière vague d'émigrants quitte

1. VEIT VALENTIN, *Geschichte der deutschen Revolution (1848-1849)*. Berlin, Ullstein, 2 vol. in-8°, XVI-662, XII-771 p.

l'Allemagne alentour 1880. Bismarck constate que, contrairement à l'opinion courante, ce ne sont pas les pauvres paysans des régions déshéritées et surpeuplées, mais les ouvriers des centres industriels et les campagnards aisés des pays peu peuplés qui s'en vont. Cela est vrai du grand-duché de Bade, comme du Mecklembourg, de la Poméranie ou de la Prusse. Émigration de très jeunes gens, de garçons surtout, attirés par les hauts salaires. Émigration facilitée par la rapidité des transports, par l'abondance du courrier, par les parents et par les amis qui accueillent les voyageurs souvent décidés à rentrer au bercail avec le pécule qu'ils auront acquis.

Ainsi, d'une époque à l'autre, les causes, les buts, la qualité des émigrants varient. Elle n'est pas régie par une loi simple et générale. Et l'historien qui lit le suggestif petit ouvrage de M. Vowinkel voit, à chaque chapitre, se poser de nouvelles questions ; car l'évolution si particulière de l'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle ne saurait évidemment ne pas être influencée par ces départs qui la privent, tantôt d'une main-d'œuvre jeune et active, tantôt de ses élites intellectuelles.

Les recherches de M. Vowinkel sont en partie confirmées par les renseignements que M. Fritz POPELKA a recueillis dans les archives de la ville de Graz<sup>1</sup>. Il a dépouillé les registres de la bourgeoisie entre 1720 et 1819. Les bourgeois payent une taxe qui, de 10 florins en moyenne vers 1720, s'élève à plus de 17 en 1750 et à 20 ou 30 en 1817. Elle varie, d'ailleurs, selon les métiers ; les enfants payent moins que leurs parents. Le nombre des naturalisations est loin d'être constant. Un tableau montre qu'il fluctue entre 33 en 1720, 57 en 1730, 46 en 1740, 37 et 38 en 1758 et 1765, 160 en 1797, 172 en 1808 et 118 en 1813. La courbe n'est donc pas parallèle à celle des vagues d'émigration massive de M. Vowinkel. Les circonstances locales dominent.

Mais les bourgeois ne représentent que 15 % de la population à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et 10 % en 1810. Et, lorsqu'on considère leur origine, on constate que les immigrés les plus nombreux viennent toujours des pays voisins. Cependant, les immigrants de l'empire allemand, qui forment environ 20 % du total jusque vers 1750, tombent ensuite à 12 %, tandis que la proportion des étrangers augmente. Leur apport est surtout industriel. Tous les métiers sont représentés dans les tableaux soigneusement dressés par l'auteur. Les artisans de l'habillement, et surtout de la métallurgie, viennent en général de l'étranger. Souabe et Bavière fournissent surtout des tailleurs, des bijoutiers et des horlogers.

Nous ne nous attarderons pas au médiocre ouvrage publié sous la direction de M. Gerhard VON BRANCA<sup>2</sup>. Désireux de montrer la permanence du sang allemand dans l'empire des Habsbourg, il réunit quelques articles hâtivement écrits et mal documentés. On y trouve des évaluations hasar-

1. Fritz POPELKA, *Die Burgerschaft der Stadt Graz von 1720 bis 1819*. Baden bei Wien, 1941, in-8°, 123 p. (*Veröffentlichungen des Wiener Hofkammerarchivs*.)

2. Gerhard VON BRANCA, *Die Blutgemeinschaft im Grossdeutschen Reich*. Graz, 1939, in-8°, 151 p.



deuses sur les invasions germaniques, des listes de noms, pour établir la participation allemande aux diverses activités, dans tous les ordres sociaux, des conclusions précaires tirées de la linguistique et de la toponymie ; le tout est étayé par une bibliographie squelettique, où les ouvrages importants manquent en général.

\* \* \*

## II. — BIOGRAPHIES

Le culte des grands hommes a conduit les nationaux-socialistes à encourager la publication de biographies, et la remarquable perméabilité du public allemand permet aux éditeurs l'impression de gros volumes au texte souvent alourdi de détails oiseux.

Ce n'est pas le cas du Maurice de Saxe de M. Hans BAUMGARTEN. Bien illustré, orné de deux croquis indispensables à l'intelligence des guerres, son livre, dépourvu de notes et de bibliographie, ne manque pas d'agrément. Ses chapitres, courts, clairs, imagés, n'apportent aucune révélation. Ils font de Maurice de Saxe un héros national, qui, malgré ses erreurs — la principale est d'avoir abandonné la Lorraine à Henri II — a lutté pour libérer le Reich de l'emprise espagnole, pour assurer la paix intérieure et pour sauvegarder l'égalité religieuse entre protestants et catholiques<sup>1</sup>.

Nous ne nous arrêterons pas au médiocre pamphlet de M. Kurt FERVERS sur les salons berlinois<sup>2</sup>. Texte diffus, sources incomplètes et interprétées avec la plus évidente mauvaise foi, tendance politique partout affirmée, rien n'y manqué pour en faire le modèle de l'ouvrage malhonnête. Il ne convaincra personne de la réalité d'une conspiration juive à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et ne détrônera pas le petit livre si nuancé, si intelligent et si émouvant que M. Spenlé a consacré au même sujet.

La « princesse héritière », dont M. POSEK retrace la biographie, est Elisabeth-Christine de Brunswick-Bevern, femme de Frédéric II<sup>3</sup>. Son livre s'arrête au 31 mai 1748, jour de l'accession du prince héritier au trône. Gros livre de 431 pages, tirées surtout des archives de Brunswick, où se trouvent des correspondances inédites, fort intéressantes. Ces lettres nous permettent de suivre au jour le jour toutes les intrigues nouées autour des fiançailles, du mariage, de la vie conjugale d'Élisabeth. Les détails pittoresques abondent : c'est l'éducation des enfants de Brunswick, petite lignée qui donne des femmes aux familles royales et impériales de Prusse, d'Autriche et de Russie. C'est la lutte quotidienne et mesquine, à Berlin, pour les préséances, entre Wilhelmine, fille de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, et la vieille duchesse Éléonore de Bevern, tante d'Élisabeth. C'est le jeune Frédéric,

1. HANS BAUMGARTEN, *Moritz von Sachsen Der Gegenspieler Karls V.* Berlin, Paul Neff, 1942, in-8°, 430 p.

2. KURT FERVERS, *Berliner Salons.* Munich, 1940, in-8°, 237 p.

3. ERNST POSEK, *Die Kronprinzessin.* Berlin, Steuben Verlag, 1941, in-8°, 510 p., ill.

auquel son père envoie généreusement cent cinquante chaises anglaises, ramassées dans un de ses châteaux inhabités, pour compléter un mobilier de style français. Et ce sont les difficultés de toutes ces grandes dames, obligées de recevoir, de paraître, de distribuer des cadeaux, sans en avoir les moyens ; quand la reine de Prusse s'en plaint, Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> lui conseille simplement de vendre ses bijoux.

Ces détails, qui nous font pénétrer dans l'intimité des souverains, rendent l'ouvrage très attachant à certains moments. Mais l'auteur ne nous fait grâce de rien. Tout ce qu'il a butiné nous est rendu dans l'ordre chronologique. Il a compulsé les archives et consulté les imprimés. Mais pourquoi n'a-t-il pas mieux « digéré » sa provende ? Nous voyons vivre la famille de Brunswick ; mais, derrière la cour, il y a la ville. Le Brunswick est le type même de ces principautés du despotisme éclairé, si caractéristiques de l'Allemagne du XVIII<sup>e</sup> siècle. On ne s'en douterait pas. Quel beau chapitre, cependant, M. Posek aurait pu écrire, en opposant la cour de Vienne, où l'étiquette espagnole régit les moindres faits et gestes, à la monarchie patriarcale de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, qui, malgré ses femmes, se fie davantage à son instinct qu'aux convenances, et à la petite cour de Brunswick, si provincialement calme, mais où les fils des ambitions de toutes les dynasties d'Europe s'entre-croisent ! On aimerait voir apparaître de temps en temps les peuples dont tous ces princes tirent leurs ressources. L'ouvrage de M. Posek pourrait être « social » ; il se contente d'être généalogique. Tel quel il ne mérite peut-être pas la faveur du grand public, qui se perd au milieu de tous ces noms de princes ; mais il rendra de grands services aux spécialistes. Un index détaillé leur serait cependant bien utile...

Des noms, des dates... Et que nous importent les ancêtres d'Alexandre de Rennenkampf, auquel s'intéresse M. Jean SAVANT, s'ils n'expliquent pas son caractère<sup>1</sup> ? Que nous importent toutes ces fiches sur Schlabrendorff, Krusenstern, Klinger, Guillaume de Humboldt, Rauch, etc., si ces célébrités ne rayonnent pas, si le grand cosmopolite que fut Alexandre de Rennenkampf ne nous introduit pas dans les « milieux » qu'il a fréquentés ? Le moindre dictionnaire biographique nous en donnera autant. Des noms, des dates, des fiches... et de l'ennui !

Le livre, sans doute, était difficile à composer. Il aurait fallu broser autour de Rennenkampf, aux différentes périodes de sa vie, des tableaux de milieux sociaux. Tel quel, l'ouvrage de M. Savant ne saurait être d'aucune utilité pour l'historien, d'aucun intérêt pour l'amateur.

L'un et l'autre, au contraire, se passionneront pour le remarquable Louis I<sup>er</sup> de Bavière du comte Egon Cesar CORTI<sup>2</sup>. Fondé sur de longs dépouillements d'archives publiques et privées, étayé par une bibliographie à peu près exhaustive, richement illustré, doté d'un index alphabétique et

1. Jean SAVANT, *Alexandre de Rennenkampf*. Paris, Calmann-Lévy, 1946, in-16, 223 p.

2. Egon Caesar, Comte CORTI, *Ludwig I. von Bayern. Ein Ringen um Freiheit, Schoenheit und Liebe*. Munich, Bruckmann, 4<sup>e</sup> éd., 1941 (1<sup>re</sup> en 1937), in-8°, xiii-612 p.

d'un tableau généalogique hors texte, ce gros livre fait comprendre et fait réfléchir. Quand Louis succède à son père en 1825, à l'âge de trente-neuf ans et à la page 248, son caractère est formé. On n'avait jamais étudié sa jeunesse avec tant de détails. Les documents cependant abondent, car le prince tient un journal depuis l'enfance et sa correspondance est extrêmement étendue ; il a écrit près de 3,000 lettres à la seule marquise Mariannini, qu'il aime jusqu'au jour où il rencontre Lola Montez. C'est à son premier précepteur, l'évêque Sailer, qu'il doit son profond attachement à l'Eglise ; sa passion pour les arts s'éveille un peu plus tard, puis sa haine de la France. Opposé à la politique de son père Maximilien-Joseph et du ministre éclairé et francophile Montgelas, il chercherait en vain à cacher la véritable nature de ses sentiments à Napoléon. Celui-ci ne réussit pas à le gagner au cours du séjour que le prince fait aux Tuileries en 1806. Il en rapporte sur l'empereur et sa vie intime des notes qui confirment curieusement les mémoires de Mme de Rémusat. N'est-il pas, d'ailleurs, le rival de Napoléon, qui, d'abord, ne le voit pas volontiers aspirer à la main de la grande-duchesse Catherine de Russie et qui, plus tard, lui est préféré par la comtesse Walewska ? La crainte de se voir imposer une femme française, dont il ne veut à aucun prix, bien que sa sœur soit heureuse avec Eugène de Beauharnais, le jette dans les bras de Thérèse de Saxe-Hildburghausen, qui lui donnera beaucoup d'enfants et le rendra heureux, puisqu'elle lui passera ses multiples infidélités. Louis, en effet, a besoin d'être amoureux et trouve toujours de nouvelles recrues au peintre Stieler, qui, après avoir multiplié les séances de pose en présence du roi, achève le portrait voué à la galerie spéciale que Sa Majesté a consacrée aux plus parfaites beautés du siècle. La haine de la France renforce la passion nationale et unitaire du prince. D'accord avec le peuple allemand en 1813, il devient de plus en plus libéral, accorde une constitution aux Bava-rois et la conserve, malgré Metternich, qu'il déteste, après les conférences de Vienne et de Carlsbad. Mais il est autoritaire et se trouve bientôt dans une situation fautive. La Chambre n'approuve pas tous ses projets, critique ses constructions coûteuses, regrette les faveurs aux couvents. Le roi s'entête, découvre les inconvénients de la liberté de la presse, qu'il finit par limiter et se désolé d'être finalement considéré comme ennemi de l'unité allemande par les libéraux bava-rois. M. Corti voit dans la déception de Heine, qui avait espéré un poste à l'Université de Munich, la cause essentielle d'un revirement, d'où le poète ne sort pas grandi. Son insistance à charger Heine surprend un peu, chez un historien si compréhensif et qui, par ailleurs, nous montre exactement la même évolution chez les leaders libéraux qui attaquent violemment leur souverain à la fête nationale de Hambach. Si même Heine n'avait pas éprouvé de rancune, il ne pouvait que partager la passion de ses amis. Ce prince, bien intentionné, mais impulsif, « galopant », selon le mot des ambassadeurs étrangers, d'une réforme à l'autre, ce roi libéral, mais catholique et autoritaire, ce souverain bava-rois, champion d'une unité qui ne semble pouvoir s'opérer que contre les dynas-

auquel son père envoie généreusement cent cinquante chaises anglaises, ramassées dans un de ses châteaux inhabités, pour compléter un mobilier de style français. Et ce sont les difficultés de toutes ces grandes dames, obligées de recevoir, de paraître, de distribuer des cadeaux, sans en avoir les moyens ; quand la reine de Prusse s'en plaint, Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> lui conseille simplement de vendre ses bijoux.

Ces détails, qui nous font pénétrer dans l'intimité des souverains, rendent l'ouvrage très attachant à certains moments. Mais l'auteur ne nous fait grâce de rien. Tout ce qu'il a butiné nous est rendu dans l'ordre chronologique. Il a compulsé les archives et consulté les imprimés. Mais pourquoi n'a-t-il pas mieux « digéré » sa provende ? Nous voyons vivre la famille de Brunswick ; mais, derrière la cour, il y a la ville. Le Brunswick est le type même de ces principautés du despotisme éclairé, si caractéristiques de l'Allemagne du XVIII<sup>e</sup> siècle. On ne s'en douterait pas. Quel beau chapitre, cependant, M. Posek aurait pu écrire, en opposant la cour de Vienne, où l'étiquette espagnole régit les moindres faits et gestes, à la monarchie patriarcale de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, qui, malgré ses femmes, se fie davantage à son instinct qu'aux convenances, et à la petite cour de Brunswick, si provincialement calme, mais où les fils des ambitions de toutes les dynasties d'Europe s'entre-croisent ! On aimerait voir apparaître de temps en temps les peuples dont tous ces princes tirent leurs ressources. L'ouvrage de M. Posek pourrait être « social » ; il se contente d'être généalogique. Tel quel il ne mérite peut-être pas la faveur du grand public, qui se perd au milieu de tous ces noms de princes ; mais il rendra de grands services aux spécialistes. Un index détaillé leur serait cependant bien utile...

Des noms, des dates... Et que nous importent les ancêtres d'Alexandre de Rennenkampf, auquel s'intéresse M. Jean SAVANT, s'ils n'expliquent pas son caractère<sup>1</sup> ? Que nous importent toutes ces fiches sur Schlambendorff, Krusenstern, Klinger, Guillaume de Humboldt, Rauch, etc., si ces célébrités ne rayonnent pas, si le grand cosmopolite que fut Alexandre de Rennenkampf ne nous introduit pas dans les « milieux » qu'il a fréquentés ? Le moindre dictionnaire biographique nous en donnera autant. Des noms, des dates, des fiches... et de l'ennui !

Le livre, sans doute, était difficile à composer. Il aurait fallu broser autour de Rennenkampf, aux différentes périodes de sa vie, des tableaux de milieux sociaux. Tel quel, l'ouvrage de M. Savant ne saurait être d'aucune utilité pour l'historien, d'aucun intérêt pour l'amateur.

L'un et l'autre, au contraire, se passionneront pour le remarquable Louis I<sup>er</sup> de Bavière du comte Egon Cesar Corti<sup>2</sup>. Fondé sur de longs dépouillements d'archives publiques et privées, étayé par une bibliographie à peu près exhaustive, richement illustré, doté d'un index alphabétique et

1. Jean SAVANT, *Alexandre de Rennenkampf*. Paris, Calmann-Lévy, 1946, in-16, 223 p.

2. Egon Caesar, Comte CORTI, *Ludwig I. von Bayern. Ein Ringen um Freiheit, Schoenheit und Liebe*. Munich, Bruckmann, 4<sup>e</sup> éd., 1941 (1<sup>re</sup> en 1937), in-8°, xiii-612 p.

d'un tableau généalogique hors texte, ce gros livre fait comprendre et fait réfléchir. Quand Louis succède à son père en 1825, à l'âge de trente-neuf ans et à la page 248, son caractère est formé. On n'avait jamais étudié sa jeunesse avec tant de détails. Les documents cependant abondent, car le prince tient un journal depuis l'enfance et sa correspondance est extrêmement étendue ; il a écrit près de 3,000 lettres à la seule marquise Mariannini, qu'il aime jusqu'au jour où il rencontra Lola Montez. C'est à son premier précepteur, l'évêque Sailer, qu'il doit son profond attachement à l'Église ; sa passion pour les arts s'éveille un peu plus tard, puis sa haine de la France. Opposé à la politique de son père Maximilien-Joseph et du ministre éclairé et francophile Montgelas, il chercherait en vain à cacher la véritable nature de ses sentiments à Napoléon. Celui-ci ne réussit pas à le gagner au cours du séjour que le prince fait aux Tuileries en 1806. Il en rapporte sur l'empereur et sa vie intime des notes qui confirment curieusement les mémoires de M<sup>me</sup> de Rémusat. N'est-il pas, d'ailleurs, le rival de Napoléon, qui, d'abord, ne le voit pas volontiers aspirer à la main de la grande-duchesse Catherine de Russie et qui, plus tard, lui est préféré par la comtesse Walewska ? La crainte de se voir imposer une femme française, dont il ne veut à aucun prix, bien que sa sœur soit heureuse avec Eugène de Beauharnais, le jette dans les bras de Thérèse de Saxe-Hildburghausen, qui lui donnera beaucoup d'enfants et le rendra heureux, puisqu'elle lui passera ses multiples infidélités. Louis, en effet, a besoin d'être amoureux et trouve toujours de nouvelles recrues au peintre Stieler, qui, après avoir multiplié les séances de pose en présence du roi, achève le portrait voué à la galerie spéciale que Sa Majesté a consacrée aux plus parfaites beautés du siècle. La haine de la France renforce la passion nationale et unitaire du prince. D'accord avec le peuple allemand en 1813, il devient de plus en plus libéral, accorde une constitution aux Bava-rois et la conserve, malgré Metternich, qu'il déteste, après les conférences de Vienne et de Carlsbad. Mais il est autoritaire et se trouve bientôt dans une situation fautive. La Chambre n'approuve pas tous ses projets, critique ses constructions coûteuses, regrette les faveurs aux couvents. Le roi s'entête, découvre les inconvénients de la liberté de la presse, qu'il finit par limiter et se désole d'être finalement considéré comme ennemi de l'unité allemande par les libéraux bavarois. M. Corti voit dans la déception de Heine, qui avait espéré un poste à l'Université de Munich, la cause essentielle d'un revirement, d'où le poète ne sort pas grandi. Son insistance à charger Heine surprend un peu, chez un historien si compréhensif et qui, par ailleurs, nous montre exactement la même évolution chez les leaders libéraux qui attaquent violemment leur souverain à la fête nationale de Hambach. Si même Heine n'avait pas éprouvé de rancune, il ne pouvait que partager la passion de ses amis. Ce prince, bien intentionné, mais impulsif, « galopant », selon le mot des ambassadeurs étrangers, d'une réforme à l'autre, ce roi libéral, mais catholique et autoritaire, ce souverain bavarois, champion d'une unité qui ne semble pouvoir s'opérer que contre les dynas-



ties, porte la contradiction en lui. Il ressemble à Frédéric-Guillaume III, son beau-frère, avec lequel il entretient les meilleures relations. Rien de plus révélateur que leur correspondance.

Tout le livre fourmille d'une vie intense. La politique et même le développement économique — Zollverein, canaux, chemins de fer — sont étroitement mêlés aux amours, à la vie familiale, aux voyages du souverain. Les scènes inédites abondent : Louis XVIII offre aux princes alliés, en 1815, un dîner dans une salle encore décorée par les N. impériaux. Ce qui fait dire au comte d'Artois : « Bonaparte a des N. mis partout ! » Louis s'enthousiasme pour un faiseur de miracles, qui prétend le guérir de sa surdité partielle. Le vieux Goethe est profondément flatté de la visite que le roi de Bavière lui rend à Weimar le jour de ses soixante-dix-huit ans et se montre par la suite indulgent aux médiocres poèmes du prince. La tragi-comédie de son amour pour Lola Montez, qui conduit Louis à l'abdication en février 1848 est renouvelée. Le récit de la vieillesse du roi, aussi développé et aussi neuf que celui de sa jeunesse, captive le lecteur. Maximilien II ne partage pas les passions artistiques de son père et voit, sans enthousiasme, ce dernier s'enflammer à nouveau pour de jeunes femmes. Mais il a un fils, Louis, qui préfère son grand-père et qui accède brusquement au trône à dix-huit ans en 1864. Louis II, ami de Wagner, artiste et rêveur comme Louis I<sup>er</sup>, demande volontiers conseil à ce dernier. Le vieux prince continue à voyager. Sa haine contre la France se dissipe peu à peu. A quatre-vingts ans, il fait un séjour à Paris, où la cour de Napoléon III le fête. La princesse Mathilde, en particulier, recherche « l'adorable vieillard », qui rendra l'âme à quatre-vingt-douze ans, le 29 février 1868, à Nice.

Tout cela, raconté par le menu, n'est jamais ennuyeux et nous ramène constamment à l'histoire générale. De l'amoncellement même des détails, une impression d'ensemble se dégage, comme d'un tableau pointilliste. On voit, on comprend, on note et on sait qu'il ne sera plus possible désormais de traiter cette période sans se référer à cette biographie.

C'est une réussite aussi que la *Vie et doctrine de Karl Marx* de M. André VÈNE<sup>1</sup>. L'auteur nous apporte en 400 pages une information exacte et complète. La première moitié du livre est consacrée à la vie, la seconde plus faible à la doctrine. Les très nombreuses citations en petit texte, sur lesquelles M. Vène fonde son exposé, sont bien choisies et fournissent des références utiles. Tous les aspects de l'homme et de sa pensée sont exposés dans un esprit objectif. Une somme du marxisme, un memento, qui n'apporte rien de neuf, mais dont le besoin se faisait incontestablement sentir et qui pourrait rendre de grands services au profane comme au spécialiste. Mais un ouvrage de cette espèce suppose un index. Quel dommage que M. Vène ne s'en soit pas convaincu !

(Sera continué.)

H. BRUNSCHWIG.

1. André VÈNE, *Vie et doctrine de Karl Marx*. Paris, Éditions de la Nouvelle France, 1946, in-8°, 412 p.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Abbé A. GLORY. **La civilisation néolithique en Haute-Alsace.** Thèse pour le doctorat de l'Université de Toulouse. Toulouse, impr. Lion, 1942 ; in-8°, 412 pages, 1 carte.

Le travail avait été commencé, il y a plusieurs années, à Strasbourg ; il a abouti à Toulouse, l'une des rares universités françaises où soit organisé l'enseignement de la préhistoire, confié, on le sait, au comte Begouën, qui a dirigé l'achèvement de la thèse. Le rapport avait été fait par l'abbé Breuil. Ces noms garantissent la qualité de cette étude. Elle apporte, en effet, de précieux renseignements sur la préhistoire alsacienne.

Dans cette province, comme partout ailleurs, les débuts de la période néolithique, qui peuvent remonter à 5.000 ans avant notre ère, demeurent obscurs. Cependant, les fouilles poursuivies depuis une quarantaine d'années par M. R. Forrer autour de Strasbourg avaient mis en lumière, pour le troisième millénaire avant notre ère, la succession de trois civilisations différentes : une civilisation en rapport avec celle des palafittes de Suisse, une autre originaire du nord-est de l'Europe, caractérisée par des vases ornés au poinçon de motifs linéaires profondément incisés dans la pâte et, pour cette raison, dite « poinçonnée » ; une troisième enfin, qui vient de la vallée du Danube et dont les vases sont ornés de traits parallèles dessinant des rubans festonnés sur la panse ; c'est la civilisation que l'on nomme rubanée et que les Belges appellent « omaliennne » de la localité d'Omal où elle aboutit. Mais la chronologie relative de ces courants divers demeurait incertaine ; la classification restait limitée au Bas-Rhin. L'intérêt du livre de l'abbé Glory est de faire connaître les civilisations correspondantes de la Haute-Alsace et d'en éclairer la succession.

Le néolithique du Haut-Rhin se révèle assez différent de celui du département voisin. La civilisation poinçonnée n'y apparaît que très rarement, notamment dans les couches inférieures de la grotte de Cravanche près de Belfort. La céramique rubanée y est un peu plus fréquente, mais ses formes abâtardies accusent un prolongement tardif de celle du Bas-Rhin. Le lacustre domine. C'est à l'intérieur de cette civilisation qu'il s'agit de distinguer des périodes.

Le fil conducteur a été pour l'abbé Glory l'étude des haches de pierre polie, extrêmement nombreuses ; il en note près de 1.100 qu'il a examinées et dessinées. Il commence par en dresser le catalogue, il en analyse la matière, il en classe soigneusement les formes. Il y reconnaît trois types principaux : haches à section ronde, haches à section ovale, haches à section rectangulaire. Typologiquement, les plus anciennes doivent être celles à section ronde. Elles sont d'ailleurs de beaucoup les moins nombreuses et faites presque toutes d'une pierre banale, la grauwacke, calcaire siliceux de couleur gris olivâtre, provenant des Vosges méridio-

nales. Les haches à section ovale marquent un progrès dans la fabrication ; elles sont de pierres plus belles, lydienne, serpentine, néphrite, jadéite, chloromélanite, d'origine vosgienne généralement, mais aussi parfois alpestre, par l'intermédiaire des cailloux du Rhin. L'équarissage des côtés semble indiquer une recherche nouvelle ; c'est la forme que reproduisent les premières haches de métal. Les haches à section rectangulaire seraient donc de la fin du néolithique.

Cette typologie est vraisemblable ; cependant des haches de type différent se trouvent parfois associées dans le même dépôt. On aurait aimé qu'elle fût confirmée par quelques exemples trouvés en place avec d'autres objets ; or, on cherche en vain de tels exemples dans le volume. Le principe même du classement demeure hypothèse.

Ces haches paraissent appartenir à la civilisation lacustre. La civilisation rubanée est caractérisée par une houe dont une face est plate et l'autre très bombée, ressemblant en petit à une forme de chaussure, d'où le nom de houe « pédiforme ». Mais cet instrument est également celui de la céramique poinçonnée. À côté de la houe, ces civilisations possédaient aussi des haches. Une étude plus poussée aurait dû chercher à en préciser les types. Les haches à section ronde témoigneraient, selon l'abbé Glory, de la présence d'une population lacustre ancienne encore clairsemée. Celles à section ovale et rectangulaire représenteraient un lacustre plus récent qui, à la fin du néolithique, aurait recouvert, jusqu'en Basse-Alsace, les populations antérieures. La conclusion semble excellente. Elle explique pourquoi, dans le Bas-Rhin, M. Forrer rencontrait du « lacustre », tantôt par-dessous, tantôt par-dessus les couches de poinçonné ou de rubané. Dans le Haut-Rhin, comme dans le Bas-Rhin, très peu de poinçonné et un peu plus de rubané seraient venus s'insérer entre des couches différentes de lacustre. L'hypothèse est très vraisemblable, mais là aussi on voudrait que la stratigraphie de quelques stations apporte la preuve.

L'excellente carte des trouvailles annexée au volume montre, dans le Haut-Rhin, deux centres principaux d'occupation néolithique : les collines jurassiques du Sundgau et la région de Belfort. Les premières se trouvent en relation directe avec la Suisse ; la région de Belfort tient à la Franche-Comté et à la Bourgogne. C'est là que le néolithique de la Haute-Alsace a ses attaches. L'abbé Glory a donc toute raison d'y reconnaître l'influence prépondérante de la civilisation lacustre de Suisse. Il y note également quelques analogies avec la station classique du camp de Chassey en Saône-et-Loire. Mais les stations du territoire de Belfort ont été moins bien étudiées que celle du Sundgau. Les conclusions générales de la thèse apparaissent vraisemblables : la civilisation du Néolithique en Haute-Alsace se rapproche beaucoup plus que celle du Bas-Rhin des civilisations de l'est de la France et de la Suisse. On n'oubliera pas que Mulhouse a été suisse jusqu'à la Révolution, et que la séparation entre Haut et Bas-Rhin est une division ancienne : le Haut-Rhin à l'époque celtique relevait des Séquanes de Franche-Comté et le Bas-Rhin des Médiomatriques de Metz, avant d'être attribué par César aux Transrhénans qu'étaient les Triboques.

Beaucoup d'hypothèses, donc ; des hypothèses bien présentées, avec des commencements de preuve plutôt qu'une démonstration. Est-ce faute de l'abbé Glory ou bien celle de ses sources, c'est-à-dire des comptes-rendus de fouilles anciens souvent décevants ? Lui-même a tenté quelques fouilles nouvelles qui n'ont pas été vaines, mais qui n'ont pas apporté de résultats décisifs. Il semble qu'en plu-

Plusieurs cas une critique plus poussée aurait permis à l'auteur de tirer un peu plus de ses documents, si médiocres fussent-ils. Le livre se contente trop souvent des descriptions telles qu'elles ont été données. Une étude plus méthodique des stations de fonds de cabanes, des camps retranchés et des sépultures devrait appuyer la typologie des haches. Commencé par un essai intéressant de typologie, terminé (p. 313-358) par une étude excellente de la vie religieuse des néolithiques d'Alsace à la lumière des trouvailles locales et des données de l'ethnologie, le livre, dans sa partie centrale, se réduit trop à un résumé de comptes-rendus de fouilles. Cela même, il est vrai, est utile. Nous saurons désormais où trouver tous les renseignements sur l'archéologie préhistorique de Haute-Alsace.

En rendant hommage à l'ampleur et à l'extrême conscience de l'information, on louera particulièrement les efforts pour trouver du nouveau grâce à une méthode de caractère nettement scientifique : dénombrements, classifications et analyses de laboratoire. L'étude des pierres conduit à celle de leurs gisements et au tracé des pistes transvosgiennes parcourues par les néolithiques à la recherche de la matière première de leur industrie. Le travail est, en tout cas, d'un excellent exemple. On souhaiterait que la préhistoire de chacune de nos régions françaises soit étudiée comme l'est ici celle du Haut-Rhin.

A. GRENIER.

**Martin P. NILSSON. Geschichte der griechischen Religion. Erster Band :**  
bis zur griechischen Weltherrschaft. Munich, C. H. Beck, 1941, xxiv-  
823 pages, 8 fig., 52 pl. h. t.

Selon l'auteur de cette importante synthèse, on ne peut dresser un tableau pleinement satisfaisant de l'histoire de la religion grecque<sup>1</sup> : nous ne disposons pas ici, comme pour les religions révélées, de documents nous renseignant avec précision sur les croyances ; la religion des Hellènes a ignoré les formules impératives. — L'introduction examine les différentes enquêtes menées sur le sujet depuis le commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, la mythologie et les traits essentiels des croyances et du culte primitifs ; puis, les cinq sections du livre étudient successivement les éléments fondamentaux de la religion grecque, les temps préhistoriques, les divinités, les époques archaïque et classique. On ne peut ici mentionner que les principales conclusions de cet ouvrage très bien informé et riche en savantes et précieuses discussions.

Les Hellènes n'eurent pas de système religieux bien cohérent. Le fond primitif de leurs croyances fut celui de toute religion : on y discerne, en particulier, les notions de « force », de sacré, de tabou, l'animisme, etc. : c'est sur ce terrain que les dieux ont pris naissance. La religion grecque des temps historiques est issue d'un mélange entre les conceptions de deux peuples appartenant à des races distinctes : une différence assez nette sépare la religion des Préhellènes, où le sentiment et le mysticisme tiennent une place prépondérante, de celle des immigrants indo-européens, des guerriers, pour qui les dieux n'étaient que des seigneurs doués d'une puissance supérieure et jouissant de l'immortalité. Mais, à l'époque archaïque, les notions religieuses vont se transformer. L'auteur met en bonne lumière les princi-

1. A laquelle il avait déjà apporté tant de notables contributions, signalées en partie dans certains de nos précédents bulletins (cf. *Rev. histor.*, t. CLIV, p. 402 ; t. CLX, p. 350).

paux caractères de cette dure période, marquée par les progrès de la misère, du surpeuplement et de l'oppression sociale et politique. La religion étant fortement rattachée à la société et à l'État, il devait en résulter des modifications considérables dans le sentiment religieux, sous des formes d'ailleurs assez diverses : il y eut ainsi un renouveau de mysticisme, représenté surtout par l'essor des cultes dionysiaques, et un courant « légaliste », qui tendait à en refréner les abus. Ce courant se manifesta, notamment, dans l'œuvre d'Hésiode et au sanctuaire de Delphes, qui connut alors la plus belle période de son histoire. Les conceptions fondamentales de cette religion transformée sont celles de justice et de légalité, opposées au règne de la tyrannie et de l'arbitraire ; on cesse de voir dans les dieux des êtres sans moralité, indifférents au bien et au mal, et l'on attend d'eux désormais la consolation, l'aide contre les puissants et le triomphe du droit. L'orgueil et les excès des grands sont formellement condamnés par les maximes delphiques : l'homme doit éviter toute « démesure » (*μηδὲν ἄγαν*) et chercher à « se connaître lui-même », afin d'apprendre qu'il n'est qu'un homme et qu'en s'élevant trop haut, il risque d'être terriblement châtié par les dieux. A cet idéal de justice égalitaire se relie la victoire de l'esprit de solidarité civique, qui, dès le VII<sup>e</sup> siècle, se traduit sur les champs de bataille par l'apparition de la « tactique des hoplites », des citoyens de la classe moyenne luttant coude à coude<sup>1</sup>. En même temps, les vieilles croyances préhelléniques, refoulées, mais nullement anéanties, par l'invasion des Indo-Européens, se manifestent à nouveau sous de multiples aspects. Enfin, des liens solides ne cessent d'unir la religion à l'État. Au cours du V<sup>e</sup> siècle, surtout après les guerres médiques, ce caractère national de la religion se renforce encore : le culte public gagne en magnificence et contribue à l'exaltation du patriotisme. Mais, sous cet éclatant décor, la foi traditionnelle, battue en brèche par les progrès des sciences et l'enseignement des sophistes, perd graduellement son empire sur les âmes ; si les fêtes religieuses demeurent très brillantes, si la littérature et les arts font toujours maints emprunts à la mythologie, l'incrédulité va grandissant et, avec elle, son éternelle compagne, la superstition, ou bien les Grecs se tournent vers de nouveaux dieux, édifiants ou secourables (Asclépios, par exemple).

A cette conception de l'histoire religieuse du monde hellénique, dit l'auteur, on reprochera sans doute de mettre au premier plan, non pas la croyance même aux dieux, mais sa dépendance à l'égard de la vie sociale, politique et intellectuelle. Un tel reproche serait immérité : il ne faut pas oublier, en effet, que, dès l'origine, une étroite solidarité avait uni la religion à la société et à l'État ; l'évolution des croyances avait été déterminée, en réalité, par les changements politiques, sociaux et intellectuels. Certes, la pensée religieuse a trouvé plus d'une expression brillante dans la littérature hellénique ; mais ce sont là des exceptions, et l'auteur, s'est surtout proposé d'étudier la religion du « Grec moyen ». L'artisan de l'évolution religieuse, en définitive, c'est « la masse » ; or, si les grandes idées religieuses lui sont fort accessibles, elle a besoin, pour les faire triompher, d'être entraînée par un puissant génie religieux, tel que l'Hellade, précisément, n'en a jamais possédé. Platon, il est vrai, était un génie religieux ; mais il l'ignorait ; son dessein n'était nullement de créer une religion ou de faire œuvre de réformateur : se regardant uniquement comme un philosophe, il assignait pour but essentiel à son acti-

1. Voir l'intéressante étude de NILSSON, *Die Hoplitentaktik und das Staatswesen* (Klio, 1928, p. 240-249), très brièvement analysée dans notre cinquième bulletin : cf. *Rev. histor.*, t. CLIV, p. 121.



vitité la connaissance du vrai et du juste, et ses contemporains avaient de lui la même opinion. C'est seulement cinq siècles après sa mort que l'on découvrira le contenu religieux de sa pensée : il figurera dès lors parmi les plus grands fondateurs de religion de tous les temps, et aucune religion d'une certaine importance ne pourra se soustraire à l'influence de ses doctrines.

P. CLOCHÉ.

Jérôme CARCOPINO. *Le Maroc antique*. Paris, Gallimard (coll. *La suite des temps*, 10), 1943 ; 1 vol. in-8°, 336 pages, XIV planches et 9 cartes, dont 2 hors texte.

La *Revue historique* doit quelques excuses à son public pour avoir tant attendu avant de lui signaler l'intérêt de ce précieux recueil où M. J. Carcopino a rassemblé, pour notre commodité et notre joie, les études que, de points de vue divers, il s'est trouvé amené à consacrer entre 1938 et 1943 à ce sujet, attachant de tant de manières, qu'est le Maroc dans l'antiquité.

Ce volume, cependant, ne contient pas seulement des réimpressions : en tête et en guise d'introduction, l'auteur nous offre d'abord une *Esquisse d'une histoire ancienne du Maroc*, brillante synthèse où, en trente et une pages, M. Carcopino, avec la maîtrise incomparable qui est la sienne, parvient à condenser l'essentiel de ce que nous savons de ce vaste sujet : c'est le modèle même de l'exposé d'ensemble et nous ne saurions trop recommander aux professeurs et aux étudiants de s'y reporter, et pour son intérêt intrinsèque et pour sa valeur exemplaire. Puis vient, après un bref essai, *Les Phéniciens et les Grecs* (le Maroc punique dans l'histoire et dans la légende grecque), ce grand mémoire sur *Le Maroc, marché punique de l'or*<sup>1</sup>, où l'auteur, reprenant l'étude du Périple d'Hannon, soumettant à une critique exigeante ce document suspect, ambigu, volontairement ambigu, met le voyage d'exploration et de colonisation du grand amiral carthaginois en rapport avec le commerce de l'or soudanais et fixe l'emplacement du comptoir de Cerné à la baie du Rio de Oro, dans le Sahara espagnol : thèse au premier abord bien hardie, au service de laquelle M. Carcopino déploie une dialectique singulièrement prenante et qui lui a valu l'adhésion d'un critique aussi exigeant que M. A. Merlin<sup>2</sup>.

Les autres chapitres du livre reproduisent, avec quelques compléments qui ne modifient nulle part l'essentiel de la thèse, les mémoires bien connus que M. Carcopino a consacrés à Volubilis comme cité royale de Juba, rivale occidentale de Cherchell ; à l'assassinat par Caligula du dernier roi de Maurétanie, Ptolémée ; à la magnifique inscription de M. Sulpicius Felix à Sala, et à la fin du Maroc romain. Je n'aurai pas la prétention de révéler à nos lecteurs ces mémoires classiques, auxquels le public savant a accordé, dès leur première publication, toute l'attention qu'ils méritent. On sait que toutes leurs conclusions n'ont pas été accueillies par tous avec la même faveur ; aussi bien M. Carcopino n'a pas coutume de ne tenir que des positions acquises d'avance et recherche volontiers les voies non frayées. Nous n'avons pas fini de relire et de discuter ses hypothèses, qui s'imposent à

1. Lu à l'Académie des inscriptions en février et mars 1943, mais les *Comptes-rendus* n'en donnent qu'un bref résumé.

2. Cf. son article : *La véritable portée du périple d'Hannon*, *Journal des Savants*, 1944, p. 62-76.

l'attention de tous : il faut donc nous féliciter que ces textes nous soient ici présentés de façon commode, sous une forme agréable et accompagnée d'une précieuse illustration.

H.-I. MARROU.

Paul LEMERLE. *Philippes et la Macédoine orientale à l'époque chrétienne et byzantine*, 1 vol. (33 cm. x 25 cm.), v-568 pages, 66 fig., et *Album de LXXXII pl.* Paris, de Boccard, 1945. (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et Rome*, fasc. 158.)

Les fouilles remarquables exécutées dans les ruines de Philippes et dirigées par Lemerle, de 1935 à 1939, avaient déjà donné lieu à d'intéressants rapports reproduits dans le *Bulletin de correspondance hellénique*. C'est d'abord leur résultat, la découverte de deux grandes basiliques chrétiennes, qui fait l'objet de ce splendide ouvrage, dont je signale en passant la présentation irréprochable et luxueuse, ce qui, de nos jours, n'est pas un mince mérite. Mais Paul Lemerle n'est pas seulement un archéologue de grand mérite : épigraphiste, diplomate, il a publié un grand nombre d'inscriptions et de chartes qui concernent Philippes et la Macédoine orientale et il travaille à la publication des documents d'archives de l'Athos, dirigée par Gabriel Millet. Historien averti et d'une magnifique érudition, il est au courant de toutes les sources qui intéressent son sujet et des recherches qu'elles ont provoquées. Enfin, son ouvrage est un modèle de critique, juste, modérée et loyale : il n'accepte que ce qui est démontré ou parfois suggéré.

Ce sont ces qualités, auxquelles il faut joindre la netteté et parfois le charme de l'exposition, qui donnent à son livre une remarquable originalité. D'abord, dans le choix même de son sujet, l'histoire de Byzance, vue d'une province et non, comme habituellement, de Constantinople. C'est ensuite la mise en œuvre des sources archéologiques (monuments, inscriptions) et diplomatiques, d'une richesse exceptionnelle et qui comblent les lacunes ou rectifient les erreurs de l'historiographie. Certaines périodes obscures de l'histoire de la Macédoine orientale n'ont été pour ainsi dire reconstituées par P. Lemerle qu'avec l'aide presque exclusive des inscriptions (organisation de l'église de Philippes) et des documents d'archives (histoire administrative, première période du règne personnel de Jean V Paléologue, de 1355 à la bataille de la Maritza en 1371). On ne connaissait jusqu'ici que les noms de deux personnages mystérieux, les frères Alexis et Jean, qui reprirent aux Serbes des territoires macédoniens : grâce aux archives de l'Athos et de Venise, Lemerle a pu reconstituer leur biographie et retrouver même leur nom de famille, Kontostephanos, inconnu jusqu'ici.

Construite dans une plaine fertile, au pied et sur les contreforts d'une avancée des Balkans au nord, tandis que son horizon était borné à l'ouest par le mont Pangée et à l'est par l'Orbelos, dont un éperon formait son Acropole, la ville, fondée par Philippe de Macédoine, qui lui donna son nom, devint à l'époque romaine une colonie créée par Auguste, dont la prospérité était due à ce qu'elle était une étape importante de la Via Egnatia. Ce fut à son port de Neapolis (Christoupolis byzantine, Kavalla actuelle) que débarqua saint Paul (fin de 49), lequel fonda à Philippes, remarque justement Lemerle, la première église chrétienne qui ait été instituée en Europe. Je me contenterai de signaler le commentaire archéologique et critique que fait l'auteur du récit des Actes des Apôtres et de

l'Épître aux Philippiens, ainsi que les localisations des épisodes du séjour de l'apôtre, pour arriver à l'époque byzantine. La ville paraît avoir été prospère du <sup>iv</sup>e au <sup>vi</sup>e siècle. Plusieurs empereurs, Constantin en 314, Valentinien en 364, peut-être Gratien, y ont séjourné. En 473, ses murailles macédoniennes résistèrent à l'attaque des Goths. La construction des deux grandes basiliques, celle de la Terrasse dominant le Forum au <sup>v</sup>e siècle, celle de Direkler sous Justinien, laisse supposer une cité encore très riche. Puis, à partir du <sup>vii</sup>e siècle, une obscurité complète règne sur son histoire. On la retrouve vers 836 occupée par des tribus slaves, puis par les Bulgares, dont le Khan, Persian, y a laissé une inscription (connue seulement par des fragments) rédigée en grec, qui est un bulletin de victoire. Redevenue grecque, on ignore à quelle date, elle fait partie du thème du Strymon, mais sa garnison n'est commandée que par un turmarque. Grâce à une inscription découverte par Lemerle, on apprend que son antique muraille macédonienne fut remplacée vers 965 par de nouvelles fortifications et un puissant donjon, dont l'auteur a pu donner une curieuse restitution, fut élevé par ordre de Nicéphore Phocas au sommet de l'Acropole.

Et c'est l'inscription la plus récente qu'ait livrée le sol de Philippes. Depuis cette époque jusqu'à la conquête turque, aucun monument ne vient éclairer son histoire. Elle n'est plus connue que par quelques renseignements parcimonieux des chroniqueurs ou des descriptions comme celles d'Idrisi (vers 1154) et de Jean Cantacuzène au <sup>xiv</sup>e siècle. On la voit traversée par les chevaliers de la première croisade, occupée par les Lombards du royaume de Thessalonique en 1204, reconquise par Jean Vatatzes, qui s'y arrête dans ses campagnes contre Thessalonique (1246, 1252), occupée de nouveau par Étienne Dušan et ses successeurs. Bref, on connaît quelques-uns des événements historiques dont Philippes fut le théâtre, mais de sa vie intérieure, de ses institutions locales on ignore tout. Lemerle a pu établir les circonscriptions administratives dont Philippes fit partie et même, grâce aux notices épiscopales, glaner quelques renseignements sur son histoire religieuse, mais, depuis l'inscription de 965, il n'a trouvé aucun nom de fonctionnaire civil. Il est d'ailleurs caractéristique que la métropole de Philippes qui posséda jusqu'à sept évêchés suffragants au <sup>x</sup>e siècle n'en avait plus qu'un seul au <sup>xv</sup>e siècle et que, de 1347 à 1514, elle n'eut aucun titulaire, mais fut rattachée à la métropole de Serrès, puis de Drama. Un acte du monastère de Kosfinitsa sur le mont Pangée, daté de 1474, définit clairement sa situation. L'histoire religieuse éclaire l'histoire politique et montre dans quel état misérable la ville était tombée.

On se demande quelle est la cause de ce déclin séculaire et pourquoi il est si peu question de Philippes dans les sources, à la différence des villes de la même région comme Christoupolis, Serrès, Amphipolis. D'après Paul Lemerle, cette décadence est due au déplacement de la grande route de pénétration dans la péninsule des Balkans. Dès la fin du <sup>iv</sup>e siècle, par suite du déclin de Rome, la Via Egnatia, dont Philippes était une étape, est délaissée pour la route purement terrestre qui, du Danube, se dirige en diagonale par Nisch, Serdica (Sofia), les portes de Trajan, la Maritza, Andrinople, Constantinople. C'est la route impériale, plus tard la route du tsar (Dušan), que suivent désormais les voyageurs, les marchands les pèlerins, plus tard les croisés, qui se rendent en Orient. Philippes fut victime de ce changement, mais il faut remarquer que ses conséquences politiques et économiques ne furent vraiment sensibles qu'après le règne de Justinien. En outre, Phi-

lippiques se trouvait sur d'autres routes d'invasions qui partaient aussi du Danube et se dirigeaient du nord au sud.

Mais, si l'histoire de Philippes est pauvre en témoignages, il n'en est pas de même de celle de la Macédoine orientale déjà explorée par Perdrizet, mais qui a trouvé en Lemerle son historien. Les résultats qu'il a obtenus par une analyse consciencieuse des sources de toute nature sont d'une grande importance. Je ne puis qu'en mentionner les principaux.

Il établit avec précision la chronologie, assez incertaine jusqu'ici, des thèmes créés dans la région : d'abord un thème de Thrace qui apparaît en 687, puis un thème de Macédoine qui s'en détache avant 802 et comprend la région située entre le Nestos et le Strymon, tandis que Thessalonique, séparée de l'Empire, conserve son préfet du prétoire d'Illyricum après les victoires de Justinien II sur les Slaves (688), création d'une clôture du Strymon qui devient un thème à la fin du ix<sup>e</sup> siècle (liste de Philothée, 899, premier stratège connu en 926) et dont le stratège réside tantôt à Serrès, tantôt à Christoupolis, où il se replie devant l'invasion slave ; enfin, dans les premières années du ix<sup>e</sup> siècle, le thème de Thessalonique, qui comprenait la Chalcidique et le territoire à l'est jusqu'au Strymon. Au xi<sup>e</sup> siècle, cet ensemble fut complété par le thème de Boléron, qui s'étendait du Rhodope à la mer Égée, créé probablement par Basile II, dont la base d'opération contre les Bulgares se trouvait à Mosynopolis. P. Lemerle ne mentionne pas le thème ou duché de Paristrion qui fut certainement créé après la conquête de la Bulgarie, et dont les stratèges sont connus. Il est vrai que son territoire (Mésie) dépasse le cadre macédonien.

L'auteur cherche ensuite comment les circonscriptions varièrent en fonction des événements au cours des xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles et a reconstitué, à l'aide des sceaux, des diplômes et des œuvres historiques, la liste de leurs administrateurs. Il ne se dissimule pas que l'insuffisance actuelle des sources connues et leur imprécision rendent cette tâche très difficile. Il n'en a pas moins tracé les cadres d'un tableau que de nouvelles découvertes enrichiront. Il établit ainsi des listes qui montrent l'indépendance des deux thèmes de Thessalonique et du Strymon aux ix<sup>e</sup> et x<sup>e</sup> siècles. Il montre le régime exceptionnel organisé pendant les guerres bulgares de Basile II : toute la Macédoine orientale dirigée par le basileus en personne et un stratège de passage, auquel il confiait le commandement de Thessalonique. On ignore quand ce régime prit fin, mais on le retrouve à peu près pareil à la fin du xii<sup>e</sup> siècle avec un duc de Thessalonique, dont l'autorité s'exerçait sur les trois thèmes de Thessalonique, du Strymon, de Boléron, et l'auteur restitue la liste de ces ducs depuis Nicéphore Botaniates (1061-1062) jusqu'à David Comnène au moment de la prise de Thessalonique par les Normands (1185).

Au xiv<sup>e</sup> siècle, la Macédoine orientale est presque occupée entièrement par les Serbes, mais le port de Christoupolis n'a cessé d'appartenir à l'Empire et Andronic II en fit une forteresse imprenable. Nous avons dit plus haut comment, à l'aide des seuls documents d'archives, Lemerle a pu reconstituer l'histoire de la région de 1355 à 1371 et la biographie d'Alexis et Jean Kontostephanos, qui commencèrent à libérer la côte jusqu'à l'embouchure du Strymon, puis, remontant ce fleuve, s'avancèrent à l'intérieur en direction de Serrès, mais, sur l'ordre de Jean V, durent suspendre leurs opérations, sans que la raison de cet arrêt soit bien connue. Il a fait revivre ces deux personnages remarquables, probablement originaires de la région et fondateurs du monastère du Pantocrator au mont Athos. On peut

opposer à ces figures intègres la biographie savoureuse d'un fonctionnaire financier, Jean Vatatzes (connue surtout par des actes de l'Athos), qui fit une fortune scandaleuse en trafiquant de ses fonctions d'*apographeus* (répartiteur), acheta la charge d'*épitrope* (gouverneur de Thessalonique) et passa sans vergogne du parti de Cantacuzène à celui d'Anne de Savoie.

Après la bataille désastreuse de la Maritza (1371), point de départ de l'hégémonie turque dans les Balkans, les Grecs, profitant de la défaite des Serbes, reprirent une partie de la Macédoine orientale et en particulier Serrès. Plusieurs actes de l'Athos ont permis à Lemerle de préciser les détails de cette restauration, qui fut d'ailleurs éphémère. En dix ans (1383-1393), les Turcs conquièrent toute la région, y compris Thessalonique et Christoupolis. C'est le début de l'asservissement des Paléologues aux sultans.

Comme il l'avait fait pour les périodes précédentes, Lemerle a essayé de reconstituer l'histoire administrative du pays, de 1204 à 1453. Il n'a pas eu de peine à constater que, par suite des guerres et des troubles de tout genre dont elle fut le théâtre, il est impossible d'en tracer un tableau régulier. Sans qu'il y ait eu de réforme ou de changement législatif, les territoires relevant encore de Byzance furent gouvernés au jour le jour par des improvisations continuelles. Les gouverneurs de districts, qu'ils soient qualifiés de duc, kephali, despote, sébastocrator, n'appartiennent plus à un cadre régulier, mais sont les hommes de confiance du basileus. Même incertitude dans les circonscriptions. Le nom de *thème* subsiste, mais a perdu sa signification et est devenu une petite subdivision d'un district, *μῦρος*. La seule circonscription un peu fixe est le *Katepanikion*, canton confié à un *Katepano*. J'ajouterais que ce régime, qui semble anormal, était du moins dans les traditions de Byzance : à toutes les époques de son histoire, elle a su assouplir son organisation administrative pour faire face aux dangers extérieurs. La lente création des thèmes et leurs remaniements successifs, suivant les besoins, en est un exemple, mais ce qui rendait le régime anarchique au xiv<sup>e</sup> siècle, c'était l'instabilité perpétuelle des administrateurs.

Nous n'avons pu qu'indiquer sommairement les résultats vraiment nouveaux de cette étude historique sans pouvoir donner une idée de la méthode excellente, grâce à laquelle Paul Lemerle a pu y parvenir, de ses analyses des textes et de ses discussions parfois subtiles et toujours ingénieuses. Un seul détail précis, une seule date assurée lui permet d'inscrire d'autres dates sur des documents d'époque incertaine (biographie de Jean Vatatzes, p. 237). Il a porté dans son étude historique les dons d'archéologue qui lui ont permis, à l'aide de quelques fragments, de restituer des arcs, des voûtes et toute l'ordonnance des deux grandes basiliques de Philippes, dont la découverte fut l'occasion de cette belle étude et dont nous ne pouvons, faute de place, que dire quelques mots.

De ces deux basiliques, la plus ancienne était située sur une terrasse aménagée au pied de l'Acropole et dominant le Forum auquel la reliaient des escaliers monumentaux. Avant les fouilles de Lemerle, elle était totalement ignorée, enfouie sous les masses d'alluvions provenant de l'Acropole. C'est une basilique de type courant au v<sup>e</sup> siècle en Grèce, avec atrium, narthex, nef, transept peu débordant et abside semi-circulaire. Mais elle possède des traits originaux que Lemerle a admirablement reconstitués et mis en lumière : des propylées auxquels on accédait par deux portes ouvertes au fond d'un vestibule en exèdre, puis deux escaliers de profil courbe et indépendants et un détail unique, la galerie ouest de l'atrium remplacée



par un faux portique de colonnes engagées à double étage, avec, au centre, une large et haute arcade échantonnant l'étage supérieur et formant l'entrée d'une niche semi-circulaire, élégant ensemble de décor hellénistique en marbres variés. Le portique est de l'atrium (inusité en Grèce) était suivi du narthex qui donnait accès au nord à un baptistère sans cuve baptismale et à un escalier conduisant aux tribunes établies sur le bas côté nord et ouvertes sur la nef (on ne voit pas comment on pouvait accéder aux tribunes méridionales). Cette nef était séparée des bas côtés par un double stylobate, dont l'un supportait les colonnes, l'autre un chancel haut de 0<sup>m</sup>89, ce qui établissait une barrière continue entre les nefs. Il faut signaler aussi les traces d'un large ambon situé dans la nef à droite, le sanctuaire entouré d'un chancel continu avec une entrée en forme de couloir étroit, une fosse à reliques, au-dessus de laquelle s'élevait l'autel et dans laquelle on pouvait descendre par un escalier, inconnu ailleurs, enfin l'abside débordante et, détail très rare, deux portes ouvertes dans le mur oriental du transept. Cette basilique si curieuse paraît avoir été détruite par un accident brutal (tremblement de terre ou destruction volontaire à la suite d'une invasion).

La basilique de Direkler (nom turc du quartier signifiant *Les Colonnes*), située au sud du Forum, au cœur même de la ville romaine, dont les monuments furent démolis pour lui faire place, représente une conception architecturale toute différente. C'était une basilique à coupole et, avant les fouilles, il en subsistait trois des hauts piliers qui soutenaient la coupole, avec un mur, trois portes et une fenêtre. Mais cette église, dont la splendeur devait être grande, si on en juge par les marbres précieux retrouvés au cours des fouilles, ne fut jamais achevée. Il semble que la coupole, placée en avant de l'abside et mal contre-butée, se soit écroulée en détruisant l'ordonnance des nefs et des tribunes à colonnade. Lemerle a pu établir que les grands arcs qui la supportaient ne dessinaient pas un carré parfait et que les piliers entre lesquels s'ouvrait l'abside n'étaient pas en face de ceux qui terminaient la nef. Ni l'atrium prévu n'avait encore été construit, ni le pavement de la nef exécuté.

On sait que pareille aventure arriva en 558, vingt et un ans après sa construction, à la coupole de la Grande-Sainte-Sophie de Constantinople, mais qu'avec les ressources dont disposait Justinien, elle fut restaurée en quatre ans. Il semble que les Philippiens, au contraire, disposant de moyens insuffisants, aient été découragés par l'ampleur du désastre et des travaux nécessaires à achever leur église. Lemerle suppose que la basilique de Direkler, dont l'ornementation, notamment les beaux chapiteaux ajourés et les impostes de marbre refouillés, présente tant de rapports avec le décor sculpté de Sainte-Sophie, lui est postérieure. Il y aurait là matière à discussion, car, si l'architecte est venu de Constantinople, on s'explique mal la maladresse dont il a fait preuve. On se demande surtout comment il n'a pas utilisé l'exemple de Sainte-Irène, qui, de l'aveu de Lemerle, ressemble tant à la basilique de Direkler, mais dont la coupole, mieux établie, a traversé les siècles.

Nous ne pouvons nous étendre davantage sur l'intérêt des renseignements que l'interprétation des vestiges, encore en place ou retrouvés au cours des fouilles, a permis à Lemerle de rassembler sur le mode de construction et la décoration de l'édifice, dont il a reconstitué toutes les parties, ainsi que sur la richesse de ses aperçus et de ses comparaisons avec les autres basiliques à coupole. A Direkler, tous les détails annoncent l'intervention de maîtres d'œuvre, de constructeurs et

de décorateurs de Constantinople. C'est là un point bien établi et la conclusion est d'autant plus intéressante que c'est la première fois que l'art de la Ville impériale, dont on ne trouve pas de trace à Thessalonique, a fait son apparition en Macédoine.

Tel est ce magnifique ouvrage qui fera époque dans les études historiques et archéologiques relatives à Byzance par la nouveauté et la richesse des renseignements qu'il apporte et par la méthode impeccable avec laquelle il est construit.

Louis BRÉHIER.

*Archives de l'Athos*, publiées sous la direction de G. MILLET. T. II : P. LEMERLE. *Actes de Kutlumus*. Paris, Lethielleux, 1946 ; in-4°, vi-305 pages. Album de XXXII pl.

Rappelons que, de 1918 à 1920, G. Millet avait pu faire photographier les documents d'archives des principaux monastères de l'Athos. Nous avons analysé ici même<sup>1</sup> le premier volume des *Actes de Lavra*, dus aux regrettés Paul Collomp et Germaine Rouillard et nous avons signalé l'immense intérêt que ces documents présentaient pour l'histoire des institutions. On se réjouira que la tâche interrompue par les événements ait été reprise. Le deuxième volume, contenant les *Actes de Kutlumus*, a été édité par Paul Lemerle, un des savants les plus familiers avec les documents d'archives des monastères grecs et dont le nom a été souvent prononcé dans cette revue.

Moins heureux que Millet et, plus récemment, que F. Dœlger, P. Lemerle s'est vu refuser par les moines de Kutlumus l'accès de leurs archives. Ce sont donc les excellentes photographies prises sous la direction de Millet qui lui ont permis de publier cette édition.

Les quatre-vingts documents reproduits d'après la photographie des originaux sont, en outre, inédits et nous renseignent sur la vie d'un monastère de moyenne importance des origines à 1856. Chaque document est précédé de sa définition diplomatique (chrysobulle, sigillion, etc...), de la date qu'il donne, de sa description d'après les notes de Millet, d'une analyse très complète, qui permet au lecteur de s'orienter dans le texte souvent diffus (et c'est là une innovation très heureuse), enfin de notes sommaires indiquant des identifications ou des éléments historiques. L'édition est diplomatique ; elle reproduit scrupuleusement ligne par ligne l'original avec son orthographe et son accentuation. Des appendices donnent le texte d'un faux chrysobulle de fondation, des actes des princes serbes, des registes de ceux des princes valaques en faveur du monastère, des firmans des sultans, des inscriptions lapidaires, etc. G. Millet y a ajouté les notices qui se trouvent au revers des actes, parfois même à côté du texte, dues aux archivistes d'époques diverses, chargés de conserver et de classer les documents. Elles permettent de voir comment les moines appréciaient leur valeur et ajoutent des données historiques intéressantes. Une table des actes, leur classement d'après leur origine et leur objet complètent cette belle édition.

D'autre part, P. Lemerle ne s'est pas contenté d'éditer les actes de Kutlumus. Dans une copieuse introduction, il a retracé l'histoire du monastère d'après les actes eux-mêmes et les sources qui complètent leur témoignage.

1. *Revue historique*, CLXXXIV, 1938, p. 304-306.

Après avoir fait justice d'un faux chrysobulle copié au xvi<sup>e</sup> siècle, qui attribue la fondation du monastère à Alexis Comnène, ainsi que des légendes et des étymologies fantaisistes de son nom, Lemerle établit que le premier document certain qui mentionne Kutlumus est une signature de l'un de ses higoumènes sur un acte de donation au Rossicon de 1169. Le monastère existait donc à cette date, mais sa dénomination étrange est un nom propre turc, celui même du fondateur de la dynastie seldjoukide, Qutlumus I<sup>er</sup>, cousin de Toghrul-beg, et tué dans une émeute en 1063. Or, ses fils et tous ses descendants ajoutèrent le nom de leur ancêtre à leur propre nom. En l'absence de toute autre source, on ne peut que conclure que le monastère qui porte ce nom fut fondé après 1063 et avant 1169, probablement dans la première moitié du xii<sup>e</sup> siècle, par un prince seldjoukide converti au christianisme.

C'était certainement un établissement peu important, car ses archives ne contiennent que dix documents antérieurs à 1362. Le plus important est une donation faite en 1287 à Kutlumus par le protos et le conseil de l'Athos du riche monastère de Stavronikita en échange de la skite misérable du prophète Élie acquise antérieurement. De dix, le nombre des moines passa à quarante.

Mais Kutlumus n'apparaît en pleine lumière qu'avec Chariton, élu higoumène avant 1362. Ce fut ce moine énergique qui fit la fortune de son monastère, grâce aux relations qu'il eut avec les voévodes valaques Alexandre Bassarab (1352-1364) et Jean Vladislav (1364-1374), qui lui donnèrent les fonds nécessaires à la reconstruction des défenses de son monastère, au moment où les côtes étaient infestées par les pirates turcs. Mais ces dons ne furent pas gratuits. Jean Vladislav voulut, en échange, recevoir les honneurs et les droits d'un fondateur et obliger Chariton à recevoir des moines valaques à Kutlumus, et, comme ceux-ci supportaient mal les rigueurs de la discipline cénobitique, il demanda à Chariton d'adopter le régime idiorythmique, qui commençait à se répandre au mont Athos. Chariton résista longtemps à ces exigences et les moines grecs s'offusquèrent du nombre imposant de Valaques introduits à Kutlumus.

Le conflit ne fut apaisé que par l'octroi d'une *charte de fondation* du voévode, datée de 1369, réglant les rapports entre Grecs et Valaques; dépourvu de marque d'authenticité et de signatures, cet acte se présente comme un projet, comme le prouve le premier testament de Chariton (1370). L'accord fut conclu peu après, car, en 1372, Chariton fut élu métropolite d'Oungrovalachie et, en 1376, il devint *protos* du conseil athonite. Dans son troisième testament (1378), il dresse le tableau du résultat de ses efforts, qui, d'un couvent presque en ruines (ce qui semble exagéré, d'après Lemerle), ont fait un établissement riche et prospère. Il mourut vers 1381.

Après lui, cette prospérité se maintint, car, en 1393, le patriarche Antoine élève Kutlumus au rang de monastère patriarcal, mais les temps devinrent durs pour les monastères de l'Athos, exposés sans défense aux ravages des pirates turcs. Cependant, en 1428, Kutlumus obtint du patriarche Joseph II (qui devait mourir au concile de Ferrare) son union avec un monastère déserté par les moines, Alopou (ou Alypiou), voisin de Karyès, mentionné dès 1021. Cette fusion doubla les revenus de Kutlumus, mais, par une clause étrange, le patriarche exigea que le principal monastère fût celui d'Alypiou, dont l'higoumène et les moines de Kutlumus durent prendre le nom. Ce régime peu viable ne devait pas durer, comme le prouve un firman de Bayezid II (1492), qui, à la prière du prince valaque Vlad-

le Moine, restituée à Kutlumus ses biens situés hors de l'Athos. Kutlumus y est désigné comme le monastère principal.

Puis on ignore à la suite de quels événements les deux monastères devenus déserts sont occupés par des moines bulgares. Un acte du patriarche Joachim I<sup>er</sup> (1512) leur en confirme la possession. Au début du xvi<sup>e</sup> siècle, Kutlumus avait retrouvé sa prospérité. Avant 1541 (d'après un acte du patriarche Jérémie I<sup>er</sup>), les Grecs en avaient repris possession et chassé les Bulgares. Kutlumus devint un des monastères importants de l'Athos et continua jusqu'au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle à recevoir des dons des princes valaques. Ce monastère avait acquis d'autres biens en Macédoine et dans les îles. Il continua à jouir des revenus de ses propriétés valaques jusqu'au décret du prince Couza (1856), qui fit saisir les biens de tous les monastères étrangers situés dans les deux principautés. La même année (et c'est le dernier acte édité par Lemerle), le patriarche œcuménique Cyrille VII, à la demande des moines de Kutlumus, rétablit dans ce monastère le régime cénobitique.

Nous n'avons fait qu'indiquer les grandes lignes de cette page d'histoire qui complète admirablement l'importante édition des actes de Kutlumus. Comme les autres ouvrages de Lemerle, elle enrichit nos connaissances, celle de l'histoire monastique de Byzance, en particulier, à l'époque des Paléologues, par le grand nombre de faits inconnus jusqu'ici qui sont mis en pleine lumière et établis après des discussions critiques dont les conclusions sont toujours excellentes.

LOUIS BRÉHIER.

**Michel VILLEY. La Croisade. Essai sur la formation d'une théorie juridique.**  
Paris, Vrin, 1942 ; in-8°, 284 pages.

On manquait jusqu'ici d'un ouvrage qui définit d'une manière précise les caractères juridiques des croisades. Dans un livre rempli de faits et d'une grande richesse d'érudition, Carl Erdmann avait recherché « l'origine de la notion de croisade » (Stuttgart, 1935), mais son étude avait un caractère plus psychologique que juridique. C'est, au contraire, sur le terrain du droit que s'est placé Michel Villey. Il a d'abord établi une distinction plus nette qu'on ne l'avait fait jusqu'ici entre la *guerre sainte* entreprise contre les infidèles et les païens et la *croisade*, qui est une guerre sainte d'une certaine espèce, caractérisée par une procédure et des conditions juridiques spéciales. La guerre sainte est de toutes les époques et se trouve aussi à Byzance : elle assure le bonheur éternel à ceux qui sont morts pour la défense de la foi (encyclique de Léon IV, 847). La notion de croisade date d'Urban II, qui en a défini les caractères essentiels : la perte de ses archives rend très difficile la reconstitution des règles qu'il a établies, mais ses lettres aux Flamands et aux Bolonais suppléent dans une grande mesure à cet inconvénient : d'autre part, ce sont ses règlements que ses successeurs entendent reproduire dans l'organisation des croisades postérieures.

Tel est le point de départ de ce que M. Villey appelle la *coutume de la croisade*, qui se distingue des autres guerres par les traits suivants : initiative exclusivement réservée au pape ; *bulles de croisade* sous forme de lettres à des princes ou d'encycliques adressées à tous les fidèles, rédigées sur le même plan depuis Eugène III (1147) ; prédication destinée à former l'armée de la croisade ; vœu de croisade par la prise de la croix (caractère obligatoire du vœu, développement des cas de dis-

pense) ; privilèges accordés au croisé, spirituels (indulgence plénière) ; temporels (protection des biens du croisé et, plus tard, suspension des procédures contre lui, *moratorium* des dettes, privilège du *for* ecclésiastique).

Mais, comme le montre l'auteur, une partie de ces avantages était accordée à de simples pèlerins et le caractère propre à la croisade c'est qu'elle est un pèlerinage, *peregrinatio, iter, passagium* en même temps qu'une guerre sainte. C'est pour cette raison que des non-combattants, femmes et enfants, figurent dans les armées des premières croisades, à commencer par la croisade populaire. Telles sont les conditions sans lesquelles aucune guerre ne peut être qualifiée de croisade. Il faut y ajouter la levée des subsides nécessaires à l'entretien des armées, qui a varié au cours des siècles et dont les sources sont indiquées avec exactitude.

D'autres questions importantes n'ont pas reçu de solutions uniformes et ont donné lieu, comme le montre bien l'auteur, à des doctrines contradictoires entre les partisans de l'autorité absolue de l'Eglise et ceux qui revendiquent les droits des princes temporels. Telle est la question du commandement en chef. Pour la première croisade, M. Villey a bien défini le caractère purement spirituel d'Adhémar de Monteil, mais il omet de signaler que l'évêque du Puy était en même temps le chef militaire d'une division de l'armée des Provençaux et que ce fut en cette qualité qu'il participa plusieurs fois aux opérations. De même, sur la question de la souveraineté des territoires conquis, il était bon de rappeler que Manuel Comnène fut pendant plusieurs années le suzerain de tous les États francs de Syrie, comme en témoignaient les inscriptions des mosaïques de Bethléem.

Signalons, enfin, les excellents chapitres sur la codification de la coutume de la croisade par le quatrième concile de Latran (1215) (canon *ad liberandam*), sur son commentaire par le cardinal Henri de Suse (Hostiensis) et sur l'extension de la croisade et de sa législation à l'Espagne (dès l'époque d'Urbain II), aux pays du nord-est de l'Europe (à partir d'Eugène III), puis aux expéditions contre des hérétiques (Albigéois), des schismatiques (croisade de Romanie) et, enfin, des orthodoxes révoltés (Frédéric II, etc...). En dépit des subtilités des canonistes comme Hostiensis, ce furent ces extensions abusives, tout à fait contraires aux doctrines de ses initiateurs, qui finirent par discréditer la croisade.

LOUIS BRÉHIER.

Giovanni GONNET. *Il Valdismo medioevale. Prolegomeni*. Torre Pellice, Società di Studi Valdesi, 1942 ; in-8°, 136 pages. Prix : 80 lire.

Ces Prolégomènes constituent la « prise de date » par laquelle, suivant une pratique assez courante en Italie, l'auteur fait connaître ses travaux en train et ses projets. Mais c'est aussi, pour le lecteur, un constat de l'état présent de la question étudiée, et à ce titre cette brochure est fort intéressante et rendra de grands services à qui s'occupe de l'histoire des Vaudois et, plus généralement, des hérésies médiévales.

La bibliographie méthodique et exhaustive à laquelle pense l'auteur n'est représentée ici que par d'abondantes références, qui dépassent d'ailleurs fort utilement la question vaudoise, mais les sources plus ou moins contemporaines du valdisme médiéval sont l'objet d'un catalogue et d'un classement déjà fort détaillés, analogues au travail de M. Jean Guiraud pour l'Albigéisme. Un bon « Index alphabétique des auteurs et des œuvres anonymes cités, sources incluses », achève de transformer ce petit volume en un commode ouvrage de référence. La partie cen-



trale du livre est un « Examen propédeutique des problèmes historiques relatifs à l'origine, au développement, aux manifestations éthico-théologico-doctrinales et à la pratique religieuse du valdisme primitif ». Si le titre relève de ce vocabulaire philosophico-historico-sociologique cher à maint publiciste italien, et si M. Gonnet n'essaie pas encore d'apporter à ces problèmes une réponse personnelle et originale, le résumé qu'il donne des travaux de ses prédécesseurs est fort intéressant. L'excellent *Bulletin de la Société d'histoire vaudoise*, publié à Torre Pellice, et qui est une des meilleures revues historiques italiennes, est trop peu connu chez nous, en sorte que nos historiens (M. Jean Guiraud, notamment) n'ont point profité de tout ce qu'il contient de recherches originales. Exemple en soient les travaux qu'y a publiés, de 1907 à 1935, M. Émile Tron et qui concluent à la non-existence de Pierre Valdo. Le « Petrus dictus Waldensis » (ou « Waldis » ou « de Valle »), de qui le valdisme tire son nom et son origine, ne serait point le fameux marchand de Lyon de la seconde partie du  $xii^e$  siècle, déclaré mythique, mais bien l'hérésiarque, d'un demi-siècle antérieur, que M. Tron ne voulait plus appeler Pierre de Bruys, mais Pierre des Broues, lui ayant trouvé son lieu d'origine dans le hameau des Broues, en latin « de Bruis » (comm. de Saint-Jean-en-Royans, Drôme). Et les « pauvres de Lyon » tireraient ce nom de la bourgade, voisine, des Lyons, où les hérétiques auraient eu leur quartier général de 1113 à 1120.

M. Gonnet souhaite fort justement (et, semble-t-il, songe à publier) un recueil critique de tous les textes anciens relatifs au valdisme. Ce n'est qu'ainsi, en effet, et en précisant très exactement les dates et les provenances, que l'on pourra apporter dans cette histoire les nuances et les différenciations particulièrement nécessaires en matière spirituelle et religieuse. Déjà A. Pascal, dans une étude de 1916 (publ. dans *Athenaeum*), montrait que les Vaudois de la localité piémontaise de Paesana admettaient la transsubstantiation sur la fin du  $xii^e$  siècle, et que l'on ne peut prêter au valdisme primitif une unité dogmatique. Les définitions systématiques des hérésies médiévales, par des inquisiteurs acharnés à y dénoncer des opinions déjà connues et condamnées ou par des publicistes modernes, qui veulent y trouver l'antécédent de schismes plus récents, doivent être toutes revues, à commencer par le fameux « néo-manichéisme » des Albigeois, que M. Gonnet admet avec à peu près tous les auteurs. Mais ceci est une autre histoire. Du moins, les rapports entre Vaudois et Albigeois étant étroits, on n'approchera de la vérité en ce qui concerne les premiers que lorsqu'on aura consenti à considérer l'albigisme autant dans les faits et la vie que dans des sommes dogmatiques et des manuels d'enquêteurs.

Émile-G. LÉONARD.

Jean RICHARD. *Le comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine (1102-1187)*. Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1945 ; in-4°, VIII + 95 pages, 7 cartes. (Bibliothèque Archéologique et Historique, t. XXXIX.)

En un mémoire savant et original de la Bibliothèque archéologique et historique, que complètent un catalogue des sources, tant orientales qu'occidentales, une bibliographie méthodique et sept cartes hors texte, M. Jean Richard étudie, avec *le Comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine (1102-1187)*, un aspect fort intéressant — encore que mal connu jusqu'ici — de l'installation des Francs sur les rivages des Infidèles.

Fortement bâtie sur une solide introduction géographique, mettant en relief l'importance des voies de communication dans cette région et le caractère de « corniche littorale » que conservera toujours la principauté chrétienne, dépendant des territoires musulmans de l'intérieur et de la mer pour son ravitaillement comme pour son commerce, l'étude de M. Richard retrace l'histoire des seigneurs du comté, Raymond IV et quatre de ses descendants.

Tandis que les autres dynasties de l'Orient latin sont originaires du nord de la France ou de l'Italie normande, Raymond est un Provençal, de la famille de Saint-Gilles, issue des comtes de Toulouse. Alors que les autres États francs de Syrie sont une création de la première Croisade, le comté de Tripoli est l'œuvre personnelle de Raymond IV et sa constitution, plus tardive, a nécessité plusieurs étapes que retrace minutieusement l'auteur.

De tous ces caractères particuliers découlent non seulement la nature des rapports du comté de Tripoli avec les principautés musulmanes voisines, d'une part, et, d'autre part, les divers États chrétiens d'Orient (principauté d'Antioche, royaume de Jérusalem, empire byzantin), mais encore ses institutions mêmes et sa situation économique et sociale. Le tableau qu'en trace M. Richard, rassemblant méthodiquement les rares documents qui nous sont parvenus, est une contribution importante à l'étude de la société du Moyen-Orient médiéval. Le caractère provençal du comté de Tripoli, plus net, d'ailleurs, à l'origine dans la langue et dans la population que dans les institutions tendant toutes à conjurer, par une organisation vigoureuse, la menace constante d'invasions musulmanes, s'atténue rapidement ; les Italiens et les Français du Nord remplacent les Méridionaux du Languedoc, de Provence ou de Gascogne. En même temps s'annonce le déclin ; mais, au XII<sup>e</sup> siècle, le comté jouit d'une situation économique florissante ; s'appuyant sur l'autorité d'Idrisi, l'auteur insiste sur l'ampleur du commerce de Tripoli : soie, tapisseries, savonneries, verres, garance, coton, vivres. A l'intérieur, barons provençaux, Syriens indigènes, commerçants italiens coopèrent à la défense et à la richesse du comté. Avec les villes musulmanes de l'arrière-pays, Homs, Hama, Baalbek, les trêves permettent le commerce. Au XIII<sup>e</sup> siècle, la décadence, puis la ruine s'attaqueront à cette belle réussite des seigneurs toulousains.

Jean LECLANT.

**ENRICO CERULLI. Il libro etiopico dei Miracoli di Maria e le sue fonti nelle letterature del medio evo latino.** Roma, Giovanni Bardi, 1943 (R. Università di Roma, *Studi orientali pubblicati a cura della Scuola Orientale*, vol. I) ; gr. in-8°, 570 pages.

Le recueil des Miracles de la Vierge est devenu, au XV<sup>e</sup> siècle, semble-t-il, dans l'Eglise éthiopienne un livre liturgique. Cette innovation, remarquable dans une des Eglises d'Orient, qui sont en général moins accessibles aux nouveautés, avait été préparée par la décision prise dans l'Eglise copte de faire lire le livre des Miracles, par extraits de trois récits, aux offices des fêtes de la Vierge. Cette décision se référerait à un prétendu canon de al-Mu'allaqah fixé par une réunion des évêques de l'Eglise copte alexandrine dans l'Eglise de al-Muallaqah au Caire ; ce canon, qui se pare de l'autorité de patriarches alexandrins, en tête desquels figure Efrem (975-978), paraît être une fabrication de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle ou du début du XV<sup>e</sup>, et ce mouvement marial répond sans doute au besoin de combattre les progrès de

l'hérésie des Stéphanites hostiles au culte de la Vierge. Toute cette histoire est fort curieuse et M. Cerulli l'expose utilement en tête de son livre. Mais, dépassant le cadre de l'Église copte et de l'Église éthiopienne, l'histoire du livre même des Miracles de la Vierge, tel qu'il se présente dans ces églises est d'un intérêt plus grand encore. Il est bien connu que la collection éthiopienne des Miracles est étroitement apparentée à la collection arabe de ces miracles et que l'une et l'autre sont en rapport avec les collections occidentales, latines ou françaises ; on peut voir encore à ce sujet l'article de Louis Villecourt dans les *Analecta Bollandiana*, LXII (1942), p. 21-68 ; mais M. Cerulli précise ces rapports et s'efforce d'établir que la collection éthiopienne a été traduite au xv<sup>e</sup> siècle d'une collection arabe, elle-même constituée, aux xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles, en mêlant des miracles orientaux à la traduction ou à l'adaptation d'une ou plusieurs collections occidentales et, plus précisément, françaises. Ce dernier point se déduit du fait que la version arabe (et éventuellement la version éthiopienne) présente pour certains noms propres des formes manifestement françaises, telles que *Sent Lurans*, où *Sent* ne peut venir ni de *Sanctus*, ni de l'italien *Santo* ou *San*, ou encore *Ruśamadur*, qui ne peut être ni le latin *Rupes Amatoris* ni le méridional *Rocamadour* et représente nécessairement une forme de langue d'oïl, *Roche Amadour*. Cela ne prouve peut-être pas de façon certaine que l'original de la collection arabe était une collection française écrite ; on pourrait penser que des récits de Miracles en latin ou en autre langue sont en jeu ici ; il faut du moins qu'ils aient été contés ou lus ou commentés à des religieux orientaux par un Français de nation ou de langue. Mais, s'il en est ainsi, on devra admettre que, au moins dans le monde religieux, des récits ou des contes sont passés au Moyen Âge non pas seulement d'Orient en Occident, comme on est légitimement porté à le croire, mais aussi, à l'occasion, par voie orale ou écrite, d'Occident en Orient, comme l'ont indiqué, à titre de possibilité logique et d'hypothèse provisionnelle, Louis Villecourt, dans l'article cité et le signataire de ce compte-rendu dans l'Introduction à *Aucassin et Nicolette* (3<sup>e</sup> édition). Corollaire : l'existence d'une version orientale postérieure au xiv<sup>e</sup> siècle, par exemple, d'un conte français, ne prouve pas l'origine orientale de ce conte, qui peut être aussi bien l'original, transmis à la Palestine, la Syrie, l'Égypte ou simplement à Constantinople, de la version orientale. Ainsi un conte des *Mille et une Nuits* parmi les plus tardifs, ceux du Caire et du xv<sup>e</sup> siècle, ne nous force pas à croire à l'origine orientale de tel conte français du xiii<sup>e</sup> siècle, et si je parle de contes et non pas seulement de récits religieux, c'est que bien évidemment les uns et les autres ont pu venir ensemble, par les mêmes voies et au besoin par les mêmes hommes, de l'Occident au Proche-Orient.

Mario ROQUES.

Pierre VAILLANT. *Gap et les libertés gapençaises (1232-1349). Étude d'histoire urbaine et contribution à l'histoire de la formation du Dauphiné*. Grenoble, impr. Allier, 1942 ; in-8°, 89 pages et 1 carte hors texte.

Jean JOURDAN. *Essai sur le droit municipal d'Évian d'après ses chartes de franchises (1265-XVII<sup>e</sup> siècle)*. Thonon-les-Bains, Impr. savoyarde, 1939 ; in-8°, 126 pages.

M. Vaillant, après avoir retracé l'histoire des libertés urbaines de Grenoble,

s'attaque aux villes du Gapençais ; sa brochure, solidement documentée, retrace les démarches de la politique delphinale dans une région où la division des pouvoirs permit au plus fort et au plus habile d'éliminer les autres ; elle ressemble par plus d'un trait à celle que pratiquaient alors Capétiens et Valois dans les villes épiscopales des Cévennes et que M. Delcambre, pour le Puy, avait minutieusement étudiée. Les dauphins héritèrent à Gap, en 1232, d'une partie des droits jusqu'alors exercés par les comtes de Forcalquier. Ils se trouvèrent aux prises avec l'évêque, co-seigneur de la ville, et un consulat, administration urbaine autonome, capable d'acquérir des biens fonciers et des seigneuries, percevant des droits de marché et une taxe sur les grains, exerçant de ce fait une juridiction contentieuse ; comme dans les villes provençales et italiennes, la noblesse urbaine y jouait un rôle prépondérant. Une fois introduit dans la place, le dauphin s'allie à l'évêque contre la ville, frappe ses fréquentes rébellions de lourdes amendes qu'elle est incapable de payer, et, en échange, la force à lui céder le consulat (1271). L'évêque sent alors le danger : il tente de se rapprocher des citoyens, leur accorde, avec un corps de syndics, une certaine autonomie judiciaire, y fait pénétrer l'élément rural (autre trait de ressemblance avec les communautés italiennes). Les révoltes continuent, fomentées en sous-main par le dauphin. En désespoir de cause, le prélat se résout à l'inévitable acte de pariage (1300), dont la communauté urbaine fait tous les frais : plus de syndics, des charges militaires accrues, vite transformées en lourdes tailles ; par contre, une prospérité économique qui fait oublier les libertés et qui profite de l'installation de la papauté en Avignon. — Ce dernier résultat ne fut obtenu que par une patiente politique d'empiétements territoriaux et d'établissements militaires, destinée à couper la route de l'Avance et de la Durance entre Italie et Provence, et de la détourner vers Gap. Concessions de franchises aux bourgades d'étapes de la vallée du Buech, saisie ou destruction des châteaux épiscopaux, acquisition de seigneuries, enfin création de villes neuves comme à Montalquier, tous les moyens furent employés. Le but était atteint vers 1338. — On voit que M. Vaillant n'a jamais séparé l'histoire des institutions urbaines de son contexte politique et économique. Les résultats concrets sont suffisamment importants pour qu'on espère la prochaine publication de l'enquête similaire qu'il compte mener sur les villes de l'Embrunais, du Briançonnais et du Diois.

L'essai de M. Jourdan sur Évian ne rendra pas les mêmes services. C'est une thèse de doctorat en droit, présentant toutes les faiblesses du genre, y compris une langue sans vigueur. L'information historique en est insuffisante, et le tableau systématique des institutions municipales ne fait pas assez appel à l'élément comparatif ni ne s'inquiète de l'évolution au cours des siècles. Au reste, les franchises dont jouit Évian furent-elles toujours fort limitées : pas de juridiction urbaine, pas de corps consulaire : quatre prud'hommes apparaissent en 1279, pour asseoir les taxes de remplacement du service militaire et deviennent des syndics en 1324. En matière économique, la jouissance des pâturages et bois seigneuriaux et une foire où s'écoule le vin du cru semblent les principales ressources de la ville. — M. Jourdan a reproduit ou analysé en appendice une centaine d'actes, chartes de franchises, lettres des comtes de Savoie, décisions des chambres souveraines et actes privés, dont le catalogue sera fort utile.

É. PERROY.

Edmond SILBERNER. *La guerre dans la pensée économique du XVI<sup>e</sup> au*

**XVIII<sup>e</sup> siècle.** Paris, Recueil Sirey (*Études sur l'histoire des théories économiques*, t. VII), 1939, Préface de W. E. Rappard ; in-8°, v-301 pages.

Rechercher l'influence du facteur « guerre » dans la pensée économique ; établir une relation à peu près constante entre mercantilisme et « bellicisme », entre libéralisme (un libéralisme d'une orthodoxie quelque peu naïve) et pacifisme, tel est l'objet d'un auteur qui ne cache pas ses visées apologétiques. Il a prodigieusement lu pour établir sa documentation, qui n'en a pas moins d'inévitables lacunes et quelques insuffisances<sup>1</sup>.

Le plan est un peu déconcertant. M. Silberner commence par nous donner, pour deux siècles environ, un exposé du mercantilisme belliqueux divisé par pays, ce qui a le grave inconvénient de faire disparaître les courants d'idées. Puis le sujet est repris suivant des divisions logiques. Après quoi, on arrive à la période du libéralisme.

Dans le détail, je critiquerai le peu de place accordé à Richelieu, qui manifeste une si belle indépendance à l'égard de la théorie de la balance extérieure et à son entourage (quelques lignes seulement, p. 32). On saute, pour ainsi dire, de Montchrétien à Colbert. Mais reconnaissons que la collection de textes ainsi rassemblés est instructive.

Il en est de piquants. Par exemple (p. 86-91), ceux de Hörnigk, particulièrement les extraits de son *Österreich über alles...* de 1684 (faute d'impression : 1864). On a beau trouver insupportables les diatribes, d'inspiration prétendument patriotique, sur « l'éternelle Allemagne », on ne peut s'empêcher de voir dans certains passages de Hörnigk une préfiguration de *Mein Kampf*.

Dans l'ensemble, et malgré toutes nos réserves, nous conseillons de lire et de consulter le consciencieux ouvrage de M. Silberner<sup>2</sup>.

† Henri HAUSER.

**LEO DELFOS. Die Anfänge der Utrechter Union, 1577-1587. Ein Beitrag zur Geschichte der niederländische Erhebung insbesondere zu deren Ver-**

1. L'auteur s'excuse de ne connaître que de seconde ou troisième main les sources espagnoles et néerlandaises ; cette double faiblesse est d'importance. La bibliographie anglaise est, malgré son abondance, encore déficitaire. De Gérard de Malynes on ne cite que le *Center*. Rien sur Cockayne et le livre de M<sup>me</sup> Friis. On ignore l'édition récente de Cantillon. Sur Bodin, il aurait fallu citer les découvertes d'Einaudi, et aussi le livre de Mesnard, et signaler l'action de Bodin (p. 13) sur la pensée anglaise. A propos du *Common Weal* (à Hales), une référence à l'édition moderne eût été nécessaire. Pour Laffemas, je me crois obligé de me citer moi-même, et aussi Dufournier. Sur Colbert, il aurait fallu citer et la belle étude d'Elzinga et les travaux de Boissonade. Du même, on ne cite pas le *Socialisme d'État*, qui est en plein dans le sujet. Sous Mathias de Saint-Jean (p. 285), il fallait découvrir Éon et signaler les études de Henri Sée (ce nom n'apparaît nulle part). Une lacune non moins étrange est celle de Morini-Comby (qui a cependant professé à Genève, lieu de travail de l'auteur). Disons aussi que Karl Marx est bizarrement classé (p. 282) aux Sources antérieures au XIX<sup>e</sup> siècle ! Non moins bizarre cette phrase (un lapsus ?) de la p. 141 : « Bellers se réfère au grand dessein qu'il attribue faussement, comme tous ses contemporains, à Sully. » Je pense qu'il faut lire : « à Henri IV ». P. 115, Laffemas est prénommé Bernard.

2. P. 87, on pourrait croire que Casal est en Allemagne.



**fassungsgeschichte.** Berlin, Emil Ebering ; in-8°, 350 pages. (Historische Studien, n° 375.) Prix : Mk 5.70.

Il est une histoire conventionnelle de l'Union d'Utrecht, d'où devait sortir, pour durer plus de deux siècles, la République des Provinces-Unies. M. Delfos, qui est Gantois, avait déjà, dans un essai publié en flamand en 1929, à l'occasion du trois cent cinquantième anniversaire de l'Union, dénoncé cette histoire simplifiée, cette espèce de vulgate, à savoir : l'Union aurait été une confédération de sept provinces, une confédération calviniste par laquelle le nord des Pays-Bas se serait, dès 1579, séparé de l'Union générale. « Le Nord seul, au dire d'un historien, aurait fait ce pas décisif hors de l'esclavage », et la pensée des fondateurs de l'Union aurait presque exclusivement visé à l'indépendance, sans le Brabant ni la Flandre, sauf rattachement accidentel de quelques villes du Sud, et sans que celles-ci aient sérieusement collaboré, pécuniairement ou par leurs représentants, avec le groupe Hollande-Zélande. Il serait donc impossible, en 1579, de parler encore d'« États généraux ». Une Belgique et une Hollande seraient déjà préfigurées.

Autant de thèses, dit M. Delfos, autant d'erreurs. Il le démontre à l'aide d'une documentation surabondante, par un système de notes, dont le maniement n'est pas sans difficultés avec ses 1,410 numéros rejetés en fin de volume, et qui s'appuie d'ailleurs sur les publications de De Schrevel, de M. Japikse, sur la belle biographie farnésienne de M. van der Essen, ainsi que sur les recherches, interrompues par la mort, de Trosée sur Jean de Nassau. Peut-être pousse-t-il trop loin sa démonstration, insiste-t-il trop peu sur l'attachement au régime espagnol que l'esprit de classe et les intérêts économiques inspiraient à certains membres de l'aristocratie wallonne, surtout en Artois et aussi en Hainaut ; trop peu sur l'opposition linguistique contre une formation « plus flamengue que wallonne ». Il insiste peut-être trop peu encore sur le calvinisme radical du groupe Hollande-Zélande où, malgré la formule de la « pacification religieuse », des obstacles sont mis à l'exercice du catholicisme : mesures d'intolérance contre les prêtres, émeutes iconoclastiques (d'ailleurs imitées dans plus d'une ville du Sud, à Anvers, à Gand, à Bruxelles, à Bruges).

Mais l'essentiel de la démonstration (ces manifestations religieuses dans des villes flamandes du Sud en sont une preuve) reste décisive. C'est à Gand, détail significatif, qu'avait été signée la Pacification d'octobre 1576 entre les dix-sept provinces ; et cette ville continue à jouer un rôle capital. Les textes prouvent bien que, déjà, le soulèvement de 1572 contre la tyrannie espagnole, puis contre la sanglante répression du duc d'Albe, a été l'œuvre non seulement des huguenots de Coligny et des princes de Nassau, mais aussi des catholiques du Brabant et des Flandres. Le nom de « patriotes », qui apparaît alors dans l'histoire, le cri de « liberté dans notre patrie » sont communs à tout le pays, comme l'affirmation du droit des peuples à déposer les rois et même à parvenir « à la liberté dont jouissent les Suisses ». C'est, soit dit en passant, une chose curieuse que la tendance persistante à vanter le régime républicain de la Suisse et l'organisation des cantons.

Dans l'Union d'Utrecht comme dans la Pacification de Gand, on cherche à donner satisfaction aux « ambedeux parties », ajoutons aux Flamands comme aux Wallons, aux catholiques de la Gueldre comme aux calvinistes alors maîtres d'Anvers et à ceux du groupe Hollande-Zélande, tous unis contre « l'ennemi », c'est-à-dire contre l'Espagnol, qu'il faut chasser.

Il est bien vrai que, lors de la tentative de don Juan, seules les deux provinces de

Hollande et Zélande s'abstiennent de venir à Bruxelles rendre hommage au nouveau stathouder et de parler de conciliation entre le maintien des « privilèges des pays » et « l'obéissance due à S. M. », obéissance qui, d'ailleurs, n'exclut pas la lutte contre l'Espagne. Mais les députations de toutes les provinces n'en continuent pas moins de se réunir, successivement dans des villes différentes, formant ce que M. Delfos appelle constamment — nous croyons que l'expression est de son cru — le « Congrès ». Il n'y a, hors cette unanimité, que le groupe des « malcontents », c'est-à-dire des nobles wallons, hostiles à la désignation de Guillaume d'Orange comme stathouder de Brabant et attachés à la hiérarchie espagnole.

La situation est d'ailleurs compliquée par les appels aux princes d'Empire, une sorte de patriotisme impérial qui s'affirme par la tenue des négociations de paix dans une ville impériale, à Cologne, une survivance de fidélité habsbourgeoise à la pensée Pragmatique de Charles-Quint et au destin du Cercle de Bourgogne, fidélité qui explique le recours au gouvernement fantoche, soutenu longtemps par Guillaume, du jeune archiduc Mathias, tout comme les appels à Casimir, soutien des calvinistes extrêmes. Compliquée aussi par les intrigues du duc d'Anjou, « protecteur et défenseur de la liberté belge contre la tyrannie espagnole » et même, derrière cet équivoque et faible personnage, par celles de la France, par celles des agents d'Elizabeth. Surtout, après la stérile victoire de Gembloux en 1578 et l'échec de « l'expérience don Juan » après ces folles équipées des soldats de François d'Anjou (la *furia francese* d'Anvers, qui fait détester les Français), les tentatives révolutionnaires, à la fois radicales, calvinistes et démagogiques de Hemtze<sup>1</sup>, le rapprochement des « malcontents » avec l'Espagne grâce à l'habileté de Farnèse, habileté égale à sa maîtrise stratégique, l'histoire des Provinces devient un jeu extrêmement subtil, dont M. Delfos nous démonte le mécanisme et nous débrouille les péripéties avec une exactitude et une minutie infinies. Cela va jusqu'à la fatigue. — Il n'en coûte rien à l'auteur d'une thèse, vieille d'un demi-siècle (1892), sur un huguenot français mêlé à ces aventures<sup>2</sup> de reconnaître qu'il n'avait rien vu dans ces conflits d'influences et que cette histoire est ici renouvelée de fond en comble.

Renouvelée surtout par l'étude de la « Nouvelle Union » — *N. U.* — union « plus voisine », *naerder Unie*, « union plus étroite » que forment en juillet-septembre 1578 la Hollande-Zélande avec les catholiques de Gueldre, Utrecht, Overijsel, union qui englobe les autres membres de l'Union d'Utrecht (exception faite de plus en plus de l'Artois-Hainaut), « généralité » qui tend à s'identifier avec les États généraux et à se modeler, comme nous l'avons vu, et qui revient à chaque reprise, sur le modèle républicain suisse.

C'est toujours autour de Gand, de la pacification de 1576 et dans le cadre de l'Union d'Utrecht que vit cette nouvelle Union. En décembre 1578-janvier 1579, elle se constitue avec l'aspect d'une union hollandano-zélando-flamingo-brabançonne en face d'une contre-fédération wallonne d'Arras. « La thèse de la sécession du Nord comme suite de l'Union d'Utrecht » (p. 141), de la diminution du rôle des États généraux, apparaît de plus en plus comme insoutenable. « Les Pays-Bas

1. Qui semble, plus tard et après avoir gêné Orange, passer au parti de la soumission à l'Espagne.

2. François de la Noue. Notons que M. Delfos ne le cite pas, ne le fait pas figurer dans son index. Cependant, il avait fourni un texte sur les excès qui avaient rendu les Français intolérables aux populations.

forment, non pas un État ordinaire, mais une fédération d'États », unis dans une lutte commune contre le souverain « tyrannique », neuf provinces unies en mars 1582. Malgré les incidents des luttes religieuses (surtout à Anvers et aussi à Bruxelles), elle comprend les deux religions et tend à prendre pour chef Guillaume d'Orange comme « stathouder général de ces Pays-Bas et gouverneur général des Flandres », « défenseur (*ruwaert*) du pays de Flandre », disent les Brugeois. Il est vrai qu'alors (mai 1580-juillet 1581), les progrès de la minorité calviniste « en Brabant, Flandre, Gueldre, etc. », donnent de plus en plus une empreinte protestante à la politique de la Généralité et de l'Union. Mais les formules sont significatives : « États généraux des provinces néerlandaises fédérées dans la Nouvelle Union — États généraux des provinces étroitement unies ».

Les actes décisifs de juin-juillet 1581 réalisent l'unanimité pour la déposition du roi d'Espagne comme « prince des Pays-Bas », actes signés (p. 211) par quatre juristes, deux Brabançons, un Zélandais, un Malinois, déclaration « motivée non seulement par la pensée calviniste et les théories monarchomaques, mais aussi par les anciennes conceptions de la scolastique catholique ». Le sceau royal est brisé (22 juillet 1581) et remplacé par celui de la Généralité. Une clef de l'écrin est remise au prince d'Orange et le serment de fidélité au roi dénoncé par cinq provinces et leurs « associés », aussi bien en deça qu'au delà de la Meuse, à Gand, à Ypres comme à Middelbourg — et malgré des négociations poursuivies avec Anjou encore en 1584 (p. 215), à la veille de la mort de cet inquiétant aventurier royal dont on essaya de transférer alors directement les prétentions au Roi Très Chrétien ; puis, après la dérobade de celui-ci, à la reine d'Angleterre, représentée sur le sol néerlandais par Leicester.

Comment se fait-il que la « Nouvelle Union » — les provinces (moins les deux provinces wallonnes, ultra-catholiques et philippistes) — n'ait pas abouti à une fusion pure et simple avec les États généraux ? Cet échec, pour M. Delfos, s'explique par une série d'événements qu'on peut appeler des hasards : des événements militaires, les victoires du prince de Parme (chute de Bruxelles en mars 1585, d'Anvers en août, enfin la prise de Sluys en juillet 1588).

Après l'assassinat du prince d'Orange en 1584, dont la modération, la sagesse, la tolérance ont fait place à la politique purement calviniste, liée aux princes allemands, de son bouillant frère Jean de Nassau, la renonciation de l'Angleterre préoccupée par les conjurations de Marie Stuart et le retrait de Leicester en juillet 1587 devant l'imminence du péril naval espagnol. Ainsi l'histoire de l'Armada et celle du détournement de la force farnésienne dans l'intérêt des Guise sont liées étroitement à celle de la séparation des Sept provinces. Mais, en dépit de la confusion chronologique qui rend difficile à suivre la démonstration de M. Delfos, il apparaît (p. 216) que « l'année 1586 est la dernière en laquelle Brabant, Flandre et Malines sont unis avec les provinces du Nord dans la Généralité ». La Flandre se proclame encore fidèle à l'Union en 1586, mais à partir de 1587 les États généraux ne comprennent plus que les provinces du Nord, toujours signataires du serment prêté en mai 1580 contre le roi d'Espagne. Il n'est plus question dès lors que d'une survie de l'Union (et de la Nouvelle Union) d'Utrecht. Il n'en restera plus qu'un souvenir (après la reconquête de Bois-le-Duc en 1629), la conception de la Généralité et de la Barrière, précaution prise en réalité contre la prépondérance française, « renonciation définitive des Sept provinces de l'Union d'Utrecht à la complète constitution de la Nouvelle Union en ses commencements ».

Tel est cet important ouvrage, d'une clarté démonstrative en dépit de la surabondance des détails, de quelques partis pris, et dont la lecture serait plus convaincante encore si l'auteur n'avait, en ses exposés déjà difficiles à suivre dans le détail infini des faits, introduit trop souvent la confusion chronologique. Mais personne ne pourra plus dire ni croire que la séparation entre Pays-Bas espagnols et Provinces-Unies date de l'Union d'Utrecht de 1579.

† Henri HAUSER.

**Roland MOUSNIER. La vénalité des Offices sous Henri IV et Louis XIII.**

Rouen, éditions Maugard, 1945 ; in-8°, xxix-629 pages.

La thèse de M. R. Mousnier est un travail de haut prix. Elle a exigé de vastes recherches aux Archives Nationales, aux bibliothèques parisiennes, et, puisqu'il n'était pas humainement possible de dépouiller tous les dépôts des départements, aux archives et bibliothèques de Normandie, province essentiellement représentative, en raison de son activité économique et de son importance fiscale, déjà signalée en 1913 dans le livre d'E. Esmonin sur la taille au temps de Louis XIV. Les lectures de l'auteur embrassent toute l'histoire des institutions administratives et financières, des réalités politiques et sociales, depuis le Moyen Âge jusqu'à la régence d'Anne d'Autriche. Les résultats de cette enquête sont exposés de la façon la plus solide et la plus claire. M. Mousnier ne s'est pas laissé rebuter par le détail technique des ventes ou des problèmes d'héritage et de transmission. Il apporte, sur le monde des acheteurs et leurs trafics, sur les fermiers et particulièrement sur Paulet, les données les plus précises et les plus neuves ; il définit avec une exactitude rigoureuse et nouvelle la place tenue par le commerce des offices dans les finances royales, par l'achat des offices dans la fortune des particuliers ; il situe les officiers à leur rang dans la hiérarchie sociale ; il étudie leur rôle dans la reconquête du royaume par Henri IV, pendant la minorité de Louis XIII et sous Richelieu ; le partage de la puissance publique entre le roi et les aînés. Cet ensemble de faits et d'idées est dominé avec une belle maîtrise. Le livre, dédié à la mémoire de Fustel de Coulanges, s'inscrit dans une haute tradition française de recherche et d'étude.

L'introduction définit le caractère de bien patrimonial qui s'attache à l'office, la confusion qui en résulte de l'autorité politique et de la propriété privée. Un premier livre suit, des origines à l'assassinat d'Henri III, l'histoire de l'institution ; un second décrit le commerce des offices sous Henri IV et Louis XIII ; le troisième en développe les conséquences financières, économiques, sociales, politiques. Une conclusion brève et forte pose le problème des rapports historiques ainsi établis entre le monde des affaires et la monarchie. L'ouvrage, bien composé, vigoureusement conduit, est écrit avec une netteté sobre, une heureuse justesse d'expression, dans une langue de bonne qualité. On doit regretter qu'il soit assez souvent déparé par des fautes typographiques, et, plus encore, que la misère des temps n'ait pas permis l'établissement d'un index, dont l'absence laisse l'impression d'un beau livre mutilé.

Il est difficile de mieux documenter des démonstrations plus solides. Celles du premier livre se fondent sur la plus riche collection de textes, législatifs, administratifs, judiciaires, financiers et littéraires ; à quoi s'ajoutent quelques écrits, traités ou études, de caractère théorique ou historique, les uns contemporains

des faits, les autres modernes ou récents. Avec le livre II, partie essentielle de l'ouvrage, où se développent, en de minutieuses analyses, toute la technique des créations d'offices, des ventes et méventes, toute la théorie et la pratique des résignations et des successions, toute la préparation et l'histoire de l'édit de 1604 et des accords des fermiers avec les Parties casuelles, la documentation change de caractère. Elle se fonde sur des recherches de plus en plus étendues et personnelles, aux Archives Nationales et Départementales. D'innombrables textes, interprétés à l'aide de la théorie et de l'histoire, ont permis d'illustrer, au moyen d'exemples locaux, l'étude des problèmes posés par le système de la vénalité. Au livre III, la documentation provient, pour l'histoire financière, des Archives Nationales et des collections de la Bibliothèque Nationale; pour l'histoire sociale, des archives et bibliothèques départementales normandes, — Seine-Inférieure, Calvados, Orne et Manche — pour l'histoire politique, elle fait appel aux collections de la Bibliothèque Nationale, aux mémoires contemporains, aux travaux des théoriciens ou historiens anciens et modernes. La sûreté de la critique égale la variété de l'information et l'art de la mise en œuvre.

Il serait vain de tenter l'analyse de ces démonstrations, où la complexité des faits s'ordonne selon un plan à la fois robuste et lumineux. Il suffira de signaler que toute l'histoire traditionnelle des finances françaises sous Henri IV et Louis XIII, toute l'histoire du financement par Richelieu de la guerre de Trente ans, se trouvent renouvelées. Il suffira d'indiquer, sur la place des offices dans le patrimoine des officiers, sur la place des officiers dans la hiérarchie de la richesse, sur leur ascension dans la hiérarchie sociale, sur les relations qui s'établissent entre leurs diverses classes, une centaine de pages denses, précises, colorées, où revit dans le détail concret de son existence quotidienne, sur ses domaines ruraux, dans ses hôtels urbains, dans les bureaux des finances, dans les salles d'audiences ou de délibérations des tribunaux, toute une aristocratie de la fonction et de la richesse.

Les conclusions de l'ouvrage s'annoncent dès les premiers chapitres, se formulent et se précisent à mesure que progresse l'étude de l'institution, de ses conséquences financières, sociales et politiques. Vers la fin du règne d'Henri III, les effets de la vénalité manifestent leur double caractère. L'inféodation des offices, les alliances et les parentèles qui s'établissent entre les dynasties d'officiers ne peuvent être que désastreuses au pouvoir royal; mais les rancunes et les jalousies des avocats, des procureurs, des notaires, confinés dans les fonctions inférieures ou municipales, exclus des hautes charges trop coûteuses, créent à l'intérieur de la bourgeoisie des offices une lutte de classe dont la monarchie peut tirer avantage. Pour conserver le bénéfice de cette vénalité combattue par les deux autres ordres et une partie du Tiers, les détenteurs de hauts offices vont juger utile un accord de plus en plus étroit avec la royauté. La Ligue apparaît, entre autres choses, comme une coalition de grands seigneurs et de petits bourgeois contre les grands officiers, bientôt attirés ou reconduits par leurs intérêts au camp d'Henri IV. La victoire du roi fut en même temps celle de la haute bourgeoisie d'office et de la noblesse d'office. Il s'efforça de les satisfaire, à condition d'en être bien servi; il n'ignorait guère qu'une rupture avec elles pouvait entraîner la défection de provinces entières.

L'établissement du droit annuel en 1604 avait resserré l'entente du roi avec les aisés. De cette entente, Richelieu lui-même, dans son *Testament politique*, reconnaît la nécessité. Il sait, comme Michel de l'Hospital, que la vente des charges



transfère aux mains d'une féodalité d'officiers toute une part du pouvoir royal. Il sait que, « au premier établissement d'une république », la raison et l'intérêt de l'État condamneraient toute vénalité. Mais l'histoire contraint la monarchie française à se prévaloir de l'absurdité même de certaines institutions : « ancienne monarchie, dont les imperfections sont passées en habitude, et dont le désordre fait (non sans utilité) partie de l'ordre de l'État ». Ces formules, qui semblent annoncer les sentences historiques de Montesquieu, expriment un réalisme élémentaire et brutal. La vénalité des charges empêche les pauvres d'y prétendre au détriment probable de l'État et de la société.

La constitution du royaume est donc une monarchie tempérée par l'existence d'une caste héréditaire d'officiers, qui s'entend avec elle pour tenir en respect les classes inférieures. Mais cette monarchie, absolutiste d'instinct et de tempérament ne se résigne guère à son humiliation ; par l'établissement et le progrès d'une administration de plus en plus autoritaire, elle s'efforce de diminuer le rôle nécessaire et légal de la caste. La solution la plus radicale et la plus révolutionnaire eût consisté dans le rachat des offices. La gêne des finances royales ne permettait pas une mesure de si vaste portée, et qui n'eût abouti à rien moins qu'à déchirer le pacte constitutionnel.

On pourrait, à l'appui de cette thèse, rappeler le jugement de Montesquieu sur les projets de Law<sup>1</sup> : « Il dissolvait la monarchie par ses chimériques remboursements, et semblaît vouloir racheter la constitution même. » Comme Colbert et Louis XIV, il tentait de la détruire ; il fut « un des plus grands promoteurs de despotisme qu'on ait encore vus en Europe ». La vénalité des charges est une des lois fondamentales de l'État. Elle crée ces puissances secondes qui en assurent l'équilibre. « Elle fait faire comme un métier de famille ce qu'on ne voudrait entreprendre pour la vertu ; elle destine chacun à son devoir et rend les ordres de l'État plus permanents<sup>2</sup>. »

Maintenir cette constitution, maintenir les avantages qu'elle assurait à la caste, et, dans une certaine mesure, fonder sur ces lois non écrites quelques principes de droit public et de liberté, fut au XVIII<sup>e</sup> siècle la politique de cette puissance seconde qu'était le corps des Parlements. Il reste à dire, au moyen de quels compromis et à la faveur de quelles illusions la classe des avocats, des procureurs, des bas officiers, contre qui s'était conclu l'accord du roi et de la caste, s'allia finalement avec elle, pour la défense d'intérêts différents et de doctrines dissemblables, contre la monarchie. Mais par là se trouverait posé tout le problème des origines sociales, politiques et spirituelles de la Révolution.

A. RENAUDET.

Grace Lee NUTE. *Caesars of the Wilderness*. New-York-London, D. Appleton-Century, 1943.

Miss Grace Lee Nute, archiviste de la Société historique du Minnesota, présente dans ce volume une remarquable synthèse de toutes les données relatives à Médard Chouart des Groseilliers et Pierre-Esprit Radisson. On sait que ces deux Français, dans la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, élargirent et précisèrent la connaissance

1. *Esprit des Lois*, II, 5.

2. *Esprit des Lois*, V, 19.

de la région limitrophe des Grands Lacs américains, ouvrirent à l'exploitation de la fourrure les riches territoires qui se développent des Grands Lacs à la Baie d'Hudson, et furent responsables en dernière analyse de la fondation de la Compagnie de la Baie d'Hudson. L'intérêt du livre réside moins dans l'exposé de leurs aventures que dans les aperçus qu'il ouvre sur l'histoire de la pénétration du continent américain, dans l'étude des influences qui, en France ou dans la colonie, ont favorisé ou contrecarré la réalisation de leurs projets, dans l'examen des répercussions de leurs entreprises sur les rapports de la France et de l'Angleterre à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Miss Nute ne traite pas seulement, dans ces conditions, un point d'histoire coloniale.

Il ressort de son ouvrage que des Groseilliers put se familiariser de bonne heure avec la région du lac Huron, où il servit peut-être en qualité de « donné » des Pères jésuites. Lié avec les missionnaires qui participèrent le plus activement à la découverte du Canada, initié peut-être par le jeune de La Tour à la connaissance de la Baie d'Hudson, il trouva dans ces fréquentations un stimulant à la réalisation de son œuvre de découverte. Dès 1654-1655, franchissant le lac Huron, il atteignit le lac Michigan. Vraisemblablement il pénétra alors jusqu'aux confins de l'Illinois et du Wisconsin ; il est douteux qu'il atteignit le cours du Mississippi. Il put ainsi renouer avec les tribus de l'Ouest les relations commerciales longtemps paralysées par les agressions des Iroquois et recueillir auprès d'elles de précieux renseignements sur les possibilités d'accès à la Baie du Nord. Miss Nute démontre que Radisson, le beau-frère de des Groseilliers, ne participa point à cette expédition que l'on tenait, sur la foi du récit même de Radisson<sup>1</sup>, pour l'œuvre commune des deux explorateurs. Mais Radisson discerna rapidement l'utilité que pourraient avoir pour l'exploitation de la fourrure les renseignements recueillis par son beau-frère. Sa conviction s'affermir au cours de l'expédition qu'il accomplit en 1659-1660, avec des Groseilliers, dans le secteur du lac Supérieur. S'il ne poussa point alors, quoi qu'il en dise, jusqu'aux rives de la Baie d'Hudson, il acquit la certitude que la région du lac Supérieur recélait une source inépuisable de pelleteries et qu'il était possible de l'atteindre par cette « Baie du Nord » où aboutissaient les cours d'eau de l'intérieur. De là le projet que les deux hommes formèrent de gagner par mer la Baie d'Hudson. Mais, découragés par la malveillance des autorités de la Nouvelle-France à leur égard, ils se rendirent d'abord dans la Nouvelle-Angleterre : les possibilités qu'ils y révélèrent d'une liaison commerciale entre les colonies américaines et leur arrière-pays expliquent en partie la prise de la Nouvelle-Hollande en 1664. Ils passèrent ensuite en Angleterre. A Londres, à Oxford, à Windsor, ils prirent contact avec une société de courtisans, d'hommes d'affaires, de géographes passionnés de découvertes, et ils gagnèrent à leur projet l'adhésion du souverain et d'un groupe d'« aventuriers », premier embryon de la Compagnie de la Baie d'Hudson (1667). Une expédition maritime put être organisée, qui permit à l'Angleterre de prendre pied sur la Baie James (1668-1669).

L'initiative menaçant de détourner de la vallée du Saint-Laurent le commerce des fourrures, l'intendant Talon chargea le Père Albanel et le sieur de Saint-Simon de diriger vers la Baie d'Hudson, par la voie de terre, une mission de reconnaissance (1671). Malheureusement, Colbert n'appréciait point l'importance des

1. *Voyages of Peter Esprit Radisson... from 1652 to 1684*, edited by Gideon SCULL, Prince Society, Boston, 1885.

mesures de Talon. Louis XIV s'était contenté d'encourager, en 1670, l'organisation, sous la direction du Hollandais Van Heemskerck, d'une expédition qui tenta vainement d'atteindre la Baie d'Hudson. Ce furent en réalité les Jésuites, directement intéressés au commerce de la pelleterie, qui, suppléant à la lenteur du gouvernement français, ressaisirent Radisson et des Groseilliers. En 1675, le Père Albanel les détermina à rentrer en France. A Paris, ils devinrent immédiatement le centre d'intrigues où s'affrontaient les Jésuites et les Récollets, ceux-ci groupés autour du cardinal d'Estrées, des abbés Renaudot et Bernou. Aidés par les Jésuites, mais soutenus avec réserve par Colbert, qui voulait éviter un conflit avec l'Angleterre, Radisson et des Groseilliers gagnèrent la Baie d'Hudson en 1682. Ils délogèrent les Anglais du port Nelson, sans tenir compte des conseils de prudence que Colbert leur avait donnés.

Désavoué en fait par le roi, privé des bénéfices qu'il avait espérés, pris dans un réseau d'intrigues où ses intérêts menaçaient d'être sacrifiés, Radisson abandonna de nouveau l'allégeance française et redevint le promoteur des intérêts de la Compagnie de la Baie d'Hudson. En 1685, il la remit en possession de l'embouchure de la rivière Hayes et d'une importante cargaison de pelleteries. L'Angleterre, en dépit des échecs qu'elle avait subis et qu'elle devait encore subir dans la Baie d'Hudson, restait maîtresse de ce littoral qui allait être la base de départ de la pénétration anglo-saxonne dans l'intérieur de la Terre de Rupert. C'était le début du conflit qui devait opposer dans l'Ouest canadien les intérêts de la vallée du Saint-Laurent et de la compagnie britannique. Dans le duel déclenché par les initiatives de Radisson et des Groseilliers, la France, pour n'avoir pas soutenu les deux explorateurs, avait perdu la première manche.

Il serait difficile de dégager tous les éléments d'intérêt du livre de Miss Nute. L'abondance de sa documentation, la sûreté avec laquelle elle tranche la question des origines de Radisson, cet « Italien » né dans la région d'Avignon, les tableaux suggestifs qu'elle introduit sur la mentalité des communautés-frontières de la Nouvelle-France et de la Nouvelle-Angleterre, le chapitre qu'elle consacre aux relations de Radisson avec Samuel Pepys, émule de Richard Hakluyt, les documents qu'elle apporte sur les dernières années de Radisson, sur les intrigues qui se forment autour des projets de Cavelier de la Salle, suffiraient à garantir la réputation d'un livre qui doit retenir l'attention des historiens. Tout au plus aurait-on pu souhaiter une discussion plus ample de la confusion qui régnait encore sur les voies d'accès du lac Supérieur à la Baie d'Hudson. N'y a-t-il pas lieu de voir dans cette confusion la raison qui explique que Jean Péré ait emprunté en 1684 la voie détournée de la rivière Albany au lieu de gagner directement le port Nelson où il devait remettre au jeune Chouart des Groseilliers un message du gouverneur de La Barre?

Le livre de Miss G. L. Nute reste une œuvre de premier ordre qui fait honneur à la science historique américaine.

M. GIRAUD.

Georges LEFEBVRE. *Le Directoire*. Paris, Colin, 1947; in-16, 195 pages. (Collection A. Colin, n° 245.)

Avec ce volume s'achève l'excellente histoire de la Révolution, si brillamment entamée par les trois petits livres d'Albert Mathiez (1922-1924), et prolongée par

les *Thermidoriens* de G. Lefebvre (1937). Il faut regretter que l'éditeur ait si parcimonieusement mesuré le papier à ce dernier pour son *Directoire*. Nous n'avons aujourd'hui, et sous un format encore réduit depuis la guerre, que le résumé d'un ouvrage plus étoffé, qui contenait la matière d'un cours en Sorbonne. La qualité de ce travail aurait mérité plus qu'un simple précis. Cependant, l'essentiel s'y marque avec toute la netteté désirable, sinon avec tous les détails qui en eussent accru le prix.

La période directoriale se présente à l'auteur comme le prolongement naturel de la période thermidorienne : mêmes difficultés, même personnel. Mais les premières, au premier rang desquelles on retrouve évidemment les problèmes économiques et financiers, ne tiennent pas uniquement à l'inflation et à ses séqueles, à part les premiers temps. C'est la déflation monétaire, entraînant la rareté des moyens de paiement et du crédit, avec la chute des prix, qui rend difficile l'exercice du pouvoir, comme aussi l'incertitude de la politique gouvernementale qui ne se résigne jamais à opter entre les méthodes d'économie dirigée et la liberté commerciale, cumulant ainsi les défauts des deux systèmes. La corruption naît de ces difficultés et gagne tous les milieux, tuant le civisme aux instants les plus critiques. Au surplus, la tentation rencontrait peu d'âmes fortes. « Thermidoriens et directoriaux, c'est tout un. » Tous n'étaient que les défenseurs de la bourgeoisie révolutionnaire, grossie par les agioteurs, les capitaines d'entreprises adaptés aux temps et par tous les profiteurs du régime. Il semble, en conséquence, mais la remarque est mienne, que les luttes politiques n'aient plus qu'une apparence idéologique, et qu'elles reflètent simplement des heurts d'intérêt plus sordides. Toute la politique des « nantis » ne vise qu'à se maintenir contre les royalistes, aussi bien que contre les néo-jacobins. Le meilleur esprit politique de l'époque, à mon sens, malgré son penchant marqué pour les solutions byzantines, Sieyès, ne rêve guère de système fondé sur des préoccupations d'équilibre social ou de justice politique. Comme les auteurs de la Constitution de l'an III, dont il détestait l'œuvre, il se contentait de dresser un échafaudage de garanties procédurières contre tout bouleversement. Le résultat est connu : une longue série d'accrocs à l'esprit, sinon à la lettre de la légalité constitutionnelle.

Deux hommes ont leur place justement marquée, et de manière neuve. Babeuf, « parvenu à une idée claire de cette dictature populaire dont Marat et les hébertistes avaient parlé sans la préciser : par Buonarrotti, il l'a léguée à Blanqui et à Lénine, qui en a fait une réalité » (p. 33). Carnot, bourgeois conservateur, autoritaire « autrefois rallié à la Montagne pour en finir avec la contre-révolution, et aussi par ambition du pouvoir, mais qui n'avait jamais adhéré à la politique sociale de l'an II », exaspéré par toute opposition en l'an IV comme en l'an II, et « sans répugnance » pour sévir contre ses anciens compagnons de lutte.

Une large place est faite aux guerres et à la politique extérieure. On notera les précisions sur les relations économiques avec les pays étrangers, où se profilent les conditions d'où naîtra plus tard le blocus continental, et la réduction des thèses de G. Ferrero à ce qu'elles ont apporté de plus neuf : l'indication des sources littéraires d'où Bonaparte a tiré ses méthodes de guerre.

Il n'est plus nécessaire, sinon de réhabiliter, du moins d'atténuer les reproches adressés naguère de façon courante au Directoire. Mais il est bon de marquer, comme le fait excellemment G. Lefebvre, que son effort « n'a pas reçu justice ». Ses ébauches de réforme administrative en l'an VII ont aplani la voie au Consulat.

D'ailleurs, Bonaparte n'a-t-il pas inauguré son gouvernement par une banque-route supplémentaire et par un appel aux fournisseurs, c'est-à-dire par les moyens que l'on a tant reprochés à ses prédécesseurs?

Au total, les « notables », qui gouvernent la France de 1795 à 1799 et finissent par jouer un jeu de dupes le 18 Brumaire, ont maintenu leurs positions. Après l'intermède napoléonien, qui ne les a pas entamées, ils ont permis en 1814 le recommencement de l'expérience libérale et « définitivement assis la puissance de la bourgeoisie ».

Henri CALVET.

I. NORMAN MACDONALD. *Canada 1763-1841. Immigration and settlement. The administration of the Imperial Land regulation.* Londres, Longmans, Green, 1939; in-8°, x-577 pages, 1 carte hors texte. Prix : 21 s.

II. JAMES B. HEDGES. *Building the Canadian West.* New-York, Macmillan Company, 1939; in-8°, vii-422 pages, 4 cartes. \$ 4.00.

I. — En douze chapitres et trois parties, M. Norman Macdonald expose l'histoire de l'immigration et du peuplement canadien entre le traité de Paris et l'union des deux Canadas. L'auteur a tiré grand parti des Archives d'Ottawa et des *State papers* provinciaux, ainsi que d'ouvrages récents mal connus en Europe comme Marion Gilroy, *Loyalists and land settlement in Nova Scotia*, 1937, ou Douglas Mackay, *The Hudson Bay Company*, 1937. Malheureusement, les notes, rejetées à la fin des chapitres, souvent trop brèves, sont de consultation difficile.

L'ouvrage est plus systématique que chronologique. Au cours de la première partie : *les colonies vues de l'extérieur*, l'auteur étudie successivement, et sans beaucoup de rigueur, les divers types de concessions attribuées aux immigrants, surtout avant 1815. Pour échapper à la misère consécutive à l'abolition des clans, à l'extension de l'élevage et au déclin de la quête des algues marines, les Highlanders, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, répondant aux invites des Compagnies de navigation et de quelques philanthropes, émigrent dans les Provinces Maritimes ou au nord du lac Ontario. Le gouvernement anglais, qui s'inquiète de cette transplantation, prend des garanties tardives : comme les lois de 1803 (obligation d'embarquer douze semaines de vivres, un passager pour deux tonneaux de jauge), de 1825 et de 1835 (présence obligatoire à bord d'un médecin). Cette politique négative est abandonnée après 1815 devant l'acuité de la crise qui sévit dans la métropole.

Depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il avait fallu accorder des concessions de terres aux vétérans britanniques, puis aux *United Empire Loyalists* (100 ou 200 acres). Pour défendre sa frontière menacée par les Yankees, le gouvernement avait cantonné ces vétérans au sud du Saint-Laurent dans les *Eastern Townships*, le long de Yonge et de Dundas Street, de la route du Niagara. Nonobstant l'indifférence officielle, des immigrants civils débarquent. Les gouverneurs agissent. De 1759 à 1774, Lawrence eût voulu aménager 21 townships sur 100,000 acres. (Projet Mac Nutt.) En 1774, on vend des terres aux enchères sur mise à prix de 6 pence l'acre dans le bassin de Minas (Nouvelle-Écosse). Mais pourquoi acheter une terre qui s'offre illimitée, disent les colons? La loi de 1791 revient aux concessions gratuites normales de 200, exceptionnelles de 1,200 acres, et l'honnête Prescott (1796) attribue 200 acres à l'immigrant moyen, 400 aux propagandistes, 600 aux géomètres,



1,200 aux coqs de village; des milliers d'arpents sont même dévolus à un « faiseur » comme Ebenezer Allen. Plus favorisés encore sont les hauts fonctionnaires, les favoris politiques, bénéficiaires de concessions de 12,000 à 300,000 acres. Ils doivent les revendre aux colons, comme ce fut le cas dans l'île du Prince-Édouard. Ailleurs, ils s'essayerent au rôle de grands patrons et de seigneurs « défenseurs de leurs clients ». Ainsi Talbot, le plus grand colonisateur privé au Canada, obtint des concessions étendues avant 1814, les peupla de 40,000 colons (1836) dotés de 50 à 100 acres. Le cas de son émule, le malchanceux lord Selkirk, fait, dans les pages suivantes, l'objet de développements qui, pour n'être pas inédits, replacent dans le cadre de l'histoire générale les divers aspects de son activité. Des Irlandais, cultivateurs de chanvre près d'Oswego (1796), il étendit sa sollicitude à des Highlanders à qui, au nord du lac Ontario, il fit concéder des lots de 20 acres. Ces deux tentatives ayant échoué devant l'opposition du *Colonial Office* et des lords des Highlands, il parait réussir à installer des Écossais dans l'île du Prince-Édouard (1803-1809). Mais une invasion de sauterelles laisse Selkirk avec £ 23,000 de dettes et 143,000 acres de terres à peu près désertes. Sa concession modèle continentale de Baldoon périlite (1804). Partout, il avait échoué. C'est alors qu'il dirige ses colons vers la *Red River*, avec l'appui de l'*Hudson Bay Company*, qu'il entre en lutte contre les *North Westers* et que, champion des laboureurs et des forestiers, il doit fuir devant l'offensive des pelletiers. Le chapitre v se termine par l'évocation de l'activité de deux entrepreneurs de colonisation officielle : Cameron, gaffeur et assez désintéressé; Mac Nab, tyranneau violent et rusé.

L'auteur montre ensuite que, dans les diverses provinces, d'immenses réserves avaient été constituées pour l'entretien du clergé et pour la stabilité des finances. Moins étendues dans les Provinces Maritimes que dans les deux Canadas, elles opposaient, de par leur discontinuité même, de multiples obstacles à la colonisation, encore que les autorités offrissent à leurs occupants de fort avantageuses conditions. Vers 1820, la structure territoriale du Canada présente donc l'image de la confusion, de la multiplicité des abus, de l'inefficacité.

Avec la partie II, *An Interlude*, apparaissent les tentatives de colonisation systématique poursuivies de 1815 à 1825. Au Bas-Canada, les concessionnaires reçoivent gratuitement des terres et des vivres pour douze mois (Drummondville, 1815). Dans le Haut-Canada, les concessions frontalières groupées réparties au lendemain de la guerre de 1812 furent accordées à qui pouvait fournir un cautionnement. En 1818, 400 familles s'installèrent sur la route de Richmond à Perth. Elles précédaient des milliers de colons dans la région du Rideau, qui allaient bénéficier d'un second effort de colonisation systématique (1823-1825).

Dans la III<sup>e</sup> partie : *The colonies from within*, l'auteur montre comment l'activité colonisatrice tend à s'ordonner sous l'action de grandes Compagnies et selon un système nouveau. Trois compagnies de colonisation se constituent. Dans le Haut-Canada, la *Canada Land Company* (27.6.1825), dirigée par Galt, dispose nominativement de 2,300,000 acres et en distribue effectivement 61 %, pour lesquels elle verse à l'État £ 245,300, prix d'immenses réserves du Huron Tract, de la région de Guelph. Au Bas-Canada, la *British American Company* conçoit d'ambitieux projets (57 townships au sud du Saint-Laurent, liquidation du tiers des réserves du Clergé) et répartit 847,661 acres dans le comté de Sherbrooke, vers les lacs Saint-François et Mégantic. La *New Brunswick and Nova Scotia Company* eut moins de succès, ne disposant que de terres inaccessibles, éloignées des fleuves

et des côtes. Elle exploita à blanc les forêts du Nouveau-Brunswick pour n'en faire pas moins faillite en 1839. L'échec des diverses modalités d'occupation du sol canadien paraissait total. Le pays restait vide et l'absentéisme demeurait général, alors qu'en moyenne chaque habitant du Nouveau-Brunswick disposait de 28 acres, en Nouvelle-Écosse de 29, en Haut-Canada de 53. Au Bas-Canada, 19/20 des terres concédées restaient désertes. C'est alors qu'en 1825, lord Bathurst, secondé par Maitland et par Wilmot Horton (1827), envisagea l'extension aux Canadas des méthodes employées en Nouvelle-Galles du Sud, depuis 1821 : la vente aux enchères jusqu'à un maximum de 1,200 acres. Les parlementaires du Nouveau-Brunswick et du Haut-Canada, peu ou prou spéculateurs en terrains, Lyon Mackenzie opposent de nombreuses objections au système qu'Aylmer et Gourlay appliquent et approuvent au Bas-Canada. Dès lors la question revêt un caractère politique. Ses incidences en sont étudiées avec beaucoup de détails souvent plus concrets que clairs, sauf en ce qui concerne les *Clergy reserves* qui furent finalement partagées équitablement entre les diverses dénominations.

En conclusion, l'auteur déplore la politique de prodigalité suivie dans les provinces canadiennes et qui aboutit à l'occupation insuffisante d'un sol réservé à des spéculateurs ou à des absentéistes. Les causes, il les attribue à la puissance du *Family Compact* qui s'opposait à une distribution rationnelle, à un levé systématique à l'américaine, à la perception d'une taxe foncière sur les terres inexploitées. Il en rend responsable la médiocrité des Elgin, des Goderich, des Glenelg qui ne surent concevoir les réformes indispensables, mais aussi la dualité des services (*Surveyor Generals, Crown Commissioners*) chargés d'appliquer une législation touffue et contradictoire.

Confus souvent, de plan parfois capricieux, l'exposé de M. Norman Macdonald peut ne pas dominer toujours le sujet, du moins, détaillé, concret et d'une rigoureuse probité scientifique, constitue-t-il une indispensable contribution à l'histoire de la colonisation.

II. — Le gros livre de M. James B. Hedges étudie l'évolution de la colonisation au delà du Manitoba, en deçà des Montagnes Rocheuses. Tandis que M. Stanley a évoqué les incidences politiques de la démission de la Compagnie d'Hudson, que M. Norman Macdonald expose l'histoire du peuplement, M. Hedges s'attache avant tout aux problèmes de la colonisation et des terres.

Il montre comment ce pays d'alluvions glaciaires, plat ou vallonné, continental et sec, sans arbres et piqué de lacs, n'a pu être colonisé que tardivement, après la constitution du Dominion (1867), après l'abandon du privilège de la Baie d'Hudson et grâce au parti tiré des leçons de la colonisation américaine. Quand la *British Columbia* eut exigé et obtenu la promesse d'un Transcontinental, la question entra dans sa phase pratique. L'emploi des armes à répétition, de la charrue à soc d'acier, du *roller milling* (1878), de nouvelles variétés de semence, allait permettre la constitution d'une zone pionnière originale sur la marge des *barren grounds*.

C'est l'histoire de la colonisation de l'Ouest canadien par le *Canadian Pacific Railway*, qu'expose M. James B. Hedges en treize chapitres à la fois systématiques et chronologiques, plus sinueux et nuancés que nets. Son livre comprend trois parties : une esquisse des travaux préparatoires de colonisation, une histoire des origines du peuplement et de l'occupation du sol, une analyse des conditions de la politique d'irrigation, de colonisation et d'expériences agronomiques. Le tout

opportunément résumé en une conclusion finale. L'ouvrage, riche de faits plus que d'idées, dense, difficile à résumer, suggère quelques conclusions intéressantes.

1<sup>o</sup> La date de 1896, si importante dans l'histoire générale du Dominion, l'est aussi dans celle du *Middle West*. C'est celle de la majorité du *Canadian Pacific*, qui, s'il a réussi à joindre les deux Océans en 1885, n'est pas encore en possession de toutes ses terres et, malgré les efforts de son agent Mac Tavish, n'a pu que faire ses débuts d'organisme colonisateur, encourageant les arrivées individuelles de colons. Alexandre Begg, puis Barker, agent du C. P. R. à Londres, T. Lauer envoient des brochures en Allemagne, Zboray en Hongrie. Les Allemands font vivre la colonie de Hohenlohe, les Hongrois celle d'Esterhazy, les Roumains celle de Balgonie. Les Islandais fondent Thingvalla, les Scandinaves mettent les Townships 18 et 19 A en valeur. De petites Compagnies comme celles du duc de Manchester, la *Canada Northwest Land Company*, la *Land Corporation of Canada* secondent la *Canadian Pacific Railway*, cherchent à vendre à prix fixe, aux seuls cultivateurs, à qui ils consentent des rabais. En fait, la Compagnie, qui a besoin d'argent liquide, doit traiter avec les spéculateurs, abandonner le prix fixe à cause de l'inégale fertilité des terres. L'œuvre accomplie n'a pourtant pas été négligeable, puisque les trois quarts des terres vendues (4,308,522 acres) ont été concédées et mises en valeur.

2<sup>o</sup> Après 1896, l'effort du C. P. R. se précipite pour de nombreuses raisons : l'expansion économique mondiale, la mise au point de nouveaux instruments et de machines agricoles, l'acclimatation et le succès de variétés de blé dont la *Red Fife*, la diminution des frets ferroviaires, la fin de la « frontière » américaine, ce qui met en mesure certains émigrants américains, avides de terres vierges, de s'étendre au Canada. L'action du C. P. R., l'arrivée de ces colons, de ces spéculateurs fut facilitée par l'intelligente politique agraire de Sir Wilfrid Laurier, que l'auteur a tendance à sous-estimer.

3<sup>o</sup> Du moins, M. Hedges a-t-il bien dégagé les causes de l'exceptionnelle ampleur de l'œuvre colonisatrice du C. P. R. Comme les autres Compagnies de chemins de fer nord-américaines, il a été payé par l'État en terres (25 millions d'acres réduits de 6,793,014 pour payer ses dettes (1886). Mais son domaine fut beaucoup plus concentré géographiquement, entre Winnipeg et les Rocheuses, et plus propre à la colonisation. C'est ainsi que dans cette zone médiane, le C. P. R. reçut de bonnes terres : à l'ouest de Winnipeg, de Portage la Prairie, à Brownlee, de Tufnell à Estevan ; puis au N. W. de Saskatoon, dans la boucle de la Saskatchewan du Nord, entre Edmonton, Saskatoon et Penhold. Telle fut la nature des cinq millions d'acres reçus, en 1882, des 2 millions et demi d'acres étendus entre les 48<sup>o</sup> et 49<sup>o</sup> degrés, et dans la région des *Dirt Hills*, les 250,000 acres du *Petit Dauphin*. Mais il lui fallut finalement accepter la localisation de 9,850,000 acres dans la zone demi-sèche. Par la force des circonstances, elle dut pratiquer une politique d'irrigation pour ne point succomber. (Ici M. Hedges est d'une discrétion regrettable.)

4<sup>o</sup> Par contre, il montre avec une netteté suffisante comment le C. P. R. trouva des colons, vendit des terres, mit à l'honneur des méthodes culturales nouvelles. En fait, le soin de trouver les hommes fut surtout dévolu aux autorités fédérales canadiennes, à Sir Clifford Sifton, mais aussi à l'État-Major du C. P. R., qui seconda les remarquables efforts du président Shaughnessy. Le problème fondamental, l'organisation des ventes, fut dominé par l'activité intelligente et multi-forme de J. S. Dennis : lui et ses auxiliaires A. Donald Smith, T. Hoerzer multi-

plèrent les agences canadiennes aux États-Unis, les tournées de conférences en Grande-Bretagne (A. Grant), organisèrent des voyages payés d'immigrants enrichis et d'émigrants éventuels, favorisèrent la naissance et le développement de compagnies de colonisation, etc. Elles firent passer au Canada beaucoup d'Américains. Mais, les terres humides attribuées, il fallut vendre les terres plus sèches entre les Red and Bow Rivers. L'optimisme confiant de J. S. Dennis, contrôlé par l'esprit critique de Sir W. Whyte, seconda les efforts du syndicat Sayre, de l'*Alberta Irrigation Company*. Deux grands canaux d'irrigation furent creusés (1904-1905) et la *Canadian Pacific Irrigation and Colonization Company* put offrir (1905) 110,000 acres irrigables à \$ 11,00, puis 30,000 acres à \$ 6,00. Devant la réussite de la première entreprise et l'importance des profits des intermédiaires, la Compagnie exigea sa part aux bénéfices. De 1896 à 1914, 10,513,000 acres avaient été ouverts à la colonisation. Depuis 1916, celle-ci a été confiée à un *Department of Colonization*, qui, avec des méthodes souples et discrètes, a obtenu la vente d'au moins 3,500,000 acres de terres nouvelles.

Enfin, la C. P. R. s'est distinguée par une politique de rendement et de mise en valeur. Au système classique de paiements au comptant ou par acomptes, les bureaux ont substitué des modalités plus souples. Ici, la Compagnie consent des prêts (\$ 1,000 ou \$ 1,500 remboursables en quinze ans), met à la disposition des colons des fermes irrigables aménagées (712 en 1911), se fait régler par le *crop payment* (1/10 comptant, 9/10 remboursables suivant la valeur des récoltes, ou par le plan d'amortissement en vingt ans). Dans l'ensemble, ces expériences ont réussi. Mais, à la veille de la guerre, la C. P. R. était créancière de 34 millions de dollars. Enfin, la Compagnie, suivant le fécond exemple donné aux États-Unis par James J. Hill et Sir George Stephen, guide le colon inexpérimenté ou routinier. Les ouvrages de Hardy W. Campbell, initiateur du *dry farming*, sont répandus, analysés et critiqués. Les idées sont mises à l'épreuve avec des succès inégaux à Bassano (1918) et à Brooks. Les agents de la C. P. R. donnent toute leur attention aux cultures du blé, du sucre de betterave, de l'alfalfa.

Le beau livre de M. Hedges met en relief la grande œuvre colonisatrice accomplie au nom de la C. P. R. par les Shaughnessy, les J. S. Dennis, les Fairfield. Il révèle à la fois les traits qui distinguent l'œuvre agraire de la C. P. R. de celle des autres compagnies américaines, mais aussi la part considérable que les organisations américaines spécialisées dans la conquête pacifique de la « frontière » ont prise au peuplement de l'Ouest canadien. S'il est vrai de dire que l'œuvre de la C. P. R. est profondément britannique, il ne l'est pas moins de soutenir qu'elle n'a été rendue possible que par une active collaboration américano-canadienne.

E. PRÉCLIN.

Charles MORAZÉ. *La France bourgeoise, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*. Paris, Colin, 1946 ; in-8°, 220 pages, 13 graphiques ; préface de L. Febvre. (Collection *Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 1.)

J'avais les meilleures raisons de penser qu'un livre de M. Morazé ne pouvait manquer d'être attrayant et suggestif : je n'ai pas été déçu. Une curiosité que rien ne freine, M. Morazé ayant une culture scientifique qui manque à presque tous les historiens, la pratique de la statistique qui ne leur est guère familière, l'expérience

des affaires que lui a procuré, au début de la guerre, la mobilisation industrielle. Une lecture infatigable qui embrasse Kant et Lagrange, Nicolas Oresme et Bodin, Saint-Simon et Dunoyer, bien d'autres encore. Une ardeur de l'intelligence à l'affût des rapports que soutiennent les divers facteurs de l'histoire et qui prend visible plaisir au contact de leur diversité infinie. Un esprit philosophique qui domine le chaos des faits et que passionnent les problèmes, mais, en même temps, une culture historique qui met en garde contre les conclusions hâtives et incline à poser des problèmes beaucoup plutôt qu'à leur imposer des solutions ; par suite, et ce qui nous touche plus spécialement, une tension volontaire à la recherche de cette rénovation de l'histoire qui nous préoccupe depuis longtemps. Voilà bien de quoi prendre intérêt à la lecture d'un livre. — C'est bel et bon, direz-vous, mais vous auriez pu commencer par nous renseigner sur son contenu ! — Eh ! je le sais bien, mais c'est justement là que commence l'embarras.

La France bourgeoise ? Ce titre laisse présumer le dessein de déterminer les caractères de la société que la bourgeoisie domine depuis 1789, et d'en marquer l'évolution. Telle est bien la préoccupation qui se marque, en effet, dans ces pages. Toutefois, ne jugeant pas les recherches assez avancées, M. Morazé a cru devoir s'en tenir à « un ensemble d'esquisses » sans se risquer à renforcer, en les rassemblant dans un « essai » final, les traits fondamentaux qu'à son avis même elles permettaient de dégager. La synthèse est constamment à l'horizon, mais elle y reste. D'autre part, il ne se propose pas seulement de décrire : il veut expliquer et, pour y parvenir, n'hésite pas à remonter si loin dans le passé que, plus d'une fois, l'évolution économique et sociale de la nation et aussi, finalement, celle de la conception de l'État sont retracées plus ou moins brièvement depuis les derniers temps du Moyen Âge, voire depuis le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. Ainsi n'est-il pas uniquement question de la France bourgeoise, mais également d'une part au moins de ses origines. Par moment, l'horizon où s'entrevoit la synthèse s'éloigne incontestablement.

Du premier chapitre enfin, on garde l'impression que l'induction tirée du titre est contestable parce que l'intention synthétique semble s'effacer devant l'étude d'un problème : pourquoi la France, au <sup>xix</sup><sup>e</sup> et au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, a-t-elle vu s'abaisser le taux de la reproduction comme si son énergie vitale s'affaissait ? Et le plan du livre paraît confirmer qu'il est conçu pour formuler une réponse : la condition corporelle s'est pourtant améliorée (ch. II) ; l'évolution mentale est-elle responsable (ch. III) ? Mais elle dépend de la structure sociale, laquelle est fonction de la distribution des richesses (ch. IV) et réagit sur l'idée de l'État (ch. V) ; finalement, faisons le point pour le <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle (ch. VI). Le problème méritait l'examen et, de temps à autre, il reparait comme un leit-motiv, mais il est pourtant vrai que, par l'étendue accordée à l'étude de ses facteurs, et par la recherche explicative poussée jusque dans le lointain passé de l'ancienne France, on le perd peu à peu de vue à mesure qu'on avance<sup>1</sup>.

1. Comme bien on pense, l'auteur n'a pas, à ce point, élargi la perspective et multiplié les points de vue, sans que, chemin faisant, des points de détail éveillent l'objection. Peut-on écrire : « Les droits féodaux, notamment les dîmes... » (p. 22) ; ou que la Révolution est née d'une crise de consommation (p. 121), sans ajouter qu'on peut aussi lui assigner quelques autres causes ? Peut-on parler de l'expérience jacobine sans tenir compte des nécessités de la défense révolutionnaire ? Convient-il d'affirmer sans discussion que le mouvement démographique est une cause première : « Le blanc n'a conquis le monde que parce qu'il s'est



A la réflexion, l'étude de la France bourgeoise et celle de la démographie s'harmonisent sans doute, comme il est noté p. 112 et 113. La natalité abondante peut exprimer la désespérance et la résignation des classes populaires que rien n'encourage à supposer que leur condition misérable puisse s'améliorer, ou le sentiment des maîtres de l'heure que leur puissance est stable et que leurs entreprises ne feront jamais que croître. Au contraire, la natalité diminue quand ces maîtres, se sentant menacés, perdent le souci de développer et de rationaliser la production pour jouer en hâte de leur reste : l'égoïsme individuel étouffe la volonté de puissance dont la reproduction est une des expressions ; la natalité s'affaïsse aussi dans les classes populaires si, l'ascension sociale devenant possible, l'épargne s'impose à l'imagination, ou si, prenant conscience de leur force, ces classes s'organisent pour la conquête du pouvoir : dans un cas comme dans l'autre, le nombre excessif des enfants leur devient une entrave. Bref, le taux de la reproduction a diminué en France à mesure que, de plus en plus, le petit bourgeois est devenu le type national. Mais M. Morazé s'est refusé à couronner son œuvre par une formulation si sommaire, et quelle pourrait être la solution du problème, il s'est abstenu de l'examiner.

Je crains que ces réflexions ne portent à considérer comme précautions oratoires les éloges que j'ai prodigués en premier lieu. Il n'en est rien : je me chagrine seulement à la pensée que le lecteur, déconcerté moins par l'abondance et la diversité des questions abordées que par l'ordonnance de leur présentation, ne reconnaisse pas à l'ouvrage, dès la première lecture, tout ce qui en constitue la valeur et le mérite. Et je ne me dissimule pas que, par lesdites réflexions, l'organisation du travail historique se trouve implicitement mis en question.

En bref, M. Morazé a rassemblé nombre des éléments d'une synthèse en se défendant de l'achever parce que chacun d'eux fait surgir des problèmes qu'il est nécessaire de résoudre au préalable. Et, simultanément, il a fait apparaître ces éléments comme les facteurs d'un problème posé comme primordial<sup>1</sup>. A la vérité, il objectera sans doute que tout problème humain comporte un complexe de facteurs et que sa solution exige elle-même une synthèse. D'accord. Mais ces facteurs doivent être envisagés, en ce cas, dans leurs stricts rapports avec le problème envisagé ; entreprendre en même temps de les suivre à travers les temps antérieurs à l'époque considérée, c'est les étudier en eux-mêmes et non pas en tant qu'ils interviennent dans la solution cherchée. Puisque le problème démographique dépend de la structure économique et sociale ; puisque l'étude de cette structure fait surgir d'autres problèmes, il eût été préférable, dans mon opinion, qu'elle restât pleinement le centre du livre, comme le titre le donnait à penser et comme elle l'est en fait, et que le problème démographique apparût, non au début, mais à la fin,

multiplié » (p. 3) ; « Le mouvement démographique ascensionnel, accompagné de son cortège économique, a donc fait surgir une société nouvelle fondée sur la propriété et la liberté économique » (p. 75). M. Morazé n'a pour l'œuvre de Simiand qu'une estime modérée, mais peut-on parler de l'économie du xvi<sup>e</sup> siècle ou de celle du xviii<sup>e</sup>, sans faire mention de l'afflux des métaux précieux et rapporter la hausse des prix au seul essor démographique ?

1. Du moins semble-t-il être conçu comme tel de certains points de vue ; ainsi, on lit page 3 : « L'homme blanc n'a conquis le monde que parce qu'il s'est multiplié » (d'autres diront, d'ailleurs : La population de l'Europe s'est accrue grâce à l'exploitation du monde). Mais, p. 113, le peuplement est subordonné à d'autres facteurs : « Les problèmes du peuplement sont le reflet des problèmes sociaux. »

comme une de ses conséquences ultimes. J'estime qu'il serait profitable au travail historique de distinguer entre synthèse et problème. La tâche propre de la synthèse est de décrire le monde à une époque donnée ou bien un des mouvements qui renouvellent l'histoire, en rassemblant et en ordonnant les conséquences acquises et en signalant, au cours de cet inventaire, les problèmes qui restent à résoudre. Elle sera toujours très utile. Mais le progrès de la connaissance est subordonné à la solution de chacun de ces problèmes et, si l'on s'attaque à l'un d'eux, c'est vers lui, et lui seul, que l'attention du lecteur comme l'effort de l'auteur doivent être constamment tournés.

Encore n'avons-nous pas épuisé la complexité de l'ouvrage : il faut compter aussi avec le philosophe. Métaphysique ou Philosophie de l'histoire? Je ne saurais dire, mais peut-on les séparer? Toujours est-il que M. Morazé insiste sur la primauté de l'esprit; c'est même par là qu'il termine : « Le système profond du monde est celui de l'esprit. » Sommes-nous donc en plein idéalisme transcendantal? Mais, d'un autre côté, l'importance de l'économie est fréquemment mise en lumière; non-seulement son influence est incontestable (p. 115), mais elle est prépondérante : elle commande la structure sociale, et l'État, à son tour, est l'image de la société<sup>1</sup>. « Le véritable équilibre social est la juste adaptation de l'organisation humaine avec le processus économique » (p. 189). Ne nous serions nous pas rapprochés, pour le moins, du matérialisme historique? Non, car, page 210, on lit que « les facteurs d'évolution économique » sont la « traduction dans les faits du progrès scientifique », en sorte que « l'explication de tous les phénomènes d'une époque (réside) dans l'état d'avancement des connaissances mathématiques à cette époque » (p. 212). Mais, répliqueront certains, la réflexion mathématique est-elle née spontanément ou n'a-t-elle pas plutôt été suscitée par la technique que ses besoins vitaux avaient suggérée à l'*homo faber*? Sous une forme nouvelle peut-être, cela m'a bien l'air d'une discussion qui dure depuis plus de deux mille ans.

Un certain nombre au moins des historiens de ma génération s'imaginaient que la métaphysique et la philosophie de l'histoire étaient définitivement écartées de leur domaine. Non qu'ils aient jamais pensé que l'homme puisse se dépendre de toute spéculation sur son origine et sa destinée, sur la marche de l'évolution de son espèce. Mais, comme toute hypothèse, à cet égard, est invérifiable, ils tenaient à en séparer le travail historique qui est une discipline d'observation critique et aboutit à une connaissance positive. Cette conception qui a dominé durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, parallèlement au positivisme des sciences de la nature, a été battue en brèche par la vogue renaissante de la métaphysique dont Bergson a été chez nous le plus célèbre artisan.

Je ne conteste pas que la connaissance positive en ait tiré profit, car, sous le positivisme scientifique, s'abritait un matérialisme, qui était aussi une métaphysique, et dont la conséquence était un déterminisme sommaire et hâtif, qui négli-

1. « Les formes de l'État épousent la structure économique de la société... A chaque époque, à chaque moment de l'évolution s'établit un équilibre entre la puissance de l'État et les réactions sociales que provoquent les transformations matérielles » (p. 151). « Pour satisfaire à ses besoins économiques, la classe dirigeante a construit le régime de son choix. qui lui prépare des lois utiles, c'est-à-dire répondant à la satisfaction de ses propres buts. Ce régime établi, ces lois faites prennent un caractère sacré universel; il devient moral de les soutenir, de les défendre; immoral de les attaquer » (p. 89).

geait les réactions de l'homme contre les facteurs naturels et sa capacité d'invention. Ces facteurs ne deviennent historiques que par l'intermédiaire de l'homme. La connaissance positive constate donc que l'esprit humain est un facteur essentiel de l'histoire qui, sans lui, n'existerait pas.

Les historiens ne peuvent-ils se mettre d'accord pour écarter toute discussion sur sa nature, sa primauté, sa liberté ; pour se contenter de rechercher son rôle, les influences qu'il subit et celle qu'il exerce ?

G. LEFEBVRE.

G. M. TREVELYAN. *English Social History*, Londres, Longmans, 1944 ; in-8°, XII-628 pages. Prix : 21 s.

Les Anglais ont salué comme un chef-d'œuvre le dernier volume de Trevelyan, publié d'abord à New-York en 1942, puis à Londres en 1944, et il faut souhaiter que paraisse bientôt une traduction française d'une œuvre qui s'impose à notre admiration. La préface nous dit que l'influence civilisatrice de l'histoire s'exerce dans la mesure où elle parvient à nous montrer la vie que menaient nos prédécesseurs. Pour y réussir, il faut que l'érudition s'accompagne d'une vision poétique de la réalité et Trevelyan rappelle le mot de Carlyle selon lequel « l'histoire est une poésie véridique ». Suivant l'exemple donné dans un célèbre chapitre III par son ancêtre, Macanlay, il nous présente une galerie de tableaux de l'Angleterre, depuis Chaucer jusqu'à Victoria, à travers six siècles de son histoire.

Il est évidemment impossible de donner en quelques lignes une idée des renseignements rassemblés et de l'art déployé pour composer ces tableaux. On ne peut que noter quelques-uns de leurs traits les plus évocateurs.

A l'époque de la Réforme, Trevelyan nous présente un peuple de 4 millions d'habitants aux prises pour la première fois avec une insuffisance de terres, provoquant une hausse des prix qui, de 1500 à 1560, fait tripler ceux des denrées. Il replace dans le cadre de cette société la politique religieuse de Henri VIII, les confiscations et les ventes de biens ecclésiastiques, le développement parallèle de petits propriétaires et d'une noblesse nouvelle, recrutée en grande partie dans les fonctions publiques.

Dans l'âge heureux d'équilibre que fut le règne d'Élisabeth, il insiste sur la grandeur du rôle de la Couronne. Elle a créé des cours administratives (Chambre étoilée, Commission ecclésiastique) qui, avant de devenir sous les Stuarts des instruments de despotisme, ont contribué, avec la Cour de la chancellerie, à implanter l'esprit de liberté inspirant la « Common Law ». De même, les Juges de paix se préparent, sous la direction de la Couronne, à assumer plus tard la charge de la décentralisation administrative.

Les révolutions du XVII<sup>e</sup> siècle ne produisent pas de bouleversements économiques et sociaux. Trevelyan s'attache à montrer à cette époque les progrès de l'agriculture, auxquels contribuent pour une part à peu près égale les petits propriétaires et les salariés agricoles. Ceux du commerce et de la finance vont permettre au pays de supporter le poids de la guerre de Succession d'Espagne avec une aisance surprenante sur laquelle G. N. Clark avait déjà attiré l'attention.

Les regards de Trevelyan s'arrêtent le plus volontiers sur le XVIII<sup>e</sup> siècle. Il a reproduit dans ce volume le magnifique tableau de l'Écosse à l'orée du siècle, paru dans son ouvrage sur la reine Anne. Il y ajoute un autre plus bref de l'Écosse

à la fin du siècle. Il prend plaisir à nous faire sentir la « plénitude de vie » qu'éprouvaient les contemporains du Doct. Johnson et il met toute son ingéniosité à en découvrir les sources : la facilité de l'existence, la curiosité des esprits, le goût des belles choses. Dans les progrès de la société économique, ceux de l'agriculture le retiennent plus que la révolution industrielle. Mais la synthèse qu'il nous offre est particulièrement intéressante par la place qu'il donne, d'une part, aux mouvements religieux dont Halévy avait si bien marqué les effets et, de l'autre, à l'esprit de philanthropie suscitant les initiatives privées qui ont tant contribué à former la vie moderne de la nation.

C'est avec ces préoccupations que Trevelyan aborde enfin le *xix<sup>e</sup>* siècle. Il lui consacre trois tableaux, le premier décrivant l'Angleterre que Cobbett parcourait au début du siècle, les deux suivants opposant l'un à l'autre le début et la fin de l'ère victorienne. Il ne nous cache pas les conditions de vie misérable que subissait le prolétariat urbain. Il met, au contraire, en évidence l'esprit de réforme et de révolte qui tient une telle place dans les progrès accomplis à ce moment, et il est frappé par le contraste qui distingue à cet égard les écrivains du règne de Victoria et ceux du *xviii<sup>e</sup>* siècle. Mais, utilisant et interprétant certaines des conclusions de Clapham, il observe qu'après la baisse des prix de 1820, le pouvoir d'achat des salaires restait plus grand qu'avant les guerres napoléoniennes. Pendant longtemps, le développement industriel n'a pas étouffé la vie heureuse des villages où restait nombreux le prolétariat agricole, tandis que, dans les familles bourgeoises, subsistait un nombre de domestiques supérieur à celui des ouvriers du coton.

C'est seulement après 1880 que, sous l'effet de la concurrence américaine, se produisit le brusque effondrement de l'agriculture anglaise. Au cours de son livre, Trevelyan mentionne à maintes reprises le mouvement des « enclosures », d'abord « expédient local », et devenant au *xviii<sup>e</sup>* siècle une « politique nationale ». Ce mouvement se prolonge jusqu'en 1860, où, lorsqu'il atteint les terrains communaux des agglomérations urbaines, l'opposition des conseils municipaux y met fin. Mais il importe de ne pas en antidater les effets. Pour Trevelyan, c'est seulement après 1870 que surgit une Angleterre nouvelle, envahie par la bureaucratie, l'industrialisation et le socialisme.

Dans un volume consacré à l'Angleterre, son Empire ne figure pas. Pourtant, on ne saurait sans lui comprendre l'Angleterre elle-même. Trevelyan a tenu à mettre deux faits en lumière. Suivant au *xvii<sup>e</sup>* siècle les débuts de l'émigration, alors provoquée moins par la fuite de persécutés que par la recherche de terres<sup>1</sup>, il relève que cette émigration fut une entreprise privée et que, d'autre part, la puissance navale anglaise se proposa, non pas d'opérer des conquêtes, mais d'ouvrir des voies commerciales. La seule tentative de colonisation officielle et de conquête fut celle dirigée par Cromwell sur la Jamaïque. Au *xix<sup>e</sup>* siècle encore, les départs furent dans l'ensemble le résultat d'une expansion spontanée que rendit possible le maintien d'une importante population d'agriculteurs. L'Empire, nous dit-il, put être ainsi fondé « juste à temps », et Trevelyan voit là encore un bienfait de la liberté. Il n'a pas poursuivi son enquête après le *xix<sup>e</sup>* siècle, mais son beau livre, en éclairant les origines de bien des phénomènes contemporains, nous fait mesurer l'importance des traits les plus permanents de la vie anglaise. Il est ainsi

1. Trevelyan utilise les beaux travaux de C. M. ANDREWS, *The Colonial Period of American History. The Settlements*, vol. I (1934), II et III (1937).

un brillant exemple d'une tendance que suivent aujourd'hui beaucoup d'historiens anglais et dont s'inspire entre autres la grande histoire d'Angleterre en cours de publication à Oxford. Trevelyan, dans sa préface, la définit en observant que l'importance excessive longtemps attribuée à l'histoire politique et un développement précipité de l'histoire économique rendent nécessaire que des études d'histoire sociale viennent assurer l'équilibre des recherches historiques.

Paul VAUCHER.

**Armand COQUART. Dimitri Pisarev (1840-1848) et l'idéologie du nihilisme russe.** Bibliothèque de l'Institut français de Leningrad, continuée par la Bibliothèque russe de l'Institut d'études slaves. Paris, t. XXI, 1946, 464 pages. Thèse pour le doctorat ès lettres.

« Pisarev, écrivain notoire en Russie, est inconnu en France », dit M. Coquart dans son avant-propos. Faire connaître un jeune et brillant critique, prophète du matérialisme, dont la vie a été courte, mais l'influence importante, et par lui une époque de l'histoire russe dont Pisarev est un représentant caractéristique — tel est le but que se propose l'auteur. En Union soviétique même, Pisarev n'a fait l'objet que de quelques biographies insuffisantes ; l'intérêt de la thèse de M. Coquart dépasse donc le domaine de l'érudition française.

Pisarev appartient à cette nouvelle génération qui répudie l'idéalisme des années 40, issu d'une noblesse oisive et né, suivant l'expression de N. Berdiaev (*Sources et sens du Communisme russe*) du contact entre l'âme russe et le romantisme allemand. M. Coquart montre bien la fermentation intellectuelle à ce tournant du siècle que sont les années 60, et la convergence d'influences multiples, souvent contradictoires, socialisme utopique d'Occident, utilitarisme anglais, matérialisme, évolutionnisme, au milieu desquelles surgit Pisarev. Peut-on faire grief à l'auteur de n'avoir pas suffisamment replacé dans le cadre de l'histoire le courant nihiliste représenté par le jeune écrivain, puisqu'il s'agit d'une étude de l'idéologie nihiliste? Cependant, la défaite de Crimée qui a fait chanceler le « gendarme de l'Europe » et le changement de règne qui a modifié d'un coup l'atmosphère politique n'ont-ils pas à la fois permis et conditionné cette activité politico-littéraire? et pas seulement parce que l'« autocratie semblait frappée à mort ». Dans la négation des valeurs traditionnelles par le « réaliste pensant », où Pisarev voit le type de l'homme nouveau, la conscience d'un grave échec national et des insuffisances du régime a aussi sa place.

Au sortir d'une « sage enfance » dans une noble et pauvre famille, Pisarev entre dans un Gymnase de Saint-Petersbourg ; puis, après de bonnes études secondaires, s'inscrit à la Faculté des lettres en 1856. Esprit curieux et exigeant, il fit plus tard de ses maîtres un portrait peu flatteur et d'ailleurs tendancieux. Les pages que M. Coquart consacre à la description de la société universitaire, à l'agitation étudiante entre 1856 et 1858, à la création des « écoles du dimanche » en 1859 et des premiers lycées féminins en 1858 sont particulièrement intéressantes. C'est dans ce milieu que le doux et bien élevé Pisarev opère sa mue. Devenu un « Saint-Just en miniature », il rompt avec sa famille et, pour assurer une situation matérielle difficile, collabore quelque temps à la rédaction de la revue *Rassvet* (l'Aube).

Pisarev poursuit désormais une carrière de critique littéraire, dès le mois de décembre 1860, au *Russkoe Slovo* (la Parole russe), où il publiera une quantité



d'articles jusqu'à la disparition de la revue en 1866. C'est en 1862 que se place son étude sur « Pères et fils » de Tourguéniev, intitulée Bazarov, personnage dans lequel le critique avait trouvé « son homme ». Le Bazarov de « Pères et fils », pur empirique, ne croyant qu'en tout ce que lui livre l'expérience et le contact avec le réel, niant la valeur de la poésie et de l'art, lui apparaît, par ses défauts même, comme le représentant typique de la nouvelle génération révolutionnaire : « Si le bazarovisme est une maladie, c'est la maladie d'une époque. » Pisarev, emprisonné de 1862 à 1866, mais autorisé à écrire, produit pendant cette période « le plus solide de son œuvre », consacrée à la « prédication du réalisme » et à la « croisade contre l'esthétisme ». La libération de Pisarev coïncide avec la disparition du *Russkoe Slovo*. Pisarev, brisé physiquement et moralement par sa captivité, vit alors de traductions et d'une collaboration en sous-ordre aux *Annales de la Patrie*. En 1868, il se noie au cours d'une baignade. Accident ou suicide? On ne peut en décider.

Un jeune homme délicat, raffiné, au tempérament morbide, à l'âme enthousiaste, à l'esprit naturellement critique, ainsi apparaît Pisarev tout au cours d'une vie bien brève, jalonnée par de constants insuccès amoureux, par les soucis matériels et la prison. Sort misérable, qui ne pouvait manquer d'affecter sa sensibilité déjà malade et d'accentuer l'âpreté de son expression. Talent d'écrivain? Réel, puisqu'il reste « le plus lisible parmi la pléiade des critiques russes du XIX<sup>e</sup> siècle ». Ses idées? « Une conception du monde... partiellement fluide », où il est aisé de discerner des influences contradictoires. Son nihilisme est-il conforme à la définition que donnait Herzen de ce courant d'idées? Le nihilisme, disait Herzen, « c'est la logique sans rétrécissement, c'est la science sans dogme, c'est la soumission inconditionnelle à l'expérience, l'acceptation sans murmure de toutes les conséquences, quelles qu'elles soient, si elles découlent de l'observation et sont exigées par la raison ». La génération des années 60 à laquelle appartient Pisarev ne se contente pas, pense M. Coquart, de cette négation critique et objective ; elle porte en elle une mystique et un élément de construction positive. Mais la place de Pisarev? Plekhanov distinguait, parmi les hommes des années 50, un courant positiviste, prémarxiste avec Tchernychevski, dont il séparait le bazarovisme pisarévien trop négateur et dissolvant à son gré. Lénine, au contraire, rendait justice à Pisarev pour avoir reconnu « cette vérité essentielle que la Russie devait passer par les mêmes voies que l'Europe ». Ainsi, par-dessus le populisme s'attachant aux bases de l'économie passée, le nihilisme de Pisarev se relierait à la social-démocratie et au marxisme.

Lien bien ténu, semble-t-il. De cette étude solide, minutieuse, poussée parfois jusqu'à une sorte de pointillisme, on ne tire pas des idées de Pisarev une image très nette. La faute n'en est pas à l'auteur : Pisarev est mort trop jeune. Il a les impulsions, les contradictions d'un esprit encore incertain, dont les critiques dépassent souvent l'objet, et dont les doctrines manquent encore de fermeté et de logique. M. Coquart rapporte un bien joli mot de Tourguéniev sur Pisarev, à propos de la campagne de ce dernier contre l'esthétisme : « Vous tirez, lui dit-il, sur des moineaux avec un canon. » Surtout, en dépit du rôle qu'elle joue dans le rude conflit de tendances et d'opinions qui marque la vie littéraire et politique entre 1860 et 1866 et de l'influence exercée par elle sur les jeunes générations pendant les années qui suivent la mort de Pisarev, la personnalité du critique semble un peu noyée dans la masse des événements historiques de la période. C'est ce rapport

entre les idées exprimées par Pisarev, d'une part, les faits contemporains et la structure sociale de la Russie d'alors, d'autre part, qu'on aperçoit souvent mal. Thèse avant tout littéraire, où l'historien puisera une foule de renseignements, mais dont le sujet central lui paraîtra développé sur un plan un peu trop exclusivement idéologique.

R. PORTAL.

**L. B. NAMIER. 1848 : The Revolution of the Intellectuals.** Londres, Cumberlege, 1946, 124 pages. Prix : 10 s. 6 d.

« Burke, disait Goldsmith, s'insinue dans son sujet comme un serpent. » C'est un peu la manière du professeur Namier. Il est doué d'un vigoureux et insistant pouvoir d'analyse. Son propos n'apparaît pas toujours au lecteur, du premier coup, aussi clairement qu'il lui apparaît à lui-même. Dans ses grands traits, ce propos est patent. Il nous appartient d'en suivre les nuances et de le restituer à travers la riche complexité du détail destiné à l'illustrer.

On peut donc tenir ce que dit l'auteur de 1848 en France pour un préambule et, dans une certaine mesure, pour une antithèse au principal qui se rapporte aux révolutions d'Allemagne et d'Autriche. Ces soulèvements, en effet, sont marqués, à la différence de ce qui s'est passé chez nous, par un radicalisme nationaliste. En revanche, ils constituent, d'un bout à l'autre de l'Europe, une révolution d'intellectuels. Ce n'est pas une grande nouveauté que de le redire, si l'on n'examine pas, comme le fait le professeur Namier, quelles réalités recouvre, au point de vue international notamment, cette belle étiquette de « révolution des clercs ».

En France, dit-il, le prolétariat fut poussé à l'action par des causes passionnelles et économiques, dont l'esprit de classe ; les libéraux et radicaux, intellectuels bourgeois, représentaient la part d'idées trop détachées de leurs conditions d'application et, de ce fait, échouèrent dans la dictature plébiscitaire.

L'ouvrier fut vaincu à Paris, le paysan acheté dans la monarchie des Habsbourg. « Les forces sociales qui appuyaient la révolution de 1848, désunies et insuffisantes dès le début, furent pour cette raison pratiquement éliminées. Ce qui subsista fut les classes moyennes conduites par les intellectuels, et leur idéologie moderne qu'ils dressèrent en face des anciens pouvoirs et intérêts établis. Le trait principal de cette idéologie fut leur exigence de participer au gouvernement d'États refondus selon le principe national. » Ce principe devait nécessairement entrer en conflit avec celui de liberté : « La souveraineté du peuple ne fait que substituer les revendications égoïstes des nations à celles des princes. » Voilà pourquoi c'est en 1848 que s'ouvre la grande lutte contemporaine entre nations européennes<sup>1</sup>.

L'auteur se borne à éclairer une partie de cette proposition. Il met en lumière les premiers signes du nouveau nationalisme agressif, surtout au parlement de Francfort. A ce parlement « tant vanté », bien plus qu'à Bismarck et au « prussisme », remonte pour lui le nationalisme allemand. Considérant l'attitude des « libéraux » allemands, « véritables précurseurs d'Hitler », vis-à-vis des Polonais

<sup>1</sup>. Comment ne pas se rappeler, en sens inverse, au terme d'une crise qui fut l'héritière de celle-là, le mot de Clemenceau cité par E. Mantoux, dans *The Carthaginian Peace* : « Notre guerre de défense nationale fut transformée par la force des événements en une guerre de libération. »

et des Tchèques, ainsi que celle des Polonais vis-à-vis des autres Slaves, il est en face des problèmes qui « devaient devenir une fois de plus la pierre de touche de l'état d'esprit allemand quatre-vingt-dix ans plus tard ». Il laisse délibérément de côté les autres problèmes de 1848 : unité allemande, monarchie des Habsbourg, État national hongrois, « nations sujettes », Italie, assemblées parlementaires, etc.

La volonté de paix réciproque des révolutionnaires français et des gouvernements européens et, par suite, le sacrifice des espérances polonaises forment le prologue de son histoire. Son but est surtout de mettre en lumière la *Realpolitik* et l'égoïsme national — en défense contre la Russie — de la plupart des révolutionnaires allemands et leur souci de *Lebensraum*, même chez des « petits allemands » comme les Gagern ou chez Engels, hostile à la résurrection de la Pologne. Ce germanisme est le pivot de son exposé, dans toutes ses articulations : émeutes d'Allemagne, assemblées de Heidelberg et de Francfort ; congrès slave intestinement déchiré ; soulèvements de juin à Prague, qu'il ramène à de modestes proportions, et le prétexte mensonger qu'ils fournissent à l'élément germanique d'Allemagne et d'Autriche pour mettre fin au congrès.

Du point de vue de la liberté, cette *Realpolitik* fut la première erreur des libéraux allemands. La seconde fut leur aveuglement sur la gravité du conflit entre Polonais et Allemands dans les territoires « précédemment polonais ».

La victoire ultérieure de la réaction a dérobé dans son ombre « la débilité du libéralisme allemand pendant ces premiers mois de la glorieuse révolution de 1848, où les doctes agneaux de Francfort, mordus par le chien pangermaniste, attrapèrent la rage ». Elle a sauvé la réputation de la révolution allemande en 1848, champion des nationalités, à condition de soumettre à la grande patrie les minorités nationales de Pologne, de Bohême et d'Autriche. Ainsi fut épargnée la « trahison des clercs » à cette « révolution des intellectuels ». Ainsi fut reporté à plus tard un essai de solution des problèmes ethniques dont l'Europe est encore ensanglantée. « Si Hitler et ses amis n'avaient reçu les yeux fermés la légende que des libéraux ultérieurs, en Allemagne et à l'étranger, ont brodée autour de 1848, ils auraient trouvé beaucoup à louer chez les *deutsche Männer und Freunde* de l'assemblée de Francfort. »

Ce jugement rejoint celui de Herzen que l'auteur cite en conclusion :

« ... Le premier mot de liberté prononcé après des siècles de silence par les représentants de l'Allemagne en quête de son émancipation fut pour s'opposer aux nationalités faibles et opprimées. Cette inaptitude à la liberté, ces inclinations maladroitement révélées à garder d'injustes acquisitions provoquent l'ironie... La révolution de 1848 se distingue par les vues courtes et la précipitation, mais, en France et en Italie, elle n'eut presque rien de ridicule ; partout en Allemagne, excepté à Vienne, elle eut un caractère comique. »

J. VALLETTE.

John Bartlet BRENNER. *North Atlantic Triangle. The Interplay of Canada, the United States and Great Britain*. New Haven, Yale University Press, 1946.

Ce magnifique volume fait partie d'une collection d'ouvrages sur les « Relations du Canada et des États-Unis », publiés sous la direction de la Fondation Carnegie

(Carnegie Endowment for the International Peace). Son but est de montrer que les problèmes concernant les rapports des trois grandes puissances anglo-saxonnes (Canada, Grande-Bretagne, États-Unis), en dépit des conflits qu'ils ont suscités et des menaces de guerre auxquelles ils ont donné lieu jusqu'à une époque récente, ont été finalement résolus par la bonne volonté réciproque des nations intéressées. L'histoire de ces rapports met en lumière la souplesse et le réalisme de la diplomatie anglo-saxonne. Elle aboutit en dernière analyse à la condamnation de la violence et contient de ce point de vue des enseignements utiles pour l'avenir. A cette conception d'ensemble, l'ouvrage doit son caractère d'actualité.

La rédaction en a été confiée au professeur J. B. Brebner, de l'Université Columbia, que ses publications antérieures qualifiaient particulièrement pour l'examen des divers aspects de la question. La maîtrise qu'il possède de son sujet lui permet de fournir un exposé remarquablement documenté, riche en idées générales et en tableaux d'ensemble, où les données géographiques précèdent et expliquent l'étude des premiers conflits coloniaux. L'exposé est accompagné de cartes admirablement présentées, dont certaines, comme la carte de l'expansion du peuplement dans la région limitrophe du Saint-Laurent et des Grands-Lacs, méritent une mention spéciale. D'importants développements sont introduits par l'auteur sur des aspects complémentaires du sujet qu'il étudie et en élargissent la portée générale : tel le chapitre relatif à la conquête de l'Ouest américain, qui lui permet de présenter sous son jour le plus moderne la théorie de la « frontière », dégagée de la conception un peu étroite qu'avait popularisée F. J. Turner.

L'élaboration du triangle de forces basé sur la coopération des trois puissances riveraines de l'Atlantique apparaît comme le résultat d'une évolution lente et souvent laborieuse, qui se précise surtout au lendemain du traité de 1763. A cette date, les colonies nord-américaines avaient déjà en grande partie cessé d'être européennes : une mentalité nouvelle les animait. Mais de profondes différences opposaient la colonie française et les colonies anglo-saxonnes, tandis qu'à l'intérieur de celles-ci des « sectionnal conflicts » se dessinaient, ordonnés du nord au sud et de l'est à l'ouest, qui exprimaient des antagonismes économiques et engendraient des dissensions sociales. En s'efforçant d'asservir cet ensemble de colonies à un système « impérial et mercantile » uniforme qui ne répondait pas à la complexité de la situation, en ignorant l'évolution profonde de populations dotées à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle d'hommes d'État qui dépassaient ceux de la métropole et qui s'approprièrent les idées des théoriciens politiques de la révolution de 1688, l'Angleterre préparait la sécession des colonies américaines. L'échéance, lorsqu'elle se produisit, ne détermina pourtant pas l'avènement d'une situation entièrement neuve, affranchissant dans tous les domaines les États-Unis de la Grande-Bretagne. Des éléments de conflit subsistaient, inhérents aux clauses mêmes de la paix de 1763, aggravés par la tendance de l'Angleterre à sous-estimer le potentiel de forces de l'Union américaine. Quant au Canada, loin d'être émancipé de la tutelle économique et politique de la métropole, il la subissait peut-être plus lourdement encore.

C'est seulement à l'issue de la guerre de 1812-1814 qu'un nouvel « alignement de forces » se produisit en Amérique du Nord. Les États-Unis et la Grande-Bretagne appréciaient alors plus nettement leurs forces respectives. A leurs différends, ils envisageaient des solutions pacifiques. Déjà ils imaginaient, entre leurs territoires désormais bien délimités, l'établissement d'une « frontière non défen-

due ». L'attitude commune que les deux puissances adoptèrent à l'égard des colonies espagnoles désireuses de conquérir leur indépendance créa même une sorte de solidarité anglo-américaine qui rendit possible l'élaboration de la doctrine de Monroe et scella la clôture de cette période d'hostilités prolongées. Le triomphe du libre-échange en Angleterre, l'abandon consécutif des vieux actes de navigation, les investissements croissants de capitaux britanniques dans les entreprises américaines, l'essor des idées démocratiques rapprochèrent les intérêts des deux pays et leur apportèrent un idéal commun. De cet idéal, la réalisation fut plus rapide et plus radicale aux États-Unis qu'en Angleterre et au Canada, où les préjugés anti-américains, l'emprise encore puissante des conceptions sociales de la métropole, la scission du territoire en unités provinciales distinctes entravaient le mouvement démocratique. Mais la poussée était irrésistible : en 1847, le Canada devança même l'Angleterre dans cette voie. En 1854, enfin, le Canada et les États-Unis, en inaugurant une politique de réciprocité commerciale, parurent renoncer aux préjugés qui les divisaient.

Entre les trois États, l'entente n'était cependant ni complète ni définitive. Entre le Canada et l'Angleterre, il existait plusieurs causes de désaccord, qui s'étaient cristallisées dans les rébellions de 1837. Entre l'Angleterre et les États-Unis, qui puisaient dans leur expansion une mentalité agressive envenimée par l'arrivée des émigrants irlandais, la situation se tendait de nouveau et la guerre de Sécession ne tarda pas à réveiller l'hostilité traditionnelle en multipliant les griefs à l'égard de la Grande-Bretagne.

Convaincus de leur force, fiers de leurs réalisations industrielles, les États-Unis, au lendemain de cette guerre civile, manifestèrent même des tendances impérialistes qui visaient à l'annexion du continent américain, y compris le Canada. Lorsque celui-ci se fut constitué en une Fédération (1867), sorte de défi qu'il jetait à la théorie de la « destinée manifeste », l'hostilité des États-Unis ne désarma point à son égard. Aussi les débuts du Dominion, pris entre cette hostilité et l'indifférence de la mère patrie, formé de « segments disjoints », furent-ils difficiles. Mais le traité de Washington (1871), qui régla les questions pendantes entre les États-Unis et l'Angleterre, reconnut implicitement l'existence du Dominion canadien et, de nouveau, posa les bases d'un accord.

Économiquement, les trois puissances étaient complémentaires. La coopération s'établit dans ce domaine, non sans heurt et sans réticences toutefois. Plus laborieusement, elles s'habituerent à une coopération d'ordre politique. Ce fut une œuvre de longue haleine, qu'une menace de guerre compromit momentanément, en 1895, lorsque les États-Unis, dans l'affaire des frontières du Vénézuéla et de la Guyane anglaise, ressuscitèrent la doctrine de Monroe contre la Grande-Bretagne. Pourtant, c'est au moment où les rapports se tendaient à l'extrême que les deux pays se persuadèrent qu'une guerre était entre eux une éventualité irréalisable, et les États-Unis purent, avec l'approbation tacite de l'Angleterre, donner libre cours à leurs visées impérialistes dans le Pacifique, la mer Caraïbe et l'Amérique centrale. Le Canada entra plus lentement encore dans la voie de la coopération. L'humiliation qu'il subit en 1903, à l'occasion du différend relatif aux frontières de l'Alaska et de la Colombie britannique, ranima ses préjugés anti-américains et sa méfiance à l'égard de la métropole. Il n'apporta sa coopération politique effective que lorsqu'il prit lui-même en main la direction de ses affaires étrangères. Enfin, l'entrée des deux puissances nord-américaines dans le conflit mondial de



1914-1918 sanctionna l'existence du « triangle » de forces qui s'était graduellement formé dans l'Atlantique Nord.

Malheureusement, l'attitude isolationniste qu'elles adoptèrent au lendemain de la guerre, leur politique de tarifs douaniers, leur refus d'accepter les obligations qu'eût impliquées une politique de sécurité collective anéantirent momentanément l'édifice et contribuèrent à la « désintégration de la communauté mondiale ».

Par l'ampleur des vues qu'il émet, par la richesse de sa documentation et la variété des sujets qu'il aborde, l'ouvrage du professeur Brebner est de nature à susciter le plus vif intérêt dans les milieux historiques européens.

Marcel GIRAUD.

**Paul HENRY. La France devant le monde de 1789 à 1939.** Paris, Aubier. Éditions Mouton, 1945 ; in-8°, 382 pages. Prix : non indiqué [275 fr.].

M. P. Henry se défend, dans son *Avant-propos*, d'avoir écrit un manuel de politique étrangère. Soit. Mais c'est tout de même un manuel qu'il a élaboré, un grand, un bon manuel qui a pour objet de faire connaître aux Français et aux étrangers l'histoire des rapports réciproques de notre pays et des autres nations. « Égoïsme sacré ou croisade en faveur de l'humanité, voilà les deux pôles par lesquels la France a été attirée. » Si l'on songe que l'ouvrage a été écrit pendant que le sol national était foulé par la soldatesque nazie, que la Faculté des lettres de Clermont-Ferrand était l'objet des sévices de la Gestapo, on sera reconnaissant à M. P. Henry d'avoir su édifier cette œuvre importante, qui est autre chose qu'un livre d'étude, qui est aussi un acte de foi et d'espérance. Ce livre est solide, car, pour beaucoup de périodes ou de questions qui y sont traitées, l'auteur avait personnellement fait des recherches approfondies, et, pour les autres, par les notes piquées au bas des pages, et par la bibliographie qui clôture l'ouvrage, on a la preuve qu'il a fait de nombreuses et d'importantes lectures.

Neuf chapitres, précédés d'une introduction, constituent le livre. Et d'abord, M. P. Henry jette un coup d'œil sur la France et les peuples avant la Révolution — depuis la Gaule : c'est peut-être beaucoup, et l'auteur n'a pu, à cet égard, que fournir des idées, ou des données très générales. En tout cas, c'est de 1648 ou de 1659 que semblent partir certaines tendances politiques et sentimentales qui s'affirmeront continuellement ensuite. L'hégémonie française se manifeste alors totalement, et l'on songe, à cet égard, non pas seulement à l'hégémonie politique, mais encore à ce rayonnement artistique et intellectuel sur lequel M. Louis Réau et le regretté Paul Hazard ont apporté tant de renseignements généraux et précis. Mais c'est avec la Révolution de 1789 que débute une ère vraiment nouvelle dans les rapports de la France avec le monde : les Assemblées révolutionnaires vont, en effet, mettre au clair une doctrine où toute la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle se reflète. Mais cette ère est remplie par le conflit entre la conception universaliste de la nation et les exigences de la sécurité française, et les contradictions qui opposent le libéralisme théorique de la Révolution et les dures réalités de la conquête et de l'occupation françaises sous la Convention, le Directoire et l'Empire sont singulièrement amorties par l'expansion du droit, des institutions, de la pensée et de l'art français jusqu'à 1815.

Après tout, M. Paul Henry n'apporte guère de nouveautés sur cette période de 1789-1815. Mais, sur la Restauration et la Sainte-Alliance, la Monarchie de juillet,

1848, Napoléon III, les recherches personnelles qu'il a effectuées et auxquelles j'ai fait plus haut allusion lui ont permis de fournir des vues nouvelles, des précisions curieuses, des modes inattendus de considérer les événements et de juger les politiques. Il n'est pas question ici de reprendre par le détail tout le développement de M. P. Henry. Disons seulement qu'il rend à ces époques qui, dans les ouvrages classiques, sont traditionnellement sacrifiées, un intérêt qu'on leur refusait : ainsi la Restauration, qui est une période ni d'euphorie ni de stagnation, et où l'on constate, d'une part, un important effort pour affirmer en Orient la politique française et, d'autre part, où s'affirme un mouvement artistique d'une importance considérable, le romantisme. Les lecteurs de la *Revue historique* savent, par M. P. Henry lui-même, l'importance de l'année 1848 dans la politique extérieure de la France, et l'on lira ici avec intérêt — au moment où se prépare sans doute la célébration du centenaire de la Révolution — tout ce qui nous est dit sur l'œuvre diplomatique de Lamartine et de Bastide : cette œuvre est caractérisée par le souci de maintenir partout la France présente et un effort constant pour ménager le sang et les intérêts français. Active, aussi, la diplomatie du Second Empire, mais combien désordonnée, et avec quelles fâcheuses, quelles tragiques conséquences pour la France, qui finit par perdre toutes les sympathies qu'elle avait pu se ménager à l'extérieur, s'écroule dans l'effroyable désastre de 1870-1871 et reste isolée jusqu'en 1878.

La Troisième République, si honnie, a su remonter la pente, et M. P. Henry montre de façon juste et exacte comment notre pays a su édifier des systèmes d'alliances et d'ententes qui ont pu lui permettre de créer un bel empire colonial et de mettre au point une civilisation du type universel. Cette France reconstituée, l'auteur en suit l'évolution pendant la première guerre mondiale et la période de 1919 à 1939 : ici, l'historien a plus de mal à garder, je ne dis pas son objectivité, mais son calme ; je ne dis pas qu'il fasse œuvre de partisan, mais il est fatalement appelé à considérer certains phénomènes extérieurs, le fascisme, le communisme, dans leurs interférences avec la politique française, et, comme il a le courage de dénoncer les erreurs du traité de Versailles, qui ne contente pas les vainqueurs et ulcère les vaincus, il a celui de dénoncer les fautes énormes qui aboutiront à la seconde guerre mondiale.

Bien entendu, une littérature immense recouvre ces derniers chapitres du livre de M. P. Henry, et je songe tout particulièrement à l'ouvrage *La faillite de la paix* que nous a récemment donné M. Baumont. Tout de même, les pages de M. P. Henry ne manquent pas d'intérêt, et, en dépit de leur ton relativement polémique, rentrent bien dans la ligne de celles qui les précèdent.

C'est que l'ouvrage fait un ensemble de qualité, où l'effort de compréhension est constant : plus d'une fois, l'auteur écarte définitivement les légendes qui, même en histoire moderne, tendent à prendre le pas sur la vérité, brise les apologetiques inconsidérées, balaie tout un fatras de sottises traditionnelles. Son effort est louable de montrer l'effort, souvent involontaire, de la France pour rayonner intellectuellement sur le monde. On pourra regretter que, sur le plan démographique et économique, il n'ait pas tenté de montrer tout ce que la France avait fait ou subi, et je souhaite très fortement que, pour une prochaine édition, il essaie d'introduire l'essentiel à cet égard. Je regrette également que le monde, aux yeux de M. P. Henry, soit essentiellement l'Europe et l'Afrique du Nord, et j'espère

que, sur le rapport de la France avec l'Asie et le Nouveau-Monde, il nous donne plus tard également les pages nécessaires.

Tel quel, le livre, je me permettrai de redire le manuel de M. P. Henry, est un livre estimable. J'aime sa sincérité, cette sincérité qui se fait âpre dans une conclusion où l'auteur ne craint pas d'essayer d'analyser le caractère français actuel, marqué d'égoïsme, d'avarice, de quant-à-soi, sans doute, mais où se décelent certains élans, un sens de la justice et de la liberté, une sympathie pour toutes les formes de la civilisation, qui expliquent que, malgré toutes ses misères présentes, notre pays continue d'exercer une action indéniable sur la vie morale, intellectuelle et politique de toutes les nations du monde.

Georges BOURGIN.

**Robert VILLATE. Le Lion des Flandres à la guerre. La 2<sup>e</sup> Division d'Infanterie pendant la campagne de 1939-1940.** Paris, Lavauzelle, 1946 ; in-8°, 226 pages.

Nous n'avions guère encore, sur la campagne 1939-1940, de bonnes monographies consacrées à une grande unité. L'ouvrage du colonel Villate présente donc d'autant plus d'intérêt qu'il peut servir de modèle à des études analogues. Combattant des deux guerres et de la Résistance, il a montré, par son enseignement à l'École supérieure de Guerre, par ses importants travaux de géographie militaire, par ses études critiques sur la guerre 1914-1918, la qualité de son esprit et l'indépendance de son jugement. Il était donc qualifié pour donner un exemple de ce que l'on doit attendre de la méthode historique, pour l'étude des événements de 1939-1940.

La 2<sup>e</sup> Division d'Infanterie, dont le colonel Villate était le chef d'État-Major, appartenait à la « série A », c'est-à-dire que les unités appelées à la constituer n'existaient pas en temps de paix (exception faite pour le régiment d'artillerie). Les effectifs en hommes étaient donc uniquement composés de réservistes, et les cadres étaient formés pour un quart seulement d'officiers et de sous-officiers d'active. Mobilisée dans la région de Lille, elle occupe d'abord, pendant plus de deux mois, le secteur fortifié de l'Escaut, autour de Valenciennes, puis, pendant l'hiver, un secteur entre la Nied et la Sarre. Elle est constamment au travail et n'a même pas le temps de recevoir une instruction sérieuse. Dans son récit minutieux de la vie de sa Division, le colonel Villate n'omet pas de souligner les insuffisances ou les faiblesses de l'organisation et de l'armement. Les méthodes adoptées pour l'aménagement des positions défensives varient d'une armée à l'autre ; les plans sont incertains : tout l'effort fait dans le secteur fortifié de l'Escaut restera inutile, parce que les travaux commencés ne seront pas continués après le départ de la Division. Le matériel est, en bonne partie, périmé ; la dotation en armes nouvelles, surtout en canons antichars, est inférieure aux prévisions ; l'armement antiaérien est inexistant. Quant aux effectifs, ils sont en déficit, parce que la Division perd des « spécialistes » ou des « affectés spéciaux », renvoyés à l'arrière, sans qu'elle reçoive de renforts.

Le 10 mai, alors qu'elle tient le secteur d'Elzange, à proximité immédiate de la frontière luxembourgeoise, la 2<sup>e</sup> Division est attaquée. Elle perd du terrain, en combattant pied à pied, et se replie progressivement jusqu'aux abords de la

ligne Maginot. Le 25 mai, elle est transférée en Champagne, sur la rive sud de l'Aisne, dans le secteur de Rethel, pour y recevoir l'attaque allemande. Appuyé par des documents précis et par des témoignages de combattants, le récit du colonel Villate permet de suivre, presque heure par heure, les phases de la lutte. La mise en place d'une organisation défensive dans un secteur où rien n'existait encore, l'établissement des « points d'appui fermés », prescrits par le haut commandement s'effectuent sous les vues de l'aviation allemande qui se promène librement, car elle ne trouve devant elle ni avions ni D. C. A. — L'offensive allemande est lancée : le 9 juin au matin, attaque d'infanterie qui, couverte par un brouillard artificiel, réussit à franchir l'Aisne ; le 10, attaque de blindés, que le commandement français attend (un prisonnier a parlé), mais à laquelle il ne peut rien opposer. Et, malgré la résistance héroïque des éléments enfermés dans les points d'appui, la 2<sup>e</sup> Division, faute de renforts suffisants pour mener une contre-attaque puissante, est « volatilisée ». Lorsque, le 15 juin au soir, elle arrivera sur la Seine, débordée sur ses ailes et déjà devancée par les blindés de l'ennemi, elle ne comptera plus que 1,500 hommes, moins du dixième de son effectif.

Dans ce livre sobre, sincère, où l'auteur se borne à exposer les faits et laisse aux témoignages de ses camarades le soin d'apporter au récit la vie et la flamme, l'historien trouvera des éléments d'explication d'un haut intérêt pour comprendre les causes du désastre.

P. RENOUVIN.

**G. WELTER. Histoire de Russie depuis les origines jusqu'à 1945.** Bibliothèque historique. Payot, 1946 ; in-8°, 448 pages, avec 6 cartes.

L'ouvrage de G. Welter fournit, à qui veut avoir une vue cavalière de l'histoire de Russie, un instrument extrêmement commode. Rédigé en un style agréable, qui abonde en formules frappantes, multipliant les anecdotes, les descriptions pittoresques (voir, par exemple, le portrait d'Alexis Mikhaïlovič, p. 144), il est pourvu, en outre, d'une chronologie des dates principales, d'un index des noms de personnes et d'un tableau des souverains. On sait gré à M. G. Welter de ne pas avoir intitulé chacun de ses chapitres du nom d'un souverain et d'avoir affecté les périodes qui séparent les grands règnes de leur caractéristique principale (Le règne des Allemands et la réaction nationale, 1725-1762 ; Le tsarisme à la prussienne, 1796-1854...). Une rédaction hâtive explique sans doute quelques erreurs, à rectifier dans une réédition : Pugačev n'a pas pris Orenbourg, malgré un siège de près de six mois (octobre 1773-mars 1774), dont l'échec a pesé lourdement sur l'avenir du soulèvement (p. 262). On s'étonnera surtout de lire, à propos de l'alliance franco-russe (p. 337) : « L'année 1894 aurait sans doute vu se conclure l'alliance officielle, si Carnot n'avait été assassiné le 24 juin, et Alexandre III enlevé le 1<sup>er</sup> novembre par une maladie... », la ratification tardive par le gouvernement russe de l'accord militaire d'août 1892 se plaçant en décembre 1893.

Le plan de l'ouvrage appelle par ailleurs une réserve. Sur un texte de 430 pages environ, l'histoire de la Russie jusqu'à Pierre le Grand s'en voit attribuer 180, soit un peu moins de la moitié. La période moderne, ce XVIII<sup>e</sup> siècle en particulier, si riche en développements par quoi la Russie s'extirpe du Moyen Âge, et le XIX<sup>e</sup> siècle, où l'Occident — ainsi que le lecteur peu instruit des choses russes — commence à se reconnaître, sont nettement sacrifiés à l'étude des origines. Toute

une conception de l'histoire apparaît dans cette inégale répartition. L'étude développée du cadre géographique, des caractères ethniques, de la psychologie populaire, des débuts de l'organisation politique et sociale exprime le désir légitime de chercher dans le passé le plus lointain les sources de l'organisation présente, mais risque d'amener à la conclusion que toute l'évolution d'un peuple à travers l'histoire est contenue en germe dans un état primitif donné. Le risque est d'autant plus grand lorsque la psychologie du peuple étudié, considérée à travers les siècles comme un tout identique et permanent — comme une « constante » — pour employer une expression fort usitée aujourd'hui à propos de l'histoire russe<sup>1</sup>, sert de base à l'exposé historique. Or, telle est bien la conception de M. G. Welter, qui déclare (p. 8) : « Un déterminisme psychologique régit la vie des peuples. »

Toute l'histoire russe s'explique, d'après G. Welter, par la psychologie d'un peuple chez qui « le sentiment prime volontiers la raison » (p. 7) et qui se caractérise essentiellement par le patriotisme, le mysticisme et l'anarchisme. La primauté du sentiment crée « des sujets plutôt que des citoyens » et des « régimes plus tyranniques que libéraux » (p. 18), mais, en même temps, permet de comprendre les passages brusques de la soumission à la révolte. « Le Russe du peuple, le seul qui compte aujourd'hui, a toujours été à la fois un prolétaire et un patriote. Il n'est pas attaché à la propriété et il est fortement attaché au sol natal. Il a le mépris des richesses, le respect des valeurs idéales et une puissance d'enthousiasme qui lui permet de sacrifier à une grande idée sa tranquillité, ses aises, ses biens, sa liberté » (conclusion, p. 431). Il résulte de là que « le Russe du peuple est moralement un croyant et un patriote et, économiquement, un exploité et un révolté en puissance » (p. 38). Ce sont ces traits qui expliquent, en définitive, après plus de dix siècles d'histoire mouvementée, le succès de la révolution bolchevique, mais aussi le fait que les chefs révolutionnaires n'ont pu imposer aux Russes une doctrine internationale. Staline, par un réalisme qui tenait compte de la psychologie populaire, a opposé, après la tourmente de la guerre civile, « l'amour vivant de la terre russe » à « l'internationalisme livresque » ; de plus, en donnant aux autres peuples de l'Union soviétique une large autonomie linguistique et culturelle, il a évité que ce patriotisme restauré ne prit un caractère strictement grand-russien. Ainsi s'est formé « un véritable patriotisme soviétique » qui a résisté aux plus terribles épreuves (conclusion, p. 431).

Admettons dans son ensemble l'exactitude du tableau psychologique ainsi tracé. Mais autre chose est d'en faire le miroir de toute l'histoire de la Russie. Cette tentative d'expliquer en partant de données préétablies se retrouve, avec plus de force encore, chez un autre historien de la Russie, qui, lui, met l'accent sur les conditions géographiques : « Les destins des peuples sont soumis à des lois inexorables, semblables à celles qui régissent les existences des individus. Chaque nation trouve dans son berceau, à l'aube de son histoire, un ensemble de dons, déposés par les mains de bonnes ou de mauvaises fées, et appelés à influencer tout le cours de leur vie. Point n'est besoin d'invoquer en guise d'explication de ce phénomène, l'ascendant mystérieux des constellations au firmament ; en tenant compte simplement du point précis de notre planète, où un état prend ses ori-

1. Voir, en particulier : Albert MOUSSER, *Histoire de Russie*. Société d'éditions françaises et internationales, 1945, p. 7 à 10, et Boris NICOLSKY, *Le peuple russe, sa carrière historique, 882-1945*. Paris, La presse française et étrangère. Oreste Zeluck, édit., 1945, p. 19 et suiv.



gines, la vision d'un prophète géographe serait à même de lui prédire son avenir<sup>1</sup>.

Déterminisme géographique ou déterminisme psychologique imposent aux auteurs des limites qui apparaissent trop nettement dans l'ouvrage de G. Welter.

C'est d'abord, sur le plan géographique, la faible place tenue par l'immense Sibérie et par les régions marginales de la Russie d'Europe. Le parti pris d'explication par la seule psychologie du peuple russe suppose, en effet, qu'on donne à la partie européenne de l'Empire une importance exclusive. Dire au sujet du cadre historique qu'on peut négliger la partie asiatique parce qu'elle n'a été colonisée largement qu'au XIX<sup>e</sup> siècle (p. 10), c'est oublier, dans les préoccupations du gouvernement russe, la place capitale prise par la Sibérie conquise, pour une bonne part, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, et par le Turkestan, convoité dès le XVIII<sup>e</sup>; c'est aussi attribuer aux peuples « allogènes » des régions frontières un rôle beaucoup trop insignifiant. Du seul point de vue des caractères du peuple russe, il y aurait lieu d'apporter quelques correctifs au tableau brossé par M. G. Welter : il n'est pas sûr qu'on retrouve chez le moujik moscovite, d'une part, le Cosaque d'Orenbourg et le chasseur de la taïga, d'autre part, en contact avec des éléments ethniques très différents, les mêmes traits psychologiques fondamentaux.

Mais surtout le déterminisme psychologique masque le rôle joué par les facteurs économiques et sociaux dans l'histoire. L'auteur ne méconnaît pas sans doute « l'influence de l'économique sur le politique, ni le rôle de la production dans la vie sociale, ni les formes diverses que revêt la lutte des classes (avant-propos, p. 7). Mais il estime que, chez le peuple russe, les « passions » priment « l'intérêt » (p. 7). De cette affirmation découlent les principales faiblesses de l'ouvrage. Le développement économique de la Russie y est nettement sacrifié. Une page à peine — et en termes très généraux — est consacrée à la politique économique de Pierre le Grand (sur un chapitre de 88 pages), et c'est là tout ce qu'on peut lire sur l'industrie russe au XVIII<sup>e</sup> siècle, dont la naissance a déterminé l'aggravation du sort des serfs. Sur le développement économique au XIX<sup>e</sup> siècle, quinze lignes (règne de Nicolas I<sup>er</sup>, p. 295), trois lignes (règne d'Alexandre II, p. 312), dix lignes (règne d'Alexandre III, p. 333). Encore, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, seule est citée l'industrie métallurgique du Donetz, alors que l'Oural, auquel il n'est pas fait allusion, dépasse en 1893, avec 29 millions de pouds de fonte, la production du Donetz (20 millions de pouds).

La faible place accordée aux faits économiques a son corollaire dans l'insignifiance des développements consacrés aux mouvements sociaux. Or, l'histoire russe est semée de révoltes populaires qui forment la sombre toile de fond sur laquelle se détachent les événements politiques. Le soulèvement de Pugačev auquel G. Welter consacre avec raison deux pages (p. 262) n'est que le plus terrible de ces mouvements qui se sont multipliés à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle; il apparaît, dans l'ouvrage, un peu trop comme un phénomène exceptionnel et isolé, l'auteur reconnaissant d'ailleurs le rôle essentiel joué par le souvenir de la Pugačevščina au XIX<sup>e</sup> siècle (p. 293). Mais, en mettant l'accent sur la primauté des « passions », M. G. Welter est amené à se méprendre sur les intentions des hommes, lorsqu'il écrit (p. 263) : « Ce peuple..., qui, jusqu'ici, ne s'était mêlé des affaires de l'État que pour des raisons politiques — élection des tzars, opposition aux boïars, soule-

1. Constantin DE GRUNWALD, *Trois siècles de diplomatie russe*. Calmann-Lévy, édit., 1945, p. 3.

vement national au temps des Troubles — devenait maintenant une puissance sociale. » C'est évidemment ne pas tenir compte d'un facteur essentiel de l'activité humaine, qui est le besoin matériel. Le moujik n'a pas attendu la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle pour avoir conscience de son sort misérable, et ce n'est pas un idéal politique qui peut expliquer son opposition aux bolars dans le passé, mais bien une situation économique traduite par des besoins insatisfaits.

La vérité est qu'un déterminisme étroit, avec un point de départ comme suspendu dans le temps, ne tient suffisamment compte ni de la multiplicité des facteurs de tous ordres qui expliquent un phénomène historique, à un moment donné, ni du caractère essentiellement mouvant de la réalité historique. L'exposé historique, pour être complet, ne peut partir de bases purement géographiques, ni purement psychologiques et arbitrairement fixées en un point du passé et doit tenir compte du fait que les valeurs idéales, comme, du reste, les besoins matériels des individus, changent avec les siècles. Le désir d'expliquer le présent ne doit pas aboutir à une construction harmonieuse sans doute, mais artificielle.

R. PORTAL.

VAN VALKENBURG (et collaborateurs). *America at War. A Geographical Analysis*. New-York, Prentice-Hall, 1943 ; in-8°, xiv-296 pages, index, 54 cartes ou graphiques.

Au public américain, qui essaie de se faire une idée des faits géographiques conditionnant la marche des opérations militaires, les auteurs de cet ouvrage offrent un tableau attrayant et parfaitement clair des forces en présence. Après une introduction où Ellsworth Huntington tente de caractériser économiquement, socialement et même physiologiquement l'Américain moyen, Wallace Atwood et Van Valkenburg décrivent les facteurs géographiques de la bataille, côtes, reliefs, climats ; Elmer Ekblaw et Clarence Jones étudient les possibilités de ravitaillement agricole et industriel des Alliés et de leurs adversaires ; Earl B. Shaw, la défense Atlantique et Pacifique des États-Unis, et Van Valkenburg conclut par un programme de paix future fondé sur un partage du monde en blocs.

Certaines représentations graphiques (par exemple : alimentation des États-Unis en métaux d'alliage), certaines statistiques habilement réunies, retiendront l'attention de l'historien ; dans l'ensemble, cependant, nous rangerons ce volume parmi les œuvres de propagande, plutôt que parmi les ouvrages scientifiques. La comparaison des ressources alliées et ennemies pouvait certainement avoir un effet heureux sur le moral des civils, puisque, à la même époque, les Allemands interdisaient toute publication de ce genre dans les pays occupés par eux. Mais, entraînés par leur tâche de propagande, les auteurs s'attachent trop à un déterminisme un peu... primaire. Il ne suffit pas de comparer la valeur en dollars de la production annuelle d'un agriculteur russe et d'un agriculteur allemand pour savoir si le Russe est moins bien nourri que l'Allemand, et moins encore pour en déduire l'issue de la lutte. Comparer le nombre de médecins, de cliniques, de dentistes même, en France et en Allemagne, et expliquer par là l'échec de la France en 1940 ; attribuer la défaite allemande de 1918 à la seule sous-alimentation ; hiérarchiser les classes sociales en Amérique d'après le nombre de rhumes contractés pendant telle semaine d'octobre : tout ceci prête à sourire plus qu'à méditer. Par-

tout on respire un naïf orgueil pour le genre de vie américain, qui sait si bien tirer parti des vitamines et utilise rationnellement les choux si négligés par d'autres nations ; orgueil tempéré par une admiration dévote envers les Australiens et les Néo-Zélandais, dont les coefficients de rendement et de vigueur sont encore supérieurs à ceux des États-Unis, et, en revanche, une pitié méprisante pour les peuples sous-alimentés, à savoir la Russie (1) et les Indes, poids lourds pour les Nations-Unies, et le pauvre Japon remorqué par l'Axe !

Le placide déterminisme de nos auteurs les conduit parfois à de singulières contradictions : on nous apprend que la date des campagnes d'Éthiopie, de Pologne, de Carélie, de Yougoslavie pouvait être exactement prévue à l'avance, car elles se sont déroulées aux saisons particulièrement favorables ; mais celle de Norvège, qui eut lieu par temps très mauvais, s'explique aussi par ce temps même, car il fut propice à la surprise !

Mais, pendant ce temps, entre la première (octobre 1942) et la seconde édition du livre (janvier 1943), certains événements qui se déroulaient autour de Stalingrad montraient au Monde que la Victoire, pas plus que la Géographie, ne se met en équation.

André MEYNIER.

Edward Hallett CARS. *Conditions of Peace*. Londres, Macmillan, 1944, xxiv-279 pages.

La plupart d'entre nous ont vécu leur temps sans le comprendre, comme il est naturel, jusqu'à une époque récente. Le vrai caractère et le sens nous en ont été révélés par les événements. L'un de ceux qui aura le plus fait pour en dégager les leçons est le professeur Cars, notamment dans le livre dont il s'agit ici.

Dans une première partie, il donne une analyse générale de nos problèmes essentiels. Dans une seconde partie, il énonce les conditions, fautes desquelles on ne pourra pas créer un ordre durable et une bonne paix — et non, dans leur détail, les clauses d'un traité préfiguré.

Observant que la révolution où nous sommes plongés est dirigée contre les trois idées dominantes du XIX<sup>e</sup> siècle : la démocratie libérale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'économie du laissez-faire, il distribue son analyse de la crise dont la guerre est le symptôme (la première édition date de 1942) sous ces trois titres.

Nous sommes, dit-il, entre deux démocraties, l'une morte, l'autre à naître, correspondant à des états sociaux, économiques et moraux très différents ; en dernier ressort, la crise de la démocratie est une crise morale dont les symptômes s'expriment surtout en termes économiques. De même, la crise subie dans les idées et dans les faits par la libre disposition repose sur une base morale, mais s'exprime en termes militaires et — elle aussi — économiques. Dans ce dernier domaine, où il s'agit de renverser l'ordre d'importance admis jusqu'ici de la consommation et de la production gouvernées, ainsi que de substituer le bien-être à la richesse dans les buts du gouvernement, la crise est encore d'essence morale. En définissant les caractères de la nouvelle démocratie internationale, le professeur Cars se défend de prophétiser et prétend seulement énoncer les conditions nécessaires à sa réalisation. Une foi nouvelle devra, dit-il, prendre naissance : une foi traduite en termes positifs et non négatifs, restituant son importance à l'individu, s'attaquant

au désordre économique et au chômage, remettant en honneur un idéal d'égalité aux dépens du luxe, insistant sur les obligations plutôt que sur les droits des individus et des nations, sur la coopération internationale plutôt que sur la souveraineté (idéal stérile, s'il n'est servi par une direction forte, nous avertit cet ennemi des dictatures) ; une foi qui, en somme, rouvre le débat entre la liberté et l'autorité et, en réinterprétant ces concepts dans les domaines social et économique, place l'autorité inévitablement et vastement accrue de l'État au service de la liberté populaire.

La seconde partie du livre est écrite en un ton plus hypothétique que la première, et plus particulièrement de l'angle britannique. Elle esquisse quelques principes d'une politique possible : la Grande-Bretagne devra entreprendre après la guerre un grand programme de reconstruction sociale et économique, nationale et internationale ; elle devra réadapter ses rapports avec les États-Unis à des conditions entièrement neuves ; elle ne peut se désintéresser des affaires européennes, surtout des affaires allemandes ; le problème allemand ne peut être résolu que dans le cadre de la reconstruction européenne et mondiale. Sa politique envisagée en conséquence comprendrait trois étapes, logiquement liées et coïncidant partiellement deux à deux dans le temps : secours de première urgence, reconstruction, mise au point d'un plan économique. D'où la constitution d'une « Autorité européenne du plan » qui aurait pour tâche de renverser la politique du laissez-faire, d'égaliser les niveaux de vie et de répartir largement la production entre les nations plus ou moins privilégiées. L'un de ses instruments principaux serait une « Banque d'Europe » qui favoriserait les échanges sur la base des marchandises et des services, non de l'argent. Rien de tout cela ne serait possible sans bonne volonté mutuelle et sans désarmement des égoïsmes nationaux. En particulier, la Grande-Bretagne, si elle veut conserver un rôle de premier plan, doit assumer l'exercice du pouvoir et reconnaître l'obligation qui le rend seul tolérable aux autres.

Le décalage entre l'idéal généreux et réaliste du professeur Cars et les faits que nous constatons n'enlève pas (au contraire !) sa raison d'être au vœu qu'il forme d'un ordre nouveau réalisé avec intelligence, courage et imagination.

Jacques VALLETTE.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

---

**Histoire générale.** — Des gradués du département d'histoire de l'Université de Chicago ont présenté, sous la direction de M. Bernadotte E. Schmitt, des textes d'historiens divers du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, dans le dessein de fournir à l'historiographie des éléments utiles (*Some historians of modern Europe*, Chicago, The University of Chicago Press, 1942, in-8°, viii-533 p.). Chaque historien retenu fait l'objet d'une notice biographique et bibliographique, nantie d'une annotation copieuse. Un excellent index termine le volume. La France est représentée par : Aulard, E. Halévy, G. Hanotaux, E. Lavisse, A. Mathiez, H. Sée et Seignobos. L'Espagne est représentée par R. Altamira ; l'Angleterre par W. Ashley, C. Firth, R. Lodge, J. H. Rose, H. Temperley ; l'Allemagne par H. Delbrück, G. Lamprecht, G. von Schmoller ; l'Italie par B. Croce, F. Ruffini ; la Russie par V. O. Klyuchevsky, N. Milioukov, M. N. Prokovsky ; les États-Unis par E. Marcks. Le choix est arbitraire, mais le classement purement alphabétique. Aucune spécialité n'est prépondérante, mais, en somme, l'histoire de l'antiquité n'est pas représentée, celle du moyen âge l'est peu. Le livre n'en offre pas moins un réel intérêt et ne peut manquer de rendre des services.

Georges BOURGIN.

— M. John V. Nef présente des vues très suggestives sur les rapports de l'architecture et l'état général de la société dans un article publié dans *The Review of politics*, avril 1946 (p. 192-222), sous le titre : *Architecture and Western civilization*. L'éminent professeur de l'Université de Chicago, dont on connaît les thèses générales, le sens idéaliste en même temps que le souci de montrer les liens qui unissent entre elles toutes les manifestations de la vie collective, indique dans cette étude intelligente les trois âges essentiels de l'architecture — gothique, humaniste, moderne. M. Nef est aussi à l'aise dans le maniement des idées que dans l'interprétation des faits économiques.

G. BN.

— Dans un petit livre intitulé : *Les grandes migrations humaines* (collection « Que sais-je ? », Paris, Presses universitaires de France, 1946, in-16, 136 p.), M. Louis DOLLOT s'est attaché à une double tâche : historique, celle de rappeler les grands mouvements humains du passé, depuis l'époque préhistorique à nos jours, sous leurs formes variées, et avec leurs causes différentes, qu'il s'agisse d'invasion, à la façon des Barbares du IV<sup>e</sup> siècle ou des Mongols, ou de la colonisation à la façon des Phéniciens et des Grecs ou des croisés du XIII<sup>e</sup> siècle ; démographique et sociologique, celle d'exposer les mouvements migratoires intercontinentaux, continentaux ou intérieurs, déterminés par des raisons extrêmement variées depuis les apports d'Européens aux pays neufs jusqu'au déplacement de nomades ou de travailleurs saisonniers, depuis la désertion des campagnes au profit des villes jusqu'aux transferts de populations consécutifs aux grands conflits modernes.



On voit la variété et la richesse des questions ici abordées par M. Dollot, à qui l'on saura gré de surcroît de la bibliographie choisie qui termine son ouvrage.

G. BN.

— Voulant justifier des synthèses comme celle qu'il entreprend, M. Emmanuel BERL (*Histoire de l'Europe. I : D'Attila à Tamerlan*. Paris, Gallimard, 1946, in-8°, 309 p.) déclare : « Spécialistes et savants peuvent se moquer, non se passer d'elles. » Ils ne se moqueront que de celles dont ils pourront se passer, et celle-ci est parfois de celles-là. Nos étudiants continueront de se passionner pour la magistrale synthèse de Pirenne, qui traite du même sujet, et dont ils ne se moquent ni ne se passent. Deux écueils à éviter, dans ces audacieux raccourcis : une sèche et scolaire nomenclature de faits, ou, au contraire, l'essai littéraire et philosophique à propos d'une matière historique. M. Berl ne les a pas toujours évités, non plus qu'un troisième, auquel le destinait sa préparation insuffisante d'historien autodidacte, je veux dire prendre l'accessoire pour l'essentiel et inversement. — A-t-il vu l'unité de son sujet entre les deux dates choisies ? Il l'indique fortement dans son « prière d'insérer », on la voit moins dans son livre : c'est le rétrécissement de l'Europe, après la chute du monde romain et jusqu'à la veille des grandes découvertes avec, en son milieu (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles), une courte période d'expansion et d'éclat dans tous les domaines humains. Sa bibliographie, où se mêle le meilleur et le pire, jusques et y compris Paul Morand, où sont cités des ouvrages imaginaires — tels *l'Histoire générale* d'Hauser ou *l'Histoire des Français de Lot* — est là pour en faire foi. Les deux premières parties (*La mort de Rome* ; *La tentative et l'échec des Carolingiens*) procèdent de Pirenne, mais d'un peu loin. La troisième (*Grandeur et décadence du Saint-Empire*) suit plutôt le vieux Zeller, ce qui n'est pas un progrès. La quatrième (*Les Croisades*) est une quintessence de Grousset, et, vue sous l'angle de cet auteur, ne s'insère pas dans l'histoire de l'Europe : c'est un hors-d'œuvre dont une présentation différente eût pu faire un plat substantiel. Enfin, la dernière (*Les malheurs de l'Europe*), où les erreurs de faits s'accumulent comme à plaisir, assombrit encore le pessimisme d'un Huizinga. — Mais, dans le fond, malgré quelques envolées lyriques et de brèves allusions aux faits de civilisation, à la société ou à l'économie, on en revient toujours à la bonne et vieille histoire-batailles, qui remplit des pages substantielles. — Quelques cartes, dépouillées et parlantes, dénotent pourtant d'une intelligence historique certaine. — E. PÉRROY.

— *La Catherine Cornaro, reine de Chypre* de M. Marcel BRION, auteur de vies romancées d'Attila, Alaric, Théodoric, Bayard, Blanche de Castille et Jeanne de Naples, n'entre qu'à peine dans le champ de nos études (Paris, Albin Michel, [1945], in-16, 289 p. ; prix : 105 fr.). Il sera un peu pardonné à l'auteur pour avoir cité souvent Mas-Latrie. Ainsi le nom de ce grand érudit, évidemment dépassé, mais injustement oublié aujourd'hui, sera-t-il parvenu à un public non initié. Pour le reste, M. Brion s'est donné bien du mal ; il était difficile d'accrocher du pittoresque à un sujet assez sordide : la mainmise par la ploutocratie vénitienne sur le royaume des Lusignan. Il a fait de son mieux.

E. PY.

— Jean POUJADE. *La route des Indes et ses navires* (Paris, Payot, 1946, in-8°, 303 p., 90 dessins de l'auteur). — La méthode de l'ouvrage que M. Poujade vient de publier sur la *Route des Indes et ses navires* est originale ; c'est, en effet, une étude d'« ethnographie navale » : pour saisir l'origine et l'évolution des navires, de leurs

formes, de la technique de leur construction, de leurs gréements, M. Poujade ne se contente pas de l'étude des documents anciens, à laquelle se limitent les archéologues ; il complète et éclaire cette analyse par l'étude des types de navires actuels, dont certains, dans des pays de techniques stables, comme ceux de l'Extrême-Orient, représentent la survivance de modèles extrêmement anciens. Grâce à une connaissance directe des navires chinois et indochinois, l'auteur peut ainsi se livrer à des rapprochements ingénieux, et il est certain que ses hypothèses sur les navires de l'antiquité méritent une attention sérieuse. L'objet de la discipline pratiquée par M. Poujade est en premier lieu de déterminer des « aires ethnographiques », caractérisées par certains types de coques et de gréements. Il en distingue quatre principales : atlantico-nordique, pacifique, chinoise, et celle « de la route des Indes », longue bande s'étendant de Gibraltar au Japon et à Célèbes ; il se propose dans son livre d'en démontrer l'unité et d'en indiquer les principaux caractères. Aussi les quatre premiers chapitres sont consacrés à une étude historique de cette route et de ses différents itinéraires, par laquelle, l'auteur le prouve, a existé un courant continu de circulation, depuis l'ouverture du canal de Néchao. Ces pages, parfois suggestives, ne sont malheureusement pas exemptes d'inexactitudes (le sac d'Athènes en 404, p. 65) ou de jugements un peu téméraires. La seconde partie, plus nettement technique, est la plus intéressante. L'étude de la voilure révèle dans l'antiquité l'existence de trois aires distinctes : la Méditerranée, où règne la voile carrée, les mers des Indes et la mer Rouge, domaine de la voile arabe, ou, « aurique », de forme trapézoïdale, et l'Extrême-Orient, avec la voile lattée, semi-rigide, dont le rendement est le meilleur. Avec la conquête arabe, la voile arabe pénètre en Méditerranée, en expulsé partiellement la voile carrée qui lui est inférieure : c'est la voile « latine » qui s'infiltré même dans l'Atlantique. C'est là un fait intéressant, qu'il y aurait lieu de mettre en rapport avec la maîtrise arabe de la mer Intérieure au haut Moyen Age. De même, pour la forme des coques, il existe des types, correspondant à des régions déterminées, et des exemples nombreux d'interpénétration des formes et des techniques : les navires symétriques, dérivés des radeaux en bois, qui furent ceux des premières thalassocraties méditerranéennes, auraient été remplacés, après l'ouverture du canal de Néchao, par des navires dissymétriques, à l'arrière relevé et plus large, faits de « planches cousues », et dont l'origine serait également les mers qui entourent l'Arabie. C'est le navire « rond » de l'Antiquité et du Moyen Age. Cependant, les Grecs créaient le navire « long », à éperon, dérivé d'une pirogue surélevée, dont l'influence se serait fait sentir jusqu'en Extrême-Orient. Ce travail d'un technicien, marin et ethnologue, ne manque donc pas d'intérêt pour l'historien, malgré le caractère aventureux de beaucoup d'hypothèses.

FRANÇOIS CROUZET.

— La petite *Initiation aux études d'histoire du Moyen Age* de M. L. HALPHEN a déjà rendu tant de services qu'une seconde édition sera la bienvenue (Paris, Presses universitaires de France, 1946, in-16, 175 p. ; prix : 80 fr.). L'auteur, avec sa conscience et sa précision coutumières, a tenu compte de toutes les remarques fournies par ses critiques bénévoles et fait état des publications essentielles des six dernières années. Sous une forme concise, il sait en quelques mots définir la valeur ou le genre de services que rendront les grandes collections d'histoire générale ou nationale, les livres de références, les recueils de textes, les synthèses partielles et quelques ouvrages plus limités, mais d'une lecture suggestive. Dans ce dernier

domaine, il a fallu choisir, et tout choix prête à critique. Mettra-t-on la consciencieuse *Histoire de Charles VII* de Du Fresne de Beaucourt sur le même plan que de plus vigoureuses études? C'est un bon livre d'histoire narrative à l'ancienne mode, sans plus. — Au demeurant, cet excellent petit volume se veut moins une initiation qu'un guide pratique, permettant à l'étudiant de se retrouver dans l'océan des livres, de manier aisément les instruments de travail, d'aborder même la recherche personnelle. Il n'entrait pas dans son propos d'indiquer en quoi les problèmes propres à l'histoire du Moyen-Age diffèrent de ceux de l'histoire moderne ou ancienne, quelles limites ou contraintes lui imposent ses sources, ni vers quelles directions s'orientent présentement les recherches. Ces vérités premières, trop souvent traitées par préterition, sont pourtant celles qui font le plus défaut aux débutants.

E. Pr.

— Nous nous excusons de signaler bien tardivement l'ouvrage de M. René Grousset, *Le conquérant du monde. Vie de Gengis-khan* (Paris, Albin Michel, 1944, in-8°, 380 p. et 24 planches et 3 cartes hors texte). Destinant ce livre au public éclairé plus qu'aux spécialistes d'histoire asiatique ou même qu'aux historiens tout court, l'auteur n'a voulu ni reprendre les pages substantielles consacrées par lui à l'empire mogol dans son *Empire des steppes* ni refaire l'ouvrage si pénétrant de F. Grenard. Aussi a-t-il adopté la méthode qui a fait l'originalité, le succès, et aussi (il faut bien le dire) la faiblesse de sa monumentale *Histoire des Croisades* : son récit, coloré, vivant, divisé en une centaine de petits tableautins, de quelques pages chacun, n'est qu'une paraphrase, intelligente sans doute et parfois critique, mais une paraphrase quand même, des sources narratives mongoles, chinoises ou persanes qui ont enjolivé de légendes les exploits du grand conquérant. Plus de la moitié de l'ouvrage est occupé par le récit fabuleux des ancêtres, de l'enfance et de la jeunesse de Témudjin jusqu'à l'unification des tribus nomades de l'Asie centrale (en 1206), intéressant sans doute pour donner l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée cette prestigieuse carrière ; mais on regrettera que tant de place ait été donnée à de pittoresques anecdotes, d'une authenticité douteuse, et monotones à la longue, si peu au contraire au monde sédentaire que Gengis-khan et ses généraux allaient faire crouler pièce à pièce. Et puisque tout se résume à une paraphrase des chroniques, n'était-ce pas trop demander qu'un bref excursus de quelques pages nous indiquât ce que sont ces récits, quand et par qui ils furent composés, quelle est leur valeur historique? Le lecteur, même averti, reste sur sa faim.

E. Pr.

— K. H. ROTHFUCHS. *Militärischer Oberbefehl und Zivilstaatsverfassung* (Verlag Gerhard Martin, Breslau, 1941, in-8°, 224 p.). — Il s'agit d'une étude juridique assez fouillée sur le commandement militaire suprême depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au printemps de 1938, surtout en Allemagne, mais aussi dans les autres pays. Rothfuchs distingue trois grandes étapes : la guerre de cabinet du XVIII<sup>e</sup> siècle, la guerre d'État du XIX<sup>e</sup>, la guerre nationale du XX<sup>e</sup>. La guerre totale exigeant une mobilisation de toutes les forces, morales, intellectuelles et matérielles, le destin de la nation doit être confié à un seul homme. L'Allemagne a pris la tête en ce domaine et c'est là un facteur propre à accroître sa confiance dans la victoire. Les événements militaires semblent, au contraire, avoir mis en lumière les fâcheux effets des « intuitions » du Führer.

Maurice BAUMONT.

— Friedrich BERBER. *Probleme des neuen Waffenstillstandsrechts* (Berlin, Junker-Dünhaupt Verlag, 1943, in-8°, 128 p.). — Le professeur Fritz Berber, qui dirigeait l'Institut allemand de recherches de politique étrangère, était l'un des juristes internationaux les plus connus du régime national-socialiste. Il a publié en 1943 une étude de vingt-huit pages sur les problèmes juridiques issus des nouvelles conceptions d'armistice. Cent pages d'annexes reproduisent, en allemand, treize conventions d'armistice, la plus ancienne étant celle qui a été conclue à Anvers, le 9 avril 1609, entre les représentants des archiducs et les délégués des États généraux des Provinces-Unies, avec médiation des rois de France et d'Angleterre ; les dernières étant celles de 1940 entre la Finlande et l'U. R. S. S., la France et l'Allemagne, la France et l'Italie.

L'ancienne conception d'armistice avait été définie par Thiers, qui, dans sa note aux grandes puissances du 9 novembre 1870, écrivait : « Je fis valoir auprès de M. de Bismarck le grand principe des armistices qui veut que chaque belligérant se trouve à la fin d'une suspension d'hostilités dans l'état où il était au commencement. »

La guerre moderne, devenue guerre totale, a suscité une conception nouvelle que le maréchal Foch définissait, le 26 octobre 1918, dans une lettre à Clemenceau : « Protéger d'une manière absolue les intérêts des peuples alliés et assurer aux gouvernements associés le pouvoir, sans limites, de sauvegarder et d'imposer les détails de la paix. » Clemenceau déclarait, le 31 octobre : « L'armistice a pour but d'assurer aux armées victorieuses une situation telle que leur supériorité soit nettement établie. » Le même jour, Foch déclarait : « Si les Allemands acceptent les termes de l'armistice tels que nous les leur imposons, c'est une capitulation en rase campagne. Nous obtenons par cette capitulation tout ce que nous donnerait la plus grande victoire », et, le 8 novembre 1920 : « Un armistice est une suspension d'armes, une cessation des hostilités, qui a pour objet de discuter la paix en mettant les gouvernements qui l'ont consenti dans une situation telle qu'ils puissent imposer la paix telle qu'ils l'aurent décidée. »

Le professeur Berber estime que « les sentiments indicibles de haine et de vengeance nourris par la France contre l'Allemagne » ont substitué cette « perversion totalitaire » à « la conception chevaleresque » d'armistice, et il conclut qu'il y a eu autre chose qu'une action du hasard dans le fait que « la France, en 1940, a dû solliciter l'armistice, un armistice qui, avec le boomerang du droit, retombait sur elle dans sa nouvelle conception totalitaire, sans d'ailleurs être imprégné de la haine et de l'esprit de vengeance des vainqueurs de 1918. »

Cette étude, dont nous avons suffisamment indiqué l'esprit, mérite d'être examinée de très près par les juristes, non seulement par suite de ses considérations sur la guerre totalitaire, mais en raison des nombreux problèmes juridiques qu'elle déclare désormais soulevés en matière d'armistice.

M. B.

— Roger CÉRÉ et Henry PEYRET. *L'évolution du monde. Chronologie 1945* (Paris, Société d'éditions françaises et internationales, 1946, in-8°, 607 p., avec 6 cartes ; prix : 400 fr.). — Après avoir publié, l'an passé, une *Chronologie du conflit mondial*, MM. Céré et Peyret annoncent leur intention de continuer d'année en année leur œuvre, sous le titre *L'évolution du Monde* ; voici le premier volume de cette série. L'ouvrage antérieur n'était pas une pure chronologie : les faits étaient classés suivant un ordre à la fois géographique et méthodique ; des introductions plus ou

moins développées, parfois assez substantielles, coiffaient les différents chapitres. Cette méthode a été employée à nouveau, au moins pour la première partie, qui intéresse les opérations militaires de la fin de la guerre ; les listes chronologiques y jouent même un rôle secondaire. Par contre, elles constituent presque exclusivement la seconde partie, où sont rassemblés les faits intéressant les divers États. Il est à craindre que ces tableaux, parfois trop longs (près de 200 p. pour la France), parfois trop courts, ne rendent que des services assez faibles. La troisième partie, consacrée à la politique internationale, est très réduite et revient au système des introductions commentatrices. Le caractère hybride de la méthode est donc la principale réserve que l'on peut faire sur cet ouvrage, qui est, néanmoins, un instrument de travail, sans équivalent dans notre langue. Les cartes sont beaucoup trop sommaires ; ne vaudrait-il pas mieux les soigner davantage et les multiplier plutôt que publier des photographies représentant des scènes officielles, sans grand intérêt documentaire ? L'absence d'index rend difficile l'utilisation de ce gros volume.

**Histoire religieuse.** — La *Revue bénédictine* vient de mériter une fois de plus la reconnaissance des historiens par la publication du volume de *Tables générales des tomes XXII à LIV*, 1905-1942, par Dom David AMAND<sup>1</sup>.

L'auteur ne s'est pas contenté de dresser une table des auteurs et des articles ; il a, en outre, établi une table onomastique des noms propres jugés importants, aussi bien des personnages notables de l'histoire religieuse et littéraire que des érudits modernes ou contemporains, dont les travaux ont été utilisés ou appréciés par les auteurs d'articles. Une table analytique de tous les articles, avec les renvois, parfois nombreux, qu'exige la variété des sujets abordés dans la plupart d'entre eux, rendra aussi les plus grands services. Enfin, les tables précédentes relatives aux premiers tomes de la *Revue* ne comportaient ni table des manuscrits décrits ou utilisés, ni table des *incipits* et des textes publiés, l'auteur du présent volume a tenu à établir ces deux tables pour l'ensemble de la collection de la *Revue bénédictine*, c'est-à-dire depuis 1884. Ainsi pourront être complètement utilisées toutes les richesses accumulées dans la *Revue bénédictine* depuis son origine. M. C.

— E. H. BLAKENEY. *The Epistle to Diognetus* (Londres, Society for Promoting Christian Knowledge, 1 vol. in-8°, 94 p. ; prix : 5 s.). — Cette édition est, si mes relevés sont exacts, la cinquante-neuvième dont l'*Épître à Diognète* a été l'objet depuis l'édition princeps de Henri Estienne (oserai-je avouer que j'en prépare une soixantième ?) : c'est assez dire l'intérêt qu'à des titres divers ce petit texte suscite chez l'humaniste, l'historien du christianisme et le théologien. Par surcroît, un mystère persistant entoure l'origine, la date, l'auteur et le destinataire possibles de cette Apologie anonyme. On ne trouvera ici ni une élaboration nouvelle de ces problèmes controversés (l'*Introduction* est brève et banale), ni une édition à proprement parler (l'auteur reproduit, à quelques corrections près, le texte critique de Lightfoot-Barber) : comme l'édition de Geffcken (Heidelberg, 1927), celle-ci a un but pratique et s'adresse à un public d'étudiants ; d'où le commentaire détaillé qui l'accompagne (p. 30-88). Il s'attache surtout à relever les points de contact, en fait nombreux, entre l'*Épître à Diognète* et le Nouveau Testament,

1. Tome LV, 1943-1944. Abbaye de Maredsous (Belgique), 1945, 304 p.



tant au point de vue langue qu'idées. Utilisant des commentaires exégétiques britanniques peu répandus dans nos bibliothèques, il sera par là précieux à l'érudit français.

H.-I. MARROU.

— *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles*. Répertoire topographique, publié par les quatre provinces de l'Ordre, avec le concours de nombreux collaborateurs, à l'occasion du quatrième centenaire de la fondation de la Compagnie de Jésus, 1540. Enghien (Belgique), Institut supérieur de théologie, Wetteren, imprimerie de Nuester frères, 1940 (distribué en 1945), fasc. 1 et 2 réunis, xx-384 colonnes. — Il faut souhaiter le rapide achèvement de ce répertoire, dont ce premier fascicule double nous donne l'idée la plus avantageuse ; son but n'est, évidemment, pas de procurer une histoire de la Compagnie en France, bien que — à l'occasion de chaque maison — les détails intéressant l'histoire générale et les principaux membres ne manquent pas, mais de fournir un aperçu d'ensemble des travaux de l'Ordre durant ces quatre siècles. Chaque notice a été rédigée à l'aide des *Catalogues* que, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, toutes les Provinces dressent chaque année pour leur usage, et dont un exemplaire est conservé à Rome aux Archives générales, complétés par des recherches dans les autres archives officielles ou privées. Tous les établissements de l'Ordre : noviciats, maisons professes, universités, collèges, écoles apostoliques, séminaires, résidences, maisons de retraite, maisons de troisième probation, missions, stations, prieurés, sont ainsi mentionnés, étudiés de manière précise et complète, une note bibliographique termine chacune de ces notices. Pour la rédaction de ce précieux instrument de travail, la Compagnie n'a pas fait appel seulement à ses membres, mais à d'autres ecclésiastiques et à nombre de nos archivistes. L'œuvre promet d'être monumentale et les services qu'elle rendra seront considérables, si l'on en juge par ce fascicule où figurent, par exemple, de copieux articles sur les établissements d'Aire-sur-la-Lys, d'Aix, d'Alger, d'Alsace, d'Amiens et de Saint-Acheul.

M. C.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES<sup>1</sup>

### I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Lucien Febvre. Le chanoine Chaume. [*Annales*, avril-juin 1946.] — A. Lods. La collaboration de Paul Pelliot au *Journal des Savants*. [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.] — John Walton Caughey. Hubert Howe Bancroft, historian of Western America. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1945.]

P. Lambrechts. Le travail historique en Grande-Bretagne et aux États-Unis durant la guerre. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.]

Roy F. Nichols. History and the social science research council. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1945.] — Edward G. Campbell. The National archives faces the Future. [*Ibid.*, avril 1944.]

William Linn Westermann. Between slavery and freedom (principalement dans l'antiquité). [*Ibid.*, janvier 1945.] — Carlton J. H. Hayes. The American frontier. Frontier of what? [*Ibid.*, janvier 1946.] — Charles Morazé. Le pari de la carte de pain : arithmétique, statistique ou psychologie? [*Annales*, janvier-mars 1946.] — Claude Maudor. Un conflit de civilisation : la grandeur et le bonheur (à propos des doctrines fascistes). [*Ibid.*] — Lucien Febvre. L'homme ou le rendement (la méthode des monographies géographiques). [*Ibid.*] — Id. Un feuillet ou comment vulgariser l'histoire? (à propos d'un feuillet d'Émile Henriot dans le *Monde* du 6 février 1946). [*Ibid.*, avril-juin 1946.] — Abbé M. Berthet. Esquisses de sociologie française : deux villages du Jura (compare l'évolution si différente de deux villages voisins : Château-Chalon et Les Rousses). [*Ibid.*]

Thomas C. Mendenhall. The introductory college course of civilization. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1944.] — E. Guyot. Le système du monde de Ptolémée à Einstein. [*Scientia*, avril-juin 1946.] — A. Vaillant. Publications récentes sur la littérature vieux-slave. [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.]

C. Rostaing. Chronique de toponymie et d'anthropologie. XLI. [*R. É. A.*, janvier-juin 1945.]

Jean Malys. L'épreuve de la guerre et l'humanisme en France. [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XX, 1944.]

1. Périodiques analysés dans le présent numéro : *Annales* (janvier-mars et avril-juin 1946). — *Annales historiques de la Révolution française* (juillet-septembre 1946). — *American historical review* (de avril 1944 à juillet 1946). — *Bulletin of the Institute of historical research* (1941, t. XX). — *Bibliothèque de l'École des chartes* (t. CVI, 1945-1946). — *Journal des Savants* (juillet-décembre 1945). — *Politique étrangère* (juin-juillet et août 1946). — *Revue des Études anciennes* (janvier-juin 1945). — *Revue de la Méditerranée* (juillet-août 1946). — *Revue historique de Bordeaux* (1945). — *Revue du Nord* (janvier-mars 1946). — *Revue d'histoire de l'Église de France* (janvier-juin 1946). — *Revue de Défense nationale* (août, septembre 1946). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (t. XXIV, 1945). — *Revue de Transylvanie* (1940). — *Revista istorica romana* (1941). — *Scientia* (janvier-juin 1946). — *Syria* (1944-1945, fasc. 1-2).

L. Halkin. Une œuvre historique à récupérer à Vienne : la chronique de Beth-léem. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.]

## II. ORIENT CLASSIQUE ET ANTIQUITÉ

Charles Virolleaud. Fragments mythologiques de Ras-Shamra. [*Syria*, 1944-1945, fasc. 1-2.] — M. Dupont-Sommer. L'ostracon araméen d'Assour. [*Ibid.*] — Henri Seyrig. Antiquités syriennes, 39. Héraklès-Nergal. [*Ibid.*] — M. D. B. Harden. Two tomb-groups of the first century A. D. from Yahmour, Syria, and a supplement to the list of Roman-Syrian glasses with mouldblown inscriptions. [*Ibid.*] — P. Mazon. Sophocle devant ses juges. [*R. É. A.*, janvier-juin 1945.] — Y. Béguignon. Les offrandes aux sanctuaires du Ptoion (à propos de l'ouvrage de P. Guillon, Les trépieds du Ptoion). [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.] — M. R. Sulzberger. Notes sur Eschyle. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.]

P. Flan. Le combat d'Héraklès et de Kyknos, d'après les documents figurés du VI<sup>e</sup> et du V<sup>e</sup> siècle. [*R. É. A.*, janvier-juin 1945.] — M. Lejeune. En marge d'inscriptions grecques dialectales, II, III, IV. [*Ibid.*] — J. Jannoray. Notes sur la chronologie delphique du I<sup>er</sup> siècle après J.-C. [*Ibid.*] — M. Launey. Études d'histoire hellénistique, I. [*Ibid.*]

A. Merlin. Les jardins romains (à propos de l'ouvrage de P. Grimal). [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.] — P. Boyancé. La fin de la culture antique (à propos des thèses de H.-I. Marrou et de P. Courcelle). [*R. É. A.*, janvier-juin 1945.] — P. Wuilleumier. Carus et Numérien. [*Ibid.*] — P. Deschamps. La colonisation romaine de la Haute-Syrie. [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.] — D. Tudor. Constantion cel Marc și recucerirea Daciei Traiane. [*Rev. Ist. Rom.*, 1941.]

J. Brunel. Étienne de Byzance et le domaine marseillais. [*R. É. A.*, janvier-juin 1945.] — A. Grenier. Chronique gallo-romaine. [*Ibid.*] — J. Descroix. Qu'est devenu le *gaseum* gaulois? (sans doute l'aiguillon armé du laboureur). [*Ibid.*] — A. Merlin. Antiquités gallo-romaines (analyse les fascicules 2 et 3 de *Gallia*). [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.]

## III. LE MOYEN AGE

M. Jolliffe. Bibliographical aids to research. X. The documents in Darlrymple's *Memoirs of Great Britain and Ireland*. [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XX, 1944.] — Lucien Febvre. Histoire des idées, histoire des sociétés. Une question de climat (à propos du livre d'Étienne Gilson, *La philosophie du Moyen Age*). [*Annales*, avril-juin 1946.] — J. Longnon. Le chroniqueur Henri de Valenciennes (auteur de l'Histoire de l'empereur Henri de Constantinople). [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.] — J. Wathelet-Willem. Prolégomènes à une nouvelle édition de la *Chançon de Willame*. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.] — W. Floegel. Het Nederlandsche volksboek, *Historie van den ridder metter swane*. Orsprong en narvolgingen. [*Ibid.*] — G. de Poerck. Jeux populaires médiévaux connus sous le nom de « Jeu de la Brèche » [*Ibid.*]

Carl Stephenson. The problem of the common man in early medieval Europe. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1946.] — Nellie Neilson. The early pattern of the Common law. [*Ibid.*, janvier 1944.]

A. Cordolani. Les computistes insulaires et les écrits pseudo-alexandrins (l'ori-

gine de cette littérature apocryphe sur le comput pascal doit se placer dans l'Irlande du VI<sup>e</sup> siècle). [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CVI, 1945-1946.] — *J. des Grâviers*. La date du commencement de l'année chez Grégoire de Tours. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1946.]

*Jean Lestocquoy*. L'origine des évêchés de la Belgique Seconde. [*Ibid.*]

*William Bark*. Theodoricus Boethius : vindication and apology. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1944.] — *G. Tessier*. Originaux et pseudo-originaux carolingiens du chartier de Saint-Denis (les actes authentiques étaient le plus souvent rédigés dans le scriptorium de l'abbaye et envoyés pour scellement à la chancellerie royale). [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CVI, 1945-1946.] — *J. Dhondt*. Un acte inconnu de Philippe Auguste pour Saint-Augustin de Thérouanne. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.]

*L. Bréhier*. Les derniers siècles de Byzance (deuxième et dernier article). [*J. des S.*, juillet-décembre 1945.] — *J. Sawaget*. Notes de topographie omeyyade. [*Syria*, 1944-1945, fasc. 1-2.] — *C. Daicovici*. Le problème de la continuité en Dacie. [*Rev. de Transylv.*, VI, 1940.]

*E. Coornaert*. Une capitale de la laine : Leyde (à propos du livre de *N. W. Posthumus*). [*Annales*, avril-juin 1946.] — *Lucien Febvre*. Fils de riches ou nouveaux riches? (présente deux notes : de l'abbé *Lestocquoy*, Les origines du patriciat urbain. *Henri Pirenne s'est-il trompé?* et une réponse de *Georges Espinas*). [*Ibid.*]

*Marcel Thomas*. Guillaume d'Aragon, auteur du *Liber de nobilitate animi* (ce médecin d'un roi d'Aragon semble avoir vécu au début du XIV<sup>e</sup> siècle). [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CVI, 1945-1946.]

*Michel Mollat*. Un « collaborateur » au temps de la guerre de Cent ans : Jehan Marcel, changeur à Rouen. [*Annales*, janvier-mars 1946.]

*Jessie Lloyd*. Notes on Cambridge clerks petitioning for benefices, 1370-1399. [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XX, 1944.] — *N. B. Lewis*. Select documents. XLI. An early fourteenth century contract for military service. [*Ibid.*] — *Henry G. Russel*. Lollard opposition to oaths by creatures. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1946.]

*J. Kauch*. L'organisation et le contrôle financier de l'hôtel d'Antoine de Bourgogne, duc de Brabant. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.] — *M. A. Arnould*. A propos d'un fragment de compte hennuyer du XIV<sup>e</sup> siècle. [*Ibid.*] — *L. Génicot*. Le servage dans les chartes-lois de Guillaume I<sup>er</sup>, comte de Namur (1391-1418). [*Ibid.*]

#### IV. LE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

*Fernand Braudel*. Monnaies et civilisations. De l'or du Soudan à l'argent d'Amérique. Un drame méditerranéen (montre comment a été financé le commerce méditerranéen du XV<sup>e</sup> siècle au milieu du XVII<sup>e</sup>). [*Annales*, janvier-mars 1946.] — *Léon Cristiani*. Luther et la Faculté de théologie de Paris (à propos du quatrième centenaire de la mort du réformateur). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1946.] — *Jean Rigault*. La frontière de la Meuse. L'utilisation des sources historiques dans un procès devant le Parlement de Paris en 1535. [*Bibl. de l'Éc. des chartes*, t. CVI, 1945-1946.]

*William Husc Dunham, Jr.* Wolsey's rule of the King's whole Council. [*Am.*

*Hist. Rev.*, juillet 1944.] — *Franklin L. Baumer*. England, the Turk and the Common corps of Christendom. [*Ibid.*, octobre 1944.]

*Henri de Sarrau*. Un portrait d'après nature du cardinal de Sourdis. [*R. hist. de Bordeaux*, janvier-décembre 1945.] — *Abbé Berthet*. Un réactif social : le parainage du xvi<sup>e</sup> siècle à la Révolution. Nobles, bourgeois et paysans dans un bourg perché du Jura (Château-Chalon). [*Annales*, janvier-mars 1946.] — *P. de Saint-Jacob*. La propriété au xviii<sup>e</sup> siècle. Une source méconnue : le contrôle des actes et centième denier. [*Ibid.*, avril-juin 1946.] — *Georges Lefebvre*. La crise économique en France à la fin de l'Ancien Régime (à propos de la thèse de C.-E. Labrousse). [*Ibid.*, janvier-mars 1946.]

*Morrison Sharp*. Leadership and democracy in the early New England system of defense. [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1945.] — *John Richard Alden*. Why the march to Concord? [*Ibid.*, avril 1944.] — *Richard D. Loewenberg*. A letter on Major André in Germany (écrite par le physicien allemand Georg Christoph Lichtenberg à Schernhagen, le 30 novembre 1780). [*Ibid.*, janvier 1944.] — *George H. Nelson*. Contraband trade under the Asiento, 1730-1739. [*Ibid.*, octobre 1945.]

*Lawrence Henry Gibson*. British diplomacy in the light of anglo-spanish new world issues, 1750-1757. [*Ibid.*, juillet 1946.] — *W. E. Tate*. The five English district statutory registries of deeds (dépôts officiels d'enregistrement d'actes privés, depuis le xviii<sup>e</sup> siècle, dans les trois « ridings » du Yorkshire, en Middlesex et dans le Bedford Level, ce dernier aujourd'hui à Ely). [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XX, 1944.] — *M. Van Hamme*. Contribution à l'étude de la réforme de l'enseignement secondaire sous le régime autrichien. [*R. belge de phil. et d'hist.*, t. XXIV, 1945.] — *Walther Kirchner*. The death of Catherine I of Russia. [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1946.]

#### V. LA RÉVOLUTION, L'EMPIRE ET LE XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Richard Munthe Brace*. The problem of bread and the french revolution at Bordeaux. [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1946.] — *Robert Mesuret*. Documents languedociens sur deux peintres gascons : Jean Briant et Pierre Laglaire. [*R. hist. de Bordeaux*, janvier-décembre 1945.] — *Maurice Chartier*. La rétractation de Fervacques, curé assermenté de Seguedin, en 1795. [*R. du Nord*, janvier-mars 1946.] — *J. Leflon*. L'évêque Philbert, la révolte de La Fayette et le conseil municipal de Sedan. [*Ann. hist. de la Rév. fr.*, juillet-septembre 1946.] — *L. Meunier*. Albitte, conventionnel en missions (plus spécialement dans l'Ain et le Mont-Blanc). [*Ibid.*] — *Général Herlaut*. Les missions de Saint-Just à l'armée du Nord (fin). [*R. du Nord*, janvier-mars 1946.] — *J. Bourdon*. Le mécontentement public et les craintes des dirigeants sous le Directoire. [*Ann. hist. de la Rév. fr.*, juillet-septembre 1946.] — *Walter Consuelo Langsam*. Emperor Francis II and the Austrian « Jacobins », 1792-1796. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1945.]

*Charles Ledré*. Un archevêque français au Concile de 1811 (Cambacérés). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1946.] — *Dorothy Mackay Quynn*. The art confiscations of the Napoleonic wars. [*Am. Hist. Rev.*, avril 1945.] — *Charles M. Wiltse*. The authorship of the war report of 1812. [*Ibid.*, janvier 1944.]

*G. de Bertier de Sauvigny*. Mgr de Quélen et les incidents de Saint-Germain-l'Auxerrois en février 1831. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1946.] — *Abel Chatelain*. Archives et démographie : les leçons d'un dénombrement : 1846 en



Anjou (attire l'attention sur le grand intérêt des réponses faites à la circulaire de Duchatel demandant des explications sur les différences entre les chiffres de 1841 et ceux de 1846). [*Annales*, janvier-mars 1946.] — *Arpad F. Kovacs*. French military institutions before the Franco-prussian war. [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1946.] — *J. Salwyn Schapiro*. Pierre Joseph Proudhon, harbinger of fascism. [*Ibid.*, juillet 1945.]

*T. H. McGuffie*. Report on the military papers of Lt.-General Robert Ballard Long (1771-1825) in the Royal United Service Institution Library. [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XX, 1944.] — *Arthur W. Silver*. Henry Adams' « Diary of a visit to Manchester » (1861). [*Am. Hist. Rev.*, octobre 1945.] — *Gordon A. Craig*. Great Britain and the Belgian railways dispute of 1869. [*Ibid.*, juillet 1945.]

*R. Earl McClendon*. Violations of secrecy in re Senate executive sessions, 1789-1929. [*Ibid.*, octobre 1945.] — *Arthur M. Schlesinger*. Biography of a nation of joiners. [*Ibid.*, octobre 1944.] — *James C. Bonner*. Profile of a late ante-bellum Community. [*Ibid.*, juillet 1944.] — *Ralph H. Gabriel*. American experience with military government (au Mexique, dans les États sudistes, aux Philippines, aux Samoa, à Cuba). [*Ibid.*] — *Charles S. Sydnor*. The one-party period of American history. [*Ibid.*, avril 1946.] — *M. Hamlin Cannon*. A pension office note on Brigham Young's father. [*Ibid.*, octobre 1944.] — *Glyndon G. Van Deusen*. Thurlow Weed : a character study. [*Ibid.*, avril 1944.] — *William D. Hoyt, Jr.* Zachary Taylor on Jackson and the military establishment, 1835. [*Ibid.*, avril 1946.] — *Abraham H. Venit*. The National Bank in 1836 : a partisan appraisal. [*Ibid.*, juillet 1946.] — *Reinhard H. Luthin*. Abraham Lincoln and the tariff. [*Ibid.*, juillet 1944.] — *Philip Marsh*. The Griswold story of Freneau and Jefferson (1855). [*Ibid.*, octobre 1945.] — *Howard Mumford Jones*. Arnold, aristocracy and America. [*Ibid.*, avril 1944.] — *Seward W. Livermore*. Theodore Roosevelt, the american navy, and the Venezuelan crisis of 1902-1903. [*Ibid.*, avril 1946.] — *Leo Francis Stoké*. Some Bryce-Jameson correspondence (1907-1927). [*Ibid.*, janvier 1945.] — *Arthur S. Link*. The Baltimore Convention of 1912 (du parti démocrate). [*Ibid.*, juillet 1945.] — *Id.* A letter from one of Wilson's managers (Thomas W. Gregory écrit à Edward M. House le 9 juillet 1912). [*Ibid.*] — *Nelson M. Blake*. The Olney-Pauncefote treaty of 1897. [*Ibid.*, janvier 1945.] — *Halvdan Koht*. The origin of Seward's plan to purchase the Danish West Indies. [*Ibid.*, juillet 1945.] — *Arthur J. Marder*. From Jimmu Tennō to Perry : Sea power in early japanese history. [*Ibid.*, octobre 1945.] — *Russel H. Fifield*. Disposal of the Carolines, Marshalls and Marianas at the Paris peace conference. [*Ibid.*, avril 1946.] — *William Leonard Schwartz*. Commodore Perry at Okinawa : from the unpublished diary of a british missionary. [*Ibid.*, janvier 1946.]

*D. Bodin*. Tudor Vladimirescu în lumina izvoarelor italiene. [*Rev. Ist. Rom.*, 1944.] — *Id.* Note și documente în legătura cu Tudor Vladimirescu. [*Ibid.*] — *Id.* Tudor Vladimirescu în București. [*Ibid.*, 1943.]

## VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

*Robert Marjolin*. Les perspectives de l'économie française dans l'économie mondiale. [*Pol. étrangère*, juillet 1946.] — *Marcel Rouff*. Une industrie motrice : la haute couture et son évolution (entre les deux guerres). [*Annales*, avril-juin 1946.] — *Robert-Henri Bautier*. La France qui se vide et du rôle de la route dans

ce vide (intéressantes réflexions à propos de la monographie de Neuville-sur-Seine, par P. Dauriat). [*Ibid.*] — Claude Laffont. Essai de synthèse de l'administration française. [*R. de Déf. nat.*, septembre 1946.]

Lucien Febvre. Sauter ou marquer l'étape? Réflexions sur la modernisation des cultures marocaines. [*Annales*, janvier-mars 1946.] — Jean Célérier. Maroc, 1946. Problèmes d'hier, conditions d'aujourd'hui. [*R. de Déf. nat.*, septembre 1946.] — J. de Loys. Aperçu sur le régime législatif de l'Algérie. [*R. de la Médit.*, juillet-août 1946.]

Raymond Las Vergnas. La guerre et les lettres anglo-saxonnes. [*R. de Déf. nat.*, septembre 1946.] — L'enseignement primaire et secondaire en Angleterre (avec l'histoire de l'Éducation act de 1944). [*R. de la Médit.*, juillet-août 1946.] — F. J. Pedler. Quelques problèmes administratifs de l'Afrique occidentale britannique. [*Pol. étr.*, août 1946.] — L. S. Amery. La politique britannique aux Indes. [*Ibid.*, juillet 1946.]

Plans for the historiography of the United States in World War II. [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1944.] — Chester McA. Destler. Wealth against Commonwealth, 1894 and 1944 (intéressantes considérations sur l'intérêt actuel de cet important ouvrage de l'Américain Henry Demarest Lloyd, paru en 1894). [*Ibid.*, octobre 1944.] — Frederic L. Paxson. The highway movement, 1916-1935. [*Ibid.*, janvier 1946.] — Marc-André Béra. Propagande américaine (l'image de l'histoire de son pays donnée par un poète des États-Unis, Stephen Vincent Benet). [*Annales*, janvier-mars 1946.] — Jean Gottmann. L'essor des États-Unis et l'économie d'après-guerre (excellente mise au point). [*Ibid.*, avril-juin 1946.] — Louis-R. Franch. Les grands courants du syndicalisme américain de la guerre à la reconstruction. [*Pol. étr.*, août 1946.]

Paul Nicolle. Problèmes de guerre : un commentaire de Lénine sur Clausewitz (à propos du livre de B. C. Friedl : Les fondements théoriques de la guerre et de la paix en U. R. S. S.). [*Annales*, avril-juin 1946.] — Georges Friedmann. Au cœur de la grande aventure soviétique : les combinats ouralo-sibériens et l'avenir industriel de l'U. R. S. S. [*Ibid.*, janvier-mars 1946.] — Général Niessel. L'instruction des troupes en U. R. S. S. et la préparation à la guerre. [*R. de Déf. nat.*, septembre 1946.]

Ernest Posner. Public records under military occupation (1940-1944). [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1944.] — Commandant Frat. Opérations combinées. Un exemple : l'expédition de Norvège. [*R. de Déf. nat.*, septembre 1946.] — Général Jaubert. L'évolution du génie pendant la guerre. [*Ibid.*, août 1946.] — Jules Basdevant. Le veto dans l'organisation des Nations unies. [*Pol. étr.*, août 1946.]

Henri Brunschwig. Propos sur les Allemagnes. [*Annales*, janvier-mars 1946.] — Franklin L. Ford. The twentieth of July in the history of the german resistance (il s'agit de l'attentat manqué contre Hitler le 20 juillet 1944). [*Am. Hist. Rev.*, juillet 1946.]

Jean Chardonnet. Le problème danubien. [*R. de Déf. nat.*, août 1946.]

B. Nikitine. Problème kurde. [*Pol. étr.*, juillet 1946.]

Paul Mus. L'Indochine en 1945. [*Ibid.*, août 1946.] — Louis Yvon. La résistance chinoise et ses incidences actuelles. [*Ibid.*] — Pierre Georges. L'Extrême-Orient soviétique. [*Ibid.*, juillet 1946.] — Guy Doret. Notes sur la politique américaine au Japon. [*Ibid.*]

## CHRONIQUE

### NÉCROLOGIE

GERMAINE ROUILLARD

Nous avons le regret d'apprendre la nouvelle du décès de Germaine Rouillard, emportée à la suite d'une longue maladie, le 1<sup>er</sup> septembre dernier, après une vie de labeur consacrée à l'étude de la papyrologie grecque et de la diplomatie byzantine, qu'elle enseignait depuis de longues années à l'École des Hautes-Études. Les thèses de doctorat qu'elle avait soutenues en Sorbonne en 1923 : *Les papyrus grecs de Vienne*, et surtout *L'administration civile de l'Égypte byzantine*, avaient montré tout ce qu'on pouvait attendre de sa méthode d'exposition et de sa grande érudition. Ce dernier livre, réédité luxueusement en 1928, est un commentaire vivant de l'Édit XIII de Justinien, qui réorganisa l'Égypte, à l'aide de sources papyrologiques qui lui permirent de décrire dans le menu détail la vie locale et les institutions du peuple égyptien. Elle était ainsi bien préparée à l'étude des documents d'archives que Gabriel Millet avait fait photographier dans les monastères de l'Athos et, en 1937, elle publia, avec Paul Collomp, assassiné six ans plus tard par un soldat allemand, le premier volume des *Actes de Lavra*. Entre temps, son étude consciencieuse des sources lui permettait d'apporter une précieuse contribution à l'histoire des institutions byzantines par de savants articles publiés dans divers mélanges jubilaires et dans diverses revues. Elle a enrichi ainsi l'histoire économique de Byzance par des études telles que *Les taxes maritimes et commerciales d'après les actes de Patmos et de Lavra* (Mélanges Diehl, 1930), *La dîme des bergers valaques sous Alexis Comnène* (Mélanges Iorga, 1933), *L'épibolé au temps d'Alexis Comnène* (Byzantion, X, 1935), *Le recensement des terres sous les premiers Paléologues* (Byzantion, XII, 1937). Enfin, son étude intitulée : *Un grand bénéficiaire sous Alexis Comnène, Léon Kephala* (Byzantinische Zeitschrift, 1930) est une page d'histoire politique et sociale très nouvelle. Tous ces travaux ont fait époque, ils seront consultés longtemps et la perte de leur auteur est un véritable deuil pour les études françaises d'histoire byzantine.

LOUIS BRÉHIER.

SIR JOHN CLAPHAM (1873-1946)

La mort de Sir John Clapham est vivement ressentie par les historiens français avec lesquels il s'était empressé, dès notre libération, de renouer les liens. Il nous laisse une œuvre de grande portée. Né en 1873, il a passé sa longue carrière presque tout entière au King's College de Cambridge, où il fut tour à tour étudiant, fellow, tuteur, lecteur, avant d'occuper la chaire créée pour lui d'histoire économique. Il s'occupait aussi activement de l'administration de son grand collège, dont il est resté le directeur adjoint jusqu'à sa mort.

Il a pris de même une grande part aux publications historiques qui font la gloire de Cambridge, donnant des chapitres importants à la *Cambridge Modern History*, la *Cambridge History of British Foreign Policy*, la *Cambridge Medieval History*, la *Cambridge History of the British Empire*, et il avait enfin assumé la direction d'une *Cambridge Economic History of Europe*, dont la guerre ne l'a pas empêché de faire paraître en 1942 le premier volume.

L'influence de son maître, Lord Acton, avait d'abord orienté ses travaux vers la Révolution française, et il publiait sur l'Abbé Sieyès un ouvrage, aujourd'hui presque introuvable, qui fut longtemps la plus sérieuse étude d'un homme de premier plan. Après la guerre de 1914, où il avait servi au Board of Trade, il donnait un tableau magistral du *Economic Development of France and Germany*, entre 1815 et 1914.

Mais déjà il préparait son œuvre maîtresse, l'*Histoire économique de l'Angleterre moderne*, qui l'occupa pendant trente ans et parut en trois volumes, de 1926 à 1938 : le premier consacré aux années 1820-1850 ; le second à la période 1850-1886 et le troisième atteignant 1914, avec un épilogue qui mène l'analyse jusqu'en 1929. L'ouvrage s'impose à l'admiration et à la confiance des historiens par une extrême abondance de faits jointe à une remarquable prudence dans les conclusions. On a pu reprocher à Clapham une réserve excessive dans l'énoncé de vues générales, mais l'emploi de ce qu'on a pu qualifier de « pointillisme » ne l'empêche pas de donner au lecteur une vue claire des ensembles et des caractéristiques de chaque période. Qu'on relise, par exemple, les pages décrivant l'économie de l'Angleterre au milieu du siècle pour constater le soin qu'il a mis à mesurer les effets des transformations économiques sur la société, marquer la persistance de la vie rurale et dégager l'influence révolutionnaire du développement des voies ferrées.

Cette œuvre était à peine achevée que Clapham entreprenait d'écrire pour le 250<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Banque d'Angleterre une *History of the Bank of England*, publiée en deux volumes (1944). Il y fait un large et judicieux usage des archives, dont l'accès lui fut ouvert, et son livre éclaire tout le développement économique de l'Angleterre depuis la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Sur les rapports de la Banque avec les hommes d'affaires, ceux de Londres avec la province et ceux des établissements de crédit avec l'institution centrale, ses informations sont infiniment instructives.

Bien qu'il sortît peu de son Cambridge, sa réputation était grande au dehors. Il était docteur de Harvard. Il présidait depuis 1940 la « British Academy ». Il avait noué en France d'étroites amitiés et, durant ces dernières années, s'informait très souvent de Marc Bloch avec une intense et affectueuse émotion. Ceux qui ont écouté les deux belles conférences qu'il a données en 1939 dans la salle Louis Liard garderont très vivant le souvenir d'un homme qui a beaucoup contribué à faire reconnaître à l'histoire économique, comme discipline et comme enseignement, la place qui lui revient.

Paul VAUCHER.

**France.** — On annonce la mort, vraisemblablement à Auschwitz, victime de la barbarie nazie, du professeur Gaston Cahen. Né à Versailles en 1877, M. Gaston Cahen s'était, dès son jeune âge, orienté vers la carrière de l'enseignement, et particulièrement vers l'histoire.

Dès 1902, le ministère de l'Instruction publique le chargea d'une mission scientifique en Russie. Il en repartira après avoir consacré de nombreuses études aux relations russo-chinoises, telles que le *Livre de comptes de la caravane russe à Pékin*

en 1727-1728 (Paris, Alcan, 1911), ou l'*Histoire des relations de la Russie avec la Chine sous Pierre le Grand (1689-1730)*, qui obtint le prix Stanislas Julien en 1912.

L'Orient n'était pas seul à attirer cet érudit. En effet, en 1904, Gaston Cahen partait pour Hanoï, où il fut pensionnaire de l'École française d'Extrême-Orient. Il y fut atteint d'une typhoïde qui, mal soignée, le rendit presque aveugle.

Reçu docteur ès lettres en 1912, la Grande Guerre le vit chargé de conférences à l'Université de Toulouse.

Sitôt l'armistice, Gaston Cahen partit à nouveau pour l'étranger. Le ministère des Affaires étrangères le chargea d'une mission en Bulgarie. Il y fonda, en 1921, l'Institut français de Sofia, qui, par ses aménagements (salles de conférences, de lecture, etc., etc.), est devenu l'un des plus beaux des Balkans.

Infirmes, déjà à moitié épuisé, Gaston Cahen regagna la France pour se consacrer alors à l'enseignement de l'histoire. Il fut nommé au lycée de Beauvais et consacra ses loisirs à des articles et comptes-rendus publiés dans la *Revue historique*, la *Bibliographie géographique de la Bulgarie*, etc. Il réunit une collection de projections relatives à l'histoire de l'Art français avec séries étrangères correspondantes, collection qu'il légua au Musée Pédagogique dès 1938.

La deuxième guerre mondiale le trouva affaibli et malade. C'est alors que les Allemands occupèrent son domicile, saisirent ses collections et le déportèrent lui-même vers une destination inconnue, d'où il n'est jamais revenu (1944).

Gaston Cahen nous a donné l'exemple d'une vie tout entière consacrée aux études historiques et laisse une œuvre solide et durable.

— De décembre 1946 à janvier 1947 s'est tenue à l'Hôtel des Monnaies une Exposition des médailles de la Révolution française et de la Première République. Avec les ressources de la Monnaie, du Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale et du musée Carnavalet — pourquoi les Archives nationales n'ont-elles pas été invitées à collaborer? — on a pu organiser d'admirables vitrines remplies d'œuvres d'art, de frappes populaires, et aussi de monnaies. Le catalogue, préfacé par M. Jean Babelon, décrit toutes ces richesses — richesses même ces assignats et ces mandats territoriaux qui s'insèrent entre les monnaies de l'Ancien Régime et les billets de banque du Consulat. C'est une admirable leçon d'histoire, d'art et d'économie politique qui a été ainsi dispensée aux visiteurs du quai Conti.

Georges BOURGIN.

— La *Revue historique* est heureuse de signaler que *Le Moyen Age*, dont la publication, sous le régime de l'occupation allemande, n'avait plus été autorisée à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1942, a recommencé à paraître, chaque trimestre, en 1946<sup>1</sup>. Malheureusement, Maurice Wilmotte, qui fut le dernier survivant des fondateurs de cette revue et son véritable animateur dans la période de 1930 à 1941, n'a survécu que quelques mois à la mesure qui avait frappé son périodique.

La nouvelle direction est assurée, à côté de l'ancien associé de Wilmotte, M. Léon LEVILLAIN, qui reste, pour la France, directeur de la section historique et archéologique, par M. Fernand VERCAUTEREN, professeur à l'Université de Liège, comme directeur de la même section pour la Belgique, et, comme directeurs de la section philologique, pour la France, M. Robert BOSSUAT, professeur à

1. Éd. de la Renaissance du Livre, 12, place du Petit-Sablon, à Bruxelles.



l'École nationale des chartes, et, pour la Belgique, M. Maurice DELBOUILLE, professeur à l'Université de Liège. Ces quatre directeurs sont assistés des trois secrétaires de la rédaction, M<sup>me</sup> Rita LEJEUNE, chargée de cours à l'Université de Liège, M. BOUTEMY, chargé de cours à l'Université de Bruxelles, et M. Marcel THOMAS, archiviste paléographe, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale de Paris.

En élargissant ainsi son Comité de publication, *Le Moyen Age* entend garder son caractère original de périodique franco-belge et accroître son activité scientifique.

Comme par le passé, la Revue publiera, en français, des articles d'érudition, des comptes-rendus et une chronique.

— A l'occasion du centenaire de la restauration de l'Université de Poitiers en 1845, la Faculté des lettres de cette Université a publié un volume de *Mélanges littéraires et historiques* (Paris, Les Belles-Lettres, 1946, in-8°), où nous distinguons : J.-R. CARRÉ, *Le bon sens d'un gentilhomme poitevin, René Descartes*; — A. FAUCONNET, *Oswald Spengler a-t-il été national-socialiste?* — J.-M. Tournéur-Aumont, *Les douze pratiques de l'histoire*; — A. LATREILLE, *Les origines de la Petite Église du Poitou*; — J. LAUDAUD, *Physionomie de Brantôme*; — R. CROZET, *Les grandes étapes de l'architecture romane en Poitou*; — H. BARDON, *Recherches sur la formation de Tacite*; — R. CANTAL, *Un roi de Portugal réfugié en Poitou au XVI<sup>e</sup> siècle*; — FEUILLÂTRE, *Les emprunts de Montaigne à Hérodote dans l'Apologie de Raymond Sebonde*; — R. MÉMAIN, *Cuistres et bedeaux : petits échos de la querelle dans l'Académie de Poitiers (1840-1850)*; — R.-A. MEUNIER, *Charles VII et la genèse du culte de Jeanne d'Arc (Poitiers, mars-avril 1429)*.

G. BN.

— On signale la constitution d'une Société d'histoire religieuse, qui, sous le titre de « Les amis des Cordeliers », consacrera son activité à l'étude du franciscanisme. Déjà en est prévue l'édition d'une publication spéciale, appelée *Cahiers des Cordeliers*.

NOTES D'ARCHIVES. — *Archives nationales*. — La deuxième partie du t. I de l'*Inventaire analytique des aveux rendus à la Chambre de France*, de M. Léon MINOT, est enfin publiée (Melun, Impr. administrative, 1945, in-8°, 7 36 p.). Enorme travail, indispensable pour l'utilisation commode de l'*Inventaire*. Mais pourquoi des caractères si gros et des espaces si abondants, en un temps où le papier est si rare?

*Alpes-Maritimes*. — A signaler trois publications d'inventaires : par MM. L. IMBERT et C. BIANCHI, *le Répertoire numérique de la série Q* (Cannes, impr. Ægitna, 1940, in-4°, 72 p.). Consacrée aux biens nationaux et à l'administration de l'enregistrement, des domaines et de l'insinuation pendant la première administration française (1792-1814), le régime sarde (1814-1860) et de nouveau le régime français; l'introduction de M. Imbert ne manque pas d'intérêt pour l'histoire des institutions; — par M. L. IMBERT, *l'État sommaire des registres notariaux conservés dans le dépôt* (Cannes, impr. Ægitna, 1941, in-8°, 23 p.), qui énumère les collections par localité d'exercice et fournit la table générale des notaires dans l'ordre alphabétique; la plupart des collections remontent au XVI<sup>e</sup> siècle, plusieurs au XIV<sup>e</sup>; — par M. Ernest HILDESHEIMER, successeur de M. Imbert, *Le répertoire numérique des archives communales de Venise* (Cannes, impr. Ægitna, 1945, in-8°, vii-46 p.), précédé d'une courte notice historique et d'une utile bibliographie vénétienne. La notice souligne certains faits d'histoire démographique et économique.

**Cher.** — M. Paul CRAVAYAT, continuant la tâche de M. Jarry, a publié l'*Inventaire sommaire de la série E, Supplément* (Bourges, arch. dép. du Cher, 1943, in-4°, 428 p.). On y décrit — en fait, on analyse — les registres de baptêmes, mariages et inhumations de trois communes du département portant le même nom de Neuvy : Neuvy-Deux-Cloches, Neuvy-le-Barrois, Neuvy-sur-Barangeon. Étalées de 1657 à 1792, les mentions sont naturellement très nombreuses : valent-elles toutes d'être publiées, c'est discutable, et l'utilisation, toute table manquant, est bien incertaine. Saluons cependant ce beau labeur archivistique. Comme introduction, les auteurs de l'inventaire fourniront quelques données très sommaires sur les sources et la bibliographie historique concernant les trois communes en questions.

**Côte-d'Or.** — Œuvre posthume et solide, le *Répertoire critique des anciens inventaires des archives de la Côte-d'Or* de Ferdinand CLAUDON (Dijon, impr. Jubard, 1942, in-8°, 296 p.) donne, dans l'ordre alphabétique des lieux, personnes ou institutions, la liste des moyens de recherche susceptibles d'être utilisés aux archives de ce département. Les notices sont établies avec le plus grand soin et fournissent d'utiles notations historiques. La table terminale est un modèle de précision et de commodité.

**Eure.** — MM. L. VULSON et M. HOUDIERE ont donné pour la *Série S* de l'Eure (ponts et chaussées, mines et carrières, chemins de fer et autres moyens de transport) un *Répertoire numérique* (Évreux, impr. Henri Dévé, 1946, in-4°, 13 p.) qui rendra des services. Évidemment, les dossiers anciens ont disparu, du fait de l'incendie de 1911, et, de ce fait, nous n'avons plus les papiers concernant les grandes voies de communication des généralités de Rouen et d'Alençon. Telle qu'elle est, la série répertoriée est assez riche pour l'histoire des voies ferrées et de la police routière.

**Finistère.** — M. Henri WAQUET, archiviste en chef, a donné pour ce département un *Répertoire numérique de la série A* (Quimper, impr. Bargain, 1945, in-4°, 15 p.), qui décrit les 187 articles de cette série, particulièrement riche en documents sur le domaine royal. Ce répertoire est muni — comme ils devraient l'être tous — d'un index alphabétique.

**Hérault.** — L'énorme inventaire de la *Cour des comptes, aides et finances du Languedoc*, dû à M. DE DAINVILLE, continue de paraître selon un rythme acceptable : en 1940, la 2<sup>e</sup> partie du t. IV (Montpellier, Laffitte-Lauriol, 1940, in-4°, col. 642 à 2126) s'appliquant à environ 6,000 articles de procès divers (logements des gens de guerre, domaines, fermes et gabelles, messageries royales de Montpellier à Toulouse, groupe des cotes où l'on trouve des renseignements abondants sur le commerce local pendant près de vingt ans) ; en 1945, le t. V (Montpellier, Laffitte-Lauriol, 1945, in-4°, IV, col. 2-346), consacré aux comptabilités soumis à la Chambre ou au Bureau des comptes (comptes des diocèses, et comprenant, les commissions délivrées aux diocèses, les « assiettes », les « états au vrai » et les pièces comptables). On sent dans la notice écrite par M. de Dainville en tête de ce t. V qu'il connaît merveilleusement les institutions financières du Languedoc : quand en écrira-t-il l'histoire, dont il connaît très bien les sources ?

M. de Dainville, qui est un des *grands* archivistes du moment, et qui, à la science érudite, sait joindre un sens poussé de la beauté et une connaissance délicate de la langue. On trouvera toutes ces qualités dans le fascicule I de son catalogue des *Empreintes des cachets conservées aux archives de l'Hérault* (Montpellier, Laffitte-Lauriol, 1944, in-8°, xx-151 p., prix non indiqué), qui donne, avec une notice des

dites empreintes, un dessin très soigné dont l'auteur est l'archiviste lui-même; l'introduction, qui retrace les traits principaux de l'évolution d'un genre d'art très particulier, est pleine de fines réflexions, non seulement archéologiques, mais psychologiques et historiques.

*Ille-et-Vilaine.* — A M<sup>me</sup> YVONNE MARCEIL, sous-archiviste principale, est dû un *Répertoire numérique de la série K* (Rennes, Impr. réunies, 1946, in-4°, 7 p.). En dehors des délibérations du Conseil de préfecture (12 K), je ne vois pas pourquoi on a tenu à répertorier les collections imprimées, qui figurent dans tous les dépôts d'archives, du *J. O.*, du *Moniteur universel*, du *B. des L.*

*Landes.* — Voici un inventaire d'un fonds révolutionnaire. C'est le *Répertoire numérique de la série Z* des archives départementales des Landes, dû à M. J. MANGIN, archiviste départemental (Mont-de-Marsan, impr. Jean Lacoste, 1946, in-4°, 38 p.). Un avertissement d'une page indique en gros les travaux qui reposent sur ce fonds, lequel a, paraît-il, un certain intérêt pour l'histoire économique et sociale.

*Marne.* — M. René GANDILHON, archiviste en chef, a établi un énorme et fort utile *Répertoire numérique de la série O* de son dépôt (Châlons-sur-Marne, archives de la Marne, 1946, in-4°, Lxv-615 p.). Il s'agit essentiellement de l'administration communale, du personnel communal, du service vicinal. L'introduction comporte une liste fort utile des modifications survenues après 1800, dans la liste des communes marnaises. Le volume comporte une table onomastique considérable. En somme, publication qui répond à toutes les exigences et fait honneur à son auteur.

Du même, signalons le *Catalogue des publications périodiques conservées aux archives de la Marne* (Châlons-sur-Marne, archives, 1945, in-8°, 194 p.). Publication certainement utile, qui constitue un répertoire, en particulier, des journaux, des almanachs, des feuilles locales dont le développement s'impose pour l'étude de tel ou tel phénomène local. En tête, M. Gandilhon a imprimé le très court *Répertoire numérique de la sous-série 20 T* (Régie du dépôt légal).

*Puy-de-Dôme.* — De M. P.-F. FOURNIER, archiviste en chef, signalons le *Répertoire du fonds de la baronnie de Saint-Angel (Corrèze)* (Clermont-Ferrand, archives départementales, 1944, in-8°, 24 p.). Il s'agit d'un chartier et de pièces annexes intégrés à la série E du dépôt du Puy-de-Dôme et qui fournissent d'utiles données sur l'existence d'une seigneurie et d'un prieuré — souvent en lutte — au cours des âges.

*Rhône.* — Le t. III de l'*Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790 du Rhône, archives ecclésiastiques*, s'applique à l'*Ordre de Malte, langue d'Auvergne* (Lyon, Impr. nouvelle lyonnaise, 1945, in-4°, 225 p.). Il est dû à feu Claude FAURE, et c'est dire que ce travail est remarquablement établi. Mais pourquoi nulle notice introductive par le successeur de M. Faure? Il est vrai que celui-ci est décédé, mais depuis peu.

*Seine-et-Marne.* — M. Jean HUBERT a dressé le *Répertoire numérique de la série H* des archives de Seine-et-Marne (Melun, Impr. administrative, 1939, in-4°, 7 p., 164 col., plus table non paginée). L'introduction est brève, mais d'un très grand intérêt bibliographique. M. Hubert, qui veut être le chef d'un « office de documentation régionale », essaie, en effet, de venir à l'aide des chercheurs, et, outre ces renseignements bibliographiques liminaires, il a eu l'excellente idée de faire suivre l'inventaire de chaque fonds d'abbaye, de prieuré ou de couvent de la liste des ouvrages et articles qui ont été publiés à leur sujet : idée excellente, à laquelle on ne saurait trop applaudir.

G. BN.

## LISTE DES LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE HISTORIQUE

*Les volumes dont le format n'est pas indiqué sont in-8° ; le nom de Paris n'est pas ajouté pour ceux qui ont paru chez des libraires de cette ville.*

- Abbott (Nabia).** Aishah, the beloved of Mohammed. Chicago, The University of Chicago Press, 1944, xiv-230 p. Prix : 2 dollars 50.
- Acomb (Evelyn M.).** The french laic laws, 1879-1889. New-York, Columbia University Press, 1941, 282 p.
- Adamson (John William).** The « Illiterate Anglo saxon » and other essays on education, medieval and modern. Cambridge University Press, 1946, viii-168 p. Prix : 12 s. 6 d.
- Aldington (Richard).** Wellington. Londres, W. Heinemann, 1946, 378 p. Prix : 18 s.
- Amatucci (Aurelio Giuseppe).** Domitilla, Elena madre di Costantino. Rome, Reale istituto di studi romani, 1945, 22 p.
- Ammerbach** Korrespondenz (Die) ; éd. par Alfred Hartmann. T. II : Die Briefe aus den Jahren 1514-1524. Bâle, Verlag Universitätsbibliothek, 1943, 544 p. et pl.
- Amrein (Wilhelm).** Urgeschichte der Vierwaldstätter Sees und der Innerschweiz. Aarau, Sauerländer, 1939, 184 p., cartes, ill.
- Anchel (Robert).** Les Juifs de France. J.-B. Janin, 1946, 296 p. Prix : 280 fr.
- Anderson (Eugene Newton).** Nationalism and the cultural crisis in Prussia, 1806-1815. New York, Farrar and Rinehart, 1939, xii-303 p. Prix : 2 dollars 50.
- (Pauline Relyee). The background of anti-english feeling in Germany, 1890-1902. Washington, The American University Press, 1939, xxiv-382 p.
- Aptheker (Herbert).** Essays in the history of the American negro. New York, International publishers, 1945, viii-216 p. Prix : 2 dollars.
- Arab archery,** an arabic manuscript of about A. D. 1500 *A look on the excellence of the bow and arrow and the description thereof* ; traduit et édité par Nabib Amin Faris et Robert Potter Elmer. New Jersey, Princeton University Press, 1945, xii-182 p. Prix : 3 dollars.
- Archives d'histoire dominicaine,** t. I. Les Editions du Cerf, 1946, 260 p.
- Aubarède (Gabriel).** La révolution des saints, 1520-1536. Gallimard, 1947, 200 p. Prix : 138 fr.
- Augustin-Thierry (A.).** Masséna, Penfant gâté de la victoire. Albin Michel, 1947, 350 p., ill. Prix : 300 fr.
- Barnes (Donald Grove).** George III and William Pitt, 1783-1806. A new interpretation based upon a study of their unpublished correspondence. Stanford University Press (Cal). Londres, Oxford University Press, 1939, xiv-512 p. Prix : 5 dollars.
- Basin (Thomas).** Histoire de Charles VII. T. II : 1445-1450 ; édité et traduit par Charles Samaran et Henry de Surirey de Saint-Remy. Les Belles-Lettres, 1946, 366 p. Prix : 120 fr. (Les Classiques de l'histoire de France au Moyen-Age.)
- Bassette (Louis).** Jean de Caulet, évêque et prince de Grenoble, 1693-1771. Grenoble, Ed. de la Revue des Alpes, 1946, 206 p.
- Bayard (Ralph).** Lone-star vanguard. The catholic re-occupation of Texas, 1838-1848. Saint-Louis, The Vincentian press, 1945, xiv-454 p., 4 pl.
- Beauchamp (Maurice).** Libération de La Rochelle. Vie et utilisation de ses ports. La Rochelle, Ed. F. Pijollet, 1945, 40 p.
- Beik (Paul H.).** A judgment of the old regime, being a survey by the Parlement of Provence of french economic and fiscal policies at the close of the Seven years War. New York, Columbia University Press, 1944, 290 p.
- Benham (Frederic).** Great Britain under protection. New York, The Macmillan Cy, 1941, xvi-272 p. Prix : 2 dollars 50.
- Berbain (Simone).** Études sur la traite des noirs au golfe de Guinée. Le comptoir français de Juda (Ouidah) au XVIII<sup>e</sup> siècle. Larose, 1942, 128 p. (Mémoires de l'Institut français d'Afrique du Nord, n° 3.)
- Berl (Emmanuel).** Histoire de l'Europe. II : L'Europe classique. Gallimard, 1947, 300 p., 4 dépliant hors texte. Paris : 250 fr.
- Bernardet (Dom Edmond).** Mélanges d'his-

- toire savoyarde. I. Grenoble, Éd. de la *Revue des Alpes*, 1943, 48 p.
- Biaudet (Jean-Charles)*. La Suisse et la monarchie de Juillet, 1830-1838. Lausanne, Roth, 1941, XLVIII-558 p.
- Binaghi (Rinaldo)*. La metallurgia ai tempi dell'impero romano. Rome, Reale Istituto di studi romani, 1946, 22 p. et 4 pl. hors texte.
- Bischoff, S. J. (William N.)*. The Jesuits in old Oregon, 1840-1940. Caldwell (Idaho), The Caxton printers, 1945, xx-258 p. Prix : 3 dollars.
- Black (C. E.)*. The establishment of constitutional government in Bulgaria. Princeton University Press, 1943, x-344 p. Prix : 3 dollars 75.
- Blet (Henri)*. Histoire de la colonisation française. I : Naissance et déclin d'un Empire. Des origines à 1815. Grenoble, Arthaud, 1946, 336 p.
- Bloch (Raymond)*. Les origines de Rome. Les Presses universitaires de France, 1946. (Coll. *Que sais-je?* n° 216.)
- Boell (Jacques)*. S. E. S. Éclaireurs-skiieurs au combat, 1940-1944-1945. Grenoble, Arthaud, 1946, 354 p., ill. Prix : 210 fr.
- Bonjour (Edgar)*. Englands Anteil an der Lösung des Neuenburger Konflikts 1856-1857. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1943, 104 p.
- *Geschichte der schweizerischen Neutralität. Drei Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*. Ibid., 1946, 434 p.
- Boulet (Marguerite)*. Questions Johannis Galli. De Boccard, 1944, CLXXVI-560 p. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 156.)
- Boutruche (Robert)*. Une société provinciale en lutte contre le régime féodal. L'alleu en Bordelais et en Bazadais du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Rodez, impr. P. Carrère, 1947, 278 p.
- Brinson (Crane)*. The United States and Britain. Cambridge (Mass.). Harvard University Press, 1945, xii-306 p. Prix : 2 dollars 50.
- Brodie (Bernard)*. Sea power in the machine age. Princeton University press. Londres, Oxford University Press, 1943, viii-462 p. Prix : 3 dollars 75.
- Brown (Benjamin H.)*. The Tariff reform movement in Great Britain, 1881-1895. New-York, Columbia University Press, 1943, xii-170 p.
- *(Weldon A.)*. Empire or Independence. A study in the failure of reconciliation, 1774-1783. Baton Rouge, Louisiana University Press, 1941, x-338 p. Prix : 3 dollars.
- Bruun (Geoffrey)*. Clemenceau. Cambridge (Mass.). Harvard University Press, 1944, 226 p. Prix : 3 dollars.
- Bruwaene (Martin van den)*. Études sur Ciceron. Bruxelles, L'Édition universelle, 1946, 112 p.
- Bryson (Gladys)*. Man and society : the scottish inquiry of the eighteenth century. Princeton (N. J.), Princeton University press, 1945, xvi-287 p. Prix : 3 dollars.
- Budapest Régisgei. Régészeti és történeti évkönyv ; publ. par Nagy Lajos et Zakarida G. Sándor. Budapest, A. Székesfőváros Kiadása, 1943 et 1945, 576 et 600 p.
- Burckhardt (Paul)*. Geschichte der Stadt Basel, von der Zeit der Reformation bis zur Gegenwart. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1942, xii-408 p.
- Cailliet (Emile)*. La tradition littéraire des idéologues. Philadelphie, The American philosophical society, 1943, xxii-322 p. Prix : 4 dollars.
- Calderini (Aristide)*. Le donne dei Severi. Rome, Reale istituto di studi romani, 1945, 20 p.
- Calmès (Albert)*. Histoire contemporaine du grand-duché de Luxembourg. T. III : La Restauration de Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas. L'ère Hassenpflug, 1839-1840. Bruxelles, L'Édition universelle ; Luxembourg, impr. Saint-Paul, 1947, 424 p.
- Carré (Lieutenant-colonel Henri)*. François Martin, fondateur de l'Inde française. Éd. de Fontenelle, 1946, x-236 p. Prix : 125 fr.
- Carrington (Philip)*. The primitive christian catechism. A study in the Epistles. Cambridge University Press, 1940, xii-96 p. Prix : 7 s. 6 d.
- Carron (Lucien)*. Nuits sans aube. Récits de guerre. Paris et Grenoble, Arthaud, 1946, 304 p.
- Carter (George F.)*. Plant geography and culture history in the American Southwest. New-York, Viking fund publications, 1945, 140 p.
- Carton de Wiart (Comte H.)*. Beernaert et son temps. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1945, 148 p. Prix : 25 fr. belges. (Notre Passé.)
- Cavaillès (Henri)*. La route française, son histoire, sa fonction. Étude de géographie humaine. A. Colin, 1946, 400 p.
- Chamine*. Suite française, la conjuration d'Alger. Albin Michel, 1946, 446 p. Prix : 210 fr.
- Chevalier (Michel)*. Lettres sur l'Amérique du Nord. Extraits, publiés par Robert G. Mahieu. Princeton University Press, 1944, xx-52 p.
- Cheyne (Henry)*. Carnet de route d'un mé-



- decin de l'avant. Grenoble, Arthaud, 1946, 172 p.
- Corradi (Giuseppe)*. Cornelia e Sempronio. Rome, Istituto di studi romani, 1946, 36 p.
- Creushaw (Ollinger)*. The slave states in the presidential election of 1860. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1945, 332 p.
- Crouse (Nellis M.)*. French pioneers in the West Indies, 1624-1664. New-York, Columbia University Press, 1940, 294 p.
- The French struggle for the West Indies, 1665-1713. Ibid., 1943, 324 p.
- Crouzil (Lucien)*. Quarante ans de séparation, 1905-1945. Paris et Toulouse, Didier, 1946, 326 p.
- Crusoe*. Vicissitudes d'une victoire. Les Éditions de l'âme française, 1946, 160 p. Prix : 100 fr.
- Cummins (Cedric C.)*. Indiana public opinion and the world war, 1914-1917. Indianapolis, Indiana historical bureau, 1945, xviii-292 p.
- Curti (Merle)*. The roots of American loyalty. Columbia University Press, 1946, xii-268 p.
- Custine (Marquis de)*. Lettres de Russie. Les Éditions de la Nouvelle France, 1947, 370 p. Prix : 200 fr.
- Dahl (Folke)*. Dutch Corantos, 1619-1650. A bibliography illustrated with 334 facsimile reproductions of Corantos printed, and an introductory essay on 17th century stop press news. La Haye, Bibliothèque royale, 1946, gr. in-4°, 88 p. et 166 pl.
- Daniels (Josephus)*. The Wilson era, years of war and after, 1917-1923. Chapel Hill (N. C.). The University of North Carolina Press, 1946, xviii-654 p. Prix : 4 dollars.
- Dardel (Pierre)*. Études d'histoire économique. Holker-Guillibaud et Morris, 1752-1791. Manufacture royale de velours et draps de coton de Rouen. Manufacture d'apparets à la manière anglaise. Rouen, impr. Lainé, 1942, 56 p.
- Études d'histoire économique. La société « Hellot et Massac », 1756-1770. manufacture royale de mousselines. Ibid., 1942, 20 p.
- Le trafic maritime de Rouen aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles. Essai statistique. Ibid., 1946, 140 p. et graphiques.
- Dauzat (Albert)*. La vie rurale en France. Les Presses universitaires de France, 1946, 136 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 242.)
- Day (John)*. An economic history of Athens under roman domination. New York, Columbia University Press, 1942, xii-300 p.
- Declaration of Independence (The). The evolution of the text as shown in facsimiles of various drafts by its author *Thomas Jefferson*, by *Julian P. Boyd*. Princeton University Press, 1945, 46 p., X pl.
- Decugis (Henri)*. Les étapes du droit, des origines à nos jours ; 2<sup>e</sup> éd. refondue et augmentée. Librairie du Recueil Sirey, 1946, 436 et 450 p. Prix : 750 fr.
- Delanglez, S. J. (Jean)*. Il Rio del Espíritu Santo. An essay on the cartography of the Gulf Coast and the adjacent territory during the 16th and 17th centuries. New York, The United States catholic historical century, 1945, xiv-182 p.
- Delavignette (Robert) et Julien (Ch.-André)*. Les constructeurs de la France d'outremer. Corrèa, 1946, 526 p. (Coll. *Les Grandes professions*.)
- Deléage (André)*. La capitulation du Bas-Empire. Mâcon, impr. Protat, 1945, 304 p.
- Dewitt (Norman J.)*. Urbanization and the franchise in roman Gaul. Lancaster, 1940, vi-72 p. (Dissertation de The Johns Hopkins University.)
- Documents diplomatiques français (1871-1914). 2<sup>e</sup> série : 1901-1911. T. IX, 1<sup>re</sup> partie (16 janvier-1<sup>er</sup> mars 1906). 2<sup>e</sup> partie (2 mars-7 avril 1906). Impr. nationale, Alfred Costes, 1946, Lxi-444 p. + 30 p. en 2 vol.
- Documents on British foreign policy, 1919-1939 ; éd. par *E. L. Woodward et Rohan Butler*. Second series, vol. I. Londres, His Majesty's stationery office, 1946, xxxvi-604 p. Prix : 21 s.
- Documents secrets du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne ; trad. du russe par *Madeleine et Michel Eristov*. I : Turquie. Éd. Paul Dupont, 1946, 130 p. Prix : 75 fr.
- Dohaerd (Renée)*. L'expansion économique belge au Moyen-Age. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1946, 122 p., ill. (Coll. *Notre passé*.)
- Doumenc (général d'armée A.)*. Le mémorial de la terre de France. Contribution à l'histoire militaire de nos provinces. Champagne, Bourgogne, Lorraine, Alsace. Grenoble, Arthaud, 450 p., ill.
- Droz (Jacques)*. Histoire de l'Autriche. Les Presses universitaires de France, 1946, 128 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 222.)
- Ducos (Hippolyte)*. Le service de santé militaire en France, 13 septembre 1939-10 mai 1940. Charles-Lavauzelle, 1946, 216 p. Prix : 110 fr.
- Dulles (Foster Rhea)*. China and America. The story of their relations since 1784.

- Princeton University Press, 1946, vii-277 p. Prix : 2 dollars 75.
- Dulles (Forster Rhea)*. The road to Teheran. The story of Russia and America, 1781-1943. Ibid., 1945, viii-280 p. Prix : 2 dollars 50.
- Dumont (Georges-H.)*. Léopold III, roi des Belges. Comptoir général d'édition, 1946, 300 p.
- Dunaway (Wayland Fuller)*. A history of Pennsylvania. New York, Prentice-Hall, 1944, xxiv-828 p.
- The Scotch-Irish of colonial Pennsylvania. Chapel Hill. The University of North Carolina Press, 1944, viii-274 p. Prix : 3 dollars.
- Earle (Edward Mead)*. Makers of modern strategy. Military thought from Machiavelli to Hitler. Princeton University Press, 1944, xii-554 p. Prix : 3 dollars 75.
- Early Gild records of Toulouse; édité par Sister Mary Ambrose Mulholland. New York, Columbia University Press, 1941, lii-194 p.
- Ellis (John Tracy)*. Cardinal Consalvi and anglo-papal relations, 1814-1824. Washington, The Catholic University of America Press, 1942, xii-202 p. Prix : 2 dollars 50.
- Ellwell (Clarence Edward)*. The influence of the enlightenment on the catholic theory of religious education in France, 1750-1850. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1944, x-336 p.
- Emerson (Rupert)*, *Mills (Lennox A.)*, *Thompson (Virginia)*. Government and nationalism in Southern Asia. New York International Secretariat. Institute of Pacific relations, 1942, xiv-242 p. Prix : 2 dollars.
- Ergang (Robert)*. The Postdam Führer. Frederick William I, father of prussian militarism. New York, Columbia University Press, 1941, x-290 p. Prix : 3 dollars.
- Escallier (Émile)*. Lesdiguières, dernier comte de France. Lyon, Lardanchet, 1946, 202 p.
- Estre (Henry d')*. Bonaparte. III : Le mirage oriental. Plon, 1946, vi-472 p. Prix : 200 fr.
- Evans (Trevor)*. Bevin. Londres, Allen et Unwin, 1946, 231 p. Prix : 10 s. 6 d.
- Eyck (Erick)*. Bismarck, Leben und Werk. Erlenbach-Zurich, Eugen Rentsch, 1941, 1943, 1944, 680, 630, 688 p.
- Die Pitts und die Fox'. Ibid., 1946, 500 p.
- Farge (François)*, *Letonnellier (G.)* et *Naz (chanoine)*. Mélanges d'histoire dauphinoise. III. Grenoble, Éd. de la Revue des Alpes, 1943, 72 p.
- Faris (Nahib Amin)*. The arab heritage. New Jersey, Princeton University Press, 1946, x-280 p. Prix : 3 dollars.
- Farmer (Paul)*. France reviews its revolutionary origins. Social politics and historical opinion in the third republic. New York, Columbia University Press, 1944, viii-146 p.
- Federici (Federico)*. Der deutsche Liberalismus. Die Entwicklung einer politischen Idee von Imanuel Kant bis Thomas Mann. Zurich, Artemis-Verlag, 1946, xxx-468 p.
- Finegan (Jack)*. Light from the Ancient past. The archeological background of the Hebrew-Christian religion. Princeton University Press, 1946, 500 p. Prix : 6 dollars.
- Fisher (Raymond H.)*. The russian fur trade, 1550-1700. Berkeley (Cal.), The University of California Press, 1943, xii-276 p.
- Fitzgerald (Walter)*. The new Europe. An introduction to its political geography. Londres, Methuen, 1946 (2<sup>e</sup> éd.), x-256 p., 28 cartes. Prix : 14 s.
- Flachère (R. P. A.)*. Monseigneur de Guébriant. I : Le missionnaire. Plon, 1946, 586 p., une carte.
- Fliche (Augustin)*. La querelle des investitures. Aubier, 1946, 224 p.
- Forster (Kent)*. The failure of peace. The search for a negotiated peace during the first world war. Washington, American council on public affairs, 1941, vi-160 p.
- Fozcroft (H. C.)*. A character of the trimmer, being a short life of the first marquis of Halifax. Cambridge University Press, 1946, x-354 p. Prix : 18 s.
- Frangueville (Robert)*. Rien à signaler. Deux ans à Oranienbourg. Attinger, 1946, 212 p. Prix : 150 fr.
- French (Sidney J.)*. Torch and crucible. The life and death of Antoine Lavoisier. Princeton University Press, 1941, 286 p. Prix : 3 dollars 50.
- Friedmann (Georges)*. Machine et humanisme. II : Problèmes humains du machinisme industriel. Gallimard, 1946, 388 p.
- Fritz (Kurt von)*. Pythagoreas politics in southern Italy. An analysis of the sources. New York, Columbia University Press, 1940, xii-114 p.
- Gai (Dom Jean-Baptiste)*. La tragique histoire des Corses. Laffont, 1946, 354 p. Prix : 145 fr.
- Gamelin (général)*. Servir. II : Le prologue du drame (1930-août 1939). Plon, 1946, xxxii-480 p. Prix : 225 fr.
- Gankin (Olga Hess)* et *Fisher (H. H.)*. The Bolsheviks and the world war. The origin of the third International. Stanford Uni-

- versity Press. Londres, Oxford University Press, 1940, xviii-856 p. Prix : 6 dollars.
- Garets (Marie-Louise des)*. Un artisan de la Renaissance française au xv<sup>e</sup> siècle. Le roi René. La Table ronde, 1946, 300 p.
- Garrison (Curtis Wiswell)*. The United States, 1865-1900. A survey of current literature with abstracts of unpublished dissertations. Fremont (Ohio), The Rutherford B. Hayes-Lucy Webb Hayes Foundation, 1945, viii-304 p.
- Garsou (Jules)*. Frère-Orban. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1945, 120 p. Prix : 25 fr. belges. (Notre Passé.)
- Gathorne-Hardy (G. M.)*. Histoire des événements internationaux de 1920 à 1939; trad. par G. Boucé et F. Crouzet. Les Presses universitaires de France, 1946, xii-530 p. Prix : 480 fr.
- Gaudefroy-Demombynes (Maurice)*. Les institutions musulmanes. Flammarion, 1946, 226 p.
- George Washington as the French knew him. A collection of texts; édité par Gilbert Chinard. Princeton University Press, 1940, xviii-162 p.
- George (P.), Grimal (H.) et L'Huillier (F.)*. Problèmes de la paix. La Marche Julienne, le Rhin, l'Autriche. Éditions Raisons d'être, 1946, 224 p.
- Giannelli (Giulio)*. Giulia e Servilia. Rome, Reale istituto di studi romano, 1945, 20 p.
- Giraud (Marcel)*. Histoire du Canada. Les Presses universitaires de France, 1946, 136 p., cartes. (Coll. Que sais-je? n° 232).
- Gisermann (Valentin)*. Geschichte Russlands. Zurich, Bücher Gilde Gutenberg, 1944 et 1945, 2 vol., 516 et 540 p.
- Glorieux (P.)*. Un homme providentiel : l'abbé Godin. Bonne Presse, 1946, 336 p. Prix : 120 fr.
- Golob (Eugene)*. The Meline tariff : french agriculture and nationalist economic policy. New York, Columbia University Press, 1944, 266 p. Prix : 3 dollars 25.
- Goguel (Maurice)*. Jesus et les origines du christianisme. La naissance du christianisme. Payot, 1946.
- Gosses (I. H.)*. Verspreide geschriften. Groningue, Wolter, 1946, viii-538 p. Prix : 22 couronnes 50.
- Gottschalk (Louis)*. Lafayette and the close of the American revolution. Chicago, The University of Chicago Press, 1942, xiv-458 p.
- Graddon (McGowan)*. Furness railway. Its rise and development, 1846-1923. Altrincham, chez l'auteur, 1946, 109 p.
- Graves (Robert) et Hodge (Alan)*. The long week end. A social history of Great Britain, 1918-1939. New York, The Macmillan Co., 1941, xii-456 p. Prix : 3 dollars.
- Great Roll of the Pipe for the ninth year of the Reign of King John, Michaelmas 1207 (The); publ. par A. Mary Kirkus. Londres, J. W. Ruddock, 1946, gr. in-8°, xxx-325 p. (Publications of the Pipe Roll Society, vol. LX. New Series, vol. XXII.)
- Guérin (Daniel)*. La lutte des classes sous la Première République. Bourgeois et « bras nus » (1793-1797). Gallimard, 1946, vi-510 et 474 p. Prix : 850 fr.
- Guyot de Mishaegen (G.)*. Le parti catholique belge de 1830 à 1884. Bruxelles, Larcier, 1946, viii-210 p.
- Halperin (S. William)*. Germany tried democracy. A political history of the Reich from 1918 to 1933. New York, Crowell, 1946, viii-568 p. Prix : 3 dollars 75.
- (Vladimir). Joseph Chamberlain, Der Mann und sein Werk. Munich, Europa Verlag, 1942, 108 p.
- Hanus (Francis)*. Church and State in Silesia under Frederick II, 1740-1786. Washington, The Catholic University of America Press, 1944, x-432 p. Prix : 3 dollars.
- Harbison (E. Harris)*. Rival ambassadors at the Court of Queen Mary. Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1940, xiv-380 p., ill. Prix : 4 dollars.
- Harper (Samuel N.)*. The Russia I believed in, memoirs, 1902-1941; éd. par Paul V. Harper et Ronald Thompson. Chicago, University of Chicago Press, 1945, xiv-280 p. Prix 3 dollars 50.
- Hazard (Paul)*. La pensée européenne au xviii<sup>e</sup> siècle, de Montesquieu à Lessing. Boivin, 1946, 2 vol. et 1 vol. de notes, vi-378, 302, 156 p. Prix : 700 fr.
- Hébrard (J.)*. Vingt-cinq années d'aviation militaire, 1920-1945. La genèse du drame aérien de 1940. Éd. Albin Michel, 1946, xviii-294 p. Prix : 450 fr.
- Highbarger (Ernest Leslie)*. The gates of dreams. An archaeological examination of Vergil, Aeneid VI, 893-899. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1940, xii-136 p.
- Historiens arabes. Pages choisies, traduites et présentées par J. Sawagat. Libr. Adrien-Maisonneuve, 1946, 192 p. (Coll. Initiation à l'Islam, V.)
- Holma (H.)*. Mahomet, prophète des Arabes. Flammarion, 1946, 214 p.
- Hopf (Constantin)*. Martin Bucer and the english reformation. Oxford, Basil Blackwell, 1946, xiv-290 p. Prix : 30 s.
- Hostachy (Victor)*. Histoire séculaire de La Salette. Un siècle d'or, 1846-1946. Grenoble, Éditions de la Revue des Alpes, 1946, 490 p.

- Hoode (B. J.).** The Scandinavian countries, 1720-1865. The rise of the middle classes. Boston, Chapman et Grimes, 1943, 824 p. en 2 vol.
- Hyde (Walter Woodburn).** Paganism to christianity in the roman empire. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1946, viii-296 p. Prix : 4 dollars.
- Hyma (Albert).** The Dutch in the Far East. A history of the dutch commercial and colonial empire. Ann Arbor (Michigan), George Wahr, 1942, x-250 p. Prix : 1 dollar 75.
- Jacob (Ilse).** Beziehungen Englands zu Russland und zur Türkei in der Jahren 1718-1727. Eine historisch-diplomatische Studie. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1945, 160 p.
- James (Admiral Sir W. M.).** The British navies in the second world war. Londres, Longmans, Green, 1946, xii-256 p., cartes. Prix : 21 s.
- Jaray (Gabriel-Louis).** Tableau de l'Allemagne et de la Pologne. La Presse française et étrangère, s. d. (1936), 332 p.
- Joré (Georges).** L'U. R. S. S., la terre et les hommes. S. E. F. I., 1946, 404 p. Prix : 360 fr. (Coll. *Géographie du monde*.)
- Kenney (Rowland).** The Northern tangle. Scandinavia and the post-war world. Londres, Dent et fils, 1946, xii-256 p. et cartes. Prix : 12 s. 6 d.
- Kerner (Robert J.).** The urge to the sea. The course of russian history. The roll of rivers, portages, ostroms, monasteries and furs. Berkeley (Cal.), The University of California Press, 1946, xviii-212 p. Prix : 3 dollars.
- Kidner (B. W.).** The early history of the Motor car, 1769-1897. Londres, The Oakwood press, 1946, 60 p.
- Kieser (Giorgio).** Il segreto della potenza russa. Milan, Corticelli, 1945, 254 p.
- Kilvert's diary, 1870-1879.** Selections from the diary of the Rev. Francis Kilvert chosen; edited and introduced by William Plomer. Londres, J. Cape, 1946 (2<sup>e</sup> éd.), 350 p. Prix : 10 s. 6 d.
- Knorr (Klaus E.).** British colonial theories, 1570-1850. Toronto, The University of Toronto Press, 1944, xx-430 p.
- Kohn (Hans).** Prophets and peoples. Studies in nineteenth century nationalism. New York, Macmillan, 1946, 214 p.
- König (René).** Niccolò Machiavelli. Zur Krisenanalyse einer Zeitwende. Erlenbach-Zürich, Rentsch, 1941, 352 p.
- Kononov (S.).** Russo-polish relations. An historical survey. Princeton University Press, 1945, viii-102 p. Prix : 1 dollar 50.
- Labouret (Henry).** Histoire des noirs d'Afrique. Presses universitaires de France, 1946, 128 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 241.)
- Largiadèr (Anon).** Geschichte von Stadt und Landschaft Zürich. Erlenbach-Zürich, Rentsch, 1945, 476 et 414 p.
- Laurent (Laval).** Québec et l'Église aux États-Unis sous Mgr Briand et Mgr Plessis. Washington, The Catholic University of America Press, 1945, xxviii-258 p. Prix : 3 dollars.
- Lawson (Murray G.).** Fur. A study in english mercantilism, 1700-1775. Toronto, The University of Toronto Press, 1943, xxiv-140 p.
- Leclercq (Dom Jean).** La spiritualité de Pierre de Celle, 1115-1183. Vrin, 1946, 246 p.
- Lefebvre (G.).** Le Directoire. A. Colin, 1946, 200 p. (Coll. A. Colin, n° 245.)
- (Louis). Léon Bloy. Bonne Presse, 1946, 150 p. Prix : 80 fr.
- Letonnellier (Gaston).** Histoire du Dauphiné. Presses universitaires de France, 1946, 136 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 228.)
- Levellier tracts (the), 1647-1653;** édité par William Haller et Godfrey Davies. New York, Columbia University Press, 1944, viii-482 p.
- Lévy (Louis).** Anthologie de Jean Jaurès. Calmann-Lévy, 1946, 321 p.
- (S. Leon). Nassau W. Senior, the prophet of modern capitalism. Boston, Bruce Humphrie, 1943, 454 p., ill. Prix : 4 dollars.
- Lhéritier (Michel).** La Russie. I : La Russie des tsars jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. La Renaissance du livre, 1946, 328 p., ill. et cartes. Prix : 200 fr. (La vie dans l'histoire.)
- Lichterfelde (comte L. de).** Le Congrès national. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1945, 136 p. Prix : 25 fr. belges. (Notre Passé.)
- Ligers (Liedonis).** Histoire des villes de Lettonie et d'Estonie, des origines jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Presses universitaires de France, 1947, 226 p., ill. Prix : 380 fr.
- Lloyd (Christopher).** Pacific horizons. The exploration of the Pacific before Captain Cook. Londres, Allen et Unwin, 1946, 188 p. et 6 pl. Prix : 10 s. 6 d.
- Lucas (Henry S.).** A short history of civilization. New York McGraw-Hill Book Co., 1943, x-994 p.
- Lucas-Dubreton (J.).** Napoléon devant l'Espagne. Ce qu'a vu Goya. Fayard, 1946, 634 p. Prix : 160 fr.
- Lüthy (Hébert).** Die Tätigkeit der Schweizer Kaufleute und Gewerbetreibenden in

- Frankreich unter Ludwig XIV und der Regenschaft. Aarau, Sauerländer, 1943, viii-240 p.
- Lynch (Sister M. Claire). The diplomatic mission of John Lothrop Motley to Austria, 1861-1867. Washington, The Catholic University of America Press, 1944, viii-160 p. Prix : 1 dollar 50.
- Lyon (E. Wilson). The man who sold Louisiana. The career of François Barbé-Marbois. Norman, University of Oklahoma Press, 1942, xx-240 p. Prix : 2 dollars 75.
- McCarthy (Rev. Edward J.). Spanish beginnings in the Philippines, 1564-1572. Washington, The catholic University of America Press, 1943, x-146 p. Prix : 2 dollars.
- McConaghan (W. A.). Development of the labor Movement in Great Britain, France and Germany. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1942, xii-200 p. Prix : 2 doll. 50.
- Macdonald (Mary). The republic of Austria, 1918-1934. A study in the failure of democratic government. Londres, G. Cumberlege, 1946, viii-166 p.
- Mahieu (Robert G.). Saint-Beuve aux États-Unis. Princeton University Press, 1945, xii-162 p., ill. Prix : 2 dollars 50.
- Makkai (Ladislav). Histoire de Transylvanie. Les Presses universitaires de France, 1946, 382 p., ill.
- Malcovati (Enrica). Clodia, Fulvia, Marzia, Terenzia. Rome, Reale istituto di studi romani, 1945, 30 p.
- Donne ispiratrici di poeti nell'antica Roma. Ibid., 1945, 24 p.
- Marçais (Georges). La Berbérie musulmane et l'Orient au Moyen-Age. Aubier, 1946, 310 p. (Coll. *Les grandes crises de l'histoire*.)
- Martin (David). Ally betrayed. The uncensored story of Tito and Mikaelovich. New York, Prentice-Hall, 1946, xx-372 p.
- Mazzarino (Santo). Serena e le due Eudossie. Rome, Reale istituto di studi romani, 1945, 24 p.
- Meinecke (Friedrich). Die deutsche Katastrophe. Betrachtungen und Erinnerungen. Wiesbaden, Brockhaus, 1946, 180 p.
- Mercier (Henry). La République de Berne et le renouvellement de l'Alliance générale, 1777, d'après les sources diplomatiques françaises. Tirage à part de la *Revue politique*, mars-juin 1946, 36 p.
- Oligarchie ou communisme? Esquisse historique de l'Ancien Régime, du Mercenariat et du Pensionnariat. Ibid., janvier-février 1945, 20 p.
- Meyer (R. P. Alb. de). La Congrégation de Hollande ou la Réforme dominicaine en territoire bourguignon, 1465-1515. Documents inédits, ornés d'une introduction générale, de notes historiques, critiques et biographiques. Liège, impr. Soledé, s. d., cxxxii-474 p.
- Michael (Frans). The origin of Manchu rule in China. Frontier and Bureaucracy as interacting forces in the Chinese Empire. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1942, x-128 p. et carte. Prix : 2 dollars.
- Mittelalterliche Wirtschaft im Alltag. Quellen zur Geschichte von Gewerbe, Industrie und Handel des 14 und 15 Jahrhunderts aus den Notariatsregistern von Freiburg im Üchtland. Hgg. von Hektor Ammann. Lieferung 1. Aarau, Sauerländer, 1942, 176 p.
- Mondésir (Edmond de). Souvenirs, publiés par Gilbert Chinard. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1942, 60 p.
- Monfort (Henri de). Le drame de la Pologne. Kosciusko, 1746-1817. Éd. de La Colombe, 372 p. Prix : 240 fr.
- Moretti (Mario). Ancona. Regio V. Picenum. Rome, Reale istituto di studi romani, 1945, 112 p. et 16 pl.
- Morris (Richard B.). Government and labor in early America. New York, Columbia University Press, 1946, xvi-558 p. Prix : 3 dollars 50.
- Moschus (Jean). Le pré spirituel; introd. et trad. par M.-J. Rouët de Journel, S. J. Éd. du Cerf, 1946, 298 p., carte.
- Müller (George). Der amerikanische Sezessionskrieg in der schweizerischen öffentlichen Meinung. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1944, 216 p.
- Muncy (Lysbeth Walker). The Junker in the prussian administration William II, 1888-1914. Providence (R. I.), Brown University, 1944, x-256 p. Prix : 3 dollars.
- Murali (Leonhard von). Machiavellis Staatsgedanke. Bâle, Benno Swabe, 1945, 228 p. Prix : 12 fr. suisses.
- Murray (lieutenant-colonel Hon. Arthur C.). At close quarters. A sidelight on anglo-american diplomatic relations. Londres, Murray, 1946, x-106 p. Prix : 9 s.
- Mutterer (Maurice). Évocations de la Sicile antique. Berger-Levrault, 1946, 136 p. Prix : 90 fr.
- Naj (Werner). Die Epochen der neueren Geschichte. Staat und Staatengemeinschaft vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart. I. Aarau, Sauerländer, 1945, xx-460 p.
- Naz (chanoine). Mélanges d'histoire savoyarde. II. Grenoble, Éd. de la *Revue des Alpes*, 1943, 64 p.



- Nelson (Frederick)*. Korea and the old order in Eastern Asia. Baton-Rouge (Louisiane), Louisiana State University Press, 1946, xvi-326 p.
- Neuman (Abraham A.)*. The Jews in Spain. Their social, political and cultural life during the Middle ages. Philadelphie, The Jewish publication society of America, 1944, xxxii-286 et 399 p.
- Norman (E. Herbert)*. Japan's emergence as a modern State. Political and economic problems of the Meiji period. New York, International secretariat, Institute of Pacific relations, 1946, xvi-254 p. Prix : 2 dollars.
- Oesterley (W. O. E.)*. The Jews and Judaism during the greek period : the background of christianity. Londres, Society for promoting christian knowledge, 1944, x-308 p. Prix : 10 s. 6 d.
- Olschki (Leonardo)*. Guillaume Boucher, a french artist at the court of the Khans. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1946, x-126 p. et carte. Prix : 2 dollars 50.
- Otto (Louis-Guillaume)*. Considérations sur la conduite du gouvernement américain envers la France depuis le commencement de la Révolution jusqu'en 1797 ; publ. par Gilbert Chinard. Princeton University Press, 1945, 34 p.
- Ouvard (Mazime)*. L'itinéraire de la paix à la guerre. Dix ans à la S. D. N. Plon, 1946, ii-248 p.
- Paine (Thomas)*. Representative selections, with introduction, bibliography and notes by Harry Hayden Clark. New York, American book Cy, 1944, clii-436 p. Prix : 2 dollars 50.
- Painter (Sidney)*. Studies in the history of the english feudal barony. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1943, 212 p.
- Palmer (R. R.)*. Twelve who ruled. The Committee of Public Safety during the Terror. Princeton University Press, 1941, vi-418 p. Prix : 3 dollars 75.
- Paratore (Ettore)*. Lutrezio (nel bimillenario della morte). Rome, Reale istituto di studi romani, 1946, 32 p.
- Plotina, Sabina e le due Faustine. Ibid., 1945, 28 p.
- Parkinson (Sir Cosmo)*. The colonial office from within, 1909-1945. Londres, Faber and Faber, 1947, 158 p. Prix : 8 s. 6 d.
- Pascal (Pierre)*. Histoire de la Russie, des origines à 1917. Presses universitaires de France, 1947, 136 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 248.)
- Paul-Boncour (J.)*. Entre deux guerres. Sou-
- venirs sur la III<sup>e</sup> République. T. III : Sur les chemins de la défaite, 1935-1940. Plon, 1946, 330 p.
- Perroud (chanoine Marc)*. Le jansénisme en Savoie. Chambéry, Imprimeries réunies, 1945 (en réalité 1946), 110 p.
- Picard (Charles)*. La vie dans la Grèce classique. Presses universitaires de France, 1946, 128 p. (Coll. *Que sais-je?* n° 231.)
- Pichon (Charles)*. Histoire du Vatican. S. E. F. I., 1946, 498 p. Prix : 330 fr.
- Pioneer period of European railroads (the)*. A tribute to Mr. Thomas W. Streeler. Boston, Baker library, 1946, 72 p.
- Pirenne (Jacques)*. Les grands courants de l'histoire universelle. II : De l'expansion musulmane aux traités de Westphalie. Albin Michel, 1946, 650 p. et cartes.
- Pléneval (Georges de) et Pisset (Romain)*. Histoire illustrée de l'Eglise. Genève, Éd. de l'Écho illustré ; Paris, Éd. du Cerf, 1946, fasc. 1 à 8, p. 1 à 168.
- Police du noble hostel consistorial de Besançon* ; publ. par Maurice Piquard. Besançon, impr. de l'Est, 1946, xxii-344 p. (Mémoires et documents inédits pour servir à l'histoire de la Franche-Comté, publiés par l'Académie de Besançon, t. XIII.)
- Ponsard (Michel) et Mer (général)*. Mélanges d'histoire dauphinoise. IV : Voreppe, gardienne des Alpes. Grenoble, Éd. de la Revue des Alpes, 1946, 46 p., ill.
- Portal (Henri)*. Un séjour de Henri IV à Marans (17 juin 1586). La Rochelle, Éd. F. Pijollet, 1946, 20 p.
- Rappard (William E.)*. Cinq siècles de sécurité collective (1291-1798). Les expériences de la Suisse sous le régime des pactes de secours mutuel. Librairie du Recueil Sirey, 1945, viii-604 p.
- Rath (R. John)*. The fall of the Napoleonic kingdom of Italy, 1814. New York, Columbia University Press, 1941, 248 p., ill., cartes.
- Réau (Louis)*. Le rayonnement de Paris au XVIII<sup>e</sup> siècle. Robert Laffont, 1946, 376 p., ill. Prix : 450 fr.
- Register of Henry Chichele archbishop of Canterbury, 1414-1443 (the)* ; edited by E. F. Jacob. Oxford, Clarendon Press, 1943, clxxii-408 p. Prix : 15 s.
- Rémond (André)*. John Holker, manufacturier et grand fonctionnaire en France au XVIII<sup>e</sup> siècle, 1719-1786 ; Marcel Rivière, 1946, 190 p. Prix : 225 fr.
- Renouvin (Pierre)*. La question d'Extrême-Orient, 1840-1940. Hachette, 1946, 440 p. et carte. Prix : 250 fr.

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Abetti (Giorgio).** Amici e nemici di Galileo, 105.
- Albertini (Luigi).** Le origini della guerra del 1914, 116.
- Algarotti (Francesco).** Viaggi di Russia, 102.
- Altamura (Antonio).** L'Umanesimo nel Mezzogiorno d'Italia, 99.
- Amand (Dom David).** Tables générales des tomes XXII à LIV de la *Revue bénédictine*, 299.
- Anagine (Eugenio).** Il concetto del Rinascimento attraverso la storia, 95.
- Bainton (Roland H.).** Bernardino Ochino, esule e riformatore senese del Cinquecento (1487-1563), 100.
- Barengo (Ulderico).** Vicende mazziniane e garibaldine nelle carte dei Carabinieri Reali, 110.
- Battaglini (Tito).** L'organizzazione militare del Regno delle Due Sicilie da Carlo III all'impresa garibaldina, 106.
- Baumgarten (Hans).** Moritz von Sachsen, 237.
- Beau de Loménie (E.).** Les responsabilités des dynasties bourgeoises, 142.
- Belotti (Bartolotto).** Storia di Bergamo e dei Bergameschi, 85.
- Benvenuti (Angelo de).** Storia di Zara dal 1409 al 1797, 86.
- Berber (Friedrich).** Probleme des neuen Waffenstillstandes, 298.
- Berl (Emmanuel).** Histoire de l'Europe, I, 295.
- Bertolino (Ottorino).** Roma di fronte a Bisanzio e ai Longobardi, 87.
- Biggini (C. A.).** Storia inedita della Conciliazione, 117.
- Bizio (Nino).** Epistolario, 107.
- Bizzati (Edoardo).** Machiavelli antimachiavellico, 98.
- Blakeney (E. H.).** The Epistle to Diognetus, 299.
- Bock (Friedrich).** Roma al tempo di Roberto d'Angio, 91.
- Bonghi (Ruggero).** Nove anni di storia d'Europa nel commento di un Italiano, 114.
- Bonomi (Ivanoe).** La politica italiana da Porta Pia a Vittorio Veneto (1870-1918), 114.
- Bornate (Carlo).** Genova e la Corsica alla fine del medioevo (1490-1500), 97.
- Bortolotti (Sandro).** La guerra del 1866, 114.
- Bottarelli (G.) et Monterisi (M.).** Storia politica e militare del Sovrano Ordine di San Giovanni di Gerusalemme, detto di Malta, 85.
- Bourgeat (Jacques).** Proudhon père du socialisme français, 145.
- Brackmann (Albert) et Engel (Karl).** Baltische Lande, 118.
- Brebner (John Bartlet).** North Atlantic Triangle, 282.
- Brezzi (Paolo).** I comuni cittadini italiani, 89.
- Brion (Marcel).** Catherine Cornaro, reine de Chypre, 295.
- Brunello-Bonetti (Bruno).** Padova, Vicenza e Verona nelle note di viaggio del Settecento, 102.
- Bruno (Giordano).** De Causa, Principio et uno, 100.
- Bulferetti (L.).** Antonio Rosmini nella Restaurazione, 107.
- (Luigi). Fonti per la storia delle relazioni tra lo Stato Sabauda e la Prussia nel secolo XVIII, 102.
- Cabiati (Aldo).** La grande guerra al fronte di Francia, 116.
- Calcaterra (Carlo).** I Filopatridi, 105.
- Calmette (J.).** Chute et relèvement de la France sous Charles VI et Charles VII, 140.
- Canali (Guido).** Il magistrato mercantile di Bolzano e gli statuti delle fiere, 85.
- Canasi (Anna Maria).** Tendenze politiche in Lombardia prima e dopo il 1853, 107.
- Canives (Dom Joseph-Marie).** Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis, t. VII, 119.
- Cantimori (Delio).** Eretici italiani nel Cinquecento, 100.
- Capograssi (Antonio).** La conferenza di Gaeta nel 1849 e Antonio Rosmini, 112.
- Carcopino (Jérôme).** Le Maroc antique, 245.
- Cars (Edward Hallett).** Conditions of Peace, 292.
- Carteggi dei Giansenisti liguri,** 107.

- Cassandro (G.)*. La Liguria e i suoi « Tertiaros », 87.
- Cataluccio (F.)*. La politica estera di Visconti Venosta, 114.
- Cecchini (Giovanni)*. Il Caleffo vecchio del comune di Sienna, 91.
- Céré (Roger) et Peyret (Henri)*. L'évolution du monde. Chronologie 1945, 298.
- Cerlini (Aldo)*. Les « Gesta Lombardiae », 87.
- Cerulli (Enrico)*. Il libro etiopico dei Miracoli di Maria, 256.
- Cessi (Roberto)*. Documenti relativi alla storia di Venezia anteriori al mille, 92.
- Venezia ducale, 92.
- Codignola (Ernesto)*. Il Giansenismo toscano nel carteggio di Fabio de Vecchi, 104.
- Coquart (Armand)*. Demitri Pisarev (1840-1848) et l'idéologie du nihilisme russe, 279.
- Corti (Egon Caesar, comte)*. Ludwig I. von Bayern, 238.
- Cuneo (N.)*. Storia dell'emigrazione italiana in Argentina, 1810-1870, 106.
- Curato (Federico)*. La conferenza della pace (1919-1920), 117.
- Cutolo (Alessandro)*. Scanderbergh, 97.
- Da Como (Ugo)*. I comizi nazionali di Lione per la costituzione della Repubblica italiana, 109.
- Dal Pane (Luigi)*. Il tramonto delle corporazioni in Italia (secoli XVIII e XIX), 104.
- Dammig (Enrico)*. Il movimento giansenista a Roma nella seconda metà del secolo XVIII, 104.
- Da Voragine (Jacopo)*. Cronaca di Genova, 91.
- De Leo (Annibale)*. Codice diplomatico brindisino, 90.
- Delfos (Leo)*. Die Anfänge der Utrechter Union (1577-1587), 259.
- Demarco (Domenico)*. Una rivoluzione sociale. La Repubblica romana del 1849, 113.
- Dollot (Louis)*. Les grandes migrations humaines, 294.
- Dorini (Umberto)*. Un grande feudatario del Trecento: Spinetta Malaspina, 88.
- Dupré-Thésider (Eugenio)*. L'idea imperiale di Roma nella tradizione del Medio evo, 91.
- Engel (Karl)*. Voir Brackmann (Albert). Établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles (Les), 300.
- Fainelli (Vittorio)*. Codice diplomatico veronese, 92.
- Fasole (Gina)*. Le incursioni ungare in Europa nel secolo X, 87.
- Ricerche sui borghi franchi dell'Alta Italia, 89.
- Ferovers (Kurt)*. Berliner Salons, 237.
- Filangieri (Riccardo)*. I banchi di Napoli dalle origine alla costituzione del Banco delle Due Sicilie (1538-1808), 104.
- Fiumi (E.)*. L'utilizzazione dei laghi boriciferi della Toscana nel medioevo, 89.
- Foberti (Francesco)*. Gioacchino da Fiore ed il Gioacchinismo antico e moderno, 96.
- Formentini (Ubaldo)*. Genova nel Basso Impero e nell'alto Medioevo, 90.
- Fornaresi (Giuseppe)*. La Santa Romana Repubblica, 99.
- Fornari (Gudo)*. Gli Italiani nel sud libico, 115.
- Fossati (Antonio)*. Problemi monetari liguri e piemontesi, 106.
- Fossi (Pietro)*. Italiani dell'Ottocento: Rosmini, Capponi, Lambruschini, Tommaseo, Manzoni, 107.
- Franceschini (Gino)*. Lo stato d'Urbino dal tramonto della dominazione feudale all'inizio della Signoria, 92.
- Francescon (Clemente)*. Chiesa e stato nei consulti di fra Paolo Sarpi, 100.
- Garin (Eugenio)*. Il Rinascimento italiano, 99.
- Garnier (Charles-M.)*. Histoire de l'Ecosse, 145.
- Genet (L.)*. Précis d'histoire contemporaine, 1919-1939, 132.
- Ghisalberti (Alberto-Maria)*. A Roma, estate 1870, 114.
- Introduzione alla storia del Risorgimento, 105.
- Giaccardi (Alberto)*. La conquista di Tunisi, 115.
- Giannone (Pietro)*. Il Tirreno, 105.
- Glory (abbé A.)*. La civilisation néolithique en Haute-Alsace, 241.
- Gonnet (Giovanni)*. Il Valdismo medioevale. Prolegomeni, 254.
- Gorrini (Giacomo)*. Tunisi e Biserta. Memorie storiche, 115.
- Gosso (Francesco)*. Vita economica delle abbazie piemontesi, 89.
- Grousset (René)*. Le conquérant du monde. Vie de Gengis-khan, 297.
- Gualazzini (Ugo)*. Il « populus » di Cremona e l'autonomia del comune, 90.
- Guglielmo (Enrico)*. Genova dal 1819 al 1849, 111.
- Guicciardini (Francesco)*. Cento giorni alla Consulta, 115.
- Gulino (Giuseppe)*. La Sicilia e Carlo di Borbone (1734-1748), 103.
- Halphen (Louis)*. Initiation aux études d'histoire du Moyen-Age, 296.
- Introduction à l'histoire, 55.
- Hedges (James B.)*. Building the Canadian West, 269.
- Henry (Paul)*. La France devant le monde de 1789 à 1939, 285.

- Italia (Alessandro)*. La Sicilia feudale. Saggi, 88.
- Jacini (Stefano)*. Un riformatore toscano dell'epoca del Risorgimento: il conte Piero Guicciardini (1808-1886), 107.
- Jourdan (Jean)*. Essai sur le droit municipal d'Évian, 257.
- Jungels (Otto)*. Deutsche Bevoelkerungspolitik seit dem Zeitalter des Merkantilismus, 233.
- Labbé (Yvonne)*. Les débuts d'une ville bretonne, Vitre au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècle, 141.
- La Mantia (Giuseppe)*. Studi sulla rivoluzione siciliana del 1282, 88.
- Lamartine*. Correspondance générale de 1830 à 1848, 143.
- La Rocca (Luigi)*. Il principe sabaudo Emanuele Filiberto, 103.
- Laurent (M. H.)*. Fabio Vigili et les bibliothèques de Bologne au début du xvi<sup>e</sup> siècle, 99.
- Lecce (Agata)*. Le origini del ducato di Gaeta e le sue relazioni coi ducati di Napoli e di Roma, 87.
- Lefebvre (Georges)*. Le Directoire, 267.
- Lefebvre (Joseph)*. Correspondance de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas t. I (2<sup>e</sup> partie), 137.
- Lemerle (Paul)*. Actes de Kutlumus, 251.
- Philippes et la Macédoine orientale, 246.
- Libri dell'entrati e dell'uscita della Repubblica di Siena, detti della Biccherna*, 91.
- Loredana*. L'ambasciatore Antonio Foscarini, 103.
- Lot (Ferdinand)*. Recherches sur la population et la superficie des cités remontant à la période gallo-romaine, 138.
- Lugano (Placido Tommaso)*. Il processi inediti per Francesca Bussa dei Ponziani, 101.
- Maccarone (Michele)*. Innocenzo III prima del pontificio, 93.
- Macdonald (Norman)*. Canada 1763-1841, 269.
- Magnus (Sir Philip)*. Edmund Burke, a life, 146.
- Manaresi (Cesare)*. Alle origini del potere dei vescovi sul territorio esterno della città, 89.
- Marchetti (Leopoldo)*. La Lombardia e il Piemonte nel 1848, 113.
- Masci (Andreina)*. Livorno capoluogo del dipartimento del Mediterraneo, 109.
- Masi (G.)*. Statuti delle colonie fiorentine all'estero (sec. xv-xvi), 101.
- Mazuri (Walker)*. Il principe di Canosa, 110.
- Mazzoleni (I.)*. Regesto delle pergamene di Castelcapuano (1268-1789), 83.
- Meurgey (Jacques)*. Généalogie de la famille Bouthoré-Desmarais, 139.
- Meylan (Philippe)*. Jean Barbeyrac (1674-1744) et les débuts de l'enseignement du droit dans l'ancienne Académie de Lausanne, 128.
- Michel (Ersilio)*. Esuli italiani in Corsica, 1815-1869, 110.
- Esuli italiani in Tunisia, 106.
- Mirot (Léon et Albert)*. La seigneurie de Saint-Verain-des-Bois, 139.
- Montano (Rocco)*. Dante e il Rinascimento, 96.
- Monterisi (M.)*. Voir Bottarelli (G.).
- Monti (Antonio)*. Il Risorgimento, 1871-1914, 115.
- (Gennaro Maria). La espansione mediterranea del mezzogiorno d'Italia e della Sicilia, 84.
- Lo stato normanno svevo, 88.
- L'Italia e le crociate in Terra santa, 95.
- Studi sulla Riforma cattolica e sul Papato nei secoli xvi-xvii, 101.
- Morandi (Carlo)*. Il concetto della politica d'equilibrio nell'Europa moderna, 84.
- I partiti politici italiani, 115.
- L'azione politica di Cesare Correnti nel 1848, 113.
- Morazé (Charles)*. La France bourgeoise, xviii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles, 273.
- Morea (D.) et Muciaccia (F.)*. Le pergamene di Conversano, 94.
- Morgheri (Raffaello)*. Questioni gregoriane, 93.
- Morra (Ottorino)*. L'insorgenza antifrancese di Tolfa durante la Repubblica romana del 1798-1799, 109.
- Moscatti (Ruggero)*. Direttive per la politica estera sabauda da Vittorio Amedeo II a Carlo Emanuele II, 102.
- Mousnier (Roland)*. La vénéralité des Offices sous Henri IV et Louis XIII, 263.
- Namier (L. B.)*. The Revolution of the Intellectuals, 281.
- Niccolai (Franco)*. Città e signori, 90.
- Niccolai (Franco)*. I consorzi nobiliari ed il Comune nell'alta e media Italia, 90.
- Nilesen (Martin P.)*. Geschichte der griechischen Religion, 243.
- Nitti de Vito (Francesco)*. La ripresa gregoriana di Bari (1087-1105), 94.
- Nute (Grace Lee)*. Caesars of the Wilderness, 265.
- Nuzzo (Giuseppe)*. Austria e governi d'Italia nel 1794, 108.
- Oakeshott (Walter)*. The artists of the Winchester Bible, 146.
- Omodeo (Adolfo)*. La leggenda di Carlo Alberto nella recente storiografia, 112.
- L'opera politica del conte di Cavour, 113.
- Ouvard (Maxime)*. L'itinéraire de la paix à la guerre, dix ans à la S. D. N., 132.

- Palumbo (*Pier Fausto*). Lo scisma del MCXXX, 93.
- Paradisi (*Bruno*). Storia del diritto internazionale nel Medio evo, 95.
- Paschini (*Pio*). Roma nel Rinascimento, 97.
- Pasquali (*Franco*). Braccio da Montone, 97.
- Pellegrinetti (*G. Alfonso*). Le memorie di Carlo Piaggia, 115.
- Pepe (*Gabriele*). Il Medio evo barbarico in Italia, 87.
- Petrocchi (*Massimo*). La Restaurazione romana (1815-1823), 111.
- Pettinato (*Concetto*). La lezione del Medio evo, 86.
- Peyret (*Henri*). Voir Céré (*Roger*).
- Piatoli (*Renato*). Codice diplomatico danese, 96.
- Consigli del comune di Prato, 91.
- Pirri (*Pietro*). Pio IX e Vittorio Emanuele II, 113.
- Pontieri (*Ernesto*). Il riformismo borbonico nella Sicilia del Settecento e dell'Ottocento, 103.
- Il tramonto del baronaggio siciliano, 103.
- Ricerche sulla crisi della monarchia siciliana nel secolo XIII, 88.
- (*Ernesto*). Sul trattato di commercio anglo-napoletano nel 1845, 111.
- Popelka (*Fritz*). Die Burgerschaft der Stadt Graz von 1720 bis 1819, 236.
- Poseck (*Ernst*). Die Kronprinzessin, 237.
- Poujade (*Jean*). La route des Indes et ses navires, 295.
- Prampolini (*Marianna*). La duchessa Maria Luigia, 112.
- Prims (*Kanunnik Floris*). Geschiedenis van Antwerpen, t. VIII, 135.
- Problemi storici ed orientamenti storiografici, 84.
- Quacquarelli (*Antonio*). La crisi del potere temporale del Papato nel Risorgimento (1815-1820), 111.
- Quazza (*Romolo*). Il 1847 a Napoli nelle relazioni di due diplomatiche piemontesi, 111.
- Rain (*Pierre*). L'Europe de Versailles (1919-1939), 130.
- Reclus (*Maurice*). La Troisième République de 1870 à 1918, 143.
- Revelli (*Paolo*). Colombo, 100.
- Ricchioni (*Vincenzo*). La statistica del reame di Napoli del 1811, 109.
- Richard (*Jean*). Le comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine (1102-1187), 255.
- Rodolico (*Niccolo*). Carlo Alberto, 112.
- Roersch (*Alphonse*). Correspondance de Nicolas Clénard, 124.
- Rothfuchs (*K. H.*). Militärischer Oberbefehl und Zivilstaatsverfassung, 297.
- Ruffini (*Francesco*). I Giansenisti piemontesi e la conversione della madre di Cavour, 104.
- Saba (*A.*). Storia della Chiesa, 84.
- Sabbe (*Et.*). De Belgische vlietverheid, 125.
- Salsotto (*Carlo*). Documenti sulla politica fiscale e sui rapporti finanziari tra gli eserciti alleati durante l'occupazione franco-sabauda del Milanese dal 1723 al 1733, 102.
- Salvatorelli (*Luigi*). L'Italia comunale del secolo XI alla metà del secolo XIV, 87.
- Pensiero e azione del Risorgimento, 106.
- Venti anni fra due guerre, 117.
- Sarpi (*fra Paolo*). Istoria dell'Interdetta, 100.
- Savant (*Jean*). Alexandre de Rennekamp, 238.
- Savelli (*Agostino*). Leonardo Romanelli e la Toscana del suo tempo, 113.
- Savoia-Aosta (*Amedeo di*). Studi africani, 116.
- Scano (*Dionigi*). Codice diplomatico delle relazioni fra la Santa Sede e la Sardegna, 93.
- Scarsella (*Attilio Regolo*). Il comune dei Consoli, 91.
- Schmitt (*Bernadotte E.*). Some historians of modern Europe, 294.
- Sicilia e Piemonte nel 1848-1849, 113.
- Siegfried (*André*). Mes souvenirs de la III<sup>e</sup> République, 133.
- Signoret (*Alfredo*). Italia e Inghilterra durante il Risorgimento, 106.
- Silberner (*Edmond*). La guerre dans la pensée économique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, 259.
- Soranzo (*Giovanni*). Collegati, raccomandati, aderenti negli Stati italiani dei secoli XIV e XV, 90.
- Spezi (*Pio*). Le chiese di Roma nei XX secoli del cristianesimo, 86.
- Tassier (*Suzanne*). Figures révolutionnaires (XVIII<sup>e</sup> siècle), 137.
- Teia (*Antonio*). Aspetti della vita economica di Zara dal 1289 al 1409, 92.
- Tescione (*Giovanni*). Italiani alla pesca del corallo ed egemonie marittime nel Mediterraneo, 85.
- Toffanin (*G.*). Il secolo senza Roma, 86.
- Tondelli (*Leone*). Il libro delle figure di Gioacchino da Fiore, 96.
- Torralta (*Emmanuel di*). Mazzini e il problema sociale, 107.
- Torre (*Augusto*). Versailles; storia della conferenza della pace, 117.
- Trasselli (*Carmelo*). Il cardinale Cristoforo Madruzzo, governatore di Milano, 97.
- Treclyan (*G. M.*). English Social History, 277.



- Troilo (E.)*. L'Averroismo di Marsilio da Padova, 96.
- Vaillant (René)*. Gap et les libertés gapençaises (1232-1349), 256.
- Valente (Angela)*. Murat e l'Italia meridionale, 109.
- Valeri (Nino)*. La libertà e la pace, 96.
- Valeri (Aldo)*. Garibaldi, 106.
- Vannutelli (Guido)*. Sul Mirabello a Fiume, 117.
- Van Valkenburg*. America at War, 297.
- Vecchiotti (Tullio)*. Il pensiero politico di Vincenzo Gioberti, 108.
- Vine (André)*. Vie et doctrine de Karl Marx, 240.
- Vianello (C. A.)*. La riforma finanziaria nella Lombardia austriaca del XVIII secolo, 104.
- Villate (Robert)*. Le Lion des Flandres à la guerre, 287.
- Villey (Michel)*. La Croisade, 253.
- Vinay (Gustavo)*. San Gregorio di Tours. Saggio, 95.
- Vitale (Vito)*. La diplomazia genovese, 85.  
— Nuovi documenti sul Castello di Bonifacio nel secolo XIII, 90.
- Von Branca (Gerhard)*. Die Blutgemeinschaft im Grossdeutschen Reich, 236.
- Vowinkel (Renate)*. Ursachen der Auswanderung, 234.
- Welter (G.)*. Histoire de Russie depuis les origines jusqu'à nos jours, 288.
- Wincker (Will)*. Fugger il Ricco, 97.
- Zazo (A.)*. Il ducato di Benevento dall'occupazione borbonica del 1798 al principato di Talleyrand (1806), 109.  
— (Alfredo). Il trattato del 1815 e il regno delle Due Sicilie alla vigilia della guerra del 1859, 114.  
— La politica estera del regno delle due Sicilie nel 1859-1860, 114.

## TABLE DES MATIÈRES

### ARTICLES DE FOND

	Page
FLICHE (Augustin). L'avenir de l'histoire régionale. . . . .	161
HAUSER (Henri). Esquisse d'une philosophie de l'histoire de la géographie économique . . . . .	1
MAZOWER (Louis). Les origines du prophétisme cévenol (1700-1702). . . . .	23
ZELLER (Gaston). L'administration monarchique avant les intendants. . . . .	180

### MÉLANGES

CALVET (Henri). Une histoire « nouvelle » de la Révolution française. . . . .	221
HIGOUNET (Ch.). Charles VIII, Jean de Foix-Narbonne et le comté de Comminges . . . . .	216
LEFEBVRE (Georges). Avenir de l'histoire. . . . .	55
MERLAT (Odette). La Commission d'histoire de l'occupation et de la libération de la France. . . . .	70
PORTAL (R.). L'histoire militaire russe. . . . .	228
WEBSTER (Charles K.), PERROY (Édouard) et VAUCHER (Paul). Journées franco-anglaises d'histoire (septembre 1946). . . . .	62

### BULLETIN HISTORIQUE

<i>La production historique en Italie de 1940 à 1945</i> , par Georges-L. LESAGE. . . . .	79
<i>Allemagne moderne et contemporaine</i> , par H. BRUNSCHWIG. . . . .	233

### COMPTES-RENDUS CRITIQUES

BRACKMANN (Albert) et ENGEL (Karl). Baltische Lande (A. Grenler). . . . .	118
BREBNER (John Bartlett). North Atlantic Triangle (Marcel Giraud). . . . .	282
CANIVET (Dom Joseph-Marie). Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis. T. VII († É. Jordan). . . . .	119
CARCPINO (Jérôme). Le Maroc antique (H.-I. Marrou). . . . .	245
CARS (Edward Hallett). Conditions of Peace (Jacques Vallette). . . . .	292
CERULLI (Enrico). Il libro etiopico dei Miracoli di Maria (Mario Roques). . . . .	256
COQUART (Armand). Dimitri Pisarev (1840-1848) et l'idéologie du nihilisme russe (R. Portal). . . . .	279

## TABLE DES MATIÈRES

319

	Pages
Correspondance de Nicolas Clénard, publiée par Alphonse ROERSCH († <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	124
DELPOS (Léo). Die Anfänge der Utrechter Union, 1577-1587 ( <b>Id.</b> ) . . . . .	259
GENET (L.). Précis d'histoire contemporaine (1919-1939) ( <b>Maurice Baumont</b> ) . . . . .	132
GLODY (abbé A.). La civilisation néolithique en Haute-Alsace ( <b>A. Grenier</b> ) . . . . .	241
GONNET (Giovanni). Il Valdismo medioevale. Prolegomeni ( <b>Émile-G. Léo-</b> <b>nard</b> ) . . . . .	254
HEDGES (James B.). Building the Canadian West ( <b>E. Præclin</b> ) . . . . .	269
HENRY (Paul). La France devant le monde de 1789 à 1939 ( <b>Georges Bourgin</b> ) . . . . .	285
JOURDAN (Jean). Essai sur le droit municipal d'Évian ( <b>É. Perroy</b> ) . . . . .	257
LEFEBVRE (Georges). Le Directoire ( <b>Henri Calvet</b> ) . . . . .	267
LEMERLE (Paul). Philippes et la Macédoine à l'époque chrétienne et byzan- tine ( <b>Louis Bréhier</b> ) . . . . .	246
LEMERLE (Paul). Actes de Kutlumu ( <b>Id.</b> ) . . . . .	251
MACDONALD (I. Norman). Canada, 1763-1841 ( <b>E. Præclin</b> ) . . . . .	269
MEYLAN (Philippe). Jean Barbeyrac et les débuts de l'enseignement du droit dans l'ancienne Académie de Lausanne († <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	128
MORAZÉ (Charles). La France bourgeoise, XVIII <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles ( <b>G. Lefebvre</b> ) . . . . .	273
MOUSNIER (Roland). La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII ( <b>A. Renaudet</b> ) . . . . .	263
NAMIER (L. B.). The Revolution of the Intellectuals ( <b>J. Vallette</b> ) . . . . .	281
NILSSON (Martin P.). Geschichte der griechischen Religion ( <b>P. Cloché</b> ) . . . . .	243
NUTE (Grace Lee). Caesars of the Wilderness ( <b>M. Giraud</b> ) . . . . .	265
OUVRARD (Maxime). L'itinéraire de la paix à la guerre, dix ans à la S. D. N. ( <b>Maurice Baumont</b> ) . . . . .	132
RAIN (Pierre). L'Europe de Versailles (1919-1939) ( <b>P. Renouvin</b> ) . . . . .	130
RICHARD (Jean). Le comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine, 1102- 1187 ( <b>Jean Leclant</b> ) . . . . .	255
SABBE (Ét.). De Belgische vlasnijverheid ( <b>E. Coornaert</b> ) . . . . .	125
SIEGFRIED (André). Mes souvenirs de la III <sup>e</sup> République. Mon père et son temps. Jules Siegfried, 1836-1922 ( <b>Georges Bourgin</b> ) . . . . .	133
SILBERNER (Edmond). La guerre dans la pensée économique du XVI <sup>e</sup> au XVIII <sup>e</sup> siècle († <b>Henri Hauser</b> ) . . . . .	258
TREVELYAN (G. M.). English Social History ( <b>Paul Vaucher</b> ) . . . . .	277
VAILLANT (Pierre). Gap et les libertés gapençaises, 1232-1349 ( <b>É. Perroy</b> ) . . . . .	257
VAN VALKENBURG (et collaborateurs). America at War. A geographical Analysis ( <b>André Meynier</b> ) . . . . .	291
VILLATE (Robert). Le Lion des Flandres à la guerre ( <b>P. Renouvin</b> ) . . . . .	287
VILLEY (Michel). La Croisade. Essai sur la formation d'une théorie juridique ( <b>Louis Bréhier</b> ) . . . . .	253
WELTER (G.). Histoire de Russie depuis les origines jusqu'à 1945 ( <b>R. Portal</b> ) . . . . .	288
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES. Histoire générale, 294 ; Histoire religieuse, 299 ; Bel- gique, 135 ; France, 138 ; Grande-Bretagne, 145.	

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

- I. Histoire générale et instruments de travail, 148, 301.
- II. Orient ancien et antiquité, 148, 302.
- III. Moyen Age, 149, 302.
- IV. Le xvi<sup>e</sup> siècle et l'Ancien Régime, 150, 302.
- V. La Révolution et le xix<sup>e</sup> siècle, 150, 304.
- VI. L'époque contemporaine, 152, 305.

CHRONIQUE. Nécrologie : Édouard Jordan (1866-1946), par Gabriel LE BRAS, 153 ; Germaine Rouillard, par Louis BRÉHIER, 307 ; Sir John Clapham (1873-1946), par Paul VAUCHER, 307. — Les archives de la Wilhelmstrasse, par Maurice BAUMONT, 157. — Les échanges culturels entre la France et l'Union soviétique, par R. PORTAL, 158. — France, 159, 308. — États-Unis, 160.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 313.

TABLE DES MATIÈRES, 318.

---

*Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.*

153;  
1873-  
par  
nion  
160.





# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



## SOMMAIRE

	PAGES
HENRI HAUSER. <i>Esquisse d'une philosophie de l'histoire de la géographie économique</i> . . . . .	1
LOUIS MAZOYER. <i>Les origines du prophétisme cévenol (1700-1703)</i> . . . . .	23
GEORGES LEFEBVRE. <i>Avenir de l'histoire</i> . . . . .	55
CHARLES K. WEBSTER, ÉDOUARD PERROY & PAUL VAUCHER. <i>Journées franco-anglaises d'histoire (septembre 1946)</i> . . . . .	62
ODETTE MERLAT. <i>La Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France</i> . .	70
BULLETIN HISTORIQUE. <i>La production historique en Italie de 1940 à 1945, par GEORGES-L. LESAGE</i> . . . . .	79
COMPTES RENDUS CRITIQUES ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ) . . . . .	118
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . . . .	135
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES . . . . .	149
CHRONIQUE . . . . .	153

71<sup>e</sup> année — T. CXCVII

Janvier-Mars 1947

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

# REVUE HISTORIQUE

**DIRECTEUR :**

**P. RENOUVIN**

MEMBRE DE L'INSTITUT  
PROFESSEUR A LA SORBONNE

**COMITÉ DE RÉDACTION :**

André **AYMARD**, professeur à la Sorbonne; Georges **BOURGIN**, directeur honoraire des Archives de France; Édouard **DHORME**, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études; Henri **HASER**, professeur honoraire à la Sorbonne; Gabriel **LE BRAS**, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études; Georges **LEFEBVRE**, professeur honoraire à la Sorbonne; Paul **MANTOUX**, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève; Ch.-Edmond **PERLIN**, professeur à la Sorbonne; Charles **PETIT-DUTAILLIS**, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Écoles françaises; André **PIGANIOL**, professeur au Collège de France; Augustin **RENAUDET**, professeur à la Sorbonne; Pierre **RENOUVIN**, professeur à la Sorbonne.

*Secrétaires généraux de la Rédaction :* Ch.-André **JULIEN** et Maurice **CROUZET**

*Secrétaire de la Rédaction :* **MARC-BONNET**

**RÉDACTION :**

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France),  
le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

**ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :**

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>)

*Revue trimestrielle*

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1947

France et Colonies : **400 francs** — Étranger : **500 francs**

*Le numéro, 130 francs*

Compte de chèques postaux : **Paris 392-33**

**AVIS IMPORTANT.** — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de dix francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum d'un mois après réception du numéro suivant.

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	PAGE
Albert BRACKMANN et Karl ENGEL. Baltische Lande ( <b>A. Grenier</b> ).....	118
Dom Joseph-Marie CANIVEZ. Statuta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis. T. VII († <b>E. Jordan</b> ).....	119
Correspondance de Nicolas Clénard, publiée par Alphonse ROERSCH († <b>Henri Hauser</b> )..	124
Ét. SABBE. De Belgische vlasnijverheid ( <b>E. Coornaert</b> ) .....	125
Philippe MEYLAN. Jean Barbeyrac et les débuts de l'enseignement du droit dans l'ancienne Académie de Lausanne († <b>Henri Hauser</b> ).....	128
Pierre RAIN. L'Europe de Versailles (1919-1939). Les traités de paix, leur application, leur mutilation ( <b>P. Renouvin</b> ) .....	130
L. GENET. Précis d'histoire contemporaine (1919-1939) ( <b>Maurice Beaumont</b> ) .....	132
Maxime OUVRARD. L'itinéraire de la paix à la guerre, dix ans à la S. D. N. ( <b>Id.</b> )....	132
André SIEGFRIED. Mes souvenirs de la III <sup>e</sup> République. Mon père et son temps. Jules Siegfried, 1836-1922 ( <b>Georges Bourgin</b> ).....	133

# REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD



## SOMMAIRE

	PAGES
AUGUSTIN FLICHE. <i>L'avenir de l'histoire régionale</i> . . . . .	161
GASTON ZELLER. <i>L'administration monarchique avant les intendants</i> . . . . .	180
CH. HIGOUNET. <i>Charles VIII, Jean de Foix-Narbonne et le comté de Comminges</i> . . . . .	216
HENRI CALVET. <i>Une histoire « nouvelle » de la Révolution française</i> . . . . .	221
R. PORTAL. <i>L'histoire militaire russe</i> . . . . .	228
BULLETIN HISTORIQUE. <i>Allemagne moderne et contemporaine, par H. BRUNSCHWIG</i> . . . . .	233
COMPTES RENDUS CRITIQUES ( <i>Pour le détail, voir au verso</i> ) . . . . .	241
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES . . . . .	294
PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES . . . . .	301
CHRONIQUE . . . . .	307
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . .	313
TABLE DES MATIÈRES . . . . .	318

71<sup>e</sup> année — T. CXCVII

Avril-Juin 1947

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

# REVUE HISTORIQUE

**DIRECTEUR :**

**PIERRE RENOUVIN**

MEMBRE DE L'INSTITUT  
PROFESSEUR A LA SORBONNE

**COMITÉ DE RÉDACTION :**

André AYMARD, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGIN, directeur honoraire des Archives de France; Édouard DHORME, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études; Gabriel LE BRAS, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président de la section des Sciences religieuses de l'École pratique des Hautes Études; Georges LEFEBVRE, professeur honoraire à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur honoraire de l'Office national des Universités et Écoles françaises; André PIGANOL, professeur au Collège de France; Augustin RENAUDET, professeur au Collège de France.

*Secrétaires généraux de la Rédaction :* Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET

*Secrétaire de la Rédaction :* MARC-BONNET

**RÉDACTION :**

49, boulevard Saint-Michel (Presses Universitaires de France),  
le mercredi, de 14 h. 30 à 17 heures

**ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :**

Presses Universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, Paris (6<sup>e</sup>)

*Revue trimestrielle*

ABONNEMENTS ANNUELS pour l'année 1947

France et Colonies : **400 francs**

(Baisse légale à déduire 5%)

Étranger : **500 francs** — *Le numéro*, **130 francs**

Compte de chèques postaux : **Paris 392-33**

**AVIS IMPORTANT.** — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme de dix francs.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum d'un mois après réception du numéro suivant.

## OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	PAGES
Abbé A. GLORY. La civilisation néolithique en Haute-Alsace ( <b>A. Grenier</b> ) . . . . .	241
Martin P. NILSSON. Geschichte der griechischen Religion ( <b>P. Cloché</b> ) . . . . .	243
Jérôme CARCOPINO. Le Maroc antique ( <b>H.-I. Marrou</b> ) . . . . .	245
Paul LEMERLE. Philippos et la Macédoine orientale à l'époque chrétienne et byzantine ( <b>Louis Bréhier</b> ) . . . . .	246
Paul LEMERLE. Actes de Kutlumu ( <b>Id.</b> ) . . . . .	251
Michel VILLEY. La Croisade. Essai sur la formation d'une théorie juridique ( <b>Id.</b> ) . . . . .	253
Giovanni GONNET. Il Valdismo medioevale. Prolegomeni ( <b>Émile-G. Léonard</b> ) . . . . .	254
Jean RICHARD. Le comté de Tripoli sous la dynastie toulousaine (1102-1187) ( <b>Jean Leclant</b> ) . . . . .	255
Enrico CERULLI. Il libro etiopico dei Miracoli di Maria e le sue fonti nelle letterature del medio evo latino ( <b>Mario Roques</b> ) . . . . .	256

(Suite à la page 3 de couverture)



s de  
i Le  
des  
ono-  
ter-  
lis,  
ran-  
au

nt  
d-

es  
41  
43  
45

6  
41  
43  
44

5

6

/